



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

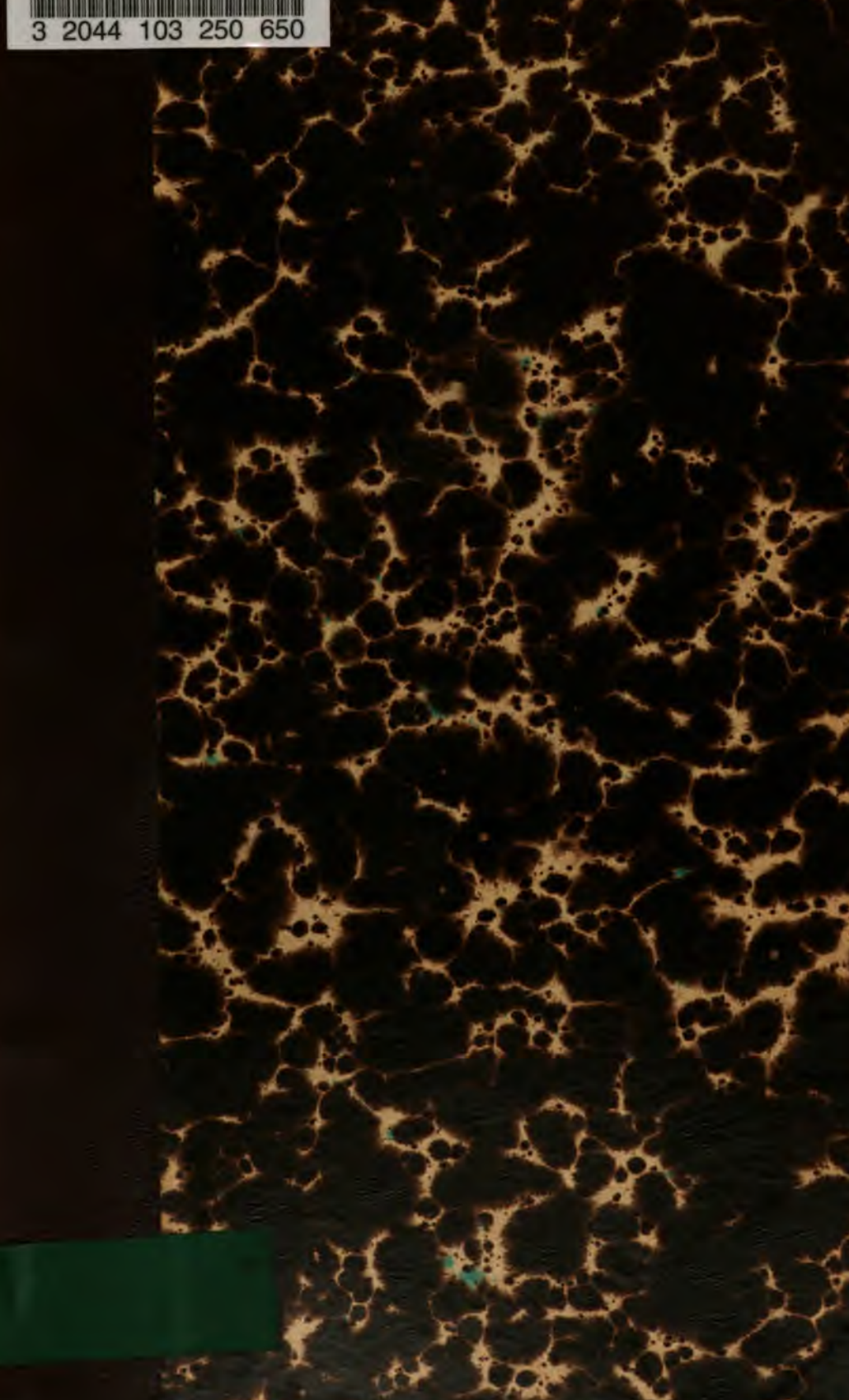
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

3 2044 103 250 650







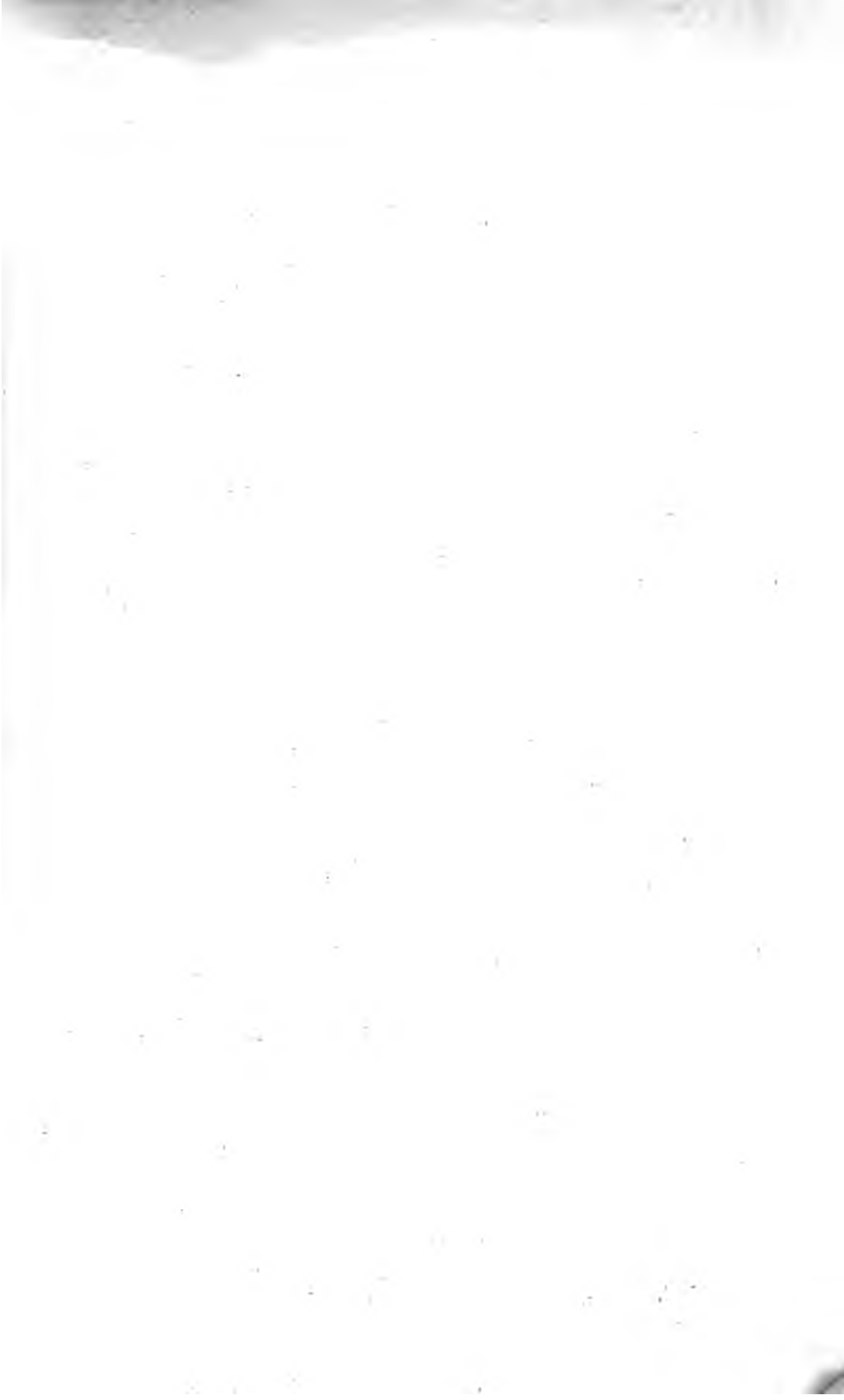
HARVARD LAW LIBRARY

Received JUL 11 1932













**BULLETIN SPÉCIAL**

**DES**

**DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX**

---

PARIS. — TYPOGRAPHIE A. HENHUYER, RUE D'ARCET, 7.

---

**BULLETIN SPÉCIAL**

DES

# **DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX**

ET DES

**TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE**

RECUEIL MENSUEL

PAR

**M. AL. BEAUME**

ET

**M. CH. MILLION**

Avocat à la Cour d'appel de Paris,  
Suppléant du juge de paix du 10<sup>e</sup> arrondissement  
de Paris.

Juge de paix du 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris,  
Auteur de divers ouvrages de droit.

**ET UNE SOCIÉTÉ DE JUGES DE PAIX, D'AVOCATS ET DE JURISCONSULTES**

---

**TOME VINGT-HUITIÈME**

**PARIS**

**BUREAUX, RUE GUÉNÉGAUD, 27**

---

**1886**



7/11/20

# BULLETIN SPÉCIAL

DES

## DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

---

Justice de paix de Saint-Germain en Laye  
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALPHONSE BOULÉ,  
juge de paix.

30 septembre 1885.

*Agences de location. — Concurrence d'action. — Droit de commission. — Usage des lieux. — Partage. — Frais.*

Il est d'usage, dans la commune du Vésinet, que, quand deux bureaux d'agence de location ont fait visiter à un amateur, qui finit par traiter comme locataire, le même immeuble, le bénéfice de commission se partage entre leurs titulaires.

En cas de non-accord entre ces derniers, le propriétaire qui a offert de payer doit rester indemne de tous frais.

Ainsi jugé, dans les termes suivants, par M. le juge de paix de Saint-Germain en Laye :

« NOUS, JUGE DE PAIX, statuant contradictoirement et en premier ressort : — Attendu que la demoiselle Grain a fait citer le sieur Tagnard pour l'audience d'aujourd'hui, en paiement de 85 francs, devant former, avec l'acompte reçu de 50 francs la somme totale de 135 francs, qu'elle prétend lui être due pour commission de la location de l'immeuble situé au Vésinet, avenue Centrale, n° 34; — Attendu que le

sieur Chardin a fait citer ledit sieur Tagnard à cette même audience en paiement de 67 fr. 50 pour commission de location à la même personne de l'immeuble ci-dessus désigné; — Attendu que le sieur Tagnard a offert et offre de payer la commission qu'il doit, c'est-à-dire 135 francs, soit à la demoiselle Grain seule, soit à cette dernière et au sieur Chardin, conjointement et par moitié; — Attendu qu'il y a connexité entre les deux demandes; — Joignons les causes, — Et au fond : — Attendu qu'il est d'usage au Vésinet que, quand deux bureaux d'agence de location ont fait visiter à un amateur, qui finit par traiter comme locataire, le même immeuble, le bénéfice de commission se partage entre leurs titulaires; — Attendu que la demoiselle Grain nie cet usage; — Mais attendu qu'il existe de notoriété publique et qu'il est suffisamment établi que cette demoiselle, ou le titulaire qui l'a précédée dans son agence, a déjà accepté le partage de la commission où en a profité; — Que, dans cet état de choses, la demoiselle Grain a mauvaise grâce à contester ce mode de règlement et qu'elle doit supporter seule les frais qui ont été la suite de ses agissements, d'autant

plus que le sieur Tagnard s'est toujours déclaré prêt à payer les 135 francs, sauf aux deux prétendants à se mettre d'accord; — Par ces motifs, condamnons en tant que de besoin le sieur Tagnard à payer : 1° à M<sup>lle</sup> Grain, la somme de 17 fr. 30 pour solde des 67 fr. 50, représentant la moitié à laquelle elle a droit dans le chiffre de la commission; 2° à M. Chardin; celle de 67 fr. 50, représentant l'autre moitié; — Disons qu'à défaut d'acceptation des offres réelles du sieur Tagnard, faites à l'audience, ce dernier peut être dispensé de payer des intérêts, est, dès à présent, autorisé à déposer à la caisse des dépôts et consignations et aux frais de la partie refusante le montant de sa dette; — Et condamnons la demoiselle Grain en tous les dépens, y compris le coût de la minute du présent jugement, les frais de levée d'icelui et ceux d'exécution devant être supportés par celle des parties qui y donnera lieu. »

**Observations.** — Ce jugement constate et consacre un usage local très intéressant et très juste.

Justice de paix du XI<sup>e</sup> arrondissement  
de Paris.

Président : M. CRANNEY, juge de paix.

28 octobre 1885.

*Ferblantier. — Obstacle apporté à la sortie des lieux loués par le propriétaire d'un séchoir commandé pour en opérer la livraison. — Dommages-intérêts dus. — Rejet de la demande faute de justification suffisante en l'état du préjudice éprouvé.*

Le propriétaire qui loue à un ferblantier un atelier pour y exercer son industrie,

ne peut ignorer que, pendant la location, ce dernier fera entrer et sortir des marchandises de cet atelier, notamment celles qui y sont fabriquées, ce qui motive l'usage consacré des six mois de loyer d'avance.

Dès lors, il encourt des dommages-intérêts en faisant obstacle à la livraison d'un séchoir fabriqué dans les lieux, qu'il pouvait saisir, en se conformant à la loi, s'il lui était dû des loyers, ce qu'il n'a pas fait.

Ces dommages-intérêts toutefois ne sauraient être accordés que sur justification suffisante du préjudice souffert.

Ainsi décidé par le jugement que nous reproduisons ci-après :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Durier, exposant que, le 20 septembre dernier, il a été empêché par la dame Antoine de livrer un séchoir en tôle au sieur Le Guin, de 2 000 francs, que, par ce retard de livraison, il s'est trouvé dans la nécessité de consentir un rabais de 200 francs, a fait citer devant nous ladite dame Antoine, à l'effet de s'entendre condamner à lui payer la somme de 200 francs, à titre de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice à lui ainsi causé; — Attendu qu'il n'est pas contesté que la dame Antoine se soit opposée à l'enlèvement du séchoir, ce qui dispense le demandeur de justifier d'une mise en demeure extrajudiciaire; — Attendu que, en louant à un ferblantier un atelier, le propriétaire ne pouvait ignorer que pendant la location ce dernier ferait entrer et sortir des marchandises de cet atelier, notamment celles qui y étaient fabriquées, fait en raison duquel il a été perçu six mois de loyer d'avance, que si des loyers pouvaient être dus à ladite

dame, ainsi qu'elle le prétend, elle pouvait faire saisir les marchandises confectionnées se trouvant dans les lieux ; — Attendu qu'en agissant comme elle l'a fait, la dame Antoine a excédé son droit et qu'elle s'est, par suite, obligée à réparer au demandeur le préjudice qu'elle a pu lui causer ; — Mais, attendu que le demandeur ne justifie pas suffisamment, en l'état, qu'il ait dû subir la réduction de 200 francs exigée par l'acquéreur du séchoir dont il s'agit ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, déboutons quant à présent le sieur Durier de sa demande et le condamnons aux dépens. »

**Observations.** — Le propriétaire qui a loué à un commerçant, ne peut certainement pas faire obstacle à l'exercice de son commerce, et ce serait y faire obstacle que d'empêcher la sortie des marchandises qu'il vend ou qu'il fabrique. Comme le dit très bien la sentence, le seul droit du propriétaire à qui il est dû des loyers est de faire saisir non seulement les meubles, mais même les marchandises qui garnissent les lieux loués. Mais, à défaut de saisie préalable, le locataire est en droit de livrer les marchandises qui lui sont commandées, et, en en empêchant la sortie, le propriétaire lui cause un préjudice, dont réparation est due au locataire. Toutefois, il appartient au juge d'apprécier s'il y a eu réellement dommage causé au locataire, ou à combien il peut être évalué, s'il existe.

---

**Tribunal de simple police du Neubourg (Eure).**

*Président:* M. MESUREUX, *juge de paix.*

22 septembre 1885.

*Injure publique. — Maire. — Outrage.*  
*Procès-verbal. — Compétence.*

Le Tribunal de simple police n'est pas compétent pour statuer sur l'injure proférée dans un lieu public contre le maire et les conseillers municipaux d'une commune.

L'injure commise publiquement envers des magistrats, à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, est justiciable du Tribunal correctionnel.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police du Neubourg, dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que toute expression outrageante, terme de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait, est une injure ; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal sus-énoncé de M. le commissaire de police du Neubourg que Signol a, sur la place du Marché, le 9 de ce mois, grossièrement injurié le maire de la ville du Neubourg, ainsi que les conseillers municipaux de cette commune ; — Qu'en effet, d'après ce procès-verbal, il aurait dit : « J'en.... le maire et l'adjoint, et j'ai les conseillers municipaux au derrière » ; — Attendu qu'à l'audience de ce jour Signol a prétendu que ces paroles ne s'appliquaient pas au maire ni aux conseillers municipaux, mais bien à l'administration, ajoutant en forme d'interrogation au Tribunal : « Le sieur Lesage est donc un mou-  
« chard, puisqu'il me fait dresser

« procès-verbal ? » — Attendu que M. Lesage fait partie du conseil municipal du Neubourg ; — Attendu que les explications et la tenue de Signol à l'audience ne font que confirmer l'outrage relaté au procès-verbal susdaté et qu'elles accentuent, dans le sens légal, l'outrage à l'occasion de l'exercice de la fonction ; — Attendu qu'aux termes de l'article 33 de la loi du 29 juillet 1881 l'injure commise par les moyens de menaces, cris ou discours proférés dans les lieux publics envers les corps ou les personnes désignés par les articles 30 et 31 de ladite loi, rend celui qui en est l'auteur justiciable des Tribunaux correctionnels ; — Qu'une jurisprudence constante depuis la promulgation de ladite loi maintient la compétence du Tribunal correctionnel pour connaître du délit d'outrage commis envers un magistrat à l'occasion de l'exercice de ses fonctions (Cass., 15 mars, 12 juillet et 23 août 1883) ; — Attendu que les dispositions de l'article 471 du Code pénal ne sont applicables que dans le cas où l'injure n'est pas publique ; — Attendu, en conséquence, que les faits dont il s'agit ne sauraient être jugés par le Tribunal de simple police ; — Par ces motifs et d'office, — Se déclare incompétent, et renvoie la cause et la partie devant les juges qui doivent en connaître. »

**Observations.** — Solution conforme à une jurisprudence aujourd'hui constante. — Voir dans nos ANNALES les arrêts cités dans la sentence.

**Justice de paix du canton de Brive (Corrèze).**

**Président : M. BÉRONIE, juge de paix.**

5 octobre 1885.

*Louage. — Demande en résiliation de bail. — Abus de jouissance. — Conventions du bail. — Incompétence du juge de paix.*

Le juge de paix n'est pas compétent pour statuer sur une demande en résiliation de bail fondée sur ce que le locataire ne se serait pas conformé dans sa jouissance aux clauses et conditions du bail.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Brive, dans les circonstances que voici :

M<sup>me</sup> veuve Bonnély a fait citer le sieur Gizardin à comparaître devant M. le juge de paix de Brive :

« Attendu qu'elle a loué verbalement, au sieur Gizardin, pour une année, qui a commencé à courir le 1<sup>er</sup> mai dernier, à raison de 400 fr., le rez-de-chaussée d'une maison qu'elle possède à Brive, boulevard du Palais-de-Justice, pour y établir un chai ; — Attendu qu'il a été concédé au défendeur un droit de passage sur la cour par la porte qui se trouve du côté de la rue, ainsi que de puiser de l'eau à la pompe existant dans ladite cour ; — Attendu que le sieur Gizardin ou ceux qu'il emploie abusent étrangement du droit qui lui appartient ; notamment ils déposent sur la cour les fûts et les ustensiles de leur profession, nettoient les fûts sur ladite cour, l'inondant ainsi que le jardin, et en rendent le séjour impossible ; — Attendu en outre qu'ils affectent d'aller au chai après dix heures du soir, d'y faire un grand tapage en

frappant sur les fûts à coups de maillet ; — Attendu que la demanderesse ne saurait tolérer de semblables faits qui lui portent le plus grand préjudice, le commandant qui habite au-dessus lui ayant signifié qu'il quitterait sa maison, si cela devait continuer ; — Par ces motifs, voir résilier le bail verbal intervenu entre les parties ; — Par suite, voir dire que le défendeur sera tenu, dans les vingt-quatre heures du jugement à intervenir, de vider les lieux par lui occupés ; sinon et faute de ce faire, voir autoriser la demanderesse à le faire expulser, même avec l'assistance de la force armée, et s'entendre condamner en 50 francs de dommages-intérêts et aux dépens. »

Gizardin répond qu'il jouit du local par lui affermé selon les conventions faites et conformément à la destination à laquelle il est affecté, dans la mesure de son droit, sans la dépasser ; que, la demande de la dame veuve Bonnély n'étant ni admissible ni fondée, il conclut à notre incompétence *ratione materiz*. — Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance ; ouï les parties dans leurs dires, moyens et conclusions : — Attendu qu'aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix n'ont pas compétence pour statuer sur une demande en résiliation de bail fondée sur toute autre cause que le défaut de paiement des loyers ou fermages échus ; — Attendu que, l'action portée devant nous par M<sup>me</sup> veuve Bonnély n'étant pas fondée sur le défaut de paiement du prix de la location du chai qu'elle a loué au sieur Gizardin, mais bien

sur ce que ce dernier ne se conformait pas dans sa jouissance aux conventions faites et respectivement acceptées, sa demande ne saurait être accueillie ; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort, disons la demande de la dame veuve Bonnély mal fondée, l'en déboutons et la condamnons aux dépens, liquidés à la somme de..., et au coût du présent jugement. »

**Observations.** — La compétence en matière de demande de résiliation de bail est strictement limitée, par la loi de 1838, aux cas où cette demande est fondée sur le défaut de paiement des loyers. Et il en est ainsi alors même que le prix annuel de la location n'excède pas 400 fr. — Par suite, toute demande en résiliation du bail fondée sur une autre cause, par exemple sur l'inexécution des clauses du bail, un abus de jouissance, etc., échappe entièrement à la connaissance du juge de paix, qui doit se déclarer, même d'office, incompétent.

Justice de paix du canton de Charenton  
(Seine).

Président : M. PICOT, juge de paix.

29 septembre 1885.

Vente. — Chien. — Conditions. — Vente imparfaite.

Lorsque les parties sont en désaccord sur les conditions et le prix auxquels un chien de chasse aurait été vendu, il y a lieu, à défaut de preuve, de déclarer la vente imparfaite, alors surtout qu'il est

établi que le chien, après la livraison, n'a pas cessé de porter un collier au nom du vendeur.

Ainsi décidé par jugement de M. le juge de paix de Charenton, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX, statuant en premier ressort : — Attendu que B... prétend avoir vendu à F... un chien de chasse, moyennant le prix ferme de 150 francs ; — Attendu que F... reconnaît avoir pris livraison du chien, mais soutient l'avoir acheté au prix de 200 francs et à l'essai, c'est-à-dire avec faculté de le rendre sans indemnité après l'ouverture de la chasse ; que B... refuse formellement de le reprendre ; — Attendu qu'aucune des parties ne fait la justification de ces allégations, la convention intervenue ayant été purement verbale, et qu'aucune offre de preuves régulières n'est faite au Tribunal ; — Attendu qu'il est reconnu par B... que, depuis sa livraison à F..., le chien n'a pas cessé de porter un collier au nom de B... ; que si le chien avait été réellement vendu ferme, il n'est pas douteux que son vendeur, en le livrant, lui eût enlevé le collier portant son nom ; qu'il y a déjà là une présomption de vente à l'essai ; — Attendu, d'autre part, qu'aux termes de l'article 1583 du Code civil, la vente n'est parfaite que si les parties sont convenues du prix ; que, dans l'espèce, le prix a été si peu convenu, que le vendeur soutient avoir vendu 150 francs et l'acheteur prétend avoir acheté 200 francs, c'est-à-dire un prix supérieur à celui réclamé ; — Attendu que c'est le cas, pour le Tribunal, en l'absence de preuves,

de déclarer ladite vente imparfaite en vertu de l'article 1583 ; — Attendu, en conséquence, que le chef de demande de F... tendant à forcer B... à reprendre son chien, doit être accueilli ; mais que celui relatif au paiement d'une indemnité n'est pas justifié, pas plus que la demande reconventionnelle de B..., tendant au paiement de 150 francs pour prix de vente du chien ; — Par ces motifs ; — Disons que, dans la huitaine du présent jugement, B... sera tenu de reprendre chez F... le chien dont il s'agit, sinon autorise F..., après ce délai, à faire vendre publiquement le chien aux frais et en présence de B... ou lui dûment appelé ; — Déboutons F... du surplus de sa demande ; — Déboutons B... de sa demande reconventionnelle ; — Et condamnons B... en tous les dépens. »

**Observations.** — La vente n'est parfaite que lorsque les parties sont d'accord sur la chose et le prix. La discussion de la chose vendue n'est même pas une preuve suffisante de la vente, car la chose peut avoir été donnée à l'essai, comme dans l'espèce actuelle. Lors donc que devant le juge les parties ne sont pas d'accord sur les conditions de la vente et que le vendeur n'apporte pas preuve suffisante que la vente ait été définitivement conclue, le juge ne peut que déclarer la vente imparfaite. Il en est ainsi, surtout, lorsque des circonstances de fait font ressortir la présomption que la vente n'a été faite qu'à l'essai.



Justice de paix du canton de Roye  
(Somme).

Président : M. OSCAR BARON, juge de paix.

4 et 11 septembre 1883.

Dommages aux champs. — Lapins. —  
Irresponsabilité du propriétaire de  
bois. — Défaut de mise en demeure.

Le propriétaire de bois n'étant pas responsable de *plano* des dommages causés par les lapins aux récoltes voisines peut repousser l'expertise et demander que la question de responsabilité soit préalablement tranchée (*premier jugement*).

Lorsqu'il n'y a pas importation de lapins ou multiplication par le fait du propriétaire, ce dernier n'est pas responsable. D'ailleurs, en cas de multiplication, il ne devient responsable que sur une mise en demeure et postérieurement à cette mise en demeure (*deuxième jugement*).

Ainsi décidé par les jugements suivants :

*Premier jugement.*

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la veuve Hénin réclame à de Bracquemont la somme de 110 fr. pour dommages causés à sa récolte de blé par les lapins sortant du bois de de Bracquemont et qu'elle conclut à une expertise; — Attendu que le mandataire du défendeur excipe de l'irresponsabilité de son mandant, qui, d'après lui, n'a commis aucune faute et a fait tout ce qui est humainement possible de faire pour débarrasser son bois de ses hôtes incommodes, qu'il a fait notamment de nombreuses battues et employé tous les moyens de destruction; qu'il offre la preuve des faits qu'il avance, repousse l'expertise et réclame le rejet de la demande; — Attendu que le proprié-

taire d'un bois n'est pas d'emblée responsable des dégâts commis par les lapins sortant de sa propriété, mais seulement en cas de faute de sa part en vertu de l'article 1383 du Code civil, qu'il peut, par suite, demander avant tout que la question de responsabilité soit tranchée et s'oppose à toute expertise; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort, rejetons, quant à présent, la demande d'expertise formée par la demanderesse et, faisant droit aux conclusions du défendeur, l'autorisons à prouver, par témoins et tous autres moyens, les faits par lui avancés, renvoyons l'enquête à notre audience de vendredi prochain, à une heure, dépens réservés. »

*Deuxième jugement.*

« Attendu que le principe de la responsabilité du propriétaire du bois relativement aux dommages de lapins découle, soit de l'importation du gibier, soit de sa multiplication à l'infini, par suite du fait du propriétaire; — Attendu que, s'il ne résulte pas de l'enquête demandée par de Bracquemont qu'il ait employé des moyens bien efficaces de destruction, il ne résulte pas non plus de la contre-enquête qu'il ait peuplé ou repeuplé son bois, ni qu'il ait laissé propager le gibier en telle quantité qu'il fût devenu un véritable fléau pour les voisins, et que, par suite, de Bracquemont fût obligé de détruire; — Attendu, encore et surtout, que la responsabilité ne peut être encourue, sauf le cas d'importation de gibier, que lorsqu'une mise en demeure, ou tout au moins une interpellation verbale prouvée ou avouée, a été

faite audit propriétaire et seulement à partir de cette mise en demeure; — Que ce n'est, en effet, que lorsque les voisins se plaignent, que le propriétaire est obligé d'aviser au moyen de leur donner satisfaction, soit en leur permettant la destruction du gibier dans son bois, soit en l'opérant lui-même; — Attendu que ce n'est qu'au moment de la maturité de la récolte que M<sup>me</sup> Hénin prouve s'être adressée à de Bracquemont; — Attendu que de Bracquemont ne peut donc répondre des dommages existant avant cette réclamation, et qu'il ne peut pas non plus réclamer les dommages postérieurs, puisque la récolte aurait dû être enlevée lors de la maturité; — Attendu, au surplus, que, les dégâts commis avant l'époque où la récolte devait être effectuée n'ayant pas été constatés en temps utile, il serait impossible de les distinguer des dégâts ultérieurs, et, par suite, d'en arbitrer la quotité; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, déboutons la dame Hénin de sa demande et la condamnons aux dépens. »

**Observations.** — Sans doute les propriétaires voisins d'un bois sont assujettis à une sorte de servitude résultant de la situation des lieux, et ne peuvent réclamer de dommages-intérêts pour le préjudice à eux causés par le voisinage des lapins, qu'autant qu'ils prouvent que le propriétaire du bois a commis une faute. Mais il est peut-être excessif de dire que le propriétaire n'est responsable qu'autant qu'il a importé ces animaux ou en a favorisé la multiplication. Le propriétaire de bois a en outre le devoir de veil-

ler à ce que les lapins ne se multiplient pas à l'excès, et par suite, de les détruire autant qu'il est possible. Jugé en ce sens, notamment : que la responsabilité du propriétaire de bois existe surtout lorsque le gibier s'est multiplié sous la garde de nombreux agents, qu'il n'a rien été fait pour le détruire, ou que les moyens employés n'ont rien eu de sérieux ni d'efficace. Cass., 10 juin 1863, *ANNALES* 1864, p. 18.

Justice de paix du canton de Tullins  
(Isère).

Président : M. GÉRARD, juge de paix.

5 septembre 1885.

*Arbres. — Racines. — Chemin rural. — Tranchée. — Travaux publics. — Action en dommages-intérêts non recevable. — Expertise.*

Le propriétaire d'un terrain limitrophe de la voie publique n'est ni recevable ni fondé à actionner en dommages-intérêts l'entrepreneur qui, en faisant pour le compte de la commune, sur un chemin public lui appartenant, des tranchées destinées à recevoir les conduits d'une fontaine, a coupé les racines d'arbres qui s'étendaient jusque sur le sol de ce chemin.

La commune a, comme tout autre propriétaire, le droit de couper les racines des arbres des voisins qui s'étendent sur son sol. L'entrepreneur qui agit pour le compte de la commune a le même droit.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Berger-Vachon a exposé qu'il possède, au mas de Troussatières, commune de Tullins, une propriété rurale, bornée au couchant par chemin rural tendant du mas de

Troussatières à celui de Monfert, sur les bords duquel est complantée une rangée de vingt-sept noyers anciens et en plein rapport ; que Laurent-Piquet, voulant amener une fontaine du mas de Biol à celui de Troussatières, où sont ses bâtiments d'habitation, a été autorisé par un arrêté du maire de la commune de Tullins, daté du 13 mars dernier, à ouvrir, dans et le long du chemin prérappelé, une tranchée pour la pose des conduits en plomb des eaux de sa fontaine ; que les ouvriers chargés d'exécuter ces travaux de tranchée ont coupé les racines grosses et menues de ses noyers plantés en bordure le long du chemin ; que ce fait fut dénoncé à Laurent-Piquet par une sommation en date du 6 avril dernier, contenant toutes réserves au sujet des dommages qu'il serait en droit de demander dès que les dégâts occasionnés par l'ouverture de la tranchée seraient devenus apparents ; que, depuis lors, quatre ou cinq noyers sont, par le fait dont s'agit, menacés dans leur existence, ainsi qu'il serait facile de le constater ; qu'enfin c'est à tort que, pour échapper à la réclamation qui lui est faite, Laurent-Piquet se baserait sur l'autorisation qui lui a été donnée par l'arrêté du 13 mars dernier, toutes réserves ayant été faites, dans lesdits arrêtés, des droits des tiers ; que, Laurent-Piquet n'ayant pas consenti amiablement à lui payer l'indemnité à laquelle il a droit, il s'est vu dans l'obligation de l'assigner aux fins de ses conclusions ci-dessus.

Laurent-Piquet a objecté que, la commune ayant le droit de faire des tranchées dans les chemins ru-

raux, sans indemnité pour les riverains, il n'en est tenu lui-même d'aucune, étant cessionnaire de ce même droit par l'effet de l'arrêté du 13 mars.

L'affaire mise en délibération, il a été rendu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il n'est point contesté par Berger-Vachon que le chemin de Troussatières à Monfert, longeant sa propriété, ne soit un chemin rural public ; — Attendu qu'il n'est point contesté non plus que, eu égard à cette qualité attribuée audit chemin, le maire n'ait eu le droit d'autoriser, par son arrêté du 13 mars dernier, Laurent-Piquet à y ouvrir une tranchée pour la pose de tuyaux destinés à conduire les eaux d'une source à proximité de ses bâtiments ; — Attendu que cette autorisation, révocable à toute réquisition, « avec destruction des travaux, sans aucune indemnité dans le cas où cela deviendrait nécessaire dans l'intérêt de l'Etat, du département ou de la commune », est évidemment donnée dans les limites des droits et des obligations incombant à la commune, en sa qualité de propriétaire du sol des chemins ruraux [publics ; — Attendu qu'en cette qualité de propriétaire la commune, à défaut de restrictions édictées par la loi, jouit des mêmes droits que tout propriétaire quelconque, et spécialement de celui résultant de l'article 672, § 3, du Code civil, de couper elle-même les racines des arbres de ses voisins qui s'étendent dans son sol, c'est-à-dire dans les chemins ; que c'est là un droit qu'elle possède, comme tout autre, *animo domini*,

une faculté imprescriptible à raison du caractère de clandestinité ou de tolérance qui entache la possession des racines dans le sous-sol et par suite la rend inapte à servir de base, au profit du propriétaire des arbres riverains, à une demande en indemnité à l'encontre de celui (dans l'espèce, la commune) qui entend exercer le droit que lui confère l'article 672 précité; — Attendu, de ce que dessus, que si la commune eût, elle-même, pour le service de la voirie ou l'établissement de fontaines communales, ouvert une tranchée et coupé, ce faisant, des racines des arbres plantés sur les fonds limitrophes, les propriétaires de ces fonds seraient sans droit pour réclamer à la commune une indemnité quelconque à raison de ces faits; qu'il doit en être de même de Berger-Vachon à l'égard de Laurent-Piquet, qui, au cas présent, se trouve l'ayant cause de la commune par l'effet de l'arrêté du 13 mars et par suite investi des mêmes droits que celle-ci; — Attendu qu'en vain Berger-Vachon prétendrait-il, à l'appui de sa demande, que l'arrêté dont s'agit maintient la responsabilité de Laurent-Piquet à l'égard des tiers (c'est-à-dire de lui, demandeur), « tous leurs droits étant expressément réservés pour les « dommages qui pourraient résulter « de sa construction »; qu'en effet cette clause, de formule générale et de rigueur, quand bien même elle ne serait pas stipulée, ne signifie autre chose que réserves des droits, — si droits il y a. — Or, il résulte du considérant ci-dessus que le droit à l'indemnité, ne pouvant exister contre la commune, ne peut

par suite exister contre Laurent-Piquet, son ayant cause; — Attendu que Berger-Vachon ne saurait non plus prétendre faire dériver des termes de cette clause une obligation formelle imposée à Laurent-Piquet; qu'en effet toute obligation dérive de la loi, ou d'un contrat; qu'au cas présent, d'une part, l'obligation de payer une indemnité ne saurait résulter de l'article 1382 du Code civil, Laurent-Piquet n'ayant fait qu'user d'un droit que lui a conféré l'arrêté du 13 mars et nulle indemnité n'étant due par celui qui agit dans la plénitude de son droit; que, d'autre part, il n'est prétexté d'aucun contrat intervenu entre la commune et Laurent-Piquet ensuite duquel celle-là aurait imposé à celui-ci, qui l'aurait acceptée, l'obligation formelle de payer une indemnité à Berger-Vachon; ni entre Laurent-Piquet et le maire, qui, en sa qualité de simple administrateur, n'aurait pu, en tous cas, engager la responsabilité de Laurent-Piquet dans des limites où celle de la commune n'était pas elle-même engagée; ni enfin d'aucun contrat intervenu directement entre Berger-Vachon et Laurent-Piquet, ensuite duquel ce dernier, bien que non tenu de l'indemnité, en sa qualité d'ayant cause de la commune, se serait néanmoins engagé personnellement envers le demandeur à la lui payer; — Qu'à tous ces points de vue l'action de Berger-Vachon est donc mal fondée; — Attendu que toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort, — Vu l'arrêté du

maire de Tullins du 13 mars 1885 ; les articles 672, 1101 et 1382 du Code civil ; 5, § 1, de la loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix et 130 du Code de procédure civile, déclarons le sieur Berger-Vachon non recevable et mal fondé ; disons par suite n'y avoir lieu à nomination d'experts, le déboutons de sa demande et le condamnons aux dépens, comprenant, outre ceux payés par lui, ceux du présent et ses suites. »

**Observations.** — L'article 672 dispose formellement que tout propriétaire a le droit de couper lui-même les racines des arbres des voisins qui avancent sur son héritage. Il en résulte que ce voisin ne peut se plaindre d'un tel fait qui est expressément autorisé par la loi, ni demander des dommages-intérêts à raison du dommage que pourrait causer à ses arbres la destruction d'une partie de leurs racines. Ce droit que la loi reconnaît aux propriétaires appartient à la commune aussi bien qu'à tous autres. Par suite, l'entrepreneur dûment autorisé, qui exécute un travail et pratique, pour le compte de la commune, des excavations ou tranchées sur un sol appartenant à celle-ci, ne saurait davantage être autorisé à raison de ce que dans l'exécution du travail qui lui est commandé il aurait coupé les racines des arbres plantés sur un fonds limitrophe. Un tel fait, quelque préjudiciable qu'il puisse être au voisin, est licite et par suite ne peut servir de base à une demande en dommages-intérêts.

Justice de paix du canton de Montredon (Tarn).

*Président : M. BALMELLE, juge de paix.*

20 août 1885.

*Bornage. — Contestation sur la propriété. Incompétence du juge de paix.*

Lorsque, au cours d'une instance en bornage, il s'élève entre les parties une contestation sur les propriétés, le juge de paix doit se déclarer incompétent et renvoyer les parties à se pourvoir devant qui de droit.

Ainsi décidé par M. le juge de paix de Montredon, dans les circonstances que voici :

A la suite d'une demande en bornage entre Claren et Raisseguier, tous les deux propriétaires, domiciliés au hameau de la Brunenquellie, commune de Montredon, le juge de paix, saisi conformément à son jugement préparatoire du 18 mai dernier, s'est transporté, le 13 août, sur les lieux contentieux à l'effet de procéder au bornage de deux parcelles de pré, appartenant auxdits Claren et Raisseguier, portant ensemble le numéro 156, S, K, du plan de la commune de Montredon.

Les parties présentes ont déclaré, ne pouvant produire aucun titre ni faire preuve d'une possession suffisante, vouloir s'en rapporter aux indications cadastrales, mais l'application du plan n'a pu être faite, attendu que les deux parcelles dont s'agit faisaient partie d'un plus grand corps de terre, dont le numéro 156 n'indique que la contenance totale.

De plus, les parties n'ont pu se mettre d'accord sur ce lieu où les bornes devaient être plantées ; l'un

a prétendu être propriétaire au-delà du point jusqu'auquel l'autre a prétendu l'être, ce qui, de part et d'autre, amenait une différence de contenance d'environ 45 mètres carrés, et constituait conséquemment une revendication réelle de terrain ; — Ayant vainement essayé de les concilier et de les amener à partager le terrain contesté en établissant la ligne divisoire sur deux points donnés, le juge a rendu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'en matière de bornage, le juge de paix n'est compétent qu'autant que la propriété et les titres qui l'établissent ne sont point contestés et notamment lorsque la demande en bornage ne se traduit point sur les lieux en une revendication de terrain ; — Dans l'espèce, attendu que l'action en bornage, d'après ce qui précède et le désaccord des parties aurait dû être portée devant les Tribunaux ordinaires et, par conséquent, sujette aux préliminaires de conciliation comme toute autre action principale introductive d'instance ; — Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement sur les lieux mêmes, déclarons d'office notre incompétence et renvoyons les parties devant qui de droit sous réserve des dépens. »

**Observations.** — Jugé, en ce sens, que l'action en bornage n'est dévolue aux juges de paix qu'autant que les parties ne contestent pas l'étendue respective de leurs héritages limitrophes. Cass., 31 janvier 1842, *ANNALES*, 1<sup>re</sup> série, t. I, p. 329. — Et que l'incompétence du juge de paix doit être prononcée,

alors même que la contestation de propriété n'est soulevée qu'après un jugement préparatoire qui a ordonné une descente de lieux, et qu'elle n'est accompagnée d'aucuns développements motivés. Cass., 12 avril 1843, *ibid.*

**Justice de paix de Sainte-Croix  
(Ariège).**

*Présid.* : M. SALLES DE HYS, *juge de paix.*

25 août 1885.

*Servitude. — Passage. — Titre. — Destination du père de famille. — Ouvrages apparents.*

Une servitude de passage fondée sur un titre, la destination du vendeur, continue d'exister dans le lieu où elle a été établie, tant que les ouvrages apparents destinés à faciliter son exercice existent sur le fonds servant, et tant qu'elle n'est point éteinte par le non-usage.

Ainsi jugé par le juge de paix de Sainte-Croix, aux termes du jugement qui suit :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement interlocutoire et nos procès-verbaux de visite des lieux et d'enquête, en date des 18 et 24 août courants : — Attendu qu'il résulte de notre visite des lieux, que la propriété du défendeur est, de trois côtés, environnée de clôtures et du quatrième d'un bois taillis ; qu'il n'existe dans cette clôture et dans ce bois qu'une seule ouverture donnant accès dans la propriété du défendeur ; qu'il n'existe aucune autre ouverture, ni aucun sentier, ni aucun chemin, ni aucun ouvrage indiquant l'exercice du passage dans un autre lieu ; — Attendu qu'il résulte de notre visite des lieux que cette ou-

verture est située à l'extrémité sud de la clôture qui sépare le champ du demandeur de celui du défendeur; que, dans cette ouverture, se trouve établi un terre-plein, au pied duquel prennent fin le fossé, le tertre et la haie qui le surmontent; que le tertre et la haie dans lesquels se trouve établi ledit terre-plein appartiennent au demandeur; qu'au point où finit la haie se trouve un chêne, qui a été coupé à 1 mètre de hauteur, évidemment pour faciliter le passage des charrettes, de la propriété du demandeur dans celle du défendeur; que ce terre-plein constitue un ouvrage d'art apparent, destiné à faciliter le passage, avec bœufs et charrettes, de la propriété du requérant dans celle du défendeur; — Attendu qu'il résulte de notre visite des lieux et des débats, que l'ouvrage dont s'agit a sa prise sur la propriété du demandeur et fait suite à un chemin existant sur la propriété du sieur Pince et sur celle du demandeur, mais qui a été défriché par ce dernier, conduisant au chemin public dit *de la Fontaine*, auquel il aboutit; que la parcelle appartenant au défendeur, celle appartenant au demandeur, ainsi que celle appartenant au sieur Pince, faisaient partie autrefois du même domaine, étaient dans la même main; que le chemin dont il vient d'être parlé existait sur le fonds ainsi divisé et servait à la desserte des parties de ce fonds. Il nous a été déclaré que ce chemin, tant celui établi chez le sieur Pince, que celui établi chez le demandeur, aboutissait au terre-plein établi pour faciliter l'accès de la propriété du défendeur; qu'il avait été réservé, dans les actes de vente, que M<sup>re</sup> Laplane,

ancien propriétaire des terres de Manzac, consentit aux habitants de ce lieu, pour la desserte des parcelles du défendeur, du demandeur et du sieur Pince; qu'il résulte des circonstances ci-dessus relatées, que ce chemin de service existait par suite de la destination du vendeur, et continue d'exister activement et passivement sur les fonds aliénés; — Attendu qu'il résulte de notre visite des lieux et des débats, que le terre-plein dont il a été parlé, servant à l'accès et à la desserte de la propriété du défendeur, existe depuis longtemps; qu'il a été entretenu avec soin; qu'à diverses reprises, il a été réparé; qu'il a même été fait un ouvrage à la bêche, afin de le maintenir à la largeur nécessaire au passage des bœufs et des charrettes; que ce dernier ouvrage est encore parfaitement apparent et remonte à cinq ou six ans; que le terre-plein et le passage qui y est établi sont dans un état parfait de réparation et d'entretien et que son aspect ne manifeste nullement l'intention, qu'aux dires du requérant, aurait eue le défendeur d'abandonner ce passage, pour en pratiquer un autre ailleurs; qu'ausurplus, comme il a été dit déjà, il n'existe aucune autre ouverture dans les clôtures, aucun autre sentier ou chemin, aucun terre-plein, ponceau ou passerelle, destiné à faciliter le passage de la propriété du défendeur dans celle de ses voisins; que ces clôtures, ces fossés sont dans un état parfait de conservation et d'entretien; que rien dans l'état des propriétés voisines ne justifie l'allégation du demandeur, que le défendeur aurait fait abandon du droit de passage qu'il possède depuis les ventes

faites par M<sup>me</sup> Laplane, sur la propriété dudemandeur et sur celle de Pince; — Attendu qu'il résulte des dispositions de l'article 703 « que les servitudes cessent lorsque les choses se trouvent dans un tel état qu'on ne peut plus en user », il résulte aussi implicitement des dispositions du même article, que les servitudes continuent d'exister tant que l'état des lieux établi pour leur exercice n'a subi aucun changement; — Que, dans l'espèce, l'ouvrage apparent destiné à faciliter le passage de la propriété du demandeur dans celle du défendeur est dans un tel état de conservation et d'entretien, qu'on ne peut douter que, si le demandeur a été autorisé par le défendeur à défricher le chemin de service existant sur sa propriété, c'est à la condition de ne porter aucune atteinte au droit de passage existant en faveur de ce dernier; — Attendu qu'il résulte de notre visite des lieux, de l'enquête et des débats, que, bien que le défendeur ait accédé à sa propriété par le sentier conduisant aux bois des habitants de Mauzac, il n'est nullement justifié qu'il ait manifesté l'intention de se créer, de ce côté, une servitude de passage; qu'il résulte notamment de la déclaration du sieur Pierre Duclos, parent du demandeur, qui n'a été contredite ni par celui-ci, ni par aucun autre des assistants, que les passages pratiqués par le défendeur sur sa propriété, l'ont été à titre de tolérance; qu'il n'y a point lieu, par conséquent, de s'arrêter ni avoir égard à cette circonstance; — Attendu qu'il résulte de notre visite des lieux, de l'enquête et des débats, que le terreplein établi à l'extrémité sud de la

propriété du défendeur, destiné à la desserte et à l'exploitation d'icelle n'a jamais été abandonné par lui; qu'un chêne a été coupé dans la haie du demandeur, il y a trois ou quatre ans, pour faciliter le passage des charrettes; que des travaux ont été effectués sous les yeux du demandeur, il y a cinq ou six ans, pour maintenir le passage à la largeur nécessaire; qu'à diverses époques, le défendeur a effectué des passages pour enlever ses récoltes, sa vendange, pour y transporter du fumier; que le demandeur lui-même en a transporté, avec ses bœufs et sa charrette, en pratiquant le passage dont s'agit, dans la propriété du défendeur, qui n'a ni bœufs ni charrette, et qui ne peut jouir dudit passage qu'à pied et qu'au moyen des attelages et des voitures d'autrui; qu'en un mot, le défendeur n'a point cessé de jouir de la servitude de passage qu'il possède sur la propriété du demandeur, par suite de la destination du vendeur; — Attendu qu'il résulte de notre visite des lieux, des débats et de l'enquête, que la servitude de passage dont s'agit au procès est fondée sur un titre; la destination du vendeur; qu'elle est en outre indiquée par un ouvrage apparent; qu'il n'est point justifié qu'elle ait été établie ailleurs, ni qu'elle soit éteinte par le non-usage; — Par ces motifs, jugeant publiquement et en premier ressort; — Relaxons le défendeur sans dépens. »

**Observations.** — La destination du père de famille ne vaut pas titre à l'égard des servitudes discontinues, telles qu'une servitude de passage. Toutefois la destination du père de famille sert à établir l'exis-



tence de la servitude, lorsqu'il s'y joint un signe apparent. Jugé qu'il faut que le signe apparent de la servitude ait un caractère de permanence, et qu'il ait eu pour objet l'exercice même de la servitude. Cass., 14 juin 1852, 6 décembre 1860, ANNALES 1872, p. 259. — Voir sur ces questions notre RÉPERTOIRE DES ACTES POSSESSOIRES, par Leligois, v° *Servitude*, n° 40 et suiv.

**Tribunal de simple police du canton de Marolles-les-Braults (Sarthe).**

**Président : M. BÉCHU, juge de paix.**

29 janvier 1885.

*Dépôt de matériaux sur la voie publique.*

— *Défaut d'éclairage.* — *Procès-verbal.*

— *Aveu.* — *Responsabilité.* — *Renvoi.*

L'entrepreneur ou ouvrier à la tâche n'est pas personnellement responsable du fait de dépôt de matériaux sur la voie publique ou du défaut d'éclairage de ces matériaux pendant la nuit, lorsqu'il est établi qu'il a agi pour le compte d'un propriétaire et sous les ordres de son architecte ou représentant.

En conséquence, il ne saurait être condamné aux peines de ces contraventions, alors même qu'elles auraient été relevées à sa charge.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police de Marolles, dans les circonstances suivantes :

L'affaire ayant été appelée à l'audience du 22 janvier, le greffier a donné lecture d'un procès-verbal régulièrement dressé, le 17 décembre 1884, par les gendarmes Jacquet et Meunier, de la brigade de Marolles-les-Braults, duquel il résulte que, le 17 décembre dernier, à neuf heures trois quarts du soir, une voiture servant au transport des personnes a versé par suite d'un dépôt de terre non éclairé, provenant de la démolition d'une maison située à l'angle

des rues de Courgains et de Dangeul, dont l'entreprise est confiée à Pavillon ; que ce dernier a reconnu qu'en négligeant d'éclairer ce dépôt assez considérable, il avait commis une infraction à la loi et aurait pu être la cause d'accident grave.

Le sieur Pavillon a ensuite déclaré qu'il n'avait pas reconnu la contravention devant les gendarmes et qu'il n'était point responsable des faits relevés dans le procès-verbal susénoncé ; et M<sup>e</sup> Chabrun, avoué à Mamers, qui l'assistait, après les avoir développées, nous a déposé les conclusions suivantes :

« Plaise à M. le juge de paix : — Attendu que, par actes sous signatures privées, en date à Marolles du 17 décembre 1884, enregistré, le sieur Pavillon s'est engagé envers le sieur Jubault, pharmacien, demeurant à Marolles, à exécuter, moyennant un prix convenu, tous les travaux de main-d'œuvre concernant la maçonnerie pour la réfection d'une partie de maison appartenant audit sieur Jubault ; — Attendu qu'il est formellement stipulé dans l'acte dont s'agit : « Tous les travaux seront exécutés conformément aux plans dressés par M. Rivière, chargé de la surveillance et de la direction, etc. » ; — Attendu qu'il est également spécifié que Pavillon devra prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas encombrer la voie publique, ni empêcher l'écoulement des eaux ; — Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal de contravention dressé par la gendarmerie de Marolles, à la date du 17 décembre 1884, qu'un sieur Guy a brisé sa voiture le soir, et que cet accident n'est arrivé que par le manque complet d'éclairage des débris provenant de

la maison appartenant au sieur Jubault ; — Attendu qu'il est relaté dans ledit procès-verbal, dressé contre Pavillon, que celui-ci a reconnu la contravention relevée contre lui ; — Attendu que Pavillon a toujours dénié, comme de fait il dénie encore par ces présentes, la responsabilité de l'accident survenu par le défaut d'éclairage ; — Attendu, en ce qui concerne cette allégation, que, si les gendarmes sont, jusqu'à preuve contraire, crus dans les constatations qu'ils sont appelés à faire des contraventions, délits ou crimes, il n'en saurait être de même de la rédaction de leurs procès-verbaux, qui, comme dans l'espèce, peut ne pas être quelquefois d'une fidèle exactitude ; — Qu'en cas de contestation sur la rédaction, le juge auquel elle est soumise est et demeure seul et souverain appréciateur, et qu'il peut ou l'admettre ou la rejeter ; — Attendu que, devant les protestations et les dénégations de Pavillon, il n'y a point lieu d'admettre, en ce qui le concerne personnellement, la rédaction dudit procès-verbal ; — Attendu, en ce qui concerne la contravention relevée, que celle-ci peut comprendre : 1° contravention pour dépôt de débris sur la voirie ; 2° dépôt de matériaux non éclairés ; — Attendu, en ce qui concerne la première division, qu'elle ne saurait en aucune façon être applicable ni à Pavillon ni à ses ouvriers, ni à M. Jubault ni au camionneur chargé d'enlever les débris, ni à ceux qui ont déposé les débris sur la voie publique ; — Qu'en effet l'autorisation obtenue par M. Jubault, pour reconstruire partie de sa maison, comprenait nécessairement l'encombrement de

la rue dans une certaine mesure ; que cette mesure n'a pas été dépassée ; que d'ailleurs la contravention relevée dans le procès-verbal ne vise que le dépôt de matériaux non éclairés ; — Que le défaut d'éclairage en effet est une contravention en lui-même et qu'il a été la seule cause de l'accident survenu ; — Attendu, en ce qui concerne la seconde division, que ce n'était pas à Pavillon, mais au sieur Jubault ou à son camionneur, d'éclairer les débris provenant de la maison Jubault ; — Attendu en effet que, par actes sous signatures privées, dont il a été parlé plus haut, Pavillon ne s'est engagé qu'à fournir la main-d'œuvre ; que si, par lui ou ses ouvriers, il a déposé les débris sur la voie publique, il n'a fait qu'obéir au mandataire de M. Jubault, M. Rivière, lequel, d'après l'acte, était et demeurerait seul chargé de la surveillance et de la direction des travaux ; qu'à tout point de vue la responsabilité de Pavillon ne saurait être mise en cause, puisqu'il n'a fait qu'exécuter l'acte intervenu entre lui et le sieur Jubault, et qu'il s'est conformé aux ordres de M. Rivière, mandataire formel du sieur Jubault ; — Attendu en outre qu'il est constant que le sieur Jubault s'était occupé seul et à ses risques et périls de fournir les matériaux et d'enlever les débris ; — Qu'il s'était entendu à ce sujet avec un camionneur ; que la charge de l'éclairage desdits débris incombait donc au sieur Jubault seul, qui en était propriétaire ; — Attendu que la jurisprudence, de nombreux jugements de Tribunaux et arrêts de la Cour de cassation et les auteurs sont unanimes pour déclarer formellement que l'obligation d'éclairer les matériaux est imposée

personnellement au propriétaire des matériaux; — Attendu qu'il n'existe aucun doute sur la propriété des matériaux, décombres ou débris, lesquels n'appartenaient en aucune façon au sieur Pavillon; — Attendu que la contravention, tout en étant constante, ne saurait être relevée contre Pavillon; qu'il y a lieu dès lors de n'en pas tenir compte et de laisser à la gendarmerie le soin de dresser un nouveau procès-verbal contre qui de droit; — Par ces motifs et tous autres, — Renvoyer le sieur Pavillon des fins de la plainte, sans dépens, et ce sera justice, sous toutes réserves. »

Le ministère public a ensuite résumé l'affaire; il a déclaré, quant à l'aveu de Pavillon relaté au procès-verbal de gendarmerie, s'en rapporter au Tribunal et a requis l'application de la loi.

L'affaire dans cet état, le prévenu entendu dans sa défense et le ministère public dans ses déclarations et conclusions, l'instruction terminée, vu l'article 153 du Code d'instruction criminelle, jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — En ce qui concerne l'aveu : — Attendu que les dispositions de l'article 1356 du Code civil ne s'appliquent pas aux matières de simple police; qu'elles sont destinées à régler la preuve des conventions et non des délits; que l'application de la loi pénale est d'ordre public; que le Code d'instruction criminelle n'autorise point les Tribunaux de répression à condamner un accusé sur son seul aveu; que cet aveu fait spontanément n'est qu'une preuve morale qui ne lie pas le prévenu; qu'il peut tou-

jours le rétracter par suite d'erreur ou autrement; — En ce qui concerne les conclusions du ministère public : — Attendu que le Tribunal de simple police est tenu de prononcer, même en l'absence de conclusions du ministère public, sur chacune des contraventions de sa compétence signalées par le procès-verbal de gendarmerie; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal de gendarmerie susénoncé que Pavillon a déposé sur la voie publique de la terre qu'il n'a point éclairée pendant la nuit, ce qui constitue deux contraventions prévues par l'article 471, n° 4, du Code pénal : la première pour embarras de la voie publique, en laissant de la terre et diminuant la liberté ou sûreté de passage, et la seconde pour défaut d'éclairage de ce dépôt de terre; — Attendu que Pavillon, par un traité du 7 décembre dernier (enregistré à Marolles, le 22 janvier courant, aux droits de 6 fr. 25, f° 74, v°, c. 3), s'est engagé envers le propriétaire à exécuter, moyennant un prix déterminé, tous les travaux de main-d'œuvre concernant la maçonnerie; qu'il s'est en outre engagé à ne pas encombrer la voie publique; que ce traité porte encore que Pavillon devait commencer immédiatement les travaux, sous la surveillance et la direction de M. Rivière; — En ce qui concerne la première contravention : — Attendu que le prévenu ne peut justifier de l'autorisation de déposer des matériaux sur la voie publique; qu'il résulte même des documents fournis que l'autorisation donnée habituellement n'est que de 1<sup>m</sup>,50 à partir de l'alignement donné pour construire, et que le tas de terre qui fait l'objet des contraventions était

de beaucoup en dehors de cette limite; que la contravention est donc évidente; — Attendu que Pavillon n'était employé que comme manœuvre sous les ordres de M. Rivière; qu'il ne fournit aucuns matériaux; qu'il n'est pas chargé d'enlever les décombres; que son intervention se borne à mettre ses ouvriers et à se tenir lui-même à la disposition de M. Rivière, commis par le propriétaire pour la surveillance, la direction et l'exécution des travaux de maçonnerie ou de terrassement; que ledit Pavillon n'a fait qu'obéir aveuglément aux ordres du propriétaire ou de son représentant; que, dans cet état de choses, Pavillon ne peut être responsable des conséquences pénales des contraventions dont s'agit; — En ce qui concerne la deuxième contravention: — Attendu que le sieur Pavillon, chargé seulement de la main-d'œuvre, n'avait nullement à s'occuper des matériaux ou décombres provenant de la construction, alors qu'ils n'encombraient pas la rue, c'est-à-dire qu'un passage suffisant était laissé; — Attendu en droit que l'obligation d'éclairer pendant la nuit les matériaux ou décombres laissés sur la voie publique a pour objet de garantir les passants des accidents auxquels ils pourraient être exposés par le défaut de ce soin; qu'elle est imposée personnellement et spécialement au propriétaire des matériaux ou décombres; que Pavillon ne saurait donc non plus être responsable de cette contravention; — Par ces motifs, jugeant en dernier ressort, — Déclarons les poursuites mal fondées, les annulons et renvoyons le sieur Pavillon sans dépens de l'action formée contre lui. »

**Observations.** — La question résolue par ce jugement nous paraît très controversable. L'article 471, n° 4, du Code pénal impose l'obligation d'éclairer à toute personne qui dépose des matériaux ou décombres sur la voie publique. Cette obligation incombe par conséquent aussi bien à l'entrepreneur qui a fait ce dépôt qu'au propriétaire même de ces matériaux. Nous avons donc quelque peine à admettre que l'entrepreneur, ou même le tâcheron qui a travaillé pour le compte d'un propriétaire, ou même sous les ordres de l'architecte ou du mandataire de ce dernier, soit dispensé de cette obligation si générale, édictée par la loi répressive. Plus que personne, les entrepreneurs connaissent les devoirs et charges imposés à tous ceux qui font des travaux sur ou au long de la voie publique. Nous ne pensons donc pas qu'ils puissent se dispenser d'obéir aux prescriptions de la loi ou aux ordonnances de voirie, sous le prétexte qu'ils agissent sous les ordres du propriétaire ou d'un architecte, ou encore d'un entrepreneur général. La loi frappe celui qui, ayant fait le dépôt, a négligé de l'éclairer. L'entrepreneur est donc tenu d'éclairer, par cela seul qu'il a laissé des matériaux séjourner la nuit. Décider autrement, c'est faciliter les contraventions de cette nature, lesquelles sont particulièrement nuisibles à la sûreté de la circulation; car, soit l'entrepreneur, soit le propriétaire, pourraient se rejeter la faute l'un à l'autre et se dispenser de tout éclairage, au grand détriment des passants.

Tribunal de simple police de Blois  
(Loir-et-Cher).

Président : M. FOURCHAULT, juge de paix.

23 avril 1885.

*Jets d'eaux insalubres sur la voie publique. — Arrêté de police. — Procès-verbal. — Contravention.*

Le fait d'avoir laissé écouler sur la voie publique des eaux insalubres et ré,

pendant des exhalaisons nuisibles, constitue une contravention à l'article 471, n° 6 et 14, du Code pénal.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police de Blois, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Vu le procès-verbal régulièrement dressé par M. le commissaire de police de la ville de Blois, le 21 avril 1885, duquel il résulte que M. le comte de Vibraye aurait laissé écouler sur la voie publique des eaux insalubres provenant de sa maison, sise rue Augustin-Thierry, 12, au mépris d'un arrêté municipal en date du 18 juillet 1851 ; — Ouï le prévenu en ses dires et observations ; — Ouï le ministère public dans ses réquisitions tendant à ce qu'il plaise au Tribunal condamner l'inculpé aux peines portées par l'article 471, n° 6 et 15, du Code pénal : — Attendu qu'à la suite de vives et nombreuses réclamations des voisins de M. le comte de Vibraye, au sujet des eaux ménagères provenant de sa maison sise à Blois, rue Augustin-Thierry, 12, qui séjournent et, croupissent dans la rue Denis-Dupont et desquelles il s'exhale des odeurs infectes et nauséabondes de nature à compromettre la salubrité et la santé publiques, M. le commissaire s'est transporté sur les lieux et après avoir constaté que lesdites eaux sortaient effectivement de la maison de M. de Vibraye et qu'après avoir traversé la rue Florimond-Robertet, elles se répandaient en effet dans la rue Denis-Dupont, il lui a fait connaître le but de sa démarche ; — Attendu que, M. de Vibraye ayant reconnu l'exactitude des faits, mais s'étant retranché dans le droit

qu'il prétendait avoir d'agir comme il l'a fait à l'instar des autres habitants de Blois, M. le commissaire lui a fait remarquer que l'article 9 de l'arrêté municipal portait ce qui suit : « Nul ne pourra jeter ou faire  
« couler dans les rues, des eaux sales  
« de quelque nature qu'elles puissent  
« être. Ceux qui en auront de cette  
« espèce dans leurs maisons seront  
« tenus de les porter le matin, avant  
« huit heures, ou le soir, après sept  
« heures, dans les égouts publics.  
« Sont exceptées les eaux provenant  
« des évier de cuisine, mais ces évier  
« et les ruisseaux qui leur donneront  
« écoulement seront lavés à grande  
« eau chaque fois qu'il y aura été jeté  
« des eaux sales » ; — Attendu que, vis-à-vis la réponse de M. de Vibraye, M. le commissaire a dressé, à la date du 21, un procès-verbal relatant les faits ci-dessus, et qu'il en résulte que M. de Vibraye aurait enfreint ledit arrêté du 18 juillet 1851 et commis une contravention tombant sous l'application de l'article 461 du Code pénal qui dit : « Article 471.  
« Seront... : N° 6. Ceux qui auront  
« jeté... : N° 15. Ceux qui auront con-  
« trevenu... ; » — Attendu qu'à l'audience M. de Vibraye a maintenu ses prétentions premières en se réfugiant dans les termes du second alinéa de l'article 9 de l'arrêté municipal qui, dit-il, l'autorisait à agir comme il l'a fait et auquel il n'aurait pas dérogé, et comme conséquence, il a persisté à déclarer qu'il ne se trouvait pas en contravention ; — Mais, attendu d'abord qu'il n'apparaît pas que M. de Vibraye se soit strictement conformé aux prescriptions dudit arrêté, puisque le service vicinal indique que les eaux grasses provenant de sa maison coulaient,

vers 2 heures de l'après-midi sur la voie publique et que par conséquent il se trouvait tout au moins en contravention avec les heures que fixe cet arrêté pour le jet des eaux, et que de plus les écoulements, du moins ceux qui se trouvent dans la rue Denis-Dupont, n'ont jamais été lavés à grandes eaux, chaque fois qu'elles y sont arrivées, comme le veut et l'indique ledit arrêté; — Et qu'enfin il est de jurisprudence constante: — 1° Qu'en admettant même qu'il n'y ait pas infraction d'un arrêté municipal, il y en a une au moins au numéro 6 dudit article 471, qui, d'une façon absolue, interdit le jet sur la voie publique des choses de nature à nuire par leurs exhalaisons insalubres; et que, dans l'espèce, les exhalaisons caractérisées par le service vicinal sont bien de cette nature (arrêt de cassation, 22 mars 1884); — 2° Qu'il n'est pas même nécessaire, pour constituer la contravention, qu'il existe à cet égard un règlement spécial de police (arrêt de cassation, 2 mars 1855); — 3° Et qu'enfin, il n'appartient pas à l'autorité municipale de modifier par un arrêté les lois et les peines qu'elles prescrivent (arrêt de cassation, 29 août 1857); — Que, par tous ces motifs, M. de Vibraye a contrevenu à l'article 471, n° 15, du Code pénal, ou tout au moins, au numéro 6 du même article, tous deux ci-dessus transcrits; — Laquelle disposition du numéro 6 de l'article 471 s'applique nécessairement à l'écoulement sur la voie publique d'eaux insalubres provenant du fait du propriétaire riverain de cette voie (arrêt de cassation, 2 mars 1855); — Vu les dispositions des articles 161 et 162 du Code d'ins-

truction criminelle; — Vu l'article 52 du Code pénal; — Vu les lois des 22 juillet 1867 et 19 décembre 1871; — Condamne par jugement en premier ressort et par corps M. de Vibraye inculpé, en 2 francs d'amende; — Ordonne la suppression immédiate des causes qui ont motivé la contravention et les poursuites; — Et condamne M. de Vibraye aux dépens. »

**Observations.** — Jurisprudence constante. Voir les arrêts cités, ANNALES 1855, p. 320.

**Tribunal de simple police de Forcalquier (Basses-Alpes).**

*Président:* M. MORALIA, juge de paix.

17 août 1885.

*Arrêté préfectoral.* — *Sonnerie des cloches.* — *Publication.* — *Notification.*

L'infraction à l'arrêté préfectoral qui règle l'heure de sonnerie des cloches dans tous les départements, est obligatoire lorsqu'il a été régulièrement publié et inséré au Recueil des actes administratifs.

Un tel règlement, bien qu'il soit plus spécialement applicable aux curés et desservants du département, n'en a pas moins le caractère d'un arrêté général et permanent, et il n'a pas besoin d'être notifié individuellement à chacun des intéressés.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police de Forcalquier, dans les termes qui suivent :

« LE TRIBUNAL : — Attendu qu'un procès-verbal a été dressé par le commissaire de police de Forcalquier contre l'abbé Pascal, pour avoir, en contravention au règlement relatif aux sonneries des cloches, arrêté par le préfet des Basses-Alpes, de concert avec l'évêque de Digne, le 12 décembre 1884, fait sonner les cloches, le 2 août courant, avant cinq heures du matin;

— Attendu qu'en réponse à l'action du ministère public l'abbé Pascal, sans nier le fait qui lui est imputé, a opposé le défaut de publication dudit règlement ; que, dans ces circonstances, il s'agit d'examiner le mérite de cette exception et résoudre ensuite la question du procès ; — Attendu que les règlements de police, légalement faits par les préfets, ne sont obligatoires que tout autant qu'ils ont été portés à la connaissance de ceux auxquels ils s'adressent ; que ceux qui concernent l'universalité des habitants doivent être publiés dans les formes ordinaires, tandis que les autres doivent être notifiés aux personnes qu'ils intéressent ; — Attendu que le règlement, objet des poursuites, prescrit des mesures de police relatives au culte et ne concerne, par suite, qu'une catégorie spéciale de citoyens ; qu'il a été dressé, de concert avec l'évêque, chef de l'administration diocésaine, chargé de diriger le personnel, la police, la discipline du clergé et de régler tout ce qui concerne le service divin ; que le concours de cette importante autorité diocésaine, dans sa rédaction, paraît suffisant au Tribunal pour le rendre obligatoire à l'égard de tous les prêtres du diocèse, sans qu'il soit nécessaire pour l'administration civile de le notifier personnellement ; qu'en l'état, il convient d'appliquer, par analogie, les règles établies par la Cour de cassation, dans une espèce où elle a jugé qu'un règlement qui prescrit des mesures de sûreté dans l'exploitation d'un chemin de fer est obligatoire pour tous les agents de l'entreprise, par le seul fait de la notification au directeur représentant la compagnie ; — Attendu qu'il

est en outre prouvé que ledit règlement a été inséré dans le recueil des actes administratifs, n° 26, et publié dans le *Journal des Basses-Alpes* du 14 décembre 1884 ; que, dans ces circonstances, il y a donc lieu de décider que l'abbé Pascal est sans fondement pour faire admettre qu'il a ignoré le règlement précité et qu'il n'a pas reçu la publication voulue par la loi ; — Au fond : — Attendu qu'il est reconnu, aux débats, que l'abbé Pascal a fait sonner les cloches, le 2 août courant, avant cinq heures du matin, malgré les prohibitions de l'article 3 du règlement du 14 décembre précité ; que ce fait constitue une véritable contravention, prévue et punie par l'article 471, n° 15, du Code pénal ; — Par ces motifs, condamne l'abbé Pascal à 4 franc d'amende et aux dépens. »

**Observations.** — Bien que l'arrêté dont s'agit ne concerne qu'une catégorie de citoyens, c'est-à-dire les membres du clergé, il n'en est pas moins vrai que cet arrêté doit être rangé dans la catégorie des arrêtés permanents, d'une application générale dans le département, pour toutes les personnes qu'il vise. On ne saurait considérer un tel arrêté comme un arrêté individuel, qui doit être notifié spécialement à chacune des personnes intéressées. L'insertion d'un tel arrêté au recueil des actes administratifs doit donc être considérée comme une publication suffisante pour lui donner force obligatoire. Ajoutons qu'en fait il est bien difficile d'admettre que le prêtre poursuivi, dans l'espèce, pour infraction à l'arrêté préfectoral, n'eût pas été avisé des dispositions qu'il contient. En effet, le règlement relatif aux heures de sonneries des cloches avait été rédigé de concert avec l'autorité diocésaine, qui en avait accepté les termes, et il n'est pas douteux que cette autorité n'eût pris

soin elle-même de le notifier à tous les prêtres de son diocèse. Mais c'est là une raison secondaire, sur laquelle nous n'insistons pas.

La véritable raison, c'est que le règlement dont il s'agit, bien que s'appliquant seulement à des prêtres, a le caractère de règlement général. Si l'on refusait ce caractère à tout arrêté qui vise une catégorie de citoyens, il faudrait dire que les arrêtés relatifs aux heures de fermeture de lieux publics sont des arrêtés individuels, parce qu'ils visent particulièrement les cabaretiers et cafetiers. D'où la conséquence que, dans tout le département, de tels arrêtés seraient sans sanction tant qu'ils n'auraient pas été notifiés à chacun de ces cabaretiers ou cafetiers. De même, l'arrêté relatif au balayage des rues devrait être notifié à tous les propriétaires, etc., etc. Or on sait qu'il n'en est pas ainsi et que les arrêtés de cette nature ont toujours été considérés comme des règlements généraux, justement parce qu'ils visent toute une catégorie de citoyens et non pas une ou plusieurs personnes seulement.

Un arrêté n'est individuel que quand il prescrit une mesure qu'une personne ou plusieurs personnes, spécialement dénommées, sont seules tenues d'exécuter. Dans ces cas seulement une notification individuelle est nécessaire pour rendre l'arrêté obligatoire.

**Tribunal de simple police du canton de Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle).**

*Président : M. DIEUDONNÉ, juge de paix.*

24 octobre 1885.

*Ban de vendange. — Procès-verbal. — Récolte pour les besoins domestiques. — Absence de contravention. — Renvoi du prévenu.*

L'obligation d'observer le ban de vendange régulièrement publié, n'est relative qu'aux récoltes ayant pour objet la fabri-

cation du vin et non à la cueillette de raisins pour le service de la maison.

Ainsi décidé, par jugement du Tribunal de simple police de Pont-à-Mousson, dans les termes suivants :

« **LE TRIBUNAL :** — Vu le procès-verbal dressé, le 8 octobre 1885, par le garde champêtre de la commune de Pagny, dûment enregistré et affirmé ; — Vu l'arrêté de M. le maire de Pagny, relatif au ban des vendanges de 1885 ; vu l'article 1<sup>er</sup>, section V, de la loi des 23 septembre-6 octobre 1791 et la loi du 5 avril 1848 ; vu les articles 475, n° 1, du Code pénal et 159 du Code d'instruction criminelle ; — Ouï le ministère public en ses conclusions et les prévenus en leurs explications : — Attendu que, par arrêté de M. le maire de Pagny-sur-Moselle, où l'usage du ban des vendanges est encore en vigueur, l'ouverture de ce ban, pour l'année 1885, a été fixée au 10 octobre courant ; — Attendu que, le 8 du même mois, à deux heures du soir, le garde champêtre de Pagny, ayant trouvé les prévenus dans leur vigne, non close, coupant des raisins qu'ils plaçaient dans une hotte, a dressé contre eux procès-verbal pour infraction à l'arrêté ci-dessus ; — Que c'est en vertu de ce procès-verbal que les consorts Bruneau sont traduits devant le Tribunal de simple police par le ministère public, qui requiert contre eux l'application de l'article 475, n° 1, du Code pénal, ainsi conçu : — « Seront punis d'une amende depuis 6 francs jusqu'à 10 francs inclusivement ceux qui auront contrevenu aux bans des vendanges ou autres bans auto-



« risés par les règlements » ; — Attendu que le ban des vendanges, consacré par la loi de 1791, a trait seulement à la récolte du raisin et à la fabrication du vin et non à la cueillette du raisin pour le service de la maison ; qu'une telle mesure, en effet, qui porte atteinte au droit de propriété, doit être restreinte au cas spécialement déterminé par la loi, c'est-à-dire de *vendanges* dans le sens propre du mot ; d'où il suit que les prévenus n'ont pas contrevenu à l'arrêté susvisé ; disons qu'ils n'ont fait que cueillir du raisin pour la famille, comme le constatent le procès-verbal du garde champêtre et les débats de l'audience ; que, du reste, toute défense de pénétrer dans les vignes à cette fin serait radicalement nulle, comme étant faite en dehors du cercle des attributions des maires, tracé par la loi municipale du 5 avril 1884 ; — Attendu qu'aux termes de l'article 159 du Code d'instruction criminelle, si le fait ne présente ni délit ni contravention, le Tribunal annulera la citation et tout ce qui aura suivi ; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort, relaxe les prévenus des poursuites dont ils sont l'objet, en vertu du procès-verbal du garde champêtre du 8 octobre 1885, sans dépens. »

**Observations.** — Voir, exactement en ce sens, Cass., 7 décembre 1854, ANNALES 1854, p. 157 ; Cass., 9 février 1856 ; DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> *Vendange*, n<sup>o</sup> 29.

Justice de paix de Saint-Germain en Laye  
(Seine-et-Oise).

Prés. : M. ALPH. BOULÉ, juge de paix.

12 août 1885.

*Servitude de passage. — Clôtures. —*

*Troubles successifs, mais partiels. —*

*Point de départ de l'année accordée pour la plainte.*

Lorsque, en matière de servitude de passage fondée en titre, le propriétaire du fonds servant a, à diverses reprises et sur divers points, commis des entreprises de nature à troubler le propriétaire du fonds dominant, l'année pendant laquelle la plainte doit se produire, à peine de n'être plus recevable, ne doit se calculer qu'à partir du jour où le propriétaire du fonds auquel est due la servitude, s'est trouvé complètement empêché d'en user.

Ainsi jugé, par M. le juge de paix de Saint-Germain en Laye dans les termes suivants :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Vidant le délibéré ordonné après avoir entendu, à l'audience du 22 juillet, les parties en leurs dires et contradictions respectifs : — Attendu que les époux Fluet sont propriétaires d'une maison sise à Maisons-Laffitte, rue du Mesnil, n<sup>o</sup> 46 ; — Qu'ils prétendent qu'aux termes d'un acte contenant partage, reçu par M<sup>e</sup> Lucas, notaire à Maisons-sur-Seine, le 20 juin 1814, enregistré, il a été créé au profit de cet immeuble une servitude de passage ; — Qu'ils produisent ledit acte dans lequel on lit : « Le propriétaire du premier lot laissera, au bout de la sixième pièce de son lot, vers le jardin de ladite maison, 2 mètres (6 pieds) de terre tout au pourtour du mur dudit jardin pour y arriver avec chevaux de somme ; » — Qu'ils se disent troublés par le sieur Gravelat dans l'exercice de cette servitude ; — Attendu que ce dernier répond que l'action possessoire des époux Fluet n'est pas recevable, le prétendu trouble dont se plaignent les demandeurs remontant, suivant lui, au 30 avril 1884, c'est-à-dire à plus d'une année avant la citation qui nous a saisi, laquelle porte la date du 8 juin 1885 ; — Attendu que, par notre jugement du 10 juin, une enquête a été ordonnée et que le 19 les témoins produits

par les parties ont été entendus, après examen préalable des lieux et application des titres présentés de part et d'autre ; — Attendu que le titre produit par le sieur Gravelat consiste en une vente à lui consentie par les héritiers Messager devant M<sup>e</sup> Fricatelle, notaire à Maisons-Laffitte, les 11 et 28 février 1884, enregistrée, d'une parcelle de terre au lieu dit *Derrière le clos* à Maisons-Laffitte ; — Qu'en cet acte il est déclaré qu'il n'existe à la connaissance des vendeurs aucune autre servitude que celle pouvant résulter de ce qui suit : « Aux termes du paragraphe du 20 juin 1814 susénoncé, « il a été dit qu'il serait pris sur la « parcelle formant le numéro 6 du « premier lot échu à Marie-Rose Hubert ( parcelle vendue par les héritiers Messager au sieur Gravelat ) » 2 mètres ou 6 pieds de large tout « au pourtour du mur du jardin « étant au bout de la maison licitée « par le même acte (jardin et maison « possédés aujourd'hui par les époux « Fluet-Quentin ), pour donner aisance au propriétaire de ladite « maison de pouvoir arriver audit jardin avec chevaux de somme pour « le charroi des engrais dudit jardin » ; — Attendu qu'il résulte de l'ensemble des enquête et contre-enquête que la servitude de passage créée en 1814 a été exercée jusque vers ces derniers temps sur le terrain, propriété actuelle du sieur Gravelat, mais que les travaux pris comme trouble de sa part ont été commencés par lui le 30 avril 1884 et achevés le 26 juin suivant ; — Attendu que la question à résoudre d'après les conclusions respectives des parties est celle de savoir si l'année dans laquelle les époux Fluet devaient, à peine d'être déclarés non recevables, intenter leur action, doit remonter au 30 avril ou au 26 juin ; — Attendu que la servitude de passage comporte deux issues ; que la porte des époux Fluet, faisant communiquer leur jardin avec le terrain clos par le sieur Gravelat, n'a pas cessé d'exis-

ter ; que si le terrain en question a été clos le 30 avril, il était encore possible aux époux Fluet d'accéder du côté de la ruelle avec chevaux sur le terrain grevé de la servitude, d'arriver jusqu'au treillage établi par le sieur Gravelat et avec plus ou moins de peine de transborder soit des fumiers, soit des récoltes ; — Que la porte qui a clos la sortie du côté de la ruelle n'a été établie que le 26 juin et que le trouble commencé le 30 avril n'a été achevé et ne s'est trouvé complet que le 26 juin ; que ce jour-là seulement les agissements du sieur Gravelat ont été significatifs ; — Que la fin de non-recevoir tirée de l'article 23 du Code de procédure n'est donc pas fondée ; — Par ces motifs : — Déclarons le sieur Gravelat mal fondé dans sa fin de non-recevoir, l'en déboutons et ordonnons qu'à l'audience du 7 octobre les parties plaideront au fond, tous droits, moyens et dépens réservés. »

**Observations.** — La disposition de l'article 23 du Code de procédure civile édicte une sorte de prescription de l'action possessoire qui n'est recevable qu'autant qu'elle est formée dans l'année du trouble et qui, par conséquent, ne peut plus être exercée lorsqu'il s'est écoulé plus d'un an depuis le trouble. Mais cette disposition ne doit pas être appliquée trop rigoureusement. Celui qui est en possession peut avoir négligé de protester contre des actes isolés ou des troubles partiels qui ne l'ont pas mis dans l'impossibilité absolue d'exercer le droit dont il a la possession. L'année du trouble doit s'entendre de l'année dans laquelle l'obstacle à l'exercice du droit a été formel et complet, de façon à constituer une véritable dénégation de ce droit. Il est clair que, si l'exercice du droit a été entièrement empêché depuis plus d'un an, le demandeur n'a plus la possession annale, condition essentielle de la recevabilité de l'action possessoire.

Justice de paix du canton sud d'Abbeville  
(Somme).

Présid. : M. ROUX DE RAZE-SAUVIGNEY,  
juge de paix.

11 août 1885.

Compétence. — Demande dépassant la  
somme de 200 francs. — Voyageur et  
aubergiste. — Dépôt nécessaire.

Le juge de paix, compétent pour connaître des contestations qui peuvent s'élever entre voyageurs et aubergistes, est spécialement compétent pour connaître de la demande en dommages-intérêts intentée contre un aubergiste, à raison du dommage causé au cheval et à la voiture d'un voyageur qui les avait remisés dans l'auberge.

Cette compétence existe alors même que le voyageur n'a ni logé ni mangé dans cette auberge.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix d'Abbeville, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation, les conclusions déposées, notre jugement du 4 août courant et l'article 2, § 2, de la loi du 25 mai 1838 ; ouï les parties en leurs dires et moyens, M<sup>e</sup> Mallet, avoué, et Choppin, en leurs plaidoiries ; statuant contradictoirement et en premier ressort ; — En fait : — Attendu qu'il résulte des débats que, le 24 juin dernier, jour de franc marché à Abbeville, le sieur Beauvais, demandeur, après avoir, ainsi qu'il en avait l'habitude, remisé son cheval et sa voiture dans l'auberge du sieur Raymond, défendeur, sans y loger de sa personne ni y manger, s'est de suite rendu dans la ville pour y vaquer à ses affaires, qu'il a payé au sieur Raymond, pour la garde de son cheval et de sa voiture, la rétribution habituelle de 30 centimes,

appelée *attache* ; — Qu'au moment où, ses affaires terminées et sur l'ordre qu'en avait fait donner le demandeur, le garçon d'écurie attelait, le cheval a été blessé et la voiture détériorée, d'où il est résulté un préjudice pour réparation duquel a été introduite la présente action en paiement de 1200 francs, à titre de dommages - intérêts ; — Que le sieur Raymond oppose, tout d'abord et sans se défendre sur le fond, à la recevabilité de ladite action devant notre juridiction, une exception d'incompétence fondée sur ce que, le demandeur n'ayant ni logé ni mangé dans l'auberge, le fait d'y avoir seulement remisé son cheval et sa voiture ne constituerait pas le dépôt nécessaire prévu par l'article 1952 du Code civil, sans l'existence duquel l'article 2, § 2, de la loi du 25 mai 1838 ne nous permettrait pas de connaître d'une demande dont le montant dépasse la somme de 200 francs, limite fixée par l'article 1<sup>er</sup> de ladite loi à notre compétence ordinaire ; — En droit : — Attendu que le législateur, en édictant le paragraphe 2 de l'article 2 de ladite loi, qui soumet à la juridiction des juges de paix toutes les contestations qui peuvent s'élever entre voyageurs et aubergistes, quels que soient les faits qui les motivent et les principes de droit qui les régissent, a eu pour but de faciliter et activer, au moyen d'une juridiction locale, prompt et économique, la solution immédiate de litiges dont la terminaison est toujours urgente ; qu'il n'a ni restreint ni subordonné la connaissance par cette juridiction à des espèces particulières, notamment à celles spéciales au dépôt nécessaire dont ne parle pas ledit article ; qu'il en

résulte qu'elle doit s'étendre à tous les cas, à toutes les obligations qu'ils engendrent et qui peuvent entraîner l'interprétation des lois et notamment l'application des articles 1915, 1920, 1921, 1928, 1949, 1952, 1383 et 1384 du Code civil, relatifs aux dépôts volontaires ou nécessaires et aux quasi-délits ; — Qu'en tout cas la doctrine enseignée (Sourdat, *Traité de la responsabilité*, n° 940) et la jurisprudence décide (Metz, 17 avril 1812 ; Rennes, 26 décembre 1833) que les termes de l'article 1952 n'étant qu'énonciatifs et non limitatifs, le remisage, moyennant une faible rétribution, d'un cheval dans l'écurie d'une auberge, constitue, même alors que le voyageur propriétaire de l'animal n'y a ni logé ni mangé, un dépôt nécessaire ; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que l'exception d'incompétence proposée par le sieur Raymond est mal fondée et doit être rejetée ; — Par ces motifs, — Nous déclarons compétent, retenant la cause, la renvoyons à notre audience de huitaine, 18 août courant, pour être par les parties conclu et plaidé au fond et par nous statué ce qu'il appartiendra, dépens réservés. »

**Observations.** — C'est une question très controversée que celle de savoir si les dispositions de l'article 1952 du Code civil, sur le dépôt nécessaire, sont applicables à l'aubergiste qui, les jours de foire et de marché, reçoit dans ses écuries, moyennant une faible rétribution, connue sous le nom d'*attache*, les chevaux des cultivateurs des environs, alors que ces cultivateurs n'ont ni logé ni mangé dans son auberge.

Cette question a été résolue négativement par un jugement du juge de paix de Montereau, en date du 17 décembre 1862 (DÉCISIONS 1863, p. 73). — Quoi qu'il en soit, il ne paraît pas douteux que le juge de paix ne soit compétent pour statuer sur la contestation qui s'élève entre l'aubergiste et le propriétaire d'un cheval et d'une voiture qui ont subi un dommage pendant le séjour dans l'auberge, soit que ce propriétaire ait ou n'ait pas logé ou mangé dans l'auberge. En effet, l'article 2 de la loi de 1838 est dans ses termes aussi général que possible. Cet article attribue compétence au juge de paix, sans appel jusqu'à la valeur de 100 francs, à charge d'appel jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des Tribunaux de première instance, pour toutes les contestations entre les aubergistes, hôteliers ou logeurs et les voyageurs ou locataires, qui ont pour objet des dépenses d'hôtellerie, la perte ou l'avarie d'effets déposés dans l'auberge. Or toute contestation ayant pour objet l'avarie de voitures ou chevaux déposés dans l'auberge rentre évidemment dans les termes de cet article. C'est donc avec raison que le juge de paix saisi s'est déclaré compétent.

Justice de paix du canton de Luri  
(Corse).

Président : M. CONTI, juge de paix.

19 avril 1885.

Demande personnelle et mobilière. —  
Vente. — Mandat. — Jugement par  
défaut. — Opposition.

Le contre-maître ou ouvrier qui a directement acheté à un tiers une certaine

quantité de bois, n'est pas fondé à se prévaloir pour se soustraire au paiement du prix de ce bois, de ce qu'il n'aurait agi que comme mandataire et pour le compte de la compagnie de mines au service de laquelle il est employé, alors d'ailleurs que des circonstances de la cause il n'apparaît pas qu'il ait reçu mandat d'acheter, ni que le vendeur ait connu ce prétendu mandat.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Luri, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant par jugement contradictoire en dernier ressort ; — Vu les articles 7 et 20 du Code de procédure civile, 1984, 2003, 2009 du Code civil et 1<sup>er</sup> de la loi du 25 mai 1838 ; — Oui les témoins de l'enquête en leurs dépositions, et les parties en leurs conclusions et moyens ; — En fait : — Attendu que, par jugement de défaut rendu par le Tribunal de cette justice de paix le 9 mars dernier, Franceschi a été condamné, avec dépens, à payer à Antonetti la somme principale de 12 francs, prix du bois d'un arbre d'olivier à lui vendu et livré en janvier 1884 ; — Attendu que le défendeur originaire a comparu à l'audience de ce jour et a demandé, en présence et avec l'assentiment de son adversaire, à être reçu opposant au jugement prédaté, après avoir développé les motifs sur lesquels son opposition est fondée ; — Attendu que, devant la justice de paix, la procédure la plus simple, la moins coûteuse et le plus à l'abri des arguties de la chicane, doit être préférée, quand elle n'est en opposition à aucun texte de loi, et cela est d'autant plus vrai que les parties

peuvent toujours se présenter volontairement et sans citation devant un juge de paix ; — Par ces motifs, — Recevons, en la forme, le sieur Franceschi opposant au jugement de défaut rendu contre lui à la requête et diligence du sieur Antonetti ; — Statuant au fond : — Attendu que Franceschi, tout en reconnaissant qu'il a acheté et reçu de son adversaire pour le prix de 12 francs, et à l'époque susindiquée, le bois d'un arbre d'olivier, prétend n'avoir agi, vis-à-vis d'Antonetti, qu'en qualité de mandataire des administrateurs des mines d'antimoine de Meria, dans lesquelles il est employé comme surveillant ; et qu'en raison de cette circonstance il y a lieu de mettre à néant le jugement attaqué, partant le renvoyer indemne de toute condamnation, puisqu'aux termes de l'article 1998 du Code civil, ses mandants sont seuls obligés et tenus d'exécuter les engagements qu'il a contractés dans l'intérêt desdites mines ; — Attendu que, pour repousser l'exception dilatoire proposée, le demandeur originaire expose que le marché a été conclu personnellement et uniquement avec Franceschi qui a toujours promis d'en payer le prix, sans que jamais avant ce jour il ait fait mention du mandat dont il invoque pour la première fois le bénéfice ; que d'ailleurs il résulte de l'enquête qu'Antonetti, soit pour l'expertise qui a fixé le prix de l'olivier, soit pour la livraison de la chose vendue, n'a jamais eu affaire qu'avec Franceschi ; — Attendu que, si en général le mandat n'est assujéti pour sa manifestation à aucune formalité intrinsèque qui soit essentielle à sa validité, et que, par

conséquent, il soit admis que le consentement peut être donné soit par écrit, soit verbalement, il faut, dans ce dernier cas, si l'existence du mandataire est contestée, qu'il puisse être prouvé selon les règles du droit commun, telles qu'elles sont écrites au titre *des Contrats ou des Obligations en général*; — Attendu que Franceschi n'a pas fourni la preuve du mandat qu'il prétend avoir reçu des gérants ou administrateurs des mines de Meria pour le compte de qui il prétend avoir stipulé; que si, au contraire, il veut faire résulter d'un quasi-contrat de gestion d'affaires l'obligation d'Antonetti vis-à-vis des gérants des mines de Meria, il convient d'examiner si les conditions voulues pour la recevabilité de ces sortes d'obligations ont été remplies, et si, aux termes des principes qui régissent la matière, il peut être fait droit à l'exception; — Attendu que, si le mandataire, lorsqu'il n'est intervenu qu'en cette qualité, ne s'oblige pas envers les parties avec lesquelles il contracte, parce qu'il ne fait qu'interposer son ministère, par lequel son mandant lui-même est censé contracter, pour que ce dernier soit réellement représenté par le mandataire et, par conséquent, tenu vis-à-vis des tiers, deux conditions sont indispensables: l'une, que l'engagement soit pris en son nom, c'est-à-dire que le mandataire ait agi pour compte et ordre du mandant; l'autre, que l'engagement rentre dans les pouvoirs conférés par la procuration; — Attendu qu'aux termes de l'article 1163 du Code civil les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes, et que l'ar-

ticle 1275 du même Code s'oppose formellement à une substitution du débiteur sans le consentement du créancier; — Attendu que si la doctrine et la jurisprudence s'accordent à reconnaître que le domestique ne doit pas en général être réputé le mandataire tacite de son maître, pour acheter à crédit même les provisions du ménage, il y a lieu de retenir que le préposé à un service déterminé par la nature de son emploi ne peut être regardé comme le *negotiorum gestor* de celui qui l'emploie; — Attendu que Franceschi, dont les fonctions consistent spécialement à surveiller les ouvriers qui travaillent dans les galeries des mines, à rendre compte de l'emploi de leur temps pendant les heures de travail, ainsi que des fournitures et des outils dont ils font usage pour l'extraction du minerai, ne saurait, sans un mandat spécial, stipuler ni promettre au nom de ses patrons, pour l'achat du bois de construction nécessaire à la conduite et à l'aménagement des travaux; que, dans une entreprise où, depuis quelques années, le droit d'exploiter a passé par tant de mains différentes, au point que personne dans le canton de Luri ne pourrait dire en ce moment à qui ces mines-là appartiennent, le système préconisé par le demandeur en opposition offrirait, s'il pouvait être admis, un moyen commode, sinon honnête, d'éconduire les fournisseurs de bonne foi, comme cela s'est déjà vu; — Par ces motifs, — Sous la réserve des droits et actions pouvant résulter en faveur de Franceschi en vertu des articles 1377 et 1999 du Code civil, ordonnons que le jugement de défaut rendu contre lui sera exécuté

dans toutes ses dispositions, le condamnons aux frais du présent jugement.»

**Observations.** — Le vendeur qui a traité avec un acheteur, sans que celui-ci lui ait fait connaître qu'il contracte pour le compte d'autrui, ne saurait être tenu d'accepter un autre débiteur que cet acheteur lui-même. Les motifs très complets de ce jugement le justifient d'ailleurs suffisamment pour que nous n'ayons rien à y ajouter.

Justice de paix du canton est d'Auxerre (Yonne).

Président : M. BERTHELEMOT, juge de paix.

4 octobre 1883.

*Demande personnelle et mobilière. — Cohéritiers. — Dette de la succession. — Action en garantie. — Compétence. — Exception de prescription.*

Le défendeur à une action en garantie est tenu de procéder devant le Tribunal où la demande originaire est pendante, encore bien qu'il dénie être garant. Il n'est donc pas recevable à décliner la compétence du juge de paix saisi de la demande originaire en se basant sur ce qu'il n'est pas domicilié dans son canton.

Les prescriptions à court terme étant basées sur une présomption de paiement, celui qui nie la dette n'est pas recevable à opposer une telle prescription.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

La succession Pierre Dessevin était débitrice de la Société Lavallée et C<sup>e</sup> d'une somme de 500 francs environ. En 1866, le créancier menaçant de poursuivre les trois héritiers Dessevin, deux d'entre eux, Louis Dessevin et la dame Hurion,

présents à Auxerre, souscrivirent à MM. Lavallée une reconnaissance dans laquelle ils se portèrent forts de la dame Lagneau, leur sœur et cohéritière, habitant Paris. Divers acomptes ayant été payés, la créance se trouvait réduite à 120 francs, pour lesquels Dessevin et la femme Hurion, signataires de la reconnaissance, furent appelés devant le Tribunal de paix du canton est d'Auxerre, au mois de juillet dernier. Il résulta des explications des parties que ces 120 francs restaient dus, pour moitié par Louis Dessevin, et que l'autre moitié incombait à la dame Lagneau, que Dessevin et la femme Hurion appelèrent en garantie. Le 13 juillet, un jugement contradictoire, en ce qui concernait Dessevin et la femme Hurion, et par défaut contre la dame Lagneau, condamnait les signataires de la reconnaissance au paiement des 120 francs et admettait leur action en garantie contre la dame Lagneau.

Cette dernière fit opposition à ce jugement, en prétendant tout d'abord que le Tribunal du canton est d'Auxerre n'était pas compétent pour connaître de l'action en garantie, qui n'avait eu d'autre objet que de soustraire l'opposante à ses juges naturels.

Subsidiairement, la dame Lagneau affirmait, avec offre de prêter serment, qu'elle ne devait rien à la Société Lavallée, et elle invoquait la prescription édictée par les articles 2272 et suivants du Code civil.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit d'opposition ; — Attendu que

cette opposition est régulière en la forme, recevons les époux Lagneau opposants à notre jugement du 15 juillet dernier et statuant : — 1° En ce qui touche la compétence ; — Attendu qu'il résulte de l'explication des parties et des termes de la reconnaissance du 21 janvier 1866, objet du litige : que la dette que les sieurs Dessevin et Hurion ont alors reconnue, tant en leur nom qu'au nom de la dame Lagneau, incombait à la succession du sieur Dessevin père, dont les parties étaient héritières chacune pour un tiers ; qu'il ne pouvait donc exister aucun doute sur la validité de l'obligation principale (art. 2062 du Code civil) ; — Attendu qu'on peut se rendre caution sans l'ordre de celui pour lequel on s'oblige, et même à son insu (art. 2014) ; — Que la caution, même avant d'avoir payé, peut agir contre le débiteur, pour être indemnisée par lui, lorsqu'elle est poursuivie en justice, pour le paiement (art. 2032) ; que ce droit appartient même à celui qui a cautionné le débiteur à son insu (Troplong, n° 412, *Code annoté de Sirey*) ; — Que cette action de la caution contre le débiteur peut être exercée par voie de demande incidente en garantie ; — Attendu qu'aux termes de l'article 181 du Code de procédure civile ceux qui sont assignés en garantie sont tenus de procéder devant le Tribunal où la demande originaire est pendante, encore qu'ils déniaient être garants ; — Attendu qu'en souscrivant au créancier originaire une reconnaissance, dans laquelle ils se sont portés forts de leur sœur absente, les sieurs Dessevin et Hurion n'ont pas eu en vue de soustraire cette dernière à la ju-

ridiction de ses juges naturels ; qu'ils ont voulu seulement, et dans l'intérêt commun, éviter des poursuites imminentes et obtenir un délai ; — Disons que nous étions compétent pour connaître de l'action en garantie régulièrement intentée par Dessevin et Hurion contre la dame Lagneau ; — 2° Au fond : — Attendu que les opposants soutiennent qu'ils ne doivent pas la dette que leurs frère et sœur veulent mettre à leur charge ; qu'ils invoquent le bénéfice des articles 2272 et 2275 du Code civil et opposent la prescription ; — Mais attendu que les prescriptions à court terme, basées exclusivement sur une présomption de paiement, ne sauraient être utilement invoquées par ceux qui nient la dette et reconnaissent, par cela seul, qu'ils n'ont rien payé ; — Que d'ailleurs la présomption de paiement est repoussée par les circonstances de la cause (Bruxelles, 22 octobre 1817), les autres codébiteurs reconnaissant que la dette n'est pas encore soldée ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort, — Déclarons les époux Lagneau mal fondés en leur opposition et les en déboutons ; — Disons, en conséquence, que le jugement du 15 juillet dernier sera exécuté en sa forme et teneur, et condamnons les opposants en tous les dépens de signification et d'instance en opposition. »

**Observations.** — L'article 181 du Code de procédure civile est formel. L'appelé en garantie est tenu de se défendre devant le juge de la demande originaire, si la citation a été faite en temps utile pour que les deux demandes originaires et en



garantie soient jugées en même temps. Sur les délais pour appeler en garantie, voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Garant*, n° 26 et suiv. — La seconde solution est conforme à une jurisprudence aujourd'hui constante et bien souvent rappelée dans ce BULLETIN.

Justice de paix de Mont-Saint-Vincent  
(Saône-et-Loire).

Président : M. LAIZON, juge de paix.

7 août 1885.

*Société coopérative. — Demande en paiement de fournitures de pain. — Conseil d'administration. — Président. — Défaut de qualité. — Fin de non-recevoir.*

Le président du conseil d'administration d'une société coopérative n'a pas qualité pour intenter seul et en son nom les actions de cette société, alors que les statuts de la société donnent au conseil d'administration tout entier pouvoir d'exercer toutes actions judiciaires soit en demandant, soit en défendant.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Mont-Saint-Vincent, dans les circonstances que voici :

Par exploit de l'huissier Bouillot, de Mont-Saint-Vincent, en date du 28 juillet 1885, citation a été donnée :

A la requête de la Société anonyme de la Boulangerie coopérative, dite de la Cantine, établie à Montchanin-les-Mines, poursuite et diligence de M. Claude Thévenot, président du conseil d'administration, demeurant audit lieu,

Au sieur Claude Durand-Guinot, marchand ferblantier, demeurant audit Montchanin-les-Mines,

A l'effet de s'entendre condamner

à payer à la Société requérante la somme de 58 fr. 15, pour fournitures de pain à lui faites du 15 mars au 15 mai 1885.

Le défendeur soutint que le sieur Thévenot n'avait pas qualité pour introduire l'instance, et il conclut au rejet de la demande comme ayant été irrégulièrement formée.

Le 7 août 1885, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes à l'audience du 31 juillet dernier en leurs dires et explications ; — Attendu que la Société anonyme de la Boulangerie coopérative, dite de la Cantine, établie à Montchanin-les-Mines, poursuites et diligence de Claude Thévenot, président du conseil d'administration, réclame à Claude Durand-Guinot la somme de 58 fr. 15 pour fourniture de pain à lui faite du 15 mars au 15 mai dernier ; — Attendu qu'à cette réclamation le défendeur oppose tout d'abord une fin de non-recevoir tirée de ce que le président du conseil d'administration de ladite société est sans qualité pour intenter ladite instance ; qu'il importe dès lors, avant d'examiner le fond, de statuer sur le mérite de cette exception ; — Attendu que la violation de la maxime : « Nul en France, excepté le souverain, ne plaide par procureur », est assurément une irrégularité contre laquelle les parties ont le droit de réclamer ; qu'elle doit être entendue en ce sens que nul ne peut intenter ou suivre une action judiciaire sans paraître en nom dans l'instance ; — Attendu que la société dont s'agit, bien que dénommée société anonyme à capital et personnel variables, est une so-

ciété civile, puisqu'elle ne se livre qu'à des actes non commerciaux, qu'elle ne constitue qu'une réunion d'individus se cotisant *pour l'achat des blés ou farines et la fabrication exclusive du pain dans les meilleures conditions d'économie et de bon marché*, dans leur intérêt commun et à l'exclusion de tout autre ; que dès lors elle ne constitue pas un être juridique (Cass., 21 juillet 1834) ; — Attendu qu'il est de principe que les administrateurs d'une société de ce genre ne peuvent procéder, agir en justice et y représenter la généralité des membres qui la composent qu'à la condition d'avoir reçu de chacun d'eux un mandat spécial et d'avoir, dans les actes de la procédure, dans l'espèce la citation, procédé au nom de leurs mandants, de manière à ne laisser aucun doute sur leur qualité (Trib. le Vigan, 15 juin 1882) ; — Qu'il doit en être de même, *a fortiori*, au cas où la société, dans ses statuts, a eu le soin de déterminer d'une manière précise comment elle agirait en justice, et a confié à un conseil d'administration, c'est-à-dire à une partie de ses membres, plein pouvoir à cet effet ; que dans ce cas les membres de ce conseil d'administration, substitués à la société tout entière, doivent procéder de la même manière, c'est-à-dire ou agir tous ensemble ou donner à l'un d'eux mandat d'agir pour eux ; — Attendu, en fait, qu'aux termes de l'article 17 des statuts, ladite Société est administrée par un conseil composé de neuf membres, auxquels sont adjoints le secrétaire et le caissier ; — Que l'article 21 des mêmes statuts détermine les pouvoirs dont est investi le conseil d'administration : *il* (le conseil d'administration) *repré-*

*sente la Société envers les tiers : en conséquence il fait tous achats... ; il plaide ; il transige, etc., etc. ;* qu'il appartient donc au conseil d'administration d'exercer toutes actions judiciaires, soit en demandant, soit en défendant ; — Attendu que Thévenot ne figure dans l'instance qu'en sa qualité de président du conseil d'administration ; qu'il n'exerce d'aucun pouvoir spécial à lui confié par ses coïntéressés, c'est-à-dire par les autres membres dudit conseil ; qu'en appliquant à l'espèce qui nous est soumise les principes ci-dessus posés, il en résulte que Thévenot, à défaut de mandat régulier, n'avait aucune qualité pour introduire seul l'action dont s'agit et représenter en justice ledit conseil d'administration ; — Attendu que vainement Thévenot prétend faire résulter de deux délibérations du conseil d'administration de ladite Société, en date des 14 juin et 19 juillet 1885, un mandat implicite lui conférant le pouvoir et le droit de poursuivre le recouvrement de la somme dont il s'agit ; que, si à la vérité on lit dans la première de ces délibérations : « M. Durand - Guinot n'ayant pas réglé son compte, le conseil décide de lui envoyer une lettre d'invitation, laquelle lui prescrit de se rendre à Mont-Saint-Vincent, pour régler son compte par-devant M. le juge de paix » ; et dans la seconde : « Le conseil ordonne de continuer les poursuites contre Durand-Guinot ; il décide de lui envoyer une copie le plus tôt possible » ; on y voit le projet bien arrêté, de la part dudit conseil, d'exercer des poursuites contre le défendeur ; mais rien n'indique au contraire qu'il ait eu l'intention de donner mandat à cet effet

au président ; qu'il semble plutôt résulter de l'esprit comme du texte de ces déclarations que ledit conseil, s'inspirant de l'article 21 des statuts, ait voulu rester dans les termes de cet article et ne point déroger aux dispositions qu'il renferme ; — Attendu par suite que la fin de non-recevoir proposée doit être accueillie ; — Par ces motifs, déclarons irrecevable, comme ayant été irrégulièrement formée, la présente demande et condamnons la demanderesse aux dépens. »

**Observations.** — Les statuts d'une société civile, coopérative ou autre, peuvent certainement conférer au président ou au trésorier pouvoir de la représenter en justice, et, dans ce cas, l'action intentée par le président ou le trésorier en son nom seul est valablement formée. Voir en ce sens Cass., 20 novembre 1879, *ANNALES* 1880, p. 204. — Mais, si les statuts confèrent ce pouvoir au conseil d'administration, tous les membres de ce conseil doivent nécessairement être en nom dans la demande et ce par application du principe : « Nul en France ne plaide par procureur. »

Justice de paix du XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

*Président* : M. CRANNEY, juge de paix.

4 novembre 1885.

**Louage.** — *Congé.* — *Délai.* — *Magasin* situé au fond d'une cour. — *Usages de Paris.*

S'il est vrai que pour les boutiques et leurs dépendances, l'usage de la ville de Paris veut, quelle que soit l'importance du loyer, que le congé soit donné six mois à

l'avance, cette règle n'est point applicable à la location d'un magasin situé dans une deuxième cour, lequel n'a aucune façade sur la rue et ne se trouve pas dans une cour marchande.

Il en est surtout ainsi alors que le bailleur, en consentant cette location, n'a point exigé du preneur six mois de loyer d'avance.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix du onzième arrondissement de Paris, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que les sieurs Piédéfert et Rabaux, exposant qu'aux termes de conventions verbales, intervenues entre les parties, au commencement de mars dernier, ils ont verbalement loué au sieur Sospisio un magasin au rez-de-chaussée, dépendant de la maison leur appartenant, sise à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 64, moyennant un loyer annuel de 370 francs, payable par terme d'avance de trois mois en trois mois, aux époques ordinaires en usage à Paris ; que, suivant exploit du ministère de Royer, huissier à Paris, en date du 13 août dernier, le sieur Sospisio leur a donné congé pour le 1<sup>er</sup> octobre dernier, sans observer le délai d'usage, qui est de six mois pour boutique et magasin sur rue ; que, de plus, il s'est permis de déménager, malgré leurs plus vives protestations, ont fait citer devant nous le sieur Sospisio à l'effet de voir déclarer nul et de nul effet le congé dont s'agit, comme ayant été donné contrairement à l'usage, et s'entendre ledit Sospisio condamner à leur payer la somme de 94 fr. 55, avec intérêts tels que de droit de ladite somme et dépens ; — Attendu que ladite somme ayant été con-

testée par le défendeur, nous avons renvoyé les parties, à notre audience de conciliation sur lettre du 6 de ce mois, pour explications et justifications complémentaires, à la suite desquelles nous avons dû accéder sur les lieux, à l'effet de nous rendre compte de la situation du magasin loué ; — Attendu que, dans l'espèce, il s'agit d'une location au-dessous de 400 francs ; — Que, s'il est vrai que, pour les boutiques et dépendances, l'usage de la ville de Paris veut, quelle que soit l'importance du loyer, que le congé soit donné six mois à l'avance, il ne s'agit pas, au procès, d'un magasin ouvrant soit sur la rue, soit sur un passage public, ou sur une cour marchande ayant libre accès au public, mais situé, ainsi que nous nous en sommes convaincu, par notre transport sur les lieux, dans une deuxième cour, particulière à la maison, au bas de l'escalier F ; — Que, dès lors, la location dont s'agit ne pouvant être assimilée à celle d'une boutique, ni même d'un magasin où il se débite des marchandises au public, mais bien plutôt comme étant à usage de dépôt provisoire, le congé dont s'agit ne saurait être invalidé avec d'autant plus de raison que, si la commune intention des parties avait été de considérer soit comme boutique, soit comme magasin, où se débitent des marchandises, la location dont s'agit, le bailleur eût exigé du preneur les six mois de loyer d'avance, ce qui n'a pas eu lieu ; — Attendu, en ce qui touche la demande en paiement de 94 fr. 53, qu'en déménageant le 1<sup>er</sup> octobre, par suite du congé par lui donné, qui, en tant que de be-

soin, est déclaré valable, le défendeur ne devant aucun loyer à ladite époque, ce qui est suffisamment démontré par l'exposé de la demande, n'a fait qu'user de son droit, d'où il suit que les demandeurs doivent être également déboutés de ce chef de leur demande ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort ; — Déclarons les sieurs Piédefert et Rabaux mal fondés dans les fins et conclusions de leurs demandes, les en déboutons et les condamnons aux dépens. »

**Observations.** — Un assez grand nombre de décisions des Cours et des Tribunaux ont déclaré assujetties au congé à six mois toutes les locations faites pour l'exercice d'un commerce ou d'une industrie, quand même les lieux loués n'auraient pas d'accès direct à la rue ou à une cour marchande. Mais ces décisions ont toutes été rendues à propos de locations dont le prix annuel excédait 400 francs. — En ce qui concerne les locations de 400 francs et au-dessous, les juges de paix de Paris s'accordent à décider que, hors le cas où il s'agit de boutiques ayant accès sur la rue, la destination des lieux ne modifie pas le délai du congé. Voir notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> *Louage*, n<sup>os</sup> 233 et suiv.

Justice de paix du canton de Mantes  
(Seine-et-Oise).

Président : M. GODDE, juge de paix

7 décembre 1885.

*Dommages aux champs causés par des lapins. — Demande tardive. — Offre de preuves par voie d'enquête non per-*

*inerte. — Non-recevabilité de la demande.*

Le propriétaire ou fermier qui n'a pas fait constater en temps utile le dommage causé à ses récoltes par les lapins existant dans un bois voisin, n'est plus recevable à intenter l'action en dommages aux champs. La demande doit être rejetée comme tardive.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix de Mantes, dans les termes suivants :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu M<sup>e</sup> Choppin, avocat de Frichot, et M<sup>e</sup> Lasnier, avocat de Bertin, vidant son délibéré et jugeant en premier ressort : — Attendu que Frichot, suivant exploit de Bailly, huissier à Meulan, en date du 21 novembre dernier, enregistré, a formé contre Bertin une demande en paiement de 225 francs pour dommages causés à une récolte de carottes, semées sur une pièce de terre lui appartenant, par les lapins sortant des bois de Bertin, lesdits bois entourant sa pièce de terre ; — Attendu qu'à l'appui de sa demande Frichot a articulé à la barre et offert de prouver : — 1<sup>o</sup> Que la pièce de terre a été cultivée, fumée, préparée et ensemencée en carottes, en temps et saisons convenables ; — 2<sup>o</sup> Que la graine de carottes a parfaitement levée en mai ; — 3<sup>o</sup> qu'elle a été complètement ravagée et dévastée par les lapins sortant des bois de Bertin ; — 4<sup>o</sup> Que Bertin entretient une chasse importante dans des bois longeant ladite pièce de terre ; — 5<sup>o</sup> qu'il gardé sévèrement sa chasse ; — 6<sup>o</sup> Qu'il élève du gibier et, par tous les moyens, en favorise la multiplication ; — 7<sup>o</sup> Que les dommages

résultant des dégâts s'élèvent à 225 francs ; — Attendu que, en réponse à cette demande, Bertin a prétendu qu'elle était tardive, puisqu'il n'y avait plus, par une première expertise, possibilité, pour son client ni pour la justice, de constater de quelle manière la pièce de terre de Frichot avait été cultivée, fumée, préparée et ensemencée, ni, par une deuxième et troisième expertise, quels pouvaient être les dégâts et quelle pouvait en être l'importance, eu égard surtout aux constatations faites lors de la première expertise ; — Attendu que Bertin soutient encore que ces éléments d'appréciation ne sauraient résulter d'une enquête, la contre-enquête lui étant impossible, non prévenu qu'il était de la demande que l'on se réservait de former contre lui et n'ayant pu alors ni surveiller par lui-même ni faire constater par autrui tous les méfaits émanant de Frichot et pouvant venir à sa décharge complète ; — Attendu qu'il est de principe en jurisprudence et qu'il résulte notamment d'un arrêt de la Cour suprême du 16 avril 1883 qu'une triple mesure d'instruction doit être ordonnée en matière de dommages causés aux champs par des animaux : le transport du juge sur les lieux pour constater l'existence des dégâts, l'enquête contradictoire pour en déterminer la cause et l'expertise pour fixer le montant du préjudice ; — Attendu qu'il résulte des déclarations de Frichot aux débats qu'il a, dans le courant d'avril 1885, semé dans sa pièce de terre de la graine de carotte ; — Attendu que, suivant encore sa déclaration, les lapins sortant des bois de Bertin seraient

venus, dès le mois de mai, dévorer les pousses de carottes à mesure qu'elles sortaient de terre ; — Attendu cependant que Frichot est resté sans rien faire jusqu'au 21 novembre, époque où est complètement faite la récolte de ce légume ; — Attendu que, par son fait et sa négligence, il a enlevé à la justice la possibilité de constater d'une manière certaine et personnelle au magistrat l'existence des dégâts, leur importance et le montant réel du préjudice causé ; — Attendu que, dans ces circonstances, la demande est tardive ; — Attendu que l'offre de preuve n'est point pertinente, puisque, en admettant que les lapins soient trop nombreux dans la propriété de Bertin et qu'ils viennent dans la pièce de Frichot, les faits articulés sous les numéros 1, 2 et 7 ne pourraient ni permettre au défendeur de faire une contre-enquête, ni au juge d'asseoir d'une manière certaine son opinion sur le chiffre réel d'un préjudice quelconque ; — Que l'offre de preuve n'étant pas pertinente n'est pas admissible ; — Par ces motifs ; — Sans nous arrêter ni avoir égard à l'offre de preuve faite par Frichot, le déclarons non recevable et mal fondé en sa demande, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

**Observations.** — Lorsque la récolte a été enlevée, il devient impossible de constater sérieusement l'importance du dommage qui peut avoir été causé à cette récolte par les lapins ou autres animaux sauvages du bois du propriétaire voisin. L'action en réparation de ce dommage ne peut donc plus être utilement intentée ; car il ne suffi-

rait pas de prouver que ce bois contient un grand nombre de ces animaux, il faut encore établir qu'ils ont endommagé la récolte et dans quelle proportion.

Justice de paix du canton d'Acheux  
(Somme).

Président : M. MAUTOR, juge de paix.

3 mai 1882.

*Eau. — Servitude. — Direction. — Compétence du juge de paix.*

Il appartient au juge de paix, lorsque la servitude d'écoulement d'eaux est établie sans titre, de déterminer la direction qui doit être donnée aux eaux pluviales.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix d'Acheux, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que les sieurs Alexandre et Grapoulet sont propriétaires contigus en la commune de Vauchelles-les-Authies, rue Montbulot, de maisons et dépendances provenant du même héritage ; — Attendu que, par exploit du 23 mars dernier, Alexandre, dont le fonds est dominant, a fait citer Grapoulet, possesseur du fonds servant, pour voir dire qu'il serait maintenu dans la jouissance qu'il avait sur la propriété de ce dernier d'un ruisseau nécessaire à l'écoulement de ses eaux, lequel ruisseau était obstrué ; — Attendu que ces prétentions ont été repoussées par le défendeur ; — Attendu que, par jugement du 29 mars, nous avons ordonné notre transport sur les lieux litigieux ; — Attendu que, lors de cette visite, en date du 6 avril, il fut reconnu par nous, en conformité de l'article 640 du Code

civil, qu'en raison de la position respective des deux propriétés il existe sur ledit héritage divisé une servitude ayant pour objet l'écoulement naturel vers la cour du fonds inférieur des eaux pluviales de la maison et de la cour d'Alexandre ; — Attendu que, par application du dernier paragraphe du même article, comme aussi de l'article 15 de la loi du 6 octobre 1791, le propriétaire du fonds supérieur ne peut rendre plus onéreuse la servitude du fonds inférieur en lui transmettant volontairement les eaux d'une manière nuisible et en permettant, par des travaux de terrassement et de nivellement, quelque légers qu'ils soient, d'ajouter aux eaux qui s'écoulent naturellement celles provenant de la voie publique ; — Attendu que, pour faciliter l'entrée avec voiture de sa cour, dont l'accès était difficile, Alexandre a enlevé de la terre, il y a environ trois ans, et, par suite, fait des changements sur le terrain libre de construction, d'environ 25 mètres carrés compris, d'une part entre le pignon de sa grange et la haie du jardin de M<sup>lre</sup> Lombard, d'autre part entre la rue Montbulot et la cour du demandeur ; — Attendu que, depuis cette époque, la commune de Vauchelles-les-Authies paraît aussi avoir fait empierrer la rue Montbulot ; que ces derniers travaux, en exhaussant plus ou moins sensiblement le niveau du chemin, ont pu à leur tour faciliter l'entrée des eaux pluviales provenant de la voie publique dans la cour du fonds dominant pour aller ensuite envahir le fonds servant ; — Attendu qu'Alexandre n'a pris aucune mesure ni fait sur son héritage

aucun travail de défense pour empêcher cet état de choses préjudiciable à ses intérêts et partant à ceux de Grapoulet ; — Attendu qu'aux termes de l'article 702 du Code civil celui qui a un droit de servitude ne peut en user que suivant son titre, sans pouvoir faire dans le fonds à qui est due la servitude le moindre changement qui aggrave la condition du fonds asservi ; — Attendu que, dans le silence des titres de propriété des parties et le cas de dissentiment entre ces dernières, il nous appartient, d'après les circonstances du fait, de fixer de la manière la moins dommageable la direction des eaux pluviales du fonds supérieur à l'égard du fonds inférieur ; — En ce qui concerne la demande formée par Alexandre d'une somme de 10 francs à titre de dommages-intérêts : — Attendu qu'elle n'est nullement justifiée ; — Par ces motifs ; — Déboutons Alexandre des fins de sa demande et disons au contraire qu'il n'a la jouissance d'aucun ruisseau sur la propriété de Grapoulet ; que les seules eaux qu'il ait le droit et continuera de transmettre sur le fonds de ce dernier sont les eaux pluviales provenant naturellement de sa maison et de sa cour ; qu'à dater de ce jour il sera tenu de leur donner une direction pour aboutir exclusivement à environ 2<sup>m</sup>,50 du pignon séparatif des deux habitations où Grapoulet sera tenu de les recevoir, c'est-à-dire, entre la palissade en sureau qui existe en cet endroit, au moyen d'une ouverture au pied de ladite haie de 20 centimètres carrés, dépense évaluée à 1 fr. 50, prix d'une demi-journée de travail ; — Faisons défense à Alexandre de

laisser pénétrer à l'avenir sur sa propriété, pour être transmises sur celle de Grapoulet, ses eaux venant de la voie publique, comme aussi de lui transmettre volontairement ses eaux ménagères, le tout sous les peines prévues en l'article 15 de la loi du 6 octobre 1791, etc. »

**Observations.** — Le juge de paix est essentiellement compétent pour statuer sur la possession des eaux pluviales ou d'une servitude d'écoulement de ces eaux, pour réprimer les troubles à la possession de la servitude et ordonner le rétablissement des lieux en leur primitif état. Mais il ne lui appartient certainement pas de fixer la direction à donner aux eaux pluviales ou autres. Une telle disposition est du domaine du juge du pétitoire, mais échappe, par sa nature indéterminée, à la connaissance du juge de paix.

Justice de paix du canton de Rue  
(Somme).

Président : M. CARDENNE, juge de paix.

20 juillet 1880.

*Action possessoire. — Passage. — Fermier. — Possession précaire. — Non-recevabilité de l'action.*

Le fermier n'étant qu'un détenteur précaire, n'a pas qualité pour soutenir une action en complainte possessoire, à moins que le propriétaire n'intervienne dans l'instance.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Rue, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant par jugement contradictoire, défini-

tif et en premier ressort ; — Ouf les parties en leurs explications : — Attendu que Beaurain, agissant comme locataire, prétend qu'il est troublé par Caron dans une servitude de passage qu'il exerce depuis plusieurs années sur le terrain de celui-ci pour accéder à la voie publique ; qu'il demande à être maintenu dans ce droit de servitude ; — Attendu que, pour intenter l'action possessoire, il faut que le demandeur ait lui-même une possession certaine ; que le fermier n'étant qu'un détenteur précaire, n'a pas qualité pour soutenir une demande de cette nature, à moins que le propriétaire n'intervienne pour régulariser la procédure ; — Qu'en cas de trouble le fermier doit avertir son bailleur, aux termes des articles 1726 et 1768 du Code civil ; qu'il n'a d'autre droit que celui de s'adresser au bailleur pour que celui-ci le fasse jouir de la chose louée, en lui procurant les issues nécessaires ; — Attendu que Beaurain déclare vouloir suivre l'affaire personnellement sans la participation du propriétaire ; qu'en cet état l'instance ne peut être accueillie ; — Par ces motifs, — Déboutons le demandeur de l'action formée par lui contre Caron et le condamnons aux dépens. »

**Observations.** — La possession qui ne s'exerce qu'au nom et pour le compte d'autrui, telle que celle d'un locataire ou fermier, est une possession précaire qui ne peut servir de base à la complainte. Voir en ce sens Cass., 20 juin 1879, ANNALES 1879, p. 331. Voir aussi notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> *Action possessoire*, n<sup>o</sup> 213 et suiv. — Le fermier troublé dans sa jouissance doit



donc s'adresser au propriétaire pour que celui-ci le fasse jouir de la chose louée, et c'est à ce dernier qu'appartient seul le droit d'exercer l'action possessoire contre l'auteur du trouble. — Mais le fermier pourrait intenter seul l'action en réinté-grande. Voir *loco citato*, n° 81.

Justice de paix du canton de Verfeil  
(Haute-Garonne).

Président : M. DE LAMY, juge de paix.

29 septembre 1885.

*Action possessoire. — Servitude discontinue. — Passage et pacage. — Destination du père de famille. — Division des fonds. — Partage. — Titres.*

Les servitudes discontinues, telles que celles de passage et de pacage, ne sont pas susceptibles de s'acquérir par prescription ; elles ne peuvent donner ouverture à l'action possessoire qu'autant qu'elles sont fondées en titre ou sur l'enclave.

La destination du père de famille ne vaut pas titre à l'égard des servitudes discontinues, à moins qu'il n'existe un signe apparent de servitude entre les héritages divisés.

Il appartient au juge du possessoire de consulter les titres, et notamment les actes de partage, pour caractériser la possession.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix du canton de Verfeil, dans les termes que voici :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance, en date du 2 septembre courant, notre jugement préparatoire du 8 du même mois, notre procès-verbal de visite des lieux du 18 du même mois ; — Vu l'acte public de partage de la succession de feu Mayet-Tissot, en date du 31 mai 1849, retenu par M<sup>e</sup> Dar-

nès, notaire à Lavalette, et après avoir entendu les parties en leurs moyens et conclusions, ainsi qu'il est énoncé auxdits jugement et procès-verbal de visite des lieux et après en avoir délibéré ; — En droit : — Attendu que les servitudes de passage et de pacage sont, aux termes de l'article 688 du Code civil, dites des servitudes discontinues ; — Attendu que les servitudes discontinues, apparentes ou non apparentes, ne sont pas susceptibles de s'acquérir par prescription ; qu'elles ne peuvent donner ouverture à l'action possessoire qu'autant qu'elles sont fondées, soit sur un titre, soit sur l'enclave, qui vaut titre, d'après la loi (art. 688 et 691 du même Code) ; que, par suite, le juge doit nécessairement rejeter l'action possessoire qui a pour but le maintien d'une servitude de passage ou de pacage, n'étant fondée ni sur un titre ni sur l'enclave ; — Attendu que la destination du père de famille ne vaut pas titre à l'égard des servitudes discontinues (Demolombe, XII, n° 815) ; qu'aux termes de l'article 693 du Code civil, il y a destination du père de famille seulement lorsqu'il est prouvé que les deux fonds actuellement divisés ont appartenu au même propriétaire et que les choses ont été par lui-même mises dans l'état actuel, duquel résulte la servitude, et qu'en outre, aux termes de l'article 694 du même Code, il existe un signe apparent de servitude entre les deux héritages ainsi divisés ; — En fait : — attendu que l'acte public de partage de la succession de feu Joseph Mayet-Tissot en quatre lots égaux, le premier lot ayant été échu aux défendeurs et le second aux demandeurs, n'établit point un droit de

passage ni de pacage sur la prairie des demoiselles Marie et Victorine Allaux et du sieur Camille Allaux, demandeurs principaux, au profit de la prairie de la dame Jacquette Four, veuve Plantade et du sieur Antoine Tournan, défendeurs; qu'il est expressément dit dans cet acte public de partage, une fois la formation des quatre lots terminée, que chacun des copartageants supportera mutuel passage pour les pièces de terre seulement qui n'aboutiraient pas à un chemin; — Attendu que la prairie des défendeurs aboutit à un chemin public dit de *Notre-Dame* et qualifié, dans le plan annexé à l'acte public de partage précité, de chemin de service à l'usage du domaine; — Attendu dès lors que la prairie des défendeurs n'est nullement enclavée; — En ce qui concerne la destination du père de famille: — Attendu que les prairies n'ont pas été mises dans l'état actuel, duquel pourrait résulter la servitude de passage et de pacage, par le père de famille lui-même, feu Joseph Mayet-Tissot, mais bien par ses quatre enfants, qui se sont partagé sa succession par l'acte public précité; que du reste il n'existe entre les deux prairies divisées aucun signe apparent de servitude; — Attendu que le trouble apporté à la jouissance des demandeurs principaux par le fait du passage des défendeurs n'a apporté aux premiers qu'un très petit préjudice; — Attendu que le fait de pacage était le plus souvent exercé par les deux parties, d'un commun accord, sur leurs deux prairies respectives; — Attendu enfin que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par tous ces motifs et par

jugement contradictoire et en premier ressort, tous les droits et moyens des parties réservés au pétitoire, nous maintenons les demoiselles Marie et Victorine Allaux et le sieur Camille Allaux, demandeurs principaux, dans la possession annuelle de ladite prairie, libre de toute servitude de passage et de pacage, rejetons la demande reconventionnelle de la dame Jacquette Four, veuve Plantade et du sieur Antoine Tournan, défendeurs, leur faisons défense de troubler à l'avenir les demandeurs principaux dans leur dite possession; et, pour l'avoir fait, condamnons la dame Jacquette Four, veuve Plantade, et le sieur Antoine Tournan à payer, à titre de dommages - intérêts, la somme de 1 franc aux demoiselles Marie et Victorine Allaux et au sieur Camille Allaux; les condamnons en outre en tous les dépens. »

**Observations.** — Il a été bien des fois jugé déjà, dans le même sens, que la possession des servitudes discontinues et non apparentes doit être réputée précaire, que ces servitudes sont imprescriptibles, et que par suite elles ne peuvent, en l'absence de titre, donner ouverture à la complainte. Jugé aussi que la destination du père de famille ne vaut pas titre à l'égard des servitudes discontinues. Voir sur ces questions notre RÉPERTOIRE DES ACTIONS POSSESSOIRES, *v° Servitudes*, n° 40 et suiv. — Dans l'espèce actuelle, il n'apparaissait même pas qu'il y eût destination du père de famille, puisque l'état même et le mode de culture des héritages avaient été modifiés après leur division par les héritiers copartageants.

Justice de paix du cant. de Sainte-Croix  
(Ariège).

Présid. : M. SALLES DE HYS, juge de paix.

20 octobre 1885.

*Action possessoire. — Destination du père de famille. — Chemin de service. — Trouble.*

L'état de dépendance, de contiguïté et la situation respective, au regard des chemins de service, de parcelles provenant d'un partage entre cohéritiers ou comparsonniers, et existant par destination du père de famille, constitue un signe apparent de servitude, qui, en l'absence dans les actes de clauses contraires à son existence, équivaut à un titre.

Dès lors, l'action en complainte, pour entreprise effectuée dans les chemins de service, peut être intentée par les ayants droit auxdits chemins.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Sainte-Croix, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu nos procès-verbaux de visite des lieux et d'enquête en date des 19 et 22 octobre courant, où les parties en leurs dires et explications : — Attendu qu'il résulte de notre visite des lieux, de l'enquête et des débats, que les propriétés des parties en nature de maisons, cour, patus et grange, résultant de la division en divers lots par leurs auteurs, cohéritiers ou comparsonniers, habitants du hameau de Fabia ; que chacune des parcelles des parties se compose de maison, cour, patus et grange limités par des lignes à peu près parallèles ; qu'à leur aspect et à l'arrangement des lieux on ne peut douter que ces immeubles n'aient été l'objet d'un partage et que lesdits lieux n'aient été dis-

posés, dans l'état où ils sont aujourd'hui, par des cohéritiers ou comparsonniers, auteurs des parties en cause ; — Attendu qu'il résulte de notre visite des lieux, de l'enquête et des débats, que les propriétés dont s'agit au procès accèdent, du côté du couchant, au chemin public de Lasserre au moyen d'un chemin ayant son origine dans la propriété de Miramont, et, du côté du levant, au moyen d'un autre chemin ayant son origine dans les parcelles de Sans (Célestin) et de Ducos ; que cet état des lieux est très ancien et remonte à l'époque où les cohéritiers ou comparsonniers, habitants du hameau de Fabia, ont fait le partage et ont ainsi disposé lesdits lieux ; — Attendu qu'il résulte de notre visite des lieux, de l'enquête et des débats, que les parcelles de Ducos, de Sans (André) et de Miramont sont contiguës les unes aux autres et que les parties sont tenues, pour accéder au chemin public, soit du côté du levant, soit du côté du couchant, de traverser leurs parcelles respectives, qui les séparent des chemins de service dont nous venons de parler aboutissant au chemin public de Lasserre ; — Attendu que l'état de dépendance et de contiguïté des parcelles des parties, et la situation respective desdites parcelles, au regard des chemins de service susindiqués, ainsi que du chemin public de Lasserre, constituent un signe apparent de servitude, avec lequel chaque partie a acquis, de son auteur, la maison, la cour ou patus et la grange qu'il possède ; que cette servitude de circulation et de passage résulte de la destination du père de famille et a continué d'exister activement et passivement

sur les propriétés respectives des parties, suivant les dispositions de l'article 694 du Code civil; — Attendu qu'il est de jurisprudence que la destination du père de famille vaut titre, lorsqu'il existe un signe apparent de servitude et qu'il n'existe point dans les actes de conventions contraires; que, dans l'espèce, le signe apparent de servitude résultant de la contiguïté des parcelles des parties et de leur situation respective, au regard des entrées et issues, des chemins de service, des maisons, cours, patus et granges du hameau de Fabia, ne peut être contestée; qu'il ne nous a point été présenté d'actes contenant des conventions contraires à l'existence de cette servitude; qu'il existe même un acte de vente par Jeanne et Joseph Sans à Joseph Grand, en date de 1806, et par ce dernier à Ducros ou à son auteur, en date de 1813, où la maison de ce dernier est indiquée comme confrontant au chemin de service dont s'agit au procès et où il est expliqué que la propriété, appartenant aujourd'hui à Ducos, demandeur, est vendue avec ses entrées, issues, droits et servitudes quelconques; que, dès lors, on ne peut contester que le chemin de service existant entre les maisons de Sans (Célestin) et de Ducos ne soit fondé sur un titre, et que c'est, par conséquent, avec raison et à bon droit que la complainte en nouvel œuvre contre Sans (Célestin) a été portée devant nous; — Attendu que, dès qu'il est constant que le chemin sis entre la maison de Sans (Célestin) et de Ducos a été réservé par les auteurs des parties pour les services des entrées et issues des habitants du hameau

de Fabia; que, dès qu'il est constant, ainsi qu'il résulte de notre visite des lieux, des débats et de l'enquête, que les demandeurs sont, depuis un temps immémorial, en possession du droit de passage et de circulation sur le chemin dont s'agit au procès, le défendeur n'est point en droit d'y élever une construction et de réduire la largeur du chemin de service; qu'il peut y faire, s'il y est autorisé, des dépôts temporaires de bois, de fumier et d'autres matières, mais qu'il ne peut, en y élevant une bâtisse, s'attribuer définitivement un terrain qui n'est point susceptible d'appropriation exclusive; qu'il n'était pas même en droit d'y établir un appentis sans l'autorisation des ayants droit; — Attendu qu'il résulte de notre visite des lieux, de l'enquête et des débats que les demandeurs sont en possession, comme il vient d'être dit, depuis un temps immémorial, par conséquent depuis plus d'une année, pour les entrées et issues du hameau de Fabia, du chemin de service existant entre les maisons de Sans (Célestin) et de Ducos; que, de tout temps, les bestiaux, les charrettes, les personnes allant ou sortant, même les cortèges funèbres, ont passé et circulé sans opposition dans ledit chemin, dont l'emplacement avait, à cet effet, été réservé par les auteurs des parties; que c'est contrairement et en opposition à leurs droits que le défendeur a construit un mur sur une partie du chemin servant aux entrées et issues du hameau de Fabia, que c'est à tort et sans raison qu'il a établi ce nouvel œuvre, qu'il est, pour le fait, passible de dommages-intérêts et doit être condamné à le démolir; —

Attendu que nous sommes, par suite des débats, en possession des éléments nécessaires à l'évaluation du préjudice causé ; — Attendu, quant au droit de reconstruire l'appentis réclamé par le défendeur dans le cours des débats, que ce point de litige échappe à notre compétence ; — Par ces motifs, jugeant publiquement et en premier ressort ; — Maintenons les demandeurs en possession du droit de circulation et de passage, sur le chemin de service existant, entre les maisons de Sans (Célestin) et de Ducos ; faisons au demandeur inhibitions et défense de ne plus les y troubler à l'avenir ; et, pour l'avoir fait indûment, le condamnons à 4 franc de dommage et à démolir le mur construit par lui nouvellement, dans le délai de huit jours après la signification du présent ; le condamnons, en outre, en tous les dépens, liquidés à ..... ; — Et, quant au droit de reconstruire l'appentis, renvoyons cause et parties devant les juges qui doivent en connaître. »

**Observations.** — Les chemins de desserte ou d'exploitation sont présumés exister en vertu d'une convention tacite des propriétaires riverains. Ils peuvent exister aussi en vertu de la destination du père de famille et, en ce cas, lors de la division des héritages, ils sont réputés la propriété commune des copartageants. Par suite, ils peuvent faire l'objet d'une action possessoire, parce que le droit de passage est exercé sur ces chemins à titre de copropriété, plutôt qu'à titre de servitude.

Justice de paix du canton de Verfeil  
(Haute-Garonne).

Président : M. DE LAMY, juge de paix.

20 octobre 1885.

*Action civile en dommages-intérêts. —*  
*Propos prétendu injurieux. — Rejet*  
*de la demande.*

Le fait par un sacristain d'avoir rendu des cierges à un paroissien en lui disant : « Gardez-les, ils vous serviront pour votre enterrement », ne constitue pas une injure pouvant donner ouverture à une action civile en dommages-intérêts.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Un sieur Terrancle demande 200 francs, à titre de dommages-intérêts, au sieur Auriol, sacristain. Celui-ci, après la célébration d'une messe anniversaire, aurait rapporté, de la part de M. le curé de Gramagne, les cierges que ledit Terrancle avait offerts pour la cérémonie, et lui aurait dit : « Gardez ces cierges, ils pourront vous servir pour votre enterrement. » Le sieur Terrancle jeta ces cierges sur la voie publique. Les enfants du village les allumèrent autour de la maison du demandeur. Celui-ci considère comme une injure le propos qui lui a été tenu.

Le seul témoin entendu à la requête du défendeur a fait la déposition suivante :

« Depuis que je suis curé à Gramagne, le sieur Terrancle a fait célébrer par mon ministère douze services ou anniversaires, et il a toujours offert, pour la célébration de ces cérémonies et services divers, des cierges convenables. La dernière fois, après avoir tenté vainement de faire célébrer la messe anniversaire

de la mort de sa première femme à Saint-Marcel, le sieur Terrancle a été obligé de faire célébrer ce service par mon ministère. Il a offert, à cette occasion, pour m'être désagréable, des cierges exceptionnellement petits et si dérisoires que les voisins allaient les voir à l'église. Alors, après la messe, j'ai envoyé le sacristain, le sieur Auriol, rendre au sieur Terrancle les mêmes cierges que j'ai enveloppés dans le même papier qui avait déjà servi, et j'ai chargé ledit sacristain de dire au sieur Terrancle : « Gardez ces cierges qui pourront vous servir pour votre enterrement. »

Le 20 octobre, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant par jugement contradictoire et en premier ressort ; — Vu l'exploit introductif d'instance en date du 2 octobre courant ; vu notre jugement interlocutoire en date du 13 même mois ; — Vu la déposition du seul et unique témoin entendu et les explications fournies par les parties : — Attendu<sup>1</sup>, d'une part<sup>1</sup>, que l'injure est définie par la loi du 29 juillet 1881 : toute expression outrageante, terme de mépris et invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait ; — Attendu que la loi n'a pas déterminé quelles sont les paroles outrageantes, les termes de mépris et invectives qui doivent être considérés comme constituant l'injure, et qu'elle a laissé aux Tribunaux l'appréciation des faits sur lesquels la plainte est fondée ; — Attendu que les paroles reprochées au sieur Auriol ne contiennent aucune qualification injurieuse, aucun terme de mépris ; qu'elles ne sont

pas de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération du défendeur ; — Attendu, d'autre part, que le sieur Auriol, en répétant simplement les paroles qui lui sont reprochées, n'a pas agi de sa propre initiative et par conséquent méchamment ; que ces mêmes paroles, ainsi qu'il est dit dans l'exploit introductif d'instance, n'ont même pas été entendues par le demandeur dans sa propre maison ; — Attendu qu'il résulte de la déposition du seul témoin entendu que les paroles reprochées au défendeur et purement ironiques étaient comme une réponse à l'offre de cierges exceptionnellement petits faite par le demandeur pour la célébration de la messe d'anniversaire ; — Attendu qu'il est reconnu que le requérant a jeté lui-même lesdits cierges sur la voie publique, et qu'il est aussi reconnu que le défendeur ne les a point allumés le long de l'habitation du sieur Terrancle ; — Vu la position sociale des parties ; — Par tous ces motifs, — Déboutons le sieur Terrancle de sa demande comme mal fondée, et le condamnons aux dépens. »

**Observations.** — Le propos tenu par le sacristain au demandeur était à coup sûr d'assez mauvais goût, et le curé, tenu à plus de réserve que son paroissien, peut-être illettré, aurait fait sagement de ne point charger son sacristain d'adresser une telle phrase au demandeur. Toutefois, il faut bien reconnaître que la phrase incriminée ne contenait, à proprement parler, aucune invective ni injure, qu'elle n'était point de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération du

demandeur. C'est donc avec raison que le juge saisi a débouté le demandeur de sa demande.

Justice de paix du canton d'Anglès  
(Tarn).

Président : M. TAILLEFER, juge de paix.

24 août 1885.

*Injure. — Diffamation. — Conseil municipal. — Action civile en dommages-intérêts.*

Le fait de dire d'un individu, dans une salle de mairie, qu'il est un menteur, un traître, et qu'il ne peut inspirer que le mépris, constitue une diffamation ou tout au moins une injure publique, qui donne ouverture à une action civile en dommages-intérêts.

Ainsi décidé par le jugement suivant, qui fait suffisamment connaître les faits de la cause :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En droit : — Considérant qu'aux termes de l'article 5 de la loi du 25 mai 1838 le juge de paix connaît, sans appel, jusqu'à la valeur de 100 francs, et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions civiles pour diffamations verbales ou pour injures publiques ou non publiques, verbales ou par écrit, autrement que par la voie de la presse ; — Considérant que la diffamation et l'injure sont suffisamment définies par l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881, qui s'exprime ainsi : « Toute allégation ou imputation « d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la « personne ou du corps auquel le « fait est imputé est une diffamation. — Toute expression outrag-

« geante, terme de mépris ou invective, qui ne renferme l'imputation « d'aucun fait, est une injure » ; — Considérant que les diffamations et injures peuvent avoir un caractère différent, suivant les conditions où elles ont été commises et les personnes à qui elles s'adressent ou qui les ont prononcées ; qu'il y a lieu, pour le juge, de rechercher d'abord la gravité du préjudice causé, ensuite quelle a été l'intention du diffamateur ; si les propos diffamatoires ou injurieux ont été tenus légèrement ou avec intention de nuire plus ou moins caractérisée ; si ces propos ont été tenus publiquement ou s'il leur a été donné intentionnellement une certaine publicité, malgré qu'ils aient pu être tenus dans l'intérieur d'une habitation ou d'un local privé ; en un mot, s'ils revêtent le caractère soit de malveillance, soit d'imprudence, qui constitue la faute ; — Que, pour qu'il y ait diffamation ou injure publique, il n'est pas nécessaire que les propos aient été tenus publiquement et sur la voie publique ; qu'il suffit que, bien que tenus dans l'intérieur d'une habitation, ils aient pu être entendus du dehors ou des appartements voisins, par diverses personnes ; qu'il suffit encore qu'il leur ait été donné de la publicité en les répétant, même confidentiellement, à diverses personnes, qui, elles-mêmes, peuvent les répéter à d'autres ; — Considérant, en ce qui touche l'instance formée par Auguste Rouanet contre Achille Rouanet, que nous sommes régulièrement saisi et qu'il n'y a lieu, pour nous, que d'examiner le plus ou moins bien fondé de cette demande ; — En fait : — Attendu qu'il résulte des dépositions des té-

moins et notamment des sieurs Viala et Amalric que, le 21 juin dernier, dans une des salles de la mairie, où se trouvaient réunis, avant d'entrer en séance, les membres du conseil municipal d'Anglès, le sieur Achille Rouanet, au sujet d'un compte présenté par Auguste Rouanet et qui devait être soumis à l'approbation dudit conseil par M. le maire, a dit à haute voix que le compte dont s'agit « n'était qu'une pure invention, basée sur de vains prétextes », et qu'Auguste Rouanet n'était qu'un menteur, un traître et un Judas ; — Que ces paroles, proférées avec véhémence et colère, sont très distinctement parvenues aux oreilles des sieurs Viala et Amalric, qui se trouvaient dans la salle d'école et dont l'attention était provoquée par les éclats de voix d'Achille Rouanet ; qu'il n'est pas douteux, ainsi que l'affirment ces mêmes témoins, que ces propos pouvaient être entendus du public qui se serait trouvé dans les corridors et les escaliers de la mairie, dont les portes étaient alors ouvertes ; — Attendu que, d'après le témoignage de Viala et autres, recueillis dans l'enquête, les mêmes paroles ont été répétées, peu après, en séance publique du conseil municipal d'Anglès ; — Attendu, au surplus, que, dans ses conclusions écrites et déposées sur notre bureau lors du jugement interlocutoire du 20 juillet dernier, le sieur Achille Rouanet reconnaît avoir dit que le compte présenté par Auguste Rouanet n'était qu'une pure invention, basée sur de vains prétextes ; que ce dernier avait menti et qu'il n'était qu'un menteur ; — Que vainement le sieur Achille Rouanet essaierait aujourd'hui, pour atténuer l'impor-

tance et la gravité de ses paroles, de s'abriter derrière sa double qualité de conseiller municipal et d'adjoint au maire ; — Que, si nul ne peut lui contester le droit, inhérent à ses fonctions, de critiquer les comptes soumis à son approbation, ce droit ne saurait s'étendre jusqu'à lui permettre de diffamer et d'injurier les auteurs de ces comptes, alors même qu'il jugerait leurs réclamations injustes ou exagérées ; — Attendu que, même à l'audience du 3 août, le sieur Achille Rouanet n'a pas craint de déclarer publiquement qu'Auguste Rouanet lui inspirait le plus profond mépris et de répéter qu'il était un menteur, ce dont il a été donné acte à ce dernier dans le procès-verbal d'enquête du même jour ; — Attendu que les propos ainsi rapportés et prononcés par Achille Rouanet soit dans une des salles de la mairie, soit en séance publique du conseil municipal d'Anglès, soit enfin en pleine audience de notre Tribunal, constituent bien une diffamation et une injure publique et qu'ils sont de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération de celui qui en est victime ; — Attendu que les témoins produits dans la contraire enquête se bornent à déclarer n'avoir pas entendu les paroles attribuées au sieur Achille Rouanet ; — Que l'un d'eux, seulement, le sieur Montbosc, affirme, qu'elles ne sont point sorties de la bouche d'Achille Rouanet, tout en reconnaissant, d'ailleurs, qu'elles ont été prononcées ; mais qu'interpellé par le demandeur sur le point de savoir quel en serait l'auteur, il déclare ne pouvoir le faire connaître ; — Attendu que, si l'on fait la part des relations exis-



tant entre Achille Rouanet et les témoins administrés par lui et de cette circonstance que tous sont ses collègues au conseil municipal, aucun doute ne saurait plus subsister dans l'esprit du juge ; — Attendu, par suite, que c'est à bon droit qu'Auguste Rouanet a poursuivi la réparation par les voies légales du préjudice à lui causé et qu'il appartient à la justice de venir en aide au citoyen attaqué dans son honneur et sa considération, toutes les fois qu'il fait appel à la loi, sauvegarde de tous ; — Attendu que l'intention d'Achille Rouanet de nuire à Auguste Rouanet ne saurait davantage être contestée ; qu'elle s'énonce en s'aggravant encore de son attitude agressive et inconvenante à l'audience, de ses provocations incessantes et des propos injurieux qu'il n'a point su retenir même en présence de la justice ; — Attendu que les dommages doivent être calculés sur l'importance et la gravité du préjudice, tant physique que moral, souffert par celui qui a été victime de la diffamation et de l'injure, et que l'appréciation de celle-ci doit, à son tour, être basée sur la position sociale, l'éducation et le milieu de celui qui s'en est rendu coupable ; — Attendu que le chiffre de 200 francs de dommages-intérêts, formant l'objet de la demande, nous paraît exagéré et que le Tribunal a en main les éléments nécessaires pour en déterminer l'importance ; — Attendu que la demande reconventionnelle, formée par le défendeur, n'est ni sérieuse ni fondée et que, par conséquent, elle doit être rejetée ; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ; — Par ces motifs, — Vidant notre in-

terlocutoire des 20 juillet et 3 août 1885 ; — Statuant contradictoirement, en premier ressort ; — Rejetons la demande reconventionnelle formée par le défendeur, comme injuste et mal fondée, et condamnons le sieur Achille Rouanet, greffier de paix et premier adjoint au maire de la commune d'Anglès, au paiement de la somme de 150 francs, pour dommages-intérêts envers le sieur Auguste Rouanet, aux intérêts que de droit, et aux entiers dépens, liquidés à ... ; — Et, sur la demande dudit sieur Rouanet Auguste, réitérons acte du mot de *menteur*, prononcé à son adresse, à l'audience du 3 août courant, par Achille Rouanet, qui lui avait été déjà concédé dans le procès-verbal d'enquête dudit jour. »

**Observations.** — Cette décision, toute en fait, nous paraît devoir être entièrement approuvée. Les propos relevés avaient été proférés dans un lieu public et avaient un caractère essentiellement dommageable.

**Trib. de simple police du cant. de la Flèche (Sarthe).**

*Président : M. DEIN \*, juge de paix*

29 avril 1885.

**Eaux insalubres. — Voie publique. — Procès-verbal. — Lavage. — Absence de contravention. — Renvoi du prévenu.**

Le fait par un aubergiste d'avoir lavé son auberge et répandu sur la voie publique les eaux provenant du lavage ne constitue pas une contravention.

Il n'appartient pas à un agent de police de déterminer le caractère des eaux ainsi

répandues sur la voie publique, et de les déclarer insalubres. Foi n'est pas due au rapport de l'agent en ce qui touche cette constatation.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police de la Flèche, dans les circonstances que voici :

La cause appelée, le greffier a donné lecture d'un rapport dressé le 1<sup>er</sup> avril 1885, à six heures trente minutes du soir, par M. Belleuvre, brigadier de police à la Flèche, enregistré, duquel il résulte que le nommé Belleuvre a aperçu la femme Lorient, aubergiste, boulevard d'Alger, qui, lavant son établissement, en faisait sortir une eau noirâtre et infecte, qui se répandait dans le ruisseau, et que, voyant l'entêtement de cette femme, qui venait d'être condamnée le même jour, par le Tribunal de simple police, à 1 franc d'amende pour le même fait, il l'avait prévenue qu'il dresserait contre elle procès-verbal, pour contravention à l'article 1<sup>er</sup> du règlement de police municipale du 4 septembre 1827, approuvé par M. le préfet de la Sarthe le 25 du même mois, ainsi qu'à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1834.

Lecture du procès-verbal ou plutôt du rapport de l'agent de police Belleuvre ayant été faite par le greffier, le sieur Lorient, présent à l'audience, a reconnu le fait matériel constaté dans le rapport, mais en contestant que l'eau provenant du lavage de son établissement fût infecte.

M<sup>e</sup> M..., défenseur de l'inculpé, a dit qu'il importait d'abord de faire remarquer que c'était à tort que, dans son rapport, l'agent de police a prétendu que la femme Lorient

avait été condamnée pour le même fait à l'audience du 1<sup>er</sup> avril ; que la condamnation avait été prononcée non pour le fait de lavage de son établissement, mais pour avoir déposé sur la rue un tas d'ordures ou de bourriers, qui y étaient restés toute la nuit.

Le défenseur ajoute que, de temps immémorial, il était d'usage, même dans un but de propreté et de salubrité, que les aubergistes et cafetiers lavassent leurs établissements le soir des jours de marché ; examinant ensuite les termes de l'arrêté municipal du 4 septembre 1827 et de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1834, il conteste que le fait reproché à l'inculpé constitue une contravention à l'un ou l'autre de ces arrêtés. En conséquence, il conclut à ce que l'inculpé soit renvoyé des fins de la poursuite, sans frais ni dépens.

Le ministère public, résumant ensuite les débats, soutient la prévention et conclut à ce que l'inculpé soit condamné à l'application de l'article 471, n<sup>o</sup> 15, du Code pénal, et, en outre, à la peine de la récidive. — Jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Ouï la lecture du procès-verbal ; ouï l'inculpé dans ses explications et défenses, le ministère public dans ses réquisitions : — Attendu que la femme Lorient est poursuivie pour avoir lavé son établissement le mercredi soir, alors qu'aux termes de l'article 1<sup>er</sup> du règlement du 4 septembre 1827 les jours de balayage sont fixés aux mardis, jeudis et samedis de chaque semaine ; — Attendu que l'inculpé reconnaît le fait matériel, base de la poursuite, mais qu'il importe

d'examiner si le fait matériel, tenu pour constant, constitue ou non une contravention à l'un ou à l'autre des arrêtés visés dans le rapport ; — En ce qui concerne l'arrêté municipal du 4 septembre 1827 : — Attendu que l'article 1<sup>er</sup> dudit arrêté est ainsi conçu : « Tous les propriétaires ou locataires sont tenus de faire balayer la rue, au-devant de leurs habitations, jusqu'au milieu de la chaussée, régulièrement les mardi, jeudi et vendredi de chaque semaine, à sept heures du matin, depuis le 1<sup>er</sup> avril jusqu'au 30 septembre, et à huit heures du matin le restant de l'année. En cas de négligence, le balayage sera fait aux frais des propriétaires ou locataires, sans préjudice de l'amende » ; — Attendu que cet article contient une prescription formelle, relative au balayage, mais qu'il ne contient aucune prohibition de tenir sa maison ou son établissement propre, les autres jours, au moyen du lavage ; — Attendu qu'il est de jurisprudence constante qu'en matière criminelle ou de police les peines ne se suppléent pas et ne peuvent être étendues d'un cas à un autre non prévu par une disposition formelle d'un règlement légalement fait ; — Attendu qu'il est également de jurisprudence constante que le juge ne peut ni modifier ni étendre les dispositions contenues dans un arrêté administratif : ce serait un excès de pouvoir en empiétant sur les attributions du pouvoir réglementaire, ce qui lui est formellement interdit ; — En ce qui concerne l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1834 : — Attendu que l'article 2 de cet arrêté est ainsi conçu : « Il

« tant de jour que de nuit, dans les  
« rues et places publiques, aucunes  
« eaux, urines, matières fécales et  
« autres ordures, ni aucun fumier,  
« ni débris d'animaux » ; — Attendu qu'il est, de principe, reconnu que le juge de paix, saisi de la contestation, a le droit d'interpréter le règlement administratif qu'il est chargé d'appliquer ; — Attendu que le considérant qui forme le préambule de l'arrêté est ainsi conçu : « Considérant que les chaleurs continues et extraordinaires qui ont régné jusqu'à ce jour, ainsi que le rouissage du chanvre, ont inspiré des craintes sérieuses pour la santé publique ; qu'il importe de rappeler les principales dispositions de l'arrêté de cette préfecture du 15 avril 1882 et d'y ajouter celles commandées par les circonstances » ; — Attendu que l'on pourrait déduire de ces termes, rapprochés de l'époque où l'arrêté a été pris (pendant l'épidémie cholérique) qu'il avait un caractère exceptionnel de circonstance ; que, cependant, aucun autre arrêté postérieur n'ayant modifié, il doit légalement conserver son caractère de permanence ; — Mais attendu qu'en se pénétrant de l'esprit de l'arrêté on est amené à reconnaître que, par ces mots : *aucunes eaux*, suivis de ces autres mots : *urines, matières fécales et autres ordures*, M. le préfet n'a certainement entendu parler que des eaux insalubres ; — Attendu que le rapport de l'agent de police, tout en disant que les eaux provenant du lavage de l'établissement de l'inculpé étaient noires et infectes, ne constate pas qu'elles fussent insalubres ; que des eaux peuvent avoir mauvaise odeur sans être nuisibles, telles, par exem-

ple, les eaux sulfureuses; — Attendu que, par arrêt du 7 août 1825, la Cour de cassation a jugé que, si un commissaire de police a caractère pour constater que des eaux ont été répandues sur la voie publique, il ne lui appartient pas de décider qu'elles sont insalubres, question dont la solution suppose un examen et des connaissances spéciales, tandis qu'un procès-verbal n'est destiné, par sa nature, qu'à constater un fait actuel; qu'à plus forte raison il en est de même d'un simple agent de police; — Attendu que, de ce qui précède et de la saine interprétation des arrêtés cités, il résulte que l'inculpé n'a commis aucune contravention auxdits arrêtés; qu'il s'ensuit que nous n'avons pas à nous prononcer sur la question de récidive; — Par ces motifs, jugeant en matière de simple police et en dernier ressort; — Vu l'article 159 du Code d'instruction criminelle, ainsi conçu : etc.; — Annule le rapport et ce qui s'en est suivi et renvoie l'inculpé des fins de la poursuite, sans frais ni dépens. »

**Observations.** — L'article 471, n° 6, punit d'une amende de 1 à 5 francs ceux qui auront jeté ou exposé au-devant de leurs édifices des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres. Peut-on faire rentrer sous l'application de cet article le fait de rejeter sur la voie publique les eaux provenant du lavage d'une maison? Nous ne le pensons pas. Dans les villes, notamment, les eaux ménagères, ou eaux de lavage, ne peuvent guère être jetées ailleurs que sur la voie publique, et vouloir empêcher qu'elles y soient répandues, ce serait

faire obstacle à l'entretien des maisons en bon état de propreté et de salubrité. Au surplus, l'article 471 ne prohibe que le jet de corps solides ou liquides pouvant nuire par des exhalaisons *insalubres*. Pour qu'il y ait contravention, il faut que l'existence de ces exhalaisons insalubres ait été bien et dûment constatée. Des eaux de lavage peuvent exhaler une mauvaise odeur, mais elles ne sont pas nécessairement insalubres.

**Tribunal de simple police de Paris.**

*Président : M. CRANNEY, juge de paix.*

31 juillet 1885.

*Voirie. — Travaux exécutés sans autorisation. — Règlements relatifs à la hauteur des bâtiments. — Contravention. — Compétence du juge de police. — Amende. — Démolition.*

Les prescriptions de l'article 4 du décret du 26 mars 1852, relatives à l'autorisation préalable, et celles de l'article 5 du décret du 27 juillet 1859, remplacé par le décret du 23 juillet 1884, concernant la hauteur des bâtiments, ayant été édictées non dans l'intérêt de la voirie, mais dans celui de la sûreté et de la salubrité publiques, il s'ensuit que les contraventions auxdites constructions sont de la compétence du Tribunal de simple police, et non de celle du conseil de préfecture.

Lorsqu'il n'est pas établi que des constructions faites contrairement à ces règlements ne peuvent subsister sans nuire aux intérêts de la sûreté et de la salubrité publiques, il n'y a pas lieu d'ordonner la démolition de ces constructions.

Le juge de police doit seulement condamner le contrevenant à l'amende.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police de Paris, dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que, par jugement de ce Tribunal, en date du 21 novembre 1884, les sieurs Pouchon et Soulié, copropriétaires d'un immeuble, sis à Paris, rue de Bièvre, n° 26, ont été condamnés, le premier par défaut, et le second contradictoirement à 1 franc d'amende et à la démolition de l'étage carré, élevé sans autorisation, et remplaçant le quatrième étage, lambrissé, du bâtiment sur la cour; — Attendu que l'opposition du sieur Pouchon audit jugement, reçue en la forme, par jugement du 10 avril dernier, avant faire droit au fond, nomme le sieur Saint-Agnan Boucher, architecte-expert, avec mission, après serment prêté, de vérifier les travaux exécutés par les sieurs Pouchon et Soulié à leur propriété susdésignée, dire si, à son avis, ils étaient de nature à obliger le sieur Pouchon à demander une autorisation préalable à l'administration, rechercher à quelle date lesdits travaux ont été faits, ainsi que la largeur à laquelle se trouvait portée légalement la rue de Bièvre, au moment où ils ont été exécutés; — Attendu que du rapport dudit expert déposé, au greffe de ce Tribunal, il résulte que les travaux exécutés par les sieurs Pouchon et Soulié rentrent dans la catégorie de ceux qui ne peuvent se faire sans avoir été préalablement autorisés, et qu'ils sont contraires aux règlements, qui fixent la hauteur minimum des étages à 2<sup>m</sup>,60; — Attendu que, ces faits constatés, il y a lieu tout d'abord de statuer sur l'exception d'incompétence, proposée par le sieur Pouchon; — Attendu, sur ce point, que les prescriptions de l'article 4 du décret

du 26 mars 1852, relatives à l'autorisation préalable et celles de l'article 5 du décret du 27 juillet 1859, remplacé par le décret du 23 juillet 1884, concernant la hauteur des bâtiments situés dans les cours ou espaces intérieurs à Paris, ont été édictées, non dans l'intérêt de la voirie, mais dans celui de la sûreté et de la salubrité publiques; — Qu'il s'ensuit que les contraventions auxdites prescriptions sont de la compétence du Tribunal de simple police, et non de celle du conseil de préfecture; — Attendu, au fond, qu'il est suffisamment établi que le sieur Pouchon a contrevenu : 1° à l'article 4 du décret du 26 mars 1852, en ne fournissant pas à l'administration un plan et des coupes cotés des constructions par lui projetées, avant tout commencement d'exécution, et en exécutant les travaux dont s'agit, sans autorisation; 2° et aux dispositions de l'article 6 du décret du 27 juillet 1859, encore en vigueur, lorsque ces travaux ont été commencés dans la première quinzaine de juillet 1884, et aux dispositions de l'article 8 du décret du 23 juillet 1884, lequel était exécutoire lorsque les travaux ont été achevés, et ce en construisant des logements n'ayant pas la hauteur minimum de 2<sup>m</sup>,60; — Attendu que le sieur Pouchon a ainsi encouru l'amende à laquelle il a été condamné; — Mais attendu qu'il n'y a pas lieu d'ordonner la démolition des constructions élevées par le sieur Pouchon; — Qu'en effet il n'est pas justifié que lesdites constructions, faites contrairement aux règlements susdatés, ne peuvent subsister sans nuire d'une manière permanente aux intérêts de la sûreté et de la

salubrité publiques ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort ; — Maintient la condamnation à l'amende prononcée contre le sieur Pouchon par le jugement du 21 novembre 1884 ; — Dit n'y avoir lieu d'ordonner la démolition des constructions élevées sans autorisation par le sieur Pouchon et remplaçant le quatrième étage lambrissé du bâtiment sur la cour de l'immeuble sis à Paris, rue de Bièvre, 26 ; — Et condamne le sieur Pouchon aux dépens tant du jugement de défaut susdaté que de son opposition à ce jugement, y compris les honoraires de l'expert.»

**Observations.** — Un arrêt de la Cour de cassation du 27 mai 1877 a décidé que la démolition doit être ordonnée lorsque les constructions ne peuvent subsister sans nuire d'une manière permanente aux intérêts de la sûreté et de la salubrité publiques. Or, c'est nuire d'une façon permanente à ces intérêts que de construire les logements d'une hauteur inférieure à celle fixée par les règlements. A cet égard, et, le fait étant établi, la poursuite n'a aucune preuve à faire. Le défaut de hauteur suffisante implique un défaut de salubrité. Le juge de simple police, saisi de la poursuite pour contravention à un règlement administratif fixant la hauteur et la dimension des constructions élevées

en dehors de la voie publique dans les cours et espaces intérieurs, doit donc condamner le prévenu, non seulement à l'amende, mais encore à la démolition des constructions. Voir en ce sens ANNALES 1878, p. 55, où se trouve rapporté l'arrêt ci-dessus cité, et la note à la suite de cet arrêt. — Tout au plus pourrait-on admettre le prévenu à faire la preuve que la construction qu'il a faite, bien que n'ayant pas la hauteur voulue, est cependant dans les meilleures conditions de salubrité, soit à raison de la dimension, du cube d'air qu'elles contiennent, etc. Mais, en tout cas, cette preuve incomberait au prévenu. La présomption contraire résulte du seul fait qu'il y a infraction au règlement fixant la hauteur minimum. Lors donc que le fait est dûment constaté par un procès-verbal régulier, nous ne pouvons admettre que le juge de police refuse d'ordonner la démolition par ce seul motif qu'il ne serait pas justifié que la construction ne puisse subsister sans nuire à l'intérêt de la salubrité publique. L'opinion que nous soutenons est bien formellement celle que consacre l'arrêt de 1877, puisque dans cet arrêt il était dit en substance que les constructions faites contrairement au règlement spécial nuisent par ce seul fait à la salubrité publique, sans qu'il soit besoin d'autre preuve.

Justice de paix de Saint-Germain en Laye  
(Seine-et-Oise).

*Président : M. ALPHONSE BOULÉ,  
juge de paix.*

28 octobre 1885.

*Caractère de l'élection de domicile. —  
Nullité de la citation. — Gages de  
concierge et compte de recettes et dépenses.  
— Connexité. — Renvoi du tout. —  
Incompétence.*

Indiquer une personne, comme ayant tous pouvoirs de régler une affaire, ne constitue pas une élection de domicile chez cette personne dans le sens de l'article 111 du Code civil. La citation donnée à ce prétendu domicile élu est nulle.

Le juge de paix n'est pas compétent pour connaître d'une demande formée par une concierge contre son propriétaire, alors que la créance alléguée résulte d'un compte de recettes des loyers et dépenses, que les gages figurent dans ce compte, et que la balance au profit de la concierge est supérieure à 200 francs. Le juge de paix doit se dessaisir du tout à raison de la connexité, sans rechercher pour quelle somme les gages figurent dans le compte.

Ainsi jugé, dans les termes suivants, par M. le juge de paix de Saint-Germain en Laye :

« Nous, JUGE DE PAIX : —Après avoir entendu les parties en leurs dires et conclusions respectifs, statuant en premier ressort : — Attendu que Boitel soutient que la citation délivrée, le 17 octobre 1885, au domicile prétendu élu à Maisons-Laffitte, chez le sieur Maurice, son gendre, est nulle ; — Attendu que la lettre dûment timbrée et enregistrée par lui, écrite de Saint-Christ, le 7 août dernier, au mandataire de la veuve Gatey, demanderesse, ne contient pas l'élection de domicile dont

MARS 1886.

s'agit ; — Qu'en effet, en signalant le sieur Maurice comme étant son gérant et ayant tous pouvoirs pour régler les recettes et les dépenses de la maison sise à Paris, rue des Martyrs, et en ajoutant que c'est à lui que la demanderesse doit s'adresser pour le règlement de la somme qu'elle prétend lui revenir, le sieur Boitel a renvoyé cette dernière à une personne pouvant débattre ces comptes en connaissance de cause, mais n'a pas fait une élection de domicile dans le sens de l'article 111 du Code civil ; — Que, d'autre part, le Tribunal ne serait pas compétent pour connaître de la demande de la veuve Gatey ; — Que s'il s'agissait de gages comme concierge, le juge de paix pourrait en connaître, mais qu'il est incompétent pour statuer sur le compte de recettes de loyers et de dépenses présenté par la veuve Gatey, comme gérante de l'immeuble ; — Que la citation, fût-elle régulière, le Tribunal ne saurait même retenir pour en connaître les articles du compte [concernant les gages comme concierge, ces articles se confondant aujourd'hui dans l'ensemble dudit compte, qui constitue la demanderesse créancière de 30 361 fr. 75 et débitrice de 29 348 fr. 40, et, par suite, créancière, en définitive, de 1 013 fr. 65, suivant ses dires ; — Qu'en voulant compenser ses gages avec ses recettes, elle crée un lien entre les différents articles du compte, et, par suite, une connexité qui fait que le Tribunal aurait à se dessaisir du tout ; — Par ces motifs, disons qu'il n'y a pas eu élection de domicile faite à Maisons-Laffitte ; — Déclarons nulle la citation délivrée, et, par suite, déclarons la demanderesse non recevable en

sa demande; — Et, en outre, en tant que de besoin, nous déclarons incompetent en raison de la matière, et, en tout cas, du chiffre de la demande; — Et condamnons la veuve Gatey en tous les dépens.»

**Observations.** — L'élection de domicile doit être explicite et formelle. Elle ne peut résulter du fait qu'un tiers aurait reçu pouvoir pour régler une affaire. Sur la seconde question, il n'est pas douteux que les juges de paix ne soient compétents, dans les termes de l'article 3 de la loi de 1838, sur toutes les contestations qui peuvent naître entre concierges et propriétaires, à raison de leurs engagements respectifs soit pour la durée de l'engagement, soit pour la fixation des salaires; mais le juge de paix cesse d'être compétent lorsqu'à côté d'une contestation sur les salaires se soulève une question plus importante de règlement de compte à raison des loyers perçus par le concierge au nom du propriétaire, et que ce compte porte sur une somme supérieure à 200 francs. Dans ce cas, à raison de la connexité, le juge doit se déclarer incompetent sur le tout.

Justice de paix du XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Président : M. CRANNEY, juge de paix.

1<sup>er</sup> juillet 1885.

*Fournitures de ménage livrées à crédit non au domicile du maître, mais entre les mains du domestique. — Demande en paiement contre le maître. — Rejet de la demande du fournisseur.*

Lorsqu'il résulte des débats que les fournitures de ménage ont été livrées non

au domicile du maître, mais entre les mains du domestique, le fournisseur n'est pas recevable à actionner en paiement de ces fournitures le maître lui-même, alors que celui-ci affirme que chaque jour il remet à son domestique l'argent nécessaire à la dépense de maison.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix du XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes : — Attendu que le sieur Collet a fait citer devant nous la demoiselle Pierski, à l'effet de s'entendre condamner à lui payer la somme de 43 fr. 25, qu'il prétend lui être due pour fournitures d'épicerie à elle faites pendant les mois d'avril et de mai derniers, avec intérêts tels que de droit et dépens; — Attendu que, ladite demande ayant été contestée par la défenderesse, nous avons renvoyé les parties en conciliation sur lettre du 26 mois dernier, en invitant le défendeur à produire son livre; — Attendu que, s'il est résulté du dépouillement que nous en avons fait, que lesdites fournitures sont portées régulièrement sur ce livre, au nom de la défenderesse, d'une part le demandeur est obligé de reconnaître qu'il n'en a pas effectué la livraison au domicile de celle-ci, mais bien entre les mains de son domestique, un sieur Georges, et que, d'autre part, ladite défenderesse affirme que chaque jour elle remettait à ce dernier l'argent nécessaire à la dépense journalière; — Attendu que, d'après une jurisprudence constante, la demoiselle Pierski n'est nullement obligée de payer au sieur Collet le prix des fournitures, qu'il aurait livrées à



crédit à son domestique en dehors de la défenderesse ; — Attendu qu'il appert de ce qui précède, que le sieur Collet doit être déclaré mal fondé en sa demande, et qu'il y a lieu de l'en débouter ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort, déclarons le sieur Collet mal fondé en sa demande, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

**Observations.** — Il en est, en effet, de jurisprudence constante que lorsque le fournisseur livre au domestique, il n'est pas autorisé à lui faire crédit, à moins qu'il n'y ait été invité par le maître lui-même. Si donc ce dernier affirme que, non seulement il n'a pas autorisé ce crédit, mais qu'au contraire il donne chaque jour à son domestique l'argent nécessaire à la dépense de maison, le seul débiteur est le domestique, et le fournisseur est mal fondé à assigner en paiement le maître, alors même que ce dernier aurait profité des fournitures. C'est en effet au domestique que le fournisseur a fait crédit, et non au maître, qui ne peut être par sa faute exposé à payer deux fois les mêmes marchandises.

Justice de paix du XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Président : M. LE HELLOCO, juge de paix.

24 décembre 1884.

**Assurances.** — Périodes. — Obligation de prévenir dans un délai déterminé pour faire cesser l'assurance. — Statuts. — Demande en paiement de primes.

Dans le cas où l'assuré n'a pas souscrit une nouvelle assurance, mais où il ne fait

que continuer celle de son vendeur, il doit, s'il veut profiter de l'autorisation qui lui est donnée par les statuts de faire cesser son assurance à l'expiration de chaque période de cinq ans, prévenir la compagnie dans les trois mois avant l'expiration de la période quinquennale partant de la date de la police souscrite par son vendeur.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix du dix-neuvième arrondissement de Paris, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX ; — Attendu que la *Société d'assurance mutuelle mobilière* de Paris demande aux époux Bertrand le paiement d'une somme de 14 francs, pour leur cotisation du 1<sup>er</sup> novembre 1884 au 31 octobre 1885 et pour leur part contributive dans la répartition des sinistres du 1<sup>er</sup> avril 1883 au 31 mars 1884, y compris impôt et timbre ; — Attendu que les époux Bertrand se refusent au paiement de ladite somme, en soutenant qu'ils se sont assurés et ont été admis par la *Compagnie mutuelle* le 29 mai 1879 ; mais que, voulant profiter de l'article 9 des statuts, qui autorise chacune des parties contractantes à faire cesser leurs assurances à l'expiration de chaque période de cinq ans, et désirant faire cesser leur assurance, ils avaient, à cet effet, adressé à ladite compagnie, le 24 avril 1883, une lettre chargée, ainsi que cela résultait d'un bulletin de la poste ; que, dès lors, ils se considéraient comme déliés de tout engagement envers ladite société ; — Mais attendu qu'il résulte des explications des parties et des documents produits que c'est à tort que les époux Bertrand, pour déterminer la date d'expiration de

la police, prévue par l'article 9 des statuts, prennent pour point de départ le jour où ils ont signé l'acte qui les lie vis-à-vis de la *Compagnie mutuelle*, c'est-à-dire le 29 mai 1879 ; — Qu'en effet il est certain que l'acte signé par les époux Bertrand le 24 mai 1879 n'est qu'une continuation de celui relatif à l'assurance primitive souscrite le 31 octobre 1878 par les consorts Rousselet, précédents propriétaires de l'immeuble acquis par les époux Bertrand ; que cela est si vrai, qu'il est dit, dans ledit acte, que le présent engagement continuera, en ce qui concerne les époux Bertrand, celui des précédents propriétaires ; — Que, surabondamment, l'article 2, § 2, des statuts de la *Compagnie mutuelle* dit que le sociétaire qui en vendant son immeuble a obligé son acquéreur à continuer son assurance, a, par ce fait et sans qu'il soit besoin d'aucune autre formalité, fait succéder celui-ci à tous ses droits comme à toutes ses charges et obligations vis-à-vis de la société et notamment à l'obligation de prévenir la société dans les délais prescrits par l'article 9, dans le cas où il voudrait faire cesser les assurances ; — Que, dès lors, les époux Bertrand, qui n'ont pas souscrit une nouvelle police, mais qui n'ont fait que continuer l'ancienne, ont à s'imputer de n'avoir pas, conformément aux obligations qui leur étaient imposées, prévenu la *Compagnie mutuelle* dans les trois mois avant l'expiration de la période quinquennale partant du 31 octobre 1878, date de la police souscrite par les consorts Rousselet, précédents propriétaires de l'immeuble ; — Que, dans ces circonstances, il y a lieu de faire droit à la

demande de la *Compagnie mutuelle* ; — Par ces motifs, — Condamnons les époux Bertrand à payer à la *Compagnie mutuelle* la somme de 14 francs, montant des causes sus-énoncées, avec les intérêts tels que de droit, et les condamnons en outre aux dépens. »

**Observations.** — Aux termes de la jurisprudence de la Cour de cassation, les assurés sont tenus de l'observation des statuts de la compagnie, statuts auxquels ils ont adhéré par le seul fait de leur signature apposée sur la police. En conséquence, si les statuts permettent de faire cesser l'assurance après une période, à la condition de prévenir trois mois d'avance, il est clair que la période doit partir de la date de la police. Cette règle, applicable à l'assuré lui-même, l'est également à son acquéreur, lorsque ce dernier a continué l'assurance de son vendeur.

Justice de paix du VIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Président : M. LE SENNE, juge de paix.

20 novembre 1885.

Responsabilité civile. — Concierge.

Chien. — Garde. — Visiteur.

Quand une personne étrangère à une maison laisse son chien en garde au concierge pour faire une visite à un locataire de cette maison, le concierge n'est responsable de la fuite de ce chien qu'autant qu'il aurait à s'imputer une faute grave commise dans la surveillance qu'il a ainsi assumée.

Ainsi jugé par la décision dont voici le texte :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant

contradictoirement et en premier ressort : Attendu que, par citation ci-annexée du ministère de Legendre, huissier à Paris, du 3 novembre présent mois, le docteur Rodet demande au sieur Gachet 200 francs pour la valeur d'un chien par lui confié à Gachet et que celui-ci a perdu; — Que Gachet décline toute responsabilité; — Attendu, en fait, que le docteur Rodet, accompagné de son chien, s'étant présenté pour visiter un de ses confrères, dans la maison de la rue de Miromesnil, 66, fut empêché, par le concierge, de monter avec ce chien par l'escalier principal; — Qu'invité à monter par l'escalier de service, il s'y refusa; qu'il laissa le quadrupède dans la loge du concierge et fit sa visite par le grand escalier; — Qu'en redescendant il ne trouva plus son chien et apprit, de la bouche du concierge, que l'animal s'était échappé de la loge au moment où une personne du dehors avait ouvert la porte; — Attendu qu'il s'agit d'un dépôt *sui generis*, quant au caractère particulier; qu'il y a lieu de rapprocher les faits et circonstances de la cause, pour apprécier le degré de responsabilité du dépositaire; — Attendu, en droit, que « le dépositaire « doit apporter, dans la garde de « la chose déposée, les mêmes soins « qu'il apporte dans la garde des « choses qui lui appartiennent » (art. 1027, C. civ.); — Que, d'après cette disposition, interprétée par tous les auteurs modernes, par la jurisprudence, et éclairée par les jurisconsultes anciens, le dépositaire n'est tenu ni de la faute légère, ni de la faute très légère, mais seulement de la faute lourde, que la législation romaine assimilait au dol,

en considération que le contrat de dépôt se forme dans l'intérêt du déposant seul; — Attendu, en fait, que la maison de la rue de Miromesnil, 66, est du meilleur ton, de premier ordre, avec appartements de 8 000 à 14 000 francs de loyer, ayant deux escaliers : l'un de maître, l'autre de service, très propre; — Que tous les baux portent défense d'avoir des chiens dans la maison et d'en laisser pénétrer dans les escaliers; que cette clause prohibitive se trouve aussi dans le bail du locataire visité par le docteur Rodet; — Que le chien du réclamant était dépourvu de collier; — Que la visite du docteur a duré de vingt-cinq à trente minutes; — Que c'est durant ce laps de temps que le chien s'est échappé de la loge du concierge, au moment où une cliente du médecin visité ouvrait la porte; — Attendu qu'une loge de concierge est un lieu quasi public, qui s'ouvre nécessairement à tout venant; que le portier ne peut en refuser l'ouverture; que, dans l'espèce, le concierge n'a fait que remplir son devoir et se conformer aux habitudes de la maison en ouvrant la porte à la cliente; qu'il ne s'était engagé ni expressément ni tacitement à tenir porte close, non plus qu'à tenir le chien enchaîné; que, si une faute lui est imputable, elle est légère ou très légère; — Attendu que, dans de telles circonstances, il ne serait responsable d'une faute grave que, par exemple, s'il avait ouvert la porte avec l'intention de laisser partir le chien; qu'aucun reproche de cette nature n'est relevé contre lui; — Qu'ainsi la réclamation n'est pas justifiée; — Par ces motifs, déclarons le docteur Rodet non recevable, en tous cas mal fondé

dans sa demande, l'en déboutons et le condamnons aux dépens de l'instance. »

**Observations.** — Le concierge d'une maison dans laquelle se rend un étranger, pour rendre visite à un locataire, est bien le préposé ou le domestique du propriétaire et des locataires tout à la fois. Mais il n'est pas au service du visiteur et n'a vis-à-vis de lui aucune obligation. S'il accepte de ce visiteur un objet en dépôt, spécialement s'il consent à prendre en garde le chien du visiteur, il fait acte de pure obligeance, et il n'est pas soumis à l'étroite responsabilité du dépôt nécessaire. En cas de fuite et de disparition du chien, il ne doit donc être tenu responsable qu'autant qu'il aurait commis une faute grave dans la surveillance dont il a consenti à se charger.

**Just. de paix de Saint-Georges-sur-Loire**  
(Maine-et-Loire).

**Prés. : M. DEMAILLASSON, juge de paix.**

4 décembre 1879.

**Mineur.** — *Action en paiement contre le père à raison de prêts et avances faits au fils. — Demande non recevable.*

Le père n'est pas tenu de rembourser les prêts faits à son fils mineur, alors qu'il n'a pas autorisé ces prêts.

En conséquence, le créancier du mineur n'est ni recevable ni fondé à actionner directement le père en paiement des sommes qu'il a avancées.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix de Saint-Georges-sur-Loire, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la

citation introductive d'instance du 19 novembre dernier, enregistrée ; ensemble notre jugement de renvoi du 27 novembre même mois, pour le prononcé de notre jugement à l'audience de ce jour, tant en présence qu'en l'absence des parties ; — Attendu que Thomaré a actionné personnellement Aubert père en paiement d'une dette contractée par Aubert fils et qu'il fonde son action sur l'article 203 du Code civil ; — Que c'est faire une fausse application de cet article, parce que l'action qui en résulte n'appartient qu'aux enfants vis-à-vis de leurs père et mère, pour le cas déterminé par ledit article, et ne peut être exercé par un créancier des enfants contre leurs père et mère ; — Attendu que l'article 1124 du Code civil rend nuls ou tout au moins annulables les engagements pris par les mineurs, parce qu'ils n'ont pas le droit de contracter et d'engager leurs parents ; — Attendu, au surplus, que les prêts et avances faits par Thomaré à Aubert fils l'ont été à l'insu de ses père et mère, qui savaient que leur fils gagnait assez d'argent pour se suffire, et que Thomaré aurait dû préalablement les prévenir et leur demander l'autorisation de faire des avances à leur fils et en déterminer le chiffre ; — Attendu, au surplus, que ces avances sont critiquables, en ce sens qu'elles étaient un encouragement pour Aubert fils à faire des dépenses exagérées, dont Thomaré bénéficiait ; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort ; — Déclarons Thomaré non recevable dans sa demande, fins et conclusions ; l'en déboutons et le condamnons en tous les dépens. »

**Observations.** — Le père n'est nullement tenu de rembourser les prêts faits à son fils mineur, alors que ces prêts n'ont pas été autorisés par lui et qu'ils n'ont pas le caractère alimentaire. D'une part, les engagements pris par le mineur sont radicalement nuls, et, d'autre part, le père n'est pas tenu de payer les dettes de l'enfant mineur, lorsqu'il travaille au dehors, qu'il reçoit le prix de son travail et qu'il est en situation de se suffire à lui-même.

*Justice de paix du canton sud d'Abbeville (Somme).*

*Présid. : M. ROUX DE RAZE-SAUVIGNY, juge de paix.*

26 août 1884.

*Compétence civile des juges de paix. —*

*Plantation d'arbres. — Distances légales.*

*— Arrachage. — Dommages-intérêts.*

*— Demande indéterminée.*

Le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande tendant à l'arrachage d'arbres plantés en-deçà de la distance légale, à l'allocation de 100 francs de dommages-intérêts pour le préjudice antérieurement causé par cette plantation illégale, et à 2 francs de dommages-intérêts par chaque jour de retard dans l'exécution de la sentence à intervenir.

Il doit se déclarer incompétent sur le tout, conformément à l'article 9 de la loi du 25 mai 1838.

« NOUS, JUGES DE PAIX : — En fait : — Considérant que l'action de Hazard a pour but de faire condamner Diot-Denis : — 1° A arracher, dans les vingt-quatre heures du jugement à intervenir, tous les jeunes arbres d'une pépinière plantés à moins de 2 mètres du milieu de la haie mitoyenne qui sépare leurs propriétés respec-

tives ; — 2° A lui payer, à titre de dommages - intérêts, 2 francs par chaque jour de retard jusqu'à l'arrachage desdits arbres ; — 3° Enfin 100 francs pour réparation du préjudice à lui causé antérieurement à la demande par l'existence de ces arbres ; — Considérant que Diot soutient que le nombre des jours pour chacun desquels Hazard lui réclame une indemnité de 2 francs n'étant ni indiqué ni fixé, nous sommes incompétent ; — En droit : — Sur l'exception d'incompétence : — Considérant que l'action qu'exerce, en vertu des articles 1142 et 1382 du Code civil, un demandeur qui allègue une obligation, soit conventionnelle, soit légale, pour obtenir contre le défendeur la réparation du préjudice que celui-ci lui a causé en ne faisant pas ce qu'il devait faire, ou en faisant ce qu'il ne devait pas faire, est personnelle ; — Que l'action en paiement d'une somme d'argent ayant pour but d'obtenir la remise d'une chose qui, par sa nature, rentre dans la classification des objets mobiliers, est mobilière ; — Que la demande de Hazard en ses chefs relatifs à des dommages-intérêts dont il ne fixe pas même le quantum est mobilière, personnelle et indéterminée ; — Que les juges de paix ne connaissent, aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 25 mai 1838, des demandes personnelles et mobilières que dans la limite déterminée de 100 francs en dernier et 200 francs en premier ressort ; — Que, pour qu'ils puissent connaître exceptionnellement de demandes dont le montant dépasse ces sommes, il faut donc que la loi les ait spécialement autorisés à le faire par extension de

leur compétence ordinaire, comme dans les cas exceptionnels que prévoient les articles 2, 3, 4, 5 et 7; que l'article 6, sur lequel Hazard base sa demande, s'applique seulement et uniquement aux espèces qu'il règle, notamment aux plantations, dans son deuxième paragraphe; qu'il n'étend pas la compétence purement personnelle et mobilière au-delà des limites de l'article 1<sup>er</sup>; qu'il est complètement muet dans toutes les parties de son texte sur les questions étrangères aux actions intéressant les immeubles dont il s'occupe, et notamment sur celles relatives à la réparation du préjudice causé; — Qu'il résulte logiquement et juridiquement de cette omission que les demandes en dommages-intérêts basées sur ces espèces restent soumises aux règles tracées par l'article 1<sup>er</sup>; — Considérant que les différents chefs de la demande de Hazard sont connexes; qu'il y a lieu de ne pas les disjoindre, ainsi au surplus que l'exige l'article 9 de ladite loi; — Par ces motifs, — Nous déclarons incompetent. »

**Observations.** — Nous ne pouvons approuver la solution de cette sentence. Le juge de paix était appelé principalement à statuer sur une action en arrachage d'arbres plantés en-deçà de la distance légale, et, aux termes de l'article 6 de la loi du 23 mai 1838, il était compétent pour en connaître. Il n'y avait pas lieu d'appliquer ici l'article 9 de cette loi, parce que la réclamation de dommages-intérêts n'était, dans l'espèce, que l'accessoire de la demande principale. Voir en ce sens Cass., 15 avril 1857, ANNALES 1857,

p. 348, et Cass. civ., 23 décembre 1884. Voir aussi notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> *Action possessoire*, n<sup>o</sup> 373.

Justice de paix du canton de Saint-Savin  
(Vienne).

Président : M. HILLAIRET, juge de paix.

11 décembre 1885.

*Louage. — Réparations. — Bail. — Contestation sur l'interprétation du bail. — Incompétence du juge de paix.*

Le juge de paix compétent pour statuer sur les réparations locatives des fermes ou maisons mises par la loi à la charge des locataires, ne l'est pas pour connaître des réparations réclamées contre un propriétaire par un locataire entrant.

Le juge de paix n'est pas non plus compétent en matière de louage, lorsque la contestation soulève une question d'interprétation des clauses du bail.

Ainsi jugé, par jugement de M. le juge de paix de Saint-Savin, dans les circonstances suivantes :

Le sieur Couvreu a fait citer le sieur Aupetit à comparaître devant M. le juge de paix de ce canton, pour :

« Attendu que, suivant bail sous seing privé, en date du 1<sup>er</sup> février 1885, enregistré, le demandeur a loué du défendeur divers bâtiments sis à Béthines, ainsi qu'un emplacement pour faire un dépôt de bois; que l'entrée en jouissance a été fixée au 1<sup>er</sup> février 1885, sauf pour une grange dont l'entrée en jouissance a été fixée au 11 novembre 1885; — Attendu qu'aux termes de ce bail, le bailleur s'est engagé à faire faire, à la rentrée du preneur, toutes les réparations locatives

nécessaires ; que ces travaux n'ont pas été faits, que l'emplacement devant servir au demandeur pour faire son dépôt de bois est encore occupé par le bailleur ; — Attendu qu'Aupetit s'oppose à ce que le demandeur entre en jouissance d'une grange comprise audit bail, située dans la cour, touchant l'habitation d'Aupetit et les autres bâtiments loués ; — Voir dire que lui Aupetit sera tenu de faire faire convenablement, à dire d'experts, dans les quinze jours de la signification du jugement à intervenir, les réparations locatives nécessaires, ainsi qu'à rendre libre l'emplacement devant servir au demandeur pour faire son dépôt de bois, et, à défaut par lui de ce faire dans ledit délai, autoriser le demandeur à faire faire lesdits travaux aux frais du défendeur, qui sera tenu de les lui rembourser à vue de simples quittances d'ouvriers ; voir dire et ordonner que le demandeur aura, en qualité de locataire, la jouissance, pendant le cours du bail, de la grange dont s'agit, et se voir enfin le sieur Aupetit condamné aux dépens. »

Les parties n'ont pu s'entendre à l'audience sur la grange et l'emplacement à la jouissance desquels le preneur a droit, en vertu du bail précité.

Alors Couvreu a conclu à ce que le juge se transporte sur les lieux pour les visiter et entendre les témoins qui seraient cités et décider quels emplacement et grange ont été loués.

Aupetit, de son côté, a prétendu avoir fait toutes les réparations locatives, et a demandé à ce que, après visite des lieux et enquête, lesdits emplacement et grange loués soient

déterminés. — Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance ; — Oui les parties en leurs conclusions et explications et M<sup>e</sup> Dubuisson en sa plaidoirie ; — En ce qui concerne les réparations locatives demandées par Couvreu : — Attendu que, par son article 5, § 2, la loi du 25 mai 1838 rend les juges de paix compétents pour connaître des réparations locatives des maisons ou fermes mises par la loi à la charge des locataires ; — Que les réparations demandées par Couvreu ne rentrent pas dans cette catégorie et que par conséquent nous ne saurions connaître de cette partie de la demande ; — Attendu enfin que, fussions-nous compétent pour juger sur ce chef *seul*, nous devrions quand même déclarer notre incompétence sur la totalité des chefs de la demande, par application de l'article 9 de la loi du 25 mai 1838, puisque le chef ci-dessus a une connexité avec les chefs dont il va être parlé et qu'il dérive de la même source qu'eux ; — En ce qui concerne l'emplacement et la grange dont Couvreu demande à jouir : — Attendu que, suivant le bail précité, Aupetit a loué à Couvreu notamment : — 1<sup>o</sup> Une grange sise au fond de la cour ; — 2<sup>o</sup> Et un emplacement... pour dépôt de bois, fagots, etc., dans l'endroit fixé entre eux ; — Attendu que Couvreu demande aujourd'hui à être mis en jouissance de ces deux emplacements, dont délivrance ne lui a pas encore été faite ; — Attendu que les parties ne sont pas d'accord sur l'emplacement que doit fournir Aupetit pour dépôt de bois, fagots, etc. ; qu'Au-

petit en offre un et Couvreu en demande un autre ; — Attendu aussi que les parties diffèrent sur la grange qui a été louée ; qu'Aupetit en offre une qui est bien, d'après lui, au fond de la cour, mais que Couvreu en demande une autre, placée aussi, ainsi qu'il le prétend, au fond de ladite cour ; — Attendu qu'en principe nous ne sommes pas compétent pour nous livrer à l'interprétation d'un titre pour juger sur le fond du droit ; — Que, dans la cause qui nous est soumise, nous serions obligé, pour statuer, d'ordonner une visite des lieux et une enquête et d'en confronter les résultats avec les termes mêmes du bail, apprécier quels sont les emplacements et grange qui ont été véritablement loués ; — Attendu que ce serait là positivement interpréter le texte du bail en question ; — Qu'à la vérité, les deux parties en cause ont bien demandé l'une et l'autre notre descente sur les lieux litigieux, mais qu'on ne saurait attribuer à cette demande la signification d'une prorogation de juridiction, puisque les formes exigées pour cela par l'article 7 du Code de procédure civile n'ont pas été remplies et que, l'eussent-elles été, nous n'aurions pu accepter cette prorogation, qui ne saurait être valable que *de quantitate ad quantitatem* et non *de re ad rem*, comme ce serait dans le cas présent ; — Statuant contradictoirement et en premier ressort, — Disons ne pouvoir faire droit sur la demande, et nous déclarons incompétent sur les divers chefs de cette demande ; — En conséquence, renvoyons Couvreu à se pourvoir, sans préliminaires de conciliation, devant les juges qui doivent connaître de sa

demande, et le condamnons aux dépens. »

**Observations.** — La loi a donné aux juges de paix une compétence spéciale et sans limites à charge d'appel, pour tout ce qui touche les réparations locatives dues par le locataire ; mais cette compétence est étroitement limitée aux réparations de cette nature, et ne s'applique pas à toutes autres réparations, notamment à celles qui peuvent être réclamées par un locataire à son bailleur. Dans l'espèce du présent jugement, le locataire réclamait des réparations qu'il affirmait lui avoir été promises par le bailleur. C'était là une demande indéterminée dont, pour cette seule raison, le juge de paix ne pouvait connaître, alors qu'elle ne rentrait pas dans les termes de l'article 5 de la loi de 1838. — Sur le second point, il est de jurisprudence constante que le juge de paix n'est pas compétent pour connaître de l'interprétation des clauses d'un bail, quelle que soit d'ailleurs la valeur de la contestation. La raison en est qu'en matière de louage la compétence du juge de paix a été étroitement limitée par l'article 3 de la loi de 1838 aux actions en paiement de loyers ou fermages, congés, etc. Toute autre contestation que celles expressément déterminées dans cet article échappe à la connaissance du magistrat cantonal. Il est, en toute autre occasion, des cas où le juge peut interpréter le titre, si la contestation sur l'interprétation est soulevée comme exception contre la demande, et si l'interprétation à laquelle se livre le juge de paix ne constitue pas un préjugé pour l'a-



venir, pour une valeur excédant le taux de sa compétence ordinaire. Mais il n'en peut jamais être ainsi en matière de louage, parce que, dans cet ordre de contestations, sa juridiction a été expressément définie et limitée par un article spécial de la loi de 1838.

Justice de paix de la Chapelle-la-Reine  
(Seine-et-Marne).

Président : M. DUHAMEL, juge de paix.

31 mai 1881.

*Louage. — Action en dommages-intérêts.*

— *Préjudice causé au locataire par les rats. — Indemnité pour non-jouissance. — Contestation du droit à l'indemnité. — Résiliation de bail. — Incompétence du juge de paix.*

Le juge de paix n'est pas compétent pour statuer sur une demande intentée par un locataire, afin d'obtenir une indemnité pour non-jouissance, alors que le droit à l'indemnité est contesté.

Il n'est pas davantage compétent pour statuer sur une résiliation de bail basée sur toute autre cause que le non-paiement des loyers.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de la Chapelle-la-Reine, dans les circonstances que voici :

Le sieur Dediéval a cité le sieur Letourneau devant M. le juge de paix de la Chapelle-la-Reine, aux fins suivantes :

« Attendu que M. Letourneau avait fait bail et donné à loyer, à partir de septembre 1880, à M. Dediéval, avocat, une maison située à Boissy-aux-Cailles, comme pied-à-terre, pour n'y demeurer que pendant le moment de la chasse; que cette maison devait être mise en bon

état de réparations de toutes sortes par le sieur Letourneau, lequel, malgré les nombreuses et incessantes réclamations du demandeur, n'avait jamais réparé la toiture du cabinet, dans lequel il avait toujours plu abondamment, ce qui avait occasionné une grande humidité et dégradé divers objets mobiliers, comme il serait prouvé; qu'en outre le sieur Letourneau n'avait pas muré les communications qui existaient dans le mur séparatif de sa maison d'avec sa grange, qu'il louait à un sieur Boucher; — Qu'il n'avait pas non plus ajusté suffisamment les portes communiquant du vestibule à la salle à manger, servant en même temps de chambre à coucher, le tout suivant constat dressé par Heyrod, huissier, le 20 mai 1881, enregistré; — Que ce défaut de clôture permit aux nombreux animaux nuisibles qui habitent la grange du sieur Letourneau de pénétrer dans la maison et de causer des ravages considérables à toutes sortes d'objets mobiliers et notamment à une literie; — Attendu que le bailleur doit garantir au preneur la chose louée de tous vices cachés qui lui causent préjudice et l'en indemniser; qu'il doit tenir son locataire clos et couvert; — Par ces motifs, — Voir dire que, dans la quinzaine du jugement à intervenir, le sieur Letourneau serait condamné à mettre sa maison en état de bonnes réparations d'entretien et d'agencement; que, sinon, passé ce délai, il serait fait droit, et en outre, pour les dommages causés par sa faute, s'entendre condamner à payer au sieur Dediéval la somme de 200 fr. de dommages-intérêts et aux dépens; — Voir ordonner l'exécution

provisoire du jugement, nonobstant opposition, appel et sans caution, vu l'urgence; — Et subsidiairement, pour le cas où la religion de M. le juge de paix ne serait pas suffisamment éclairée par les dires des parties et le constat dressé, plaise au Tribunal ordonner que les lieux contentieux seraient visités par lui en présence des parties, pour en constater l'état, ordonner les travaux, apprécier la valeur de l'indemnité demandée et juger sur le lieu même, sans désenparer. »

M. Letourneau a répondu : 1° qu'en effet il avait loué verbalement à M. Dediéval, pour un, deux ou trois ans, à la volonté du preneur seul, les différents lieux désignés ci-dessus, composés d'un vestibule, une chambre à droite, cabinet, un fournil à gauche, grenier sur le tout, une cave et une remise, pour entrer en jouissance en septembre 1880, moyennant 80 francs de loyer annuel, payables par trimestre et d'avance; 2° que, lors de ces conventions verbales, le preneur avait vu et visité les lieux et les avait acceptés tels qu'ils étaient, en répondant, à l'observation qui lui fut faite qu'il pourrait être incommodé par les souris et les rats, que ces animaux ne viendraient pas lui manger les oreilles; 3° et que, d'ailleurs, ledit sieur Dediéval ne lui avait jamais demandé, ni le jour du bail ni depuis, les travaux qu'il exigeait suivant l'exploit introductif d'instance; pourquoi il refusait de les faire exécuter.

Le 31 mai 1881, jugement dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes : — Attendu qu'il s'agit, au

fond, d'une demande en indemnité prétendue par le locataire, pour vices cachés, défaut de réparations de toutes sortes, notamment de clôture et couverture et non-jouissance, provenant du fait du propriétaire; ce qui est contesté; — Attendu que le demandeur, connaissant les défauts des lieux loués, devait prévoir les événements et que, par suite de son défaut de prévoyance, le défendeur ne lui doit aucune indemnité; — Qu'en effet ce dernier n'a pas garanti de fait les vices desdits lieux, s'il en existe; — Attendu que les défauts que le bailleur est de droit obligé de garantir pendant la durée du bail sont ceux qui empêchent entièrement l'usage des lieux, qu'il n'est pas obligé de garantir ceux qui en rendent seulement l'usage moins commode; qu'il ne pourrait donc être tenu à autre chose qu'à reprendre les lieux loués et à décharger son locataire du loyer, si l'on juge qu'il soit privé de l'usage desdits lieux; que, d'ailleurs, le sieur Letourneau refuse de faire faire les réparations demandées; que, dès lors, il y aurait à prononcer une résiliation de bail, pour laquelle le Tribunal de paix n'est pas compétent; — Attendu que le demandeur a à s'imputer les ravages causés par les nombreux animaux nuisibles qui auraient pu pénétrer chez lui, à défaut d'avoir fait surveiller sa maison; pourquoi ledit défendeur conteste les dommages-intérêts qui lui sont réclamés; — Attendu que l'action portée devant le Tribunal de paix n'est pas dans les limites de sa compétence; que nous sommes incompétent à raison de la matière; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, — Di-

sons ne pouvoir faire droit et renvoyons le demandeur à se pourvoir. »

**Observations.** — Les deux solutions de ce jugement sont incontestablement exactes; le juge de paix n'est pas compétent pour statuer sur une demande en indemnité pour non-jouissance, si le droit à l'indemnité est contesté par le bailleur. — Il n'est pas davantage compétent pour ordonner la résiliation d'un bail, à moins que la résiliation en soit demandée par le propriétaire, pour défaut de paiement des loyers.

Justice de paix du canton d'Ervy  
(Aube).

Président : M. CHOULLIER, juge de paix.

11 avril 1885.

**Bornage.** — *Biens d'origine commune.* —  
*Excédent de contenance.* — *Titres.* —  
*Possession.* — *Frais et dépens.*

L'action en bornage a pour but de faire rentrer les possessions respectives dans les limites déterminées par les titres.

En conséquence, et lorsque aucune contestation n'est intervenue ni sur la propriété, ni sur les titres, l'une des parties n'est pas fondée à opposer, pour conserver un excédent de terrain, sa possession annuelle ou même annale au-delà de ses titres.

Lorsque les frais d'une instance judiciaire en bornage ont été occasionnés par la faute et la résistance d'une des parties, le juge peut mettre les frais de cette instance à la charge de cette partie, ceux relatifs au mesurage et au bornage restant communs entre toutes les parties en cause.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix d'Ervy, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation du 25 mars 1885, le jugement du 28 du même mois et le rapport des experts du 3 avril suivant ; — Vu l'article 6, § 2, de la loi du 25 mai 1838, ensemble l'article 646 du Code civil : — Attendu que la demande tend au mesurage et au bornage de deux parcelles de terre provenant d'auteur commun ; — Attendu que, par son testament, reçu Costel, notaire à Auxon, le 1<sup>er</sup> juin 1829, la dame Marie-Jeanne Moreau, épouse du sieur Alexandre Tribouley, a légué à ses deux petits-enfants, Eugène Tribouley, aujourd'hui représenté par la demanderesse sa fille, et Célénie Tribouley, femme Mérillot, défenderesse, entre autres biens : une pièce de terre sise aux Avinières, finage de Montigny, indiquée audit titre pour une contenance totale de 1 hectare 5 ares 50 centiares ; — Attendu que, par acte sous signatures privées, en date du 12 février 1844, enregistré à Ervy le 20 du même mois, lesdits sieur Eugène Tribouley et dame Mérillot, alors épouse Soumillard, ont procédé amialement au partage des biens dont ils avaient hérité chacun pour moitié; qu'il est stipulé audit acte que, « dans les pièces qui ont « été divisées pour le partage, cha-  
« cun des copartageants supportera  
« sa part proportionnelle dans le  
« déficit qu'elles peuvent présenter,  
« et participera à l'excédent dans la  
« même proportion » ; — Attendu que la pièce de terre en litige, comprise sous le numéro 15 de ce partage, a été divisée en deux lots, de chacun 52 ares 75 centiares, c'est-à-dire moitié de la contenance totale énoncée au titre primitif ; — Attendu qu'en opérant ainsi, sans

s'assurer par un mesurage préalable de la quantité réelle que pouvait comporter ladite pièce, les parties ont évidemment eu l'intention de partager par égales portions la terre qu'elles possédaient en commun ; d'attribuer plus spécialement à chacune d'elles la partie de terrain qu'elles cultivaient déjà individuellement, comme elles l'ont cultivée depuis et jusqu'à ce jour ;—Attendu que, les limites de cette pièce de terre ne se trouvant pas indiquées par des points fixes et invariables, il y avait lieu de procéder au mesurage et au bornage réclamés par la demanderesse ; — Attendu que, du mesurage opéré par les experts, suivant leur procès-verbal du 3 avril courant, déposé au greffe, il résulte : — Que la totalité de la pièce léguée aux enfants Tribouley présente une contenance de 1 hectare 8 ares 26 centiares, soit un excédent de 2 ares 76 centiares sur la quantité énoncée en leur titre commun ; — Que la jouissance actuelle de la demanderesse n'est que de 54 ares 96 centiares, tandis que celle de la défenderesse est de 56 ares 30 centiares ; — Attendu que la défenderesse soutient que le bornage doit avoir lieu d'après sa possession actuelle et qu'elle n'y consent qu'à cette condition, offrant seulement de remettre à la demanderesse les 79 centiares qui lui manquent pour parfaire la quantité de 52 ares 75 centiares portée à son titre ; — Attendu que la défenderesse ne saurait raisonnablement se prévaloir de ce qu'elle a jusqu'à présent joui de cet excédent dans des limites incertaines qui ont pu varier chaque année, suivant l'état de sa culture, ni prétendre avoir acquis au-delà de

ladite pièce, qui se trouve bornée de toutes parts avec les riverains ; — Qu'elle ne pourrait se placer dans une telle prétention en dehors de l'action en bornage, aucune contestation n'étant intervenue sur la propriété ni sur les titres ; — Attendu qu'opposer seulement la possession actuelle ou même annale, ce n'est pas se prétendre propriétaire, mais avouer que l'on n'est que simple possesseur de terrain au-delà de ses titres ; — Que le bornage a précisément pour but de faire rentrer les possessions respectives dans des limites déterminées par les titres ; — Attendu que, dans l'espèce, il n'y a pas lieu, pour arriver au bornage réclamé, d'avoir égard à la contenance énoncée aux titres, laquelle est évidemment erronée ; qu'il suffit, en cette circonstance, de diviser la pièce par égales portions, conformément aux droits respectifs des parties ; — Par ces motifs, — Jugeant contradictoirement et en premier ressort, — Sans nous arrêter à l'exception soulevée par la défenderesse : — Ordonnons que, par les mêmes experts, une ligne divisoire sera tracée au milieu de la pièce de terre en litige, donnant ainsi à chacune des parties une égale quantité de terrain, soit 54 ares 75 centiares, moitié de la contenance totale trouvée au mesurage, et que quatre bornes de pierre, plantées sur cette ligne, fixeront définitivement la limite séparative de leurs propriétés ; — Disons que cette opération aura lieu le vendredi 17 avril, présent mois, à neuf heures du matin, déclarant aux parties qu'il sera procédé tant en leur absence que présence, la prononciation du présent jugement, faite à leur per-

sonne, valant signification et intimation;—Statuant sur les dépens : — Attendu que la demanderesse avait proposé, à l'audience de conciliation, de répartir par moitié l'excédent de contenance qui serait trouvée au mesurage;—Qu'en s'opposant à la plantation des bornes dans ces conditions, lors du premier transport des géomètres choisis amiablement par les parties, la défenderesse a seule occasionné les frais d'instance judiciaire;—Disons que les frais judiciaires resteront en totalité à la charge de la défenderesse et que ceux relatifs au mesurage et au bornage seront supportés par moitié entre les parties, etc. »

**Observations.** — En matière de bornage, la possession peut être prise en considération lorsqu'il n'y a de titre ni de part ni d'autre. Mais, quand il y a des titres et que ces titres ne sont contestés par aucune des parties, les titres doivent servir de base au bornage, qui a précisément pour objet de faire rentrer les possessions de fait de chacune des parties dans les limites déterminées par les titres. En effet, les possessions invoquées peuvent résulter d'anticipations insensibles, qui se sont commises peu à peu et ne sauraient prévaloir contre les titres, alors surtout qu'ils ne sont pas contestés. — Sur les frais, voir dans le même sens notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> *Bornage*, n<sup>os</sup> 262 et suiv.

Justice de paix du canton de Brive  
(Corrèze).

Président : M. BÉRONIE, juge de paix.

21 avril 1884.

*Action possessoire. — Eaux pluviales.  
Nouvel œuvre. — Passage. — Trouble.*

Si l'article 640 du Code civil assujettit les fonds inférieurs à recevoir les eaux découlant du fonds supérieur, sans distinction des eaux de source ou des eaux pluviales, il n'en est pas de même lorsque la main de l'homme a contribué à leur donner une direction contraire à leur cours naturel.

Spécialement, le propriétaire du fonds inférieur est recevable à intenter l'action possessoire contre le propriétaire voisin qui, par des ouvrages édifiés sur son propre terrain depuis moins d'an et jour, a capté les eaux pluviales, puis en a dirigé la sortie, contrairement à leur cours naturel, sur le fonds du demandeur de façon à inonder soit le passage dont il jouit, soit ses étables et écuries.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Brive, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance; — Vu la loi du 25 mai 1838; vu l'article 640 du Code civil, — Statuant en premier ressort : — Attendu qu'aux termes de l'article 6 de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent de toutes actions possessoires fondées sur des faits de trouble commis dans l'année; — Attendu que le sieur Rebière demande à être maintenu et réintégré dans la libre possession et jouissance qu'il a depuis plus d'an et jour des immeubles qu'il possède à Brive, faubourg Leclère, et du passage en dépendant; — Attendu qu'il a été

reconnu sur les lieux, où nous nous sommes transporté, par Jacob, qu'il a établi, depuis moins d'un an, la dalle, le tuyau de descente et l'ouverture dont se plaint le demandeur ; qu'il n'a fait qu'user de son droit, n'ayant pas bâti à la limite extrême de son terrain ; — Attendu que, si l'article 640 du Code civil assujettit les fonds inférieurs à recevoir les eaux découlant des fonds supérieurs, sans distinction des eaux de source et des eaux pluviales, il ne saurait en être ainsi lorsque la main de l'homme a contribué à leur donner une direction contraire à leur cours naturel ; — Attendu que Jacob, depuis trois mois environ, a établi, sur le derrière de la maison qu'il a fait édifier, une dalle déversant, au moyen d'une cuvette, les eaux pluviales dans un tuyau de descente adossé au pignon de ladite maison, faisant saillie du côté du passage de Rebière ; — Attendu que ces eaux ainsi captées sont conduites à l'angle de la même maison en façade du côté du faubourg ; que, par suite et en raison de la déclivité du sol, elles se répandent sur son passage, qui est en contre-bas, et pénètrent dans les étables de Rebière ; — Attendu que la petite ouverture pratiquée dans le même pignon, qui paraît aujourd'hui bouchée par les planches, l'a été depuis moins d'un an et jour ; — Par ces motifs, — Maintenons Rebière dans la possession du passage conduisant à son habitation, ordonnons que Jacob fera disparaître dans les cinq jours tous obstacles au libre exercice dudit passage ; qu'il enlèvera le tuyau de descente recevant les eaux de son bâtiment, et qu'il bâtira extérieurement, dans le même délai, l'ou-

verture qui donne sur l'escalier du demandeur ; faute de ce faire, autorisons Rebière à faire exécuter à ses frais ces travaux ; — Pour tous dommages-intérêts, condamnons Jacob aux dépens. »

**Observations.** — Le propriétaire inférieur a l'action en complainte contre toute entreprise qui aggrave sa situation. A plus forte raison a-t-il cette action contre le voisin qui, par un nouvel œuvre, détourne le cours naturel des eaux, et fait découler sur son fonds, de façon à l'inonder, des eaux qui naturellement n'y couleraient pas.

Justice de paix du cant. de Sainte-Croix  
(Ariège).

Présid. : M. SALLES DE HYS, juge de paix.

29 décembre 1885.

*Action possessoire. — Enclave. — Passage. — Non-usage. — Actes de possession.*

Bien que le fait d'enclave, résultant de la perte par non-usage d'un droit de servitude existant antérieurement en faveur de la parcelle enclavée, soit un fait constant, le propriétaire enclavé ne peut prétendre à un droit de passage sur la propriété qui sépare sa parcelle de la voie publique, s'il ne l'a légalement acquis. A cet effet, les actes de jouissance allégués doivent être non précaires, non interrompus sans discontinuité ni sans trouble.

Ainsi jugé dans les circonstances suivantes :

A la requête du sieur Pierre Dupont, propriétaire, demeurant à Tourtourse-Lasserre, le sieur Jean Dupré, propriétaire, demeurant au même lieu, a été cité à comparaître,

le mardi 15 décembre courant, à l'audience du juge de paix de Sainte-Croix, pour :

« Attendu que le requérant est en possession d'une pièce de terre en nature de labourable, dite du *Bar-rail*, libre et franche de toute servitude de passage, sise au Tourtourse, confrontant à Serves, à Joseph Grand et au chemin;—Attendu que ledit requis, sans droit ni qualité, s'est permis, dans le courant du mois de novembre dernier, de passer et repasser, avec charrette et bœufs, sur ledit immeuble dudit requérant, pour transporter du fumier et du bois, s'entendre en conséquence, ledit Dupré, condamner à payer une somme de 130 francs, à titre de dommages-intérêts, et aux dépens. »

Le défendeur a comparu et a dit que son pré dit de la *Goutte* est à l'état d'enclave depuis plus de trente ans; que depuis plus d'une année il est en possession d'une servitude de passage sur la propriété du demandeur.

Celui-ci a répliqué que le défendeur a pu passer accidentellement sur sa propriété, mais qu'antérieurement sa parcelle s'exploitait du côté du couchant, à travers les parcelles de Joseph Grand et de Dupont (Chevalier); qu'en outre il a passé en d'autres lieux pour la desserte de la parcelle dont s'agit au procès, et l'a régulièrement exploitée par ailleurs.

Après visite des lieux, enquête et contre-enquête, a été rendu le jugement suivant:

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement interlocutoire en date du 15 du courant et nos procès-verbaux de visite des lieux et d'enquête en

date des 22 et 29 décembre courant; Ouï les parties en leurs dires et explications; — Attendu qu'il résulte de notre visite des lieux, des débats et de l'enquête que la propriété du défendeur est environnée de tous les côtés par les propriétés du demandeur et par celles de divers propriétaires qui la séparent des chemins publics établis soit du côté du nord, soit du côté du midi; qu'il n'existe sur aucune des propriétés qui bordent la parcelle du défendeur, aucune voie charrettière, aucun ouvrage fait de main d'homme, aucun signe apparent constatant l'existence d'une servitude de passage sur l'une des propriétés sus-indiquées, donnant accès dans la parcelle du défendeur; qu'il résulte en outre de l'enquête et des débats que la servitude de passage que possédait autrefois le défendeur sur les parcelles de Dupont, de Picard, de Dupont (Chevalier), pour accéder au chemin public de Tourtourse à Lasserre est éteinte par suite de non-usage depuis plus de trente ans; qu'on ne peut douter que la parcelle du défendeur ne soit en état d'enclave; mais que la question de savoir si cet état d'enclave est fondé en droit, si la servitude de passage sus-indiquée est réellement éteinte par le non-usage depuis plus de trente ans échappe à notre compétence; que, sans nous arrêter à cette question de droit, qui est du domaine du pétitoire, nous devons constater si le défendeur a prescrit et s'il est en possession d'une servitude de passage sur la propriété du requérant et s'il en a joui depuis plus d'une année; qu'il appartient en effet au juge du possessoire de constater l'état d'enclave et de faire dé-

couler de ce fait les conséquences qui en dérivent légalement ; que si, dans l'espèce, l'état d'enclave ne peut être constaté, il n'en est pas de même de la possession plus qu'annale, alléguée par le défendeur, d'une servitude de passage acquise par le dernier sur la propriété du demandeur ; — Attendu que la possession plus qu'annale doit, pour être valable, avoir tous les caractères de la possession légale ; qu'il importe, dans l'espèce, de constater si elle n'est point entachée de précarité, si elle a été non interrompue, exercée sans discontinuité et sans trouble ; — Attendu qu'il résulte de notre visite des lieux, de l'enquête et des débats que l'existence d'une servitude de passage alléguée par le défendeur sur la propriété du requérant n'est manifestée par aucune trace, aucune voie charretière, aucun ouvrage fait de main d'homme, aucun signe apparent ; qu'en outre les passages effectués n'ont été exercés que de loin en loin et remontent à quinze ans, dix ans ou trois ans ; qu'il n'est point justifié qu'ils l'aient été à d'autres époques ; qu'il n'est point surtout justifié qu'ils l'aient été d'une manière continue, sans intermittence, et qu'ils n'aient point été interrompus par l'opposition du demandeur ; qu'il n'est point surtout justifié qu'ils aient été pratiqués dans l'année ; — Attendu qu'il résulte encore des débats et de l'enquête que le défendeur, pour conduire son bétail pâturer sur la parcelle dont s'agit au procès, pratiquait d'autres passages, ce qu'il n'eût point fait si le demandeur ne se fût point opposé à l'exercice desdits passages sur sa propriété ; — Attendu que l'absence de signes apparents indiquant l'exis-

tence d'une servitude de passage sur la propriété du requérant ; que les lacunes considérables relevées dans l'enquête, concernant les faits de passage allégués par le défendeur, que leur intermittence et l'espace de temps aussi considérable qui les sépare les uns des autres, que la circonstance extrêmement grave, que le défendeur, pour faire pâturer son bétail sur la parcelle dont s'agit au procès, y accédait par un autre chemin, suffisent à manifester que les faits de passage allégués ne sont que des actes accidentels, ne révélant point l'intention formelle d'user d'un droit ; que le demandeur a dû s'opposer à l'établissement d'une servitude de passage sur sa propriété ; que ces passages pratiqués l'ont été d'une manière précaire, à titre de pure tolérance, et ne sont point suffisants pour créer un droit à la possession d'une servitude sur la propriété du requérant ; — Par ces motifs, jugeant publiquement et en premier ressort : — Maintenons le demandeur en la pleine possession de sa propriété en nature de labourable, dite *du Barrail* ; — Faisons au défendeur inhibitions et défenses de plus l'y troubler à l'avenir, en exerçant des passages sur ladite propriété ; — Et pour l'avoir fait indûment, le condamnons aux dépens pour tous dommages-intérêts. »

**Observations.** — La possession annale d'un droit de passage fondé en titre sur l'enclave est utile et peut donner ouverture, en cas de trouble, à l'action possessoire contre le propriétaire du fonds grevé de cette servitude. Mais encore faut-il que cette possession existe, avec ses



caractères d'annalité et de continuité. Si des débats et des dépositions des témoins entendus il résulte que le passage n'a été exercé qu'à de rares intervalles sur le terrain litigieux, que notamment le propriétaire enclavé a desservi son champ en passant sur d'autres parcelles, enfin et spécialement qu'il n'a point depuis an et jour usé de la servitude qu'il prétend avoir sur le fonds litigieux, le juge du possesseur ne saurait reconnaître l'existence de la possession qu'il invoque, et le droit de passage ne saurait être revendiqué que devant le juge du pétitoire. — D'où la conséquence que la possession annale contraire, c'est-à-dire la possession d'un fonds libre de toute servitude de passage, doit être reconnue au propriétaire du fonds prétendu servant, et qu'il y a lieu pour le juge du possesseur de l'y maintenir.

Justice de paix du canton de Rue  
(Somme).

Président : M. CARDENNE, juge de paix.

31 octobre 1882.

Action possessoire. — Passage. — Chemin. — Empièrrement. — Titre.

Celui auquel est due une servitude a droit de faire tous les ouvrages nécessaires pour en user et la conserver, mais ces ouvrages sont à ses frais et non à ceux du propriétaire du fonds assujetti, à moins que le titre d'établissement de la servitude ne dise le contraire.

Le juge du possesseur a le droit de consulter les titres pour caractériser la possession.

Lorsque le propriétaire du fonds assujetti, sans avoir consenti à contribuer aux frais d'empièrrement d'un chemin ou pas-

sage sur son fonds, n'a cependant fait aucun obstacle à l'exercice du droit de passage acquis au propriétaire du fonds dominant, ce dernier n'est ni recevable ni fondé à exercer contre lui la complainte possessoire.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix de Rue, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant par jugement contradictoire, définitif et en premier ressort ; — Oui les parties en leurs dires, moyens et conclusions : — Attendu que l'action formée par Pecquet contre Quillet tend à faire condamner celui-ci à payer au demandeur une somme de 200 francs tant pour sa part contributive dans la confection d'un chemin que pour dommages-intérêts résultant de l'opposition par lui manifestée à l'exercice d'un passage auquel Pecquet a droit ; — Attendu que des débats et de l'extrait régulier produit à l'audience par Pecquet d'un procès-verbal d'adjudication reçu par M<sup>e</sup> Elluin, notaire à Abbeville, le 24 avril 1881, il appert que les parties en cause ont acheté des hospices d'Abbeville, savoir : Quillet, les premier et deuxième lots, et Pecquet, les troisième, quatrième et cinquième lots d'une prairie située au territoire d'Arry, tenant, à l'est, à la route nationale de Paris à Calais, et au sud, au fossé latéral de la rivière ; que cet acte porte textuellement : « Que lesdits acquéreurs « devront réciproquement se fournir un passage pour voitures, afin « de pouvoir accéder à la route de « Paris à Calais ; mais seulement « pour l'exploitation de la matière « tourbeuse se trouvant dans les « immeubles mis en vente » ; — At-

tendu que Pecquet explique que les trois lots qu'il a achetés sont séparés de la route par les deux premiers et que, pour accéder à la voie publique, il a fait faire des remblais considérables et établir un chemin solide sur les deux portions de Quillet; — Que celui-ci, profitant de ce chemin, doit en payer sa part; que, d'un autre côté, lors des travaux qu'il a effectués, le défendeur lui a fait notifier, par exploit de l'huissier Marchand, en date du 26 avril dernier, qu'il s'opposait à leur exécution et même à l'exercice de la servitude de passage; qu'il persiste donc dans ses conclusions; — Attendu que Quillet soutient que, s'il s'est opposé à l'empierrement du chemin sur sa propriété, il n'a jamais refusé de livrer le passage auquel il est tenu; qu'en effet, d'après l'original de l'opposition, qu'il communique au Tribunal, il a déclaré seulement qu'il s'opposait à l'exercice de la servitude dans des conditions autres que celles stipulées en l'acte de vente; qu'il conclut au rejet de la demande du citant; — Attendu qu'il est acquis aux débats et reconnu par le demandeur que Quillet n'a donné aucune suite à l'opposition, formée par lui dans le seul but d'empêcher la confection d'un chemin; qu'il ne se sert pas de cette voie; qu'il ne s'est jamais engagé à supporter une part quelconque des frais d'établissement; que le passage de Pecquet sur le terrain de Quillet s'exerce librement; d'où il suit que le défendeur ne saurait être tenu au paiement de la somme qui lui est réclamée; — Attendu d'ailleurs que, si, aux termes de l'article 697 du Code civil, celui auquel est due une servitude

a droit de faire tous les ouvrages nécessaires pour en user et pour la conserver, l'article 698 porte que les ouvrages sont à ses frais et non à ceux du propriétaire du fonds assujéti, à moins que le titre d'établissement de la servitude ne dise le contraire; — Attendu enfin que l'acte de vente, examiné par nous pour éclairer seulement notre décision et sans cumuler le possessoire avec le pétitoire, n'impose aucuns frais aux fonds servants, mais bien seulement une servitude de passage; que, dans ces conditions et aucun trouble n'ayant été apporté à la servitude constituée au profit du terrain Pecquet, l'action de celui-ci est mal fondée; — Par ces motifs, — Disons que Quillet n'a troublé en rien l'exercice de passage de Pecquet sur son terrain; le renvoyons dès lors de la demande formée contre lui par le citant, et en déboutons ce dernier, que nous condamnons aux dépens. »

**Observations.** — Le fait que le propriétaire du fonds servant n'a pas voulu contribuer aux frais des travaux nécessaires pour l'usage de la servitude, notamment aux frais d'établissement d'un chemin sur son fonds, ne constitue pas un trouble possessoire, car ces frais sont, aux termes de la loi, à la charge exclusive du propriétaire de la servitude de passage. Le débiteur de la servitude ne serait tenu de participer aux frais du chemin qu'autant qu'il en userait lui-même et qu'il en tirerait un avantage personnel. Dans l'espèce, le demandeur avait protesté, par acte extrajudiciaire, contre l'exécution des travaux, et cet acte aurait pu être considéré comme un trouble de

droit, s'il avait maintenu son opposition. Mais, en fait, il n'avait pas apporté d'obstacle à l'exercice du passage; il n'avait donc commis aucun trouble réel, et, par suite, la demande possessoire intentée contre lui devait être rejetée, comme n'étant pas fondée sur un grief sérieux.

Justice de paix du canton de Montbrison  
(Loire).

Président : M. BAL, juge de paix.

10 juillet 1880.

*Action possessoire. — Pacage de bestiaux. — Trouble. — Contestation de propriété. — Voie publique. — Compétence du juge de paix.*

Le juge de paix est compétent pour statuer sur une action possessoire, alors même que le défendeur soulève une contestation de propriété.

Spécialement, le demandeur soutiendrait en vain que le terrain litigieux, dans la possession duquel il a troublé le demandeur, serait une propriété de la commune, et ferait partie de la voie publique, alors que la commune n'intervient pas au procès.

Il appartient au juge du possessoire de décider que le demandeur a bien, d'après l'enquête et les débats, la possession non contestée avant le trouble, du terrain qui fait l'objet du procès, à la condition de statuer seulement sur la possession.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Montbrison, dans les termes suivants :

Nous, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement interlocutoire du 19 juin dernier, enregistré; notre procès-verbal de visite des lieux litigieux, enquête et contre-enquête des 28 juin-3 juillet, qui sera enregistré

en même temps que le présent jugement; — Oui, en leurs dires, observations et conclusions, le demandeur en personne et, pour le défendeur, M<sup>e</sup> Porties, avocat à Saint-Etienne; — Sur la question de compétence : — Attendu que, par son exploit introductif d'instance, Magand demande : 1<sup>o</sup> à être gardé et maintenu en possession d'une parcelle de terrain sise à Prétieux, lieu de *la Cotille*, en midi de ses bâtiments; 2<sup>o</sup> à ce que Ladret soit condamné à lui payer la somme de 50 francs de dommages-intérêts, pour l'avoir troublé dans sa possession en conduisant ses bestiaux ou en les faisant paître sur la parcelle de terrain dont s'agit; — Attendu que, de son côté, Ladret, tout en reconnaissant avoir conduit ses bestiaux sur ce terrain, en conteste à Magand l'utile possession; qu'il soutient que ce dernier n'en paye pas l'impôt; que le plan cadastral de la commune de Prétieux attribue ce terrain à la voie publique, ce qui le rendrait imprescriptible; qu'il déclare, en tous cas, soulever, au besoin, la question de propriété ou de copropriété et, à tous ces points de vue, décliner notre compétence; — Attendu que Magand, comme il vient d'être dit, a conclu non à l'adjudication de la propriété, mais bien seulement à sa maintenue en possession de la parcelle de terrain, objet du litige; — Qu'aux termes des articles 25 et 27 du Code de procédure civile, le possessoire et le pétitoire ne peuvent être cumulés et que le défendeur au possessoire ne peut se pourvoir au pétitoire, c'est-à-dire soulever la question de propriété ou de copropriété qu'après l'instance possessoire terminée et

qu'après avoir satisfait aux condamnations qui auraient pu être prononcées contre lui à la suite de cette instance ; — Que, d'autre part, Ladret agissant uniquement dans son intérêt privé, le procès actuel, engagé entre particuliers, reste absolument étranger à la commune de Prétieux ; qu'il ne saurait préjudicier ou nuire en rien à ses droits, qu'elle restera libre de les faire valoir, s'il y a lieu, quand elle le jugera convenable, en se faisant dûment autoriser à cet effet, si elle entend agir au pétitoire, et que, par suite, il peut être procédé au jugement de l'affaire, sans qu'il soit nécessaire d'ordonner la mise en cause du maire de la commune ou d'exiger de Ladret la preuve qu'il a rempli les formalités prescrites par l'article 49 de la loi du 18 juillet 1837 ; — Qu'enfin la qualité du terrain litigieux, que Magand soutient faire partie du domaine public, n'est pas de nature à rien changer à la compétence du juge ordinaire des actions possessoires, lequel, juge de l'action principale, l'est aussi de toutes les exceptions tendantes à faire admettre ou rejeter la demande en complainte (Curasson, t. II, n° 712) ; — Qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à ces moyens ; que nous devons nous déclarer compétent et retenir la cause ; — Au fond : — Attendu que Magand, ayant offert d'établir qu'il a la possession de la parcelle de terre contestée, a été admis à faire cette preuve sur les lieux litigieux, où nous nous sommes transporté le 28 juin dernier, ainsi qu'il est constaté par notre procès-verbal dudit jour ; — Attendu que de ce procès-verbal il est résulté que le terrain en litige joint, au nord, les bâtiments du de-

mandeur ; à l'ouest, un pré-pâturage lui appartenant, avec lequel il se confond, sans qu'il existe, entre ce terrain et cette pâture, aucune marque de séparation ni aucune différence dans le mode de leur culture ; — Que, des deux autres côtés, soit au sud soit à l'est, cette parcelle joint le chemin vicinal de Saint-Romain-le-Puy à Prétieux et le chemin rural des Bichaisons aux Massards, dont elle est séparée par deux fossés ; — Que Ladret a reconnu lui-même que ces fossés ont été établis par Magand ou ses auteurs ; qu'ils sont entretenus, depuis plus d'un an et jour, par lui seul ou ses fermiers ; — Qu'il est également résulté de l'enquête que, depuis plus d'un an et jour, Magand, par lui, les siens ou ses auteurs, a constamment joui paisiblement et publiquement de la parcelle, objet du procès, en s'en servant comme d'une aisance affectée au service de ses bâtiments, en y effectuant, notamment, des dépôts de pailles, de meules de blé et de fumiers ; — Que, si les témoins Marnot, Roye, Goutard et Juban ont déposé surtout de faits de possession remontant à plus d'un an et ont été moins affirmatifs sur le point de savoir quel usage Magand a fait de cette parcelle de terrain depuis moins d'une année, c'est, comme ils l'ont déclaré, qu'ils ont quitté le hameau ou qu'ils ont fait moins attention à la façon dont s'est exercée, depuis deux ou trois ans, la jouissance dudit Magand ; — Qu'il n'en est pas moins certain qu'aucun acte contraire à sa possession, pendant les douze derniers mois avant le trouble, n'a été révélé par la contre-enquête, ni même allégué par le défendeur, et que, dès

lors, la possession antérieure de Magand, ne se fût-elle manifestée par aucun fait nouveau dans cet intervalle, elle n'en devrait pas moins être présumée s'être continuée, *animo solo*, jusqu'à ce jour ; — Que, d'ailleurs, l'existence des fossés séparant cette parcelle de la voie publique et l'incorporant au domaine de Magand indiquent bien que cette possession n'a pas été abandonnée, que la chose n'a pas été appréhendée par un tiers ; — Que l'entretien de ces fossés, les entrepôts faits non pas accidentellement, mais habituellement, d'une façon réitérée et chaque fois que cela a été nécessaire pour l'exploitation du domaine, ne sauraient être considérés comme des actes de simple tolérance ou d'une nature précaire, et qu'ils constituent suffisamment la continuité de la jouissance ; — Que, d'après la déclaration du témoin Roze, la possession du propriétaire de la Cotille sur ce terrain était tellement publique, si bien reconnue de tous, que, lorsque quelque habitant de la localité désirait user parfois de la faculté d'y entreposer provisoirement quelque récolte ou d'y établir accidentellement une aire à battre le blé, nul ne le faisait sans en demander la permission au fermier, ce qui indique bien clairement que la possession de Magand ou de ses auteurs a toujours été exercée publiquement, *animo domini*, et en contradiction des droits de tous les autres ; — Attendu, en outre, que Ladret n'a pas établi, ni même allégué, que le terrain dont s'agit ait été l'objet d'un classement de l'autorité administrative comme chemin vicinal, en vertu de l'article 45 de la loi du 21 mai 1836, ou

qu'il ait été compris dans la largeur de ce chemin ; — Que les chemins vicinaux reconnus et maintenus comme tels jouissent seuls de l'avantage de l'imprescriptibilité, ainsi que cela résulte de l'article 10 de la loi ci-dessus rappelée, de la déclaration du ministre de l'intérieur dans l'instruction adressée par lui aux préfets pour l'exécution de cette loi, et enfin de la jurisprudence définitivement adoptée par la Cour de cassation sur cette matière (arrêts des 13 novembre 1849 et 3 juillet 1850) ; — Que, dès lors, à défaut de ce classement, à défaut d'aucun fait d'entretien par la commune et par suite de l'abandon persévérant et prolongé de l'exercice du passage par les habitants, les actes de possession relevés en faveur de Magand ont eu pour conséquence, même dans le cas où ce terrain aurait appartenu autrefois à la voie publique, de lui enlever le caractère communal et public et de le rendre susceptible d'une possession privée ; — — Attendu que de tout ce qui précède il résulte donc suffisamment que Magand est en possession utile de la parcelle de terrain contestée ; que Ladret l'a troublé à tort dans cette possession ; qu'il lui doit, en raison de ce trouble, des dommages-intérêts, pour l'évaluation desquels nous avons des éléments suffisants d'appréciation ; — Attendu, enfin, que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, — Statuant contradictoirement et en premier ressort, nous déclarons compétent ; — Admettons, comme bien fondée, la demande de Magand contre Ladret ; le maintenons dans la possession et jouissance de la parcelle de terrain

dont s'agit au procès; faisons défense à Ladret de troubler cette possession à l'avenir et, pour l'avoir fait, le condamnons à 5 francs de dommages-intérêts; — Le condamnons, en outre, aux intérêts de droit de ladite somme, à compter de ce jour, et en tous les dépens. »

**Observations.** — Devant le juge du possessoire, l'exception de propriété ne peut être utilement soulevée par le défendeur. Le juge de paix ne doit ni s'arrêter, ni se déclarer incompétent, ni surseoir devant une exception de propriété. La raison en est que le juge de paix, dans de telles actions, ne statue que sur la possession seulement et que les faits de possession doivent prévaloir même contre les titres. Voir, en ce sens, notre *Dictionnaire Général*, 4<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> *Actions possessoires*, n<sup>os</sup> 424 et suiv. Voir aussi Cass., 14 mai 1877, *ANNALES* 1878, p. 152.

Tribunal de simple police du canton  
de Reissons-sur-Matz  
(Oise).

*Président* : M. GODART, juge de paix.

9 octobre 1885.

*Chien. — Divagation. — Procès-verbal.  
Preuve.*

La qualité de propriétaire d'un chien trouvé en état de divagation peut être établie contre le prévenu, et malgré ses dénégations, par tous les moyens de preuve, et notamment par la preuve testimoniale et par les présomptions, pourvu qu'elles soient graves, précises et concordantes.

Ainsi décidé par le Tribunal de simple police de Reissons-sur-Matz, dans les circonstances que voici :

Le greffier a donné lecture d'un procès-verbal, dont le rédacteur a certifié avoir aperçu, à cinq heures et demie du soir, divaguant en plaine sur le terroir de Gournay-sur-Aronde, un chien, qu'un faucheur, qui travaillait en cet endroit, lui a indiqué appartenir au prévenu, ledit procès-verbal constatant, en outre, que le gendarme Mansart, sur cette indication, s'est transporté à Neufvy-sur-Aronde, au domicile dudit sieur Senez, où étant, il a parfaitement reconnu le chien qu'il avait aperçu divaguant dans la plaine et a, en conséquence, verbalisé contre le prévenu, comme coupable d'avoir commis une infraction à l'arrêté de M. le préfet de l'Oise, en date du 20 juillet 1876, laquelle infraction constitue la contravention prévue et punie par l'article 474, n<sup>o</sup> 15, du Code pénal.

Invité à s'expliquer sur le fait qui lui est reproché, le sieur Senez a soutenu n'être pas le propriétaire du chien dont la divagation a été constatée par le procès-verbal précité et a offert de le prouver par témoins. Le ministère public ne s'y étant pas opposé, il a demandé d'être autorisé à faire entendre de suite comme témoins, ce qui lui a été octroyé, deux personnes présentes à l'audience, savoir : le sieur Furdie Picard, manouvrier, demeurant à Gournay-sur-Aronde, âgé de trente-neuf ans, né à Pierrepont (Somme), et le sieur Joseph Senez, né à Neufvy-sur-Aronde le 11 novembre 1870, sans profession, demeurant à Neufvy.

Il a été procédé séparément et successivement à l'audition de chacun d'eux, après serment préalablement prêté par le sieur Picard, de

dire toute la vérité, rien que la vérité, mais sans prestation de serment par le sieur Joseph Senez, qui, étant âgé de moins de quinze ans, a été entendu seulement par forme de déclaration. Le greffier a tenu note de leurs noms, prénoms, âge, profession et demeures et de leurs principales déclarations, notamment de celle qu'ils ne sont pas parents, alliés, domestiques ou serviteurs du prévenu.

Le sieur Picard, qui est le faucheur interrogé par le rédacteur du procès-verbal lors de la rencontre du chien, a déclaré avoir dit à ce gendarme qu'il croyait que c'était au prévenu qu'appartenait cet animal, et, sur interpellation, il a ajouté que, ce chien étant assez éloigné de lui, il ne l'avait pas assez bien vu pour pouvoir le reconnaître avec certitude.

Quant au sieur Joseph Senez, ce témoin a dit qu'il avait passé tout l'après-midi du jour où a été dressé le procès-verbal chez le fils du prévenu, à Neufvy-sur-Aronde, et que pendant tout ce temps le chien de Senez père était resté dans la cour de la maison, sur quoi il a été expliqué par le prévenu qu'il demeurait dans la même maison que son fils.

Cette enquête terminée et le ministère public n'ayant pas demandé à faire de contre-enquête, le prévenu a présenté sa défense, au cours de laquelle il a prétendu, mais sans en offrir la preuve, que la contravention n'avait pu avoir lieu à la date indiquée au procès-verbal, c'est-à-dire le 15 août dernier, le faucheur Picard n'ayant pas travaillé ledit jour, qui était jour férié.

Le ministère public a ensuite pris

la parole et conclu à ce qu'il plût au Tribunal déclarer le prévenu coupable de la contravention à lui imputée et lui faire l'application des dispositions de l'article 471, n° 15, du Code pénal. — Jugement :

« LE TRIBUNAL : — Oûi le prévenu en ses explications et moyens de défense, les témoins par lui appelés en leurs dépositions, et le ministère public en ses réquisitions et conclusions ; — Attendu que la prévention reprochée au sieur Jules-Auguste Senez, d'avoir laissé divaguer en plaine un chien lui appartenant, et ce, contrairement aux prescriptions d'un arrêté de M. le préfet de l'Oise, en date du 20 juillet 1876, et que l'infraction à cet arrêté constitue la contravention prévue et punie par l'article 471, n° 15, du Code pénal ; — Attendu que, pour que ledit sieur Senez soit passible de la peine édictée par cette disposition de la loi, il faut qu'il soit établi que c'est à lui qu'appartient le chien trouvé en état de divagation, ce qu'il conteste formellement ; — Attendu que cette preuve résulte tant du procès-verbal dressé le 15 août dernier par le gendarme Mansart, de la brigade de Gournay-sur-Aronde, et qui sert de base à la poursuite intentée par le ministère public, que des faits et circonstances de la cause ; — Qu'en effet, le rédacteur de ce procès-verbal a certifié qu'étant au lieu dit *la Pyramide*, sur le territoire de la commune de Gournay-sur-Aronde, il a, ledit jour, à cinq heures et demie du soir, aperçu en plaine à environ 100 mètres de lui un chien de taille ordinaire sous poil marron, qui errait seul et sans maître ; — Qu'après



avoir constaté *de visu* l'existence de la contravention, le gendarme qui a verbalisé avait à rechercher le propriétaire du chien à la charge duquel elle devait être relevée; — Qu'il a attesté dans son procès-verbal que, pour ce faire, il s'était mis à la poursuite de l'animal, mais que, n'ayant pu l'atteindre, il avait demandé quel en était le propriétaire à une personne qui était occupée à faucher dans le voisinage de l'endroit où il avait aperçu le chien, et qu'ayant appris que c'était au prévenu qu'il appartenait, il s'était immédiatement transporté à Neufvy-sur-Aronde, au domicile de ce dernier, où étant, il avait parfaitement reconnu l'animal qu'il venait de poursuivre; — Attendu que la qualité de propriétaire du chien trouvé en état de divagation peut être établie à l'encontre du prévenu et malgré ses dénégations par tous les moyens de preuve admis en matière civile, et notamment, à raison de l'impossibilité dans laquelle a été la prévention de se procurer une preuve littérale du droit de propriété du prévenu sur le chien, par de simples présomptions, pourvu qu'elles soient graves, précises et concordantes; — Attendu que le fait que le chien dont s'agit s'est précisément réfugié ou plutôt est entré chez la personne indiquée par le faucheur Picard comme en étant ou devant être le propriétaire, et ce à une grande distance de l'endroit où il avait cessé d'être poursuivi par ce dernier; — La circonstance que le prévenu n'a nullement protesté contre la qualité de propriétaire du chien qui lui était attribuée, lorsqu'il lui a été déclaré procès-verbal, et les réponses obscures et peu con-

cluantes faites par ledit sieur Senez aux questions à lui posées au cours des débats constituent un ensemble de présomptions graves, précises et concordantes suffisant pour prouver d'une manière complète qu'il est bien le propriétaire du chien désigné au procès-verbal; — Attendu que les déclarations des témoins entendus à la demande du prévenu pour débattre ce procès-verbal n'ont infirmé en rien les constatations qui y sont faites et n'ont ni détruit ni même affaibli les présomptions ci-dessus indiquées, en sorte que la preuve en résultant reste entière; — Attendu que la contravention relevée à la charge du prévenu est suffisamment établie contre lui; — Faisant application de l'article 474, n° 15, du Code pénal, dont il est donné lecture et qui est ainsi conçu: — « Seront punis d'amende de « 1 franc à 5 francs inclusive-  
« ment : — 15° Ceux qui auront  
« contrevenu aux règlements léga-  
« lement faits par l'autorité admi-  
« nistrative et ceux qui ne se seront  
« pas conformés aux règlements  
« ou arrêtés publiés par l'autorité  
« municipale en vertu des arti-  
« cles 3 et 4, tit. XI, de la loi des  
« 16-24 août 1790 et de l'article 46,  
« tit. 1<sup>er</sup>, de la loi des 19-22 juil-  
« let 1791 » ; — Et statuant par jugement en dernier ressort; — Condamne le prévenu à 1 franc d'amende, le condamne en outre aux dépens, liquidés à..., en ce non compris les coût et enregistrement du présent jugement; — Fixe à deux jours la durée de la contrainte par corps pour le recouvrement de l'amende et des frais, s'il y a lieu de l'exercer. »



**Observations.** — Peut-être est-il quelque peu excessif de dire que la contravention peut être établie à la charge du prévenu par de simples présomptions, même graves, précises et concordantes, s'il n'existait à l'appui de la prévention, aucune autre preuve positive et légale. Ce qui est vrai, c'est que, lorsqu'il existe un procès-verbal dressé contre le prévenu, foi est due à ce procès-verbal jusqu'à preuve contraire ; le ministère public n'a donc rien à prouver ; c'est au prévenu qu'incombe la charge de faire la preuve contraire aux affirmations du procès-verbal régulièrement dressé contre lui. Or, quand de l'instruction et des débats il résulte que non seulement le prévenu n'a pu, soit par enquête, soit par toute autre preuve légale, détruire la force probante du procès-verbal, qu'au contraire les présomptions militent entièrement en faveur des constatations de ce procès-verbal, cet acte conserve toute sa valeur et doit servir de base à la condamnation. Telle est au surplus la conclusion du jugement qui, dans l'espèce actuelle, a condamné le prévenu. Il a été reconnu passible de la peine de la contravention, non point seulement parce que, malgré ses dénégations, il a été établi, par présomptions, qu'il était bien réellement le propriétaire du chien trouvé en état de divagation, mais bien parce que cette qualité de propriétaire de l'animal avait été constatée par le procès-verbal, et que le prévenu n'avait pu détruire, par les dépositions des témoins qu'il a fait entendre, la force probante d'un procès-verbal régulier.

**Tribunal de simple police de Rue (Somme).**

*Président : M. CARDENNE, juge de paix.*

5 avril 1878.

*Cimetière. — Travail non autorisé sur une tombe. — Entourage en bois. — Procès-verbal. — Arbre. — Atteinte à la propriété mobilière d'autrui.*

Le fait de pratiquer sur une tombe un travail non autorisé par le maire, spécialement d'établir un entourage en bois, à l'effet non point d'honorer le défunt, mais de l'isoler des autres tombes, insigne de réprobation, constitue la contravention prévue et punie par l'article 471, n° 15, du Code pénal.

Le fait d'avoir, pour exécuter ce travail, coupé de fortes branches à un saule dépendant du cimetière, et d'avoir ainsi endommagé la propriété de la commune, constitue la contravention punie par l'article 479, n° 1, du Code pénal.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police de Rue, en ces termes :

« **LE TRIBUNAL :** — Ouï le prévenu en ses explications et aveux ; le ministère public en ses conclusions : — Attendu que, d'un procès-verbal dressé par le maire et le garde champêtre de Saint-Quentin en Tourmont, le 31 mars dernier, enregistré, il résulte que, sans autorisation, le prévenu Crépin s'est permis d'établir récemment, dans le cimetière de cette commune, un entourage en bois, séparant la tombe du feu sieur Wacogne des autres sépultures, et pour se procurer le bois nécessaire, il a coupé de fortes branches à un saule du même cimetière ; — Attendu qu'aux termes des articles 16 et 17 du décret du 23 prairial an XII, les lieux de sépulture appartenant aux communes ou aux

particuliers sont soumis à l'autorité, police et surveillance des autorités municipales, qui sont spécialement chargées d'empêcher qu'il ne s'y commette aucun désordre, ou qu'on s'y permette aucun acte contraire au respect dû à la mémoire des morts; — Attendu qu'il suit des dispositions du décret précité que la police des cimetières est confiée à l'autorité locale, et qu'on ne peut rien y placer sans son autorisation, à moins qu'il ne s'agisse de signes pour honorer la mémoire des personnes décédées; que telle n'a pas été l'action du prévenu, puisque la clôture en bois qu'il a faite a eu pour but et pour effet, non point d'honorer le défunt, mais de l'isoler des autres tombes, en signe de réprobation; — Attendu qu'en agissant comme il l'a fait, le prévenu a commis une contravention prévue par l'article 17 du décret susvisé et punie par l'article 471, n° 15, du Code pénal, ainsi conçu...; — Attendu qu'en coupant des branches à un saule du cimetière et en endommageant ainsi une propriété ne lui appartenant pas, le prévenu a encore commis une contravention réprimée par l'article 479, n° 1<sup>er</sup>, du Code pénal; — Vu l'article 161 du Code d'instruction criminelle; vu également l'article 162 du même Code; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire, définitif et en premier ressort; — Condamne Jean-Joseph Crépin, prévenu, à 5 francs d'amende pour la première

contravention, à 11 francs d'amende pour la seconde contravention et aux frais; — Ordonne l'enlèvement immédiat de l'entourage indûment fait; — Fixe, quant aux amendes, à cinq jours la durée de la contrainte par corps. »

**Observations.** — La police des cimetières appartient exclusivement aux maires des communes dans le territoire desquelles ils sont situés (Cass., 19 juin 1874, *ANNALES* 1875, p. 69). Aucun travail n'y peut être fait, aucune inscription n'y peut même être placée sur une pierre tumulaire sans avoir été au préalable soumise à l'autorisation municipale. — Par suite, le fait d'y exécuter un travail non autorisé constitue une contravention. — Quant aux arbres plantés dans les cimetières, ils sont, selon les cas, la propriété des communes ou celle des fabriques, mais le plus souvent de la commune, propriétaire du sol du cimetière. Par suite, le fait de mutiler un arbre du cimetière, de s'emparer, même pour un travail dans le cimetière, de tout ou partie de cet arbre constitue certainement une atteinte à la propriété d'autrui et comme une contravention prévue et punie par le numéro 1<sup>er</sup> de l'article 479 du Code pénal, si l'on considère les branches détachées de l'arbre comme étant devenues une propriété mobilière d'autrui.

Justice de paix du XIII<sup>e</sup> arrondissement  
de Paris.

*Président* : M. JOUAUST, juge de paix.

23 octobre 1885.

*Dénunciation de vol. — Plaignant.  
Responsabilité.*

Celui qui, victime d'un vol, porte plainte devant un officier de police judiciaire et désigne la personne qu'il soupçonne, use d'un droit, et par conséquent n'encourt aucune responsabilité au cas où la personne dénoncée est reconnue innocente, s'il a agi de bonne foi et sans légèreté.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix du treizième arrondissement, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — OÙ les parties; jugeant en premier ressort : — Attendu que Vielleribière réclame à Loiseau une somme de 200 francs, à titre de dommages-intérêts, prétendant que, le 13 octobre, celui-ci l'a accusé publiquement et en présence de nombreuses personnes de lui avoir soustrait une pièce de 10 francs, et qu'il l'a fait conduire chez le commissaire de police du quartier de Jeanne-d'Arc, devant lequel l'accusation a été reconnue fausse ; — Attendu que Loiseau est marchand de vin ; — Attendu qu'une pièce de 10 francs lui ayant été dérobée au moment où il venait de rendre la monnaie sur cette pièce, il porta plainte devant le commissaire de police de son quartier ; — Attendu que, sur la demande de ce magistrat et sur l'indication de deux de ses clients, il déclara que ses soupçons se portaient sur le demandeur ; — Que celui-ci fut alors arrêté, interrogé par le commissaire de police en présence de Loiseau et immédia-

tement relâché ; — Attendu qu'en portant plainte devant un officier chargé de rechercher les crimes et délits, Loiseau a usé d'un droit indiscutable ; — Que sa responsabilité ne saurait être engagée que s'il avait agi dans l'intention de nuire à Vielleribière, avec mauvaise foi ou au moins avec une légèreté coupable ; — Mais attendu que, si Loiseau a dénoncé Vielleribière, il ne l'a fait que parce que ses clients le lui avaient indiqué comme l'auteur probable du vol ; — Que lui-même ne pouvait être animé d'aucune intention malveillante envers le demandeur, qu'il ne connaissait même pas ; — Que, dans ces circonstances, Loiseau a agi dans la plénitude de ses droits, sans malignité, avec bonne foi et prudence ; — Qu'aucune faute, même la plus légère, ne lui est donc imputable ; — Par ces motifs, déclarons Vielleribière mal fondé dans sa demande, l'en déboutons et laissons les frais à sa charge. »

**Observations.** — La dénonciation d'un crime ou d'un délit, adressée à un magistrat compétent, est un fait licite, quand elle a lieu de bonne foi, sans intention de nuire et alors que le fait dénoncé est exact. C'est ce qui a été jugé déjà par de nombreuses décisions rapportées dans ce Bulletin. Voir notamment Just. de paix de Montfaucon, 23 février 1839, BULLETIN, I, 356 ; La Brède, 30 octobre 1856, II, 358 ; Bourguébus, 10 mai 1858, IV, 180 ; Tournon, 1<sup>er</sup> décembre 1866, IX, 159, etc., etc. — En conséquence, la personne dénoncée même à tort et par erreur n'a pas droit à des dommages-intérêts, si elle ne prouve pas que la dénonciation ait été faite méchamment.

ment et avec intention de lui porter préjudice.

Justice de paix du canton de Soissons  
(Aisne).

Président : M. JOFFROY *§*, juge de paix.

25 février 1885.

*Liste électorale. — Compétence du juge de paix. — Condamné à une peine entraînant l'incapacité électorale pendant cinq années. — Prescription de la condamnation.*

La privation du droit électoral dont les individus condamnés à plus d'un mois d'emprisonnement pour l'un des délits prévus par le décret du 2 février 1852, sont frappés pendant cinq années, à partir de l'expiration de leur peine, cesse pour le condamné qui a échappé par la prescription à l'exécution de la condamnation, cinq ans après l'accomplissement de cette prescription.

En d'autres termes, si la condamnation n'a pas été subie, le point de départ de la privation pendant cinq ans du droit électoral est le moment à compter duquel le condamné n'aura plus été tenu de subir sa peine.

En conséquence, doit être inscrit l'électeur qui a prescrit sa peine lorsque cinq ans et plus se sont écoulés depuis le jour où cette prescription lui a été acquise.

Ainsi dédité, par M. le juge de paix de Soissons, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur X..., propriétaire à V..., où il demeure depuis deux années, a formé appel d'une décision prise par la commission municipale de V..., le 6 février, présent mois, aux termes de laquelle il a été exclu des listes électorales de cette commune ; — Attendu que l'appel a été

formé dans les délais légaux ; — Attendu qu'en exécution de l'avertissement que nous lui avons adressé le 19 courant, en conformité de l'article 22 du décret organique du 2 février 1852, le sieur X... a comparu à l'audience de ce jour, pour exposer les motifs sur lesquels il fonde son appel ; — Attendu que, d'un extrait du casier judiciaire du Tribunal de Laon, extrait dûment timbré et enregistré, il résulte que ledit sieur X... a été condamné par le Tribunal correctionnel de Laon, le 9 novembre 1872, en deux années d'emprisonnement, pour injures publiques, violences et voies de fait envers un agent de la force publique ; — Attendu que cette condamnation emportait, en outre, l'exclusion du sieur X... des listes électorales pendant cinq années, à dater de l'expiration de la peine encourue ; — Attendu que le sieur X..., pour ne pas subir sa peine, s'est retiré en pays étranger, où il est resté pendant plus de cinq années, pour acquérir le bénéfice de la prescription prévue par l'article 636 du Code d'instruction criminelle ; — Attendu que ledit X... a été porté, depuis sa rentrée en France, sur des listes électorales d'abord à Paris et ensuite à V... ; que sa radiation a été opérée cette année sur la liste de cette dernière commune et que la commission municipale, statuant sur la réclamation du sieur X..., a rejeté sa demande, par le motif que ledit X... n'avait pas subi sa peine et que les cinq ans d'interdiction de ses droits ne pouvaient courir qu'après l'exécution de sa condamnation ; — Attendu qu'il est de principe et de jurisprudence que la privation du droit électoral, dont les individus condamnés à plus

d'un mois d'emprisonnement pour l'un des délits prévus par le décret du 2 février 1852 sont frappés pendant cinq années, à partir de l'expiration de leur peine, cesse, pour le condamné qui a échappé par la prescription à l'exécution de la condamnation, cinq ans après l'accomplissement de cette prescription (Cass., 16 mars 1865); — Attendu que, d'après les auteurs qui ont traité cette matière et spécialement Hérold, n° 83, si la condamnation n'a pas été subie, le point de départ de la privation pendant cinq ans du droit électoral est le moment à compter duquel le condamné n'aura plus été tenu de subir sa peine; — Attendu qu'il a été également jugé que la prescription ne commence à courir, à l'égard de la surveillance, que du jour où le condamné se trouve libéré par l'exécution ou la prescription de la peine principale (Cour de Lyon, 4 juin 1866); — Attendu, en fait, que la prescription de la peine, pour la condamnation prononcée contre ledit X... le 9 novembre 1872, s'est accomplie le 9 novembre 1878, en tenant compte du délai accordé au ministère public pour interjeter appel, en vertu de l'article 205 du Code d'instruction criminelle; — Attendu, par suite, que les cinq années à dater de l'expiration de la peine, pendant lesquelles le sieur X... était privé du droit de figurer sur les listes électorales, sont échues le 9 janvier 1883; — Attendu que la demande de X..., ayant pour but de se faire inscrire sur les listes électorales de V... pour l'année 1885, devait être accueillie, puisque la prescription de la peine encourue et les cinq années de privation absolue de tout droit électoral, qui ont

suivi la date extrême de la prescription pénale, sont révolues depuis au moins deux ans; — Attendu, au surplus, que le sieur X..., ayant été porté sur les listes électorales de la commune de V... pour l'année 1884, offrait alors, ainsi que maintenant, toutes les conditions exigées par le décret organique du 2 février 1852 et la loi du 7 juillet 1874 pour figurer sur lesdites listes électorales; — Que c'est donc à tort que la commission municipale de V... a refusé l'inscription dudit X... sur les listes électorales de ladite commune pour l'année 1885; — Par ces motifs, statuant publiquement et en dernier ressort; — Infirmons la décision prise par la commission municipale de V..., le 6 février, présent mois, à l'égard du sieur X..., propriétaire à V...; — Ordonnons que ledit X... sera inscrit sur les listes électorales de la commune de V... et qu'à vis de cette infirmation sera donnée, dans les délais légaux, à M. le maire de la commune de V... et à M. le préfet du département de l'Aisne, conformément aux dispositions de l'article 6 du décret réglementaire du 2 février 1852. »

**Observations.** — Solution conforme à la jurisprudence. Voir, sur ce point, Hérold, *loc. cit.*, n° 84.

Justice de paix du canton de Clermont (Oise).<sup>2</sup>

Président : M. PELLETIER, juge de paix.

25 mars 1884.

*Demande en paiement de fournitures de pain. — Paiement en blé. — Convention. — Usage.*

Le boulanger, comme tout autre mar-

chand, est présumé devoir, en livrant sa marchandise, compter sur le paiement en espèces, et l'on ne peut prétendre s'appuyer sur un usage du pays pour forcer le marchand à accepter du blé en échange de son pain.

Mais s'il résulte des débats que le boulanger a, pendant un certain temps, accepté d'être payé en livraison de blé, ce mode de paiement doit continuer d'être accepté par lui, tant qu'il n'a pas notifié à son acheteur sa volonté d'être désormais réglé en argent.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Clermont, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'en principe le boulanger, comme tout autre marchand, est présumé devoir, en livrant sa marchandise, compter sur le paiement en espèces de la valeur qu'elle représente, et qu'on ne peut prétendre s'appuyer sur un usage de pays pour vouloir forcer le marchand à admettre qu'il y a eu, de sa part, non pas vente de pain, mais échange de blé ; — Attendu néanmoins que, si un pareil usage ne peut s'imposer en l'absence de toute prescription légale, les parties sont toujours libres d'arrêter entre elles telles conventions qui peuvent leur convenir, et qu'il s'agit de rechercher si, dans la circonstance, les parties sont engagées par une convention de cette nature ; — Attendu qu'il est établi par les débats qu'à l'occasion de précédentes fournitures de pain, Descampeaux a accepté d'être payé par Tallon en livraison de blé et que les fournitures dont le paiement est réclamé et qui comprennent 20 pains de 3 kilogrammes et 93 pains de 3 kilogrammes, ont eu lieu en 1883, sans que Descampeaux eût fait savoir que

son intention était d'être payé en argent, ce qui fait présumer que le règlement devait avoir lieu comme précédemment ; — Attendu que le changement de volonté de Descampeaux s'explique par cette circonstance que, Tallon lui ayant retiré sa pratique, il avait lui-même rompu la convention tacite qui existait entre eux et qui n'avait reçu aucun commencement d'exécution, puisque Tallon avait jusque-là négligé de remettre à Descampeaux aucun échantillon du blé qu'il devait lui livrer et que Descampeaux n'eût été tenu de recevoir qu'autant qu'il eût été jugé convenable ; — Attendu qu'à la dernière audience Descampeaux avait consenti à accepter la promesse qui lui avait été faite par Tallon, de lui porter, dès le lendemain, 468 kilogrammes de blé, provenant de sa moisson, chez le frère de Descampeaux, mais que cette promesse n'a pas été tenue, Tallon n'ayant même pas présenté d'échantillon du blé qu'il avait à livrer et que Descampeaux ne pouvait apprécier que sur le vu de cet échantillon ; — Attendu que néanmoins Tallon est en droit de se libérer de ce qu'il doit pour fourniture de pain en livrant ladite quantité de blé au domicile de Descampeaux, après que ce dernier l'aura reconnu recevable sur le vu de l'échantillon, ou quand il aura été apprécié comme tel par gens à ce connaissant ; — Attendu que, sur le chiffre de la demande de Descampeaux, s'élevant à 126 fr. 39, 107 fr. 49 s'appliquent aux fournitures de pain et 18 fr. 90 à autres fournitures non contestées, et que, Tallon opposant lui-même en compensation une réclamation de 22 francs pour

travaux que ne conteste pas Descampeaux, la balance en faveur de Tallon, en dehors de la livraison de blé à faire par lui, est de 3 fr. 10; — Attendu que Tallon, restant débiteur de blé envers Descampeaux, doit être condamné aux dépens; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, — Reconnaissons Tallon débiteur envers Descampeaux de la somme de 126 fr. 39 pour fourniture du pain, et disons qu'il en sera valablement libéré en livrant au domicile dudit demandeur, dans les trois jours des présentes, la quantité de 468 kilogrammes de blé conforme à l'échantillon qu'il devra présenter la veille et qui, en cas de difficulté, sera apprécié par M. Emmanuel Coulon, de Bulles, comme expert; — Reconnaissons en outre Tallon débiteur de 18 fr. 90 pour autres causes susdites, et disons qu'il conservera cette somme en paiement jusqu'à concurrence des 22 francs que lui doit Descampeaux, que nous condamnons à verser à Tallon 3 fr. 10 pour solde, au moment de la livraison du blé; — Disons qu'à défaut par Tallon d'avoir présenté l'échantillon de blé et fait la livraison du blé dans le délai précité, il sera tenu de payer à Descampeaux, aux lieu et place du blé, la somme de 107 fr. 49, ensemble aux intérêts tels que de droit; — Enfin condamnons Tallon aux dépens, à l'exception du droit qui concernerait la créance de Tallon contre Descampeaux, que ce dernier aurait à payer. »

**Observations.** — L'usage qui, dans certaines contrées, autorise entre boulangers et cultivateurs le paiement en blé des fournitures de

pain, ne repose que sur une convention librement acceptée de part et d'autre par les intéressés. L'observation de cet usage ne saurait donc être imposée aux boulangers, qui, comme tous autres fournisseurs, ont le droit d'exiger le paiement en espèces. Mais, si des circonstances de la cause il résulte la preuve qu'un boulanger a accepté de son débiteur le paiement en blé, cette acceptation fait présumer une convention au moins tacite, dont le boulanger reste tenu, s'il n'a pas formellement fait connaître sa volonté d'être à l'avenir payé en espèces. Le juge saisi de la contestation doit donc assurer l'exécution d'un accord qui a continué d'exister tant qu'il n'a pas été formellement rompu. Voir, sur une question analogue, un jugement, de la justice de paix de Pellegrue, en date du 23 mai 1883, *BULLETIN* 1884, p. 7.

*Justice de paix du canton de Meulan  
(Seine-et-Oise).*

*Président : M. MEUNIER, juge de paix,  
docteur en droit.*

*5 mai 1885.*

*Témoin. — Reproche. — Régisseur d'une  
des parties en cause.*

Est reprochable le témoin qui est en même temps le régisseur et le mandataire d'une des parties en cause.

Et quand bien même le reproche articulé serait sans fondement, le juge de paix aurait encore le droit de ne pas admettre le témoin à déposer, les juges du fond, en dehors des cas spécifiés par l'article 283 du Code de procédure civile, pouvant apprécier la valeur des reproches dirigés contre les témoins et écarter leurs dépositions, s'ils les trouvent suspectes.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Meulan, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu les articles 283 et 284 du Code de procédure civile ; — Oûi Danguenge et le mandataire de Fould et Ratisbonne dans leurs observations et conclusions ; M<sup>e</sup> Tissu, avoué, dans sa plaidoirie ; — Jugeant contradictoirement et par avant faire droit : — Attendu que, pour obéir au jugement interlocutoire rendu par nous le 21 avril dernier, l'autorisant à prouver par tous moyens de droit les propos qui auraient été tenus par Danguenge, il y a quelques mois, à la sortie de l'audience, le sieur Clerc, mandataire de Fould et Ratisbonne, a fait citer comme témoin unique à l'audience dernière le nommé Lécuyer ; — Attendu qu'avant toute déposition, Danguenge a soutenu que le témoin était reprochable, et, comme tel, ne devait pas être entendu, par ce double motif : 1<sup>o</sup> que Lécuyer est le régisseur, c'est-à-dire le préposé, le domestique de la comtesse de Talleyrand, une des parties en cause ; 2<sup>o</sup> que de plus il est son mandataire régulier dans l'instance actuellement engagée ; — Attendu que M<sup>e</sup> Tissu, conseil de MM. Fould et Ratisbonne, objecte que le témoin n'est pas, dans le sens de l'article 283 du Code de procédure civile, le domestique de la comtesse de Talleyrand ; que d'ailleurs il s'agit ici d'un incident n'intéressant en aucune façon ladite comtesse et dans lequel cette dame n'est point partie ; qu'il demande donc à ce que le témoin produit par ses clients soit entendu ; — Attendu que le témoin Lécuyer est

bien réellement régisseur de la comtesse de Talleyrand ; que Fould et Ratisbonne eux-mêmes le qualifient tel dans leur sommation du 25 avril, enregistrée, donnée au témoin ; que ses fonctions de régisseur le placent sous la dépendance de sa maîtresse ; qu'il est dans toute l'acception du mot un véritable domestique et par suite reprochable ; — Attendu qu'en supposant même que le régisseur ou intendant ne rentre pas dans la catégorie des domestiques, le témoin serait encore reprochable comme mandataire régulier de la comtesse de Talleyrand, une des parties en cause ; qu'on objecte vainement que ladite comtesse n'est point partie dans l'incident ; que l'incident est lié intimement au principal, au point de ne former qu'une seule et même affaire ; que la solvabilité des garants par elle mis en cause soit hors de discussion, est toujours partie au procès, puisqu'elle n'a pas demandé ni obtenu sa mise hors de cause ; — Attendu que le mandataire d'une partie dans un procès est presque la partie elle-même ; qu'il ne saurait être entendu à la fois comme mandataire et comme témoin ; que ce sont là deux rôles qui s'excluent réciproquement ; qu'on ne voit d'ailleurs pas trop comment Lécuyer pourrait les remplir en même temps ; qu'il a droit, par exemple, comme représentant de la comtesse de Talleyrand, partie au procès, de poser, par l'intermédiaire du juge, des questions au témoin, questions auxquelles sa qualité de témoin, si elle était admise, l'obligerait de répondre ; que, dans un pareil système, on se heurterait à une impossibilité matérielle ; qu'il a,



du reste, été jugé que le mandataire d'une partie doit être écarté comme témoin (Poitiers, 12 décembre 1837 ; Bourges, 20 juillet 1834 ; Bruxelles, 17 mars 1834). — Attendu enfin que, le reproche articulé fût-il sans fondement, le juge aurait encore le droit de ne pas admettre le témoin à déposer ; qu'en effet les dispositions de l'article 283 du Code de procédure civile ne sont pas limitatives, mais simplement énonciatives, « les juges du fond, en dehors des cas spécifiés par cet article, « pouvant apprécier la valeur des « reproches dirigés contre les témoins et écarter leurs dépositions « s'ils les trouvent suspectes » (Req., 8 mars 1883) ; qu'en l'espèce, et quelque honnête qu'il puisse être au fond, le témoin Lécuyer est certainement suspect de partialité, et qu'il ne pourrait déposer avec toute l'indépendance voulue ; — Attendu que, pour tous ces motifs, il y a lieu de déclarer le témoin Lécuyer reprochable et d'écarter sa déposition comme suspecte, sans qu'il soit besoin de le recevoir par application de l'article 284 du Code de procédure civile, lequel ne saurait être invoqué en justice de paix, même dans les causes sujettes à l'appel (Cass., 24 juillet 1876) ; — Attendu que le témoin Lécuyer est le seul dont l'audition est demandée par Fould et Ratisbonne ; que le demandeur a déclaré ne pas avoir fait citer de témoin ; que, dans ces circonstances, l'enquête se trouve close et l'affaire en état d'être plaidée au fond ; — Par ces motifs, — Déclarons reprochable le témoin Lécuyer ; — Disons qu'il n'y a pas lieu de recevoir sa déposition, — Prononçons la clôture de l'enquête ; — Ordonnons

aux parties de plaider au fond à l'instant même, — Tous droits, moyens et dépens réservés. »

**Observations.** — Solutions exactes. Voir notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> *Reproche*, n<sup>o</sup> 20 et suiv., et les arrêts cités.

Justice de paix du canton de Rue  
(Somme).

Président : M. CARDENNE, juge de paix.

16 mars 1880.

*Action possessoire. — Servitude de passage. — Enclave. — Possession annale.*

Il appartient au juge de paix saisi d'une action en maintenue possessoire d'une servitude de passage fondée sur l'enclave de vérifier si le fonds litigieux est réellement à l'état d'enclave.

Le propriétaire d'un fonds reconnu enclavé qui justifie de la possession annale du passage sur un fonds voisin, avec chevaux et voitures pour l'exploitation de son fonds, doit être, en cas de trouble, maintenu dans cette possession, telle qu'elle s'exerçait avant le trouble.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Rue, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance, notre jugement du 2 de ce mois et nos procès-verbaux de visite de lieux et d'enquête du 10 mars courant ; — Ouï les parties en leurs dires, moyens et conclusions ; — Attendu que l'action de Cuvillier tend à voir dire que, pour l'exploitation d'un champ en nature de culture, lui appartenant, situé à Vron, section J, n<sup>o</sup> 431, du plan cadastral, qui est enclavé, il sera maintenu dans la possession d'une servitude de passage avec che-

vaux et voitures, qu'il prétend avoir depuis un temps immémorial, sur un héritage contigu au sien, portant le numéro 432, appartenant aux dames Bizet, Séneca et veuve Brémant, nées Colpart, pour accéder au chemin du Montgreux, servitude dans laquelle il aurait été troublé à la moisson dernière; — Attendu que les défenderesses ont soutenu que le fonds de Cuvillier n'était pas enclavé, puisqu'il touchait à une terre lui appartenant, portant le numéro 422, aboutissant elle-même au chemin du Montgreux; qu'elles ont conclu au rejet de l'instance; — Attendu que de l'inspection des lieux il résulte que le champ de Cuvillier portant le numéro 431 de la section J est limité : 1° au bout sud, par un sentier qui part de la place publique, longe les haies des jardins dépendant des habitations, sur le chemin du Montgreux, et se dirige, à l'extrémité, vers Argoules; 2° au bout nord, par un autre sentier longeant les haies des jardins des maisons de la rue du bout de la ville; ce second sentier se détache du premier à peu de distance de la place publique et se dirige également vers Argoules; 3° du côté ouest, au sieur Carouille, propriétaire du numéro 430, et 4° du côté est, aux défenderesses; — Attendu que la terre du demandeur, portant le numéro 422 du plan, touche au chemin du Montgreux et se trouve au sud du champ n° 431, dont elle est séparée par le premier sentier désigné ci-dessus; qu'elle fait face à ce numéro 431 sur une étendue de 2<sup>m</sup>,30; qu'elle est en surélévation du sol du sentier et dudit champ de 1<sup>m</sup>,80; qu'elle est close par une forte haie vive, continue; essence d'orme et d'épine, pa-

raissant fort ancienne, d'une hauteur de 1<sup>m</sup>,20 à 1<sup>m</sup>,30; que le long de cette haie, en dedans de l'enclos, existent deux lignes d'ormes, disposées en quinconce, dont la plantation n'a pas moins d'une vingtaine d'années; — Attendu que ces deux immeubles n'ont entre eux aucune marque de communication soit ancienne, soit récente; — Attendu que la propriété de la famille Colpart, portant le numéro 432 de la section J, tient, d'un côté, à Cuvillier, demandeur; d'autre côté, à Carouille (n° 433 du plan); d'un bout, au sentier longeant les jardins des maisons de la rue du bout de la ville, et d'autre bout, partie au premier sentier et partie au chemin du Montgreux, sur lequel elle est close par une barrière retenue au moyen d'un cadenas; — Attendu que le sentier qui prend naissance à la place publique est fermé par un barrage qui intercepte tout passage de bestiaux ou de voitures; — Attendu qu'il suit positivement des constatations auxquelles nous nous sommes livré pour caractériser l'état de la possession revendiquée, que le champ du demandeur, portant le numéro 431, est enclavé au nord, au couchant, au midi, par des haies et des habitations, et au levant, par le terrain des défenderesses; — Qu'il n'a aucune issue sur la voie publique et que le fait d'enclave est constant; — Attendu que les témoignages produits établissent qu'anciennement l'exploitation du fonds de Cuvillier s'opérait par celui des défenderesses, tenant à un terrain communal joignant le chemin du Montgreux; que, postérieurement, c'est-à-dire de 1864 à 1873, le sieur Noël, maire actuel de Vron, alors occupeur de la terre des défen-

deresses, à laquelle était réunie la parcelle acquise par elles de la commune en 1859, était tenu de laisser passer, avec chevaux et voitures, les fermiers de Cuvillier pour la desserte du champ de celui-ci; qu'il ressort encore de l'audition du témoin Quennehen que, depuis cinq ans, date de son entrée en jouissance comme fermier du champ de Cuvillier, il lui a été remis une clef du cadenas fermant la barrière des défenderesses, sur le chemin du Montgreux, pour qu'il puisse disposer librement du passage, avec chevaux et voitures, sur le terrain de la famille Colpart; qu'il en a usé ainsi chaque année, aussi bien pour le transport des engrais que pour la sortie des récoltes, toutes les fois qu'il en a eu besoin, jusqu'en août dernier, époque à laquelle le passage lui a été refusé, à la suite d'une mésintelligence survenue entre lui et le locataire des défenderesses; — Attendu que de l'instruction et des faits de la cause il résulte que l'action du demandeur est suffisamment justifiée; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, maintenons le sieur Cuvillier dans la possession de la servitude de passage, avec chevaux et voitures, sur le terrain des consorts Colpart, pour l'exploitation de son fonds; faisons défense à celles-ci de le troubler à l'avenir et les condamnons solidairement aux dépens. »

**Observations.** — Jurisprudence constante. Voir, sur ces questions, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4<sup>e</sup> édit., vi<sup>e</sup> *Action possessoire et Enclave*, et les arrêts cités.

Justice de paix du canton de Coulonges  
(Deux-Sèvres).

*Président : M. TRIAIRE, juge de paix.*

28 novembre 1885.

*Passage. — Chemin privé. — Action en dommages-intérêts. — Passage usuel des habitants. — Absence de préjudice. — Dépens.*

Le propriétaire d'un chemin privé ou d'exploitation est en droit de s'opposer à ce que les tiers passent sur ce chemin.

Toutefois, alors que les habitants ont fréquemment usé de ce sentier, sans opposition du propriétaire, et alors que le demandeur ne justifie d'aucun préjudice sérieux à lui causé par le défendeur, la condamnation de ce dernier aux dépens de l'instance est une réparation suffisante.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix de Coulonges, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes; — Vu notre jugement interlocutoire en date du 9 novembre présent mois; — Notre procès-verbal de visite de lieux du 14 novembre suivant; — Les articles 1149 et 1382 du Code civil; — Vidant notre délibéré; — En droit : — Attendu qu'aux termes de la loi du 20 août 1881, sur le Code rural, les chemins ou sentiers d'exploitation sont, en l'absence de titres, présumés appartenir aux propriétaires riverains, chacun en droit soi, et l'usage en est commun aux intéressés; — En fait : — Attendu que Grayon réclame à Bailly la somme de 25 francs, à titre de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice à lui causé par ce dernier, par des faits journaliers de passage sur un chemin dont il est riverain; ledit chemin partant

de la route d'Ardin, au hameau du Soussier, pour aboutir au chemin rural dit *de la Montagne à Beauchêne*, le tout commune d'Ardin; — Attendu que le défendeur reconnaît avoir exercé son passage sur le chemin précité, mais allègue qu'il était d'un usage public et qu'il ignorait s'il était rural ou privé; — Attendu qu'il résulte de l'examen des lieux et des documents de la cause que ledit chemin est un simple sentier d'exploitation; qu'il ne figure ni sur le plan cadastral, ni sur l'état des chemins ruraux de la commune d'Ardin; — Attendu que ledit sentier traverse une terre du demandeur; que ce dernier est donc riverain de chaque côté et qu'il est présumé, en l'absence de titres, être propriétaire de cette partie dudit chemin ou sentier; — Attendu néanmoins que, dans les circonstances de la cause, Bailly n'a causé aucun préjudice au demandeur; que, par une tolérance très ancienne, ledit sentier était à peu près devenu d'un usage public pour les habitants dudit hameau du Soussier, et que le demandeur, jusqu'à ce jour, n'avait fait aucune opposition au passage du défendeur; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en dernier ressort, condamnons Bailly, pour tous dommages-intérêts, aux dépens de l'instance. »

**Observations.** — Les sentiers d'exploitation étant présumés, jusqu'à preuve contraire, appartenir aux propriétaires des fonds qu'ils traversent, ceux-ci sont en droit de s'opposer au passage des habitants sur ces sentiers. Toutefois il appartient au juge du fait d'apprécier le dommage causé; notamment, s'il

n'est pas justifié d'un préjudice effectif et sérieux, la condamnation aux dépens, pour tous dommages-intérêts, peut être une réparation suffisante.

Justice de paix du canton de Volonne  
(Basses-Alpes).

Président : M. MASSE, juge de paix.

18 août 1885.

*Louage. — Maire. — Commune. — Ecole.  
Garantie.*

Le maire qui, sans autorisation du conseil municipal, a passé bail d'un local pour y établir l'école communale, est personnellement tenu des loyers envers le bailleur.

Toutefois, lorsqu'il est établi que la commune a profité du bail en ce sens que l'école communale a réellement été installée pendant un certain temps dans le local loué par le maire, celui-ci est fondé à l'actionner en garantie, et la commune est tenue de payer le prix des loyers pour le temps pendant lequel elle en a profité.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Volonne, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu les citations en date des 31 décembre 1884 et 10 mars 1885; — Ouï les parties dans leurs dires, moyens de défense et exceptions; — Vu les articles 90 et 124 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale; ensemble, les articles 1275 et 1736 du Code civil et l'article 3 de la loi du 15 mai 1838; — En droit : — Attendu que le maire d'une commune ne peut pas passer de bail sans une délibération du conseil municipal; — Que nul ne peut intenter une action contre une commune sans avoir

adressé, au préalable, un mémoire au préfet ou au sous-préfet, exposant l'objet et les motifs des réclamations; — Attendu que, si un bail a été fait sans écrit, l'une des parties ne peut donner congé à l'autre qu'en observant les délais fixés par l'usage des lieux; — Attendu que le maître dont l'affaire a été bien administrée doit remplir les engagements que le gérant a contractés en son nom et que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui; — En fait : — Attendu que, le 12 mars 1883, Allard a donné à bail à Châteauneuf, alors maire de Château-Arnoux, un local pour y installer une école communale; que ce bail a été consenti verbalement pour deux ans, à raison de 70 francs par an; — Attendu qu'Allard réclame aujourd'hui à Châteauneuf la somme de 156 francs, représentant les deux années de loyer et les intérêts à partir du 12 mars 1883; — Attendu que Châteauneuf, en sa qualité de maire, n'avait pas provoqué, pour passer ce bail, une délibération du conseil municipal et que, se trouvant par là en faute, il devient personnellement responsable vis-à-vis du bailleur; — Attendu, d'un autre côté, qu'Allard, en louant son local au maire de Château-Arnoux, ne s'est pas enquis si ce dernier était en règle avec la commune; qu'il a donc manqué de prudence et que l'on doit tenir compte de cette négligence de sa part; — Attendu que, quatorze mois après la location verbale, Châteauneuf, sans donner congé à Allard six mois à l'avance, comme l'exige l'usage des lieux, a installé dans un autre local l'école communale et a gardé néanmoins pendant huit mois les clefs de l'appartement loué; — At-

tendu que Châteauneuf, actionné en paiement de loyer par Allard, a appelé en garantie la commune de Château-Arnoux, représentée par son nouveau maire, sans se conformer à l'article 124 de la loi du 5 avril 1884; qu'il est vrai que, depuis la citation en garantie, il a obtenu l'autorisation du sous-préfet de Sisteron; — Attendu cependant que la commune de Château-Arnoux a joui pendant quatorze mois du local d'Allard, qu'elle en doit dès lors le loyer pendant tout le temps qu'elle l'a occupé et qu'elle ne doit pas s'enrichir aux dépens de Châteauneuf; — Attendu que tous les frais qui ont été faits doivent être laissés à la charge de Châteauneuf, puisque le procès contre lui n'a été intenté que pour les fautes qu'il a commises et pour son refus de régler le bailleur; — Par ces motifs et par jugement contradictoire et en premier ressort, laissons à la charge d'Allard le loyer des deux derniers mois; condamnons Châteauneuf à payer à Allard la valeur de vingt-deux mois de loyer, avec les intérêts, soit la somme de 143 francs; — Statuant sur la demande en garantie, condamnons la commune de Château-Arnoux à payer à Châteauneuf la valeur de quatorze mois de loyer, avec les intérêts, soit 91 francs, et condamnons Châteauneuf en tous les dépens. »

**Observations.** — En principe, le maire ne peut engager les deniers de la commune sans l'autorisation du conseil municipal. Si donc il loue un local, même pour un service communal, sans se pourvoir de cette autorisation, il engage sa responsabilité et est personnellement tenu,

envers le propriétaire, du paiement des loyers dus à ce dernier, et doit être, en cas de contestation, personnellement condamné. Mais il n'est pas juste, cependant, que la commune s'enrichisse aux dépens d'autrui, et, si elle a profité du local, parce que l'école communale y a été réellement installée pendant tout ou partie de la durée du bail, la commune peut être condamnée à garantir le maire de tout ou partie de la condamnation prononcée contre lui, c'est-à-dire à payer le prix du loyer dont elle a réellement profité.

Justice de paix de Ressons-sur-Matz  
(Oise).

Président : M. GODART, juge de paix.

30 octobre 1885.

*Louage. — Arbres. — Mutilation. — Action en dommages-intérêts contre le preneur. — Demande reconventionnelle en indemnité pour non-jouissance. — Contestation du droit à l'indemnité. — Interprétation du bail. — Incompétence du juge de paix. — Renvoi. — Sursis.*

Le juge de paix saisi à la fois d'une demande principale en dommages-intérêts intentée par le bailleur contre le preneur, pour mutilation d'arbres plantés sur le terrain loué, et d'une demande reconventionnelle en indemnité pour non-jouissance, alors que la contestation soulève une question d'interprétation des clauses du bail, doit surseoir à statuer et renvoyer la partie qui soulève la question d'interprétation à se pourvoir devant le Tribunal compétent.

En tous cas, le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande en indemnité pour non-jouissance, lorsque le droit à l'indemnité est contesté par le bailleur.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Ressons, dans les circonstances que voici :

Le sieur Zéphir Sinet, instituteur, demeurant à Francières, canton d'Estrées-Saint-Denis, a fait citer devant le juge de paix de Ressons le sieur Ernest Delayen, meunier, demeurant à la Neuville-sur-Ressons, aux fins suivantes :

« Attendu qu'il a loué à M. Delayen treize parcelles de terre labourable et pré situées aux terroirs de la Neuville et Ricquebourg, suivant bail sous seings privés, en date du 28 mars 1884, enregistré;—Attendu que le demandeur, usant du droit qu'il s'est réservé par le bail, a planté des pommiers sur quatre des parcelles par lui données à bail;—Que le sieur Delayen, au mépris des droits du concluant, a volontairement mutilé ou fait mutiler une partie des arbres plantés; qu'il a ainsi causé un préjudice au demandeur et qu'il en doit réparation; que ce préjudice s'élève à la somme de 92 francs;—Condamner le sieur Delayen à payer à M. Sinet la somme de 92 francs pour les causes sus-énoncées; le condamner, en outre, aux intérêts de droit et aux dépens. »

Le défendeur a répondu qu'il n'est pas exact qu'il ait mutilé les arbres et que le fait à lui reproché par M. Sinet ait été volontaire de sa part, et il a déclaré qu'il reconnaissait les avoir écorchés, et que c'est l'expression d'*écorchure* que le sieur Sinet aurait dû employer dans la citation au lieu de celle de *mutilation*, qui donnerait à l'acte dont il se plaint un caractère délictueux.

Le sieur Delayen a ensuite exposé que M. Sinet avait exercé dans des conditions abusives le droit qu'il

s'est réservé dans le bail de planter des pommiers sur les biens loués en plantant un nombre d'arbres trop considérable et en faisant des plantations beaucoup trop rapprochées les unes des autres, à ce point qu'il était impossible d'exploiter les immeubles loués sans mettre les arbres plantés par le demandeur en contact avec les instruments de culture du fermier, et que, si les pommiers de M. Sinet avaient été endommagés, ledit sieur Sinet ne pouvait s'en prendre qu'à lui-même et non au défendeur et devait s'imputer à faute d'avoir fait des plantations aussi multipliées et aussi rapprochées.

Le sieur Delayen a en outre exposé que, non seulement il ne devait rien au sieur Sinet à raison des faits visés dans la demande de ce dernier; mais que c'est lui qui a une réclamation à exercer contre le demandeur, lequel devra lui payer une indemnité de non-jouissance pour avoir fait ses plantations de pommiers dans des conditions de nature à entraver sa culture et à l'empêcher de retirer des biens loués tous les produits sur lesquels il était en droit de compter.

Le défendeur a conclu en demandant qu'il nous plût ordonner une visite de lieux, laquelle nous convaincrail certainement qu'il a droit à une indemnité de non-jouissance et que le dommage fait par ses ustensiles aratoires aux arbres de M. Sinet ne pouvait être évité par lui.

Le demandeur a répliqué qu'il est inexact que ses plantations soient trop rapprochées les unes des autres et qu'il ait outrepassé son droit en les faisant; qu'en conséquence, il conteste formellement au défen-

deur le droit à une indemnité de non-jouissance à raison de ces plantations, et il a déclaré persévérer dans sa demande. — Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Sinet réclame à Delayen une somme de 92 francs, avec intérêts de droit et dépens pour dommage causé à une partie des pommiers plantés par le demandeur sur quatre des parcelles par lui louées au sieur Delayen, aux termes du bail énoncé dans la citation, prétendant que ce dommage a été de la part de Delayen un fait volontaire; — Attendu que Delayen, tout en reconnaissant qu'il a endommagé un certain nombre d'arbres appartenant au demandeur, soutient que c'est involontairement et que ce dommage était inévitable; qu'il ne pouvait cultiver les biens loués sans atteindre et écorcher avec ses ustensiles aratoires les arbres de M. Sinet, parce que ces arbres, plantés par M. Sinet au cours du bail, étaient trop rapprochés les uns des autres, ainsi que nous pourrions nous en convaincre par une visite de lieux, qu'il nous demande en conséquence d'ordonner; — Attendu qu'il allègue que Sinet a exercé dans des conditions abusives le droit qu'il s'est réservé par le bail de planter des pommiers sur les biens loués en faisant des plantations trop nombreuses et trop serrées, et qu'il prétend non seulement ne rien devoir à Sinet pour avoir écorché ses arbres, mais être, au contraire, son créancier d'une indemnité de non-jouissance; — Attendu, en ce qui concerne cette prétention à une indemnité de non-jouissance, dont le principe est for-

mellement contesté par le demandeur, en sorte que nous ne pourrions en connaître ; — Que Delayen, qui n'indique pas, d'ailleurs, la somme qu'il entend réclamer à Sinet, ne formule pas à cet égard une demande reconventionnelle, laquelle serait irrecevable, mais doit être considéré comme faisant la réserve de saisir de sa demande d'indemnité le Tribunal compétent ; — Attendu que les moyens de défense présentés par Delayen ne peuvent être appréciés par nous qu'en nous livrant à une interprétation de son bail, laquelle échappe à notre compétence ; qu'ils constituent une exception préjudiciable, que sa demande d'une visite de lieux fait présumer sérieuse et digne d'être prise en considération ; qu'il n'y a lieu, toutefois, d'ordonner la visite de lieux, à laquelle a conclu le sieur Delayen, ce dernier pouvant, en faisant statuer dans un bref délai sur son exception par le Tribunal compétent, démontrer que cette exception n'a pas pour unique objet de nous forcer à nous déclarer incompétent ; — Par ces motifs, avant faire droit et sans rien préjuger, disons qu'il sera par nous sursis au jugement de la demande du sieur Sinet pendant un mois, délai à l'expiration duquel le défendeur sera tenu de justifier qu'il a saisi de sa demande à fin d'interprétation de bail et de sa demande d'indemnité de non-jouissance les juges qui doivent en connaître et fait toutes diligences pour qu'il soit donné suite à ces demandes, sinon et faute de ce faire, disons qu'à notre audience du vendredi 27 novembre prochain, il sera par nous statué ce que de droit ; — Dépens réservés. »

**Observations.** — Le juge de paix est incompétent pour statuer sur l'interprétation du bail, quelle que soit, d'ailleurs, la valeur du litige. Il est également incompétent pour statuer sur une demande en indemnité pour non-jouissance, lorsque le droit à l'indemnité est contesté par le propriétaire. En l'état, le juge saisi ne pouvait donc statuer ni sur la demande principale ni sur la demande reconventionnelle. Il aurait même pu, à raison de la connexité, se dessaisir sur le tout et renvoyer les parties à se pourvoir, sur l'une et l'autre demande, devant le Tribunal civil, seul compétent pour connaître de la demande reconventionnelle.

**Just. de paix de Saint-Georges-sur-Loire**  
(Maine-et-Loire).

**Prés. : M. DEMAILLASSON, juge de paix.**

13 novembre 1879.

**Louage. — Non-jouissance. — Trouble.**  
**Réparations. — Indemnité.**

Le bailleur qui a fait ou fait faire dans les lieux loués au preneur des travaux d'excavation ou autres de nature à le troubler dans sa jouissance, est tenu de faire les réparations nécessaires, afin de remettre les lieux loués dans leur primitif état.

Le preneur a en outre droit à une indemnité proportionnée au préjudice qu'il a subi.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Saint-Georges-sur-Loire, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant le délibéré ; — Vu la citation introductive d'instance ; — Vu notre



jugement interlocutoire ordonnant transport, en date du 30 octobre dernier; — Vu notre procès-verbal d'enquête et de visite de lieux, en date du 10 novembre, à la suite duquel l'affaire a été mise en délibéré, pour le jugement définitif être prononcé à notre audience de ce jour; le tout étant enregistré : — Attendu que Poissonneau est, depuis plusieurs années, locataire de la veuve Neil, de maisons, jardin et terre, au lieu de la Maison-Neuve, commune de Saint-Martin des Fouilloux, moyennant un fermage annuel de 135 francs; — Attendu qu'en février dernier Poissonneau, ne pouvant loger une vache dans son étable, a mis cette vache dans l'une des chambres de sa maison; — Attendu que la veuve Neil a fait appeler Poissonneau devant le juge de paix et que, là, le sieur Poissonneau a promis d'enlever la vache, de faire les réparations nécessaires, ce qui a été fait; — Mais attendu que, la vache enlevée, les sieurs Neil et Pineau, ses préposés, sont venus, au nom de la veuve Neil, leur mère, visiter la maison, qu'ils ont fouillé le sol dans l'intérieur avec pelle et pioche; — Attendu qu'il résulte de notre procès-verbal et visite de lieux qu'ils ont ainsi fait un trou de forme ovale d'environ 1 mètre de longueur, 60 centimètres de largeur et 55 centimètres de profondeur, plus une petite tranchée de 2 mètres de longueur, 60 centimètres de largeur et 7 à 8 centimètres de profondeur; que les déblais de ces travaux, évalués à environ 1 demi-mètre cube, sont rejetés de chaque côté; — Que nous avons en outre constaté que, dans cette chambre, à côté des travaux susmentionnés, sont déposés

deux tas de pommes de terre, qui nous indiquent que cet appartement a servi au demandeur et n'est pas resté complètement inoccupé; — Par ces motifs, jugeant en dernier ressort, — Donnons de nouveau défaut contre la veuve Neil, la condamnons à refaire le travail défait par ses enfants, Pineau et Pierre Neil, ses préposés, et à mettre les lieux dans un aussi bon état que les avait arrangés le sieur Poissonneau, sinon et faute de ce faire, dans les vingt-quatre heures de la signification du présent jugement, le demandeur est autorisé à faire exécuter lesdits travaux aux frais de la demanderesse et à s'en faire rembourser sur le vu de la quittance des ouvriers employés; — Condamnons ladite dame Neil à 8 francs de dommages-intérêts, pour le trouble apporté par elle à la jouissance de son fermier; la condamnons, en outre, en tous les dépens, liquidés à 24 fr. 82, en ce non compris ceux du présent jugement et la suite, s'il y a lieu, en quoi elle est aussi condamnée; — Commettons M<sup>e</sup> Maison pour faire la signification du présent jugement. »

**Observations.** — Le preneur, troublé dans sa jouissance d'une pièce de la maison à lui louée par des excavations de la nature de celles qui ont donné lieu à sa demande, était certainement en droit de demander que le bailleur fût condamné à remettre les lieux en bon état et à lui payer une indemnité. Mais le juge de paix était-il compétent sur une telle demande? Nous ne le pensons pas. Le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande d'indemnité pour non-jouissance, lorsque le droit à l'indemnité n'est

pas contesté. Mais il n'a pas pouvoir d'ordonner que des travaux seront faits par le propriétaire, une telle demande étant, de sa nature, indéterminée et ne rentrant pas dans l'indemnité pour non-jouissance. Nous croyons que le Tribunal civil seul aurait été compétent pour ordonner des réparations à la charge du bailleur. Au surplus, dans cette affaire, la défenderesse faisait défaut, et le juge a pu penser que son jugement serait exécuté et mettrait fin, sans autres frais, à la contestation. Il n'a donc pas jugé utile de prononcer d'office son incompétence, alors que la partie ne se présentait même pas.

---

Justice de paix du canton de Plouaret  
(Côtes-du-Nord).

Président: M. LE BIHAN, juge de paix.

16 avril 1881.

*Louage. — Dégradation. — Demande en indemnité pour non-jouissance. — Compétence du juge de paix.*

Le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en indemnité pour non-jouissance, provenant du fait du propriétaire, à la condition que le droit à l'indemnité ne soit pas contesté par le propriétaire.

Toutefois, il faut que la contestation soit sérieuse et porte notamment sur l'interprétation d'un acte, sur le trouble apporté par un tiers, etc., pour que le juge soit tenu de se dessaisir. S'il n'a à vérifier qu'un fait matériel, par exemple, le mauvais état des lieux loués, la chute d'un plafond ou d'un mur, il reste compétent, malgré la résistance du propriétaire, pour déterminer l'indemnité due.

En matière d'indemnité pour non-jouissance provenant du fait du propriétaire,

c'est le juge de la situation des lieux litigieux qui est compétent pour statuer.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Plouaret, dans les circonstances suivantes :

Les époux Le Polès, aubergistes au Vieux-Marché, tiennent en location, de la veuve Le Calvez, demeurant à Louargat, canton de Belle-Isle en Terre, divers édifices, composés d'une maison d'habitation, d'une galerie avec grenier, d'une écurie au couchant de ladite galerie et d'une habitation, dite *le Magasin*, formant par leur réunion une cour à l'intérieur. Au bout couchant de la cour, un mur, s'appuyant par ses extrémités sur les façades intérieures de l'écurie et du magasin, avec une porte de communication, séparerait la cour d'une parcelle de terre également louée aux époux Le Polès par la veuve Le Calvez. Le tout est situé au bourg du Vieux-Marché, sur un point élevé, inaccessible aux inondations.

Le 16 avril 1881, les époux Le Polès ont appelé la veuve Le Calvez devant le juge de paix, par citation en date du 6, se plaignant de ce que :

1° Dans la pièce, au nord, du premier étage de la maison d'habitation le plafond, sous barreaux plats airés d'argile, est en partie effondré et est par ailleurs en si mauvais état qu'il est impossible de rien déposer dans le grenier qui est au-dessus ;

2° La galerie est pour ainsi dire en ruine et constitue un danger permanent pour la vie des personnes ;

3° L'écurie, au bout couchant de la galerie, est sans toiture et dans un grand état de délabrement ;

4° Par suite de la rupture d'une poutre vermoulue qui formait le dessus d'une porte de communication, le mur, au bout couchant de la cour, s'est en partie effondré et encombre celle-ci dans sa majeure partie ;

5° Enfin, un édifice, dit *le Magasin*, a une toiture qui fait eau de toutes parts et des portes tout à fait grossières et qui ne ferment pas.

Cet état de choses étant le fait de la propriétaire, qui a négligé et néglige de faire les réparations nécessaires, auxquelles elle est tenue, et attendu qu'il en est résulté pour les époux Le Polès un grave préjudice, pour non-jouissance de la majeure partie des édifices à eux loués par la veuve Le Calvez, puisqu'ils ne peuvent rien déposer dans le grenier de la maison d'habitation et qu'ils ne peuvent non plus loger les chevaux ou bestiaux de leurs clients, les jours de foires et de marchés, ils lui réclament 100 francs à titre de dommages-intérêts.

La cause appelée à l'audience du 16 avril, la veuve Le Calvez oppose un déclinatoire formel et refuse de plaider au fond, attendu :

1° Qu'elle contestait aux époux Le Polès tout droit à une indemnité ;

2° Que la non-jouissance ne provenait pas de son fait, notamment l'écroulement du mur, dû exclusivement aux pluies torrentielles des premiers jours d'octobre dernier ;

3° Enfin, et subsidiairement, que, la demande étant purement personnelle et mobilière, c'était devant le juge de paix du canton de Belle-Isle en Terre, juge de son domicile, qu'elle aurait dû être portée et non devant le juge de Plouaret.

Jugement le même jour, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu, sur le déclinatoire, que les motifs sur lesquels il est appuyé, dont les uns ont pour but de dessaisir complètement la juridiction de paix et les autres de faire renvoyer la cause devant le juge du domicile de la défenderesse, démontrent l'intention évidente de soulever des difficultés aux demandeurs, plutôt que d'obtenir justice, ce qui nous impose d'autant plus le devoir d'apprécier ces divers motifs avec le plus grand soin ; — Attendu que, par les mots : « Lorsque le droit à l'indemnité n'est pas contesté », des articles 3 du Code de procédure et 4 de la loi du 25 mai 1838, il paraît évident que le législateur n'a pas entendu que le juge de paix se dessaisisse de l'action qui lui était soumise toutes les fois que le droit à l'indemnité était contesté, car, dès lors qu'il y a procès, il y a contestation de part et d'autre, et, si une pareille interprétation était admise, les dispositions législatives qui placent la connaissance de ces actions dans les attributions du juge cantonal seraient le plus souvent illusoires ; — Attendu que, si, sans doute, en contestant le fait où le droit prend sa source, le défendeur conteste le droit lui-même, on ne doit pas pourtant donner une interprétation trop large à une disposition restrictive et confondre la contestation du droit avec celle du fait. La contestation du droit a pour générateurs l'interprétation d'un acte, un cas fortuit ou le trouble porté par un tiers ; celle du fait ne réclame qu'une vérification, une

simple constatation, et, ce point établi, il ne reste qu'à déterminer l'indemnité due ; — Attendu que l'allégation de la propriétaire, attribuant à un cas de force majeure le mauvais état de ses édifices, même à l'intérieur, ne saurait être admise et qu'en l'accueillant même pour la chute du mur, il suffit qu'elle soit contestée par les demandeurs pour rendre admissible l'action de ces derniers, sauf à ceux-ci à le prouver ; — Attendu, au surplus, sur ces deux points, qu'en admettant même le bien fondé du déclinatoire, nous n'en sommes pas moins compétent, le chiffre de la demande n'étant que de 100 francs en vertu de ce principe, que le juge de l'action l'est aussi de l'exception ; — Attendu, sur le dernier point, malgré qu'il soit incontestable que le contrat de louage ne confère aucun droit réel aux preneurs, et, malgré l'opinion contraire, émise par de graves et sérieuses autorités, qu'il nous paraît conforme au bon sens, base de tout droit naturel, alors qu'il s'agit non de fermages, de résiliations de baux, d'expulsions ou de validité de saisie-gagerie, qui n'engendrent que des actions purement personnelles et mobilières, mais de non-jouissance, provenant de la faute du propriétaire, que ce soit le juge du bien contentieux qui soit le juge de l'action et non celui du domicile du défendeur ; qu'il peut se faire, en effet, que ce dernier soit domicilié au loin, peu familier avec les usages et les coutumes des baux de la situation des lieux litigieux, et dans la nécessité de choisir au hasard des experts, pour visiter les biens contentieux et lui faire un rapport qui ne pourra jamais, quel

que soit son mérite, équivaloir à la vue et à l'examen des lieux, quiseuls, le plus souvent, peuvent donner une appréciation exacte du litige ; — Par ces motifs, statuant sur l'incident, nous déclarons compétent, et attendu, sur le fond, que la présente contestation ne peut être saine-ment appréciée que par la visite des lieux, nous ordonnons que, le 25 avril, à l'heure de deux heures, nous nous transporterons sur les lieux litigieux, pour en constater l'état, et être ensuite par les parties requis, si elles le jugent convenable, et par nous statué ce qu'il appartiendra, tous droits, moyens et dépens réservés. »

**Observations.** — Le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en indemnité pour non-jouissance, quand le propriétaire n'entretient pas les lieux loués en état de servir à l'usage pour lequel ils ont été loués. C'est là un fait qu'il appartient au juge de paix de constater, et il n'est pas obligé de se dessaisir par cela seul que le propriétaire dénie le mauvais état des lieux. La disposition de la loi qui veut qu'il ne soit compétent qu'au cas où le droit à l'indemnité n'est pas contesté ne signifie pas que le juge de paix doit s'arrêter devant toute contestation quelle qu'elle soit, car, comme le dit fort bien la sentence, dès qu'il y a procès, il y a contestation. Pour que le juge de paix soit tenu de se dessaisir, il faut que la contestation soit sérieuse et qu'elle porte non sur le fait de non-jouissance, qu'il appartient toujours au juge de constater, mais sur le droit à l'indemnité, par exemple si le bailleur soutient que le locataire a eu con-

naissance de l'état de sa propriété avant d'entrer en jouissance et qu'il a consenti à la louer dans l'état où elle se trouvait, sans réclamer aucune réparation ni pour le présent ni pour l'avenir. Voir au surplus, sur ces questions, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> *Louage*, n<sup>o</sup> 306 et suiv. — Sur la dernière question, voir, dans le même sens, *loc. cit.*, n<sup>o</sup> 296.

Justice de paix du cant. de Châteauroux  
(Indre).

Président : M. SOEHNLIN, juge de paix.

12 décembre 1885.

*Vente. — Demande en paiement d'une  
barrique de cidre. — Livraison.*

Celui qui a pris livraison de la marchandise spécialement d'une barrique de cidre, n'est plus recevable, lorsque l'acheteur lui demande le paiement du prix, à contester la qualité de cette marchandise.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix de Châteauroux, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes : — Attendu que, suivant l'interprétation généralement donnée à l'article 1587 du Code civil par les commentateurs, l'acheteur qui prend livraison de la marchandise qui lui a été vendue renonce tacitement au droit de la goûter, ou plutôt il est censé l'avoir goûtée et agréée ; — Attendu, dans l'espèce, que Fayet a pris livraison du cidre, qu'il avait du reste goûté dans le pressoir même, au moment de la vente ; qu'il l'a reçu dans sa cave ; qu'en vain il allègue aujourd'hui, pour se refuser au paiement, que

ce n'est pas le même cidre qu'il a dégusté et acheté et que le vendeur y a substitué un autre liquide, qui n'aurait du cidre que le nom ; que ce fait, qui paraît du reste invraisemblable et dont la preuve n'est pas offerte, ne saurait détruire la présomption que Fayet a agréé la marchandise dont il a pris livraison ; que c'était à lui à goûter à nouveau le cidre avant de le recevoir et de le refuser en cas de fraude ou s'il s'y croyait fondé pour un autre motif ; d'où la conséquence qu'il n'est plus recevable aujourd'hui à invoquer le bénéfice des dispositions du Code civil qui régissent la vente des liquides ; — Statuant en dernier ressort, condamnons, etc. »

Observations. — C'est au moment de la livraison que l'acheteur, s'il a des doutes sur la marchandise qui lui est livrée, doit goûter cette marchandise ou la faire expertiser, afin de motiver son refus. Mais, lorsqu'il a accepté le vin, le cidre, etc., sans observation, qu'il en a pris livraison, il n'est plus recevable ultérieurement à soulever une contestation de cette nature. La plupart des mauvais payeurs ne manquent pas, lorsqu'ils sont assignés en paiement, de motiver leur résistance sur la mauvaise qualité du produit qui leur a été livré. Mais on comprend qu'alors que le vin ou le cidre a séjourné plus ou moins longtemps dans la cave de l'acheteur, il peut avoir subi une détérioration par le fait même de cet acheteur et que, par suite, il est impossible de dire si le prétendu vice est imputable au vendeur. Il n'y a donc pas lieu, à ce moment, d'ordonner une expertise qui ne serait pas concluante.

D'ailleurs, l'acceptation par l'acheteur, au moment où la marchandise lui a été livrée, fait naître la présomption qu'il en était satisfait.

Justice de paix du canton de Haroué  
(Meurthe-et-Moselle).

Président : M. DIEUDONNÉ, juge de paix.

21 août 1879.

*Vente. — Demande en paiement d'une commission stipulée au profit de l'intermédiaire. — Dépenses faites pour l'accomplissement du mandat.*

L'intermédiaire qui a réalisé au profit de son commettant la vente de biens immobiliers est fondé à réclamer en justice le paiement de la commission stipulée en cas de vente ; mais il doit rester seul tenu du paiement des dépenses qu'il a jugé utile de faire pour faciliter la vente.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix d'Haroué, dans les termes que voici :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, par citation en date du 16 juillet dernier, enregistrée, Mayer a actionné Carel devant nous, à l'effet d'obtenir paiement d'une somme de 170 fr. 70, à titre d'indemnité pour la vente de ses biens ; — Attendu que des explications fournies à l'audience il résulte que, suivant conventions verbales intervenues entre les parties, le demandeur s'est engagé envers le défendeur à faire le nécessaire pour réaliser la vente de ses immeubles, moyennant une commission de 5 pour 100 sur le prix total de la vente ; — Attendu qu'aux termes d'un procès-verbal d'adjudication, reçu par M<sup>e</sup> Orbion, notaire à Haroué, le 23 février 1879, enregistré, les biens Carel ont été adjugés

à divers acquéreurs pour la somme de 2681 fr. 60 ; — Attendu que la remise, calculée sur ce chiffre, produit une somme de 134 fr. 08, que le défendeur reconnaît devoir au demandeur, tout en sollicitant un délai pour se libérer, jusqu'au 11 novembre prochain, délai qu'il y a lieu de lui accorder, dans une certaine mesure, eu égard aux circonstances de la cause ; — Attendu que le surplus de la somme réclamée, soit 36 fr. 65, formant le montant d'un souper et de divers faux frais, ayant été contesté par Carel, une enquête a été ordonnée à l'effet d'établir que cette somme incombait à ce dernier ; — Attendu qu'il résulte de la déposition des témoins que c'est Mayer qui a commandé le souper et qui l'a payé avec les autres frais ; que Carel a fait seulement servir le café et la bière, évalués à la somme de 6 francs ; — Que, dans ces circonstances, s'il y a lieu de mettre à la charge de Mayer la somme de 30 fr. 65 pour le souper et les autres faux frais, et ce, avec d'autant plus de raison que cette dépense a eu pour résultat immédiat d'entraîner les amateurs, d'assurer le succès de la vente et, par suite, de donner droit à Carel au montant de la commission stipulée pour prix de ses diligences et démarches ; — Que, penser autrement, ce serait attribuer une part léonine au commissionnaire, qui toucherait intacte sa remise, tandis que la principale dépense faite dans ce but serait à la charge seule du commettant ; — Attendu que toute partie qui succombe doit supporter les frais ; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort et vidant notre délibéré du 7 août ; — Condamnons le défendeur à

payer au demandeur la somme de 140 fr. 08, qu'il lui doit pour les causes susénoncées, les intérêts de cette somme à partir du jour de la demande et aux dépens de l'instance, non compris la moitié des frais d'enquête, restant à la charge de Mayer ; — Disons qu'il sera sursis à l'exécution du présent jugement jusqu'au 15 septembre prochain. »

**Observations.** — En principe, le mandant est tenu de rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat et lui payer en outre les salaires, lorsqu'il lui en a été promis (C. civ., art. 1999). Mais le contrat spécial dont il s'agissait dans l'espèce du jugement ci-dessus diffère sensiblement du mandat. En effet, l'intermédiaire choisi pour procurer au défendeur la vente de ses biens s'était chargé de lui chercher des acheteurs, sans s'engager à les trouver ; d'autre part, le commettant lui promettait une rémunération, sous forme de droit de commission, sur le prix de vente, c'est-à-dire qu'il ne s'engageait à payer un salaire qu'en cas de réussite, de réalisation de la vente. Le contrat avait donc un caractère aléatoire, surtout au regard du commissionnaire. On comprend donc qu'en pareil cas le juge de paix doit laisser à la charge de ce dernier les faux frais qu'il a pu faire pour obtenir le résultat qu'il se propose, c'est-à-dire pour réaliser la vente. En effet, en faisant de tels frais, qu'il a jugés nécessaires au succès de son entremise, l'intermédiaire a eu en même temps pour but de gagner la commission qui lui était promise.

Justice de paix du canton de Saint-Pol  
(Pas-de-Calais).

Président : M. VEBER, juge de paix.

24 février 1885.

*Vente d'un cheval. — Vice rédhibitoire. — Restitution au vendeur. — Dom-mage causé à l'animal. — Action en dommages-intérêts. — Expertise.*

Le vendeur d'un cheval, après avoir consenti à le reprendre à l'acheteur qui le disait atteint d'un vice rédhibitoire, est fondé à actionner cet acheteur en dommages-intérêts si, après expertise et enquête, il est démontré que l'animal avait été livré sain et bien portant à l'acheteur, et qu'il n'est devenu malade que par le fait et la faute de ce dernier.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix de Saint-Pol, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En fait : — Attendu qu'au commencement de novembre dernier le demandeur a vendu au défendeur un poulain borgne pour le prix de 220 francs ; que la livraison a suivi de près la vente ; — Attendu que, dans le courant de novembre, Jessenne a fait savoir à Defosque que le poulain était atteint d'un vice rédhibitoire : la fluxion périodique des yeux, et lui a demandé de le reprendre ; que Defosque, soit qu'il ait ajouté foi aux dires de Jessenne, soit qu'il ait voulu ne pas laisser plus longtemps l'animal entre les mains de celui-ci, l'a repris et a remboursé le prix de 220 francs ; que, pour savoir au juste ce qui s'était passé, il a fait visiter le poulain d'abord par M. Lemaire, médecin-vétérinaire à Saint-Pol, et ensuite par M. Demazure, médecin-vétérinaire à Pernes ; que ces deux prati-

ciens ont affirmé que le poulain n'était pas atteint de la fluxion périodique des yeux, mais qu'après la vente et la livraison, dans le but de simuler cette maladie, on lui avait appliqué sur les yeux un vésicatoire ou un onguent qui a fait tomber les poils en cercle autour des yeux et a couvert ce cercle de croûtes très apparentes ; que, se basant sur l'opinion des deux artistes, Defosque a actionné Jessenne devant nous et lui a demandé 150 francs de dommages-intérêts, pour avoir, par des manœuvres inintelligentes ou coupables, diminué la valeur du poulain ; — Attendu que, sur les dénégations de Jessenne, il a été procédé à une enquête et à une contre-enquête contradictoires, desquelles il résulte : 1° que le poulain litigieux a été livré borgne, mais complètement sain et exempt de toute maladie ; 2° que, peu de temps après, il a été rendu à Defosque, presque aveugle, les yeux fermés, dans tous les cas, et entourés d'un cercle dépilé et couvert de croûtes ; — Attendu qu'à la demande des parties il a été procédé, dans les formes légales, à une expertise très minutieuse et très impartiale par M. Pattoir, médecin-vétérinaire à Arras, qui a eu le sujet entre ses mains pendant trente-quatre jours et qui, dans son rapport très complet, donne les conclusions suivantes : — 1° La chute du poil, autour des yeux, a été produite par une cause artificielle ; — 2° Les poils n'ont pu tomber d'eux-mêmes ; — 3° L'animal vaut environ 175 francs ; — 4° Il n'est pas déprécié aujourd'hui ; — 5° Le poulain n'a présenté, pendant la fourrière, aucun des symptômes de la fluxion périodique de

yeux ; — Attendu qu'à l'audience du 10 courant M<sup>e</sup> Mulard a déposé des conclusions complémentaires, tendantes à faire accorder à Defosque 150 francs de dommages-intérêts, parce que l'état malade du poulain a persisté pendant plusieurs semaines et en a empêché la vente ; parce que Defosque a subi une perte par la non-réalisation de la vente faite à Jessenne ; parce qu'il a eu des frais de voyage et de visites de vétérinaires à supporter, et parce qu'il a été accusé d'avoir vendu un cheval atteint d'un vice rédhibitoire ; — Attendu que, pour l'audience de ce jour, M<sup>e</sup> Bléry, conseil de Jessenne, nous a fait remettre des conclusions écrites, tendantes au rejet de la demande, qui, selon lui, n'est pas suffisamment prouvée, et parce que le traitement par onguent a eu lieu chez Defosque et non chez lui ; — Attendu qu'il résulte des débats que le poulain en cause a été visité par M Lemaire, médecin-vétérinaire à Saint-Pol, le 20 novembre 1884, chez Jessenne, et à Saint-Pol le 1<sup>er</sup> ou le 2 décembre suivant, le lendemain ou le surlendemain du jour où Defosque l'avait repris, et que les croûtes et la dépilation, autour des yeux, existaient déjà à cette époque ; — Attendu que M. Lemaire n'a pas été appelé comme témoin, parce qu'il a dressé de ses visites un rapport remis à Defosque ; — Attendu que, dans ses nouvelles conclusions, le défendeur reconnaît bien que, dès le 14 novembre, il avait avisé Defosque de ce que le cheval avait la fluxion périodique des yeux ; — Attendu que le demandeur produit une lettre du 15 novembre 1884, dans laquelle Jessenne lui annonce que l'animal vendu fluxionnait ; qu'il ne pouvait



pas le garder dans ces conditions, et priait Defosque de le reprendre ; cette lettre, versée au procès, sera visée pour timbre et enregistrée en même temps que notre présent jugement ; — Attendu que de toutes ces circonstances il résulte clairement que le traitement par onguent, exercé sur le poulain et constaté par les artistes, a eu lieu chez Jessenne et non chez Defosque ; que les nouvelles prétentions du défendeur, loin d'être justifiées, tombent donc d'elles-mêmes et sont réduites à néant par ses propres dires ; — En droit : — Vu les articles 1<sup>er</sup> de la loi du 25 mai 1838 et 1382 du Code civil ; — Vu les articles 1582 et suivants du même Code ; — Attendu que l'animal vendu ayant été livré complètement sain à Jessenne, cette livraison a mis le poulain à ses risques et périls (1438, C. civ.) ; qu'il est donc responsable de l'état maladif dans lequel il l'a rendu à Defosque (1382, C. civ.), état qui, d'après les affirmations de trois praticiens expérimentés, principalement de celui par nous commis, ne s'est pas produit et n'a pas pu se produire spontanément, mais a eu certainement une cause artificielle ; — Attendu que cette cause artificielle a été produite pendant que le poulain était en la possession et aux risques et périls de Jessenne et ne peut être le fait que de celui-ci ou d'une autre personne qui a agi par ses ordres ou sa permission expresse ou tacite ; que cette présomption réunit tous les caractères de l'article 1353 du Code civil et forme preuve complète dès qu'elle est admise ; — Que Jessenne doit donc réparer le préjudice ainsi causé ; — Attendu que, pour évaluer équita-

blement ce préjudice, il faut prendre en considération : 1<sup>o</sup> le prix de vente ; 2<sup>o</sup> la valeur réelle du poulain ; 3<sup>o</sup> le bénéfice que le vendeur aurait fait sur la vente, si, par la faute de l'acheteur, il n'avait pas été forcé de la résilier ; 4<sup>o</sup> les frais qu'il a dû exposer pour la visite de deux vétérinaires ; 5<sup>o</sup> les dépenses occasionnées par ses différentes démarches pour aller trouver les vétérinaires, pour conduire le poulain à l'expertise de Saint-Pol et en fourrière à Arras ; 6<sup>o</sup> l'accusation non justifiée d'avoir vendu un cheval malade ; — Attendu que Defosque a été privé du bénéfice qu'il aurait réalisé sur la vente et que nous avons les éléments nécessaires pour fixer les dommages-intérêts ; qu'il est d'ailleurs de jurisprudence que, lorsque les dommages-intérêts ne sont établis ni par la loi ni par le contrat, les juges, se renfermant dans l'appréciation des faits, ont un pouvoir discrétionnaire pour en évaluer la quotité ; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux frais ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, entérinons le rapport de l'expert et condamnons le défendeur à payer au demandeur la somme de 80 francs à titre de dommages-intérêts ; le condamnons, en outre, aux frais, liquidés à ..., y compris le timbre et l'enregistrement du jugement interlocutoire, de l'enquête et de l'expertise, les taxes aux témoins, le coût des citations, l'enregistrement du rapport, les déboursés et les émoluments du greffier, mais non compris le timbre et l'enregistrement du présent jugement, ni la taxe de l'expert, ni les frais de fourrière, qui seront ultérieurement

taxés, en cas de contestation. »

**Observations.** — Le fait qu'un vendeur a consenti à reprendre l'animal par lui vendu et a restitué le prix payé par l'acheteur ne le rend pas non recevable à actionner ce dernier en dommages-intérêts, s'il est ultérieurement démontré que le mauvais état de cet animal provient non d'un vice naturel, mais du fait même et de la faute de l'acheteur. Le vendeur est, dans ce cas, parfaitement en droit d'invoquer le principe général de l'article 1382 du Code civil et de demander la réparation du préjudice qui lui a été causé par cet acheteur. C'est ce que décide avec raison le présent jugement, d'après des constatations de fait et les conclusions d'un rapport d'expert qui ne laissent aucun doute sur le bien fondé de la demande.

---

**Tribunal de simple police de Paris.**

**Président:** M. BOYELDIEU D'AUVIGNY,  
juge de paix.

17 décembre 1885.

*Denrées alimentaires. — Papier coloré.  
Chromate de plomb. — Contravention.*

Le fait d'envelopper des substances alimentaires dans du papier coloré au chromate de plomb constitue une contravention punissable.

Lorsque l'emploi dans ce papier du chromate de plomb est reconnu par le prévenu, le juge de police n'est pas tenu d'en ordonner préalablement l'analyse.

Ainsi jugé, par le Tribunal de simple police de Paris, dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Attendu

qu'aux termes de l'article 2, § 2, de l'ordonnance du 21 mai 1885, il ne s'agit pas de rechercher ni de savoir si le papier coloré servant d'enveloppe aux denrées alimentaires est intérieur ou extérieur, isolé ou non de la matière enveloppée, ni par combien d'enveloppes intermédiaires; — Qu'il suffit, au contraire, pour que la contravention soit établie, que l'un quelconque des papiers employés pour envelopper la denrée mise en vente soit coloré au moyen de l'un des corps prohibés par ladite ordonnance; — Attendu que, dans l'espèce, il n'est nullement contesté que la matière colorante contenue dans l'enveloppe extérieure des paquets de chicorée saisis soit du chromate de plomb; — Que ce corps est précisément l'un des plus dangereux parmi ceux prohibés par ladite ordonnance; — Attendu que, dans ces conditions, il n'y a pas lieu de procéder à une nouvelle analyse, ni de rechercher si le papier appliqué directement sur la denrée mise en vente est lui-même coloré ou non; — Par ces motifs, condamnons le prévenu à l'amende, etc. »

**Observations.** — Lorsqu'une ordonnance de police a formellement interdit comme nuisible l'emploi, pour les substances alimentaires, de certaines matières colorantes, cet emploi est interdit aussi bien pour les enveloppes de ces denrées que pour les denrées elles-mêmes.

---

**Tribunal de simple police de la Chapelle-la-Reine**  
(Seine-et-Marne).

*Président : M. DUHAMEL, juge de paix.*

16 septembre 1879.

*Voirie. — Construction non autorisée. — Travail confortatif. — Rue formant prolongement d'un chemin de grande communication.*

Le propriétaire qui a été autorisé par arrêté préfectoral à exhausser sa maison, sujette à reculement et située sur une rue formant prolongement d'un chemin de grande communication, à la condition qu'il n'en résulterait aucune consolidation, commet une contravention et est passible d'amende, lorsque les travaux par lui exécutés ont le caractère confortatif.

Il appartient au juge de police de prononcer outre l'amende, la démolition des travaux indûment faits.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police de la Chapelle-la-Reine, dans les circonstances suivantes :

D'un procès-verbal dressé, le 20 août 1879, par Simonin, agent voyer à la Chapelle-la-Reine, il résulte que le sieur Chabraison avait fait reconstruire à neuf, sur toute sa hauteur, le mur de sa maison, en saillie sur la voie publique, à Ury, chemin de grande communication n° 63, et avait notamment fait remplacer par une devanture de boutique la partie inférieure, en y plaçant un poitrail ou linteau neuf en fer, pour supporter la partie supérieure, et ce, contrairement à un arrêté de M. le préfet de Seine-et-Marne, en date du 27 mai 1879, qui avait autorisé Chabraison, comme propriétaire, à exhausser sa maison, à la condition qu'il n'en résultât aucune consolidation.

Cités en simple police, le sieur Chabraison et le sieur Boissy, entrepreneur, ont reconnu qu'en effet ces travaux de réfection existaient et étaient l'œuvre de ce dernier, par les ordres et pour le compte du premier; mais ils ont dit qu'ils avaient eu le droit de le faire. — Jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Vu le procès-verbal, dont il a été donné lecture par le greffier, dressé par M. Simonin, agent voyer en résidence à la Chapelle-la-Reine, en date du 20 août 1879, enregistré ; — Ouï Boissy et Chabraison en leurs moyens de défense ; — Ouï le magistrat chargé du ministère public en son réquisitoire ; — Attendu que le mur de face de la maison, qui est en saillie sur la voie publique dans la traverse d'Ury, chemin de grande communication n° 63, avait été démoli sur toute sa hauteur, sauf aux deux angles, sur 1 mètre chacun de largeur environ ; — Que la partie inférieure avait été remplacée par une devanture de boutique, à l'établissement de laquelle un poitrail ou linteau neuf en fer avait été placé, pour supporter la partie supérieure, qui avait été reconstruite à neuf, ainsi qu'il résulte du procès-verbal précité ; — Attendu que les prévenus ne déniaient pas cette réfection à neuf, qui est l'œuvre de Boissy, pour le compte et par les ordres de Chabraison ; — Attendu qu'ils ont, dès lors, contrevenu à un arrêté de M. le préfet de Seine-et-Marne, en date du 27 mai 1879, qui avait autorisé Chabraison, comme propriétaire, à exhausser sa maison, à la condition qu'il n'en résultât aucune consolidation des murs exis-

tants ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, déclare les prévenus coupables de travaux non autorisés par l'arrêté préfectoral qui vient d'être énoncé, contravention prévue et punie par l'article 474, n° 15, du Code pénal, dont lecture a été donnée à l'audience, ainsi conçu : « Seront « punis d'amende, depuis 1 franc « jusqu'à 5 francs inclusivement, « 13° : ceux qui auront contrevenu « aux règlements faits par l'auto- « rité administrative et ceux qui ne « se seront pas conformés aux rè- « glements ou arrêtés publiés par « l'autorité municipale, en vertu des « articles 3 et 4, tit. XI, de la loi des « 16-24 août 1790 et de l'article 46, « tit. 1<sup>er</sup>, de la loi des 19-22 juil- « let 1791 » ; — Et pour réparation, vu également les articles 161 et 162 du Code d'instruction criminelle, 156 du décret du 18 juin 1841, dont il a été pareillement donné lecture ; — Les condamne chacun en 5 francs d'amende ; accessoirement, ordonne la démolition des travaux exécutés à la devanture de la maison en saillie sur la voie publique, au mépris de l'arrêté, et ce, dans le délai de trois jours de la signification du présent jugement ; — Condamne en outre les prévenus solidairement aux dépens, liquidés à, etc. ; — Et fixe à trois jours la durée de la contrainte par corps, s'il y a lieu de l'exercer. »

**Observations.** — Boissy et Chabrais ont appelé de ce jugement devant les juges composant le Tribunal correctionnel de Fontainebleau, pour : — « Attendu que, le 7 avril 1879, Chabrais a demandé à M. le préfet l'autorisation de faire exhausser sa maison, sujette à reculement, sise chemin vicinal de grande com-

munication, dans la traverse d'Ury ; — Attendu que, le 27 mai suivant, M. le préfet l'a autorisé, sous certaines conditions ; — Attendu que, le 20 août 1879, l'agent Simonin lui a dressé, ainsi qu'au maître maçon Boissy, procès-verbal de contravention, pour avoir fait des travaux de confortation ; — Attendu que, sur le vu du procès-verbal et sur la réquisition de M. Vallée, suppléant du juge de paix, faisant fonction du ministère public, le juge de paix les a condamnés, en simple police, chacun à 5 francs d'amende et à la démolition ; — Mais attendu que M. le juge de paix a excédé les bornes de sa compétence ; — Qu'en effet la loi du 8 juin 1864, art. 1<sup>er</sup>, a décrété que les rues, prolongement d'un chemin vicinal, dans les traverses des communes, seraient soumises aux mêmes lois et règlements ; — Que la loi du 28 pluviôse an VIII, art. 4 ; la loi du 29 floréal an X, art. 1<sup>er</sup>, et le décret du 16 septembre 1811, art. 114, ont attribué la connaissance des contraventions de grande voirie aux Conseils de préfecture seuls ; — Que telle est la jurisprudence du Tribunal des conflits (21 mars 1850), de la Cour de cassation (7 juillet 1844, 29 janvier 1864, 21 mars 1868), et du conseil d'Etat (5 septembre 1821, 16 janvier 1846) ; — Que le juge de simple police n'est compétent que lorsqu'il s'agit de voirie rurale ou urbaine (en exceptant même la petite vicinalité ; Cass., 28 août 1875 ; Cass., chambres réunies, 25 juin 1836 et tous les arrêts) ; — Par ces motifs, voir dire que son jugement sera infirmé pour défaut de compétence. »

Ces conclusions n'ont pas été admises par le Tribunal de Fontainebleau, saisi de l'appel, et qui a confirmé la sentence du premier juge, par jugement en date du 21 novembre 1879.

**Tribunal de simple police de Montfort (Ille-et-Vilaine).**

**Président: M. GOMBARD, juge de paix.**

16 juillet 1883.

*Blessures faites volontairement à un animal domestique. — Cheval. — Gendarme. — Délit prévu par le Code rural. — Incompétence du Tribunal de simple police.*

Le fait d'avoir volontairement et méchamment blessé un animal domestique appartenant à autrui (dans l'espèce le cheval d'un gendarme) constitue un délit et non une contravention. En conséquence, le juge de police est incompétent pour connaître d'un tel fait.

Les blessures faites volontairement à un animal domestique d'autrui sont prévues et punies par la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, art. 30.

Ainsi décidé, dans les circonstances que voici :

La cause évoquée, le greffier a donné lecture d'un rapport fait par les gendarmes Lejuncour, Guillory, David et Joubault, de la brigade à cheval de Montfort, le 14 mai dernier, et constatant que, le 12 du même mois, les gendarmes Guillory et Joubault, de service à la foire de Breteil, avaient remis leurs chevaux, tout sellés, dans l'écurie de l'auberge tenue au bourg de cette commune par le sieur Louessard (Auguste); — Que, après avoir fait une tournée dans le bourg, pour veiller à la fermeture des lieux publics, de dix à onze heures du soir, ils allèrent à l'écurie pour y prendre leurs montures, et constatèrent qu'elles avaient été détachées et ne s'y trouvaient plus; — Qu'après des recherches faites pendant la nuit, les juments furent retrouvées à 300

ou 400 mètres du bourg, 'en liberté; dans les champs, et que celle de Guillory avait une profonde blessure au jarret droit, qui, d'après le rapport du vétérinaire chargé de la visiter, provenait d'un coup de couteau; — Que, des renseignements recueillis les 13 et 14 du même mois, il semblait résulter que l'auteur de ce méfait était le sieur Monvoisin (Mathurin).

Le ministère public expose que, par simple avertissement, il a appelé devant le Tribunal, à ces lieu, jour et heure, le prévenu, pour qu'il soit statué à son égard conformément à la loi.

Le prévenu présent a opposé au rapport des gendarmes les plus fermes dénégations, prétendant qu'il n'est pas l'auteur d'un semblable méfait et que rien dans sa conduite ne peut le faire soupçonner. — Par nous interpellé sur ses faits et gestes dans la soirée du 12, il a répondu qu'il était innocent du fait qu'on lui imputait et qu'il ne pouvait faire d'aveu.

Le ministère public, prenant la parole, a résumé l'affaire, fait connaître qu'il y avait eu enquête et interrogatoire par M. le juge d'instruction près le Tribunal de Montfort, et que ce magistrat, par son ordonnance du 27 juin dernier, après réquisitoire de M. le procureur de la République, du 13 mai précédent, avait conclu au renvoi du prévenu devant le Tribunal de simple police, comme ayant volontairement blessé un animal domestique appartenant au gendarme Guillory, contravention prévue et punie par l'article 479 du Code pénal. — Il a en conséquence déclaré s'en rapporter à justice, offert la preuve testimoniale des

faits et demandé l'application de la loi. — Jugement.

« LE TRIBUNAL : — Oui le prévenu dans ses dénégations et le ministère public en son réquisitoire ; — Vu le rapport susvisé et toutes les pièces de l'instruction, desquels il résulte que le sieur Monvoisin (Mathurin) est inculpé d'avoir volontairement blessé la jument du gendarme Guillory, de Montfort ; — Attendu qu'il s'agit en la cause d'une blessure méchamment et volontairement faite sur le terrain d'autrui, la nuit, dans les champs, à un animal domestique (une jument de selle) appartenant à un agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions ; — Attendu que les blessures faites méchamment, avec volonté, aux animaux, sur le terrain d'autrui, ne sont pas prévues par le Code pénal ; mais que ce Code n'a pas voulu qu'elles restassent impunies et les a laissées sous l'empire de la loi des 28 septembre - 6 octobre 1791, qui contient à leur égard une disposition expresse dans son article 30 ; — Attendu que, si l'article 433 du Code pénal a abrogé la partie de la loi ci-dessus, relative aux animaux tués volontairement sur le terrain d'autrui, il a gardé le silence sur la partie relative aux blessures volontaires ; — Que cette partie de l'article 30 n'a pas non plus été abrogée par les paragraphes 2 et 3 de l'article 479 du Code pénal, qui ne visent que les blessures involontaires, et que le paragraphe 1<sup>er</sup> du même article ne s'applique qu'au dommage causé aux propriétés mobilières d'autrui et non à des blessures volontaires à des animaux domestiques ; — Attendu que le fait

d'avoir méchamment et volontairement blessé la jument du gendarme Guillory constitue un délit et non une contravention et est encore aujourd'hui passible de l'amende du double de la somme du dédommagement et de l'emprisonnement d'un mois édictés par l'article 30, tit. II, du décret-loi des 28 septembre - 6 octobre 1791 ; — Qu'en conséquence, aux termes de l'article 6, tit. II, de ladite loi, il ne rentre pas dans les attributions du juge de simple police, définies par les articles 137 et 139 du Code d'instruction criminelle, 465 et 466 du Code pénal ; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, se déclare incompétent, renvoie la cause et les parties devant les juges qui doivent en connaître, et condamne le demandeur aux dépens du présent jugement. »

**Observations.** — Dans le même sens, nous enseignons dans notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> *Animaux*, n<sup>o</sup> 46 et suiv., que les blessures volontaires aux animaux d'autrui, non punies par le Code pénal, donnent lieu à l'application de la loi des 28 septembre - 6 octobre 1791, qui contient, dans son article 30 du titre II, une disposition expresse à leur égard. Un tel fait est encore aujourd'hui passible de l'amende double de la somme du dédommagement et de l'emprisonnement d'un mois, édictés par cet article. D'où la conséquence que le Tribunal de simple police est incompétent pour connaître du délit. Voir en ce sens Cass., 5 février 1818, 7 octobre 1847, ANNALES, 1<sup>re</sup> série, t. 1<sup>er</sup>, p. 232 et 233.

Justice de paix du XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

*Président* : M. JOUAUST, *juge de paix*.

11 décembre 1885

*Dépenses du ménage. — Séparation de biens. — Mari.*

Bien que les époux soient mariés sous le régime de la séparation de biens, le mari est tenu des dettes contractées par sa femme qui constituent des dépenses du ménage.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — OÙ les parties ; jugeant en dernier ressort : — Attendu que, suivant exploit de Laurent, huissier à Paris, du 28 novembre dernier, enregistré, Chaumonot a fait citer les époux Bridaut devant ce Tribunal, pour s'entendre condamner solidairement à lui payer la somme de 50 francs, pour prix de fournitures à eux faites pour les besoins de leur ménage et qui ont fait l'objet d'un billet de pareille somme, souscrit par la dame Bridaut à l'ordre de Chaumonot, le 15 juillet 1885, et stipulé payable le 1<sup>er</sup> septembre suivant, ledit billet enregistré et protesté par exploit de Belguite, huissier à Paris, du 2 septembre même mois, aussi enregistré ; — En ce qui concerne la dame Bridaut : — Attendu qu'elle reconnaît elle-même devoir la somme réclamée ; — En ce qui concerne Bridaut : — Attendu qu'il prétend n'être pas tenu d'une dette contractée par sa femme, étant marié sous le régime de la séparation de biens, aux termes de leur contrat de mariage, reçu par M<sup>e</sup> Ricard, notaire à Paris, le 1<sup>er</sup> janvier 1879 ; — Mais attendu qu'il s'a-

Mai 1886.

git de fournitures et de réparations de chapeaux faites à la dame Bridaut ; — Que ces fournitures, d'un prix modéré, en rapport avec la situation des défendeurs, constituent essentiellement des charges de ménage ; — Que le mari, quel que soit le régime matrimonial, est tenu, à l'égard des tiers, de la totalité des dépenses du ménage qu'il dirige, sauf son recours contre sa femme, s'il y a lieu ; — Par ces motifs, — Condamnons les époux Bridaut solidairement à payer à Chaumonot la somme de 50 francs pour les causes susénoncées ; — Les condamnons, en outre, sous la même solidarité, aux intérêts et aux dépens. »

**Observations.** — Jugé, en ce sens, que le paiement des fournitures faites à une femme séparée de biens peut être poursuivi solidairement contre le mari, alors qu'il est établi que ces fournitures, consistant en objets de toilette, n'étaient pas excessives, qu'elles rentraient dans les dépenses générales du ménage et que ceux qui les ont faites étaient de bonne foi et ont pu légitimement penser qu'elles leur seraient payées tant par le mari que par la femme. (Cass., 27 janvier 1857.)

Justice de paix du cant. de Châteauroux (Indre).

*Président* : M. SOEHNLIN, *juge de paix*.

16 janvier 1886.

*Réparations locatives. — Offre à la barre. — Expertise. — Nomination d'un seul expert.*

Les dispositions du Code de procédure, art. 302, aux termes desquelles l'expertise ne peut se faire que par trois experts,

ne sont pas obligatoires en justice de paix.

Le juge de paix à l'arbitrage duquel est subordonné le nombre des experts à choisir peut en nommer un ou trois, suivant l'importance de la cause.

Spécialement, en matière de réparations locatives, le juge de paix peut ne nommer qu'un expert.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Châteauroux, dans les circonstances que voici :

Le sieur Petit a fait citer le sieur Amadiou, son locataire sortant, devant la justice de paix du canton de Châteauroux, pour voir nommer telle personne qu'il plaira au Tribunal, en qualité d'expert, « à l'effet de visiter les lieux loués et d'indiquer les réparations locatives qui doivent incomber à M. Amadiou, pour, de ses opérations, être dressé rapport, qui sera déposé au greffe aux fins que de droit, etc. »

A l'audience, M<sup>e</sup> Pinault, avoué, mandataire du demandeur, rectifiant les conclusions originaires de la demande, conclut à la nomination non pas d'un seul expert, mais de trois experts ; et il a désigné, de son côté, le sieur B....

Le mandataire du défendeur s'est opposé à la nomination de trois experts, comme entraînant des frais hors de proportion avec l'importance du litige, et il a réellement offert, à la barre, une somme de 100 francs, pour tenir lieu des réparations incombant à M. Amadiou, plus 8 francs pour frais. Subsidiairement, il a proposé la nomination de M. L... comme expert.

Ces offres n'ont pas été acceptées.  
— Jugement en ces termes :

« Nous, JUGE DE PAIX : — En droit :

Les offres sont-elles valables ? Y a-t-il lieu à la nomination d'un ou de trois experts ? — Parties ouïes : — Attendu que, la demande n'étant pas déterminée, il est impossible au Tribunal de statuer sur le mérite des offres faites à la barre, avant d'avoir procédé à une constatation de l'état des lieux, avec assistance d'expert ; que cependant, les offres étant régulières et faites à deniers découverts, il échet d'en donner acte ; — Attendu, en ce qui concerne la nomination demandée de trois experts, que les formalités substantielles de la procédure devant les Tribunaux de paix sont réglées par le livre 1<sup>er</sup> du Code de procédure civile ; que l'article 802 du même Code, qui porte que l'expertise ne pourra se faire que par trois experts, se trouvant dans le livre second, relatif aux Tribunaux ordinaires, ces dispositions sont étrangères aux justices de paix ; que, suivant le texte et l'esprit de la loi, la procédure, en justice de paix, doit être aussi simple qu'économique ; que, du reste, ni l'article 29 ni l'article 42 du Code précité, qui traitent de l'expertise, n'obligent le juge de paix à nommer trois experts ; mais qu'au vœu de la loi les expertises doivent, autant que possible, se faire en présence du juge, à l'arbitrage duquel est subordonné le nombre des experts à choisir ; qu'il peut en nommer un ou trois, suivant l'importance de la cause qui lui est soumise, et que c'est à lui-même de désigner les hommes de l'art chargés de l'assister, ainsi que l'a, du reste, formellement décidé un arrêt de la Cour de cassation en date du 20 janvier 1873 ; — Attendu que, d'après les éléments d'appréciation que nous possédons, l'importance du litige ne comporte



pas la nomination de trois experts et que les connaissances d'un seul expert paraissent suffisantes pour nous éclairer sur la valeur des indemnités et dédommagements qu'est susceptible de demander M. Petit ; — Par ces motifs, — Statuant en premier ressort ; — Donnons acte au mandataire du défendeur des offres de 108 francs par lui faites à la présente audience, lesquelles ont été trouvées insuffisantes par le demandeur ; — Et, avant faire droit, — Ordonnons que, le 29 janvier présent mois, à une heure de relevée, nous nous rendrons en la maison contentieuse, sise à Châteauroux, avenue de Déols, accompagné du greffier, qui apportera la minute du présent jugement, pour faire, en présence des parties, qui sont sommées de s'y trouver, la visite des réparations dont il s'agit, estimer celles qui n'auraient pas été faites par le défendeur et rendre au fond tel jugement qu'il appartiendra ; — Ordonnons que M. Elie Moreau, architecte à Châteauroux, expert par nous nommé d'office, fera la visite avec nous et donnera son avis sur les points en litige ; dépens réservés. »

**Observations.** — Il est rare qu'en justice de paix il soit nommé trois experts. Autant que possible, le juge de paix doit éviter aux parties des frais qui seraient hors de proportion avec l'importance du litige. Dans la plupart des cas, le juge ne nomme qu'un seul expert, sauf à lui à assister aux opérations de l'expert, conformément à l'article 42 du Code de procédure civile, ou à appeler, selon les cas, l'expert à venir donner des explications à la barre. Cette pratique n'a rien qui

soit contraire à la loi. L'expertise, en justice de paix, n'est pas soumise aux formalités rigoureuses des articles 302 et suivants du même Code.

*Justices de paix du canton de Brive  
(Corrèze).*

*Président : M. BÉRONIE, juge de paix.*

3 octobre 1885.

*Injuré. — Diffamation. — Témoin.  
Domestique. — Reproche.*

Peut être reproché le témoin qui, au moment où se sont passés les faits sur lesquels il est appelé à déposer, était domestique au service de l'une des parties.

En tous cas, les termes de l'article 283 du Code de procédure civile ne sont pas limitatifs, et il appartient au juge de décider que le témoin appelé n'est pas dans des conditions d'impartialité suffisante, et qu'à raison de ses relations avec l'une des parties, il ne doit pas être entendu.

Lorsque les propos injurieux ou diffamatoires imputés au défendeur sont démentés par lui et que le seul témoin produit par le demandeur est valablement reproché, la demande doit être rejetée, faute de preuves.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Brive, dans les circonstances suivantes :

Par exploit de Seymat, huissier, en date du 22 septembre dernier, Couloumy a fait citer à comparaître devant le juge de paix de Brive Auriac, pour :

« Attendu que, depuis moins de trois mois, ce dernier s'est permis de tenir sur son compte des propos injurieux et diffamatoires ; — Qu'il a dit notamment au fils du requérant, en présence de témoins : « Ton père est un voleur ; il a volé deux

« charretées de fumier et des pommes de terre à Leymarie, de Saint-Pantaléon » ; — Attendu que cette imputation, aussi grave que mensongère, est de nature à porter atteinte à son honneur et à sa considération ; qu'il ne peut rester plus longtemps sous le coup d'une pareille accusation et qu'il entend obtenir réparation du préjudice qu'elle lui a causé ; s'entendre, en conséquence, ledit Auriac condamner, envers le demandeur, en 200 francs de dommages-intérêts et aux dépens. »

Le défendeur répond ne pas avoir tenu le propos que lui impute Couloumy ; il conclut à son renvoi des fins de la plainte, sans dépens. — Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance ; — Vu l'article 283 du Code de procédure civile ; — Oui les parties dans leurs moyens de défense ; — En droit : — Attendu que Joseph Salvat, le seul témoin produit par le demandeur, au moment où les propos qu'il prétend avoir été tenus par le défendeur, était son domestique, attaché à sa personne et aux gens de sa maison ; reproché comme tel ; — Attendu que Couloumy, pour couvrir Salvat du reproche proposé contre lui, a prétendu ne l'employer que comme journalier, assertion démentie par le quasi-aveu de Salvat, notamment par les témoins produits par Auriac ; — Attendu, au surplus, que les causes de reproche énumérées dans l'article 283 du Code de procédure civile ne sont pas strictement limitatives ; — Que, lorsque le reproche élevé contre un témoin ne repose pas sur un texte formel por-

tant interdiction de l'entendre, mais seulement sur des faits qui font naître le danger de mensonge et rendent le témoignage suspect, le juge du fond a le pouvoir d'apprécier, selon les circonstances, la valeur de la déposition, afin de l'admettre ou rejeter ; — Attendu que le témoin, reproché valablement devant le Tribunal de paix, ne saurait être entendu ; — Attendu, quant aux frais, que toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort, admettons le reproche proposé contre le témoin Salvat ; disons qu'il ne sera pas entendu dans sa déposition ; — Que la demande de Couloumy n'est pas justifiée, l'en déboutons et le condamnons aux dépens, liquidés à la somme de ..., aux coût et expédition du présent jugement. »

**Observations.**—Lorsque l'unique témoin cité à l'effet de déposer sur des faits diffamatoires est reproché, et que le juge, admettant le reproche, ne peut en ordonner l'audition, la demande doit nécessairement être rejetée, faute de preuves. Alors que le défendeur nie formellement les propos qui lui sont imputés, c'est au demandeur qu'il incombe d'établir la réalité des propos dont il se plaint, et il ne peut l'établir, si le seul moyen de preuve qu'il pût offrir lui fait défaut par suite du reproche invoqué, sur la portée purement énonciative de l'article 283 du Code de procédure civile. Voir notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> *Enquête*.

**Justice de paix du cant. de Châteauroux (Indre).**

**Président: M. SOEHNLIN, juge de paix.**

**26 décembre 1885.**

**Billet à ordre. — Demande en paiement.**

— *Obligation sans cause. — Signature non précédée du bon pour ou approuvé.*

— *Nullité.*

Est nul et sans effet le billet souscrit sans cause.

Est nul aussi le billet qui n'est pas écrit entièrement par le souscripteur et est seulement signé par lui, alors que la signature n'est pas précédée d'un bon ou approuvé.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix de Châteauroux, dans les circonstances que voici :

Le sieur Vilotte a fait citer le sieur de Champrouge en justice de paix, pour en obtenir paiement du montant d'un billet à ordre souscrit par le défendeur et causé pour marchandises.

Le défendeur a dit ne rien devoir, alléguant que le billet dont s'agit n'était qu'un effet de complaisance.

Jugement en ces termes :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes : — Attendu qu'il est constant en fait que, depuis le 12 avril 1882 jusqu'au 30 avril 1885, Vilotte a fait à Courbet de Champrouge diverses fournitures de vin et que les parties avaient adopté pour mode habituel de paiement des effets de commerce que Courbet de Champrouge souscrivait de temps en temps au profit de Vilotte, sans préjudice de divers acomptes qu'il lui a payés en espèces ; — Attendu qu'il appert du compte présenté par Vilotte que le total du prix des vins fournis pen-

dant ces trois années s'élève à 1 623 fr. 64 ; qu'il appert de ce même compte que Vilotte a reçu en différentes fois, en espèces, 220 francs ; — Attendu que le montant des effets de commerce payés et représentés par Courbet de Champrouge joint à cette somme dépasse de plus de 100 francs le prix total des marchandises fournies ; d'où il résulterait que le défendeur serait créancier de pareille somme ; — Mais attendu que la comptabilité de Vilotte ne peut être prise pour base de règlement, puisqu'elle contient des erreurs manifestes commises au préjudice de Courbet de Champrouge, et que la demande même accuse une erreur de 33 fr. 50 ; qu'on ne voit point figurer dans ce compte un billet à ordre de 160 francs escompté par Vilotte, le 15 septembre 1884, à la banque Loubatier ; — Attendu que, dans ces circonstances, il y a lieu de rechercher si l'obligation contractée par le défendeur, le 23 juillet 1885, avait réellement pour cause le prix de marchandises fournies, ou si elle n'est, ainsi qu'il le prétend, qu'un effet de complaisance ; — Attendu que le chiffre de la demande constitue déjà une forte présomption en faveur de cette dernière hypothèse ; qu'en effet il n'est réclamé que 58 fr. 50, tandis que le billet au bas duquel Vilotte avait obtenu la signature de Champrouge est de 92 francs ; — Attendu que cette présomption devient une certitude si l'on considère la nature des relations qui ont existé entre les parties ; qu'il y a donc lieu de rechercher dans les autres éléments du procès si de Champrouge reste débiteur envers Vilotte d'une somme quelconque ; — Attendu que, des

documents versés au débat, il appert que le compte d'entre les parties a été arrêté le 3 décembre 1884 et soldé par de Champrouge moyennant 200 francs, en un billet souscrit à l'ordre de Vilotte, dont le montant a été encaissé par ce dernier ; que, depuis cette époque, Vilotte lui a fait trois livraisons de vin pour le prix total de 293 fr. 44, somme que de Champrouge justifie avoir payée le 3 juin dernier en un autre billet ; d'où la conséquence qu'à la date du 25 juillet, [qui est celle de la souscription du billet de 92 francs, qui fait l'objet de la demande, il ne devait plus rien à Vilotte ; — Attendu qu'aux termes de l'article 1134 du Code civil, l'obligation sans cause ne peut avoir aucun effet ; que telle est bien celle souscrite par de Champrouge ; — Attendu qu'à cette nullité de billet du 25 juillet vient s'en ajouter une autre, résultant des dispositions de l'article 1326 du Code civil ; en effet le billet dont il s'agit est écrit de la main de Vilotte et revêtu de la simple signature du défendeur, non précédée de son *Bon pour* ou de son approbation, tandis que les autres billets sont entièrement écrits de sa main ; or, aux termes du dernier des articles précités du Code civil, le billet ou promesse sous seing privé, par lequel une seule partie s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent ou une chose appréciable, doit être écrit en entier de la main de celui qui le souscrit ; ou du moins il faut que sa signature soit précédée d'un *bon* ou *approuvé*, portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose, excepté dans le cas où l'acte émane de marchands, artisans, laboureurs, vigneron, gens

de journée et de travail, le billet du 25 juillet 1885 constitue donc une obligation nulle, comme étant à la fois sans cause et viciée dans la forme, et ne peut dès lors servir de fondement à une action en justice ; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort, déclarons purement et simplement mal fondée la demande du sieur Vilotte, l'en débou-tons et le condamnons aux dépens, dans lesquels seront compris les frais de l'enregistrement que nous ordonnons du billet litigieux. »

**Observations.** — Le billet à ordre souscrit par un particulier doit être rédigé selon les termes de l'article 1326 du Code civil, c'est-à-dire qu'il soit écrit en entier de la main du souscripteur, ou tout au moins, si ce dernier ne l'a pas écrit, qu'il ait écrit de sa main, outre sa signature, un *bon* ou *approuvé*. Ajoutons qu'un billet, comme toute obligation, est nul s'il a été souscrit sans cause ou sur une fausse cause.

Justice de paix du canton de Ruffec  
(Charente).

Président : M. LE LÉGARD, juge de paix.

27 avril 1883.

*Porc tué et grillé dans une cour commune.  
Trouble possessoire. — Maintenu.*

S'il est loisible à chacun des ayants droit de jouir de la cour commune, c'est à la condition de ne pas troubler la possession des co-intéressés, de ne pas dénaturer la destination de ladite cour.

Le juge, dans la recherche du droit qui fait l'objet du litige, apprécie, avec une grande latitude, la nature des faits allégués. Il consulte les titres relatifs à la destination de la cour commune ; il tient

compte des dimensions de la cour, de la destination des héritages au service desquels elle est affectée et du nombre des communistes, et il détermine ainsi l'existence du trouble qu'il est appelé à faire cesser.

L'action est dirigée contre l'auteur du trouble.

Ces solutions résultent du jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oui les explications et observations fournies à l'audience ; vu ce qui est résulté des débats : — Attendu que Combeau demande à être maintenu dans la libre copossession et la libre jouissance d'une cour commune ; qu'il se plaint, comme d'un trouble possessoire, du fait par Touchard d'avoir, le 14 février dernier, tué et grillé un porc gras dans ladite cour, destinée suivant lui, à raison de son exigüité et d'après les énonciations du titre, à la libre circulation des communistes, sans qu'elle puisse être encombrée par aucun dépôt et sans qu'elle puisse comporter des actes de la nature de celui commis par Touchard ; — Attendu qu'il n'est pas contesté que la cour dont s'agit soit commune ; — Attendu que le sieur Touchard est cité sans que l'exploit mentionne sa qualité de locataire ou fermier ; qu'il n'a pas appelé son bailleur en garantie ; qu'il ne l'a pas nommé ; — Attendu en outre que le trouble allégué est son fait personnel, sans participation du bailleur ; qu'en conséquence il peut défendre à l'action possessoire, laquelle doit être dirigée contre l'auteur du trouble ; — Attendu que Touchard a reconnu à l'audience le fait qui lui est reproché ; — Attendu que le juge

du possessoire est tenu de rechercher, à l'aide des conclusions formulées et d'après les circonstances, quel est le droit qui fait l'objet du litige ; qu'il doit moins s'attacher aux termes de l'assignation qu'à l'intention de celui qui intente et poursuit l'action ; que la qualification de la demande, loin de priver le magistrat de toute indépendance, lui laisse au contraire toute liberté, un certain pouvoir d'appréciation ; qu'il est de son devoir de discerner si la nature des faits mis en avant concorde avec le caractère du droit prétendu, de se livrer, en un mot, si besoin est, à l'interprétation des conclusions ; — Attendu que la complainte a un but spécial : « Son objet « réel est de maintenir le possesseur « dans l'exercice ou la jouissance « libre de son droit, en écartant le « fait qui porte directement, maté- « riellement atteinte à ce droit ou « implique en soi la violation ou la « contradiction de ce même droit » ; — Attendu que, suivant une jurisprudence depuis longtemps établie, nous pouvons, sans cumuler le possessoire et le pétitoire, consulter les titres, pour déterminer la portée et les caractères de la possession ; — Attendu que l'acte de donation et partage par Jacques Combeau en faveur de ses trois enfants : François Combeau, Jacques Combeau cadet et Louis Combeau, porte dans les conditions relatives au partage : « La « cour placée entre le jardin et les « maisons ci-dessus partagées sera « commune entre les trois copartageants, sans qu'aucun d'eux ait le « droit de l'encombrer de manière « à gêner la circulation » ; qu'il est en outre stipulé dans l'acte que « le « passage pour arriver à ladite cour

« commune » venant de la rue du « Four sera encore commune entre les copartageants, sans qu'aucun d'eux ait aussi le droit de l'encombrer »; — Attendu que ce titre opposable aux parties appuie la possession invoquée; qu'il importe de considérer également que la cour n'est pas accessible aux voitures; qu'elle est petite et bordée exclusivement de maisons occupées par dix ménages; que le toit où a été engraisé le porc de Touchard est plus loin, dans son propre jardin; — Attendu qu'il appartient sans contredit à chacun des communistes de retirer de la chose commune tous les avantages qu'elle comporte, sans qu'il soit besoin du consentement des ayants droit, mais aux conditions essentielles que le mode de jouissance et d'usage ne dénature pas la destination de la chose, ne soit pas préjudiciable aux coIntéressés et ne constitue pas un trouble possessoire; que, si en outre les attributs de la copropriété sont les mêmes que ceux de la propriété, les droits communs et égaux qui appartiennent aux autres copropriétaires sont incontestablement réservés, ainsi qu'il résulte d'un arrêt de la Cour de Caen, du 24 août 1843, surtout d'un arrêt de la Cour de cassation en date du 7 avril 1875; — Attendu en conséquence que, sous le seul rapport possessoire, vu les dimensions de la cour, sa destination spéciale comparée à la nature et à la destination des héritages au service desquels la cour commune est affectée; vu le nombre des ayants droit et les clauses du titre précité, consulté au point de vue uniquement possessoire, les faits reprochés à Touchard et re-

connus par lui constituent un trouble véritable; que la copossession de Combeau, sans vice de précarité ou de tolérance, réunit toutes les conditions exigées par la loi; — Attendu que nous avons les éléments nécessaires pour apprécier le préjudice éprouvé; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, statuant contradictoirement en premier ressort, gardons et maintenons le sieur Combeau dans la libre copossession et cojouissance de la cour commune; faisons inhibition et défense au sieur Touchard de le troubler à l'avenir, et le condamnons aux frais liquidés à 8 fr. 40, pour tous dommages-intérêts. »

**Observations.** — Les solutions de principes énoncées dans le sommaire du présent jugement sont exactes et indiscutables, mais nous ne croyons pas que ces règles, toutes justes qu'elles soient, puissent être appliquées dans le cas particulier dont il s'agissait au procès. Le fait isolé d'avoir tué et brûlé un porc dans une cour commune, plus ou moins exigüe, comme celui d'y avoir secoué des tapis, versé des eaux ménagères par les fenêtres, ou tous autres actes analogues, non réitérés, peuvent constituer des actes dommageables, donnant lieu, au profit des autres communistes, à des actions en dommages-intérêts pour abus de jouissance, mais ne peuvent être considérés comme de véritables troubles possessoires, donnant ouverture à la plainte. Le trouble possessoire, à l'égard d'une chose commune, implique une prétention de possession exclusive pouvant tendre à la prescription. Ainsi

le fait d'établir dans une cour commune un dépôt permanent de fumier, de bois, de charbons, etc., d'y diriger l'égout d'un évier, est bien un trouble possessoire, parce que le déposant occupe exclusivement une certaine partie de la chose commune, et que la permanence du dépôt ou de l'égout peut avoir pour conséquence, si elle se prolonge plus d'un an, de lui faire acquérir la possession annale d'une partie du sol commun et par suite lui en attribuer la jouissance définitive, à l'encontre des autres communistes. Il n'en serait pas de même du fait d'avoir accidentellement fait décharger une voiture de bois, pour le faire rentrer ensuite dans une habitation. Un tel acte en effet n'implique aucune prétention de propriété, ni même de possession exclusive.

De même le fait de tuer accidentellement un porc dans une cour n'implique pas par lui seul une prétention de possession du sol qu'occupe ce porc pendant l'opération. Pour que l'acte reproché pût être considéré comme trouble possessoire, il faudrait que l'intention d'établir une tuerie dans la cour fût manifestée par des actes fréquents réitérés, ou au moins par des conclusions formelles tendant à établir que l'auteur du fait entend exciper d'un droit et veut continuer à en user, nonobstant toute opposition de la part des autres communistes. De la sentence il n'apparaît pas que cette prétention ait été nettement formulée. Nous croyons donc que, dans l'espèce, il ne pouvait y avoir lieu qu'à une action personnelle ou mobilière en dommages-intérêts, renfermée par conséquent dans les

limites de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1838.

Une dernière observation. L'action en complainte était d'autant moins recevable dans l'espèce que le défendeur, n'étant qu'un locataire, ne pouvait même avoir aucune prétention de propriété ni de possession. Les actes reprochables qu'il pouvait commettre étaient donc inefficaces à conduire à la prescription de tout ou partie de la cour commune dépendant des lieux à lui loués. Ou il fallait conclure seulement à des dommages-intérêts, ou, si on considérait les actes comme des troubles de possession autorisés par le propriétaire, il fallait nécessairement mettre en cause ce dernier, qui seul pouvait profiter de la jouissance abusive, et avec qui devait être discutée la prétention de possession. Le propriétaire eût été ainsi mis en demeure de déclarer si, oui ou non, il entendait soutenir son locataire dans la façon dont il usait de la cour commune.

Bien que nous ayons le regret de critiquer sur plusieurs points la décision de M. le juge de paix de Ruffec, si judicieux d'ordinaire, nous avons cru devoir la publier, parce qu'elle nous fournit une occasion de bien établir la distinction nécessaire entre les faits simplement dommageables et ceux qui constituent de vrais troubles possessoires.

Justice de paix du canton de Meulan  
(Seine-et-Oise).

Président : M. MEUNIER, juge de paix,  
docteur en droit.

31 mars 1885.

Porte commune. — Usage. — Trouble  
possessoire.

Tout copropriétaire peut bien user de

la chose commune comme de sa propre chose, mais ce droit a pour limites le droit concurrent et parallèle des autres copropriétaires.

Spécialement, le copropriétaire d'une porte commune doit user de cette porte civilement, c'est-à-dire sans nuire ou en nuisant le moins possible à l'usage que les autres copropriétaires sont en droit d'en faire suivant sa destination; et en pareille matière, l'ancienneté des aménagements et des pratiques suivies par les communistes doit être prise en sérieuse considération et constituer une sorte de règlement tacite qu'il convient de respecter, à moins de raisons d'une gravité exceptionnelle expliquant une innovation et la rendant nécessaire.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Meulan, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu les articles 6, n° 1, de la loi du 25 mai 1838 et 130 du Code de procédure civile, le procès-verbal de visite des lieux et d'enquête, les titres de propriété des parties, les conclusions prises à la barre, à la première audience, par Mériel; — Ouï les parties dans leurs observations et conclusions, les témoins dans leurs dépositions; — Jugeant contradictoirement, à charge d'appel, au possessoire, tous droits au pétitoire expressément réservés : — Attendu que, par deux citations introductives d'instance, enregistrées, Dolnet et Bailly ont demandé que Mériel soit condamné à fermer au loquet pendant le jour et à la serrure pendant la nuit la porte cochère du passage par lequel ledit Mériel accède à sa propriété sise à Vaux, quartier du Temple, et ce chaque fois que le défendeur usera de son droit de passage pour lui et pour les siens, expliquant ici les demandeurs que

la porte litigieuse était habituellement fermée au loquet pendant le jour, au verrou ou à la serrure pendant la nuit, mais que, depuis le mois de décembre dernier, Mériel exige que cette porte soit constamment ouverte le jour et même quelquefois la nuit; — Attendu que Mériel, à la première audience et par les conclusions dont il est ci-dessus parlé, demande le rejet pur et simple de la demande formée par ses adversaires, prétendant avoir le droit, pour lui comme pour les personnes du dehors qui ont des services à lui demander ou à lui rendre, d'entrer chez lui le jour et la nuit; d'où, selon lui, l'obligation pour le propriétaire du fonds servant de tenir la porte cochère ouverte d'un côté pendant le jour, sauf à la fermer la nuit à la clef, mais sous la condition expresse qu'une clef sera déposée à portée de la main des personnes qui ont besoin chez Mériel; — Attendu qu'à la demande des parties une visite des lieux fut ordonnée par le juge, à la suite de laquelle des témoins ont été entendus sur place; — Attendu que, sur les lieux litigieux et les époux Lanavette, copropriétaires avec Mériel, leur père et beau-père, de la maison sise au fond de la cour, étant intervenus volontairement à l'action intentée contre ledit Mériel, le juge a joint les causes, les parties ayant d'ailleurs reconnu que le passage et la porte cochère litigieux sont communs entre les demandeurs et les défendeurs; — Attendu qu'il a été également reconnu par Mériel que la serrure actuellement placée remplace un verrou arraché par lui en décembre dernier, posé depuis 1830 et qui, à cette époque, avait rem-



placé un autre verrou hors de service ; — Attendu enfin que les parties, sauf les mariés Lanavette, ajoutent qu'une convention verbale était intervenue, il y a quelque temps, devant le maire de Vaux et aux termes de laquelle, Mériel ayant accepté une des clefs de la serrure nouvellement posée, la porte litigieuse resterait ouverte le matin jusqu'à neuf heures, après le passage des fournisseurs ; qu'elle serait ensuite fermée au loquet par les allants et venants, et à la serrure le soir, après la dernière distribution des lettres ; — Attendu que les mariés Lanavette soutiennent que cette convention ne leur est pas opposable, puisqu'ils n'y ont pas pris part ; — Attendu que ladite convention n'a pu être mise à exécution, Mériel ayant changé d'avis, exigeant, depuis décembre dernier, que la porte soit constamment ouverte et venant l'ouvrir aussitôt qu'on la fermait ; — Attendu qu'après l'enquête Mériel, modifiant ses conclusions primitives, et les époux Lanavette ont déclaré qu'ils ne demandaient pas que la porte soit constamment ouverte, mais qu'ils réclamaient seulement qu'elle ne fût pas sans cesse fermée ; — En droit : — Attendu que le passage et la porte cochère en question étant communs, tout copropriétaire peut bien user de la chose commune comme de sa propre chose, mais que ce droit a pour limite le droit concurrent et parallèle des autres copropriétaires ; qu'ainsi chacun des copropriétaires d'un passage et d'une porte commutis doit user de ce passage et de cette porte civilement, c'est-à-dire sans nuire ou en nuisant le moins possible à l'usage

que les autres copropriétaires sont en droit d'en faire suivant leur destination ; qu'en pareille matière, l'ancienneté des aménagements et des pratiques suivies par les communistes doit être prise en sérieuse considération, et constitue une sorte de règlement tacite qu'il convient de respecter, à moins de raisons d'une gravité exceptionnelle expliquant une innovation ou la rendant nécessaire ; — En fait : — Attendu que les parties ou leurs auteurs ont, par leurs agissements, manifesté leur intention formelle de se clore sur la rue et, à l'aide d'une double fermeture fort simple, à ouvrir du dehors pendant le jour, mais un peu plus compliquées et offrant surtout plus de sécurité pendant la nuit ; que, pour arriver à ce résultat, ils ont d'abord fait placer à frais communs une porte à deux vantaux, alors qu'il était facile, s'ils avaient voulu ne pas être clos, de ne rien mettre du tout ; que bien plus le mode de fermeture employé indique bien l'intention des parties d'être closes le jour et même la nuit, et d'une façon plus complète la nuit ; qu'à cet effet un simple loquet et un verrou ont été posés, le loquet constituant l'unique fermeture du jour, permettant d'aller et venir facilement du dehors comme du dedans, tout en tenant la porte close ; le verrou, fermeture plus solide, qu'on utilisait le soir seulement, lorsque chacun était rentré, et grâce auquel on ne laissait pas au premier venu la faculté de s'introduire la nuit dans la cour commune ; — Attendu que Mériel, père du défendeur, entendait si bien que la porte fût fermée pendant le jour, qu'à un moment donné et alors que le témoin Dau-

vergne travaillait pour lui, il recommandait à ce dernier de fermer la porte du passage derrière lui ; — Attendu que l'enquête a confirmé les pratiques suivies par les communistes ; que certains témoins ont déclaré avoir vu la porte en question toujours fermée ; que d'autres, appelés par Mériel, ont prétendu qu'elle était tantôt ouverte, tantôt fermée, mais qu'aucun n'est venu dire qu'elle était et devait être constamment ouverte ; qu'à la vérité il a été articulé par quelques témoins qu'à Vaux les portes communes étaient souvent ouvertes, mais que le juge a constaté *de visu* que celles qui précisément lui étaient indiquées comme restant ouvertes pendant le jour étaient au contraire tenues fermées par ceux qui en avaient l'usage ou la propriété ; — Attendu que Mériel et ses enfants objectent que, la porte fermée, ils ne pouvaient voir passer les fournisseurs ; que d'ailleurs la dame Lanavette exerce aujourd'hui un commerce et qu'il est absolument nécessaire que la porte donnant sur la rue soit ouverte pour faciliter aux clients l'usage du magasin ; — Mais attendu que la solution adoptée ci-après dans le dispositif du présent jugement donnera, en grande partie du moins, satisfaction aux défenseurs en ce qui concerne les fournisseurs, puisque la porte restera ouverte pendant la tournée desdits fournisseurs ; que, d'un autre côté, la maison Mériel, à raison de sa situation au fond de plusieurs cours, ne semble pas convenir au commerce ; que Mériel ou ses auteurs, en acceptant celot, ont dû le prendre avec ses avantages et ses inconvénients ; qu'ils n'ont certainement

pas omis, lors du partage, de lui donner une valeur moins considérable qu'aux deux autres lots ayant façade sur la route ; que cette moins-value compensait l'impossibilité où se trouverait le propriétaire dudit lot d'établir un commerce dans cette maison ; — Attendu au surplus que le commerce auquel il est fait allusion est tout simplement l'état de couturière exercé par la dame Lanavette ; que, dans ce métier, elle a affaire à un nombre limité de clientes, qui toutes, si elles sont satisfaites de son travail, iront la trouver aussi bien au fond d'une cour que dans une maison ayant pignon sur rue ; — Attendu que, par toutes ces considérations, il y aurait lieu de déclarer que la porte cochère litigieuse sera fermée au loquet pendant le jour et à la serrure pendant la nuit ; — Mais attendu que les parties, au mois de décembre dernier, ont, par de mutuelles concessions, apporté un tempérament à cette obligation ; qu'une convention ci-dessus rapportée était intervenue entre elles ; qu'à la vérité cette convention n'a pas été respectée par Mériel, mais qu'il y a lieu cependant de la rétablir à titre de tolérance ; que son rétablissement donnera satisfaction, dans la mesure du possible, aux dernières conclusions prises sur le terrain par les défenseurs ; — Sur les frais : — Attendu qu'ils doivent être supportés par Mériel et les époux Lanavette, qui ont émis la prétention inadmissible d'avoir cette porte constamment ouverte le jour et la nuit ; — Par ces motifs, — Disons que Mériel et les époux Lanavette, en tenant constamment ouverte pendant le jour et en ouvrant même la nuit la porte

litigieuse, et ce depuis moins d'un an, ont troublé Dolnet et Bailly dans la paisible possession et jouissance de la porte en question, laquelle, eu égard à son mode de fermeture et aux usages suivis par les communistes, devait rester fermée au loquet pendant le jour et la nuit au verrou ou à la serrure ; — Disons qu'à dater d'aujourd'hui la fermeture de la porte litigieuse sera réglée comme il suit : le battant de droite, muni d'un fléau mobile en bois, restera constamment fermé, sauf bien entendu le droit pour les copropriétaires de l'ouvrir lorsqu'ils voudront entrer ou sortir avec une voiture, et à charge par eux de le refermer aussitôt ; le battant de gauche, portant loquet et serrure, restera ouvert le matin jusqu'à neuf heures ; il sera ensuite fermé au loquet par les allants et venants pendant le jour et jusqu'après la dernière distribution des lettres ; après cette distribution, il sera fermé à la serrure ; mais les communistes auront la faculté de prendre, à l'intérieur de ce battant et à un clou à ce destiné, la clef à l'aide de laquelle eux ou les personnes qui voudront les visiter la nuit pourront pénétrer chez eux, en prenant la clef ainsi accrochée du dehors et par le trou pratiqué à cet effet dans ledit battant, près du mur de Bailly ; les dimanches et jours de fête, où la dernière distribution n'a pas lieu, la porte ne sera fermée à la serrure qu'après l'heure habituelle de cette dernière distribution ; — Et condamnons Mériel et les époux Lanavette solidairement en tous les dépens, lesquels seront partagés entre eux comme suit : Mériel, les deux tiers, et les époux Lanavette, un tiers. »

**Observations.**—Nous approuvons entièrement en fait les dispositions très sages de ce jugement, et nous croyons qu'il donne pleine satisfaction aux intérêts des parties en cause. Mais, au point de vue du droit strict et des principes qui régissent la matière possessoire, on peut certainement se demander si le juge n'a pas un peu excédé les limites de sa compétence en matière possessoire. Le juge du possessoire peut être compétemment saisi d'une action en complainte par un communiste contre un autre, à raison du trouble que ce dernier lui a causé dans sa jouissance de la chose commune. Il appartient en ce cas au juge de paix de décider si l'acte reproché à l'un des communistes constitue un trouble de possession, s'il implique une prétention contraire à la possession des autres communistes, et au cas où il reconnaît l'existence et la gravité du trouble, d'ordonner le rétablissement des lieux dans leur primitif état. Mais là se bornent les pouvoirs du juge du possessoire. En cette matière, le juge de paix est compétent sans limites, et statue même sur une valeur indéterminée ; mais c'est à la condition que sa décision se résume dans la reconnaissance de la possession invoquée et par suite dans le rétablissement de cette possession telle qu'elle se comportait avant le trouble. Nous ne pensons pas que le juge du possessoire, dans le but d'ailleurs essentiellement louable de concilier tous les intérêts et de faire bonne et complète justice, puisse réglementer pour l'avenir l'usage de la chose commune. Si équitable que soit ce règlement, comme il n'est plus le

maintien pur et simple du *statu quo ante*, il sort des pouvoirs spéciaux du juge de paix en cette matière. Le juge n'est plus seulement un magistrat qui maintient la possession : il la modifie, la réglemeute, et, comme il statue alors sur une valeur indéterminée, en dehors de la maintenue possessoire proprement dite, il excède les limites de sa compétence ordinaire.

M. le juge de paix du canton de Meulan est un juriste trop consommé pour avoir méconnu ces principes, qui lui sont certainement aussi familiers qu'à nous-même. Aussi paraît-il avoir eu pour but, non pas d'innover et d'imposer une réglementation de l'usage de la porte, mais de consacrer par jugement une sorte de convention ou règlement tacite qui aurait été observée d'un commun accord, pendant un temps plus ou moins long, par les parties en cause. Toutefois l'existence et l'observation régulière de ce règlement pendant an et jour avant le trouble ne paraissent pas avoir été prouvées très nettement par l'enquête ; le jugement ne semble donc pas avoir rétabli un mode de jouissance antérieur au trouble, une possession certaine dans des conditions déterminées, mais bien plutôt avoir réglé pour l'avenir les conditions dans lesquelles chacun des communistes devrait et pourrait jouir de la chose commune, en telle sorte que la décision a plutôt le caractère d'un jugement rendu par les juges du pétitoire que d'une décision possessoire pure. A ce point de vue, le jugement semble quelque peu critiquable, et cela alors même qu'en fait nous en approuvons entièrement toutes les dispositions essentielles.

Justice de paix du cant. de Châteauroux  
(Indre).

Président : M. SOEHNLIN, juge de paix.

12 décembre 1885.

Action possessoire. — Mur-sentier. — Transaction à l'audience. — Refus d'exécuter. — Jugement.

Lorsque les parties en instance devant un Tribunal ont consenti à terminer leur différend par une transaction, il appartient au Tribunal, et notamment au juge de paix compétemment saisi de l'affaire, de consacrer cette transaction par jugement, pour lui imprimer le caractère d'authenticité et lui conférer la force exécutoire.

La transaction consentie devant le juge constitue un contrat judiciaire auquel les parties ne peuvent déroger.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Châteauroux, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu, en fait, que la veuve Lefaix, se prétendant troublée dans la possession de son jardin par la construction d'un mur assis sur une rêze ou sentier situé sur la limite des héritages des parties, a cité devant nous Galland en dénonciation de nouvel œuvre ; qu'à la suite de cette instance nous avons procédé à la visite des lieux le 10 août 1885 ; que, par jugement préparatoire, rendu sur les lieux mêmes, nous avons nommé un expert, chargé de rechercher les limites de la possession des parties et d'éclairer, dans la mesure du possible, la religion du Tribunal, en appliquant aux lieux contentieux le plan cadastral ; — Attendu que l'expert a procédé à sa mission ; que de son opération il a dressé un rapport qu'il a déposé au greffe ; qu'à l'audience du 14 novembre dernier, à

laquelle ledit rapport a été lu et discuté, M<sup>e</sup> Berton, conseil de Galland, adoptant les conclusions de l'expert, a, pour éviter d'ultérieurs frais, notamment ceux d'une enquête, pris l'initiative d'une transaction, ayant pour base la démolition du mur et la répartition des frais par moitié entre les parties ; — Attendu que, les parties s'étant définitivement rapprochées, elles sont convenues de la transaction suivante : « 1<sup>o</sup> Le sieur Galland s'engage à démolir, dans la huitaine, le nouvel œuvre et suivra la ligne qui lui sera donnée par M. Coquelet, expert, conformément aux conclusions de ce dernier ; 2<sup>o</sup> les frais de rapport de l'instance, dont il sera fait masse, seront supportés, savoir : les deux tiers par Galland et un autre tiers par la veuve Lefaix » ; — Attendu que Galland, présent à cette même audience, a donné son plein consentement à cette transaction ; qu'elle a un caractère définitif, irrévocable ; qu'elle est dépourvue d'ambiguïté et que, pour éviter aux parties les frais d'un jugement, et sur leurs instances, nous nous sommes alors borné à faire inscrire leurs déclarations sur le plumitif d'audience, en renvoyant l'affaire à huitaine, délai pendant lequel devaient être exécutées les conventions ci-dessus ; — Attendu qu'à l'expiration de cette première huitaine il a été, à la demande des parties, sursis pendant une seconde huitaine au prononcé du jugement et qu'à l'audience du 28 novembre Galland a déclaré ne plus vouloir exécuter la transaction ; — Attendu qu'il s'agit, en droit, d'examiner la question de savoir si Galland peut aujourd'hui valablement se dédire ; — Attendu qu'aux

termes de l'article 1134 du Code civil la transaction tient lieu de loi à ceux qui l'ont faite ; qu'elle doit être exécutée de bonne foi ; — Attendu que, d'après la jurisprudence, lorsque les parties en instance devant un Tribunal ont consenti à terminer leur différend par une transaction, il appartient au Tribunal, alors surtout que, comme dans l'espèce, il est compétemment saisi de l'affaire, de consacrer cette transaction par jugement, pour lui imprimer le caractère d'authenticité et lui conférer la force exécutoire, et que, dans ce cas, elle est valable, sans être revêtue des signatures des parties (Cass., 3 octobre 1808, Dalloz, t. 1<sup>re</sup>, p. 96 ; Cass., 27 mars 1832, Dalloz, 1832, p. 149 ; Poitiers, 7 août 1861) ; — Attendu que la transaction par laquelle, à l'audience du 14 novembre, les parties ont formellement déclaré éteindre le procès existant entre elles constitue un contrat judiciaire, auquel il n'est loisible ni à l'une ni à l'autre de déroger ; — Qu'en présence du refus de Galland d'exécuter le contrat dont il s'agit, il est du devoir du magistrat devant lequel il est intervenu, de le sanctionner par jugement ; qu'en décider autrement serait aller à l'encontre de la vérité des faits du procès et de la dignité même du Tribunal ; — Par ces motifs, — Statuant en premier ressort ; — Donnons acte aux parties de la transaction intervenue entre elles, à l'audience du 14 novembre dernier, sur le différend dont nous étions saisi et dont les termes sont ci-dessus transcrits ; en conséquence, condamnons, en tant que de besoin, Galland à démolir le mur dont il s'agit dans les huit jours de la signification du présent jugement, sinon

et faute par lui de ce faire dans le-dit délai, autorisons la veuve Lefaix à faire procéder à la démolition aux frais de Galland, remboursables sur la simple production des mémoires des ouvriers employés à cet effet ; — Disons que les dépens, qui, non compris les frais du présent jugement, sont liquidés à la somme de ..., seront supportés pour deux tiers par Galland et pour un tiers par la veuve Lefaix, ce à quoi ledit sieur Galland est et demeure condamné envers cette dernière. »

**Observations.** — La transaction consentie devant le juge, avant tout jugement et pour en éviter les frais, oblige définitivement les parties qui en ont accepté les termes, et aucune d'elles n'a plus le droit d'en refuser l'exécution. En cas de refus, il appartient au juge de consacrer la transaction par jugement.

Justice de paix du canton de Méréville  
(Seine-et-Oise).

Président : M. EMILE PRIEUR ,  
juge de paix.

2 février 1886.

*Action possessoire. — Arbres provenant du talus d'un chemin vicinal. — Acte de pure tolérance. — Rejet de la demande.*

Doit être considéré comme un acte de pure faculté et de simple tolérance, ne constituant qu'une possession équivoque n'ayant pas les caractères prévus par la loi pour fonder une possession ou une prescription, le fait de profiter des émondes et coupes d'arbres provenant du talus d'un chemin vicinal, soit du consentement de l'administration préfectorale, soit à son insu.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix du canton de Méréville, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant le délibéré ordonné; après avoir entendu, à l'audience du 28 janvier dernier, M<sup>e</sup> Bouvard et M<sup>e</sup> René Laurens, avoués des parties, en leurs conclusions et plaidoiries ; — Vu la loi du 25 mai 1838, art. 6, §. 1<sup>er</sup> ; — Vu l'exploit introductif d'instance ; — Vu le jugement rendu par le Tribunal civil d'Etampes le 19 mai 1885 : — Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal dressé par M. Laigner, agent voyer du canton de Méréville, le 29 mai 1884, que le sieur Watou, propriétaire à Boissy-la-Rivière, a coupé et enlevé du bois d'essence de peuplier et aune, poussé sur le talus gauche du chemin vicinal de grande communication n<sup>o</sup> 49 ; que ce procès-verbal a été transmis à M. le procureur de la République, à Etampes, qui a fait citer M. Watou devant le Tribunal de police correctionnelle de la même ville, pour infraction aux dispositions des articles 192 et 193 du Code forestier ; — Attendu que, par jugement en date du 30 juillet 1884 et conformément aux dispositions de l'article 182 du Code forestier, M. Watou a été renvoyé à fins civiles sur l'exception de propriété par lui soulevée ; — Attendu que le demandeur (bien que ne se prétendant pas propriétaire ni possesseur du terrain sur lequel étaient plantés les arbres dont il est question dans le procès-verbal de l'agent voyer, ci-dessus relaté) peut exercer l'action possessoire à l'égard de ces arbres ; et qu'en effet les arbres sont susceptibles d'une possession aussi bien que d'une propriété

distincte de celle du sol auquel ils sont attachés (Cass., 18 mai 1858); que, par conséquent, la demande de M. Watou est de notre compétence, ainsi, d'ailleurs, que l'a décidé le jugement susvisé du Tribunal civil d'Etampes; — Attendu que le demandeur est propriétaire d'une pièce de terre sise à Boissy-la-Rivière, bordant le chemin de grande communication n° 49, et qu'au cours de l'année 1869 M. Argand, son auteur, a cédé à la commune de Boissy-la-Rivière une portion distraite de ladite pièce de terre, d'une contenance de 21 ares 78 centiares, pour en jouir en toute propriété et sans aucune réserve; que, pour cette cession à la commune, M. Argand a été indemnisé en numéraire et qu'en outre, par suite de conventions verbales particulières, non contestées, l'administration lui a accordé d'abattre à son profit les arbres qui se trouvaient sur la propriété cédée, en les cépant à raz de terre, c'est-à-dire sans en arracher les souches, afin d'éviter les dégradations du talus et les éboulements du sol; — Attendu que, depuis cette époque et notamment en 1878, en mai 1881 et en 1884, année dans laquelle la contravention a été enfin relevée par l'agent voyer du canton de Méréville, suivant son procès-verbal du 29 mai 1884, M. Watou, acquéreur de M. Argand, a coupé et enlevé du bois sur la partie de cette pièce formant talus, ayant servi à la construction et à l'élargissement du chemin vicinal de grande communication n° 49, et qu'il prétend, en conséquence, avoir fait acte de possession de ce bois, en revendique la propriété et demande à être maintenu dans ladite possession; — Attendu que le

talus d'un chemin fait partie intégrante du sol de ce chemin; — Attendu qu'aux termes de l'article 552 du Code civil la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous; — Attendu qu'aux termes de l'article 2229 du Code civil, pour pouvoir prescrire, il faut une possession continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque et à titre de propriétaire; — Attendu que, si, depuis l'établissement de la route, comme précédemment, M. Watou et son prédécesseur ont profité des émondes et coupes d'arbres soit du consentement de l'administration préfectorale, soit à son insu, ces faits ne peuvent être considérés que comme des actes de pure faculté et de simple tolérance, ne constituant qu'une possession équivoque et n'ayant pas les caractères prévus par la loi pour fonder une possession ou une prescription (art. 2232, C. civ.); — Attendu qu'il est de jurisprudence constante que le juge du fait est souverain appréciateur des caractères et des faits constitutifs de la possession (Cass., 14 mars 1854, 4 février 1856, 22 juillet 1856); — Par tous ces motifs, — Vu l'article 130 du Code de procédure civile; statuant en premier ressort et sans nous arrêter ni avoir égard aux conclusions tant principales que subsidiaires de M. Watou, le déclarons mal fondé dans ses demandes, fins et conclusions, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

**Observations.** — Les terrains formant les berges ou talus des chemins vicinaux sont destinés à en assurer la viabilité; ils sont, par suite, une dépendance nécessaire de ces chemins et, comme eux, forcément im-

prescriptibles. Voir, en ce sens, Caen, 18 mars 1855, ANNALES 1856, p. 72. — Il semble naturel d'en conclure que, d'après les principes posés dans les articles 552 et suivants du Code civil, les arbres plantés sur ces talus participent de l'imprescriptibilité qui leur est acquise. C'est ce qui a été décidé par plusieurs arrêts, notamment Cass., 9 mai 1836; Douai, 18 mars 1842. — Mais la Cour de cassation a abandonné cette jurisprudence. Elle admet qu'à la différence du sol des rues, places et chemins les arbres ne sont pas imprescriptibles; que, par suite, les propriétaires riverains peuvent acquérir par prescription les arbres plantés sur ce sol. Voir, en ce sens, Cass., 23 décembre 1861, ANNALES 1862, p. 305. — Jugé encore que les arbres plantés sur un chemin sont susceptibles d'une appropriation particulière et séparée de la propriété du sol auquel ils sont attachés; d'où il suit que la possession annale de ces arbres peut servir de base à une action en complainte, indépendante de la possession du fonds sur lequel ils sont excrus. Cass., 1<sup>er</sup> décembre 1874, ANNALES 1876, p. 326. — La question de savoir si les actes de possession dont justifiait le demandeur, dans l'espèce, devaient être considérés comme de pure tolérance et inefficaces à conduire à la prescription est donc au moins très controversable, et l'arrêt de 1861, ci-dessus cité, rendu dans une espèce à peu près identique, a paru, au contraire, considérer de tels faits comme pouvant servir de base à l'action possessoire, à l'encontre des prétentions de l'administration de la voirie vicinale. — Nous devons cependant reconnaître qu'en fait, lorsque la voirie a bien

et dûment acheté et payé non seulement le sol, mais encore les arbres, ou spécialement, comme dans l'espèce, les souches de ces arbres, parce qu'elle a cru avoir intérêt à les couper pour retenir le talus, il n'est plus guère possible de maintenir une distinction entre la propriété du sol et celle des arbres. Aucune présomption de possession séparée ne peut plus être admise à l'égard de ces souches. Il en est ainsi surtout lorsque le propriétaire riverain, chaque fois qu'il a coupé les émondes de ces souches, a été averti qu'il le faisait sans droit. Dans ces conditions, toutes spéciales, le complainant ne peut plus se prévaloir utilement de faits de possession, viciée à l'origine et toujours contestée. C'est donc à bon droit que, dans ce cas, le juge considère ces faits comme de pure tolérance et par suite inopérants.

---

**Just. de paix du cant. nord-est d'Issoudun (Indre).**

*Président : M. DESJEU, juge de paix.*

26 décembre 1885.

*Action possessoire. — Terrain. — Possession. — Titre. — Interprétation. — Pouvoir du juge. — Maintenu.*

Le juge de paix saisi d'une action possessoire peut consulter les titres pour caractériser la possession.

Le fait par un propriétaire d'avoir occupé le terrain litigieux pendant plus d'un et jour, en y déposant sa voiture, des bois et autres objets, constitue une preuve de possession utile à prescrire et pouvant servir de base à l'action possessoire.

Des faits isolés de passage sur le même terrain par son adversaire ne sont pas de nature à contredire cette possession et n'ont pu interrompre la prescription.



« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance ; — Vu notre jugement interlocutoire du 14 novembre dernier ; — Vu notre procès-verbal d'enquête et de visite des lieux du 17 courant ; — Vu notre jugement du 19 de ce mois, par lequel, après avoir entendu les parties en leurs moyens et conclusions, nous avons déclaré les débats clos, mis la cause en délibéré et renvoyé à cette audience pour prononcer le jugement ; — Après en avoir délibéré, vidant le délibéré : — Attendu que Girault a fait citer Chaput devant nous pour l'avoir troublé dans la possession plus qu'annale qu'il prétend avoir d'un petit terrain qui se trouve au pignon d'une maison dont il est propriétaire à Sainte-Lizaigne, en passant sur ce terrain ; que Chaput prétend, au contraire, que c'est lui qui en a la possession ; que, les parties se trouvant ainsi contraires en faits de nature à être prouvés par témoins, une enquête et une visite de lieux ont été ordonnées par notre jugement interlocutoire du 14 novembre dernier, et que ces opérations ont eu lieu le 17 du courant, ainsi qu'il résulte du procès-verbal que nous en avons dressé le même jour ; — Attendu que les quatre témoins de l'enquête ont unanimement déclaré que, depuis plusieurs années, ils ont toujours vu Girault occuper le terrain litigieux (en y déposant du bois et sa voiture), jusqu'à la fin de septembre dernier, époque à laquelle il a quitté Sainte-Lizaigne ; que, ces faits réunissant toutes les conditions exigées par l'article 2229 du Code civil pour prescrire, même au possesseur, il a pu, à ce moyen, acquérir la prescription de la possession dudit terrain ; qu'il est vrai

que les trois premiers desdits témoins ont ajouté qu'ils ont vu Chaput passer plusieurs fois sur ce même terrain, pour aller dans un héritage situé près de là et arracher et enlever les perches, bourrées et piquets, qui s'opposaient à ce qu'il passât ; mais que ces faits de passage n'ont pu avoir pour effet d'interrompre la prescription de la possession de Girault, ainsi que nous allons le démontrer en examinant la contre-enquête ; — Attendu que le premier témoin de la contre-enquête s'est borné à déclarer que, le 26 avril 1874, sur la réquisition de Chaput et d'un sieur Pouzot, il a procédé à un bornage entre eux, en plantant une borne séparative de la propriété de Pouzot, à 3<sup>m</sup>,50 de la maison de Girault ; — Attendu que les trois autres témoins de la contre-enquête ont déclaré qu'ils ont vu passer Chaput sur le terrain litigieux notamment lors de la dernière récolte ; qu'à cette époque il y est passé avec des bottes de luzerne et des gerbes de blé à la main et sur son épaule ; que Morillon, deuxième témoin, a ajouté : 1° qu'il y a environ deux mois, il a vu Chaput arracher, pour passer, des piquets servant de clôture ; 2° qu'ayant une chenevière près de là, il a lui-même passé sur ledit terrain pour son desservissement ; mais qu'il y a environ vingt ans il a été établi un chemin de desserte, par lequel il a toujours passé depuis ; qu'il s'agit, maintenant, d'examiner si ces faits de passage ont pu faire acquérir à Chaput la possession du terrain litigieux ou seulement d'une simple servitude de passage ; — Attendu, quant au terrain, qu'aux termes de l'article 2229 du Code civil il faut avoir, pour

prescrire, notamment une possession continue et non interrompue ; qu'un fait de passage n'a pas ce caractère, parce que, pour se manifester, il a besoin du fait actuel de l'homme, et que la continuité cesse en même temps qu'il cesse de passer, et qu'alors la possession est interrompue ; que ce moyen est donc inopérant et sans valeur ; que si Chaput avait voulu acquérir réellement la possession du terrain en question, il avait un meilleur moyen et tout à fait à sa portée : comme il a une ouche qui le jointe, au couchant, c'eût été de la labourer en même temps qu'il labourait son ouche ; cela lui aurait été d'autant plus facile que ce terrain a une largeur de 3<sup>m</sup>,50 ; — Attendu, quant à la servitude de passage, que c'est une servitude discontinue et que ces sortes de servitudes ne peuvent s'établir que par titres, aux termes de l'article 691 du Code civil ; que Chaput invoque bien, à l'appui de sa possession, l'acte du 27 janvier 1862 ; mais qu'il résulte de l'application qui a été par nous faite de ce titre, sur les lieux, que le chemin de desserte qu'il a créé ne passe pas sur le terrain litigieux ; qu'il n'y en a même aucune trace, ainsi que le constate le procès-verbal de visite des lieux ; que Jean Morillon, troisième témoin de la contre-enquête et qui a été partie audit acte, dit, dans sa déposition, qu'il avait lui-même passé sur ledit terrain pendant plus de vingt ans, pour arriver à sa chenevière, située derrière les bâtiments de Girault ; mais qu'il y a environ vingt ans il a été établi un chemin de desserte (celui dont il s'agit), par lequel il a toujours passé depuis ; qu'une pareille déclaration, faite par l'un des auteurs de

l'acte invoqué, prouve que nous en avons fait une application exacte ; que Chaput, dans ses conclusions, insinue que nous n'avons pas compétence à cet effet, parce que, pour cela, il faut interpréter le titre et que nous n'en avons pas le droit ; que c'est une erreur, que nous avons bien en effet interprété le titre, nous ne pouvions faire autrement, c'était pour nous une nécessité ; mais que nous ne l'avons fait qu'au point de vue du possessoire dont nous sommes saisi, ce qui nous était parfaitement permis ; que si, par impossible, nous n'étions pas compétent, notre incompétence se trouverait couverte par ce fait que les parties, auxquelles nous avons donné acte, nous ont autorisé à procéder aux opérations dont il s'agit, et qu'il s'est formé entre elles, à cet égard, un contrat judiciaire qu'elles sont tenues de respecter ; — Attendu que Chaput excipe encore : 1° du bornage qui a été fait du terrain litigieux, par le garde champêtre, le 26 avril 1874, entre lui et son voisin ; 2° et d'une défense de bâtir faite verbalement, il y a plus longtemps encore, par son père à la mère de Girault ; mais que celui-ci n'a pas concouru au bornage et que, depuis, il a continué la possession, sans tenir compte de ces faits et sans opposition de la part de Chaput ; qu'en admettant, ce qui nous paraît douteux, que ces faits aient pu interrompre alors la prescription, il est certain qu'ils ne sauraient avoir le même effet, aujourd'hui, sur la possession que Girault a continuée depuis jusqu'au jour de la demande ; qu'il ne doit donc en être tenu aucun compte ; — Attendu qu'indépendamment de l'acte du 27 janvier

1862, Chaput a encore versé au procès : 1° un partage du 31 août 1855 ; 2° une lettre d'avis du géomètre en chef du cadastre, de l'époque de la confection de cette opération ; 3° un extrait du plan cadastral, constatant que le terrain litigieux est porté à son nom, sous le numéro 296, et qu'il a ajouté qu'il en a toujours payé et qu'il en paye encore les impôts ; que tous ces titres et renseignements, qui pourraient peut-être avoir leur valeur au pétitoire, n'en ont aucune au possessoire, par le motif qu'ils n'ont pu empêcher Girault de le prescrire ; qu'il ne doit donc non plus en être tenu aucun compte ; — Attendu qu'il résultant des débats que de tous les faits et circonstances de la cause que Girault a la possession exclusive et plus qu'annale du terrain litigieux ; que, par conséquent, elle doit lui être maintenue ; — Quant aux dommages-intérêts ; — Attendu que Girault ne prouve pas qu'il ait éprouvé de préjudice, qu'il ne doit donc pas lui en être alloué ; — Par tous ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort, sans nous arrêter ni avoir égard aux moyens et conclusions présentés par le défendeur et que nous rejetons comme mal fondés, et faisant, au contraire, droit aux conclusions du demandeur ; — Maintenons ledit Girault dans la possession exclusive et plus qu'annale qu'il a du terrain litigieux ; — Disons qu'il n'y a pas lieu de lui allouer de dommages-intérêts ; — Et condamnons Chaput en tous les dépens, liquidés à ... »

**Observations.** — Des faits de passage sur un terrain ne peuvent constituer une présomption de ser-

vitute de passage, mais sont insuffisants pour établir une possession du sol lui-même. Encore ne créeraient-ils pas même une possession utile de la servitude, puisque cette servitude, essentiellement discontinue, ne peut s'établir que par titres. De tels faits de passage ne peuvent être utilement opposés à sa possession du terrain, établie par des dépôts permanents de bois, de voitures ou autres objets quelconques, et conservée, *animo domini*, pendant plus d'an et jour. A une telle possession, on ne pourrait opposer que des actes de possession du même ordre, impliquant une prétention de propriété du sol.

Justice de paix du canton de Meulan  
(Seine-et-Oise).

Président : M. MEUNIER, juge de paix,  
docteur en droit.

25 juillet 1882.

*Constructions exigeant certains ouvrages intermédiaires. — Réservoir élevé sur piédestal. — Balcons. — Égout des toits ou saillies.*

Les dispositions de l'article 674 du Code civil sont énonciatives et non limitatives ; et la doctrine et la jurisprudence appliquent avec raison ces dispositions aux autres ouvrages et entreprises qui présentent avec ceux que le texte a directement prévus une analogie qui ne permet pas raisonnablement de les distinguer.

Toutefois, pour rendre applicables les précautions exigées par cet article à des ouvrages qu'il n'énumère pas expressément, il faut que ces ouvrages aient une analogie évidente avec ceux indiqués audit article, ces précautions constituant des restrictions au libre exercice du droit de propriété.

Spécialement, on ne saurait assimiler à

un puits ou à une citerne, un réservoir destiné à recevoir 25 mètres cubes d'eau, soutenu par un piédestal en maçonnerie, et édifié à 80 centimètres du mur mitoyen, et contraindre le propriétaire constructeur de ce réservoir à prendre les précautions exigées par l'article 674.

L'article 678 du même Code interdit d'une façon absolue l'établissement de balcons à une distance moindre de 19 décimètres de l'héritage voisin ; le juge n'a pas à se préoccuper de la question de savoir si le balcon litigieux servira uniquement aux réparations du réservoir autour duquel il est construit ; lorsque la vue du haut de ce balcon peut s'exercer sur le fonds voisin, il doit être détruit partiellement ou en totalité, selon les circonstances, de façon à ne pas constituer un droit de vue sur la propriété du voisin à la distance prohibée.

La défense contenue dans la partie finale de l'article 681 du Code civil est générale et absolue ; la loi ne distingue pas si l'égout des toits cause ou non un préjudice.

Ainsi jugé, par M. le juge de paix de Meulan, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu les articles 674, 678, 680, 681, 1382, 1383 du Code civil ; 6, n° 1, et 3 de la loi du 25 mars 1838, et 130 du Code de procédure civile ; — Vu également : 1° le jugement avant faire droit, ordonnant une visite des lieux litigieux, avec l'assistance du sieur Tonichon, architecte expert, choisi par les parties ; 2° le procès-verbal de cette visite de lieux et le rapport de l'expert ; 3° les conclusions déposées par Jeanne et signées de lui, lesquelles seront intégralement insérées dans les qualités du présent jugement ; — Ouï les parties en leurs conseils, tant sur le terrain qu'à la barre, dans leurs observations et conclusions ; — Jugeant contra-

dictoirement, à charge d'appel, au possessoire, tous droits et moyens au pétitoire expressément réservés :

— Attendu que, par citation introductive d'instance, les dames veuve Lerault et Jeanne, cette dernière dûment autorisée de son mari, copropriétaires d'une maison et d'un jardin sis à Mezy, tenant à la propriété du défendeur, demandent à ce que Cazet soit condamné : 1° à enlever, dans la huitaine du jugement à intervenir, pour le reculer et le mettre à distance, s'il le juge convenable, un réservoir destiné à recevoir 25 mètres cubes d'eau, soutenu par un piédestal en maçonnerie et édifié à 80 centimètres du mur mitoyen ; 2° à supprimer et à faire disparaître le balcon circulaire régnant autour de ce réservoir, de façon à ne pas établir une vue droite sur la propriété des demanderesses ; 3° à enlever, dans le même délai, les échafaudages appuyée sans droit contre la partie non mitoyenne du pignon de la grange des demanderesses et à réparer les dégradations faites tant à ce pignon qu'au mur mitoyen y attenant, par suite des travaux exécutés par Cazet ; 4° à supprimer le balcon ou balustrade avec saillie que Cazet a fait édifier sur un mur en terrasse le long du jardin Lerault et qui constitue une vue droite sur la propriété, en même temps que les saillies tendent à établir un droit d'égout sur ledit jardin ; 5° à arracher les arbres à hautes tiges, plantés par le défendeur sur son fonds, et qui ne sont pas à la distance légale, et à élaguer à plomb pendant ceux de ces arbres dont la plantation remonterait à plus de trente ans, mais dont les branches avancent sur la propriété du deman-

deur ; 6° et à leur payer une somme de 100 francs, à titre de dommages-intérêts, pour tous ces travaux indûment faits ; demandent, en outre, la dame Lérault et les époux Jeanne, à être autorisés à exécuter les travaux susindiqués aux frais de Cazet, dans le cas où lui-même ne le ferait pas dans le délai imparti ; — Attendu qu'aujourd'hui Jeanne, ès noms, reconnaissant que Cazet avait, depuis la citation, arraché ou élagué les arbres litigieux, demande qu'il lui soit donné acte de ce que le défendeur a satisfait à ce chef de demande ; — Attendu, en ce qui concerne l'enlèvement des échafaudages et la réparation des dégradations faites par Cazet, qu'il a été, lors de la visite de lieux, promis par l'architecte de Cazet de faire réparer, aussitôt les travaux terminés, les murs mitoyens et même de faire exécuter une reprise à l'intérieur du bâtiment Lérault ; que Jeanne demande qu'il lui soit également donné acte des promesses de Cazet et qu'un délai modéré soit accordé au défendeur pour s'exécuter ; — Attendu que, par ses conclusions écrites, Jeanne, outre ses demandes de donner acte, insiste surtout sur deux chefs de demande : l'un relatif à la tour et à son balcon circulaire ; l'autre aux saillies en pente sur le mur de terrasse et au prétendu droit d'égout qui en est la conséquence ; — Sur le premier chef de demande : — Attendu que Jeanne demande : 1° au principal, la démolition de la tour, laquelle, édifiée à 80 centimètres seulement des murs mitoyens, crée un danger permanent pour la propriété Lérault, sur laquelle peut se produire à tout instant un éboulement ou même

une simple fuite d'eau ; 2° et, subsidiairement et pour le cas où la tour serait conservée, l'enlèvement total ou tout au moins la suppression partielle du balcon circulaire, de manière à ce que ce balcon ne constitue pas une vue droite sur le fonds des demandeurs ; — Attendu que Cazet s'oppose formellement à la démolition de la tour et même à la suppression totale ou partielle du balcon, soutenant que la tour et son réservoir ne sauraient être considérés comme un travail dangereux ou nuisible, à l'occasion duquel on puisse demander l'application de l'article 674 du Code civil, et que le balcon est installé uniquement pour faire les réparations au réservoir et non pour s'y promener et exercer un droit de vue ; — En droit : — Attendu qu'à la vérité les dispositions de l'article 674 du Code civil sont énonciatives et non limitatives ; la doctrine et la jurisprudence appliquent ces dispositions « aux autres « ouvrages et entreprises qui pré-  
« sentent avec ceux que le texte a  
« directement prévus une analogie  
« qui ne permet pas raisonnable-  
« ment de les en distinguer » (Demolombe, sur l'article 674 du Code civil), exigeant notamment que le constructeur d'une citerne ou d'un tuyau de fournaise prenne les précautions légales comme pour construire un puits ou un four ou fourneau ; — Attendu toutefois que, pour rendre applicables les précautions exigées par l'article 674 à des ouvrages qu'il n'énumère pas expressément, il faut que ces ouvrages aient une analogie évidente avec ceux indiqués audit article, ces précautions constituant des restrictions au libre exercice du droit de pro-

priété ; — En fait : — Attendu que le réservoir, construit sur un piédestal par le défendeur, ne peut être assimilé à un puits, ni même à une citerne ; qu'avec ce réservoir on ne saurait craindre les infiltrations ; que la moindre fuite serait aussitôt constatée et laisserait d'ailleurs couler l'eau sur le terrain Cazet ; — Attendu qu'en supposant même qu'on veuille assimiler un réservoir élevé à 12 mètres du sol à un puits ou à une citerne, une des conditions spéciales exigées par l'article 674 pour que certaines précautions puissent être imposées ferait encore défaut : la loi veut, en effet, que la construction soit édifiée près du mur mitoyen ou appartenant à autrui ; or la tour est à 70 centimètres des murs de Jeanne et, par conséquent, ne peut être comparée à un ouvrage qui serait fait immédiatement contre ledit mur ; — Attendu que Jeanne soutient encore qu'abstraction faite du danger d'inondation que courrait la propriété Lérault, si le réservoir venait à crever, une tour d'une aussi grande élévation pourrait s'écrouler ; que d'un autre côté, une pareille masse de maçonnerie doit exercer une pression sur le terrain et, par suite, sur les murs mitoyens, pression qui sera encore augmentée par le poids de 25 000 litres d'eau ; que, sous ce double rapport, cette construction constitue un danger permanent pour la propriété, sur laquelle tomberaient toutes les pierres et le réservoir lui-même, et dont le terrain et les murs subiront nécessairement, avec le temps, un tassement et une dégradation ; — Mais attendu que cette tour et le balcon lui-même sont, d'après l'expert, construits selon les meilleures

règles de l'art et d'une parfaite solidité ; qu'élevés sur un fort massif en béton, isolés de 70 centimètres des murs mitoyens, ils ne sauraient porter atteinte auxdits murs ; — Attendu qu'il n'est pas possible d'invoquer ici les usages du canton, lesquels sont muets sur le cas soumis au Tribunal ; qu'en pareille hypothèse les auteurs laissent au juge toute latitude pour décider la question d'après le *quid utilius*, et même le droit de décider qu'il n'y a lieu à l'emploi d'aucune précaution ; — Attendu d'ailleurs que, si, à un moment donné, la tour et le réservoir portaient un préjudice quelconque aux murs et à la propriété Lérault-Jeanne, ces derniers auraient toujours le droit de demander à Cazet des dommages-intérêts, en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil ; — Attendu, par suite, qu'il n'est pas nécessaire d'ordonner la démolition de la tour et du réservoir ; qu'il y a lieu, au contraire, de les maintenir ; — Sur les conclusions subsidiaires faisant suite à la demande principale du premier chef et tendant à la suppression totale ou partielle du balcon circulaire adapté à la tour, constituant, selon le défendeur, un droit de vue à une distance qui n'est pas celle de la loi : — Attendu que Cazet soutient que ce balcon sert uniquement d'ornementation et pour les réparations à faire au réservoir ; qu'on ne peut y accéder qu'en plaçant une échelle sur un premier balcon (celui-là établi du côté de la propriété du défendeur et dont on ne demande pas d'ailleurs la suppression) ; que les difficultés de l'accès indiquent que ce balcon ne constitue pas une vue droite sur les fonds Lérault ; qu'il se refuse, par consé-

quent, à la supprimer ou à la modifier, la loi, dans l'article 678 du Code civil, ayant voulu régler l'exercice de la vue sur l'héritage du voisin, c'est-à-dire la vue proprement dite, s'exerçant comme servitude continue, au moyen d'ouvrage dont la destination est de la procurer d'une façon principale, permanente, mais évidemment n'ayant pas songé à cette vue accidentelle et momentanée que dans certaines occasions fort rares peut procurer le balcon litigieux ; — Mais attendu que la loi est formelle et prohibe d'une façon absolue l'établissement de balcons à une distance moindre de 10 décimètres de l'héritage voisin ; qu'où la loi ne distingue pas, le juge ne doit pas non plus faire de distinction et se demander, par exemple, si on montera souvent ou rarement sur ce balcon et si, comme on le prétend ici, les personnes qui y auront accès feront seulement les réparations du réservoir ou examineront tout à leur aise la propriété Lérault ; qu'il suffit qu'une fois monté sur ce balcon pour un motif quelconque on puisse plonger la vue sur le fonds des demanderesse pour que ledit balcon, dont le devant est à plomb du parement intérieur des murs mitoyens, soit partiellement détruit, de façon à ne pas constituer une vue sur la propriété Lérault ; — Attendu, d'ailleurs, qu'il serait impossible aux demandeurs d'être constamment aux aguets, pour voir si les personnes qui monteront sur le balcon y viennent uniquement dans le but d'examiner et de réparer le réservoir ; qu'eussent-ils ce loisir, ils ne pourraient s'enquérir auprès de chaque visiteur du but de sa visite ; —

Sur le deuxième chef de la demande : — Attendu que, restreignant ses prétentions, au lieu de demander, comme en l'exploit d'instance, la suppression de la balustrade et des saillies en pente, construites par Cazet sur un mur en terrasse, le long du jardin des demandeurs, et qui constitueraient une vue droite sur la propriété Lérault, en même temps que les saillies tendent à établir un droit d'égout sur ledit jardin, Jeanne, après avoir reconnu, lors de la visite de lieux, que le balcon (remplacé aujourd'hui par la balustrade) était établi depuis plus d'an et jour, se borne, dans ses conclusions écrites, à demander la suppression des saillies en pente, faites depuis moins d'an et jour, ce qui a été reconnu par toutes les parties, pouvant ainsi, à un moment donné, établir un droit d'égout sur la propriété Lérault ; — Attendu que le défendeur a d'abord soutenu qu'avant la construction de la balustrade il y avait un balcon scellé sur des dalles en pierres, ayant un écoulement d'eau de chaque côté ; que, par suite, le droit d'égout existait depuis fort longtemps et qu'il n'avait pas été aggravé par les changements apportés à ce balcon ; — Mais attendu que, sur les dénégations de Jeanne, le juge a fait apporter une des anciennes dalles et qu'il a été reconnu par lui, en présence de toutes les parties, que cette dalle était droite, sans aucune pente, que, par conséquent, elle ne pouvait pas jeter les eaux sur la propriété Lérault, comme le font les saillies plus amplement décrites au procès-verbal de visite de lieux et au rapport de l'expert ; — Attendu que, devant ces contestations, Cazet, forcé de reconnaître qu'il a,

depuis moins d'an et jour, établi des saillies et par suite un droit d'égout qui n'existait pas auparavant, soutient, d'accord avec l'expert, que les eaux pluviales provenant desdites saillies litigieuses ne peuvent nuire à la propriété Lérault, d'abord à cause de leur peu d'importance et ensuite parce que, le mur de soutènement ayant beaucoup de fruit, ces eaux coulent sur le parement de ce mur et ne tombent pas directement sur la propriété Lérault; — Mais attendu que l'article 684 du Code civil défend à tout propriétaire de faire verser sur le fonds de son voisin les eaux pluviales provenant de ses toits, quels qu'ils puissent être; que cette défense est générale, absolue, la loi ne distinguant pas si l'égout des toits cause ou non, dans certains cas, un préjudice, ne distinguant même pas si les eaux tombent immédiatement sur le fonds du voisin, ou bien si elles n'y arrivent ensuite qu'après être tombées d'abord sur le fonds du propriétaire du toit; qu'elle exige que le voisin ne soit pas tenu de supporter cet écoulement des eaux, qui provient du fait de l'homme; — Attendu qu'il y a analogie parfaite entre les eaux pluviales provenant d'un toit et celles provenant de saillies en pente, comme celles qui font l'objet du procès, la pente du bandeau, notamment, constituant un véritable petit toit; que Cazet ne peut pas avoir plus le droit de jeter les eaux provenant desdites saillies sur la propriété des demanderesses qu'il n'aurait la faculté d'y laisser tomber les eaux de ses toits; — Attendu, par suite, que ces saillies en pente tendent à établir un véritable droit d'égout au profit de Cazet et au pré-

judice de la propriété Lérault; qu'il y a lieu de les supprimer et de modifier le bandeau de telle façon que les eaux de Cazet ne s'écoulent plus sur le terrain des demanderesses; — Attendu que, sur tous les points soumis à l'appréciation du juge, la propriété des terrains et la mitoyenneté des murs n'ont pas été contestées; — Attendu que le droit de vue indûment exercé par Cazet du haut de son balcon circulaire, et l'égout provenant de la pente des saillies existent depuis peu de temps et n'ont point causé aux demanderesses un préjudice appréciable en argent; qu'il y a lieu, sous ce rapport, tout en ordonnant certains travaux, de rejeter la demande en dommages-intérêts formée par la dame Lérault et les époux Jeanne; — Par ces motifs, — Donnons acte à Jeanne de ce qu'il déclare que le défendeur a, depuis la citation, satisfait au chef de demande relatif à l'arrachage et à l'élagage des arbres; — Donnons également acte à Cazet de sa promesse verbale de réparer à ses frais les dégradations commises par ses échafaudages et ses travaux; — Disons que ces réparations devront être faites dans le délai de deux mois, à dater de la signification du présent jugement; — Disons que Cazet pourra conserver la tour et le réservoir tels qu'ils sont construits, à charge, bien entendu, d'être responsable, en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil, des dégâts ultérieurs que cette construction pourrait occasionner à la propriété des demanderesses; — Disons que le balcon circulaire sera partiellement supprimé, de façon à laisser un espace de 19 décimètres entre la ligne extérieure du balcon et le point mi-



lieu des murs mitoyens ; — Disons que les saillies faites par Cazet sur son mur de terrasse seront supprimées et que la balustrade sera modifiée de façon à ce que les eaux ne s'écoulent pas sur la propriété Lérault ; — Disons que, dans le délai de deux mois, à dater de la signification du présent jugement, parties présentes ou dûment appelées, le sieur Tonichon, que nous committons à cet effet, fera exécuter, aux frais de Cazet, après serment préalable, les travaux ci-dessus ordonnés et déposera un rapport au greffe ; — Disons qu'en cas d'empêchement ou de refus du sieur Tonichon, il sera remplacé par un autre architecte, sur simple ordonnance du juge de paix, et que cet architecte opérera comme il est dit ci-dessus, les travaux devant être alors exécutés dans le délai de deux mois, à dater du jour de la prestation de serment dudit expert ; — Rejetons le surplus des demandes de la dame veuve Lérault et des époux Jeanne ; — Et condamnons Cazet en tous les dépens. »

**Observations.** — Ce jugement a été sur appel confirmé, avec adoption de motifs, par le Tribunal civil de Versailles.

**Justice de paix de Saint-Germain en Laye**  
(Seine-et-Oise).

**Président : M. ALPHONSE BOULÉ,**  
*juge de paix.*

27 janvier 1886.

**Entrepreneur.** — *Ouvrages d'entretien.*  
**Prescription.** — *Marchand.* — *Ouvrier.*

L'entrepreneur, même opérant des travaux de pur entretien, ne saurait être

considéré ni comme tâcheron, ni comme ouvrier, ni comme marchand.

Il échappe en conséquence soit à la prescription de six mois, soit à celle d'un an.

Ainsi jugé, par M. le juge de paix de Saint-Germain en Laye, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX ; — Vidant le délibéré, ordonné à l'audience du... — Après avoir entendu les parties en leurs dires et conclusions respectifs : — Attendu qu'à la demande de Filloche en paiement de 50 fr. 07 pour travaux de couverture, plomberie, exécutés du 29 décembre 1880 au 21 mai 1881, Lasne oppose la prescription édictée par l'article 2272 du Code civil, et au besoin celle résultant de l'article 2271 du même Code ; — Attendu que Filloche répond qu'il n'est pas marchand, et qu'il n'est ni tâcheron ni ouvrier, mais entrepreneur patenté, ayant un matériel, un personnel d'ouvriers et tenant une comptabilité en raison des crédits qu'il est dans l'habitude de faire ; — En ce qui touche la prescription d'un an : — Attendu que Filloche n'est pas un marchand dans l'acception légale de l'article 2272 ; — En ce qui touche la prescription de six mois : — Attendu qu'en admettant que les travaux dont le paiement est réclamé ne consistent qu'en ouvrages d'entretien, Filloche ne saurait être assimilé à un ouvrier payé à la journée pouvant, dès lors, se voir opposer la prescription dont s'agit ; — Qu'en effet, si l'un des ouvriers préposés par Filloche au travail demandé avait causé à autrui un accident ou s'il s'était blessé lui-même sans imprudence person-

nelle commise, en exécutant ledit travail, Filloche eût été responsable, le cas échéant, et non Lasne; — Qu'il en serait de même si une contravention pour dépôt de matériaux embarrassant la voie publique ou non éclairés avait été commise dans le cours des travaux; — Que, d'un autre côté, s'il est vrai qu'aucun marché à prix fait n'a été conclu, dans les termes de l'article 1793 du Code civil, c'est que, depuis qu'il a été établi pour le prix des travaux intéressant la ville de Paris des tarifs dits *séries*, il est devenu d'usage pour les particuliers, notamment dans le canton de Saint-Germain en Laye, par un accord tacite avec l'entrepreneur, de faire régler les mémoires des travaux d'après ces *séries*, ce qui dispense d'un forfait préalable écrit en matière de menus travaux, c'est-à-dire d'entretien; —

Par ces motifs, et statuant en dernier ressort, disons qu'aucune des deux prescriptions n'est opposable; en conséquence, condamnons Lasne à payer à Filloche la somme de 50 fr. 07, à laquelle il déclare se réduire en égard à la réduction du 20 pour 100 à opérer sur le montant de son mémoire en demande, le condamnons en outre aux intérêts tels que de droit et aux dépens. »

**Observations.** — L'entrepreneur n'est évidemment ni un ouvrier dans le sens de l'article 2271 du Code civil, ni un marchand proprement dit, dans le sens de l'article 2272, car il fournit du travail en même temps que les matériaux nécessaires à l'exécution de ce travail, par suite on ne peut lui opposer ni la prescription de six mois, ni celle d'un an.

---

**Justice de paix de Ressons-sur-Matz (Oise).**

**Président : M. GODART, juge de paix.**

8 janvier et 26 février 1886.

*Action en dommages-intérêts. — Infiltrations d'eaux. — Travaux prescrits en l'article 674 du Code civil. — Expertise. — Compétence du juge de paix en premier ou dernier ressort.*

Lorsque la demande en dommages-intérêts intentée par un propriétaire contre son voisin, bien qu'inférieure à 200 francs, rentre, à raison des causes sur lesquelles elle est fondée, dans la catégorie des actions relatives aux constructions et travaux énoncés dans l'article 674 du Code civil, le juge de paix ne peut statuer qu'en premier ressort.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Ressons-sur-Matz, dans les circonstances que voici :

Le sieur Herbert a cité M. Legranger à comparaître par-devant M. le juge de paix de Ressons, pour : — « Attendu que lui, Herbert, est propriétaire en la commune de Vignemont, sur la place, d'une maison à usage d'habitation, grange à côté, toits à porcs, hangar en retour d'équerre, et d'une cour au milieu de ces bâtiments avec jardin derrière, lesdits grange, toits à porcs et hangar contigus à la propriété de M. Legranger, qui consiste en une maison et dépendances avec cour au milieu des bâtiments, le tout à usage de ferme ; — Attendu que, depuis plus de cinq ans, le défendeur laisse séjourner des eaux fluviales et du purin dans un trou à fumier longeant le mur de M. Herbert, contre lequel sont construits les toits à porcs et le hangar de ce dernier ; — Que, d'un autre côté, le

défendeur a établi un barrage dans son étable à vaches, de façon à faire circuler ses eaux quand bon lui semblerait, ce qui occasionne une grande humidité dans la grange du demandeur ; — Attendu que les eaux et purin du sieur Legranger se sont infiltrés et s'infiltrèrent encore sur la propriété du sieur Herbert et ont, par ces infiltrations, causé des détériorations à son mur et à ses bâtiments ; — Attendu que les faits ci-dessus d'infiltration, d'humidité et de détérioration ont été constatés par un procès-verbal du ministère de Leblond, huissier à Ressons, en date du 8 février 1881, enregistré ; — Attendu que le dommage ainsi causé au demandeur ne saurait être évalué moins de 50 francs et qu'il lui en est dû réparation ; — Par ces motifs, — S'entendre ledit sieur Legranger condamner à payer au sieur Herbert la somme de 50 francs pour réparation du dommage résultant pour lui des faits ci-dessus ; — Et s'entendre, en outre, condamner aux intérêts de droit et aux dépens, qui comprendront le coût du procès-verbal de constat susénoncé. »

M. Herbert a représenté l'original dudit procès-verbal de constat dressé par Leblond, huissier à Ressons, avec le concours de M. Olivier, géomètre audit Ressons, le 8 février 1881, et duquel il résulterait :

1° Qu'à cette date les eaux du trou à fumier de M. Legranger séjournaient le long du mur des hangar et toits à porcs du sieur Herbert, sur toute la longueur de ce mur qui serait de 6 mètres 90 centimètres, et sur une profondeur de 8 et 10 centimètres ;

2° Qu'une tranchée ouverte le même jour par ledit géomètre, en

présence de l'huissier Leblond, dans le hangar de M. Herbet, à une profondeur de 22 centimètres, aurait fait reconnaître que les eaux du trou à fumier de M. Legranger s'infiltraient dans ledit hangar et dans les toits à porcs ;

3° Que, du fond de la tranchée dont il vient d'être parlé à un endroit pris sur le pourtour de la fosse à fumier que le sieur Herbet avait lui-même dans sa cour, il existait une différence de cote de 17 centimètres ;

4° Qu'à la date précitée il existait, dans l'aire de la grange du sieur Herbet, de l'humidité causée, d'après celui-ci, par les eaux du trou à fumier du sieur Legranger lorsqu'il les faisait écouler sur la voie publique ;

5° Qu'il existait alors des fissures en différents endroits au mur du hangar et des toits à porcs du sieur Herbet.

Le sieur Legranger, défendeur, a expliqué qu'il a fait un contre-mur et que, s'il existe des infiltrations ou de l'humidité dans la propriété du sieur Herbet, elles proviennent de la gouttière que ce dernier a sur son immeuble. Il a requis une visite des lieux comme pouvant seule fournir des éclaircissements sur le litige. — Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes : — Attendu que, par la citation introductive d'instance, Herbet réclame à Legranger le paiement d'une somme de 50 francs pour réparation du dommage qui résulterait pour lui de détériorations causées à son mur et à ses bâtiments par des infiltrations d'eaux et de purin provenant de la fosse à fumier de Legranger, lesquelles, remontant

à plus de cinq années, se produiraient encore actuellement, ainsi que de l'humidité que produiraient, dans l'aire de la grange d'Herbet, les eaux dudit trou à fumier et qu'il attribue à un barrage établi par Legranger dans son étable à vaches ; — Attendu que Legranger repousse cette demande, qu'il prétend mal fondée ; qu'il ajoute que la construction par lui faite d'un contre-mur a supprimé toute possibilité d'infiltration ; que l'infiltration et l'humidité, dont se plaint Herbet, proviennent d'une gouttière existant sur la propriété de celui-ci, et qu'il réclame une descente de justice sur les lieux litigieux ; — Attendu que les parties sont contraires aux faits qui ne peuvent, en effet, être appréciés qu'au moyen d'une visite de lieux et qu'il est même nécessaire de recourir aux lumières d'un homme de l'art et de faire procéder à une expertise ; — Par ces motifs, — Avant faire/droit, statuant contradictoirement, ordonnons qu'il sera par nous procédé en présence des parties, le lundi 18 janvier présent mois, à trois heures de l'après-midi, à la visite des lieux contentieux ; — Et nommons, pour nous assister comme expert lors de cette visite, le sieur Edouard Veil, maître-maçon à Ressons, lequel, dispensé du serment par les parties, fera toutes vérifications utiles, s'entourera de tous renseignements, nous donnera son avis sommairement, séance tenante, s'il y a lieu, sur les faits et circonstances de la cause et nous fera ensuite du tout un rapport détaillé, qu'il déposera au greffe de ce Tribunal, pour être ensuite statué ce qu'il appartiendra ; — Tous droits, moyens et dépens réservés. »

Après expertise, et le 26 février 1886, jugement définitif dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — OUI les parties en leurs explications et observations, et M<sup>e</sup> Mouronval, avoué du demandeur, en ses conclusions et plaidoiries ; — Vu : — 1<sup>o</sup> L'exploit introductif d'instance ; — 2<sup>o</sup> Notre jugement contradictoire du 8 janvier dernier, ordonnant une visite des lieux contentieux et une expertise ; — 3<sup>o</sup> Le procès-verbal de notre visite de lieux, en date du 18 janvier dernier, enregistré, en foi duquel l'affaire a été par nous renvoyée à l'audience du 5 février présent mois ; — 4<sup>o</sup> Le rapport de l'expert, par lui rédigé le 26 janvier dernier et déposé le lendemain au greffe de cette justice de paix, suivant acte du greffe dûment enregistré ; — 5<sup>o</sup> Notre jugement du 5 de ce mois, ordonnant la remise de l'affaire à quinzaine ; celui du 19 février présent mois, par lequel nous avons mis la cause en délibéré et renvoyé l'affaire à huitaine pour le prononcé du jugement ; — Vidant notre délibéré ; — Attendu que la demande en paiement de 50 francs de dommages-intérêts, formée par Herbert contre Legranger et sur laquelle nous avons à statuer, vise trois causes de préjudice, savoir : — 1<sup>o</sup> Les détériorations causées au mur d'Herbet par des infiltrations d'eaux et de purin provenant, selon Herbert, de la mare de Legranger, laquelle mare a été qualifiée par lui à tort de trou à fumier dans sa citation ; — 2<sup>o</sup> Les détériorations causées aux bâtiments d'Herbet par les mêmes infiltrations ; — 3<sup>o</sup> Une grande humidité que produirait, dans la

grange d'Herbet, soit l'écoulement, soit la stagnation des eaux de la mare de Legranger dans la rigole par laquelle ces eaux sont déversées sur la voie publique, laquelle rigole passe dans l'étable à vaches de Legranger, à proximité du mur qui appartient à ce dernier et sépare cette étable de la grange d'Herbet ; — Premier chef, — En ce qui concerne le mauvais état du mur d'Herbet : — Attendu qu'il est de toute évidence que, s'il était causé par les infiltrations provenant de la mare de Legranger, ce mur serait miné à sa base ou tout au moins dégradé dans sa partie inférieure ; que nous n'avons constaté rien de semblable, non plus que l'expert, lors de notre visite de lieux, ainsi que l'énonce le procès-verbal de cette visite ; — Que ledit mur surplombe seulement à une hauteur de 1 mètre 25 centimètres au-dessus du sol, ce qui ne peut à nos yeux, comme aux yeux de l'expert, être attribué aux eaux de la mare de Legranger, mais à pour unique cause, d'après l'expert, un vice de construction dudit mur ; — Second chef, — En ce qui concerne les prétendues dégradations causées aux bâtiments d'Herbet par les eaux de la mare de Legranger : — Attendu que, si l'expertise a constaté des infiltrations provenant de cette mare, elle a fait ressortir que ces infiltrations n'ont été jusqu'alors aucunement dommageables, par la raison notamment que, alors même qu'elles ne se seraient pas produites, l'eau serait venue à la même profondeur dans la propriété d'Herbet, par suite de la nature et de l'inégalité du sol de cette propriété ; — Attendu que, en admettant les infiltrations de la mare comme con-

stantes, il ne nous est pas démontré que la corruption de l'eau, mise à jour par les tranchées faites par l'expert sous nos yeux dans les bâtiments d'Herbet, lors de la visite de lieux, n'ait pas pour cause principale le contact de cette eau avec les débris et détritus de fumier dont nous avons constaté le mélange, à une certaine profondeur, avec l'argile du sol qui forme l'emplacement desdits bâtiments ; — Attendu que le mauvais état de ces bâtiments est attribué par l'expert d'abord à leur construction défectueuse, ensuite à la nature du sol sur lequel ils reposent et nullement aux eaux de la mare de Legranger ; — Troisième chef, — En ce qui concerne l'humidité que causeraient les eaux de la mare de Legranger à leur passage dans l'étable de celui-ci à la grange d'Herbet et plus spécialement à une lapinière qui se trouve dans cette grange, contre le mur de l'étable à vache de Legranger : — Attendu que, lors de notre visite de lieux, laquelle a eu lieu une heure après une pluie abondante qui avait duré presque toute la matinée, nous n'avons remarqué, ni dans ladite grange, ni dans la lapinière d'Herbet, une humidité anormale ; — Que, d'autre part, l'expert constate dans son rapport que lui-même n'y a remarqué aucune humidité pouvant provenir, soit de la mare de Legranger, soit de ce qu'il appelle le *trop-plein* de cette mare longeant le pignon de la grange d'Herbet ; — Attendu que, à défaut d'expertise, les constatations personnelles par nous faites lors de notre descente sur les lieux nous auraient conduit, à tous points de vue, aux mêmes conclusions que celles indiquées par

l'expert Veil dans son rapport ; que l'opinion de l'expert a eu pour effet de corroborer celle que nous nous étions faite par suite de ces constatations et de ne pas permettre au doute de se faire jour dans notre esprit, mais, au contraire, d'affermir notre conviction ; — Que, pour ces motifs, il n'y a pas lieu d'accueillir les conclusions posées par M. Mouronval au nom d'Herbet et tendant à une nouvelle expertise, ainsi qu'à une analyse chimique des eaux de la mare de Legranger et de celles qui se trouvent dans la propriété d'Herbet, — l'expertise à laquelle a procédé le sieur Veil par nous commis étant régulière en la forme et tout à fait probante quant au fond, et une analyse des eaux ne pouvant être d'aucune utilité, puisque, en admettant comme constantes les infiltrations dont il est question dans la demande d'Herbet, il est bien établi que, quelle que puisse être la composition des eaux qui en proviendraient, ces infiltrations ne peuvent être et ne sont pas la cause du dommage dont se plaint le demandeur, lequel ne peut s'en prendre qu'à lui-même de ce dommage ; — Attendu qu'aucun des trois chefs de demande visés par l'exploit introductif d'instance et les conclusions d'Herbet n'étant justifié, il ne peut être fait droit à sa demande ; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Sur la qualification du présent jugement : — Attendu que, bien que le montant de la demande ne soit que de 50 francs et qu'elle ait pour principal fondement le principe posé par l'article 1382 du Code civil, elle n'en constitue pas moins une action rentrant dans la caté-

gorie de celles relatives aux constructions et travaux énoncés dans l'article 674 du Code civil et, par suite, susceptible d'appel, si minime que soit le chiffre de la demande, aux termes du paragraphe 3 de l'article 6 de la loi du 25 mai 1838 ; que nous ne pouvons, en conséquence, statuer qu'en premier ressort ; — Par ces motifs, — Jugeant contradictoirement et à charge d'appel ; — Déclarons le rapport de l'expert Veil régulier en la forme et juste au fond, l'entérinons purement et simplement, disons qu'il n'y a lieu d'accueillir les conclusions d'Herbet tendant à une nouvelle expertise et à une analyse chimique des eaux de sa propriété et de celles de la mare de Legranger ; — Au fond, déclarons Herbert mal fondé en ses demandes, fins et conclusions, l'en déboutons purement et simplement ; — Et condamnons ledit Herbert en tous les dépens, y compris ceux de visite des lieux et d'expertise. »

**Observations.** — Nous n'avons rien à dire sur le fond de la sentence qui statue en fait et conformément aux conclusions de l'expert commis. — Sur la question de compétence, nous éprouvons beaucoup de doute. La demande tendait non pas à faire ordonner l'exécution de certains travaux prescrits en l'article 674 du Code civil, mais seulement à faire condamner le défendeur à payer une somme de 50 francs à titre de dommages-intérêts, pour préjudice causé par des infiltrations d'eau. Nous ne voyons donc pas bien en quoi et comment une telle demande rentre dans la catégorie

des actions relatives aux constructions et travaux énumérés par l'article précité. La compétence du juge de paix, en cette matière, a été établie à charge d'appel, sans limitation de valeur, par l'article 6 de la loi de 1838. On comprend que la faculté d'appel ait été réservée, dans tous les cas, pour ce genre d'actions, parce que la décision, qui ordonne l'exécution de travaux, est toujours d'une certaine gravité et, d'ailleurs, d'une valeur indéterminée, et qu'il est, dès lors, prudent d'assurer aux parties la garantie du double degré de juridiction. Mais la même raison n'existe plus, lorsque le juge de paix n'est saisi que d'une pure question de dommages-intérêts, qu'il n'est réclamé aucune exécution de travaux et que la somme demandée est inférieure à 200 francs. Aussi ne nous paraît-il pas possible de faire rentrer, dans la classe des actions indiquées dans l'article 6 de la loi de 1838, la demande, purement personnelle et mobilière, en 50 francs de dommages-intérêts, alors même que cette demande serait basée sur des infiltrations, lesquelles auraient pu motiver une demande en exécution de certains travaux. En fait, ces travaux n'ont pas été demandés devant le juge. L'action a donc conservé son caractère de simple demande déterminée en dommages-intérêts pour préjudice causé. Nous croyons donc, quant à nous, que le jugement ci-dessus aurait dû être rendu en dernier ressort.

Just. de paix du canton ouest du Quesnoy (Nord).

Président : M. VEBER, juge de paix (1).

21 septembre 1882.

*Demande en paiement de travaux. — Demande en dommages-intérêts. — Saisie. — Demande antérieure pour le même objet et suivie d'une transaction devant le juge. — Non-recevabilité.*

La partie qui, sur une demande en dommages-intérêts pour préjudice causé par une saisie pratiquée chez elle, a transigé devant le juge avec la partie adverse et abandonné cette demande, n'est pas recevable à la reproduire ultérieurement pour la même cause accessoirement à une demande en paiement de travaux.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le sieur Lepoint, charron et cabaretier à Eth, a cité la veuve Delhaye, propriétaire au même lieu, pour se voir condamner à lui payer : 1° 5 francs pour travaux de charonnage et 2° 150 francs de dommages-intérêts pour le préjudice qu'elle lui a causé en faisant pratiquer indûment et sans droit une saisie-gagerie sur son mobilier ; s'entendre en outre condamner aux intérêts et aux frais. — La défenderesse a reconnu le premier point de la demande et a dit qu'elle ne doit rien pour le second point, la saisie-gagerie qu'elle a fait pratiquer n'ayant causé aucun préjudice à Lepoint. — Le demandeur répliquant a maintenu sa demande entière, mais n'a justifié ni même offert de justifier d'aucun préjudice résultant de la saisie dont il se plaint. — Il résulte en outre des

débats et des notes d'audience que ladite saisie et la même demande en 150 francs de dommages-intérêts ont fait l'objet d'une précédente action portée par Lepoint à une audience précédente à laquelle la veuve Delhaye a renoncé au bénéfice de sa saisie et Lepoint aux dommages-intérêts qu'il avait réclamés. — Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que les conclusions du demandeur tendent à obtenir paiement de 5 francs pour prix de travaux et 150 francs de dommages-intérêts pour le préjudice éprouvé par une saisie-gagerie que la défenderesse aurait indûment fait pratiquer chez lui ; que le bien fondé du premier point est reconnu et que celui du second est dénié ; — Attendu que le demandeur ne justifie pas et n'offre même pas de justifier d'aucun préjudice matériel ou moral qui aurait résulté de la saisie dont il se plaint ; que, sans intérêt engagé, il ne saurait y avoir action en justice ; — Attendu, au surplus, que Lepoint a, une première fois déjà, porté devant nous sa demande en 150 francs de dommages-intérêts, et qu'à notre audience du 7 de ce mois l'affaire a été conciliée par la renonciation de la veuve Delhaye au bénéfice de sa saisie et par le paiement des frais de l'acte qui l'a constatée, et par la renonciation de Lepoint à sa demande en dommages-intérêts ; que cette transaction librement consentie devant nous, forme la loi des parties contractantes et les lie ; que le demandeur ne saurait revenir sur cette convention et former une nouvelle action pour la même cause, et ce en vertu du prin-

(1) Actuellement juge de paix à Saint-Pol (Pas-de-Calais).



cipe de droit : *Non bis in idem* ; — Attendu que les intérêts sont dus du jour de la demande et que la partie qui succombe doit être condamnée aux frais ; — Statuant en premier ressort, condamnons la défenderesse à payer au demandeur la somme de 5 francs, les intérêts du jour de la demande et les frais liquidés à 12 fr. 89, non compris l'enregistrement du présent jugement en ce qui concerne cette condamnation et cette partie de notre sentence, frais auxquels elle est également condamnée ; déclarons au contraire le demandeur tout à la fois mal fondé et non recevable en sa demande en 150 francs de dommages-intérêts, l'en déboutons et le condamnons aux droits d'enregistrement à percevoir pour ce débouté. »

**Observations.** — La transaction intervenue, sur procès, devant le juge de paix saisi du litige, oblige les parties contractantes. En conséquence le demandeur qui, à titre de transaction a renoncé à sa demande moyennant une concession équivalente à lui faite par son adversaire, n'est pas recevable à former une nouvelle action pour le même objet.

Justice de paix du cant. de Montmorillon  
(Vienne).

Président : M. CH. FORTIN, juge de paix.

11 juillet 1885.

**Demande en paiement de travaux.** — Solde restant dû. — Contestation sur l'ensemble du mémoire s'élevant en totalité à une somme supérieure à 200 fr. — Incompétence du juge de paix.

Lorsque le juge de paix est saisi d'une

demande en paiement de solde restant dû sur un mémoire de travaux, supérieur en totalité à 200 francs, et que le défendeur conteste l'ensemble du mémoire qu'il prétend devoir être notablement réduit, le juge de paix est incompétent pour statuer, bien que le solde réclamé soit inférieur à 200 francs.

Ainsi décidé, par M. le juge de de paix de Montmorillon, dans les circonstances que voici :

Par citation de Puissesseau, huissier à Montmorillon, en date du 15 de ce mois, enregistrée, le sieur Biagi a fait appeler le sieur Pineaud pour le faire condamner à lui payer la somme de 85 francs qu'il lui doit pour fournitures et travaux de son état, ainsi qu'il en sera justifié, le faire en outre condamner aux intérêts et aux dépens. — A l'audience, Biagi, à l'appui de sa demande, a remis le mémoire de fournitures et travaux faits et fournis audit sieur Pineaud, ledit mémoire en date du 28 août 1884, s'élevant à la somme de 285 francs, et a dit qu'ayant reçu un acompte de 200 francs il ne lui restait plus dû que 85 francs. — Le sieur Pineaud a répliqué qu'il avait donné en effet 200 francs au sieur Biagi sous la condition que le prix de son travail et de ses fournitures serait taxé par M. Bonnet, son architecte, qu'il avait été convenu que si son mémoire, après taxe, ne s'élevait pas à cette somme il lui remettrait celle reçue en trop, et que si, tout au contraire, il s'élevait à une somme plus forte, lui Pineaud lui payerait également la différence ; que son architecte ayant trouvé que presque tous les articles de ce mémoire étaient exagérés, l'avait réduit à la somme de 208 fr. 30, qu'il offrait donc au demandeur cette somme

de 8 fr. 20 lui revenant. — Le sieur Biagi a soutenu que son mémoire s'élevant à la somme de 285 francs n'était pas exagéré et a persisté dans les conclusions prises en sa citation dont il a demandé l'adjudication. — Le sieur Pineaud a persisté dans son offre qui a de nouveau été refusée par Biagi. — Jugement en ces termes :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Statuant en premier ressort, ouï les parties en leurs dires et moyens : — Attendu que Biagi a fait citer devant nous le sieur Pineaud pour avoir paiement d'une somme de 85 francs qu'il lui doit pour travaux et fournitures de son état et qu'à l'appui de sa demande il nous présente un mémoire en date du 28 août 1884, s'élevant à la somme de 285 francs, sur lequel il reconnaît avoir reçu 200 francs en acompte; — Attendu que presque tous les articles de ce mémoire, tant en fournitures qu'en travaux, sont contestés par Pineaud, que M. Bonnet, l'architecte de ce dernier, l'a réduit à la somme de 208 fr. 20, qu'il soutient qu'en donnant 200 francs à Biagi il avait été convenu entre eux, qu'après vérification faite par l'architecte, le plus ou le moins serait remis par celui qui en devrait à l'autre; — Attendu tout au contraire que Biagi dénie avoir reçu les 200 francs autrement qu'en acompte sur son mémoire de 285 francs dont il n'admet pas la réduction et dont il maintient le chiffre; — Attendu qu'il ne s'agit plus pour nous de statuer sur une demande de 85 francs rentrant dans les limites de notre compétence en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix,

mais bien sur la validité d'un mémoire s'élevant à la somme de 285 francs, titre principal contesté par le défendeur; — Attendu que cette exception à la demande primitive la fait sortir de notre compétence, puisque la question incidente devient l'objet principal de la contestation et qu'il nous faudrait décider sur le bien ou le mal fondé du mémoire contesté de Biagi pour apprécier si sa demande de 85 francs est fondée; — Attendu dès lors que nous ne sommes pas compétent pour statuer dans une pareille affaire et que Biagi ayant mal cité devant nous doit supporter les dépens; — Par ces motifs, nous déclarons incompetent, renvoyons le sieur Biagi à se pourvoir devant les juges qui doivent en connaître, sans préliminaires de conciliation, et le condamnons aux dépens. »

**Observations.** — Il est de jurisprudence constante que le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en paiement d'une somme n'excédant pas 200 francs, bien que la somme réclamée ne soit que le reliquat restant dû sur une créance plus forte et supérieure à ce chiffre. Mais cela n'est vrai qu'autant que la créance totale n'est pas contestée. Si, lors de la demande en paiement du reliquat, le défendeur conteste chacun des éléments de la créance totale, notamment s'il prétend faire réduire le mémoire sur lequel il a payé des acomptes, le juge ne peut statuer sur la demande sans examiner préalablement l'ensemble du mémoire, et par suite il serait amené à connaître d'une contestation dont la valeur excède le taux de sa compétence, ce qui lui

est interdit. Dans ces conditions, le juge de paix doit se déclarer incompétent. En réalité, le litige ne roule plus seulement sur le solde réclamé, mais bien sur la question de savoir à quel chiffre il convient de régler le mémoire en demande.

**Justice de paix du canton de Nérac**  
(Lot-et-Garonne).

*Président : M. CABOS, juge de paix.*

17 avril 1886.

*Demande en paiement de soins donnés à un malade. — Bains de vapeur. — Convention. — Exercice illégal de la médecine. — Obligation nulle.*

L'individu qui, sans être médecin, a donné des soins à un malade, spécialement l'a traité par les bains de vapeur, doit être considéré comme ayant exercé illégalement l'art de guérir.

En conséquence, l'obligation qu'il prétend avoir été contractée envers lui est nulle, comme basée sur une cause illicite, et il doit être déclaré non recevable en sa demande en paiement d'honoraires pour ses soins et visites.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le sieur Bousquet réclamant aux époux Laffargue paiement de soins par lui donnés à la dame Laffargue, les défendeurs répondent qu'ils ont fait un forfait avec le sieur Bousquet, à qui ils avaient promis un salaire de 6 francs par jour, si les bains de vapeur qu'il donnait à la malade la guérissaient de ses rhumatismes, tandis qu'ils étaient dispensés de tout paiement, si le traitement ne produisait aucun effet salutaire. La malade n'a pas éprouvé le moindre soulagement; 25 francs ont été don-

nés au début du traitement, et, s'en tenant aux conventions, les défendeurs se refusent à tout paiement et concluent, au besoin, à l'irrecevabilité de la demande.

Le 17 avril, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Les parties entendues dans leurs moyens de défense et conclusions ; — Vu les articles 6, 1131 et 1133 du Code civil, et 35 du 19 ventôse an XI : — Attendu que Bousquet réclame à Laffargue une somme de 119 francs en retour du traitement par bains de vapeur qu'il a appliqué à sa femme pendant vingt-quatre jours consécutifs ; — Attendu que le fait n'est pas contesté, mais que la dette l'a été ; — Attendu que, en droit, sont seuls autorisés à exercer la médecine les individus en possession d'un diplôme ou certificat ; — Que Bousquet n'est pourvu d'aucun de ces titres ; — Qu'il est sans intérêt de savoir si le traitement dont s'agit a été sollicité par les époux Laffargue ou offert par Bousquet ; — Qu'il eût été important, au contraire, pour le requérant, d'établir que ce traitement avait été recommandé par un docteur en médecine, ce qu'il n'a pu faire ; — Que, si les soins donnés par Bousquet, assimilé à un garçon de bains, lorsqu'il agit sous l'ordre, la direction, la surveillance d'un médecin, peuvent être une cause réelle d'obligation, il n'en est plus de même lorsqu'il opère seul, de son propre mouvement, sans aucun contrôle, exposant le malade à des accidents dont il serait absolument incapable de prévoir ou conjurer la gravité ; — Qu'au cas actuel il doit être considéré comme ayant

exercé illégalement l'art de guérir ; — Attendu que l'exercice illégal de la médecine est prohibé par la loi et contraire à l'ordre public ; — Qu'aux termes des articles 1431 et 1433 du Code civil l'obligation sur une cause illicite ne peut produire d'effet ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Déclarons Bousquet non recevable en ses demande et conclusions ; — L'en déboutons et le condamnons en tous les dépens. »

**Observations.** — Cette décision, fort bien motivée, nous paraît devoir être entièrement approuvée. Celui qui a illégalement exercé l'art de guérir a commis un acte délictueux et contraire à l'ordre public. Un tel acte ne saurait donc créer aucune obligation valable et, par suite, ne permet pas à son auteur l'exercice d'une action judiciaire pour obtenir paiement des soins qu'il a donnés.

Justice de paix du cant. de la Française  
(Tarn-et-Garonne).

Président : M. GÉRAUD, juge de paix.

16 septembre 1885.

*Rétribution annuelle due à un curé pour  
seconde messe. — Part de cette rétri-  
bution touchée par son successeur. —  
Demande par les héritiers en restitution  
de cette part. — Preuve. — Présomp-  
tions. — Condamnation.*

Lorsqu'il résulte de l'enquête et des débats preuve suffisante qu'un curé a touché une indemnité pour secondes messes, pour une période de temps pendant laquelle son prédécesseur était encore dans l'exercice de ses fonctions, les héritiers de ce prédécesseur sont recevables et fondés à réclamer à ce curé la restitution

du montant de cette indemnité, ou de leur part héréditaire dans la somme par lui indûment perçue.

Ainsi décidé, par jugement du juge de paix de la Française, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes en leurs dires, moyens et conclusions, dont nous leur avons donné acte ; vu notre jugement interlocutoire et notre procès-verbal d'enquête des 27 mai et 10 juin derniers ; vu les délibérations de la fabrique de Lunel des 28 avril et 7 juin 1878, et les lettres du défendeur des 4 et 17 février derniers, le tout enregistré ou qui le sera avant ou en même temps que le présent : — Attendu qu'un usage, constant à Lunel, attribue au desservant de la paroisse, pour rémunération de la célébration de la seconde messe, une rétribution annuelle payée, soit en espèces, soit en nature, par chaque famille de la paroisse ; — Attendu que les demandeurs, héritiers non contestés de l'abbé Souyri, ancien desservant de ladite paroisse, ont fait citer l'abbé Bès, défendeur, desservant actuel, auquel ils réclament une somme de 99 francs formant leur part dans la portion de l'indemnité pour la deuxième messe correspondante à la période de temps du 1<sup>er</sup> janvier au 30 août 1878, date de la cessation des fonctions de l'abbé Souyri, indemnité que l'abbé Bès aurait touchée sans droit et qu'il n'aurait pas restituée ; — Attendu que, pour repousser cette action, ce dernier a d'abord nié avoir perçu l'indemnité réclamée, mais que plus tard, changeant de système de défense, il a soutenu que l'indemnité n'appartenait pas à Souyri, mais

bien à la fabrique, de laquelle il se prétend le mandataire ; — Attendu que, dans l'état de la cause, il s'agit de rechercher : 1° si l'abbé Bès a perçu l'indemnité dont s'agit ; 2° si cette indemnité appartenait à l'abbé Souyri ; — Attendu, qu'il résulte de l'enquête et de la *contre-enquête* que, vers la fin de l'année 1878, le défendeur a touché, de plusieurs témoins (sept ou huit), des sommes spécialement destinées au paiement de l'indemnité de la deuxième messe pour cette année, notamment du témoin Bordaie, reproché par le défendeur avec la plus grande insistance, mais dont la sincérité, le reproche justement rejeté, est ressortie, d'une manière concluante, d'une *interpellation du défendeur lui-même* ; qu'il résulte aussi de la déposition non contestée du témoin Suères que le défendeur *l'a* déclaré être en compte avec les héritiers Souyri et que, s'il leur devait, il les payerait ; — Attendu qu'il résulte de l'ensemble des débats, des déclarations des parties et des documents versés au procès, que, depuis l'année 1879, Souyri d'abord, ses héritiers ensuite, ont constamment demandé, soit à la fabrique, soit à l'abbé Bès, un règlement de compte qu'ils n'ont jamais pu obtenir, pas plus que la communication des livres de la fabrique par eux ; que leur représentant s'est rendu deux fois chez le défendeur, dans le but de proposer un règlement amiable, mais que ce dernier s'est toujours refusé à le recevoir et qu'il ne s'est même pas rendu à l'audience de petite conciliation ; que, pendant les quatre premières audiences, il s'est toujours refusé, malgré l'insistance des demandeurs et malgré

ses propres conclusions écrites du 20 mai, dans lesquelles il les invoque, il s'est toujours refusé, disons-nous, à communiquer aucun registre (voir sa lettre du 17 février versée au procès) ; que, le 18 juin seulement, après enquête et plaidoirie de son avocat, il s'est décidé à en produire un seul invoqué, d'ailleurs, par lui pour justifier de son prétendu mandat ; qu'il persiste dans son refus de produire ses notes ou registres particuliers, ainsi que ceux de la fabrique faisant suite à celui déjà déposé, lesquels auraient certainement fait connaître le total des sommes perçues et leur destination et affectation ; que, sur notre insistance, il en a plus tard produit un autre appartenant à la fabrique, mais qu'il a eu le soin d'en coller préalablement les feuillets de telle sorte qu'il a été impossible d'y recueillir aucun renseignement utile à la manifestation de la vérité ; — Attendu que, interpellé à l'audience par les demandeurs sur le fait de savoir s'il ne leur avait pas déclaré leur devoir 136 francs pour l'indemnité de la deuxième messe, le défendeur a répondu avoir dit que : si Souyri n'avait pas été payé, il leur était dû 136 francs non par lui, mais par la fabrique (audience du 18 juin) : or, il est constant que la fabrique n'a rien perçu par elle-même ; qu'en outre, et par l'organe de son avocat qu'il n'a pas contredit, le défendeur a déclaré, à la même audience, avoir perçu non seulement la minime somme révélée par l'enquête, mais encore l'indemnité entière, prétextant toujours de son mandat ; — Qu'il résulte encore de l'enquête et des débats que le défendeur, avant toute perception, a prononcé

en chaire non seulement les paroles rapportées dans ses dernières conclusions écrites, mais encore celles-ci : qu'il renonçait, en faveur de la fabrique, à sa part d'indemnité de la deuxième messe et qu'il remettrait le reste à qui de droit ; que cette dernière déclaration n'est pas contestée et qu'il se borne aujourd'hui à soutenir que Souyri n'était pas ayant droit ; — Attendu que ces déclarations faites en chaire ne pouvaient avoir de valeur qu'en ce qui le concernait personnellement et ne pouvaient en aucune façon engager les intérêts des tiers pour le compte de qui l'indemnité devait être versée ; que telle paraît d'ailleurs avoir été l'intention du défendeur en ce moment, puisqu'il ajoutait : qu'il remettrait le reste à qui de droit ; — Attendu que, si des témoins de la contre-enquête viennent déclarer qu'ils n'ont pas eu l'intention de verser pour Souyri, mais bien pour achat d'ornements, ce fait, en présence surtout des nombreuses et graves présomptions relevées ci-dessus, ne nous paraît nullement concluant ; qu'il est à peu près certain, en effet, que ces témoins ont entendu confondre en une seule les deux quêtes annoncées par le défendeur, ainsi qu'il les avait confondues lui-même par ses déclarations en chaire ; — Attendu que, pour que l'intention des témoins eût eu de la valeur, il eût fallu qu'ils eussent fait des réserves, ou bien que le défendeur, en recevant, eût demandé à chacun dans quelle intention il versait, ce qui n'a pas eu lieu ; — Attendu d'ailleurs que, dans l'estimation à 200 francs de l'indemnité dont s'agit, la fabrique et le curé ont dû tenir compte du refus de quelques pa-

roissiens, les desservants, comme toute autre personne investie d'une fonction publique, ne possédant pas, ou pouvant ne pas posséder l'unanimité des sympathies, ce qui se rencontre justement dans l'espèce, puisque tous ces témoins, à l'exception d'un seul, déclarent n'avoir pas eu l'intention de verser pour Souyri, parce qu'ils étaient brouillés ou en désaccord avec lui ; — Attendu que, si de tout ce qui précède il ne résulte pas une preuve matérielle et directe que le défendeur a touché l'indemnité entière qui lui est réclamée, il en résulte bien certainement des *présomptions humaines* de nature à déterminer entièrement notre conviction ; présomptions tirées : 1° de la déposition non contestée du témoin Suères, rapprochée du défaut d'appel de la fabrique en garantie ; 2° de l'état de brouille ou de désaccord des témoins, qui déclarent n'avoir pas versé à l'intention de Souyri ; 3° de la déclaration du défendeur qu'il est dû aux demandeurs 136 francs par la fabrique, rapprochée du fait que la fabrique n'a rien perçu par elle-même ; 4° de son autre déclaration en chaire : qu'il remettrait le reste à qui de droit ; 5° de la preuve résultant de l'enquête et de la contre-enquête que le défendeur, malgré ses dénégations, a perçu une partie des sommes réclamées ; 6° du refus de communication des livres et registres et du collage des feuillets de l'un d'eux sur lesquels les perceptions et leur affectation doivent être inscrites ; 7° de la déclaration du défendeur à l'audience : qu'il a perçu l'indemnité entière dont s'agit, celle-ci constituant plutôt un véritable aveu judiciaire qu'une simple

présomption : toutes présomptions qui réunissent, d'une manière indéniable, les caractères de gravité, de précision et de concordance exigés par l'article 1353 du Code civil ; — Sur la deuxième question : l'indemnité appartient-elle à l'abbé Souyri ? — Attendu que cette question se trouve résolue d'une manière concluante par deux délibérations de la fabrique de Lunel, des 28 avril et 7 juillet 1878, versées aux procès, signées par Souyri et les mandataires de la fabrique ; qu'il y est dit notamment et textuellement que : M. le curé devait percevoir, entre autres sommes, les cotisations ou dons volontaires des paroissiens pour la deuxième messe, moyennant la rétribution convenable de la fermière des chaises et le versement de la somme de 500 francs entre les mains de la fabrique, à la fin de l'année ; que cette convention est encore renouvelée dans les mêmes délibérations et les comptes entre le curé Souyri et la fabrique y épurés en vertu de la convention, « supposant payées à M. le curé, y est-il dit, toutes les perceptions qui ne doivent l'être qu'à la fin de l'année courante » ; — Attendu que ces délibérations sont invoquées par le défendeur lui-même ; que la validité des conventions qu'elles renferment n'est pas contestée et qu'elle ne saurait d'ailleurs l'être par lui ; que de tout cela il ressort évidemment que la fabrique a fait abandon de ses droits sur l'indemnité de la deuxième messe, pour l'année 1878, en faveur de l'abbé Souyri ; que c'est là un véritable contrat, une cession de droits qui a rendu ce dernier seul propriétaire des sommes perçues ou à percevoir de ce chef ;

— Attendu d'ailleurs que le défendeur, par ses déclarations, reconnaît implicitement les droits de Souyri à l'indemnité de la deuxième messe dont s'agit, notamment par celle résultant de la déposition du témoin Suères et celle faite à l'audience du 27 mai (voir jugement interlocutoire), dans laquelle il commence ses conclusions par ces mots : « A partir du 20 août 1878, l'indemnité pour la deuxième messe n'appartenait plus à Souyri » ; elle lui appartenait donc jusqu'à cette date, et c'est là le seul objet de la demande ; que vainement le défendeur se prétend aujourd'hui le mandataire de la fabrique pour la perception de l'indemnité de la deuxième messe ; qu'il ne justifie en aucune façon du prétendu mandat ; qu'il n'est pas dit un mot de lui dans les délibérations invoquées et qu'il ne pouvait en être autrement, puisqu'il n'était pas encore dans le pays ; que la fabrique n'aurait d'ailleurs pu lui donner ce mandat, puisque, par des engagements réciproques avec Souyri, elle avait déjà disposé de ces sommes en faveur de ce dernier ; — Attendu enfin que, procédure bien naturelle en pareil cas, le défendeur n'a jamais demandé à appeler la fabrique, soit pour prendre son fait et cause, soit comme simple garant ; — Attendu que l'abbé Bès, en sa qualité de curé et de membre de la fabrique, ne pouvait ignorer le contenu des délibérations, qu'il le connaissait assurément, cela résulte des débats, et que ce contenu vient éclairer l'anomalie qui résulte de ces deux faits : d'un côté, affirmation que les demandeurs doivent à la fabrique des sommes relativement importantes ; de l'autre, refus

de règlement et de communication des livres (lettres du défendeur des 4 et 24 février) ; — Attendu, en conséquence, que, en percevant des sommes appartenant à l'abbé Souyri l'abbé Bès, aux termes formels de l'article 1372 du Code civil, s'est évidemment soumis aux obligations qui résultent du quasi-contrat de gestion d'affaires assimilées à celles résultant d'un mandat exprès qu'il aurait reçu de Souyri ; — Attendu que, si, dans sa pensée et en vertu peut-être de nouveaux accords avec la fabrique, accords inconnus de nous par suite du refus de communication des livres, il a entendu se mettre au lieu et place de son prédécesseur, gardant pour lui toutes les perceptions, moyennant le versement des 500 francs ; suivant les prescriptions de la délibération, il eût dû, continuant le mandat auquel il se soumettait en percevant pour Souyri et apportant à la gestion de l'affaire, aux termes de l'article 1374, tous les soins d'un bon père de famille, régler avec la fabrique tous les comptes de son mandant et rendre compte ensuite à ce dernier ou à ses héritiers ; — Attendu que de tout ce qui précède il résulte que le défendeur est responsable, et ce, alors même qu'il aurait employé les sommes par lui perçues à l'achat d'ornements et vases sacrés ; qu'en agissant ainsi, en effet, il n'en aurait pas moins disposé, à tort et sans qualité, d'un argent appartenant à l'abbé Souyri et qu'il en doit compte à ses héritiers ; que, si ces derniers, fatigués de se voir constamment renvoyés du curé à la fabrique et de la fabrique au curé, ont attaqué celui qui avait perçu et qui avait déclaré être en compte avec eux, ils

n'ont fait que ce qu'ils avaient le droit de faire ; que leur demande nous paraît juste, bien fondée et dépourvue, par suite, des caractères de tracasserie et de dénigrement que l'on cherche à lui trouver ; — En ce qui touche les dommages-intérêts demandés par les époux Bottobie, ainsi que le point de départ des intérêts de la somme réclamée : — Attendu qu'il n'y a pas lieu de dire droit à ces chefs de demande, à défaut de justifications décisives ; — En ce qui touche les demandes reconventionnelles : — Attendu que celle en 200 francs de dommages-intérêts se trouve basée sur la demande principale et qu'elle en doit suivre le sort ; — Sur le chef de diffamation : — Attendu que, au moment où les propos reprochés aux défendeurs ou à leur représentant ont été émis, il n'en a été ni demandé ni donné acte et qu'il n'a été fait aucune réserve ; que, par suite, ils se trouvent couverts par l'immunité de la défense et qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter ; — Attendu que les dépens doivent être mis à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, — Vidant notre délibéré et statuant par jugement contradictoire et en premier ressort, condamnons l'abbé Bès à payer aux mariés Bottobie la somme de 99 francs avec les intérêts du jour de la demande ; rejetons les demandes réciproques des parties en dommages-intérêts, ainsi que celle relative au point de départ des intérêts du jour de la perception ; condamnons, en outre, le défendeur aux dépens de l'instance, liquidés à..., et ce, non compris le coût et la signification du présent jugement auquel il demeure condamné. »



**Observations.** — Ce jugement, tout en fait, nous paraît devoir être approuvé. Un curé ou desservant ne peut évidemment s'approprier aucune part du traitement ou du casuel dû à son prédécesseur antérieurement à la cessation de ses fonctions. Si donc le successeur touche postérieurement des sommes qui étaient dues à l'ancien curé, il en doit compte aux héritiers de ce dernier.

*Justice de paix de la Tour-du-Pin (Ain).*

*Président : M. ROJAT, juge de paix.*

19 janvier 1896.

*Société musicale. — Directeur. — Emprunt. — Responsabilité. — Demande en remboursement. — Solde de créance.*

Le fondateur et directeur d'une société musicale, qui, pour l'achat d'instruments ou autres besoins de cette société, a emprunté à un tiers une somme d'argent, est personnellement responsable envers le prêteur, et tenu à remboursement de ce qui lui reste dû, lorsqu'en quittant la direction de la société, il n'a ni rendu des comptes ni pris soin d'assurer au prêteur un titre régulier en vertu duquel il pourrait se faire payer par les membres de la société, ou d'une nouvelle société qui la remplace.

Le juge de paix est compétent pour connaître de la contestation lorsque le solde restant dû au prêteur n'excède pas 200 francs.

Ainsi décidé par M. le juge de paix du canton de la Tour-du-Pin, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu, en fait, que, dans le courant de l'année 1872, il a été fondé, à Saint-

Antoine, une association de jeunes gens, sous le patronage de saint Louis de Gonzague, dans le but « de procurer la gloire de Dieu par le bon exemple, le chant, la musique et autres exercices pieux ; de fournir aux membres de cette association un agréable passe-temps et de leur procurer les moyens de s'aider dans leurs besoins, en cas de maladie » ; — Que cette société, dont les statuts ont été approuvés par l'autorité épiscopale, a été organisée, administrée et dirigée par l'abbé G..., jusqu'au moment où il a quitté Saint-Antoine ; — Qu'elle se composait de membres actifs et de membres honoraires, devant opérer le versement d'une cotisation mensuelle, pour faire face aux dépenses résultant d'achats d'instruments de musique, de bannière, d'insignes et de secours aux malades ; — Attendu que, malgré le versement des cotisations et les dons obtenus, les ressources de la société étant insuffisantes, il a fallu recourir à un emprunt, pour l'achat des instruments ; — Attendu que c'est dans cette circonstance qu'est intervenu, dans le courant des années 1872-1873, le prêt de 400 francs par Victorine S... ; que ce prêt a eu lieu sans écrit ni reconnaissance d'aucune sorte et sans stipulation d'intérêts ; — Attendu que la demanderesse prétend qu'elle l'a fait à l'abbé G... personnellement, en sa considération et ensuite de ses sollicitations, tandis que le défendeur soutient énergiquement que ledit prêt a été fait par la fille S... spontanément et de son propre gré non à lui, mais à la société ; qu'il n'a pas touché les fonds, lesquels ont été versés entre les mains du trésorier ;

— Attendu que l'existence du prêt fait par la fille S... n'est pas niée ; qu'il est établi par les documents de la cause, c'est-à-dire autrement que par l'aveu de la partie ; que, tenant ce prêt pour constant, nous pouvons lui attribuer des conséquences que l'aveu lui refuse, sans pour cela violer la règle de l'indivisibilité de l'aveu ; — Attendu, dès lors, que nous avons à examiner la question de savoir si le prêt dont il s'agit engage la responsabilité de l'abbé G... ; — Attendu que, sans admettre les allégations de la demanderesse, il résulte néanmoins des correspondances versées au procès, échangées entre les parties et un frère Fidèle, qui remplissait dans la Société de Saint-Louis la double fonction de trésorier et de chef de musique, que la somme de 400 francs a été prêtée par l'entremise de l'abbé G... et à celui-ci, pour les besoins de la société, et qu'elle a été employée à l'achat des instruments ; — Attendu que, si bien ladite somme a été versée aux mains du trésorier, ce qui n'est pas démontré, il n'en reste pas moins vrai que l'abbé G... avait la libre disposition des fonds de la société, puisque, d'après sa propre déclaration, les instruments achetés ont été facturés et quittancés en son nom ; — Attendu que, dans ces circonstances, la demanderesse a eu foi dans le directeur de cette société plutôt que dans ses membres pour le remboursement du prêt consenti sans échéance déterminée ; qu'en effet lesdits membres ne devaient pas tous être connus par la demanderesse et n'avaient pris d'ailleurs à son égard aucun engagement effectif, ni même donné pouvoir aux administrateurs : prési-

dent et trésorier, de contracter ledit emprunt ; — Attendu que la société de Saint-Louis de Gonzague, étant irrégulièrement constituée, ne présentait pas une personnalité civile en conformité des dispositions du décret organique du 26 mars 1852 ; que, par suite et en l'absence de l'autorisation administrative, les adhérents n'étaient liés pécuniairement qu'entre eux ; que, par conséquent, ladite société n'avait pas d'existence légale à l'égard des tiers et présentait, au contraire, un caractère illicite et même délictueux, aux termes des articles 291 et 292 du Code pénal ; — Attendu, cependant, qu'après le départ de Saint-Antoine de l'abbé G..., la société a continué de fonctionner durant quelques années, pendant lesquelles la demanderesse a reçu, en trois acomptes, une somme de 300 francs ; mais qu'ensuite elle s'est éteinte sans liquidation, reddition de compte, ni dissolution prononcée, plusieurs des membres s'étant dispersés ; — Attendu que, dans cette situation, la demanderesse n'a pu que s'adresser à celui par l'intermédiaire duquel le prêt avait été consenti, pour le paiement des 100 francs lui restant dus, l'abbé G... ayant été en quelque sorte, dans la réalisation de ce prêt, le mandataire et le gérant responsable de la société qu'il représentait ; — Attendu que, dans les circonstances de la cause, s'il n'existe pas un engagement parfait de la part de l'abbé G... envers la fille S..., il y a, suivant les dispositions de l'article 1371 du Code civil, *quasi-contrat*, donnant lieu, au profit de cette dernière, à l'action *negotiorum gestorum* ; — Attendu que vainement l'abbé G...

soutient que la demanderesse, qui serait restée six ans sans lui réclamer sa dette, a accepté et reconnu, en recevant les 300 francs à compte, la Société de Saint-Louis pour sa débitrice directe ; — Attendu que s'il en était ainsi, ce serait le cas de la novation par substitution d'un nouveau débiteur ; — Mais attendu que la novation, aux termes de l'article 1272 du Code civil, ne se présume point, la simple réception des acomptes mentionnés ne saurait faire admettre que la demanderesse ait considéré la Société de Saint-Louis pour sa débitrice unique et directe ; — Attendu que vainement encore l'abbé G... soutient que la Société de Saint-Louis existe toujours, puisque les instruments qui forment le gage de la créance sont entre les mains des membres de la société actuelle ; — Attendu qu'à la vérité une société musicale s'est réorganisée à Saint-Antoine en 1879, c'est-à-dire après la cessation de celle placée sous le patronage de saint Louis ; mais qu'elle est complètement distincte et indépendante de celle-ci ; que son but, comme son esprit, n'est plus le même, puisque l'ancienne Société ne jouait qu'aux processions et aux solennités de l'Eglise, tandis que la nouvelle prête son concours dans les fêtes populaires et les bals publics ; que l'une était essentiellement religieuse, et que l'autre est tout à fait profane ; — Attendu que cette nouvelle société a pris la dénomination de société de l'Union ; qu'elle est régulièrement constituée et a reçu l'approbation préfectorale, alors que la première n'avait que l'approbation épiscopale ; — Attendu que ce qui démontre de plus fort qu'il n'y a aucune assimilation ni corrélation

entre les deux sociétés, c'est la remise à l'église de la bannière de Saint-Louis et des insignes que les sociétaires possédaient, lesquels sociétaires devaient, d'après les statuts et sous peine d'exclusion, aller à la messe et fréquenter les sacrements, obligation qui n'existe nullement avec la société de l'Union ; — Attendu que le fait qui repose sur ce que la société actuelle détient les instruments provenant de la Société de Saint-Louis n'implique pas l'idée et ne saurait constituer le fait de continuation de cette dernière société ; que la détention de ces objets peut donner lieu à une action en restitution ou en paiement, le cas échéant, ou tout au moins à une liquidation ou discussion avec les anciens sociétaires, dans laquelle la demanderesse n'a pas à intervenir en l'état ; — Attendu, en définitive, que la fille S..., dans ses rapports avec la Société de Saint-Louis, n'a connu, en réalité, que l'abbé G... et non le frère Fidèle, trésorier de cette société, dont le nom patronymique n'est même pas avoué, et dont la résidence, comme dépendant d'une congrégation religieuse, était précaire et sans fixité ; — Attendu, dès lors, que le montant du prêt, même versé entre les mains de ce dernier, ne changeait en rien la responsabilité de l'abbé G..., qui avait le devoir absolu, en se retirant de la Société de Saint-Louis, sans rendre de comptes, de veiller au remboursement et d'assurer à la demanderesse un titre régulier, en vertu duquel elle pourrait agir aujourd'hui contre les membres soit de l'ancienne, soit de la nouvelle société ; — Attendu qu'il y a lieu, conséquemment, d'accueillir la demande principale de Victorine S...,

sauf à l'abbé G... à exercer son recours contre qui de droit; — Attendu, en ce qui concerne les dommages-intérêts réclamés, qu'il n'y a pas lieu d'en accorder, la fille S... devant s'imputer, en grande partie, le désagrément des démarches qu'elle a été au cas de faire pour arriver au remboursement du prêt qu'elle avait si bénévolement consenti; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, sans nous arrêter aux moyens de non-recevabilité soulevés, condamnons l'abbé G... à payer à Victorine S..., avec intérêts du jour de la demande, la somme de 100 francs, reliquat résultant des causes dont s'agit; disons qu'il n'y a pas lieu à accorder des dommages-intérêts et condamnons l'abbé G... aux dépens. »

**Observations.** — Ce jugement, très complètement et très juridiquement motivé, ne nous laisse rien à ajouter à l'appui de la solution qu'il exprime. Il est bien certain que l'abbé G..., en empruntant à la demoiselle S... une somme d'argent pour pourvoir à certaines dépenses de la société qu'il fondait, se rendait personnellement responsable envers elle du remboursement de cette somme, à moins qu'il ne lui eût fait accepter la société comme débitrice et ne lui eût procuré le titre nécessaire pour agir contre cette société. Elle était donc fondée à s'adresser à lui pour se faire payer de ce qui lui restait dû, sauf recours de l'abbé contre la société, s'il prouvait qu'elle eût profité de l'emprunt. — Sur la seconde solution, jurisprudence constante.

**Justice de paix du canton de Cazères  
(Haute-Garonne).**

*Président: M. CABANES, juge de paix.*

22 février 1886.

*Liste électorale. — Domicile. — Résidence de moins de six mois dans la commune. — Demande à fin d'inscription sur la liste. — Rejet de la demande.*

L'électeur qui ne justifie pas d'un domicile réel dans la commune, qui n'y réside que depuis moins de six mois et n'y est pas inscrit au rôle de l'une des quatre contributions directes, ou au rôle des prestations en nature, n'a pas droit d'être inscrit sur la liste électorale de cette commune.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix de Cazères, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la commission municipale de la commune de Martres, en date du 9 février courant, notifiée le même jour, a rejeté la demande en inscription sur la liste électorale de cette commune des sieurs Rives père et fils, par le motif qu'ils n'ont pas six mois de résidence dans la localité, qu'ils ne les auront pas au 31 mars prochain, et que de plus ils ne payent aucune espèce d'impositions; — Que Rives père et fils ont interjeté appel de cette décision; — Attendu qu'à l'appui de leur appel les sieurs Rives disent qu'ils ont leur domicile réel dans la commune de Martres, puisqu'ils y sont en qualité de *bordiers*; que dès lors ils se trouvent dans un des cas prévus par la loi du 5 avril 1884, art. 14, conférant le droit d'inscription; — En droit : — Attendu que le domicile de tout Français, quant à l'exercice de ses droits civils, est au lieu où il a son

principal établissement ; — Que le changement de domicile s'opère par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y faire son principal établissement ; — Que la preuve de l'intention résulte d'une déclaration expresse, faite tant à la municipalité du lieu qu'on quitte qu'à celle du lieu où l'on transfère son domicile ; — Que, lorsque cette formalité n'a pas été remplie, le nouveau domicile réel et politique aujourd'hui ne s'acquiert que par une résidence de six mois au moins ; — Que tel doit être le sens de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884 ; que cet article dit en effet que la liste électorale comprend tous les électeurs qui ont leur domicile réel dans la commune ou qui y habitent depuis six mois au moins ; — Que ce paragraphe doit être pris dans un sens corrélatif ; que ce n'est qu'à ce titre que ladite loi a pris en considération le domicile réel ; que les expressions : « ou « qui y habitent depuis six mois au « moins », ne permettent pas une autre interprétation ; — Attendu que les sieurs Rives ne justifient ni d'une déclaration expresse de changement de domicile, ni d'un domicile réel, ou résidence de six mois dans la commune de Martres, ni d'une inscription au rôle de l'une des quatre contributions directes, ou au rôle des prestations en nature ; — Qu'ils se bornent à dire qu'ils sont Français et majeurs, et qu'ayant leur domicile réel dans la commune de Martres, puisqu'ils sont métayers au domaine de Pentens depuis le mois de novembre dernier, ils se trouvent dans un des cas prévus par la loi du 5 avril conférant le droit de vote ; — Que, dans ces circon-

stances, leur réclamation ne saurait être accueillie ; — Par ces motifs, jugeant en dernier ressort, déclarons l'appel des sieurs Rives mal fondé, et confirmons par suite la décision de la commission municipale de la commune de Martres, en date du 9 février courant, laquelle rejette les demandes des sieurs Rives tendant à être inscrits sur la liste électorale de la susdite commune, et les renvoyons sans dépens, conformément à l'article 23 du décret organique du 2 février 1852 ; disons que le présent jugement sera visé pour timbre et enregistré gratis. »

**Observations.** — Application exacte des termes de l'article 14 de la loi de 1884.

Justice de paix du cant. d'Aigues-Mortes (Gard).

Président : M. HUGOU, juge de paix.

20 février 1886.

*Prêt à usage. — Demande d'un loyer pour les objets prêtés. — Rejet.*

Le fait qu'un négociant aurait prêté deux fûts vides pour un temps indéterminé, ne lui donne pas le droit de réclamer un louage pour les objets prêtés.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix d'Aigues-Mortes, dans les termes suivants :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Statuant contradictoirement et en premier ressort : — Vu notre jugement interlocutoire en date du 13 février ; — Vu le rapport de l'expert nommé par nous ; — Vu également l'enquête provoquée par le mandataire du demandeur, ainsi que la contre-en-

quêté; — Ouï les parties en leurs explications, moyens de défense et conclusions; — Attendu que, devant le bureau de conciliation, le mandataire de Leroy, marchand de vins à Montpellier, ne réclamait que deux fûts vides prêtés, disait-il, à Ferdier, propriétaire à Aigues-Mortes, et la somme de 15 francs pour ses honoraires; que le défendeur offrit de les livrer, mais refusa de payer la somme de 15 francs, alléguant qu'il ne devait rien à Leroy; que leur seul désaccord provenait de la prétention de ce dernier, en demandant déjà, depuis longtemps, par une carte écrite de sa main et remise par l'intermédiaire d'un commissionnaire, une location de 25 francs pour ses deux fûts prêtés, à laquelle Ferdier s'est toujours refusé de consentir, d'autant plus qu'il affirme qu'en 1884 il avait vendu son vin sous marc à Leroy et qu'il n'avait pas à lui emprunter deux fûts et encore moins à les lui louer, puisque ceux de son cellier étaient vides; que, si deux fûts appartenant à Leroy étaient en sa possession, c'est que les domestiques de Leroy, en prenant livraison de son vin sous marc, eurent deux fûts de reste et les laissèrent à l'abandon devant la porte de son cellier, et que dès lors il jugea prudent de les retirer chez lui, pour les mettre en sûreté, espérant ainsi prendre les intérêts de ce négociant, ne se doutant nullement que cet acte de complaisance pourrait plus tard lui créer l'ennui d'un procès; — Attendu qu'aujourd'hui, par la citation introductive d'instance, la demande de Leroy diffère de la première; qu'il réclame d'abord le paiement intégral des deux fûts, à raison de 35 francs l'un, soit

70 francs, et seize mois de loyer, à 1 fr. 50 par mois, ci 48 francs, ce qui forme le total de 118 francs; ce qui démontre clairement, par son exagération, l'animosité qui le domine et son intention de s'ouvrir la voie de l'appel; qu'il suit de là que pareille prétention a rendu impuissants tous nos efforts conciliateurs. — Attendu que les témoignages entendus n'établissent point que les fûts de Leroy aient été vendus ni loués, et que de plus ils ne détruisent pas le dire du défendeur, sauf celui de Mariage, qui prétend avoir prêté lesdits fûts à Ferdier, ce qui n'est point admissible, attendu que ce dernier, en vendant son vin sous marc, n'avait pas besoin d'emprunter des fûts alors que ceux de son cellier étaient vides; — Qu'il est probable, sinon certain, que, si Ferdier avait fait pareille demande à Mariage, il aurait répondu qu'il ne pouvait faire un pareil prêt sans consulter son maître; — Attendu qu'en admettant que ces deux fûts aient été prêtés, Ferdier ne devrait rien à Leroy, sinon la remise de ces fûts, car la loi a voulu prévenir ces sortes de difficultés en déclarant que le prêt à usage ou *commodat* est essentiellement gratuit (Code civil, 1873); — Qu'il résulte en outre du rapport de l'expert que la chose prêtée est en bon état; qu'ainsi la demande erronée de Leroy n'étant point fondée, il y a lieu de la rejeter; — Par ces motifs, disons la demande de Leroy non recevable et mal fondée, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

**Observations.** — Le prêt à usage est en effet essentiellement gratuit. Art. 1876 du Code civil.

Justice de paix du XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Président : M. CRANNEY, juge de paix.

20 janvier 1886.

*Domestique. — Demande en paiement de gages. — Vase brisé par le domestique. — Compensation opposée par le maître. — Responsabilité non établie.*

Un domestique n'est pas civilement responsable de la valeur d'un objet qu'il a cassé en faisant son service.

La responsabilité du domestique est réglée par le droit commun ; c'est-à-dire que pour qu'il soit reconnu responsable du dommage qu'il a causé à son maître, il faut qu'il y ait eu faute de sa part et que cette faute soit dûment établie par le maître.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix du onzième arrondissement de Paris, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la veuve Couturier a fait citer devant nous le sieur Charles, à l'effet de s'entendre condamner à lui payer la somme de 38 francs, qu'elle prétend lui être due par ce dernier, pour solde de ses gages, avec intérêts tels que de droit et dépens ; — Attendu que ladite demande ayant été contestée par le défendeur, nous avons renvoyé les parties à notre audience de conciliation sur lettre du 14 de ce mois, pour explications et justifications complémentaires ; — Attendu que le sieur Charles, tout en reconnaissant devoir à la demanderesse la somme de 38 francs, qu'elle lui réclame, pour solde de ses gages, oppose à la dame veuve Couturier que cette somme s'est compensée avec la valeur d'un vase qu'elle a

cassé, pendant qu'elle était à son service comme domestique ; — Mais, attendu que le défendeur prétend à tort que les domestiques sont toujours responsables de la valeur des objets qu'ils cassent en faisant leur service ; — Qu'en effet leur responsabilité est réglée par le droit commun, et qu'il ne suffit pas qu'on ait causé un dommage par son fait, pour qu'on doive toujours en répondre ; qu'il faut qu'il y ait eu de la faute de la part de l'auteur du fait, sans quoi la perte doit être attribuée à un cas fortuit par celui qui la souffre ; — Attendu dans l'espèce que, le défendeur n'articulant aucune faute à la charge du domestique dans le fait, qui a occasionné le bris du vase lui appartenant, la dame veuve Couturier ne peut être responsable envers lui de la perte de cet objet ; — Par ces motifs, — Statuant contradictoirement et en dernier ressort, sans avoir égard à la demande en compensation du sieur Charles, dont nous le déboutons, condamnons ce dernier par toutes voies de droit, à payer à la veuve Couturier la somme de 38 francs, pour ses gages, avec intérêts tels que de droit et dépens. »

**Observations.** — D'après l'usage de Paris, les domestiques attachés à la personne sont responsables entre eux de la perte de l'argenterie confiée à leurs soins ; ils sont aussi responsables du linge lorsqu'ils l'ont reçu en compte. Mais la casse n'est pas toujours à leur charge, et la responsabilité varie et s'atténue suivant les circonstances. En tous cas, cette responsabilité ne peut leur incomber qu'autant qu'il y a

eu faute. Aussi disons-nous, dans le DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> *Domestiques*, qu'ils ne sont responsables de la casse que quand il y a eu, de leur part, négligence manifeste ou malveillance, c'est-à-dire faute, ou encore lorsque c'est une condition formelle de l'engagement. On comprend, en effet, qu'à défaut de conditions de cette nature, on ne saurait mettre entièrement à la charge de ceux qui sont obligés de manier journellement des objets essentiellement fragiles les accidents de casse qui peuvent survenir par cas fortuit.

Justice de paix du canton de Roye  
(Somme).

Président: M. OSCAR BARON, juge de paix.

5 février 1886.

*Aveu. — Indivisibilité. — Convention. — Inexécution. — Dommages-intérêts. — Mise en demeure.*

Le demandeur qui n'a aucune preuve de la convention qu'il invoque doit s'en rapporter à l'aveu de son débiteur et ne peut scinder cet aveu.

La citation en dommages-intérêts pour inexécution d'une convention ne peut être considérée comme une mise en demeure d'exécuter cette convention, mise en demeure exigée par l'article 1146 du Code civil, pour que les dommages-intérêts soient dus.

Ainsi décidé par le jugement suivant:

« Nous, JUGE DE PAIX: — Attendu que Pottier réclame à la veuve Goret la somme de 20 francs à titre de dommages-intérêts, pour s'être refusée, sans motifs, à lui livrer du foin vendu; — Attendu que la veuve

Goret reconnaît avoir vendu ce foin, mais à prendre livraison le 28 décembre dernier, et excipe de ce que Pottier n'ayant envoyé son fils pour le prendre que postérieurement à cette date, ainsi qu'il est reconnu, elle s'est crue en droit de le refuser, d'autant plus qu'elle ignorait si le fils Pottier, qui est majeur et est établi à son compte, était réellement autorisé par son père à venir chercher le foin; — Attendu que, l'acquéreur ne faisant point la preuve de la vente, l'aveu de la venderesse est indivisible, et que le juge doit alors admettre la condition de l'enlèvement à jour fixe; — Attendu, en conséquence, que Pottier fils ne s'étant présenté que dans le courant de janvier, ladite dame était en droit de ne point lui faire la délivrance; — Attendu, en effet, que l'article 1657 du Code civil dispose que, en matière de vente, de denrées et effets mobiliers, la résolution de la vente a lieu de plein droit et sans sommation au profit du vendeur, après l'expiration du terme convenu pour le retirement; — Attendu, d'un autre côté, que, d'après l'article 1146 du Code civil, les dommages-intérêts ne sont dus que lorsque le débiteur est en demeure de remplir son obligation; — Attendu que la veuve Goret n'a point été mise en demeure, que Pottier ne s'est même jamais présenté personnellement pour réclamer la délivrance et qu'elle ne la refuse point aujourd'hui; — Attendu que la citation introductive de la présente instance ne peut être considérée, telle qu'elle est libellée, comme une mise en demeure; qu'en effet cette citation ne demande aucunement l'exécution de la convention, mais



tout simplement une indemnité pour non-exécution ; — Attendu que cela ne suffit pas pour interpellier le débiteur et manifester la volonté du créancier de faire produire à la convention tous les effets légaux qu'elle comporte ; — Attendu, au contraire, que la demande actuelle implique renonciation à l'exécution de la convention ; — Par ces motifs, — Statuant en dernier ressort, déboutons Pottier de sa demande et le condamnons aux dépens. »

**Observations.** — Solution exacte. Une demande en justice à fin d'obtenir paiement de dommages-intérêts pour inexécution d'une convention ne constitue pas, à elle seule, une mise en demeure d'exécuter. Il faut que la demande ait été précédée d'un acte extrajudiciaire, d'une sommation au débiteur de remplir son obligation.

**Tribunal de simple police de Tullins**  
(Isère).

*Président : M. GÉRARD, juge de paix.*

27 juin 1883.

*Voie. — Construction sans autorisation.  
— Mur sujet à reculement. — Procès-verbal. — Prescription.*

Le fait d'avoir construit ou exhaussé un mur sujet à reculement, sans avoir préalablement demandé l'autorisation et l'alignement, constitue, non une contravention successive, mais bien une contravention permanente, résultant d'un fait unique qui se prescrit après une année révolue.

Lorsque la contravention est prescrite, le juge de police ne peut prononcer la condamnation aux réparations civiles ; spécialement, il ne peut ordonner la démolition de la besogne mal plantée.

La prescription criminelle est d'ordre public et doit être prononcée d'office par le juge, quand bien même le prévenu renoncerait à s'en prévaloir.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police de Tullins, dans les termes suivants :

Le greffier a donné lecture d'un procès-verbal, en date du 18 juin dernier, enregistré à Tullins le 20 du même mois, n° 72, dressé par M. Berthoin, agent voyer cantonal à Tullins, duquel il résulte que, en contravention de l'article 273 du règlement général sur les chemins vicinaux en date du 7 février 1872, le sieur Mazin a, sans autorisation de bâtir et sans avoir demandé l'alignement, exhaussé, sur une longueur de 9 mètres pour les deux faces et sur une hauteur de 4 mètres, deux murs de clôture bordant une cour ayant ensemble une superficie de 15<sup>m</sup>, 50, pour soutenir une voûte en briques avec chape en mortier de ciment, formant terrasse en dessus, le tout situé à Tullins, au nord de la porte Saint-Quentin, le long du petit tronçon de chemin classé vicinal sous le numéro 4, reliant le chemin vicinal n° 2, de Tullins à Saint-Quentin, au chemin de grande communication n° 45, reliant aussi ces deux mêmes localités, lesquels murs et voûte sont frappés de reculement par suite du plan général d'alignement de la commune de Tullins, approuvé le 2 octobre 1869.

Le sieur Mazin a reconnu le fait relevé à sa charge, mais a dit qu'il ne pouvait constituer une contravention, attendu qu'au mois de juillet 1881, alors que ses travaux d'exhaussement et de construction

des voûtes venaient d'être terminés, il avait pris, vis-à-vis le maire de la commune, l'engagement, accepté par ce dernier, de ne pas se prévaloir de la prescription ni de la plus-value que ses nouvelles constructions pourraient donner à ses immeubles et de démolir à première réquisition ses travaux ; qu'en présence de cet engagement il ne s'expliquait pas pourquoi procès-verbal avait été dressé contre lui, et il a conclu à son renvoi de la plainte sans dépens.

Le ministère public a résumé l'affaire et a dit que la contravention, étant permanente de sa nature et remontant à plus d'une année, puisque les constructions faites par le sieur Mazin ont été terminées en 1881, sans que depuis lors il y ait eu ni poursuite ni condamnation contre le prévenu à raison de ce fait, se trouvait par là même couverte par la prescription, et il a conclu au renvoi du sieur Mazin de la plainte sans dépens. — Jugement :

« LE TRIBUNAL : — Attendu qu'il est constant que, dans le courant de l'année 1881, le sieur Mazin a fait exhausser, sur une hauteur moyenne de 1 mètre et sur une longueur de 9 mètres, les murs de clôture de la basse-cour qu'il possède dans la partie basse du bourg de Tullins, attenant à son habitation et longeant le petit tronçon de chemin classé vicinal sous le numéro 4 ; que cet exhaussement a été fait pour soutenir et soutient en effet une voûte en briques avec chape en mortier de ciment, formant terrasse en dessus ; — Attendu qu'il appert du plan général d'ali-

gnement de la commune de Tullins, dûment approuvé le 2 octobre 1869, que les murs de clôture sur lesquels a été édifié l'exhaussement sont frappés de reculement, ainsi que la partie de la cour sur laquelle a été construite la voûte avec appui sur lesdits murs ; — Attendu qu'il résulte des débats que ces constructions ont été faites en 1881 ; qu'elles ont eu pour résultat de convertir en murs de façade de bâtiment d'anciens murs de clôture et qu'elles ont été faites sans qu'au préalable le sieur Mazin ait demandé et obtenu l'autorisation de construire et l'alignement prescrits par les règlements de voirie ; — Attendu que ce fait constituerait à la charge du sieur Mazin la contravention prévue et punie par l'article 471, § 15, du Code pénal, et entraînerait contre lui la condamnation à la démolition desdits travaux, en vertu de l'article 161 du Code d'instruction criminelle, et ce à titre de réparation civile ; — Mais attendu que la contravention imputée au sieur Mazin, à raison de ses constructions, constitue, non une contravention successive, se reproduisant sans cesse par de nouveaux faits successifs, mais bien une contravention permanente, résultant d'un fait unique, une construction commencée et finie en 1881, sans qu'aucuns faits nouveaux viennent établir que la contravention n'était pas entièrement perpétrée depuis cette époque ; qu'elle a donc conservé depuis lors son caractère juridique de contravention permanente ; qu'il y a lieu par suite d'appliquer au cas présent les principes de droit régissant les contraventions de cette nature ; — Attendu que le fait imputé au sieur Mazin remonte

à 1881, c'est-à-dire à plus d'une année révolue ; que depuis cette époque il n'est point intervenu de ce chef de poursuite ni de condamnation contre le prévenu ; que la prescription couvre donc la contravention, aux termes de l'article 640 du Code d'instruction criminelle, et que le procès-verbal dressé contre lui le 18 juin dernier pour faits déjà prescrits en 1882, ne saurait par suite servir de base à des poursuites contre lesquelles il est protégé par une prescription légalement acquise ; qu'en effet la disposition édictée par l'article 640 précité est générale et absolue ; que, ne spécifiant pour la prescription aucune distinction entre les contraventions permanentes et celles temporaires, elle s'applique aux unes comme aux autres, mais non à celles qui ont un caractère successif, puisque audit cas elles se perpétrent chaque jour par de nouveaux faits, ce qui n'a pas lieu dans l'espèce, et ne deviennent elles-mêmes permanentes qu'autant que, depuis plus d'une année, aucun fait nouveau ne s'est produit (Cass., 23 mai 1835 ; 27 mars 1852 ; 6 mars 1884) ; — Attendu que la démolition des travaux irrégulièrement faits constitue la réparation civile qui est la conséquence légale et forcée de toute contravention aux règlements sur la voirie ; mais qu'il est de principe que le juge ne peut prononcer la condamnation à la réparation civile qu'autant qu'il y a condamnation sur le fait de la contravention donnant lieu aux poursuites et accessoirement à celle-ci ; que par suite, lorsque l'action criminelle est éteinte par la prescription, il n'y a pas lieu d'ordonner la démolition des travaux indûment

faits, sans que cette prescription puisse nuire en rien aux droits résultant au profit du domaine public municipal de l'imprescriptibilité, au point de vue de la propriété de la voie publique classée vicinale et des terrains qui se trouvent en reculement par l'effet éventuel de la mise à exécution du plan général d'alignement ; — Attendu que la prescription criminelle est d'ordre public ; qu'elle doit être dès lors prononcée d'office par le juge, quand bien même le prévenu ou l'autorité déclarerait renoncer à son bénéfice ; — Attendu qu'en présence de la solution qui va suivre, résultant des motifs ci-dessus déduits, il n'y a pas lieu de prendre en considération les observations du sieur Mazin, tendant à faire déclarer que le fait qui lui est imputé ne saurait constituer à sa charge une contravention par suite des engagements qu'il aurait pris vis-à-vis le maire de la commune et agréés par celui-ci, et de la tolérance dont il aurait bénéficié, cette tolérance étant au surplus frappée d'une nullité absolue et ne pouvant à aucun titre être invoquée par lui, à raison de ce principe, que les tolérances ou faveurs accordées par les maires ne sauraient prévaloir contre les prescriptions imprescriptibles d'un plan général d'alignement dûment approuvé par l'autorité supérieure ; — Par ces motifs, — Jugeant contradictoirement et en dernier ressort ; — Oui le ministère public en ses conclusions et le prévenu en ses dires et moyens de défense, — Dit la contravention imputée au sieur Mazin éteinte par la prescription, n'y avoir lieu par suite d'ordonner la démolition des travaux indûment faits ; renvoyons

en conséquence le prévenu de la plainte sans dépens. »

**Observations.**— La contravention n'est successive qu'autant qu'elle consiste en un fait qui se renouvelle. Ainsi, bien qu'il en résulte un dommage permanent, on doit considérer comme une contravention ordinaire, non successive, prescriptible à dater du jour où elle a été commise, la contravention résultant de travaux faits sans autorisation, l'exhaussement d'un bâtiment sujet à reculement, l'usurpation sur un chemin vicinal, etc. Voir Cass., 16 décembre 1842 ; 27 mars 1852 ; 9 novembre 1870.— La prescription de la contravention commence à partir du jour où les travaux ont été achevés.

---

**Tribunal de simple police d'Issoudun (Indre).**

*Président : M. DESJEUX, juge de paix.*

20 novembre 1885.

*Chemin. — Anticipation. — Procès-verbal. — Publicité. — Défaut d'arrêté de reconnaissance. — Renvoi du prévenu.*

Lorsque l'inculpé du fait d'anticipation sur un chemin public soutient que ce chemin est un sentier privé ou d'exploitation, et qu'il n'est pas justifié devant le juge de police que le chemin litigieux ait été l'objet d'un arrêté de reconnaissance, la publicité du chemin restant douteuse, il y a lieu de renvoyer l'inculpé des fins de la poursuite sans dépens.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police d'Issoudun, dans les circonstances que voici :

La cause appelée par l'huissier de service, le greffier a donné lecture

d'un procès-verbal dressé par le garde champêtre de la commune de Saint-Georges, le 16 janvier dernier, lequel constate que, le 30 décembre 1884, il s'est aperçu que l'inculpé avait anticipé sur le sentier de l'Echalier de 60 centimètres de large sur 130 mètres environ de long.

Cette lecture terminée, Petit, sans nier le fait qui lui est reproché, a dit que le sentier dont il s'agit n'est point un chemin public, mais bien un simple sentier d'exploitation ; que, d'ailleurs, il ne saurait avoir le caractère de chemin public rural de la commune de Saint-Georges qu'autant qu'il aurait été compris dans l'arrêté de reconnaissance, pris conformément aux prescriptions de la loi des 20 et 26 août 1881 sur les chemins ruraux, et que cet arrêté n'a pas encore été pris pour cette commune ; qu'il pourrait donc se faire qu'il n'y fût pas compris ; qu'il y a donc, en ce moment, doute sur la publicité dudit sentier ; que, par conséquent, la contravention n'est pas prouvée ; qu'il conclut donc à être relaxé des poursuites dont il est l'objet.

En réponse à ces conclusions, le ministère public a produit, à l'appui du procès-verbal du garde champêtre, un tableau des chemins ruraux de la commune de Saint-Georges, en date du 11 février 1862, approuvé par M. le préfet de l'Indre le 28 juin 1864, sur lequel le sentier en question est porté, et a prétendu que ce tableau faisait preuve de la publicité du sentier. Puis il a résumé l'affaire et conclu à l'application, contre l'inculpé, des peines portées par l'article 479, n° 11, du Code pénal. — Jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Après avoir entendu l'inculpé en ses moyens de défense et le ministère public en son résumé de l'affaire et ses réquisitions : — Attendu que Petit est inculpé d'avoir commis une anticipation sur un chemin rural public de la commune de Saint-Georges, ce qui constituerait la contravention prévue par l'article 479, n° 11, du Code pénal, qui punit d'une amende de 11 à 15 francs ceux qui auront usurpé sur la largeur des chemins publics; mais qu'il prétend que ce chemin n'est pas public, que ce n'est qu'un simple sentier d'exploitation; que, d'ailleurs, il ne pourrait avoir le caractère de chemin rural public qu'autant qu'il aurait été compris dans un arrêté de reconnaissance pris conformément aux prescriptions de l'article 4 de la loi des 20 et 26 août 1881 sur les chemins ruraux; — Attendu que le ministère public prétend, au contraire, que c'est un chemin public; — Qu'il faut donc rechercher si c'est bien, en effet, d'un chemin public qu'ils s'agit; — Attendu qu'à l'appui de ses conclusions le ministère public a bien produit un tableau des chemins ruraux de la commune de Saint-Georges, du 11 février 1863, sur lequel le sentier en question est porté; mais que, sans rechercher si ce tableau faisait preuve de la publicité avant la loi des 20 et 26 août 1881, il faut reconnaître que, même dans le cas de l'affirmative, il aurait perdu toute force probante sous l'empire de cette loi, qui a remplacé les tableaux de classement par les arrêtés de reconnaissance prescrits par son article 4; que ce tableau ne saurait donc, en aucun cas, faire preuve aujourd'hui de la publicité des chemins qu'il

contient; — Attendu que la publicité des chemins ruraux s'établit surtout de la manière indiquée par la loi précitée, dont l'article 4 porte : « Le conseil municipal, sur la proposition du maire, déterminera ceux des chemins ruraux qui devront être l'objet des arrêtés de reconnaissance »; et l'article 6 : « Les chemins ruraux qui ont été l'objet d'un arrêté de reconnaissance seront imprescriptibles »; qu'il faut donc, pour avoir le caractère de chemins publics, que les chemins ruraux aient été l'objet d'un arrêté de reconnaissance; — Mais attendu que l'inculpé prétend, et que la partie publique ne le contredit pas, qu'aucun arrêté de reconnaissance n'a encore été pris pour les chemins ruraux de la commune de Saint-Georges, qu'il est donc impossible, aujourd'hui, de savoir si le sentier dont il s'agit sera compris dans celui qui sera pris ultérieurement, car cela dépendra du choix du conseil municipal, qui pourrait ne pas l'indiquer; que, dans cet état des choses, la publicité de ce sentier n'est pas prouvée, qu'elle est douteuse, et que le doute, en matière de police, doit s'interpréter en faveur de l'inculpé, comme il s'interprète en faveur de l'accusé en matière criminelle; qu'en conséquence Petit doit être relaxé; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en dernier ressort; — Dit que la contravention n'est pas prouvée; — Renvoie, en conséquence, l'inculpé des poursuites du ministère public, sans amende ni dépens. »

**Observations.** — L'anticipation sur un chemin ne constitue une contravention tombant sous l'applica-

tion de la loi pénale qu'autant que le chemin est public. Le juge de police a donc le devoir comme le droit de rechercher si le chemin litigieux présente le caractère de publicité. Or des chemins ruraux, aux termes de la loi de 1881, sont considérés comme publics, s'ils ont été l'objet d'un arrêté de reconnaissance. Dans

le cas contraire, la publicité n'ayant pas été dûment reconnue et constatée, l'inculpé est recevable à la dénier formellement, et doit être, faute de preuve suffisante sur ce point, relaxé des fins de la poursuite. C'est ce que décide avec raison le jugement du Tribunal de simple police d'Issoudun, rapporté ci-dessus.

---

Justice de paix du canton de Saint-Clar  
(Gers):

Président : M. DAYREM, juge de paix.

26 novembre 1885.

Arbre. — Peuplier. — Elagage. — Ligne  
divisoire.

Lorsqu'un arbre s'est incliné de telle sorte que la tige principale et les branches avancent sur la propriété du voisin, ce dernier est en droit d'exiger que le propriétaire de l'arbre coupe toute la partie de la tige qui dépasse la ligne divisoire et surplombe sur son champ.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Saint-Clar, dans les termes suivants :

Par exploit de Bourgeat, huissier, en date du 17 novembre 1885, enregistré, le sieur Jean-Raymond Lafont, cultivateur demeurant au lieu d'Embarthe, commune de Saint-Créac, a été, à la requête de M. Justin Ayrem, instituteur public à Saint-Créac, cité devant M. le juge de paix du canton de Saint-Clar, audience du 19 novembre, pour : « Attendu qu'il ne saurait contester qu'il existe sur sa propriété, au lieu d'Embarthe, un peuplier tellement incliné, que la tige principale et les branches avancent dans la propriété du requérant; — S'entendre ledit Lafont condamner à couper, sans délai, tout ce qui tombe sur la propriété du sieur Justin Ayrem; voir dire et déclarer que, faute par lui de ce faire dans les vingt-quatre heures de la signification du jugement à intervenir, le requérant sera autorisé à le faire lui-même ou à le faire faire aux frais dudit Lafont; en ce cas, s'entendre ledit Lafont condamner à payer à Justin Ayrem la

JUILLET 1886.

somme de 20 francs, nécessaire pour parer auxdits frais, plus une somme de 20 francs à titre de dommages-intérêts, et s'entendre condamner aux dépens. »

A l'audience, le demandeur maintient les conclusions de l'exploit.

Le défendeur répond que le peuplier dont il s'agit, ayant plus de trente ans, se trouve protégé par la prescription. C'est pourquoi il ne se croit pas tenu ni de l'arracher ni d'en couper une partie quelconque; il demande, en conséquence, qu'il plaise au Tribunal le renvoyer des fins de la citation et condamner le sieur Ayrem aux frais de l'instance qu'il a témérairement engagée. Mais celui-ci persiste énergiquement dans sa demande. Il reconnaît que l'arbre litigieux a plus de trente ans. Voilà pourquoi, dit-il, bien que l'arbre soit radiqué à moins de 1 mètre de la ligne séparative des deux héritages, il s'est abstenu et s'abstiendra d'en demander l'arrachement. Son action ne tend qu'à l'émondage ou retranchement de la partie qui avance et surplombe sur sa propriété, nature de jardin. Il ajoute pittoresquement : « J'ai le projet de bâtir là une tour, pour dominer le vallon d'Embarthe. Une partie de votre peuplier, en avançant dans ma propriété, fait obstacle à cette construction. Je demande que la partie qui avance sur mon terrain soit coupée. Je crois être dans mon droit. » Après une longue discussion, le défendeur reconnaît qu'il y a obligation pour lui de couper les branches qui avancent sur le jardin de demandeur; mais il persiste dans l'argument de prescription en ce qui concerne la tige. Il offre toutefois de couper non seulement les branches, mais le peuplier,

si le demandeur veut consentir à payer les frais exposés.

La cause entendue, les parties renvoyées à l'audience du 26 novembre, pour voir faire droit, il a été statué dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes en leurs dires et moyens ; — Vu la citation du 17 novembre ; — Vu l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 25 mai 1838 ; — Vu les articles 552, 672 et 673 du Code civil et l'article 130 du Code de procédure : — Considérant que Justin Ayrem possède au lieu d'Embarthe, commune de Saint-Créac, un jardin confrontant du midi à la propriété de Jean-Raymond Lafont ; que, sur ladite propriété, existe un peuplier, radiqué à moins de 4 mètre de la ligne séparative des deux héritages, lequel avance, par une partie de ses branches et aussi par une partie de sa tige, sur la propriété du demandeur, état de choses reconnu par toutes les parties ; — Considérant qu'il importe peu, vu l'objet du litige, que ledit peuplier ait moins de trente ans ou plus de trente ans, qu'il soit ou ne soit pas à la distance légale ; qu'il ne s'agit pas, en effet, dans la cause, de l'action en *arrachage* dérivant de l'article 672 du Code civil et pouvant être repoussée par l'argument de prescription ; qu'il s'agit, d'après le libellé non équivoque de la citation, rendu encore plus clair et plus précis par les explications d'audience, d'une simple action en élagage, matière, qui rentre dans notre compétence spéciale, en vertu de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 25 mai 1838 ; — Attendu que l'article 673 du Code civil, modifié par la loi du 20 août 1881, porte textuel-

lement : « Celui sur la propriété « duquel avancent les branches des « arbres du voisin peut contraindre « celui-ci à les couper. Si ce sont « les racines qui avancent sur son « héritage, il a le droit de les y cou- « per lui-même. Le droit de couper « les racines ou de faire couper les « branches est imprescriptible » ; — Attendu que cet article a été édicté en conséquence de l'article 552, dans lequel il est dit : « La propriété du « sol emporte la propriété du dessus « et du dessous. Le propriétaire « peut faire au-dessus toutes les « plantations et constructions qu'il « juge à propos » ; — Attendu que le droit de tout propriétaire de planter et bâtir sur son terrain est un droit absolu, qui ne peut être modifié ni restreint que par une disposition expresse de la loi ; — Qu'il est impossible d'admettre que l'arbre de mon voisin, par le seul fait qu'il a trente ans et qu'il est venu capricieusement et de *travers*, puisse, du jour où il avancera sur ma propriété de quelques centimètres, rendre il-lusoires et stériles dans mes mains les droits résultant de l'article 552, apporter, notamment, un obstacle légal en même temps que matériel à la construction d'une maison ou d'un édifice quelconque ; — Attendu que c'est pour assurer et garantir l'exercice des droits résultant de l'article 552, que l'article 673 réserve à tout propriétaire le droit imprescriptible de faire couper les branches qui avancent sur son terrain, ce qui doit s'entendre aussi, à plus forte raison, de la tige elle-même ; — Que, si ledit article ne parle que des branches, c'est parce que le législateur a dû naturellement se borner à faire mention, parmi les faits pouvant



donner lieu à l'action en élagage, du cas le plus fréquent et le plus ordinaire ; — Qu'il est de toute évidence que l'action en élagage, dans le cas prévu par l'article 673, doit atteindre ou peut atteindre toute la partie de l'arbre qui avance sur l'héritage voisin, la tige principale aussi bien que les branches, et cela par identité de motifs, par application de la maxime : *Ubi eadem ratio, ibi idem jus* ; — Qu'il faut donc tenir pour certain que l'article 673, modifié par la loi du 20 août 1881, est énonciatif et non limitatif ; qu'il est applicable à la tige comme aux branches ; — Que l'entendre autrement et en limiter l'application aux branches seules serait interpréter la loi d'une manière judaïque et sacrifier l'esprit à la lettre ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et à charge d'appel ; — Déclarons l'action fondée en fait et en droit ; — Condamnons Raymond Lafont à couper ou faire couper, dans le délai de huit jours à dater de la signification du présent jugement, toute la partie du peuplier litigieux, qui, dépassant la ligne divisoire, avance et surplombe sur la propriété du demandeur ; — Faute par lui d'exécuter cet émondage dans le délai imparti, et passé ce délai, autorisons le demandeur à le faire exécuter aux frais dudit Lafont, lequel sera tenu, en ce cas seulement, de payer à Justin Ayrem une somme de 20 francs, tant pour l'opération de l'émondage qu'à titre de dommages-intérêts ; — Dans l'une et l'autre hypothèse, condamnons le sieur Lafont aux dépens. »

**Observations.** — Le propriétaire d'un fonds est en droit de s'opposer à ce que les arbres voisins s'avancent

au-dessus de ce fonds de manière à lui préjudicier. Par suite, il peut demander l'élagage non pas seulement des branches, mais de la tige principale elle-même, si l'arbre du voisin s'est incliné de telle sorte qu'il surplombe en partie sur son terrain. Le préjudice résulterait aussi bien de la tige que des branches ; par suite, il peut exiger la suppression de l'une comme des autres.

Justice de paix de Saint-Germain en Laye  
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALPHONSE BOULÉ,  
juge de paix.

14 avril 1886.

*Carrières. — Enclave. — Chemin d'exploitation. — Communistes. — Action possessoire. — Application de titres.*

L'action possessoire est recevable en matière d'enclave en cas d'exploitation de carrières.

Une galerie souterraine affectée au passage en vue de cette exploitation doit être considérée comme commune à tous les exploitants, et si des titres lui donnent en outre ce caractère, l'action possessoire est recevable entre communistes.

En cas de plainte, les titres produits peuvent être consultés par le juge pour apprécier la possession, mais s'ils sont contestés, il ne saurait en ordonner l'application, l'expertise en ce cas n'étant pas du domaine du possessoire.

Ainsi jugé, dans les termes suivants, par M. le juge de paix de Saint-Germain en Laye :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant le délibéré, ordonné à l'audience du 7 avril, après avoir entendu les parties en leurs dires et conclusions respectifs ; — Vu nos jugements

préparatoires des 20 et 27 janvier 1886, et la connexité ; — Joignant toutes les demandes et statuant au fond : — En ce qui touche les demandes principales formées le 16 janvier 1886 : — Attendu que chacun des sieurs Poilpré père et fils prend pour trouble apporté à sa possession du chemin ou passage commun existant parmi les vides ou cavages créés dans les carrières dites du *Haut-de-Vaux*, situées à Carrières-sous-Bois, commune du Mesnil-le-Roi, le fait de la part du sieur Riou de lui avoir, par acte extrajudiciaire du ministère de Froc, huissier à Saint-Germain en Laye, du 26 décembre 1884, fait défense de se servir du chemin dont s'agit s'ouvrant vers la route de Saint-Germain en Laye à Maisons-Laffitte ; — Que chacun d'eux conclut à être maintenu en la possession du droit de communauté audit chemin au passage et au paiement, le sieur Poilpré père, d'une somme de 200 francs et le sieur Poilpré fils, qui cultive dans ces cavages le champignon, de celle de 1 000 francs pour réparation du dommage résultant dudit trouble ; — Attendu que le sieur Riou, prétendant que la servitude de passage n'existe que si elle est fondée en titre ou si elle découle du fait de l'enclave, pose en droit que l'action possessoire de chacun des sieurs Poilpré n'est pas recevable, soit parce qu'ils ne sauraient justifier d'un titre écrit, soit parce que le droit de passage, en cas d'enclave, ne peut s'exercer qu'à la surface des fonds et non au-dessous ; — Attendu qu'en ce qui concerne l'un des demandeurs, le sieur Poilpré fils, ledit sieur Riou conclut subsidiairement à la nomi-

nation d'un expert qui serait chargé d'appliquer les contrats de vente Dutorte à Poilpré fils reçus par M<sup>e</sup> Donard, notaire à Sartrouville, le 28 mai 1879, et Gerbet à Dutorte, reçus par le même notaire, le 13 janvier 1878, à l'effet de déterminer l'assiette du passage dont s'agit ; — Attendu que lors de notre transport sur les lieux, les 28 janvier et 8 février 1886, nous avons pu reconnaître : 1<sup>o</sup> que tous les terrains fouillés ont cessé, d'après les titres produits, d'appartenir aux propriétaires des parcelles existant à leur surface ; de telle sorte que chacun des possesseurs des portions souterraines se trouverait dans l'impossibilité d'exploiter sa carrière à ciel ouvert à moins d'en obtenir l'autorisation du propriétaire de la superficie lui correspondant ; 2<sup>o</sup> que le chemin ou passage, dont la possession est contestée, est en fait tracé et ouvert de manière à servir à l'exploitation de toutes les portions de carrières actuellement existantes, ou des vides ou cavages pouvant être affectés par les propriétaires à la culture du champignon ; 3<sup>o</sup> que le sieur Riou, comme acquéreur des époux Mauzat-Poutot est immédiatement séparé de l'entrée comme de la sortie dudit chemin ou passage par le sieur Poilpré père, dans la portion même duquel se trouve cette entrée, et qu'il possède, en outre, plus avant dans le sous-sol, comme acquéreur de la succession Froger, une autre portion de carrière pour l'exploitation de laquelle il ne peut circuler que par ledit chemin ou passage ; 4<sup>o</sup> que, de leur côté, les demandeurs possèdent, entre la portion qui sert d'entrée unique aux carrières

res; d'autres portions qui sont au-delà de celle provenant au sieur Riou de la succession Froger, ou entre cette portion et celle qu'il a acquise des époux Mauzat-Poutot; 5<sup>e</sup> et enfin que toutes les portions de carrière possédées aujourd'hui par les parties en cause se trouvent desservies par le chemin ou passage, objet du litige, lequel, en définitive, apparaît comme une galerie ménagée depuis 1850, année à laquelle remonte l'exploitation du sous-sol du Haut-de-Vaux, pour faciliter et rendre possible cette exploitation; — Attendu que ces constatations se trouvent confirmées au moyen des titres produits par les demandeurs pour éclairer notre religion au point de vue de la possession, lesquels titres contiennent en général cette clause que les droits concédés par les propriétaires vendeurs le sont sans retenue pour le forage et le cavage et avec la seule réserve du droit de propriété du sol supérieur; — Qu'elles le sont encore au moyen d'un plan à nous représenté, levé et certifié, le 6 avril 1880, par le sieur Pillot, géomètre, lequel l'a complété les 31 décembre 1882 et 1<sup>er</sup> décembre 1883; ledit plan rectifié et mis à jour jusqu'à fin janvier 1885 par M. Cuvillier, garde-mines de Versailles, et portant, outre le timbre de dimension, la mention qu'il a été enregistré à Saint-Germain en Laye, le 7 avril 1886, f<sup>o</sup> 30 v<sup>o</sup>, case 7, par Buthod qui a reçu 3 fr. 75; — Attendu qu'il est donc constant en fait que le Haut-de-Vaux offre actuellement deux catégories distinctes et séparées de propriétaires possédant, les uns des parcelles de superficie et les autres, c'est-à-dire

les demandeurs et le sieur Riou, mais dans des proportions et des situations différentes, son sous-sol; — Attendu que, dans cet état de choses, les agissements du sieur Riou, pris pour trouble à leur possession par les sieurs Poilpré, se comprennent d'autant moins de sa part que si le sieur Poilpré père s'ingérait de lui interdire le passage sur la parcelle où se trouve l'entrée et en même temps la sortie de la galerie dont s'agit, le sieur Riou se trouverait dans l'impossibilité d'exploiter ses portions de carrière; — Que dans les actes produits il est presque toujours fait mention du droit de passage sur le chemin d'exploitation des carrières aboutissant sur la route de Saint-Germain à Maisons; — Attendu que l'article 682 du Code civil est rédigé dans des termes tellement généraux, que l'enclave peut être invoquée pour l'exercice d'un droit de passage en vue de l'exploitation d'un fonds aussi bien à sa superficie que dans ses couches souterraines; — Qu'en supposant l'enclave comme nécessaire à invoquer dans l'espèce à l'appui de l'exercice du droit de passage, l'exception présentée par le sieur Riou ne saurait donc être prise en considération; — Attendu, en outre et dans tous les cas, qu'il résulte suffisamment de l'examen des lieux que la galerie desservant les carrières du Haut-de-Vaux est commune aux parties; que les demandeurs en ont la possession comme communistes depuis plus d'an et jour avant le trouble; — Que cette possession n'est pas, en définitive, déniée comme fait matériel par le sieur Riou, qui se contente de soutenir que ses vendeurs, les époux Mauzat-

Poutot, étaient convenus avec le sieur Poilpré qu'il ne passerait dans le sous-sol de leur parcelle que pendant un laps de temps, et que ce laps de temps est expiré; — Attendu que cet accord ne serait opposable dans la mesure spéciale à l'action possessoire (en le supposant fait de part et d'autre en connaissance parfaite des droits respectifs de chacun des contractants) qu'à celui des demandeurs qui y a pris part, mais dans tous les cas, la double circonstance de l'enclave et de la communauté du droit au passage par nous reconnue donne à la possession des sieurs Poilpré un caractère d'indivisibilité qui devient exclusif de la restriction invoquée, laquelle, d'ailleurs, ne pourrait avoir de portée légale qu'au pétitoire; — Attendu que vainement, au regard du sieur Poilpré fils, le sieur Riou soutient que le chemin ou passage revendiqué pour l'exploitation de ses portions de carrière situées au-delà de celle que lui Riou a acquise de la succession Froger, aboutit non pas à la parcelle possédée par Poilpré père, et dans laquelle se trouve l'entrée des carrières, mais à l'ancienne exploitation du sieur Dallemagne, possédée aujourd'hui, pour partie, par M. Gaillard, qui l'a close au moyen d'un mur avec porte fermant à clef, à l'endroit où elle se trouve avoir une sortie pas bien loin de l'entrée ou de l'issue de la galerie aboutissant chez le sieur Poilpré père; — Attendu, en effet, que le passage, tel qu'il est réclamé au possessoire par le sieur Poilpré fils, a été exercé depuis plus d'an et jour avant le trouble à travers la portion possédée autrefois par les époux Mauzat-Poutot, et que nous

n'avons pas à nous préoccuper du changement de direction possible du chemin, en supposant qu'antérieurement à ladite possession annale acquise, la sécurité des personnes ait nécessité des travaux confortatifs quelconques ayant eu pour résultat d'en modifier le trajet; — Qu'il n'y a, dès lors, pas lieu de faire droit aux conclusions subsidiaires du sieur Riou demandant une application de titres; — Que, dans tous les cas, la mesure réclamée n'est pas du domaine du possessoire et que, si le juge de paix peut consulter les titres pour apprécier la valeur de la possession, c'est quand ils sont clairs et positifs; qu'il ne lui appartient pas d'ordonner une expertise, c'est-à-dire un moyen de preuves qui ne viserait pas le fond même de la demande; — En ce qui touche les demandes formées le 25 janvier 1886: — Attendu que sur les lieux, lors du transport du 28 janvier, le sieur Riou s'est, sur nos observations, déclaré prêt à combler les excavations par lui pratiquées depuis le jugement préparatoire du 20 janvier, ce qu'il a fait dans la réserve de ses droits et moyens; — Attendu que le préjudice subi notamment par le sieur Poilpré fils, qui cultive le champignon, par suite de ces tranchées, doit, à raison du peu de temps qu'elles ont existé, se confondre avec celui pour lequel des dommages-intérêts ont été demandés par les exploits introductifs des demandes principales; — Par tous ces motifs, — Déclarons l'action possessoire non précaire et par suite recevable; — La déclarons, en outre, fondée; — En conséquence, maintenons et gardons chacun des de-

mandeurs dans la possession annale et plus qu'annale du droit de passer par la galerie commune dont s'agit, pour entrer dans les carrières du Haut-de-Vaux et en sortir ; — Faisons défense au sieur Riou de l'y troubler à l'avenir, et pour l'avoir fait, le condamnons à payer au sieur Poilpré père la somme de 25 francs et au sieur Poilpré fils celle de 100 francs, à titre de dommages-intérêts, avec intérêts tels que de droit, et le condamnons, en outre, en tous les dépens, y compris ceux des procès-verbaux de constat, ainsi que ceux de timbre et d'enregistrement du plan Cuvillier ; lesdits dépens liquidés à... »

**Observations.** — Un droit de copossession d'une chose commune est susceptible de donner ouverture à l'action possessoire en cas de trouble de la part de l'un des communistes. Par exemple, une allée ou ruelle destinée à l'usage commun de plusieurs propriétés voisines peut certainement être l'objet d'une action possessoire, si l'un des propriétaires veut interdire aux autres le passage sur cette allée. Il doit en être de même d'une galerie ouverte pour accéder à des carrières voisines les unes des autres, et appartenant à divers propriétaires. Si ces carrières n'ont pas d'autres accès, il y a présomption que la galerie est commune à tous les propriétaires des carrières, et par suite le propriétaire troublé dans sa copossession du passage peut s'y faire rétablir par voie de plainte. A plus forte raison doit-il en être ainsi, lorsque le plaignant est enclavé et ne peut avoir accès dans sa carrière que par le chemin litigieux.

Jugé que la servitude [de passage pour cause d'enclave peut être réclamée pour l'exploitation de propriétés industrielles, comme pour celle des héritages ruraux, et spécialement pour l'exploitation des carrières de pierres que contient le fonds enclavé. Cass., 7 mai 1879, ANNALES 1880, p. 156. Voir aussi Demolombe, t. XII, n° 612 ; Jousse- lin, t. II, p. 549.

---

Justice de paix du canton de Clelles  
(Isère).

*Président*: M. PLOT, juge de paix.

14 avril 1886.

**Action possessoire. — Ouverture de porte. — Ruelle. — Action en garantie contre le maire. — Compétence du juge de paix. — Chemin non public. — Mainte-  
tenue.**

En matière de voirie urbaine ou rurale, l'autorité judiciaire est seule compétente pour juger les questions de propriété ou de possession qui intéressent les particuliers. En conséquence, le juge de paix est compétent pour statuer sur la contestation qui lui est soumise au possessoire.

Est recevable l'action possessoire intentée par un particulier troublé dans sa possession dûment justifiée avec les caractères légaux, du sol d'un terrain vague ou ruelle, alors même que cette ruelle aurait été déclarée voie publique en vertu d'un arrêté municipal.

Un plan cadastral ne fait pas titre pour une commune contre la possession d'un particulier.

De même l'arrêté du maire qui délivre un alignement à un particulier et l'autorise à ouvrir une porte sur le terrain litigieux ne fait pas obstacle à l'exercice de l'action possessoire, de la part du voisin qui a justifié de sa possession annale de ce terrain.

Ainsi décidé, par le jugement suivant, que nous publions *in extenso*, à raison des nombreuses questions qui y sont soulevées :

Entre Célestin Ogier, propriétaire, domicilié à Fourches, commune de Clelles, demandeur, par exploit de M<sup>e</sup> Freychet, huissier, en date du 17 juillet 1885, d'une part ;

Célestin Sarrazin, aussi propriétaire et fermier, domicilié à Clelles, agissant comme étant aux droits de Zoé Ramus, femme Flory, de Saint-Georges de Commiers, défendeur, d'autre part ;

Et encore entre ledit Sarrazin, demandeur en garantie, par exploit du 11 septembre 1885, d'une part ;

M. le maire de la commune de Clelles (M. Auguste Ripert), assigné en garantie, d'autre part ;

Où M. Célestin Ogier, qui a conclu à ce qu'il plaise à M. le juge de paix, le maintenir dans la paisible possession et jouissance de la parcelle de terrain qu'il possède dans le village de Fourches, touchant la maison Sarrazin-Ramus, dans laquelle jouissance il a été troublé par l'ouverture d'une porte de grange que Sarrazin s'est permis de percer dans son mur, depuis moins d'un an, sans droit ni titre ; le condamner en conséquence à boucher ladite ouverture et à rétablir les lieux dans leur état primitif, faute de quoi le demandeur sera autorisé à le faire faire ; le condamner en outre à 300 francs de dommages-intérêts et aux dépens de l'instance ;

Où M. Sarrazin, qui a conclu à ce qu'il plaise à M. le juge de paix, le mettre hors d'instance sur toutes les demandes, fins et conclusions du sieur Ogier, qui sera en outre condamné aux dépens ;

Et de plus, faisant droit à l'action en garantie, intentée depuis le jugement préparatoire contre M. le maire de Clelles, condamner ce dernier, en sa qualité, à faire maintenir et exécuter la décision par lui prise dans son arrêté d'alignement du 15 juin 1885, et au besoin le relever et garantir de toutes les condamnations auxquelles il pourrait succomber vis-à-vis d'Ogier, condamner en outre M. le maire à tous les dépens ;

Où M. le maire de la commune de Clelles, représenté par M. Bachelard, son adjoint, qui s'est borné à demander le renvoi de l'affaire devant l'autorité administrative, seule compétente en pareille matière, et, dans tous les cas, l'ajournement de notre décision jusqu'à ce que l'administration se soit prononcée sur le caractère public du chemin par voie de classement ou autrement.

Faits : Par jugement préparatoire en date du 22 juillet 1885, enregistré, où les frais sont suffisamment développés, M. le juge de paix, retenant la cause et se déclarant compétent, a ordonné une visite des lieux, assisté d'un géomètre, plus une audition de témoins par voie d'enquête et de contre-enquête sur les faits de possession respectivement allégués par les parties. — Le 31 août, les témoins produits de part et d'autre ont été examinés et vérifiés par M. le juge de paix, assisté de M. Billot, agent voyer principal du canton, qui en a levé le plan. Le procès-verbal de cette opération est à la date du 16 septembre et a été enregistré, ainsi que le plan qui y est annexé. — La cause en cet état a été ajournée à l'audience

du 16 septembre suivant pour la continuation des débats.

A cette audience, Sarrazin a expliqué qu'il avait appelé M. le maire de Clelles dans le procès par exploit du 11 septembre, se fondant sur ce que M. le maire « avait, le 15 juin 1885, pris un arrêté qui déclarait voie publique la ruelle du village des Fourches, formant impasse, tracée au plan cadastral le long des immeubles 212 et 213, et de la parcelle 211 pour aboutir à la maison n° 209, comme faisant partie de la voirie urbaine ou municipale de Clelles; — Que, par le même acte, M. le maire l'avait autorisé, sur sa demande, à pratiquer des ouvertures dans la partie de ses bâtiments qui longe ladite ruelle, à établir un portail et autres constructions le long de ladite ruelle, sous la condition, toutefois, d'observer les limites tracées par les soins de la municipalité »; — Qu'en vertu de cet arrêté il avait percé une ouverture de porte de grange dans les conditions prescrites, ce qui avait donné lieu, de la part de son voisin Ogier, à un procès au possessoire pendant devant la justice de paix de Clelles; — Que, dans cette situation, il se voyait obligé d'amener en cause et d'appeler en garantie M. le maire pour qu'il eût à faire maintenir et exécuter son arrêté; — Quelque temps après et à la date du 1<sup>er</sup> novembre 1885, Sarrazin a placé sa porte à deux battants, s'ouvrant en dedans avec un verrou en dehors, avec l'intention avouée d'y arriver avec des attelages pour engranger ses récoltes; — En réponse à cette action et aux observations de Célestin Ogier, M. le maire, par l'organe de son adjoint,

a demandé que M. le juge de paix se dessaisisse de l'affaire pour la renvoyer devant l'autorité administrative, seule compétente en pareil cas; — Le même jour (16 septembre), il fut rendu un jugement qui ajournait la cause à quatre mois, sans rien préjuger ni sur le fond ni sur la forme, tous droits et moyens respectivement réservés, afin de donner à M. le maire (demandeur en exception) le temps nécessaire pour remplir les formalités administratives usitées en pareil cas; — La cause, appelée de nouveau à l'expiration du délai, c'est-à-dire à l'audience du 13 janvier, un nouveau sursis de trois mois a été accordé plutôt dans le but d'arriver à une transaction que pour tout autre motif; appelée une dernière fois à l'audience de ce jour, où il n'a été justifié d'aucune décision administrative concernant le classement du chemin, les débats ont été déclarés clos et l'affaire définitivement jugée comme suit, en présence de toutes les parties qui n'ont présenté aucunes nouvelles observations :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu toutes les pièces du dossier, notamment le jugement préparatoire du 22 juillet 1885, les deux jugements de sursis des 16 septembre 1885 et 13 janvier 1886, les procès-verbaux d'enquête et de visite des lieux des 31 août et 16 septembre 1885; — Vu la loi du 25 mai 1838, art. 6, sur les justices de paix :

« 1<sup>o</sup> *Sur la compétence des juges de paix* : — Attendu qu'en matière de voirie urbaine ou rurale, l'autorité judiciaire est seule compétente pour juger les questions de propriété ou de possession qui intéressent les

particuliers, que dès lors le juge de paix de Clelles a qualité pour statuer, dans les limites du possessoire, sur la difficulté qui lui est soumise (jurisprudence constante) ;

« 2° *Sur la mise en cause de M. le maire* : — Attendu que cette mise en cause est régulière et doit être déclarée recevable, quoiqu'elle n'ait pas été formée au début du procès et dans les délais voulus par la loi (art. 32 et 33 du Code de procédure civile) ;

« 3° *Sur la question de possession* : — Attendu qu'il résulte de la vue des lieux litigieux que la porte de grange qui fait l'objet de la difficulté prend jour et accès sur un terrain vague dont le sol appartient à la voie publique, d'après Sarrazin, comme prolongement d'un chemin qui serait communal, et à la basse-cour Ogier, d'après les prétentions de ce dernier, qui soutient énergiquement que ce terrain a toujours fait partie de ses emplacements ;

« § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les faits de possession : — Attendu qu'il résulte clairement des témoignages recueillis dans l'enquête et la contre-enquête, notamment des dépositions des témoins Ramus, Rostaing, Auvergne et Gachet, que le demandeur Ogier a la possession plus qu'annale dudit terrain, ainsi que l'exige l'article 23 du Code de procédure civile ; — Que sa possession réunit toutes les conditions voulues par la loi pour être acquiescitive et produire tous ses effets conformément aux dispositions de l'article 2229 du Code civil ; — Qu'en effet elle est paisible, puisque les Ogier n'ont jamais été inquiétés par qui que ce soit, pas plus par les Ramus que par la commune ; —

Publique, puisqu'elle est visible et qu'elle s'exerce ostensiblement au vu et au su de tout le monde ; — Continue et non interrompue, puisque leur possession n'a jamais cessé un seul instant, une seule année ; — Non équivoque, puisque leur possession n'a jamais été douteuse et entachée du vice de tolérance ; — A titre de propriétaire, puisqu'ils ont constamment joui du terrain en litige, loyalement et de bonne foi comme de leur bien propre, selon leur convenance et leurs besoins, notamment comme entrepôt de bois et de fagots ; d'ailleurs la précarité ne se présume pas (art. 2230 du Code civil) ; — Attendu que les faits de possession de la part des Ogier, si nettement caractérisés, ne sont nullement contredits par des faits contraires de la part des Ramus ou de Sarrazin ; — Que les décombres ou les détritiques que les témoins ont remarqués sur les lieux comme provenant de la maison Ramus, sont sans importance au point de vue du droit (art. 2232 du Code civil) ; ce sont là des faits insignifiants et sans portée, des actes de pure tolérance et de bon voisinage, empreints d'un caractère de fraude et de clandestinité ; — Qu'au surplus la plupart de ces dépôts, qui proviennent tout aussi bien de la maison Ogier que de la maison Ramus, se trouvent amoncelés contre le mur Sarrazin et dépassent à peine la saillie de son toit ;

« § 2. En ce qui concerne les titres : — Attendu que si on examine les titres des parties, au seul point de vue de la possession, comme nous en avons le droit, d'après la jurisprudence, on voit : — Que, dans l'adjudication des immeubles Richard-



Dunière; passée à Claude Ramus devant M<sup>e</sup> Moullet, notaire à Saint-Maurice, le 17 août 1887, il n'est question ni d'un emplacement derrière la maison, ni d'un chemin du côté d'Ogier, c'est-à-dire au levant; qu'on y lit au contraire ceci : « Elle » (la maison Ramus) confine du levant Ogier; du midi, les sieurs Richand ou Dunière, et du couchant, le chemin » ; — Que, dans le partage des enfants Ramus, du 27 juin 1880, reçu M<sup>e</sup> Rey, notaire à Clelles, il n'est pas non plus question ni d'un emplacement ni d'un chemin contre Ogier; les entrées et les sorties des bâtiments sont toutes indiquées par le grand chemin du village, c'est-à-dire du côté du couchant; — Que, le 16 mars 1884, la dame Zoé Ramus, femme Flory, Sarrazin agissant pour elle, n'ayant aucun passage pour accéder du dehors à sa grange, par suite d'erreur sans doute dans les écrits de famille, s'est fait abandonner, à titre gracieux, par Pierre Ramus, héritier de l'autre lot, l'espace nécessaire pour y établir un corridor; — Qu'au mois d'avril de la même année, Sarrazin s'étant permis d'agrandir sa fenêtre du rez-de-chaussée qui donne sur le terrain en question, Ogier s'est empressé de lui faire sommation de cesser ses travaux par acte d'huissier en date du 7 avril 1884; la difficulté fut ensuite réglée par amis communs; la fenêtre resta agrandie et Sarrazin paya les frais; — Qu'il n'y a aucune conséquence à tirer en faveur de Sarrazin de l'existence de sa fenêtre (assurément très ancienne), la seule qu'il ait de ce côté; — Attendu qu'elle est grillée et qu'elle n'a pas de volets extérieurs s'ouvrant sur

Ogier, sauf son droit de jour qu'on ne lui conteste pas; du reste, Sarrazin n'a jamais prétendu sérieusement avoir un droit quelconque sur le terrain, puisqu'il a appelé la commune à son secours;

« § 3. En ce qui concerne le chemin : — Si maintenant, toujours sans sortir du possessoire, on examine la question au point de vue du chemin revendiqué par la commune, on découvre dans les anciens et nouveaux cadastres : — Qu'autrefois, c'est-à-dire en 1680, il n'y avait dans le village de Fourches que trois habitants : — 1<sup>e</sup> Allouard (Laurent), aujourd'hui Célestin Ogier, maisons n<sup>os</sup> 208, 209 et 209 bis du cadastre actuel; — 2<sup>e</sup> Richand (Antoine), aujourd'hui Ramus-Sarrazin, maison n<sup>o</sup> 212 du cadastre actuel; — 3<sup>e</sup> Segond (Claude), aujourd'hui Gachet (Victor), maison n<sup>o</sup> 207 du cadastre actuel; plus la ferme du seigneur de Fourches, située au bas du village (voir les anciens parcelles de la commune); — Qu'au moment de la confection du nouveau cadastre, c'est-à-dire en 1824, les Ogier ont figuré sur les états de section comme seuls possesseurs des bâtiments Allouard, qui existent encore aujourd'hui, de sorte que dans ce coin retiré du village où aboutit le chemin, il n'y a jamais eu qu'un seul propriétaire, un seul habitant, la famille Ogier : Laurent Allouard, d'abord; ensuite, Ennemond Ogier, son gendre (le bisaïeul de Célestin Ogier); puis Pierre Ogier, grand-père; Joseph Ogier père et Célestin Ogier fils, partie au procès, ce dernier comme étant aux droits de tous ses cohéritiers en vertu de l'acte de partage reçu par M<sup>e</sup> Chapuis, notaire à Clelles, à la date du

7 juillet 1857 (voir les états de section de la commune à la lettre D, et le folio 508 de la matrice cadastrale); — Attendu qu'à l'époque du classement de tous les chemins communaux de Clelles (1824 ou 26), le chemin en question n'a pas été classé parmi les chemins publics de la commune; — Attendu que la simple inspection des lieux démontre jusqu'à l'évidence que le chemin dont nous venons de parler n'est pas un chemin public, puisqu'il n'a qu'une seule issue et qu'il ne sert uniquement qu'à Ogier, qu'il n'est, dès lors, pas utile à la généralité des habitants du village, pas même aux Ramus, puisqu'ils aboutissent comme les autres au grand chemin de Fourches; leur petite porte de sortie de la cour leur servant plutôt pour aller à la fontaine Ogier que pour circuler dans le chemin; à l'époque de l'existence de leurs deux écuries d'en haut, l'entrée de leur grange avait lieu à la cime de leur jardin actuel, sur le chemin du Percy; — Que ce tronçon de chemin n'a donc été créé que pour la commodité et l'usage exclusif de la famille Ogier ou de ses devanciers, comme avenue particulière ou chemin de service rural indispensable pour l'exploitation de leurs propriétés situées au-dessus du village; l'enclave de leurs bâtiments, la direction du chemin, la trace des roues et surtout la courbe très prononcée qu'il décrit à son point d'arrivée pour faciliter les attelages, le prouve de la manière la plus complète et la plus irréfutable. Ce qui viendrait à l'appui de cette thèse, c'est l'existence reconnue d'une certaine limite en pierre plantée, dit-on, du temps des Richand,

entre leur jardin et le chemin, pour empêcher ces derniers, au dire d'Ogier, d'empiéter sur sa largeur, chemin dont le sol, soit dit en passant, a été sans doute emprunté, dans le temps, tout entier à la parcelle Ogier, n° 241 (voir au sujet de cette limite le certificat délivré par M. le maire); — Attendu que son tracé sur le plan cadastral, seul titre invoqué par la commune, ne peut lui donner un caractère autre que celui qu'il a sur le terrain, puisque le plan n'est pas fait de façon à indiquer si c'est un chemin public ou privé, un chemin vicinal ou rural, une ruelle ou une impasse de village; son ouverture sur le chemin du Percy ne change rien à la question et ne le fait pas nécessairement présumer public; du reste, le plan cadastral, œuvre purement fiscale, ne fait pas titre, pas plus pour une commune que pour un particulier, pas même un plan d'alignement (Cass., 6 mars 1883); pas même un arrêté de classement de chemin rural (Cass., 20 juin 1870, 3 mai 1883); — Qu'il faut en outre savoir que les chemins particuliers qui se trouvent séparés des parcelles ou des propriétés par des haies ou des clôtures, comme dans l'espèce, au lieu d'être simplement ponctués ou pointillés comme les chemins de desserte ou d'exploitation, sont figurés et tracés sur les plans du cadastre exactement comme les chemins publics auxquels ils sont assimilés, c'est-à-dire sans numéro et en trait plein ou par des lignes pleines, parce qu'ils sont considérés comme terrains improductifs, non imposables, susceptibles, par leur nature, de ne produire jamais aucun revenu; leur contenance est relevée et por-

tée au compte général des chemins de la commune, sans autre indication (voir le *Répertoire général des contributions directes* de Lemer cier de Vauvelle; — Attendu qu'il ne suffit pas d'avoir, dans une simple autorisation d'alignement individuel, donné intentionnellement et pour les besoins de la cause, au chemin dont il s'agit, la qualification officielle de *ruelle de Fourches* pour en faire *ipso facto* une voie urbaine alors surtout que les intéressés n'ont pas été préalablement consultés, que le chemin n'a, sur le terrain, aucun signe apparent de publicité, et qu'il est au contraire connu dans le pays comme chemin Ogier et non comme ruelle communale appartenant au village; — Que ce chemin, fût-il même une ruelle, la commune n'aurait encore rien à y voir, puisque, d'après la loi, le terrain d'une ruelle est réputé mitoyen et appartenir aux riverains, sauf titre contraire (voir le *Dictionnaire des constructions* de Perrin-Rendu); — Au surplus il n'existe pas de ruelle proprement dite, c'est-à-dire de petite rue bordée de maisons dans le hameau de Fourches, on n'en trouve que dans le bourg de Clelles, celle de M. le maire par exemple; — Attendu enfin qu'en admettant que le chemin soit considéré comme voie publique urbaine ou municipale, comme ruelle de village ou chemin rural ou communal et non comme chemin particulier — ce qui n'est justifié à l'heure présente par aucun document administratif — Célestin Ogier a pu, pour la partie de terrain actuellement contestée, c'est-à-dire pour ce qui s'étend de sa maison à l'angle de la maison Sarrazin-

Ramus, en prescrire utilement la propriété et la jouissance contre la commune (art. 2227 du Code civil) comme terrain abandonné ou délaissé ayant cessé de servir à un usage public, et par conséquent de faire partie du domaine communal, puisqu'il est constant en fait que Ogier en jouit exclusivement par lui ou ses auteurs depuis un temps immémorial sans opposition de la part de la commune, qui n'a jamais considéré cet endroit-là comme sien, qui ne l'a jamais entretenu ni fait surveiller par la petite voirie, ni fait respecter en aucune façon par des procès-verbaux ou autrement (voir nombreux arrêts dans ce sens);

« 4° *Sur les dommages-intérêts réclamés par Ogier*: — Attendu que le nouvel œuvre de Sarrazin n'a causé à Ogier aucun dommage matériel et que la condamnation de son adversaire aux frais est une réparation suffisante, malgré le caractère violent et arbitraire du trouble et les entraves de toute nature qu'on lui a suscitées depuis bientôt deux ans;

« 5° *Sur l'action en garantie contre le maire de Clelles*: — Attendu que l'action intentée par Sarrazin contre M. le maire de la commune de Clelles pour l'obliger à prendre fait et cause pour son arrêté n'est pas sérieuse, qu'elle ne repose sur aucun texte de loi, que l'arrêté municipal et non préfectoral qui sert de prétexte à son action est régulier en la forme et dans les pouvoirs du maire; qu'au surplus il n'a été pris que sur sa demande et conformément à ses indications; — Que dans ces conditions il ne serait pas juste de rendre le maire de Clelles responsable des conséquences d'un procès qui n'intéresse au fond nul-

lement sa commune, mais seulement de ses deux aministrés :

« 6° *Sur les dépens* : — Attendu que Sarrazin, succombant sur les deux actions principale et en garantie, doit supporter seul tous les frais et dépens conformément à l'article 130 du Code de procédure civile; — Par ces motifs, nous déclarant de nouveau compétent, vidant l'interlocutoire ordonné et joignant les deux instances; — Disons n'y avoir lieu d'accorder de nouveaux sursis et de renvoyer l'affaire devant l'autorité administrative; — Déclarons que Célestin Ogier a la possession pleine et entière du terrain compris entre sa maison d'habitation et l'angle de la maison Sarrazin-Ramus, terrain occupant une superficie d'environ 25 mètres carrés, tel qu'il est décrit d'ailleurs au procès-verbal de visite des lieux et figuré au plan de l'expert, pour en jouir et disposer comme bon lui semblera, avec défense à Sarrazin de le troubler de nouveau à l'avenir dans sa possession et jouissance, à la charge, toutefois, par Ogier, de laisser libre et sans dépôts l'espace de terrain recouvert par la saillie du toit Sarrazin, soit 50 centimètres, tout le long de son mur, et sous la condition encore de ne rien mettre devant la fenêtre de Sarrazin qui soit de nature à nuire à son jour, sans observer la distance légale, c'est-à-dire 19 décimètres à partir du percement extérieur de sa fenêtre; — Disons, par suite, que Sarrazin n'avait pas le droit de percer l'ouverture qui a donné lieu au procès et qui a troublé gravement Ogier dans sa possession; — Le condamnons, en conséquence, à rétablir les lieux comme ils étaient

auparavant, c'est-à-dire à boucher en maçonnerie ladite ouverture et à enlever les pierres qui en ont été détachées et qui sont déposées au pied du mur sur l'emplacement Ogier, et ce, dans le délai d'un mois à partir de ce jour, faute de quoi et passé ce délai, le sieur Ogier est autorisé à faire faire lui-même les travaux aux frais de Sarrazin, remboursables sur la quittance de l'ouvrier visée par nous; — Disons n'y avoir lieu d'adjuger des dommages-intérêts à Ogier; — Rejetons l'action en garantie ou en responsabilité formée contre M. le maire de Clelles, que nous tirons de cause et mettons hors d'instance; — Condamnons en outre le sieur Sarrazin à tous les dépens de l'instance principale et de l'instance en garantie, compris les frais de l'expert, tous lesquels dépens sont liquidés à la somme de 108 fr. 15, outre les frais du présent jugement et ceux d'une expédition avec plan, qui sera délivrée au sieur Ogier pour lui servir de titre de propriété. »

**Observations.** — Le fait qu'un maire a délivré un alignement sur un terrain vague ou ruelle, en déclarant cette ruelle voie publique, ne saurait préjudicier au droit du possesseur de ce terrain ou ruelle, et c'est à l'autorité judiciaire, au juge de paix en matière possessoire, qu'il appartient de reconnaître et de maintenir la possession invoquée. La publicité de la ruelle et son incorporation définitive au domaine public et à la voirie ne pourraient résulter que d'un arrêté de classement rendu dans les formes légales, et le juge ne serait tenu de surseoir que s'il s'élevait un doute sur l'in-

interprétation de cet arrêté. Mais il est parfaitement compétent pour statuer, sans sursis, sur l'action possessoire intentée par le possesseur du terrain litigieux contre le voisin auteur du trouble, alors que l'incorporation à la voirie n'est pas dûment et régulièrement accomplie. Sur la demande en garantie, jugé que la juridiction civile est compétente pour connaître des actions possessoires, alors même que, dans l'existence engagée entre deux particuliers, l'administration a été appelée en garantie par le défendeur. Gons. d'Etat, 26 juin 1852; Cass.; 24 juillet 1865, ANNALES 1866, p. 101; Cass., 20 novembre 1877, ANNALES 1878, p. 370.

Justice de paix du canton de Pellegrue  
(Gironde).

Président : M. FAUVEL, juge de paix.

31 mars 1884.

Arbitres. — Demande en paiement d'honoraires. — Incompétence du juge de paix.

Le juge de paix est incompétent pour connaître de la demande formée par des arbitres en paiement de leurs salaires et avances.

Cette incompétence est d'ordre public, et dans le silence des parties, doit être relevée d'office par le juge.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix du canton de Pellegrue, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la demande de Courgeau et Grenouilleau a pour cause un arbitrage auquel ils ont procédé en 1884 pour le compte d'Ardoin et de

Charriaud; — Attendu que de la combinaison des articles 1021 et 1023 du Code de procédure civile il résulte que, seuls, les présidents, soit des Tribunaux de première instance, soit des Cours d'appel, suivant les cas, ont compétence pour rendre exécutoires les jugements arbitraux; et qu'en outre, aux termes dudit article 1033 dudit Code, les Tribunaux de première instance sont les juges d'appel des jugements arbitraux portant sur des matières qui, s'il n'y eût pas eu d'arbitrage, eussent été de la compétence des juges de paix, même en dernier ressort; et qu'il résulte évidemment de là que la loi a entendu formellement exclure les juges de paix de toute participation et de toute connaissance des jugements arbitraux; — Attendu, d'autre part, que les dépens sont, entre les parties litigantes, un élément intégrant de tout jugement; — Qu'en effet, ils doivent, aux termes de l'article 130 du Code de procédure civile, être compris dans le jugement lui-même; — Et attendu, en outre, que leur liquidation doit, aux termes de l'article 543 du Code de procédure civile et de l'exercice 1<sup>er</sup> du deuxième décret du 16 février 1807, être faite, en matière sommaire, par le jugement même ou l'arrêt qui les adjuge; — Et, en matière ordinaire, aux termes de l'article 544 du même Code et des articles 2 et suivants du même deuxième décret du 16 février 1807, être faite par un des juges qui aura assisté au jugement; qu'il est donc tout à fait impossible, d'après ces textes, de s'adresser, pour cette liquidation, à une juridiction qui n'a pas connu de la cause; — Attendu, en outre,

qu'en dehors de cette liquidation entre les parties litigantes, la demande des officiers ministériels contre leurs mandants, doit, elle-même, aux termes de l'article 60 du Code de procédure civile, être portée au Tribunal où les frais ont été faits ; — Or, attendu que les salaires des arbitres et leurs déboursés sont évidemment des dépens : d'abord, entre les parties litigantes elles-mêmes ; ensuite, entre les parties et les arbitres, puisqu'ils ont pour origine et pour cause le litige lui-même, et qu'ils ont eu lieu dans l'intérêt des mandants des arbitres ; — Et attendu que la loi n'ayant établi pour leur liquidation aucune forme particulière, cette liquidation doit nécessairement avoir lieu, non seulement entre les parties litigantes elles-mêmes, mais aussi entre les arbitres et leurs mandants, conformément aux règles des juridictions de droit commun, c'est-à-dire conformément aux règles ci-dessus rappelées des articles 543 et 544 du Code de procédure civile et aux dispositions du deuxième décret du 16 février 1807 ; — Attendu que l'on objecterait vainement qu'à la différence de ce qui a lieu dans les jugements ordinaires, le salaire des arbitres s'applique ici aux juges eux-mêmes au lieu de s'appliquer aux auxiliaires de la justice, et que les arbitres, n'étant pas taxés par la loi, peuvent arbitrairement fixer leurs salaires, et qu'il n'est pas admissible qu'ils puissent ainsi se créer leur propre titre à eux-mêmes ; — Attendu, en effet, d'abord, que le fait d'être juges du litige n'enlève nullement aux arbitres la qualité de mandataires des parties litigantes, et que ce dernier ca-

ractère les assimile absolument aux officiers ministériels quant à leurs salaires et déboursés ; — Attendu, en second lieu, que le défaut de taxe légale ne fait que rendre plus nécessaire l'intervention du juge même qui a connu du jugement arbitral pour le rendre exécutoire, et qu'il faut conclure de là que, pour écarter ce juge, il serait nécessaire que la loi l'eût formellement exclu ; — Et attendu, d'autre part, qu'il est inexact que le taux du salaire soit fixé par les arbitres ; mais qu'il est seulement proposé et prétendu par eux, puisqu'ils n'ont pas le pouvoir de rendre eux-mêmes leur jugement exécutoire, et qu'ainsi la détermination définitive en appartient à une autorité tout à fait distincte d'eux et tout à fait indépendante ; — Attendu, en conséquence, que le juge de paix est incompétent non seulement pour liquider les dépens des jugements arbitraux entre les parties litigantes, mais encore pour statuer sur ces dépens entre les arbitres et leurs mandants ; et qu'en acceptant d'en connaître, il commettrait un excès de pouvoir ; — Attendu qu'il est vrai que les défendeurs ne proposent pas notre incompétence, et que même ils l'acceptent implicitement, puisque, d'une part, Ardoïn fait aux demandeurs l'offre de leur payer la moitié de la somme par eux réclamée, sous réserve de ses droits à l'égard de Charriaud, et qu'il nous demande acte de cette offre ; et que, d'autre part, Charriaud répond que le jugement arbitral a mis à la charge d'Ardoïn tous les dépens, à l'exception de la moitié des frais de dépôt dudit jugement, et qu'il déclare refuser l'offre d'Ardoïn ; —

Mais attendu que la question intéresse l'ordre même des juridictions et qu'elle est en conséquence essentiellement d'ordre public; et qu'ainsi il nous est obligatoire de relever d'office cette exception; — Attendu qu'étant incompétent, il ne nous est pas plus permis de donner acte de ses offres à l'un des défendeurs qu'il ne nous est possible de statuer sur la demande elle-même; — Attendu que notre jugement, nous dessaisissant, doit prononcer sur les dépens, et que ces dépens doivent être mis à la charge des demandeurs qui se sont indûment adressés à notre juridiction; — Attendu que tout jugement qui statue sur la compétence est sujet à appel, aux termes de l'article 14 de la loi du 25 mai 1838; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, — Nous nous déclarons incompétent sur la demande formée par Courgeau et Grenouilleau contre Ardoin et Charriaud, et renvoyons les parties à se pourvoir devant les juges qui doivent en connaître, et condamnons Courgeau et Grenouilleau en tous les dépens de la présente instance. »

**Observations.** — La question résolue par ce jugement est très controversée. Il a été décidé, en sens contraire à la solution du présent jugement, que les juges de paix sont compétents pour connaître des demandes en paiement d'honoraires d'arbitres désignés par le Tribunal de commerce, si ces demandes n'excèdent pas 200 francs. Trib. de la Seine, 20 mars 1867, ANNALES 1868, p. 264. — Et plus spécialement qu'ils le seraient dans les mêmes conditions pour statuer sur

les honoraires d'arbitres amiables compositeurs. Just. de paix de Vertou, 25 mai 1864, BULLETIN 1867, p. 21; Caen, 9 juin 1837.

Justice de paix du canton de Pantin  
(Seine).

Président : M. BECKER, juge de paix.

4 décembre 1885.

*Louage. — Maladie contagieuse. — Négligence du locataire entrant. — Responsabilité.*

Le locataire qui prend possession des lieux loués par lui, connaissant la gravité et la nature de la maladie à laquelle a succombé son prédécesseur, et qui est entré sans attendre que le local ait été débarrassé et assaini, ne peut réclamer une indemnité pour vice caché de la chose louée, au cas où l'un des membres de sa famille viendrait à être atteint de la maladie dont est mort son prédécesseur.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix de Pantin, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Férissse expose que, le 8 juillet dernier, il a emménagé dans un logement, habité avant lui par les époux Vinzac, et dépendant d'une maison sise aux Lilas, rue du Pré-Saint-Gervais, dont Fontanier est principal locataire; — Que la femme Vinzac venait de mourir dans ledit logement des suites d'une fièvre typhoïde, compliquée d'une fièvre muqueuse et d'un cancer ulcéreux; que, trois jours après son emménagement, Férissse fils fut atteint de la fièvre typhoïde, et que le médecin traitant a attribué cette maladie au défaut de désinfection du local et à l'emménagement du lit et du som-

mier de la défunte sur le palier du dit logement ainsi qu'à la présence dans le local et à l'emmagasinement sur le palier du vase de nuit de la dame Vinzac, lequel était encore souillé; que la maladie de son fils lui a causé un préjudice évalué à 200 francs; qu'en conséquence il concluait à la condamnation de Fontanier au paiement à son profit de ladite somme; — Attendu qu'il résulte des débats que Férissé habitait, rue de la Fontaine-Saint-Pierre, une maison voisine de celle occupée par les époux Vinzac; qu'il connaissait la nature et la gravité de la maladie de cette femme; qu'il n'a cependant pas hésité à louer le logement et qu'il a insisté pour en prendre possession le 8 juillet, sans attendre que le local soit débarrassé et assaini; — Qu'en entrant dans les locaux, il a vu le lit et le sommier sur lequel la dame Vinzac était morte; qu'il a remarqué également, sous le lit, le vase de nuit ayant servi à la malade, et qu'il a vu que ce vase n'était que très imparfaitement nettoyé; — Attendu que la présence de ces objets avec l'indication que lui donnait la fille Vinzac de l'usage auquel ils venaient de servir, étaient de nature à éveiller sa sollicitude pour la santé de sa famille; que, loin de prendre aucune précaution, et d'exiger l'enlèvement des objets et l'assainissement des lieux, Férissé a accepté la proposition de la fille Vinzac de se servir desdits objets; qu'il s'en est servi, et que ce n'est que quelques jours après qu'il a démonté le lit; que c'est lui-même qui a serré dans un cabinet sur le palier: le lit, le sommier et le vase sans le nettoyer; — Qu'il a ainsi parfaitement connu

les dangers que son entrée précipitée dans les lieux et l'usage des objets contaminés faisaient ou pouvaient faire courir soit à lui, soit à sa famille; — Qu'il ne peut donc soutenir que son droit à une indemnité tiendrait à un vice caché de la chose louée; qu'en effet la possibilité de la contagion était démontrée par la présence de ces objets et par la connaissance que Férissé avait de l'usage auquel ils avaient servi, ainsi que de la nature contagieuse de la maladie de la dame Vinzac; — Qu'il ne peut attribuer le préjudice qu'il a éprouvé qu'à son imprudence, à sa malpropreté et à sa faute; — Par ces motifs, — Déclarons Férissé non recevable, en tous cas mal fondé en sa demande, l'en déboutons. »

**Observations.** — Le propriétaire pourrait être responsable envers le locataire entrant, si, connaissant l'état d'insalubrité du local et les dangers de contagion qu'il peut présenter, il avait négligé de prévenir le locataire entrant et de prendre les mesures nécessaires pour assainir le local. Mais lorsque le locataire a connu cette insalubrité, qu'il est cependant entré sans faire lui-même ou sans réclamer l'assainissement du local, il ne peut prétexter de l'existence d'un vice caché pour exercer une action en responsabilité contre le bailleur. Il n'a à s'en prendre qu'à lui-même du préjudice qu'il subit par sa propre faute.

---



Justice de paix du XI<sup>e</sup> arrondissement  
de Paris.

Président : M. CRANNEY, juge de paix.

3 mars 1886.

*Locataire commerçant. — Obligation pour le concierge envers ce locataire de donner à ses clients et fournisseurs sa nouvelle adresse, au moins pendant les six mois qui suivent sa sortie des lieux. — Rejet de la demande en dommages-intérêts, fondée sur le défaut de justification de l'inexécution de cette obligation de la part du concierge.*

Le locataire commerçant qui prétend que le concierge de la maison qu'il vient de quitter, ainsi que le propriétaire, cité comme civilement responsable sont passibles envers lui de dommages-intérêts, faute par le concierge de n'avoir pas donné à ses clients et fournisseurs sa nouvelle adresse, après sa sortie des lieux loués, doit non seulement justifier du fait par lui allégué, mais encore du préjudice dont il excipe.

Ainsi décidé par le jugement que nous rapportons, qui fait suffisamment connaître les faits de la cause.

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'à l'appui de la demande, par lui formée contre la dame veuve Prieur et les époux Doreau, aux fins d'une somme de 200 francs, réduite à 150, pour réparation du préjudice, qu'il prétend lui avoir été causé par le refus du concierge de la dame veuve Prieur de donner à ses clients et fournisseurs sa nouvelle adresse, le sieur Lange ayant articulé : qu'à Paris les concierges sont tenus de fournir, au moins pendant six mois, la nouvelle adresse qui leur est donnée par le locataire sortant, ou qui est à leur connaissance par tout autre moyen ; qu'avant de quitter

la maison, 94, rue Quincampoix, il avait eu la précaution d'aviser les concierges de sa nouvelle habitation commerciale, 141, rue Saint-Denis ; qu'il a, de plus, offert à ceux-ci de leur remettre des cartes, pour donner aux clients qui viendraient la demander, mais qu'ils ont refusé en disant que le propriétaire leur refusait de renseigner ; qu'en outre plusieurs affiches sur toile, indiquant le nouveau domicile, furent arrachées par lesdits concierges, qui ne pouvaient ignorer, par ce fait, l'adresse de la nouvelle maison de commerce ; — Attendu que ces faits ayant été contestés, à l'exception du dernier, le concierge reconnaissant avoir enlevé les affiches sur toile, d'ordre du propriétaire, nous avons, par jugement contradictoirement rendu entre les parties, le 10 février dernier, avant faire droit, autorisé la preuve offerte, mais avec l'exclusion du fait relatif à l'enlèvement des affiches sur toile, et réservé aux défendeurs la preuve contraire ; — Attendu que, en exécution de ce jugement, il a été procédé, à nos audiences des 17 février et 24 même mois, aux enquête et contre-enquête ordonnées, dont procès-verbal a été dressé, que nous avons clôturé, puis entendu à nouveau les parties ; — Attendu que, s'il est vrai que le premier témoin de l'enquête, le sieur Luce, a déclaré que, le 20 décembre, le concierge a prétendu qu'il ignorait la nouvelle adresse du demandeur, il résulte, d'un autre côté, des témoignages de la contre-enquête, que, au commencement du même mois, le concierge aurait donné, à la demande des personnes qui se présentaient, la nouvelle adresse rue Saint-Denis ; — Attendu

qu'en cet état il convient de décider que la preuve offerte n'a pas été faite et que par suite le demandeur, qui d'ailleurs ne justifie d'aucun préjudice, doit être débouté de sa demande comme n'étant ni justifiée ni fondée ; — Par ces motifs, — Statuant contradictoirement et en premier ressort, vidant notre avant faire droit du 10 février dernier, déclarons le sieur Lange mal fondé en sa demande, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

**Observations.** — Lors de sa sortie des lieux, le locataire a droit de laisser au concierge de la maison qu'il quitte l'indication de sa nouvelle adresse, et, en ce cas, le concierge est tenu de donner cette adresse aux personnes qui se présentent pour demander l'ancien locataire ou se renseigner sur son nouveau domicile. Il a été jugé en ce sens que le portier est passible de dommages-intérêts, s'il n'indique pas, alors qu'il la connaît et qu'elle lui est demandée, la nouvelle adresse du locataire sorti, et, dans ce cas, le propriétaire est civilement responsable du fait de son préposé. Trib. de la Seine, 22 juillet 1857, 30 août 1859, etc. — Mais, bien entendu, pour qu'il y ait lieu à dommages-intérêts, il faut que le fait du refus de donner la nouvelle adresse soit dûment établi devant le juge, et qu'en outre le demandeur justifie d'un préjudice sérieux.

**Tribunal de simple police de Roye (Somme).**

*Président: M. OSCAR BARON, juge de paix.*

19 février 1886.

*Barrières de dégel. — Chemin vicinal. — Dégradations. — Compétence. — Responsabilité.*

La contravention à l'arrêté d'un maire restreignant la circulation sur un chemin vicinal en temps de dégel tombe sous l'application de l'article 479, n° 11, du Code pénal, lorsqu'il y a dégradation du chemin.

Le juge de police est compétent pour prononcer la peine et statuer en même temps sur la réparation civile.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« **LE TRIBUNAL :** — Ouï les conclusions du ministère public, l'aveu des prévenus, les dépositions des témoins et vu les procès-verbaux sus-relatés ; — Attendu que, au mépris de deux arrêtés pris, l'un par M. le maire de Champieu le 14 janvier dernier, publié et affiché, et l'autre pris par M. le maire de Balâtre, le même jour, aussi publié et affiché, Gustave Dallongeville a circulé, le 17 janvier, en temps de dégel, à dix heures du matin, sur le chemin vicinal n° 1 de Magny à Grunzy, terroir de Champieu, avec une voiture à trois chevaux chargée de charbon, et le même jour, à dix heures et demie du matin, sur le chemin vicinal de Balâtre à Roye, terroir de Balâtre, avec la même voiture ; — Attendu que, le même jour, Oscar Dallongeville a circulé sur les deux mêmes chemins avec une carriole à deux chevaux chargée de charbon ; que le lendemain encore, 18 janvier,

il a parcouru le chemin vicinal de Magny. à Gruny, terroir de Champieu, avec une voiture fortement chargée ; — Attendu, en conséquence, que Gustave Dallongeville a contrevenu, le 17 janvier, à l'arrêté de M. le maire de Champieu et à celui de M. le maire de Balâtre ; qu'il y a donc lieu de relever contre lui deux contraventions ; — Attendu qu'Oscar a contrevenu, le même jour, aux deux mêmes arrêtés et, le 18, à celui de M. le maire de Balâtre ; qu'il y a donc lieu de relever contre lui trois contraventions ; — Attendu que ces contraventions ne tombent pas sous l'application de l'article 471, n° 15, du Code pénal, mais bien de l'article 479, n° 11, le passage des voitures ayant causé des dégradations sur lesdits chemins, ainsi qu'il résulte du procès-verbal et des dépositions de témoins ; — Attendu qu'aucun texte de loi n'oblige l'officier de police judiciaire à déclarer au contrevenant qu'il lui dresse procès-verbal ; que peu importe donc que cette formalité n'ait pas été remplie par M. le maire de Champieu ; — Attendu, en ce qui concerne le procès-verbal du garde champêtre de Balâtre, que ce procès n'est point écrit de la main du garde ni de celle d'une personne compétente, qu'il n'est point non plus affirmé au désir de la loi ; qu'il est donc nul ; — Mais attendu que la contravention est avouée et prouvée d'ailleurs par la déposition du garde ; — Attendu que les contraventions reprochées aux frères Dallongeville relèvent du Tribunal de simple police, qui doit, en même temps qu'il statue sur la peine, statuer aussi sur les réparations civiles ; — Attendu, en effet, qu'il ressort des dispositions com-

binées des articles 6, 7 et 8 de la loi du 9 ventôse an XIII, qu'en matière vicinale il n'appartient au conseil de préfecture de statuer sur les dommages occasionnés aux chemins qu'autant qu'il s'agit d'usurpation ou d'anticipation ; — Attendu qu'il y a lieu d'accorder aux prévenus le bénéfice des circonstances atténuantes ; — Attendu, quant au sieur Pétot, qu'il y a lieu de le relaxer des poursuites exercées contre lui ; — Attendu, en effet, que, si les charrois ont été faits pour son compte, il n'a aucune autorité sur les sieurs Dallongeville ; que ceux-ci ont opéré les transports sous les ordres de leur mère, qui avait accepté l'entreprise desdits charrois ; — Attendu que ladite dame est responsable civilement du fait de ses fils, ses préposés en la cause ; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, — Déclare le procès-verbal du garde de Balâtre nul et de nul effet ; — Relaxe Pétot des poursuites exercées contre lui ; — Et faisant application aux enfants Dallongeville de l'article 479, n° 11, du Code pénal, dont lecture a été donnée à l'audience et qui est ainsi conçu : « ... », ainsi que de l'article 463 ; — Condamne Gustave à 1 franc d'amende pour chacune des deux contraventions à sa charge, et Oscar aussi à 1 franc d'amende pour chacune des trois contraventions aussi à sa charge ; — Fixe la durée de la contrainte par corps à cinq jours ; — Ordonne que, dans la huitaine du présent jugement, lesdits enfants Dallongeville remettront en état les portions de chemin endommagées et ce, en menant et en répandant sur lesdits chemins, aux endroits indiqués par MM. les maires de Champieu et de Balâtre, 2 mètres



de cailloux dûment agréés pour chaque chemin, soit 4 mètres en tout ; — Dit qu'à défaut de ce faire, et passé ce délai, MM. les maires sont autorisés à effectuer ledit travail aux frais des prévenus et ce solidairement ; — Les condamne sous ladite solidarité aux dépens ; — Déclare M<sup>me</sup> Dallongeville mère responsable des réparations civiles et des dépens. »

**Observations.** — La contravention aux arrêtés qui interdisent la circulation des voitures pesamment chargées, sur les chemins empierrés de la commune, est certainement punissable de peines de police et rentre, par conséquent, dans la compétence du Tribunal de simple police. Toutefois, il convient de remarquer que, quelque urgentes que soient de telles mesures, l'établissement de barrières de dégel ne peut être prescrit par le maire que pour les chemins ruraux appartenant à la commune, et non pour les chemins vicinaux, dont la surveillance appartient aux préfets. — Mais, alors même que les arrêtés municipaux seraient irréguliers pour excès de pouvoirs, les contrevenants doivent encore être condamnés, s'il est établi qu'il y a eu dégradation de la voie publique, et, par suite, contravention à l'article 479, n° 11, du Code pénal.

**Tribunal de simple police de Jegun (Gers).**

*Président : M. LOUIT, juge de paix.*

4 janvier 1886.

*Voies de fait et violences légères. — Champ de course. — Provocation. — Absence du prévenu. — Mandat verbal.*

L'inculpé d'un fait de voies de fait et violences légères est valablement représenté devant le Tribunal de police par une personne qui ne justifie que d'un mandat verbal.

Il appartient au juge de police d'apprécier si ce mandat verbal a les caractères d'une procuration spéciale.

∴ Cette solution résulte, au moins implicitement, du jugement suivant :

Entre M. Meilhan, adjoint, remplissant les fonctions de ministère public, d'une part ;

Et le sieur François Despiet, épiciier, demeurant à Jegun, comparant en la personne de Maximilien Labat, limonadier à Jegun, d'autre part ;

La cause appelée, lecture est donnée d'un rapport fait le 7 septembre dernier par la gendarmerie de Jegun, duquel il résulte que le 6 septembre dernier, vers trois heures, Ferret (Louis), cantonnier municipal à Jegun, contrôlant les cartes à l'entrée du champ de courses, demanda la carte d'entrée à l'inculpé. Celui-ci répondit qu'il l'avait ; mais l'agent insista pour la voir et la contrôler. L'inculpé la lui remit tout en maugréant et en le traitant de *couillon* ; quelques instants après Despiet, après avoir dételé son cheval, revint sur Ferret et le bouscula en le renversant sur une haie.

Le ministère public expose que, par un avertissement en date du 1<sup>er</sup> janvier 1886, il a appelé devant le Tribunal le sieur Despiet, prévenu de contravention aux articles 605, n° 8, et 606 du Code des délits et peines du 3 brumaire an IV.

Le prévenu, en la personne de Labat, interpellé par le président, déclare se nommer François Despiet, âgé de trente ans, épicier, demeurant à Jegun, veuf de Charoy (Marie). Invité à s'expliquer sur la contravention qui lui est reprochée, il reconnaît le fait de s'être livré à des violences légères sur la personne de Ferret et s'en rapporte à la sentence du Tribunal.

Le ministère public résume l'affaire et expose que Despiet prétend avoir été provoqué par un propos injurieux de Ferret, alors que rien ne le justifie. Que ce n'est qu'un quart d'heure après la prétendue provocation qu'il s'est jeté sur Ferret, et que ce n'est que grâce à l'intervention de nombreux spectateurs qu'il ne s'est pas livré à une agression plus grave. Pour se disculper, il calomnie honteusement sa victime, en déclarant, dans le rapport, qu'il avait été provoqué par Ferret qui se trouvait en état d'ivresse ; alors qu'il est de notoriété publique qu'il est le plus sobre des hommes. Ajoutant que l'inculpé, dans diverses circonstances, a montré son caractère très violent ; notamment, il y a deux ans, aux courses de Jegun, il adressa publiquement, au pesage, des injures au président d'honneur de la Société. Que pour éviter à l'avenir de pareils faits, il conclut à une sévère application des articles 605, n° 8, et 606 du Code

des délits et peines, loi du 3 brumaire an IV.

« LE TRIBUNAL : — Après avoir entendu la lecture du rapport dressé par la gendarmerie de Jegun ; — Oui le prévenu en la personne de Labat, qui nous a remis la lettre de convocation adressée à Despiet, en ses moyens de défense et le ministère public en ses conclusions ; — Attendu qu'il est établi par le rapport et par les débats que Despiet, le 6 septembre dernier, en arrivant sur l'hippodrome de Puntis, eut une altercation avec Ferret, cantonnier municipal préposé ce jour au contrôle des cartes à l'entrée dudit hippodrome ; que quelques instants plus tard, après avoir dételé son cheval, il revint sur ledit Ferret, le prit et le renversa sur une petite haie ; qu'aussitôt plusieurs personnes l'ont empêché de se livrer à de plus graves agressions ; — Attendu que le prévenu ne conteste pas les faits incriminés ; — Statuant par jugement contradictoire et en premier ressort ; — Vu les articles 605, n° 8, et 606 du Code des délits et peines, loi du 3 brumaire an IV, et dont il est donné lecture ; — Par ces motifs, — Condamne ledit sieur Despiet à deux jours d'emprisonnement et à trois journées de travail évaluées à 1 fr. 50 l'une et aux frais. »

**Observations.** — Le mandat verbal en simple police est toujours dangereux, car la partie condamnée peut le dénier après jugement rendu. Cependant la Cour de cassation admet que le juge de police peut apprécier si le mandat verbal déposé par un tiers a les caractères d'une procuration spéciale. Cass., 21 mars

1884. ANNALES 1885, p. 313. Voir aussi Cass., 29 novembre 1878.

Tribunal de simple police du canton de Beaumont-le-Roger (Eure).

Présid. : M. BELLAUNAY ✱, juge de paix.

13 août 1885.

*Billet de logement. — Femme veuve.*

*Refus de logement. — Contravention.*

Le refus, même par une femme veuve, de fournir le logement militaire dont elle est requise par l'autorité municipale, constitue une contravention à l'article 471, n° 13, du Code pénal.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

La cause appelée, le greffier a donné lecture d'un procès-verbal dressé, le 29 juillet 1885, par le commissaire de police de Beaumont-le-Roger, enregistré, duquel il résulte que, ledit jour 29 juillet, vers onze heures du matin, le nommé Maupetit, capitaine du génie, s'est présenté à la mairie de Beaumont-le-Roger, et a déclaré que M<sup>me</sup> veuve Desgranges, chez qui il venait de se présenter, porteur d'un billet de logement délivré par M. le maire de Beaumont, ne pouvait pas le loger et que cette dame ne lui avait pas donné le motif de ce refus.

Le ministère public requiert alors l'audition des témoins qu'il a fait citer.

Lecture faite du procès-verbal précité en présence de la prévenue et des témoins, il a été procédé comme suit à ladite audition des témoins approchés par le ministère public, arrièrè les uns des autres et en présence de la prévenue.

Premier témoin. — Le sieur Eicher, qui a déclaré se nommer Eicher (Charles), garde champêtre, demeurant à Beaumont-le-Roger, et a fait la déposition suivante :

« Le 28 juillet, la veille du passage des troupes, l'officier chargé du logement est venu à la mairie et m'a prié d'accompagner l'ordonnance pour prévenir les habitants chargés du logement des officiers. Arrivé chez M<sup>me</sup> Desgranges, cette dame m'a dit qu'elle ne devait pas loger des militaires, invoquant sa qualité de veuve, et qu'elle ne devait pas s'occuper de trouver un logement. Je lui ai dit de pourvoir au logement de cet officier, mais elle a refusé formellement. Les autres veuves chez lesquelles je me suis présenté m'ont désigné les hôtels où elles avaient retenu des logements pour leurs militaires, et c'était inscrit sur le billet de logement. Quant à M<sup>me</sup> Desgranges, elle a seulement répondu qu'elle ne devait pas loger des militaires, à cause de sa qualité de veuve, et ce malgré l'insistance que je mettais à la mettre en demeure de pourvoir au logement de l'officier. J'étais à la mairie lorsque le capitaine du génie désigné pour loger chez M<sup>me</sup> veuve Desgranges est revenu et a déclaré devant moi que cette dame avait refusé le logement sans donner le motif. »

Deuxième témoin. — Le sieur Wéber, qui a déclaré se nommer Wéber (François-Joseph), a déposé ce qui suit :

« M<sup>me</sup> Desgranges ne s'est jamais présentée à la mairie pour faire la déclaration qu'elle ne pouvait loger des militaires. Lorsque le capitaine envoyé chez M<sup>me</sup> Desgranges est revenu à la mairie, cet officier m'a dit

que M<sup>me</sup> Desgranges lui avait donné pour prétexte de son refus qu'elle ne pouvait pas le loger, sans ajouter autre chose. »

M<sup>me</sup> veuve Desgranges proteste contre les dépositions qui viennent d'être faites, prétendant qu'elles ne sont pas exactes ; elle ajoute que, malgré cela, elle ne peut ni ne veut tenter la preuve contraire, ajoutant qu'elle n'a pas de témoins à faire entendre.

Le ministère public a exposé l'affaire en rappelant les faits contenus audit procès-verbal, et soutenu que la contravention est constante.

Jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Ouf la prévenue en ses explications et les dépositions faites à l'audience par les témoins ; — Ouf également le ministère public en ses conclusions et résumé ; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal susénoncé et daté et des dépositions des sieurs Eicher et Wéber, témoins, que, le 25 juillet 1885, M<sup>me</sup> veuve Desgranges a refusé de loger un officier porteur d'un billet de logement délivré par M. le maire de Beaumont, sans indiquer les motifs de ce refus ; — Attendu que cette dame est mal fondée à invoquer les dernières dispositions de l'article 42 de la loi du 3 juillet 1877 ainsi conçues : « A défaut de quoi, il y sera pourvu à leurs frais, par les soins de la municipalité », parce que cette dernière disposition a pour but d'assurer *quand même* le logement des militaires, en obligeant la municipalité à y pourvoir d'office, sauf recours contre qui de droit ; que d'ailleurs il est hors de doute que, si le législateur a voulu dispenser les

veuves et filles demeurant seules de fournir le logement dans leur domicile, il a entendu leur imposer en revanche l'obligation du logement en nature, en leur facilitant toutefois l'exécution de cette charge à laquelle elles ne peuvent impunément se soustraire ; — Attendu, en fait, qu'il est constant que M<sup>me</sup> Desgranges n'a fait aucune démarche pour s'entendre avec d'autres habitants pour fournir le logement en nature, ainsi que le dit la loi précitée ; qu'elle n'a fait à la mairie aucune déclaration ; — Attendu, en droit, que M<sup>me</sup> Desgranges allègue vainement que les dépositions des témoins ne sont pas exactes, puisqu'elle ne veut ni ne peut tenter la preuve contraire, ajoutant qu'elle n'a pas de témoins à faire entendre ; — Attendu enfin que le refus pur et simple de logement formulé par cette dame, sans motif à l'appui, lors de la présentation par l'officier de son billet de logement, constitue une contravention prévue et punie par l'article 471, n° 15, du Code pénal, ainsi conçu : « Seront punis d'amende depuis 1 franc jusqu'à 5 francs inclusivement : ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative et ceux qui ne se sont pas conformés aux règlements ou arrêtés publiés par l'autorité municipale, en vertu des articles 3 et 4, tit. XI, de la loi du 16-24 août 1790, et de l'article 46, tit. 1<sup>er</sup>, de la loi du 19-22 juillet 1791 » ; — Vu l'article 474 : « La peine d'emprisonnement contre toutes les personnes mentionnées en l'article 471 aura toujours lieu, en cas de récidive, pendant trois jours au plus » ; — Vu également l'article 162 du Code

d'instruction criminelle, qui porte :  
 « La partie qui succombera sera  
 « condamnée aux frais, même en-  
 « vers la partie publique ; les dépens  
 « seront liquidés par le jugement » ;  
 — Vu enfin l'article 156 du décret  
 du 18 juin 1811, dont la teneur suit :  
 « La condamnation aux frais sera  
 « prononcée dans toutes les procè-  
 « dures, solidairement contre tous  
 « auteurs et complices du même fait  
 « et contre les personnes responsa-  
 « bles du délit » ; — Faisant applica-  
 tion des articles précités dont il a  
 été donné lecture à l'audience ; —  
 Condamne la veuve Desgranges à  
 3 francs d'amende et en outre aux  
 dépens liquidés à 15 francs ; — Fixe,  
 quant à l'amende et au paiement  
 des frais envers l'Etat, la durée de  
 la contrainte par corps à deux jours. »

**Observations.** — Les filles et les  
 veuves vivant seules peuvent être  
 autorisées à fournir le logement mi-  
 litaire ailleurs que dans leur propre  
 habitation. Mais encore faut-il  
 qu'elles le fournissent, soit à l'hôtel,  
 soit ailleurs. Le refus absolu de  
 fournir le logement aussi bien ail-  
 leurs que chez elles constitue, alors  
 qu'elles en ont été régulièrement  
 requises, la contravention prévue  
 et punie par l'article 471, n° 15.  
 Voir à cet égard notre DICTIONNAIRE  
 GÉNÉRAL, 4<sup>e</sup> édit., v° *Logements mili-  
 taires*.

**Tribunal de simple police de Brive**  
 (Corrèze).

*Président* : M. BÉRONIE, juge de paix.

3 avril 1886.

*Mauvais traitements envers les animaux.*

— *Coup de pied porté à un chien.* —  
*Procès-verbal.* — *Renvoi du prévenu.*

Le fait de lancer un coup de pied à un  
 chien, sur son propre terrain, dans le but  
 de l'en faire sortir, alors que d'ailleurs le  
 chien n'a pas été blessé, ne constitue pas  
 la contravention de mauvais traitements  
 envers les animaux.

Ainsi décidé, par le Tribunal de  
 simple police de Brive, dans les  
 termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que  
 Roussaric est prévenu d'avoir, le  
 27 janvier dernier, sur la route de  
 Brive à Meyssac, en aval de la ca-  
 serne d'infanterie, lancé un violent  
 coup de pied dans les flancs du  
 chien de M. Delon, sous-lieutenant  
 au 80<sup>e</sup> de ligne, et d'avoir par suite  
 contrevenu à la loi du 2 juillet 1850 ;  
 — Ainsi conclu au rapport, dressé  
 par l'agent de police Bozonnet, sur  
 la plainte du sous-lieutenant Delon ;  
 — Attendu que Roussaric nie avoir  
 porté un coup de pied au chien de  
 ce dernier ; qu'il en a fait le mouve-  
 ment, il est vrai, mais sans l'attein-  
 dre, afin de le faire sortir de son  
 champ, où il avait précédemment  
 commis des dégâts ; — Qu'en tout  
 cas il ne peut être poursuivi pour  
 fait abusif de mauvais traitements ;  
 en conséquence il conclut à sa re-  
 laxance et à son renvoi des fins de  
 la plainte, sans dépens ; — Oui le  
 prévenu en ses explications, le mi-  
 nistère public en ses conclusions,  
 les témoins de l'enquête et de la



contre-enquête entendus ; vu l'article unique de la loi du 2 juillet 1850 ; — Attendu que cette loi ne déclare les mauvais traitements punissables qu'autant qu'ils ont été à la fois abusifs et publics ; ces deux conditions sont impérieusement exigées, et quand l'une d'elles n'existe point, aucune contravention n'a été encourue ; — Attendu qu'on ne saurait considérer comme mauvais traitement, dans le sens de la loi Grammont, un coup de pied lancé à un chien sur son propre terrain, dans le but de l'en faire sortir, n'ayant fait ou occasionné aucune blessure ; — Par ces motifs, déclare le fait reproché à Roussarie non punissable d'après la loi précitée, inapplicable dans l'espèce ; en conséquence le renvoie des fins de la plainte, sans dépens. »

**Observations.** — Pour que les mauvais traitements soient punissables, aux termes de la loi du 2 juillet 1850, il faut qu'ils aient eu lieu publiquement et abusivement. La question de savoir s'il y a eu abus appartient entièrement au pouvoir d'appréciation du juge du fait. Spécialement le juge de police peut à bon droit décider qu'un simple coup de pied lancé à un chien, pour le faire sortir d'un champ où il cause du dégât, ne constitue pas l'abus, alors surtout que le chien n'a reçu aucune blessure. Voir sur ces questions notre *Dictionnaire Général*, 4<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> *Animaux*, n<sup>os</sup> 32 et suiv.

**Tribunal de simple police de Châteauroux (Indre).**

*Président : M. SOEHNLIN, juge de paix.*

13 février 1886.

*Réquisition. — Secours. — Agent de police. — Refus. — Contravention. — Amende.*

Les agents de police ont, en cas de flagrant délit, le droit de requérir les citoyens pour leur prêter secours dans l'arrestation des délinquants sur la voie publique, et le refus d'obtempérer à leur réquisition constitue une contravention punissable.

Il appartient au juge de police de décider en fait que l'un des prévenus, à raison de son jeune âge, a été dans l'impossibilité morale ou matérielle de porter le secours dont il a été requis.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police de Châteauroux, dans les termes suivants :

« **LE TRIBUNAL :** — Ouf les prévenus en leur défense, le ministère public en son réquisitoire ; — Attendu qu'il est établi par les faits et documents de la cause, notamment par l'enquête à laquelle il vient d'être procédé, que, le 11 janvier dernier, vers huit heures du soir, à Châteauroux, les agents de police Gillet et Grenouilloux conduisaient au poste de police le sieur Adam père, dit *Cornet*, dont l'arrestation était motivée par son état d'ivresse manifeste et le tapage qu'il faisait avec son fils sur la voie publique ; — Qu'arrivés au bout de la rue Saint-Jacques et avant d'entrer dans la rue Grande, Adam fils, qui était caché à l'angle de la rue, se précipita sur les agents et porta sur la joue gauche de l'agent Gillet un coup d'une pierre qui était enveloppée dans un

mouchoir de poche, et lui fit une blessure, suivie d'effusion de sang, qui l'étourdit au point de le faire choir ; qu'arrêté lui-même par l'agent Grenouilloux, qui avait dû lâcher Adam père, pour défendre son collègue, Adam fils fit rébellion audit agent, qui, après un moment de lutte, le terrassa ; — Que, s'étant relevé, il fut poursuivi par l'agent Gillet, qui réussit à l'appréhender au corps devant le magasin du témoin Pouzet ; — Qu'en se débattant Adam fils traîna l'agent Gillet jusque devant la boucherie de Malo, l'un des prévenus, où il asséna deux coups de poing sur le nez de Gillet ; — Qu'à ce moment ce dernier, voyant Malo et ses deux aides, Galland et Loriau, sur le seuil de la boutique, où le bruit les avait fait accourir de la salle à manger, s'avança vers eux pour leur demander de lui prêter main-forte ; — Que ceux-ci s'y refusèrent, et que Malo défendit même en ricanant à Galland et à Loriau d'aller au secours de l'agent, et les fit rentrer dans l'arrière-boutique ; — Attendu que, par jugement du Tribunal correctionnel de Châteauroux, en date du 12 janvier, Adam fils a été condamné à un an de prison pour violences, voies de fait, coups volontaires envers les agents susnommés dans l'exercice de leurs fonctions et à des peines de simple police ; — Attendu qu'il résulte de la jurisprudence de la Cour de cassation, et notamment d'un arrêt du 24 novembre 1865, que le refus par des citoyens d'obéir aux réquisitions d'un agent de police de lui prêter secours pour l'arrestation en flagrant délit de malfaiteurs sur la voie publique, est punissable par application de l'ar-

ticle 475, n° 12, du Code pénal, lequel est ainsi conçu : « Seront punis, etc. » ; — Attendu que l'agression inopinée dont venaient d'être l'objet les agents de la part d'Adam fils, sa rébellion, les violences que celui-ci exerçait sur l'agent Gillet, au moment même où la réquisition était faite aux prévenus, constituent bien le cas prévu par la loi pénale précitée, où il importe que les citoyens présents à un délit qui vient de se commettre prêtent sur-le-champ le secours dont ils sont requis ; que les prévenus sont donc punissables des peines édictées par la loi dont le ministère public a requis l'application ; — Attendu néanmoins qu'il existe des circonstances atténuantes en faveur de Galland ; — Attendu, en ce qui concerne spécialement Loriau, âgé de moins de seize ans, qu'il semble avoir agi sans discernement et sous l'influence de son maître ; qu'en raison même de son âge, il ne pouvait prêter un concours efficace à l'agent ; — Par ces motifs ; — Statuant en premier et dernier ressort, déclare Malo et Galland atteints et convaincus de la contravention à eux reprochée, pour répression de quoi les condamne, savoir : Malo à 10 francs d'amende, Galland à 1 franc d'amende, renvoie Loriau des fins de la prévention comme ayant agi sans discernement ; — Condamne les trois prévenus conjointement et solidairement aux dépens ; — Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps. »

**Observations.** — Voir dans le même sens Cass., 24 novembre 1865, ANNALES 1866, p. 317. Voir aussi notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4<sup>e</sup> édit., v° *Secours*, n° 12 et 15, et les arrêts cités.

Justice de paix du cant. de Saint-Martory  
(Haute-Garonne).

Président : M. FABARS, juge de paix.

25 juin 1886.

Citation. — Avertissement. — Conciliation. — Frais frustratoires.

Lorsqu'il y a près d'un an que les parties ont comparu devant le juge de paix sur avertissement préalable et que le registre des avertissements porte la mention : *concilié*, il y a lieu de donner un nouvel avertissement ou de prévenir le juge de paix avant de citer par huissier, alors surtout que le juge actuel n'est pas le même que celui de la première audience.

Par exception à l'article 130 du Code de procédure civile, la partie qui obtient gain de cause peut être condamnée aux frais frustratoires qu'elle a occasionnés par sa faute.

Ainsi jugé, le 25 juin 1886, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Considérant qu'il résulte des débats qu'il y a plus d'une année Jules-Jean-Marie Abassié, tailleur d'habits, domicilié à Alan, vendit au sieur Bertrand Savés, cultivateur, domicilié à Fréchet, une montre en cuivre, moyennant le prix de 16 francs ; que le vendeur garantit la bonté de cette montre et que, sur le prix de la vente, Savés paya à Abassié, ainsi que toutes les parties le reconnaissent, un acompte de 10 francs ; — Considérant que, par exploit, enregistré en date du 9 juin 1886, de Bouffartique, huissier à Saint-Martory, le sieur Abassié ayant cité Savés pour se faire payer la somme de 6 francs à lui due pour solde, Savés a opposé que la montre dont s'agit ne marquait pas exactement les  
AOUT 1886.

heures, et, tenant la garantie donnée et non contestée par le vendeur, il demandait la résolution du marché intervenu ; — Considérant qu'il résulte des renseignements officieux pris par M. le juge de paix auprès d'un horloger, qui a gardé plus de huit jours, chez lui, la montre en litige, pour l'examiner, que la montre dont s'agit vaut le prix convenu ; qu'elle peut faire un bon usage, et qu'il s'agit tout au plus, pour corriger l'avance qui peut se produire, d'une réparation de 50 centimes, destinée à régler la spirale ; que, dans cette situation, il n'y a point lieu de prononcer la résiliation de la vente faite par Abassié à Savés ; que Savés n'aurait pas dû attendre plus d'un an pour produire ses réclamations, arrivant seulement lorsqu'on lui demande le solde par lui dû ; que, dès lors, il y a lieu de condamner ledit Savés au payement de la somme de 6 francs réclamée, avec les intérêts légitimement dus ; — Quant aux dépens ; — En droit : — Considérant que l'article 17 de la loi du 25 mai 1838, modifié par la loi du 2 mai 1855, « interdit aux huissiers de donner « aucune citation en justice sans « qu'au préalable le juge de paix « n'ait appelé les parties devant lui « au moyen d'un avertissement » ; que cette prescription, qui n'a été édictée, dans la pensée du législateur, que pour rendre les conciliations plus faciles, n'a point déterminé l'intervalle qui devait s'écouler entre le billet d'avertissement préalable et la citation en justice ; mais que cet intervalle doit consister dans un temps peu long, non susceptible de surprendre le défendeur, ce qui arriverait fatalement, si on laissait écouler près d'une année depuis la pre-

mière demande ; — Que, dans ce cas, le but conciliateur de la loi serait facilement éludé ; que cette interprétation de l'article 7 de la loi susvisée paraît encore plus exacte, si la première comparution a eu lieu depuis près d'une année et si, lors de cette comparution, le registre des avertissements porte la mention : *concilié*, alors surtout que l'affaire est appelée devant un juge autre que celui de la première audience ; que, dans cette situation, il aurait été plus équitable d'envoyer un nouvel avertissement ou, tout au moins, de prévenir le nouveau juge avant de citer par ministère d'huissier ; — Considérant que l'article 130 du Code de procédure civile, portant « que toute « partie qui succombera sera con- « damnée aux dépens », malgré ses termes impératifs, est susceptible d'exception, lorsque la partie qui obtient gain de cause a occasionné par sa faute des frais frustratoires et a donné lieu à la suite du procès (Cass., 21 février 1843 ; Besançon, 11 juillet 1839 ; Trib. de commerce de la Seine, 22 novembre 1862) ; — En fait : — Considérant qu'Abassié avait appelé le sieur Savés par avertissement préalable pour l'audience du 24 juillet 1885 ; que le juge de paix qui tenait alors l'audience a fait inscrire par le greffier, sur le registre des avertissements, la mention : *concilié* ; que, depuis cette époque, le titulaire de la justice de paix de Saint-Martory ayant changé, le sieur Abassié a saisi cette occasion, sans prévenir le juge actuel, pour faire citer le défendeur par huissier ; qu'il n'est pas douteux que, s'agissant d'une somme de 6 francs, inférieure au montant de la citation, dont le coût est de 7 fr. 83, M. le juge de

paix aurait pu, sans aucun doute, concilier les parties pour la deuxième fois ; — Considérant que, le billet d'avertissement préalable ayant existé, il n'y a point lieu, conformément à l'article 17, § 4, de la loi du 2 mai 1855, de faire supporter à l'huissier les frais de l'exploit, mais qu'on peut reconnaître que le sieur Abassié a occasionné, par sa faute, des frais frustratoires qui doivent rester à sa charge ; — Considérant que les dépens de la mise au rôle et du jugement de condamnation doivent être supportés par Savés, qui succombe ; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort, condamnons le sieur Savés à payer au sieur Abassié la somme de 6 francs qu'il lui doit pour solde de la vente d'une montre, avec les intérêts de droit ; déclarons que les frais de citation du 9 juin 1886, se portant à 7 fr. 83, resteront à la charge du sieur Abassié, et condamnons Savés aux frais du jugement actuel, y compris la mise au rôle et non compris l'expédition, qui sera à la charge de celui qui donnera lieu à sa confection ; ces derniers dépens liquidés à ... »

**Observations.** — Par une assez singulière omission du législateur, l'article 17 de la loi de 1838, modifié par la loi du 2 mai 1855, qui aurait dû interdire aux huissiers de donner aucune citation sans un permis de citer délivré par le juge de paix exige seulement qu'au préalable le juge de paix ait appelé les parties devant lui au moyen d'un avertissement, en sorte que les huissiers ont satisfait à la loi lorsque l'avertissement a été lancé préalablement. Nous le répétons, il y a là une omission re-

grettable, car il dévient loisible au demandeur de supprimer la conciliation ; il lui suffit, pour cela, de ne pas même se rendre à la convocation devant le juge de paix conciliateur, et, comme l'avertissement a été envoyé, qu'il peut en justifier par l'inscription au registre, son huissier peut citer le défendeur, sans encourir la pénalité spéciale édictée par l'article 27. En fait, et au moins à Paris, les huissiers ne donnent pas de citation en justice de paix, si on ne leur justifie d'un permis de citer, lequel permis peut seul établir qu'il y a eu, de la part du demandeur, tentative sérieuse de conciliation. Quoi qu'il en soit, et en droit, lorsqu'un avertissement a été donné, non seulement la citation est valablement délivrée, car on sait que la loi n'attache pas de nullité à l'infraction à l'article 17, mais encore il n'y a pas lieu, pour le juge, de faire supporter à l'huissier les frais de l'exploit. — Toutefois, dans les circonstances du procès ci-dessus, et l'affaire ayant été conciliée une première fois, le demandeur aurait dû faire appeler de nouveau son adversaire en conciliation, car c'était, en quelque sorte, un nouveau procès qu'il intentait. Il s'agissait, dans l'espèce, d'une somme minime que, peut-être, devant le juge conciliateur, le défendeur eût consenti à payer, sans jugement. Nous pensons donc que le juge a pu considérer comme frustratoires les frais d'une citation qui aurait dû être évitée, et les mettre à la charge du demandeur, bien que ce dernier eût gain de cause sur le fond. Il y a certainement abus, de la part du créancier d'une somme minime, à doubler et tripler sa créance par une

action en justice, tant qu'il reste à ce créancier une chance d'obtenir, sans frais, le paiement de ce qui lui est dû.

Just. de paix du cant. de Saint-Florentin (Yonne).

Président : M. J. BARREY, juge de paix.

13 mai 1886.

*Bornage. — Exception de prescription. Sursis.*

Lorsque, à une action en bornage, le défendeur oppose une exception de prescription ou une contestation sur les titres ou sur la propriété, il n'y a pas lieu à dessaisissement du juge de paix, mais seulement à surseoir, sauf le cas où l'action en bornage ne serait qu'une action en revendication déguisée.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Saint-Florentin, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le bornage est une mesure d'ordre public, imprescriptible et à laquelle nul ne peut se soustraire ; — Attendu qu'aux termes du paragraphe 2, art. 6, de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent, à charge d'appel, des actions en bornage, lorsque les titres ou la propriété ne sont pas contestés ; — Attendu qu'en cette dernière éventualité, c'est une question encore très controversée que celle de savoir si le juge de paix doit se déclarer radicalement incompétent ou s'il doit surseoir à statuer sur le bornage jusqu'à solution de l'exception préjudicielle par les juges qui doivent en connaître ; — Attendu que de hautes et puissantes autorités,

au nombre desquelles la Cour suprême, se sont prononcées pour l'incompétence du juge de paix ; — Attendu, cependant, que certains esprits, moins savants sans doute, mais peut-être plus pratiques, ont été frappés des inconvénients, des dangers de cette doctrine absolue et ont adopté le système du sursis ; — Attendu que le dessaisissement du juge de paix se conçoit lorsque l'action en bornage n'est qu'une action en revendication déguisée ; — Mais attendu que, hors ce cas, il est difficile d'admettre qu'après avoir rendu un premier jugement ordonnant le bornage, le juge de paix vienne ensuite se déclarer incompétent et anéantisse toute la procédure, parce qu'il aura plu à l'une des parties de soulever une contestation plus ou moins saugrenue ; — Attendu que, s'il en était ainsi, ce serait mettre la compétence du juge de paix à la merci de la malice et du caprice ; ce serait donner libre carrière à l'esprit de chicane et de mauvaise foi ; ce serait rendre le bornage inabordable ou ruineux pour les petites bourses à l'encontre des plus grosses ; — Que si, d'autre part, on décide que le juge de paix ne doit se déclarer incompétent que lorsque la contestation lui paraît être sérieuse, c'est laisser toute latitude à l'arbitraire, c'est conduire le juge de paix à apprécier une question qui lui échappe, c'est l'amener à violer bon gré, mal gré les règles de la compétence ; — Attendu, à un autre point de vue, que, si le bornage intéresse un grand nombre de propriétaires et si la contestation ne porte que sur le titre d'un seul, le dessaisissement du juge de paix entraînerait devant le

Tribunal d'arrondissement non seulement le contestant et le contesté, mais encore toutes les autres parties en cause, encore bien qu'elles n'aient rien à y démêler, et leur ferait supporter, à leur grand préjudice, les conséquences d'une contestation même mal fondée ; — Attendu, d'ailleurs, que le texte de la loi n'impose en aucune façon la doctrine de l'incompétence et que, si on se reporte à la discussion de cette loi, il semble, au contraire, que la doctrine du sursis doive prévaloir, témoin ces paroles de M. Renouard : « Quand des questions de propriété « sont engagées, le juge de paix n'en « devra pas connaître », et celles du ministre : « Dans ces cas, le juge « s'arrêtera » ; — Attendu que cette doctrine est, en effet, celle de la plupart des auteurs qui ont écrit sur la loi du 25 mai 1838 et spécialement sur le bornage ; — Attendu, en fait, que l'exception de propriété soulevée par Bourgoin contre la demande en bornage de Roy prétend s'asseoir sur les documents du cadastre et sur la possession trentenaire ; — Attendu qu'il n'appartient pas à ce Tribunal de se prononcer sur le mérite de cette exception, laquelle est évidemment destinée à faire échec à la compétence du juge de paix et au bornage lui-même, puisqu'elle surgit *in limine litis*, avant tout examen des titres, avant tout mesurage, c'est-à-dire avant que Bourgoin ni personne puisse prévoir s'il aura à subir un retranchement à ses limites possessoires, ou s'il y aura un excédent à répartir, ou s'il y aura lieu à borner dans les limites de la possession actuelle ; — Attendu qu'en cet état, c'est le cas ou jamais de surseoir ; — Par

ces motifs, — Rejetons comme mal fondée l'exception d'incompétence présentée par Bourgoïn ; — Disons qu'il sera sursis à statuer sur le bornage jusqu'après solution par juges compétents de l'exception préjudicielle de propriété, soulevée par le même ; — En conséquence, disons et ordonnons que, dans la huitaine qui suivra l'expiration des délais d'appel, Bourgoïn devra justifier de ses diligences aux fins ci-dessus ; — Sinon et faute par lui de ce faire dans le délai et icelui passé, ordonnons qu'il sera passé outre et que, dans les quarante-huit heures qui suivront, les titres de chacune des propriétés respectives seront déposés au greffe, pour, sur leur vu, être, par Gallard, expert-géomètre à Bouilly, commis à cet effet, et serment préalablement prêté, s'il n'en est dispensé, procédé au mesurage desdites propriétés, lequel expert dressera plan et rapport de son opération et les déposera au greffe, pour être par les parties ultérieurement requis et par ce Tribunal statué ce que de droit ; — Dépens réservés. »

**Observations.** — Voir, dans le même sens, notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 4<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> *Bornage*, n<sup>o</sup> 151 et suiv., et les autorités citées à l'appui de cette doctrine.

**Justice de paix du canton d'Anglès**  
(Tarn).

**Président :** M. TAILLEFER, juge de paix.

27 août 1883.

**Louage.** — *Demande en nullité de saisie et en dommages-intérêts. — Objets de literie. — Revendication non justifiée.*

Est valable la saisie de meubles faite sur le locataire, avant même l'échéance

du terme de loyers, lorsqu'il est constant que le locataire cherche à soustraire et a soustrait clandestinement, sans l'autorisation du propriétaire, partie des meubles lui servant de gage.

Le demandeur en nullité d'une saisie faite dans ces conditions exciperait vainement de ce que des objets de literie auraient été compris dans la saisie, alors d'ailleurs que le propriétaire consent à ce que ces objets soient distraits de la saisie.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix d'Anglès, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties entendues ; — Vu les dispositions de l'article 3 de la loi du 25 mai 1838, qui fixe notre compétence au sujet des saisies-gageries : — Attendu qu'il n'y a point lieu à s'arrêter aux allégations du sieur Pistre de ce que la dame Rouanet est qualifiée dans les actes de procédure tantôt comme agissant en son nom personnel, tantôt comme tutrice de ses enfants mineurs ; que ces deux qualités lui appartiennent et qu'elle peut agir indifféremment au nom de l'une ou de l'autre, à sa volonté ; mais que, dans l'espèce, il est suffisamment démontré, par la copie de la requête donnée en tête de la saisie, qu'elle a agi en son nom personnel et comme tutrice légale de ses enfants, bien que cette dernière désignation ne lui ait pas été donnée dans l'acte de saisie ; qu'il ne peut, par conséquent, être excipé un cas de nullité de cette erreur de la part de l'huissier ; — Attendu que la défenderesse n'a présenté requête aux fins de saisir-gager que lorsqu'il a été de notoriété publique que le demandeur avait évacué de nuit et d'une manière clandestine toutes les marchandises garnissant le magasin et la plus

grande partie des meubles meublant les appartements à lui affermés par la défenderesse ; que l'on ne saurait reprocher à cette dernière d'avoir agi trop précipitamment et sans motif sérieux ; que c'est en vain que le demandeur s'appuie sur les dispositions de l'article 819 du Code de procédure civile, de ce que l'échéance du terme n'arrivait que le 29 septembre suivant, car, bien qu'il soit dit, dans cet article, que l'on ne pourra saisir que pour des termes échus, il est de jurisprudence certaine que, lorsque le locataire cherche à soustraire et a soustrait, clandestinement et sans l'autorisation du propriétaire, partie des meubles lui servant de gage, ce dernier peut saisir-gager tant pour les loyers échus qu'à échoir (Douai, 8 février 1854) ; — Que c'est donc à tort que ledit Pistre prétend aujourd'hui que les meubles restant dans son logement, le 23 juillet 1883, étaient plus que suffisants pour garantir le prix du loyer et qu'il avait, par conséquent, le droit de déplacer l'excédent, car tous les meubles garnissant la maison louée répondant des loyers échus ou à échoir, le privilège du propriétaire est indivisible et s'étend sur tous les meubles ; il ne devait, en vertu de ce principe, en enlever aucun sans le consentement de la dame Rouanet ; — Attendu que Pistre, pour motiver sa demande en nullité de saisie-gagerie, s'appuie encore sur les dispositions de l'article 592 du Code de procédure civile, qui défend de saisir le coucher et les outils du débiteur, et feint d'ignorer celles de l'article 593, qui autorise cette saisie, quant aux outils, pour le paiement des loyers des

lieux servant à l'habitation personnelle, ce qui doit être appliqué dans l'espèce ; — Attendu que les motifs pris au sujet de la saisie du coucher des débiteurs doivent aussi être écartés devant le consentement que la dame Rouanet donne, sur l'audience et dans ses conclusions, que ces objets soient remis au sieur Pistre et annulés sur le procès-verbal de saisie ; — Attendu que le demandeur n'a laissé dans les appartements loués que les meubles qu'il supposait insaisissables d'après l'article 592 du Code de procédure et dont il faudrait encore distraire ceux qui, d'après lui, appartiennent à son épouse ; qu'il est donc mal fondé de soutenir qu'il possédait des objets plus que suffisants pour garantir le prix du loyer ; — Attendu qu'il est de notoriété publique que le sieur Pistre ni aucun des siens n'étaient atteints de maladie, lors de la saisie pratiquée à son préjudice, puisque tous avaient passé la nuit qui la précédait à déménager leurs effets, meubles et marchandises ; — Attendu que Pistre n'a éprouvé aucun dommage ni privation par la saisie indûment faite de son coucher et par celle légalement faite de ses outils, puisque le tout avait été laissé à sa disposition, ayant été établi gardien des objets saisis, et qu'il ne dépendait que de sa volonté d'en user comme à l'ordinaire ; — Attendu, quant à la demande en nullité, basée sur ce qu'une armoire appartenant à Marie Landès, son épouse, aurait été mal à propos comprise dans la saisie du 23 juillet 1883, l'on ne saurait s'arrêter sérieusement à ce motif, tous les droits de demande en distraction étant réservés à cette der-



nière, et qu'au lieu de les exercer le sieur Pistre, par morosité et esprit de vengeance, a mieux aimé intenter une instance en opposition et nullité, mal fondée, que de faire valoir des droits réels qu'il pourrait avoir ; — Attendu que cette partie de ces demandes doit, à bon droit, être écartée, puisque Pistre n'a nullement justifié que les objets, qu'il déclare être la propriété de son épouse, appartenissent à cette dernière, et que Marie Landès n'est pas intervenue dans l'instance actuelle pour les réclamer et qu'elle n'a point fait signifier de demande en distraction ; — Attendu que la saisie-gagerie pratiquée au nom de la dame Rouanet ne peut nullement porter atteinte au crédit et à la considération du sieur Pistre, que celui-ci a lui-même gravement compromis en enlevant et cachant ses effets mobiliers et marchandises, en fraude de ses nombreux créanciers ; que, par suite, il ne peut y avoir lieu de lui accorder des dommages-intérêts de ce fait ; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ; — Par ces motifs, — Statuant contradictoirement et en premier ressort, donnons acte à la dame Rouanet de sa renonciation aux objets indûment saisis ; rejetons la demande en nullité de saisie-gagerie et en dommages-intérêts formée par le sieur Pistre, le déboutons de son opposition du 22 août courant ; validons ladite saisie-arrêt pratiquée au préjudice de ce dernier et le condamnons en tous les dépens. »

**Observations.** — Voir, sur cette question, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v<sup>o</sup> *Saisie-arrêt*, n<sup>o</sup> 15, et les arrêts cités.

Justice de paix du canton de Crèvecœur (Oise).

*Président* : M. PRÉVOST, juge de paix.

24 avril 1885.

*Louage.* — *Congé.* — *Demande en validité.* — *Offres.* — *Expulsion.*

Le congé n'est assujéti par la loi à aucune forme particulière ; il suffit, pour qu'il soit régulier, d'établir que la volonté de mettre fin au bail a été exprimée par l'une des parties et qu'elle a été connue par l'autre en observant toutefois les délais fixés par l'usage des lieux.

Par exploit de Lepage, huissier à Crèvecœur, en date du 18 avril présent mois, enregistré, la veuve Lécuyer a fait citer le sieur Pillon, devant le juge de paix de Crèvecœur, à l'audience du 21 du courant, pour, est-il dit sur cet acte : — « Attendu que la veuve Lécuyer a loué verbalement au sieur Pillon susnommé, sans fixation de durée, une maison sise à Crèvecœur en la rue de la Prairie, moyennant un loyer de 15 francs par mois ; — Attendu que ledit Pillon s'est engagé d'abord verbalement, puis à l'audience de conciliation du 27 février dernier, à quitter la susdite maison pour le 10 avril présent mois ; — Attendu que ledit sieur Pillon n'a point satisfait à sa promesse et est resté en possession de ladite maison malgré la volonté de la veuve Lécuyer ; — Par ces motifs et tous autres, voir dire que, dans le jour du jugement à intervenir, ledit sieur Pillon sera tenu de quitter ladite maison, de vider les lieux par lui occupés et d'en remettre les clefs, sinon et faute par lui de ce faire, voir autoriser la demanderesse à le faire expulser par

toutes les voies de droit ; et s'entendre ledit Pillon condamner à payer à la veuve Lécuyer la somme de 15 francs pour un mois de loyer échu depuis le 15 avril courant ; s'entendre en outre condamner en l'intérêt de droit et aux dépens, sous toutes réserves généralement quelconques et notamment par la veuve Lécuyer des réclamations qu'elle pourra avoir à faire ultérieurement à raison de réparations et dégradations locatives ; voir ordonner l'exécution provisoire du jugement à intervenir nonobstant appel, opposition et sous caution, sur minute et avant enregistrement. »

Sur cette citation, et le 24 avril 1885, il a été rendu un jugement par défaut qui a alloué à la veuve Lécuyer les conclusions de sa citation.

Par autre exploit du ministère de Engrand, huissier à Crèvecœur, le sieur Pillon a fait citer la veuve Lécuyer à comparaître le 24 avril 1885 pour, est-il dit dans cet exploit : — « Attendu que par l'exploit introductif d'instance sus-énoncé, l'on allègue que la veuve Lécuyer a loué verbalement et pour une durée non fixée, une maison et dépendances à Crèvecœur, rue de la Prairie, moyennant un loyer annuel de 15 francs ; — Attendu que Pillon ne méconnaît pas ce fait ; qu'au contraire, il en demande et requiert la stricte exécution ; — Attendu que ledit Pillon s'élève et proteste de toutes ses forces contre les motifs mensongers et erronés qui ont servi à obtenir le jugement dont infirmation est poursuivie ; — Attendu en effet que la dame Lécuyer, pour obtenir le bénéfice

qu'elle espérait à tort de ce jugement, aurait dû se conformer scrupuleusement aux dispositions de l'article 1736 du Code civil, ce qu'elle n'a point fait et ce qui couvrirait le vice et le défaut de sa procédure ; — Attendu que par ledit exploit de Lepage, la veuve Lécuyer a avancé des faits erronés et mensongers en disant que Pillon s'était engagé d'abord à l'audience de conciliation à quitter ladite maison pour le 10 avril, ce qui est inexact ; qu'au surplus, ces obligations seraient-elles vraies, ce qui n'est pas, la veuve Lécuyer ne peut s'en appuyer en présence des termes si formels dudit article 1736, lequel défend expressément la preuve et la justification en pareille matière, même par témoins ; — Par ces motifs et tous autres à déduire, voir réformer ledit jugement ; voir maintenir Pillon dans la jouissance de ladite maison pour le motif tout-puissant que ledit Pillon a acquitté régulièrement le loyer et en un mot s'est acquitté de toutes les conditions et charges imposées au locataire ; — Et statuant à nouveau et reconventionnellement : — Attendu que la veuve Lécuyer s'est permis de troubler Pillon dans sa jouissance en enlevant un corps de pompe à citerne, il y a un mois, sans l'avis ni la permission dudit Pillon, ce qui cause à ce dernier un grand préjudice en le privant d'eau à laquelle il a droit ; — Par ce fait, s'entendre la veuve Lécuyer condamner à remplacer le corps de pompe dans les vingt-quatre heures du jugement à rendre et pour le préjudice causé, s'entendre condamner en 150 francs à titre de dommages-intérêts, tant pour ce

fait que pour celui susrelaté ; s'entendre en outre condamner en tous les frais et dépens, sous toutes réserves. »

La cause en cet état, la veuve Lécuyer et le sieur Pillon, ce dernier par le sieur Prévost, son mandataire, ont comparu, et chacun d'eux a fait valoir ses moyens de défense et pris les conclusions suivantes : — La veuve Lécuyer a conclu par l'organe de son défenseur à ce que le Tribunal ne reçoive Pillon opposant que pour la forme, et au fond ordonne que le jugement par défaut rendu à son profit, le 21 de ce mois, contre ledit sieur Pillon, soit exécuté selon sa forme et teneur, et condamne ce dernier en tous les dépens. La veuve Lécuyer a toutefois dit : que le corps de pompe dont parle Pillon sur son exploit d'opposition n'a pas été enlevé, comme celui-ci le prétend ; qu'elle n'a fait que retirer de cet appareil une rondelle en cuir pour la remplacer par une autre ; que si cette rondelle n'a pas été remise, c'est par suite de la négligence de l'ouvrier qu'elle avait chargé de ce travail. — Le sieur Pillon, par l'organe de son mandataire, a conclu à ce que le Tribunal déclare la veuve Lécuyer non recevable, ou en tout cas mal fondée dans sa demande et la condamne aux dépens. — Il a aussi offert à la barre à deniers découverts une somme de 15 francs en pièces d'or, pour le terme de loyer échu le 10 du courant, puis sur le refus par la veuve Lécuyer de l'accepter, il a ajouté une autre somme de 15 francs pour le terme à échoir le 10 mai suivant ; la veuve Lécuyer ayant également refusé cette dernière somme, le sieur Prévost, au

nom de son mandant, a requis acte des offres par lui faites.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — OUI les parties dans leurs moyens respectifs de défense et conclusions : — Attendu que la veuve Lécuyer a loué au sieur Pillon, sans fixation de durée, une maison sise à Crèvecœur, en la rue de la Prairie, moyennant un loyer de 15 francs par mois payable par avance ; — Attendu que le 27 février dernier la veuve Lécuyer a fait appeler à notre bureau de conciliation amiable, le sieur Pillon pour lui demander deux mois de loyers dont le dernier expirait le 10 mars suivant ; — Attendu que ledit Pillon n'a pas comparu personnellement, mais s'est fait représenter par un mandataire qui a soldé les loyers demandés et a accepté le congé verbal qui lui a été donné par la veuve Lécuyer pour le 10 avril suivant, lequel congé a été inséré sur la quittance délivrée par cette dernière ; — Attendu que le congé n'est assujéti à aucune forme particulière ; qu'il n'est que l'exercice d'une faculté qui d'après la loi est inhérente à la location verbale dont chaque partie a le droit d'user sans le consentement et même contre le gré de l'autre ; qu'il suffit donc pour qu'il soit régulier, d'établir que la volonté de mettre fin au bail a été exprimée par l'une des parties et qu'elle a été connue par l'autre, en observant toutefois les délais fixés par l'usage des lieux ; — Attendu que dans l'espèce le congé, donné le 27 février pour le 10 avril suivant, a été donné en temps utile et conformément aux usages établis ; — Attendu

qu'il n'est pas douteux que non seulement Pillon a été informé le même jour de ce congé par son mandataire, mais aussi par la quittance qui lui a été remise et portant signification du congé ; que s'il persiste à demeurer dans la maison de la veuve Lécuyer ce n'est que par esprit de taquinerie et dans un but de vexation ; que par ces raisons et étant donnés les faits de la cause, il y a lieu de repousser le moyen opposé sur ce chef par ledit Pillon et de maintenir les dispositions de notre jugement du 21 courant qui y est relaté, et accordant toutefois un délai modéré à ce dernier pour quitter la maison de la dame Lécuyer ; — Pour ce qui est de la demande en déplacement de corps de pompe, et au paiement de 150 francs à titre de dommages-intérêts ; — Attendu que la dame Lécuyer reconnaît avoir enlevé de la pompe qui se trouve dans la cour de la maison par elle louée à Pillon une rondelle en cuir, nécessaire au fonctionnement de cette pompe, mais qu'il n'est pas établi que cet enlèvement a eu lieu dans le but de priver ce dernier de l'usage de cet appareil, que si, comme cette dernière l'allègue, le non-remplacement de cette rondelle provient de la faute de l'ouvrier qu'elle a chargé de ce travail, elle n'en doit pas moins indemniser Pillon de cette privation de jouissance ; que pour fixer cette indemnité, le Tribunal possède les éléments nécessaires, et qu'en allouant à Pillon 3 francs pour cette cause, il sera largement payé de cette non-jouissance ; — Attendu enfin que l'opposition de Pillon est régulière en la forme ; — Par ces motifs ; faisant droit aux

parties et jugeant en premier ressort, recevons Pillon opposant envers le jugement rendu contre lui, par défaut, le 21 avril présent mois, et faisant droit sur l'opposition, lui donnons acte des offres réelles par lui faites et refusées par son adversaire, et le condamnons à payer à la veuve Lécuyer la somme de 15 francs qu'il lui doit pour le mois de loyer échu le 15 du courant ; disons toutefois que de cette somme il y a lieu de déduire celle de 3 francs comme représentant les dommages-intérêts qui sont dus audit Pillon par la veuve Lécuyer pour privation de la jouissance de la citerne dont il est parlé plus haut, ce qui réduit la condamnation de ce chef à 12 francs ; — Condamnons ledit Pillon à quitter et rendre libre dans les trois jours francs de la prononciation du présent jugement, la maison qu'il occupe comme locataire de la veuve Lécuyer, sinon autorisons cette dernière à l'en expulser par toutes les voies de droit ; — Disons qu'il n'y a pas lieu de faire droit au surplus des conclusions de Pillon, et que notre jugement du 21 de ce mois sera pour le surplus, et en ce qu'il n'a rien de contraire au présent, exécuté selon sa forme et teneur ; — Condamnons Pillon aux dépens de l'instance en opposition, lesdits dépens taxés et liquidés à la somme de 7 fr. 30, et ce non compris timbre, enregistrement, grosse et signification du présent jugement, lesquels demeurent également à sa charge. »

**Observations.** — En général et lorsque le propriétaire et le locataire ne sont pas d'accord, il est préférable que le congé soit signifié

par huissier, c'est le plus sûr moyen d'éviter toute contestation. Mais cette forme de congé n'est pas obligatoire, car le congé peut être donné même verbalement. En ce cas il est valable si, après débats contradictoires, le juge reconnaît qu'au moment où il a été donné par l'une des parties, l'autre partie l'a accepté et a pris l'engagement de quitter les lieux à l'époque convenue. C'est là une question de pur fait dont la solution rentre dans les pouvoirs d'appréciation du juge. Mais il n'est pas toujours facile de constater que l'accord a existé entre ces parties, et par suite de décider que le congé purement verbal les oblige toutes les deux. Voir sur ces questions notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v<sup>o</sup> *Louage*, n<sup>o</sup> 233 et suiv. — Le jugement qui précède a été, sur appel, confirmé par le Tribunal civil de Clermont.

Justice de paix de Pont-à-Mousson  
(Meurthe-et-Moselle).

Président : M. DIEUDONNÉ, juge de paix.

16 janvier 1886.

*Congé. — Demande en validité. — Acte extrajudiciaire. — Date. — Bail. — Usage local.*

Le congé signifié six mois d'avance, c'est-à-dire le 24 décembre pour le 24 juin, conformément aux conventions du bail et à l'usage local, est valable, et doit être, en cas de contestation, validé par le juge.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix de Pont-à-Mousson, dans les termes que voici :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance de l'huissier

sier Castor, de Pont-à-Mousson, en date du 7 janvier 1886, enregistré; où les parties en leurs dires et conclusions; — Attendu que suivant bail sous seing privé, enregistré, en date, à Pont-à-Mousson, du 29 décembre 1882, M. Lestaudier, défunt, aux droits duquel se trouve M<sup>me</sup> Cordebas, sa fille, a loué au sieur Minersheim une maison avec magasin, sise rue Saint-Laurent, moyennant un loyer annuel de 400 francs, payable le 24 décembre de chaque année, pour une période de trois, six ou neuf années; — « A charge « par celle des parties qui voudra « faire cesser le bail à l'expiration « de la première ou de la deuxième « période, d'un avertissement même « sous seing privé, donné six mois « au moins à l'avance par écrit » ; — Attendu que le 24 décembre 1885, au moment de régler le terme échu, Minersheim, voulant user de cette faculté de résolution, a prévenu Cordebas de son intention de faire cesser le bail en cours au 24 juin 1886, conformément à la clause précitée; — Que sur le refus du défendeur d'accepter un avertissement amiable, sous prétexte qu'il était trop tard, le demandeur lui a fait signifier un congé extrajudiciaire, par exploit de l'huissier Castor, de Pont-à-Mousson, en date du 24 décembre 1885, enregistré, et l'a ensuite actionné devant nous, aux fins de validité dudit congé, suivant exploit enregistré du même huissier, en date du 7 janvier courant; — Attendu que l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 2 mai 1855 nous attribue compétence pour connaître des congés, des demandes en paiement de loyers ou fermages et des expulsions des lieux, lorsque les locations verbales ou par

écrit n'excèdent pas annuellement 400 francs ; — Attendu que Cordebas demande la nullité de ce congé comme tardif et soutient, d'une part, que, la première période triennale expirant le 23 juin 1886, le délai fixé par la convention n'est pas observé ; d'autre part, que d'après la jurisprudence et les auteurs, le délai devant être franc, le congé aurait dû être signifié au plus tard le 23 décembre 1885 ; — En ce qui concerne le premier point : — Attendu que le bail dont s'agit ayant commencé le 24 juin 1883, jour de la Saint-Jean-Baptiste, la première période triennale n'expire réellement que le 24 juin 1886 et non le 23 juin, comme le prétend Cordebas ; d'où il suit que ce dernier, *averti régulièrement le 24 décembre 1885, terme de paiement*, de la cessation du bail au 24 juin 1886, a été prévenu *six mois au moins avant l'expiration de la première période*, selon le prescrit de la convention, identique en cela à l'usage des lieux ; — En ce qui concerne le deuxième point : — Attendu que la prétention de Cordebas pourrait, en quelque sorte, paraître fondée, si l'article 1033 du Code de procédure civile était applicable en la matière et s'il s'agissait d'un bail verbal ne prenant fin, d'après l'usage, que par un congé régulier donné la veille du premier jour du terme, c'est-à-dire plus de six mois avant son expiration ; mais que tel n'est pas le cas soumis à notre décision ; — Qu'il existe, en effet, une convention expresse qui fait la loi des parties, les met en dehors des coutumes locales et fait courir le délai de six mois y stipulé *à partir de la signification du congé* (Aix, 20 août 1870) ; — Qu'en

outre, dans le recueil des usages locaux dans le département de Meurthe-et-Moselle, clos et arrêté le 2 juin 1856, rien n'indique que le congé soit franc ; qu'il y est dit seulement dans un cas analogue : « Le « congé doit être donné au moins « six mois avant l'expiration de la « première ou de la deuxième pé- « riode par la partie qui ne veut pas « en commencer une nouvelle » (voir page 30) ; — Attendu qu'à Pont-à-Mousson, comme dans les autres localités où les points de départ des baux sont la Saint-Jean et Noël, les délais du congé régulièrement donné de terme à terme sont considérés comme pleins (Trib. civil de Rouen, 29 juillet 1884, ANNALES 1882) ; à Nantes, le congé de trois mois pour la Saint-Jean peut être donné au plus tard le 24 mars (DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> Louage) ; — Qu'il est aussi d'un usage constant à Pont-à-Mousson, entre bailleurs et preneurs, de se donner réciproquement congé amiable, le cas échéant, *à Noël, terme de paiement, pour le 24 juin suivant* ; que, dès lors, en cas de refus de la part de l'un d'eux, la faculté de recourir, le même jour, à un congé extrajudiciaire, doit être réservée à l'autre partie pour sauvegarder ses droits ; — Que, dans ces circonstances, le congé donné le 24 décembre 1885 pour le 24 juin 1886 est conforme aux prescriptions du bail, ainsi qu'à l'usage des lieux ; que c'est donc le cas de le valider, alors surtout que Cordebas ne justifie d'aucun préjudice ; — Par ces motifs, statuant en premier ressort et vidant notre délibéré, — Déclarons régulier et valable le congé signifié par Minersheim à

Cordebas, le 24 décembre 1885, à l'effet de faire cesser au 24 juin 1886 le bail sous seing privé intervenu entre les parties le 29 décembre 1882; — Autorisons Minersheim à quitter les lieux loués ledit jour, après les avoir mis en bon état de réparations locatives; condamnons Cordebas aux dépens. »

**Observations.** — Le délai pour la signification des congés peut être fixé par la convention, c'est-à-dire par le bail. A défaut de convention, c'est l'usage local qui le fixe, et quand le congé a été donné dans le délai d'usage, il doit être validé.

Justice de paix du canton de Satillieu  
(Ardèche).

*Président* : M. BOISSIN, juge de paix.

15 septembre 1885.

*Action possessoire. — Réintégrande. — Mur séparatif. — Présomption de mitoyenneté. — Démolition.*

Un mur de clôture qui sépare deux héritages ruraux est réputé mitoyen, en l'absence de tous titres ou de toutes marques de non-mitoyenneté.

Celui qui démolit un mur établi dans de telles conditions sans l'assentiment du propriétaire voisin commet un trouble possessoire et même un acte violent qui peut donner ouverture à la réintégrande.

Ainsi décidé, par jugement du juge de paix du canton de Satillieu, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit de citation introductif d'instance, du 8 août 1885; — Vu le jugement interlocutoire qui a suivi, en date du 11 du même mois; — Vu notre procès-verbal de visite et constata-

tion des lieux, du 27 dudit mois d'août; — Après avoir de nouveau entendu les parties, avons rendu le jugement dont la teneur suit : — Attendu qu'il résulte de notre procès-verbal de visite et constatation des lieux, que le sieur Guigol, demandeur, possède depuis longtemps, et notamment depuis plus de l'an et jour, une pièce de terre en nature de pré, touchant au midi une propriété en nature de terre à semer, du sieur Seux, défendeur; — Que ces deux fonds étaient séparés par un mur en pierres sèches, très ancien, qui servait en même temps de clôture au pré de Guigol; — Attendu que, depuis moins de l'an et jour, le sieur Seux, au mépris de la défense de Guigol, s'est permis de démolir, dans toute sa hauteur et sur une longueur d'environ 13 mètres, en emporter les matériaux, ce mur qui servait aussi de limite aux deux propriétés; et c'est là ce qui fait l'objet du procès; le sieur Guigol prétend que ce mur de clôture, dont l'existence remonte à un temps immémorial, est mitoyen; qu'il en a toujours joui comme tel, et surtout depuis plus de l'an et jour; Seux soutient au contraire que ce mur lui appartient exclusivement; — En droit : — Attendu qu'aux termes de l'article 653 du Code civil, dans les villes et les campagnes, tout mur servant de séparation entre bâtiments jusqu'à l'héberge, ou entre cours, jardins et même entre enclos, dans les champs, est présumé mitoyen, s'il n'y a titre ou marque du contraire; — Attendu que la visite des lieux ne nous a révélé aucun des indices de non-mitoyenneté désignés dans l'article 654 du Code précité; — Attendu encore que l'ar-

ticle 211 des *Lois des bâtiments*, par Desgodets, porte dans son explication : « Tous murs séparant, non « seulement les cours et les jardins, « mais aussi toutes sortes d'héritages « entre deux voisins, sont réputés « mitoyens jusqu'à la hauteur de « clôture, s'il n'y a titre contraire ; « et si l'un des voisins prétend que « le mur appartient à lui seul dans « la hauteur de clôture, il faut qu'il « justifie ce qu'il avance par un titre « par écrit ; sinon le mur sera réputé « mitoyen entre les deux voisins, « mais jusqu'à la hauteur de clôture « seulement » ; — Attendu en outre que le même auteur dit dans son article 214, au sujet des marques de murs mitoyens, que « les chape- « rons peuvent être un indice, mais « que cela ne suffit pas pour prouver « que le mur de clôture est mitoyen « ou non ; car il faut un titre par « écrit pour prouver que le mur « appartient à un seul » ; — Attendu que le sieur Seux ne produit aucun titre à l'appui de ses prétentions ; que dès lors il y a lieu de considérer comme mitoyen le mur de clôture dont s'agit, et par suite admettre les conclusions du demandeur et déclarer l'action en trouble de possession de Guigol recevable ; — Par tous ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort, maintenons le sieur Guigol en la possession et jouissance du mur de clôture que le sieur Seux s'est permis de brutalement démolir, sans en avoir prévenu le demandeur ; — Condamnons en conséquence le cité à rétablir ledit mur dans le même état où il se trouvait avant cette voie de fait, et ce dans quinze jours à partir de la signification du présent jugement ; sinon et passé ce délai,

autorisons le sieur Guigol à le faire faire aux dépens du cité ; faisons défense à celui-ci de ne plus troubler à l'avenir le sieur Guigol dans la possession dudit mur ; et, pour l'avoir fait, le condamnons à payer à Guigol la somme de 10 francs, à titre de dommages-intérêts, et à tous les frais de la présente instance, liquidés et fixés à ce jour, etc. »

**Observations.** — Les juges de paix, on le sait, ne peuvent être saisis des questions relatives à la mitoyenneté qu'autant que l'action est intentée sous forme possessoire, et qu'il ne s'agit que de statuer sur le maintien de la possession annale. A ce point de vue, il peut constater que la possession à titre de mitoyenneté résulte des présomptions légales ; que le demandeur a eu effectivement la jouissance commune du mur litigieux, et par suite décider que le trouble apporté à la possession du demandeur doit être réprimé.

Justice de paix du cant. de Châteauroux  
(Indre).

Président : M. SOEHLIN, juge de paix.

14 novembre 1885.

*Action possessoire. — Exhaussement du sol d'une rue. — Déclinatoire. — Demande de sursis. — Rejet. — Possession commune. — Trouble.*

Le fait par un propriétaire d'avoir exhaussé le sol d'une rue, commune entre les riverains, au détriment d'un autre propriétaire, constitue un trouble dont la répression peut être demandée devant le juge du possessoire.

Le juge du possessoire n'est pas tenu de surseoir au jugement de la plainte,



par le motif que le défendeur aurait saisi le Tribunal civil d'une demande à fins de nivellement.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Châteauroux, dans les termes que voici :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties oules : — Attendu, en fait, que le demandeur est propriétaire et en possession plus qu'annale d'une maison située à Châteauroux, petite rue Bertrand, laquelle rue, large de 6 mètres dans la partie habitée par lui, est située entre la rue Lézerat et la rue de Fonds ; que cette rue, établie en 1867, pour faciliter la vente au détail de terrains ayant appartenu à M. Bertrand, ancien maire de Châteauroux, est la propriété commune des riverains ; que le demandeur est donc également en possession, à titre de communiste, du sol de la rue dont il s'agit ; que cette possession ne lui est pas contestée par le défendeur ; — Attendu que des constatations faites et des déclarations reçues sur les lieux, où nous nous sommes transporté, il résulte que, depuis moins d'un an, le défendeur, propriétaire d'un terrain qui fait face à la maison du demandeur, a construit sur ce terrain, et en façade sur ladite rue, une maison de 10 mètres de large ; que le seuil de la maison dont il s'agit étant élevé d'environ 60 centimètres au-dessus du niveau de la rue, le défendeur a, pour accéder de plain-pied à la porte cochère, tenant le milieu de son bâtiment, exhaussé considérablement le sol de la rue au-devant de toute la façade, en donnant la pente transversale du côté de la maison du demandeur ; que par

suite de cet exhaussement les eaux pluviales amenées de la toiture de la maison du défendeur par deux chéneaux, ainsi que celles tombant directement sur le sol, se dirigent vers la maison du demandeur, au-devant de laquelle elles stationnent et où elles sont susceptibles de s'introduire lorsqu'elles sont abondantes ; — Sur l'exception d'incompétence : — Attendu que la possession du demandeur n'est pas déniée ; qu'il ne s'agit nullement d'interpréter les clauses du cahier des charges de 1867, mais seulement d'examiner, par l'inspection des lieux, quelle était, au point de vue du niveau, l'assiette de la rue Bertrand avant l'entreprise du sieur Petit ; — Attendu, au surplus, que, d'après la jurisprudence, il n'est point interdit au juge du possessoire d'interpréter les titres pour caractériser la possession ; que le cahier des charges précité, sans déterminer le niveau de la rue, se borne à en indiquer le tracé, en spécifiant qu'elle part de la rue Lezerat pour aller aboutir à la rue de Fonds ; — Attendu que la rue litigieuse n'a été l'objet d'aucun nivellement ; qu'il est manifestement apparent que l'assiette du chemin n'a pas sensiblement varié depuis sa création en 1867, notamment à partir de son origine à la rue Lézerat jusqu'au-devant de la maison du sieur Parâtre ; que l'exhaussement récent dont se plaint ce dernier n'est pas méconnu et que Petit se borne, pour sa justification, à exciper d'un projet de nivellement concerté, depuis l'instance, entre lui et d'autres riverains ; qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter au déclinaire proposé : — Sur la demande

de sursis ; — Attendu que la demande formée depuis l'instance devant le Tribunal civil par Petit et ses coriverains contre Parâtre, aux fins de nivellement et dont excipe le défendeur, est faite en violation des dispositions de l'article 27 du Code de procédure civile ; qu'elle ne peut faire différer le jugement de l'affaire et que nous ne saurions, sans cumuler le possessoire et le pétitoire, la prendre en considération ; — Au fond : — Attendu que les travaux constatés dans notre procès-verbal de visite de lieux du 3 novembre et rapportés plus haut, sont de nature à troubler le demandeur dans la possession plus qu'annale, à titre de communiste, où il se trouve de l'assiette du chemin, dont le niveau est déterminé par le seuil de la maison, et lui porte préjudice ; qu'il est fondé, tout à la fois, à demander la cessation du trouble et la réparation du préjudice causé ; — Que, sans doute, il est à désirer, dans l'intérêt de la viabilité aussi bien que de la salubrité, qu'un nivellement intervienne ; que Petit a eu le tort grave de ne pas provoquer ce nivellement avant de commencer la construction de sa maison ; car, en tout état de cause, l'adoption comme niveau de la hauteur du remblai fait par lui aurait pour conséquence de rendre inhabitable la maison Parâtre ; — Qu'en vain Petit offre de baisser le terrain à la hauteur de l'exhaussement, fait aussi indûment que le sien, par un voisin, et d'exécuter certains travaux pour préserver la maison Parâtre des eaux ; qu'il n'appartient au juge du possessoire d'ordonner d'autres travaux que la destruction de ceux entrepris au mépris des droits

des complainants ; — Il résulte donc de tout ce qui précède, que la demande est bien fondée et mérite d'être accueillie ; — Attendu que nous possédons les éléments nécessaires pour apprécier le *quantum* des dommages-intérêts à allouer au demandeur ; — Attendu, quant aux dépens, qu'ils doivent être supportés par le défendeur, qui succombe ; — Par ces motifs ; — Statuant en premier ressort, nous déclarons compétent, et, sans nous arrêter à la demande aux fins de sursis ; — Donnons acte à Parâtre de ce qu'il prend pour trouble à la possession annale où il se trouve du chemin séparant sa maison de celle de Petit le fait du défendeur, non méconnu par celui-ci, d'avoir, depuis environ six mois, dans tous les cas depuis moins d'un an, exhaussé de 60 centimètres l'assiette dudit chemin, ayant pour niveau le seuil de la maison du demandeur ; maintenons et réintégrons au besoin ce dernier en ladite possession ; ce faisant, condamnons Petit à rétablir les lieux dans le même et semblable état où ils étaient avant son indue entreprise, et ce dans les huit jours de la signification du présent jugement, sinon et faute par lui de ce faire dans ledit délai, autorisons Parâtre à faire opérer le déblaiement dont il s'agit aux frais de Petit, qui seront remboursables sur la production des mémoires des ouvriers employés à cet effet ; — Disons que lesdits travaux de déblaiement auront lieu sous la direction de M. Naline, conducteur des ponts et chaussées en retraite, à ce commis par le Tribunal ; — Condamnons Petit en 10 francs de dommages-intérêts envers Parâtre et aux dépens. »

**Observations.** — Le copropriétaire d'une chose commune, d'une cour, d'une rue, etc., ne peut rien faire qui soit de nature à nuire aux autres communistes. Or, c'est certainement leur nuire que d'exhausser le sol de la rue commune de façon à faire refluer les eaux pluviales vers les maisons des voisins. Un tel fait constitue un trouble à la copossession de ses voisins et peut donner ouverture à la plainte. — La seconde solution est également exacte. Le défendeur au possessoire, aux termes de l'article 27 du Code de procédure civile, ne pouvant se pourvoir au pétitoire qu'après que l'instance sur le possessoire aura été terminée, il s'ensuit nécessairement que le fait que le défendeur aurait enfreint la disposition de cet article ne saurait l'autoriser à demander qu'il soit sursis au jugement sur sa demande possessoire.

Justice de paix du canton de Rue  
(Somme).

Président : M. CARDENNE, juge de paix.

20 mai 1879.

*Sépulture. — Fossoyeur. — Tombe. —  
Autorité municipale. — Incompétence  
du juge de paix.*

Le juge de paix n'est pas compétent pour connaître de la demande intentée contre un fossoyeur, à raison de ce qu'il aurait creusé une fosse sur l'emplacement où reposait le corps d'un parent du demandeur, alors que d'ailleurs le maire déclare que le fossoyeur a agi en vertu des ordres qui lui ont été donnés.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Rue, dans les termes suivants :

AOÛT 1886.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant par jugement définitif et en dernier ressort, contradictoirement à l'égard de toutes les parties autres que la veuve Degouy et par défaut contre cette dernière ; — Ouf les parties présentes en leurs explications, le sieur Démolin, adjoint au maire de Favières, en ses déclarations : — Attendu que les citants se plaignent de ce que Charles, en sa qualité de fossoyeur, aurait, il y a un mois, creusé une fosse dans le cimetière de Favières, sur l'emplacement où reposait le corps du feu sieur Degouy, leur époux et beau-père, décédé il y a environ vingt-six ans, et forment les conclusions contenues en l'exploit introductif d'instance ; — Attendu que Charlet prétend avoir ouvert la fosse en question à l'endroit désigné par M. Maillet, maire, décédé depuis cette époque ; que le sieur Démolin déclare prendre fait et cause pour Charlet, agent municipal, et affirme que celui-ci a agi en vertu des ordres qui lui ont été donnés ; — Attendu qu'aux termes du décret du 23 prairial an XII, les lieux de sépulture sont soumis à la police, surveillance et administration des autorités locales ; qu'en présence de la déclaration faite à cette audience par l'adjoint au maire de Favières, nous ne saurions décider sur l'action portée devant nous sans méconnaître le principe de la séparation des pouvoirs publics ; que d'ailleurs la nature de l'affaire en litige n'est pas comprise dans les dispositions de la loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix, non plus que dans les diverses autres lois, dont la connaissance nous est dévolue ; — Par ces motifs, nous déclarons incompetent ; — Ren-

voyons les demandeurs à se pourvoir devant qui de droit, si bon leur semble, et les condamnons aux dépens. »

**Observations.** — La police des cimetières appartient exclusivement aux maires, d'où la conséquence que tous les actes, travaux, etc., exécutés par leur ordre dans les cimetières ne peuvent faire l'objet d'une action devant les Tribunaux civils. La justice civile ne peut connaître du préjudice causé par un acte du maire qu'autant que cet acte aurait été accompli arbitrairement et en dehors des pouvoirs qui lui sont attribués par les lois.

Tribunal de simple police de Rue  
(Somme).

*Président : M. CARDENNE, juge de paix.*

7 novembre 1884.

*Vaine pâture. — Exploitant forain. — Absence de règlement local. — Procès-verbal. — Renvoi du prévenu.*

Lorsqu'il n'existe pas dans la commune de règlement sur la vaine pâture, et que ce droit s'y exerce librement, celui qui, bien que résidant en dehors de cette commune y exploite une certaine étendue de terres, peut envoyer paître un troupeau sur les terrains de la commune sujets à l'exercice de la vaine pâture, et, en ce faisant, ne commet aucune contravention.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police de Rue, dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Ouf le prévenu et les maîtres, comme civilement responsables, en leurs moyens de défense ; les témoins produits, en leurs dépositions ; le ministère

public, en ses conclusions : — Attendu que d'un procès-verbal régulier, dressé par le garde champêtre de Vironchaux, le 17 août dernier, enregistré, il résulte que les sieurs Liège et Sabras, cultivateurs, demeurant à Machy, ont envoyé au pâturage, sur le territoire de Vironchaux, un troupeau de bêtes à laine leur appartenant, confié à la garde de Théodore Thorel, leur pâtre, prévenu ; — Attendu que des débats et de l'instruction faite à l'audience il résulte que les sieurs Liège et Sabras exploitent environ 14 hectares de terre sur le territoire de Vironchaux, où la vaine pâture et le parcours s'exercent librement ; qu'il n'existe dans cette commune aucun règlement à ce sujet ; — Attendu qu'aux termes de l'article 15, tit. 1<sup>er</sup>, de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 les propriétaires ou fermiers exploitant des terres sur les paroisses sujettes au parcours ou à la vaine pâture et dans lesquelles ils ne seraient pas domiciliés, auront le même droit de mettre dans le troupeau commun ou de faire garder par troupeau séparé une quantité de têtes de bétail proportionnée à l'étendue de leur exploitation et suivant les dispositions de l'article 13 de la loi précitée ; — Attendu que cette loi ne fait aucune distinction entre le bétail appartenant à une exploitation dont le siège est dans la commune et celui qui appartient à une exploitation foraine ; — Attendu qu'en l'absence de tout règlement concernant l'exercice du droit de vaine pâture et de parcours sur le territoire de Vironchaux, et en raison de leur qualité d'exploitants, les sieurs Liège et Sabras ont pu, avec raison, y envoyer paître leur

troupeau ; — Par ces motifs, — Conformément au désistement du ministère public ; — Et, vu l'article 159 du Code d'instruction criminelle, dont lecture a été donnée à l'audience et qui est ainsi conçu : etc. ; — Jugeant contradictoirement et en dernier ressort ; — Renvoie le prévenu et ses maîtres des fins du procès-verbal dressé contre eux et les en décharge, sans amende ni dépens. »

**Observations.** — Jugé, en ce sens, qu'en l'absence d'un règlement ancien ou moderne ou d'un antique usage la faculté d'envoyer les bestiaux au vain pâturage est identique en faveur de tous les ayants droit, quelle que soit l'étendue respective de leurs exploitations et quel que soit le nombre des animaux qu'on possède. Cass., 13 avril 1855, 15 mars 1863, 11 mai 1869, ANNALES 1870, p. 101. — Et il en est ainsi alors même que le bétail dépend d'une exploitation foraine. Cass., 13 avril 1855, ANNALES 1855, p. 255 ; 14 février 1874, ANNALES 1874, p. 334.

---

Tribunal de simple police du canton  
de Dommartin-sur-Yèvre  
(Marne).

Président : M. CHAMOIN, juge de paix.

6 mai 1886.

Voie publique. — Dépôt de matériaux  
non autorisé. — Contravention.

Aucun dépôt de matériaux ne peut être fait sur la voie publique, sans nécessité, ou sans autorisation écrite de l'autorité compétente, alors même que ce dépôt aurait eu pour but d'en améliorer la viabilité.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Attendu qu'il est établi que Collin, ayant des transports de bois à effectuer par le chemin rural, dit *chemin de la Côte*, lequel est en mauvais état, a demandé, le 20 février 1886, au maire de la commune du Chatelier, l'autorisation de le réparer, au moyen de gravier qu'il a offert d'extraire d'un terrain communal situé à proximité et de répandre sur ce chemin ; qu'une autorisation verbale lui a été accordée à cet effet ; mais que, contrairement aux termes de cette autorisation, le prévenu s'est borné à y déposer environ deux cents fagots ; — Que, traduit pour ce fait devant le Tribunal de police, en vertu d'un procès-verbal dressé contre lui à la requête du maire de Chatelier le 10 avril dernier, Collin reconnaît le fait qui lui est reproché, mais qu'il soutient que, le chemin dont il s'agit étant impraticable, il en a amélioré la viabilité et qu'il n'a accompli le travail incriminé qu'après y avoir été dûment autorisé ; qu'ainsi il n'a commis aucune contravention ; — Attendu qu'il résulte des lois et règlements sur la matière que les chemins publics sont placés, pour leur conservation et leur viabilité, sous l'autorité et la surveillance de l'administration locale ; — Qu'il est de principe qu'aucun dépôt ne peut y être fait sans nécessité et qu'aucun travail n'y peut être opéré sans une autorisation préalable et par écrit de l'autorité compétente, ce travail eût-il pour unique but d'en améliorer la viabilité ; — Attendu que la nécessité, qui pourrait excuser le fait pour suivi, s'il était occasionné par un

événement accidentel, moment né ou de force majeure, n'existe pas dans l'espèce, puisque les fagots n'ont été transportés sur le chemin que dans un but d'entretien, qu'ils y ont été répandus et qu'ils sont maintenant incorporés avec lui ; — Que, d'un autre côté, l'autorisation verbale, invoquée par le prévenu, ne peut l'exonérer de la poursuite ; qu'en effet il ne saurait être suppléé à l'autorisation préalable et régulière par une simple permission verbale, donnée en dehors des formes administratives ; — Qu'il résulte de ce qui précède que les travaux exécutés par Collin l'ont été sans autorisation et que, par suite, le dépôt de matériaux par lui opéré, sans nécessité, constitue la contravention prévue par l'article 471, n° 4, du Code pénal ; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort, condamne Collin en 1 franc d'amende et aux dépens. »

**Observations.** — Jurisprudence constante. Voir notamment, en ce sens, Cass., 8 mai 1856 et 10 août 1861.

Tribunal de simple police du canton  
de Sains-Richaumont  
(Aisne).

Président : M. CRIMET, juge de paix.

31 décembre 1835..

Logeur. — Registre. — Défaut d'inscription. — Entrepreneur de transports.  
— Cantine. — Cumul des peines. — Bonne foi.

L'entrepreneur de transports de bettes-raves pour le service d'une sucrerie, qui loge et nourrit, à prix d'argent, dans une cantine, les ouvriers qu'il emploie, doit

être rangé dans la catégorie des personnes qui sont tenues d'avoir un livre de police, sur lequel doivent être inscrits tous les individus logeant chez elles.

Il doit être prononcé, en cas de contravention, autant d'amendes qu'il y a eu d'individus logés chez le contrevenant et non inscrits.

La bonne foi du prévenu n'est pas une excuse de la contravention. Elle peut seulement être prise en considération pour l'admission des circonstances atténuantes.

Ainsi décidé, par jugement du Tribunal de simple police de Sains-Richaumont, dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Après avoir entendu le ministère public en son résumé de l'affaire et en ses conclusions, le prévenu en ses dires et observations ; — Et vu le jugement interlocutoire du 26 novembre dernier : — Attendu qu'il est constaté, par un procès-verbal d'Egret, gendarme de la brigade de Sains-Richaumont, en date du 8 novembre dernier, que Leray n'avait pas, à cette date, de livre de police pour y inscrire les personnes qui couchaient dans l'établissement, à usage de cantine, qu'il tient dans la commune de la Neuville-Housset, et qu'il résulte des déclarations qui ont été faites sur ce même procès-verbal, par les personnes présentes, lors de cette constatation, que ledit Leray logeait chez lui, depuis plusieurs jours, quinze personnes au moins ; — Attendu qu'à l'audience du 26 novembre dernier, où il s'est présenté seul, le défendeur a bien reconnu qu'audit jour, 8 novembre, il n'existait pas chez lui de registre de police, mais a ajouté qu'il ne se croyait pas tenu d'en avoir, parce que les personnes qui restaient chez lui étaient

ses propres ouvriers, travaillant pour son compte à la sucrerie de la Neuville-Housset, et qu'ensuite il a demandé la remise de l'affaire à l'audience de simple police suivante, afin de pouvoir faire la preuve du nombre des personnes qu'il logeait chez lui au moment où le procès-verbal dont s'agit a été dressé, ce qui lui a été accordé par le jugement interlocutoire susénoncé ; — Attendu qu'à l'audience de ce jour, 31 décembre 1885, Leray, par l'organe de M. Anciaux, principal clerc d'ayoué à Vervins, son conseil, a prétendu que les ouvriers qu'il logeait chez lui devaient être assimilés à des ouvriers attachés à une exploitation agricole, qui sont nourris et logés par le fermier qui les emploie, sans que celui-ci soit tenu d'avoir un livre de police pour les y inscrire ; — Attendu qu'une telle prétention ne pourrait être admise que si le défendeur, en outre des salaires qu'il paye à ses ouvriers, logeait ceux-ci gratis, comme cela se pratique pour des ouvriers employés à des travaux de culture ; mais que, dans l'espèce, il n'en est pas ainsi, puisque, sur l'interpellation qui lui a été faite à la présente audience, Leray a déclaré que ses ouvriers lui payaient, tous les jours, chacun une certaine somme pour leur pension, et que cette somme se trouvait comprendre le prix de leur coucher ; — Attendu qu'il résulte de cette déclaration de Leray que celui-ci tient, en la commune de la Neuville-Housset, un établissement à usage de cantine, dans lequel il fait métier de loger et nourrir, à prix d'argent, les ouvriers qu'il occupe, comme entrepreneur de travaux de transport de betteraves, pour la su-

crerie de la Neuville-Housset, et qu'en conséquence il doit être rangé dans la catégorie des personnes qui sont tenues d'avoir un livre de police, sur lequel doivent être inscrits tous les individus logeant chez elles, à la seule exception des membres de la famille et des domestiques ou gens de service attachés à l'établissement ; — Attendu que, ne pouvant faire la preuve, par lui offerte à l'audience du 26 novembre dernier, du nombre d'ouvriers qu'il logeait dans sa cantine au 8 du même mois, Leray a déclaré, à la présente audience, s'en rapporter, pour la fixation de ce nombre, aux déclarations contenues au procès-verbal susénoncé, et que par suite, il y a lieu, conformément à ces déclarations susindiquées, de fixer à quinze le nombre des ouvriers qui, audit jour 8 novembre, couchaient dans la cantine dudit sieur Leray ; — Attendu qu'en matière de contravention la jurisprudence admet le cumul des peines ; que ce cumul a été reconnu en principe par un arrêt solennel de la Cour de cassation du 7 juin 1842 et a été appliqué, par cette même Cour, au défaut d'inscription de plusieurs voyageurs sur les registres de police des aubergistes, hôteliers ou autres logeurs, par divers arrêts, notamment par un arrêt du 4 février 1859 ; — Attendu que Leray, n'ayant pas tenu de registre de police, ne peut être traité plus favorablement qu'un logeur qui aurait tenu ce registre, mais aurait seulement négligé d'y inscrire plusieurs voyageurs ayant couché chez lui, lequel logeur, d'après les arrêts susénoncés, se trouverait avoir commis autant de contraventions que d'omissions d'inscriptions ; — Attendu, en conséquence

de ce qui précède, que Leray, ayant logé chez lui quinze personnes, sans les inscrire sur un registre de police, qu'il était tenu d'avoir, a, par ce fait, commis quinze fois la contravention prévue et punie par l'article 475, § 2, du Code pénal ; — Attendu, toutefois, que si la bonne foi, invoquée par Leray, qui a dit ignorer qu'un livre de police fût obligatoire pour lui, ne peut constituer une excuse légale des contraventions relevées à sa charge, le juge peut néanmoins en tenir compte pour l'admission des circonstances atténuantes ; — Attendu, enfin, qu'aux termes de l'article 162 du Code d'instruction criminelle la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Déclare Leray coupable de quinze contraventions à l'article 475, § 2, du Code pénal ; — Et, lui faisant application de cet article, ainsi que des articles 483 et 463, derniers alinéas du même Code, lesquels articles, dont lecture a été donnée à l'audience, sont ainsi conçus : etc. ; — Condamne ledit Leray en quinze amendes de 1 franc, soit ensemble 15 francs ; — Le condamnons, en outre, aux dépens, liquidés à ... ; — Fixe la durée de la contrainte par corps à trois jours. »

**Observations.** — L'article 475, n° 2, du Code pénal impose, à peine d'amende de 6 à 10 francs, l'obligation du registre spécial non pas seulement aux aubergistes et logeurs proprement dits, mais à tous loueurs de maisons garnies, c'est-à-dire à toutes personnes qui logent en garni et nourrissent des individus autres que leurs propres domestiques atta-

chés à la maison. Par suite, l'amende est applicable même à l'entrepreneur qui loge et nourrit, à prix d'argent, dans un établissement à usage de cantine ; des ouvriers employés dans ses travaux. Il devient, à leur égard, un véritable logeur et est tenu, par suite, de toutes les obligations de l'aubergiste. — Sur le cumul des peines, en matière de police, la jurisprudence est depuis longtemps fixée dans le sens de la présente décision. Voir, dans notre TABLE GÉNÉRALE, les nombreux arrêts cités. Voir aussi notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4<sup>e</sup> édit., v° *Contravention*, n° 53 et suiv.

**Trib. de simple police de Saint-Etienne**  
(Loire).

*Président : M. LAFITTE, juge de paix.*

4 février 1886.

*Comestibles. — Vente à la criée dans l'intérieur d'un magasin. — Arrêté municipal illégal et non obligatoire. — Renvoi du prévenu.*

Est illégal et non obligatoire comme contraire à la loi du 25 juin 1841 l'arrêté municipal qui interdit dans l'enceinte de la commune la vente à la criée des comestibles à l'intérieur d'un magasin.

La vente à la criée des comestibles ne constitue pas une contravention, alors même qu'il serait allégué que le vendeur est commissionnaire et non marchand.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police de Saint-Etienne, dans les circonstances que voici :

Le greffier a donné lecture d'un procès-verbal du 12 janvier dernier, enregistré, dressé par M. André Mabit, commissaire de police du sixième arrondissement, constatant



que le sieur Merlat, courtier en marchandises, faisait vendre à la criée par un employé, et que 60 kilogrammes de poisson (marée) et 15 kilogrammes de viande de boucherie ou salaison étaient exposés pour être vendus à la criée, contrairement à l'arrêté municipal du 1<sup>er</sup> décembre 1884.

Le ministère public expose que par exploit de Gerlier, huissier à Saint-Etienne, en date du 15 février dernier, il a fait citer à comparaître devant le Tribunal le sieur Merlat, commissionnaire et courtier en marchandises, contre lequel il requiert l'application de l'article 471, § 15, du Code pénal pour contravention à l'arrêté du maire de Saint-Etienne du 1<sup>er</sup> décembre 1884. Le sieur Merlat, par l'organe de M<sup>e</sup> Portier, a répondu que l'arrêté susdit du maire de Saint-Etienne interdisant la vente des comestibles à la criée dans des locaux privés est illégal et non obligatoire ; que, marchand de comestibles, il a établi, en effet, une criée de ses marchandises, ainsi que cela se pratique dans plusieurs grands centres, à Marseille notamment, dans l'intérêt des classes laborieuses ; que ces criées sont conformes à la liberté du commerce et à la loi, suivant l'article 2 de la loi du 25 juin 1844 qui en consacre l'existence ; que si la loi du 25 avril 1884 donne un droit d'inspection sur les marchandises vendues à la criée, ce droit ne saurait aller jusqu'à l'interdiction de vendre, ce qui serait, en créant un monopole au seul profit d'un adjudicataire de la ville, attenter aux principes fondamentaux de liberté et contraire à l'utilité publique. En conséquence, Merlat demande

qu'il plaise au Tribunal prononcer que l'arrêté municipal du 1<sup>er</sup> décembre 1884 est illégal et non obligatoire et le renvoyer des fins de la plainte sans dépens.

Le ministère public dit que c'est sur la qualité de commissionnaire et de courtier de l'inculpé, qualité qu'il ne saurait nier, car il est de notoriété publique que Merlat a été jusqu'à ce jour commissionnaire, que le ministère public base l'accusation ; que du rapprochement des arrêts de la Cour suprême en date des 25 avril 1884 et 13 juin 1885, il résulte que si le marchand proprement dit peut vendre comme il lui plaît dans son magasin, il n'en est pas de même du commissionnaire en marchandises ; que le ministère public peut encore invoquer la jurisprudence du ministère de l'intérieur sur la matière ; qu'en effet, à la date du 31 juillet dernier, M. le ministre consulté sur la validité de l'arrêté municipal précité, faisait connaître après avoir discuté longuement les prétentions du sieur Merlat et consorts, que cet arrêté du maire de Saint-Etienne n'a pas dépassé les limites des restrictions qui peuvent être apportées légalement à la liberté du commerce ; qu'il demande au Tribunal d'appliquer dans l'espèce la jurisprudence adoptée par la Cour suprême dans l'affaire des criées de Bordeaux, les arrêtés des maires de Bordeaux et de Saint-Etienne étant identiques dans la forme, puisqu'ils indiquent tous deux les endroits où les marchandises doivent être vendues : à Bordeaux, le jugement est cassé parce que l'inculpé Martin est commissionnaire ; au contraire, à Nîmes, l'inculpé Chappa est relaxé par le

Tribunal de police, parce qu'il est marchand, et la Cour, suivant la même jurisprudence que pour l'affaire de Bordeaux, maintient le jugement ; qu'en conséquence, il persiste dans ses conclusions.

M<sup>e</sup> Portier a répliqué que Merlat est marchand, si le ministère public veut absolument établir une distinction qui ne peut en rien être justifiée par des motifs sérieux au point de vue de l'inspection dans l'intérêt de la salubrité publique et qu'il présente à l'appui, notamment pour la boucherie et la marée, des factures à partir des premiers jours de mai dernier ; que cette distinction n'a pas, du reste, été absolument faite par les deux arrêts de cassation cités et que, seul, le récent arrêt du 13 juin 1885 est applicable à la cause présente. — Jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Ouf le prévenu dans ses moyens de défense et le ministère public dans son résumé et ses conclusions, statuant par jugement contradictoire, en dernier ressort ; — Vu la loi du 25 juin 1841 ainsi conçue : « Art. 1<sup>er</sup>. Sont interdites les ventes en détail des marchandises neuves à cri public, etc. ; — Art. 2. Sont exceptées les ventes à cri public de comestibles et « objets de peu de valeur connus « sous le nom de *menu mercerie* » ; — Vu l'arrêté de M. le maire de la ville de Saint-Etienne, en date du 1<sup>er</sup> décembre 1884, ainsi conçu : « Considérant qu'il importe, au « point de vue de la fidélité du débit et de la salubrité des denrées « alimentaires mises en vente, de « prendre toutes mesures utiles ; — « Considérant que dans une criée

« libre les denrées alimentaires peuvent être et sont aisément soustraites ou dissimulées à l'examen « des préposés à l'inspection : — « Art. 1<sup>er</sup>. La vente aux enchères « publiques de la viande, du poisson, de la volaille et du gibier, « des primeurs, fruits, conserves « alimentaires, beurre, fromage ET « CÆTERA, ne pourra avoir lieu que « dans les locaux désignés à cet effet « par l'administration municipale. « — Art. 2. Défense est donc faite, à « dater du 1<sup>er</sup> janvier prochain, de « vendre à la criée dans des locaux « privés » ; — Attendu que s'il est vrai que l'autorité municipale ait le droit et le devoir de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique confiée à sa vigilance, des arrêtés s'appliquant à une rigoureuse surveillance des denrées alimentaires, ce principe a évidemment pour exception le cas où ces mesures réglementaires ne pourraient se concilier avec la liberté du commerce et toucheraient à des droits garantis aux citoyens par les lois en vigueur ; — Attendu que l'arrêté susvisé défend à tous, sans exception, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1885, la vente à la criée de denrées alimentaires de toute espèce dans les locaux privés ; — Attendu qu'une semblable prohibition rend illusoire l'article 2, § 2, de la loi du 24 juin 1841 ; — Attendu que le ministère public déclare que la poursuite se base sur ce fait que Merlat est commissionnaire et non marchand, établissant ainsi une différence qui résulterait, selon lui, du rapprochement de deux arrêts de la Cour de cassation des 25 avril 1884 et 13 juin 1885 ; — Attendu que cette distinction n'existe pas dans la loi et que jusqu'à ce

jour elle n'a pas été motivée par la Cour suprême, mais qu'un arrêt de la Cour de Dijon du 15 janvier 1874 décide qu'il est également indifférent que le vendeur à la criée vende non seulement pour son propre compte, mais encore à la commission ; — Attendu qu'au point de vue de la surveillance rigoureusement exercée à bon droit sur les comestibles mis en vente, soit à l'amiable, soit à la criée, elle ne peut être certainement plus difficile à opérer chez le commissionnaire que chez le marchand ; — Attendu, au surplus, que Merlat est domicilié à Saint-Etienne, où il a un magasin, place des Ursules, n° 7 ; qu'il justifie par des factures dont les annotations ne laissent pas de doutes, que, depuis le mois de mai dernier il reçoit et vend pour son propre compte de la marée achetée par lui à un commissionnaire en comestibles de Paris ; que pour la viande, il l'achète d'un boucher de Saint-Etienne ; — Attendu qu'il ressort du dernier arrêt de la Cour de cassation en l'espèce, en date du 13 juin 1885, qui vise l'article 2, § 2, de la loi du 25 juin 1841, que Merlat a le droit de vendre à la criée, dans l'intérieur de son magasin, des comestibles, soit des denrées d'une alimentation habituelle et journalière ; qu'ainsi il n'a commis aucune contravention ; — Par ces motifs, — Déclare illégal et non obligatoire l'arrêté municipal du 1<sup>er</sup> décembre 1884 en tant qu'il interdit les ventes à cri public de comestibles faites à domicile, et relaxe Merlat des poursuites exercées contre lui, sans dépens. »

**Observations.** — Sont nuls et

non obligatoires tous les arrêtés municipaux qui sont contraires à une disposition de la loi. Il en est ainsi notamment de l'arrêté qui, contrairement à la loi du 25 juin 1841, art. 2, prohibe la vente à la criée des comestibles dans des locaux privés. C'est ce qu'ont déjà décidé, d'ailleurs, plusieurs arrêts de la Cour suprême, notamment ceux visés dans la sentence (voir l'arrêt de la Cour de Dijon du 15 janvier 1874, *ANNALES* 1875, p. 27 et nos observations à la suite). Un pourvoi a été formé contre le jugement de Saint-Etienne. Nous publierons dans nos *ANNALES* l'arrêt qui interviendra.

Trib. de simple police de Neuvy-le-Roi  
(Indre-et-Loire).

*Président* : M. HUBERT, juge de paix.

5 avril 1886.

*Animal domestique.* — *Chien vacher.* — *Divagation.* — *Destruction volontaire pendant le jour.* — *Propriété close occupée à titre de locataire.* — *Défaut de nécessité.* — *Absence de danger ou dommage.* — *Caractère punissable.* — *Action publique.* — *Pénalités encourues.*

Le fait de tuer volontairement sur son propre terrain, en plein jour, un animal domestique, tel qu'un chien vacher, appartenant à son voisin, ne peut se justifier que par la nécessité de défendre sa personne ou les siens, ses animaux ou même sa propriété.

Est punissable des peines portées en l'article 479, § 1<sup>er</sup>, du Code pénal, le fait par un individu d'avoir volontairement donné la mort avec une arme à feu au chien d'autrui, qui s'était introduit dans son jardin entièrement clos de murs, attiré par une chienne en rut ; surtout si

ce chien qu'il connaissait d'avance n'a inquiété par sa présence ni gens ni bêtes de la maison et n'a causé aucune espèce de préjudice.

Ainsi jugé par le jugement dont la teneur suit :

« LE TRIBUNAL : — Ouï le prévenu en ses moyens de défense, le ministère public en ses conclusions : — Attendu que du procès-verbal de la gendarmerie, des aveux du prévenu et des débats d'audience il résulte que, le mardi 23 février dernier, entre dix et onze heures du matin, à Neuvy-le-Roy, dans le jardin attenant à son habitation, dont il est locataire, et clos de murs de toutes parts, avec lequel on communique du dehors par une porte cochère régnant sur la rue Pilate, rarement ouverte, le sieur Delacroix a volontairement tiré un coup de fusil sur le chien dit *berger*, animal domestique, appartenant à la veuve Berthelot, sa voisine, qui s'était introduit dans ce jardin, attiré par une chienne en rut appartenant au prévenu; que ce chien, atteint par ce coup de feu, a péri quelques instants après dans une propriété voisine; — Attendu que ce fait tombe sous l'application de l'article 479, n° 1, du Code pénal; — Attendu que, dans l'occurrence présente, M. Delacroix n'est même pas fondé à réclamer le bénéfice de la jurisprudence la plus large et la plus indulgente admise en pareille matière, puisqu'il ne peut invoquer l'excuse de la nécessité pour défendre sa personne ou sa propriété, puisque gens et bêtes de sa maison n'ont été nullement ni inquiétés ni menacés, et qu'il ne peut alléguer d'aucun préjudice éprouvé; — Attendu que le prévenu

est lui-même possesseur de deux chiens qui, par nature, aiment aussi à voisiner, que cette considération aurait dû fixer dans son esprit plus de modération; — Attendu, enfin, que les faits accomplis réunissent tous les caractères rendant applicable l'article 479 susvisé, n° 1, ainsi conçu : etc.; — Vu également l'article 162 du Code d'instruction criminelle; — Faisant application des articles précités et statuant en premier ressort, condamne M. Delacroix (Léon-Ernest) en 11 francs d'amende et aux frais. »

**Observations.** — Jugé, en ce sens, que l'article 479, n° 1, qui punit le dommage causé à la propriété mobilière d'autrui, est applicable au fait de tuer un chien de garde; mais seulement s'il n'y a pas eu nécessité. Cass., 17 décembre 1864, *ANNALES* 1865, p. 233. — Le juge de police, aux termes du même arrêt, est souverain appréciateur de cette nécessité. Il faut entendre, par ce mot, une nécessité absolue soit de défendre les personnes contre les attaques dont elles sont l'objet, soit de préserver les propriétés des dommages qu'on ne pourrait empêcher de commettre par un autre moyen. Voir, sur cette question, notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 4<sup>e</sup> édit., v° *Animaux*, n°s 56 et suiv. — La contravention ne peut donc être excusée qu'autant que la nécessité serait entièrement démontrée. Par exemple, il n'y aurait pas nécessité dans le fait que le chien aurait été surpris dévorant une poule. Il n'y a pas là un cas de légitime défense, qui rende indispensable la destruction du chien, car le propriétaire de la poule peut demander des dommages-inté-

rêts au propriétaire du chien. Voir, en ce sens, Cass., 14 novembre 1876, ANNALES 1880, p. 127. — De même, le fait que le chien serait souvent laissé à l'abandon par son propriétaire et aurait l'habitude de pénétrer dans les propriétés voisines et de divaguer jour et nuit, qu'enfin le propriétaire du chien aurait été avisé et mis en demeure de retenir son chien, ne constituent pas davantage une excuse de la contravention, car il n'y a pas là la nécessité absolue qui motive et légitime la destruction de l'animal. — Dans l'espèce dont était saisi M. le juge de paix de Neuilly-le-Roy, il n'était justifié d'aucun danger couru par les personnes par le fait du chien, ni même d'un dommage quelconque causé par lui dans la propriété du prévenu ; c'est donc sans aucune nécessité sérieuse qu'il a détruit ce chien ; par suite, la contravention ne pouvait être excusée, et c'est à bon droit que le juge de police a prononcé contre le prévenu la peine de l'article 479, n° 1, du Code pénal.

**Tribunal de simple police de la Seine.**

**Président : M. CH. MILLION, juge de paix.**

22 mai 1886.

*Voirie. — Constructions faites contrairement aux conditions de l'autorisation de voirie. — Locataire. — Propriétaire responsable. — Excuse inadmissible. — Démolition.*

Le propriétaire qui a autorisé un locataire à construire sur son terrain est personnellement responsable des contraventions de voirie que le constructeur peut commettre.

Il ne peut être excusé sous le prétexte que l'autorisation de construire délivrée à

son nom par l'administration aurait été remise directement au locataire.

Il y a contravention dans le fait de construire contrairement aux conditions imposées par l'administration. Le propriétaire, le locataire et l'entrepreneur des travaux sont tous trois passibles de l'amende.

Il y a lieu en outre pour le juge de police d'ordonner la démolition de la besogne mal plantée.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police de la Seine, dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Ouï les prévenus Didier et Liéby en leurs dires, conclusions et observations ; — A l'égard de Didier : — Attendu que Didier, propriétaire d'un terrain sis rue d'Allemagne, 122 bis, l'a loué par bail authentique en date du 29 juin 1885 à Liéby, avec faculté d'y élever des constructions ; — Attendu que Liéby, agissant dans son intérêt et pour profiter de la faculté à lui concédée, a sollicité de l'administration compétente la permission de construire sur ledit terrain ; que cette permission a été délivrée par la préfecture de la Seine, sous le numéro 2363 ; — Attendu que Didier soutient que, si cette permission a été décernée au nom de Didier, propriétaire, elle ne lui a pas été adressée ; qu'au contraire elle a été remise directement à Liéby lui-même ; que, dès lors, n'ayant connu ni cette demande ni les conditions imposées par elle au pétitionnaire, il ne peut être condamné à subir les conséquences d'une infraction à la permission de voirie susdite, qui n'a été commise que par Liéby et par Tanière, entrepreneur, chargé d'exécuter les travaux ; — Mais attendu

qu'il résulte des clauses mêmes du bail, consenti par Didier à Liéby, que Didier devait surveiller les constructions qu'il avait autorisé Liéby à élever sur le terrain loué, puisqu'il lui avait non seulement imposé l'obligation de ne les édifier que conformément aux prescriptions réglementaires, mais de ne les faire que dans des conditions déterminées, en observant certaines réserves, et qu'il pouvait en devenir éventuellement propriétaire à la fin du bail, s'il lui plaisait de les conserver en les payant à dire d'experts ; — Attendu, d'ailleurs, que les ouvrages édifiés en dehors des permissions de l'autorité compétente doivent nécessairement être imputés au propriétaire du sol sur lequel ils sont construits, sans que celui-ci puisse être exonéré de la responsabilité qui lui incombe, sous le prétexte qu'il aurait cédé tous ses droits à un locataire qui, seul, aurait ordonné et fait à son insu les travaux incriminés ; — A l'égard de Liéby : — Attendu que Liéby reconnaît la contravention et en être le principal auteur ; — En ce qui concerne Tanière, entrepreneur : — Attendu que Tanière ne comparait pas ni personne pour lui ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement à l'égard de Didier et de Liéby et par défaut à l'égard de Tanière, condamne Didier, Liéby et Tanière solidairement chacun à 1 franc d'amende et à la démolition de la besogne mal plantée ; dit que, faute de démolir eux-mêmes ladite besogne, il sera procédé à cette démolition à la diligence de l'autorité administrative et à leurs frais ; les condamne tous trois solidairement aux dépens. »

**Observations.** — Il semble rigoureux de condamner un propriétaire à raison de la contravention de voirie commise par son locataire, alors surtout que, par suite de la remise à ce dernier de l'autorisation délivrée par l'administration, le propriétaire n'a pas eu connaissance des conditions sous lesquelles cette autorisation était donnée. Pourtant il est nécessaire, en cas de contravention aux autorisations et arrêtés de voirie, que le propriétaire soit personnellement poursuivi, car, comme la voirie est en droit de demander la démolition des travaux faits en contravention, il faut que cette démolition soit ordonnée aussi bien contre le propriétaire que contre le constructeur. Indépendamment de cet intérêt de la voirie, il est, en droit, très légitime de considérer le propriétaire comme responsable et coauteur de la contravention, car, en admettant qu'il n'ait pas eu connaissance de la permission de voirie, il a le droit et le devoir d'exiger de son locataire que celui-ci la lui représente, et surtout alors qu'il s'est réservé le droit de surveiller les travaux, il est personnellement en faute, s'il n'a pas veillé à ce que le locataire, en construisant, respectât fidèlement les conditions qui lui étaient imposées par l'administration. — Jugé, dans une espèce analogue, que l'obligation de ne construire, sur ou joignant la voie publique, qu'après autorisation et délivrance de l'alignement et conformément aux conditions de l'autorisation, est imposée aux propriétaires, et, en cas d'observation, les soumet à la responsabilité encourue pour cette contravention ; par suite, le propriétaire, poursuivi pour contravention de cette nature, ne peut être excusé que par le motif que les constructions indûment élevées auraient été ordonnées par le locataire à l'insu du propriétaire. Cass., 22 février 1844, D., P., 1845, IV, 532.

Justice de paix du II<sup>e</sup> arrondissement  
de Paris.

Président : M. J. BARATIN, juge de paix.

28 mai 1886.

Dépôt. — Bal public. — Vestiaire.  
Vêtement perdu. — Responsabilité.

Les organisateurs d'un bal public, fût-il gratuit, sont responsables de la perte d'un vêtement déposé au vestiaire contre remise d'un numéro et moyennant un salaire.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant sur une demande en paiement de 150 francs, pour remboursement d'un paletot perdu, formée par Noël, solidairement contre Olivier Métra et Lévy ; — Donnons défaut contre Olivier Métra, non comparant, ni personne pour lui, et jugeant contradictoirement contre Lévy : — Attendu, en fait, que, le 31 mars dernier, Noël a déposé un paletot au vestiaire, à l'entrée d'un bal dit *des Incohérents*, donné dans une salle appartenant à Olivier Métra et située rue Vivienne, à Paris ; — Attendu que, contre cette remise, paraît-il, obligatoire, et pour laquelle il fut demandé à Noël une taxe de 1 franc, il lui fut distribué un numéro d'ordre portant le numéro 79 ; — Attendu qu'à la sortie du bal le paletot ne put être retrouvé, ce qui fut constaté en présence de Lévy ; — Que c'est à raison de ce fait que Noël réclame une somme de 150 fr. comme représentant la valeur du vêtement disparu ; — Attendu, en droit, que de l'ensemble de ces faits il résulte une obligation stricte, pour le dépositaire, de rendre le paletot dont la garde avait été confiée et acceptée moyennant salaire ; qu'il n'y a pas lieu de rechercher si l'on doit appliquer les règles du dépôt

nécessaire ; que la remise d'un numéro et le placement immédiat du paletot hors de la surveillance directe du déposant à un dépositaire qui s'est fait payer un droit de garde oblige le dépositaire à la restitution de l'objet confié et engage sa responsabilité en cas de non-restitution ; qu'il est intervenu entre les parties un contrat de dépôt volontaire, réglé par les dispositions des articles 1923, 1927 et 1928, § 2, du Code civil ; — Attendu que vainement on oppose, au nom de Lévy, que Noël avait été invité à ce bal sur sa demande, gratuitement, et qu'il ne représente même plus son numéro ; — Attendu que, malgré sa gratuité, ce bal n'en avait pas moins le caractère de bal public, et que ce fait de gratuité ne porte aucune atteinte au caractère juridique de l'action intentée ; que nous n'avons pas à apprécier s'il y a de la part de Noël un procédé plus ou moins convenable, mais qu'il nous échet d'appliquer aux faits soumis les principes du droit commun ; qu'il n'y a point lieu non plus de rechercher dans quelle intention ce bal a été donné, ni quel profit direct ou indirect Lévy a prétendu en retirer ; — Qu'il n'y a pas non plus à s'arrêter au défaut de représentation actuelle du numéro du vestiaire ; que ce numéro a été remis aux employés pour permettre la recherche du paletot ; non plus que sur la question de savoir quel était l'objet que représentait ce numéro, qui ne portait aucun caractère distinctif ; qu'il y a lieu de s'en rapporter à la déclaration du déposant, dont l'allégation est rendue vraisemblable par son honorabilité et par la saison même où l'on était ; — Attendu que, ces

faits étant posés et ces principes constatés, il n'y a plus à rechercher que celui ou ceux à qui incombe la responsabilité et déterminer le montant du préjudice causé ; — Attendu qu'il est reconnu que les employés du vestiaire n'étaient que de simples préposés subalternes et non des entrepreneurs agissant pour leur compte ; — Qu'ils dépendaient directement des organisateurs de la fête ; que c'est donc à ces derniers que Noël devait s'adresser, sauf à eux à agir contre lesdits employés, s'il y a lieu ; — Attendu que vainement Lévy soutient que Métra serait, en tous cas, seul responsable, Métra, ou ses associés, s'étant réservé le profit du vestiaire ; que ce fait aurait été reconnu par une autre personne, qui, se trouvant dans le même cas que Noël, n'a pas hésité à se désister de l'action intentée contre Lévy ; que nous n'avons évidemment pas à nous préoccuper du désistement donné par un tiers ni du motif qui l'a guidé ; — Attendu que, le bal ayant été donné par Lévy, sous son nom, c'est à lui que Noël a fait confiance, et qu'il ignorait et n'avait pas à rechercher quelles conventions pouvaient exister entre Métra, ses associés et Lévy ; — En ce qui touche la valeur du vêtement perdu et le préjudice éprouvé : — Attendu que Noël ne justifie pas de la valeur de 150 francs ; qu'il y a lieu, en raison des présomptions résultant de la nature des faits, d'en fixer le prix, ledit paletot étant reconnu ne pas être neuf, à 65 francs ; — Par ces motifs, — Donnons défaut contre Métra, et condamnons contradictoirement Lévy, solidairement avec ledit Métra, sauf son recours contre lui de droit, à payer à Noël

la somme de 65 francs et les condamnons aux dépens. »

**Observations.** — Nous ne pouvons qu'approuver les solutions admises par cette sentence.

Justice de paix du cant. est d'Auxerre  
(Yonne).

Président : M. BERTHELEMOT, juge de paix.

30 juin 1886.

*Louage. — Loyers en cours. — Saisie-gagerie. — Nullité. — Demande en résiliation de bail. — Convention antérieure. — Sursis à statuer.*

Doit être déclarée nulle et de nul effet, pour défaut de causes suffisantes, la saisie-gagerie pratiquée à la requête du propriétaire sur le mobilier du locataire, lorsque la créance du saisissant n'est pas encore échue, et que les garanties qui l'assuraient n'ont pas été sensiblement diminuées.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix du canton est d'Auxerre, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il résulte des débats et des explications des parties, que Danton a loué à la dame Lemaire, séparée de biens de son mari, une partie de maison, sise à Egriselles, moyennant un loyer annuel de 190 francs, payables par semestres les 1<sup>er</sup> mars et 1<sup>er</sup> septembre de chaque année ; — Que le compte des loyers et arriérés, au 1<sup>er</sup> mars 1886, a été arrêté entre Danton, la dame Lemaire et son mari, tenu, comme elle, à participer aux dépenses du ménage commun, le 1<sup>er</sup> avril 1886, à la somme de 143 francs ; que, le même jour, Lemaire a vendu à Danton 40 fûts sur le pied de 6 fr. 50



l'un, livrables en juillet ; et qu'il a été convenu verbalement, que le prix de ces fûts montant à 260 francs servirait jusqu'à due concurrence à payer les loyers dus, et serait imputé, pour le surplus, sur les loyers en cours ; — Attendu que cette convention, qui n'est pas déniée, fait actuellement la loi des parties et qu'elle doit être exécutée de bonne foi ; qu'elle a eu pour conséquence principale d'accorder à la dame Lemaire, pour le paiement de ses loyers arriérés, un terme nouveau qui n'est pas encore expiré ; — Attendu que, nonobstant ce délai accordé, Danton, craignant un détournement de mobilier par la dame Lemaire, a fait, le 20 juin dernier, procéder à la saisie-gagerie du mobilier garnissant les lieux loués, et qu'il a assigné aujourd'hui ladite dame en validité de cette saisie-gagerie, en paiement de 143 francs de loyers dus, et en résiliation du bail pour cause de non-paiement de loyers à leur échéance ; — Attendu que le détournement de mobilier allégué pour justifier ces poursuites est formellement dénié par la défenderesse ; qu'il n'est pas établi, et qu'il semble se réduire à la vente d'un billard, dont le prix a été offert avant la saisie au demandeur, qui a fait d'ailleurs pratiquer une saisie-arrest sur l'acquéreur de ce billard ; — Que, dans cette situation, il y a lieu de déclarer tout d'abord que, la créance du demandeur n'étant pas échue et les garanties qui l'assuraient n'étant pas sensiblement diminuées, il n'était pas nécessaire de recourir à des poursuites aussi ardentes et aussi coûteuses et de procéder à une saisie-gagerie ; — Qu'il y a lieu ensuite, eu égard à la

très prochaine échéance du terme nouveau accordé aux époux Lemaire, de surseoir au surplus de la demande, afin de permettre aux débiteurs d'exécuter la convention du 1<sup>er</sup> avril, en livrant les marchandises vendues ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, déclarons nulle et de nul effet, pour défaut de cause suffisante, la saisie-gagerie pratiquée sur le mobilier de la dame Lemaire, par l'exploit du 20 juin dernier sus-énoncé, — Disons, en conséquence, que tous les frais de cette saisie resteront à la charge du demandeur ; — Et, pour statuer sur le surplus de la demande, renvoyons la cause et les parties à notre audience du 28 juillet prochain ; délai dans lequel les époux Lemaire auront à livrer à Danton des fûts en quantité suffisante pour se libérer des loyers échus ; — Tous frais réservés. »

**Observations.** — L'article 819 du Code de procédure civile n'autorise le bailleur à saisir-gager les meubles du locataire que pour loyers et fermages échus. Cependant les auteurs s'accordent à reconnaître que si le fermier ou locataire cherchait à faire disparaître ses meubles un à un, de façon à diminuer le gage du propriétaire, ce dernier pourrait, au moyen de la saisie-gagerie, mettre sous la main de justice les meubles restant encore dans les lieux, pour sûreté des loyers à échoir ou restant à courir. Mais le juge du fait est souverain appréciateur des circonstances qui ont pu justifier la saisie-gagerie faite pour des loyers non encore échus. S'il estime que les gages qui garantissent la créance n'ont pas été sensiblement dimi-

nués, il doit certainement annuler la saisie comme abusive et frustratoire.

Justice de paix du canton de Roye  
(Somme).

*Président: M. OSCAR BARON, juge de paix.*

18 décembre 1885.

*Vente. — Animal abattu destiné à la boucherie. — Vice rédhibitoire. — Bref délai.*

Celui qui a acheté un animal destiné à la boucherie ne peut pas, au bout d'un an, opposer à la demande en paiement l'exception de garantie.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Picart réclame à Lambreck la somme de 70 francs, prix de vente d'un taureau abattu et destiné à être débité comme viande de boucherie ; — Attendu que le défendeur reconnaît bien la vente, mais prétend qu'il ne doit rien, n'ayant pu faire usage de la chair du taureau, tout à fait impropre à la boucherie ; — Attendu que son exception ne procède point de la loi du 27 mars 1851 qui considère comme un délit la vente en connaissance de cause de substances ou denrées alimentaires corrompues, Picart devant ignorer l'état de la chair du taureau, puisque Lambreck avoue lui-même qu'en l'achetant il lui était impossible de reconnaître cet état, bien que la bête fût dépecée ; — Attendu qu'il ne peut donc invoquer en sa faveur que les articles 1641 et 1643 du Code civil, qui obligent le vendeur à la garantie des défauts cachés de la chose vendue, bien qu'il ne la

connût point, s'ils rendent cette chose impropre à l'usage auquel elle était destinée ; — Mais attendu que l'article 1648 du même Code édicte que l'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans un bref délai ; — Attendu, par suite, que, la vente ayant eu lieu en octobre 1884, c'est-à-dire depuis plus d'un an, Lambreck ne se trouve plus en temps utile pour exciper de l'action en garantie résultant des articles 1641 et 1643, action qui n'a pas été intentée dans un bref délai, comme le veut la loi ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort ; — Condamnons Lambreck à payer au demandeur la somme de 70 francs qu'il lui doit, avec intérêts de droit et dépens. »

**Observations.** — Les actions relatives aux vices rédhibitoires des animaux vivants destinés à la boucherie tombent sous l'application de la loi de 1884. Mais dans l'espèce il s'agissait d'un animal livré après avoir été abattu, et l'action ne pouvait être basée que sur l'article 1641 du Code civil. Or, aux termes de l'article 1648, l'action basée sur l'article précité doit être exercée dans un bref délai. — Or, alors surtout qu'il s'agit d'un animal abattu, on comprend qu'après un long délai il devient impossible de vérifier le prétendu vice. L'action doit donc être déclarée irrecevable, conformément au vœu de la loi.

Justice de paix du canton de Dammartin  
(Seine-et-Marne).

Président : M. DE COURCHANT DE SABLON,  
juge de paix.

11 novembre 1880.

*Médecin. — Demande en paiement d'honoraires. — Demande reconventionnelle excédant 200 francs. — Renvoi sur cette dernière demande. — Aveu. — Division.*

Le juge de paix saisi de deux demandes, principale et reconventionnelle, dont la seconde échappe par son chiffre à sa compétence, peut se dessaisir de la demande reconventionnelle seulement et statuer sur la demande principale rentrant dans sa compétence.

L'aveu n'est indivisible que s'il porte sur des faits ayant entre eux une corrélation telle que l'un est la conséquence de l'autre et qu'ils n'engendrent qu'une seule et même action.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le docteur Bégué réclamait à un sieur Séron une somme de 182 fr. 50, pour honoraires et fournitures de fagots.

Le sieur Séron ne nie pas l'existence de la dette, mais il produit un compte à lui remis par un mandataire de Bégué, qui ne s'élève qu'à 178 fr. 50 ; puis il ajoute qu'il y a compte à faire, attendu que le sieur Bégué lui doit de son côté, pour différents travaux faits de 1862 à 1868, un reliquat de 218 francs, qu'il réclame reconventionnellement en compensation. Il dit encore qu'en payant, en 1876, des bois achetés par lui à Bégué, pour environ 605 fr., dont il produit les quittances, il aurait payé en même temps le compte réclamé aujourd'hui par Bé-

gué, si celui-ci lui avait remis sa note et n'était aussi son débiteur.

Bégué réplique qu'il ne doit absolument rien au défendeur ; qu'il lui a payé ses travaux, et que si, en 1868, il avait redû 218 francs à Séron, ce dernier n'eût pas manqué de lui retenir cette somme en lui payant, en 1876, les deux factures de bois dont les quittances viennent d'être produites et s'élevant à 605 francs.

Séron, à l'appui de sa demande reconventionnelle, produit à la barre un registre de comptes, vieux, très mal tenu, en mauvais état et où existe, sur une page toute maculée et déchirée, un compte au nom de Bégué.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le docteur Bégué réclame au sieur Séron une somme de 182 fr. 50, pour honoraires et fournitures de fagots ; — Attendu que Séron, tout en reconnaissant l'existence de cette créance, montre un compte à lui remis, où cette créance ne s'élève qu'à la somme de 178 fr. 50 ; — Attendu que, pour payer cette somme, il réclame reconventionnellement et par compensation au sieur Bégué un reliquat de comptes se montant à 218 francs pour travaux faits par lui pour Bégué de 1862 à 1868 ; — Attendu qu'à l'appui de sa demande le défendeur ne produit à la barre qu'un livre de comptes remontant à 1862, maculé et déchiré à la page même où ces travaux sont incorrectement détaillés, livre qui ne peut servir de base à aucun contrôle ; — Attendu que le sieur Bégué nie formellement devoir quoi que ce soit à Séron, et que, pour le prouver, il ajoute que, Séron lui ayant payé

en 1876 un compte de bois s'élevant à 605 francs, s'il lui avait dû une somme quelconque, il n'eût pas manqué de la lui retenir; — Attendu qu'en effet cet argument doit être pris en considération, si Séron ne peut le réfuter par aucune preuve confirmant sa prétention, ce qu'il n'a pu faire; — Attendu, d'autre part, que Séron a reconnu la créance que lui oppose le demandeur, mais qu'il prétend qu'elle n'est justifiée que par son aveu, qui ne peut être divisé contre lui; — Attendu que cette prétention ne serait acceptable que si les deux demandes, principale et en compensation, avaient entre elles une liaison et un rapport connexes, ce qui n'est pas; — Attendu d'ailleurs que la demande en compensation excède par son chiffre notre compétence et qu'ainsi, aux termes de l'article 8 de la loi du 25 mai 1838, il y a lieu, soit de retenir seulement la demande principale, soit de renvoyer sur le tout les parties à se pourvoir devant qui de droit; — Attendu enfin que le sieur Bégué acquiesce au chiffre de sa créance réduit à 178 fr. 50, net, sans intérêts; — Par tous ces motifs, — Statuant sur la demande principale, — Condamnons le sieur Séron à payer au sieur Bégué la somme de 178 fr. 50, nette, sans intérêts; — Nous déclarons incompetent sur la demande reconventionnelle formée par le défendeur, et le renvoyons à se pourvoir devant qui de droit; — Condamnons ledit défendeur en tous les dépens. »

**Observations.** — Ce jugement, motivé, n'était pas sérieusement critiquable. Aussi a-t-il été, sur l'appel du sieur Séron, confirmé par

le Tribunal de Meaux dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — En la forme, reçoit Séron appelant du jugement rendu contre lui, le 11 novembre 1880, par le juge de paix de Dammarin; — Au fond : — Attendu qu'aujourd'hui encore Séron reconnaît devoir à Bégué les 178 fr. 50 qu'il a été condamné à lui payer par le jugement dont est appel, qu'il prétend seulement, comme il le faisait déjà devant le premier juge, que, de son côté, Bégué est son débiteur de 218 francs; que la créance de ce dernier n'est nullement justifiée et résulte uniquement de son aveu; que cet aveu est indivisible; que les deux dettes doivent se compenser entre elles jusqu'à due concurrence, et que finalement il reste créancier pour solde de 39 fr. 50, qu'il réclame reconventionnellement; — Attendu que l'aveu n'est indivisible que s'il porte sur des faits ayant entre eux une corrélation telle que l'un est la conséquence, l'accessoire de l'autre, et n'engendrant qu'une seule et même action; — Attendu que telle n'est pas l'espèce; — Que Bégué réclamant 178 fr. 50 pour soins, visites et fournitures, et Séron se prétendant créancier de 218 fr. pour divers travaux, ces deux faits sont essentiellement indépendants l'un de l'autre et sont susceptibles de donner naissance à deux actions distinctes; — Que c'est donc à bon droit que le premier juge a divisé l'aveu de Séron, pour y puiser la preuve de sa dette envers Bégué; — Attendu, il est vrai, que, saisi de deux demandes, l'une principale, rentrant dans les limites de sa compétence, l'autre en compensation,

excédant ces limites, il aurait pu, aux termes de l'article 8 de la loi du 25 mai 1838, renvoyer sur le tout les parties à se pourvoir devant ce Tribunal, mais que ledit article lui laissait la faculté de statuer comme il l'a fait sur la demande principale, et qu'aucun grief ne saurait lui être fait d'avoir pris ce parti ; — Qu'il reste à rechercher si le Tribunal peut statuer sur la demande en paiement de 218 francs ; — Attendu que, si l'article 464 du Code de procédure civile permet exceptionnellement de former en appel une demande nouvelle, c'est sous la condition que le premier juge aurait pu en connaître, ce qui n'est pas le cas ; — Attendu que Séron prétend en vain que, par son acte d'appel, il a valablement saisi le Tribunal de sa demande reconventionnelle ; qu'il s'est conformé à l'article 8 susvisé (loi du 25 mai 1838), et que deux assignations de sa part auraient été frustratoires ; — Qu'en effet les mots : « sans préliminaire de conciliation », qui se trouvent à la fin dudit article, se réfèrent uniquement au cas où c'est le juge de paix qui renvoie les parties à se pourvoir sur le tout devant le Tribunal civil ; — Que c'est donc par voie d'action principale que Séron doit procéder, s'il veut soumettre au Tribunal sa demande en paiement de 218 francs ; — Par ces motifs, — CONFIRME le jugement dont est appel, déclare Séron non recevable en sa demande reconventionnelle, le condamne à l'amende et aux dépens, liquidés à 61 fr. 46.»

Justice de paix de Mont-Saint-Vincent  
(Saône-et-Loire).

Président : M. LAIZON, juge de paix.

2 octobre 1885.

Acte de commerce. — Négociation de valeurs. — Incompétence du juge de paix.

Dans le cas de contestation relative à un acte commercial quant à l'une des parties et non commercial quant à l'autre, la compétence est déterminée par la nature de l'engagement de celui contre qui l'action est formée.

En conséquence, l'action en paiement de fournitures faites par un non-commerçant à un commerçant, pour les besoins de son commerce, échappe à la compétence du juge de paix.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Par exploit de l'huissier Bouillot, de Mont-Saint-Vincent, en date du 27 août 1885, M. Léon Duréault, propriétaire, demeurant aux Croisettes, commune de Jancy, a fait citer par-devant M. le juge de paix du canton de Mont-Saint-Vincent, le sieur François Pisseloup, aubergiste, demeurant à Mont-Saint-Vincent, pour obtenir paiement de la somme de 66 fr. 40, qu'il resté lui devoir pour solde de fournitures de marchandises, sous toutes réserves.

L'affaire est venue à l'audience du 4 septembre suivant : le demandeur exposa alors que la somme réclamée provenait des frais de diverses négociations de valeurs émises pour faciliter à Pisseloup le paiement des sommes par lui dues pour fournitures de vin, alors que les parties étaient en relation d'affaires. Mais il ne put justifier du montant de sa créance. L'affaire fut alors

renvoyée d'office à l'audience du 18 septembre, pour lui permettre de produire les pièces justificatives. A cette dernière audience, Pisseloup souleva alors une exception d'incompétence tirée de sa qualité de commerçant.

Le 2 octobre 1885, — Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes : — Attendu qu'à l'audience du 18 septembre dernier, le défendeur, ayant excipé de sa qualité de commerçant, a prétendu qu'il était justiciable du Tribunal de commerce ; — Qu'il y a lieu, avant tout, de statuer sur le mérite de cette exception ; — Attendu qu'aux termes de l'article 631 du Code de commerce, les Tribunaux de commerce connaissent des contestations relatives aux actes de commerce entre toutes personnes ; — Attendu que, par la généralité de ses termes, cet article comprend toutes les contestations relatives aux négociations qui sont par elles-mêmes des actes de commerce, indépendamment de la profession des personnes par qui elles sont faites ; — Attendu que la loi répute acte de commerce tout achat de denrées et marchandises pour les revendre soit en nature après les avoir travaillées ou mises en œuvre, ou mieux pour en louer simplement l'usage ; — Qu'il faut en un mot qu'il y ait spéculation lors de l'acquisition ; — Attendu, en fait, que Pisseloup est aubergiste ; — Que lorsqu'il a acheté les marchandises du demandeur, il l'a fait avec le but d'en faire un bénéfice par la vente en détail : que M. Duréault ne l'ignorait pas ; — Qu'en traitant avec ce dernier le deman-

deur a fait incontestablement un acte commercial ; — Qu'ainsi, l'action dont s'agit, alors même qu'elle a pour but le paiement des frais de négociations de valeurs, a son fondement sur des faits qui, à l'origine, avaient complètement le caractère d'agissements commerciaux ; — Attendu que dans le cas de contestations relatives à un acte commercial quant à l'une des parties et non commercial quant à l'autre, la compétence est déterminée par la nature de l'engagement de celui contre qui l'action est formée (Sirey, *Codes annotés*. Commerce, art. 631, n° 37. — Bédarrides, *Juridiction commerciale*, livre IV, n° 193 et 194) ; que, dans l'espèce, Pisseloup étant commerçant, le demandeur, d'après les principes posés, devait saisir la juridiction commerciale ; — Attendu toutefois qu'il ne s'agit point là d'une incompétence absolue, touchant à l'ordre des juridictions et par suite pouvant être opposée en tout état de cause ; — Qu'il est de jurisprudence constante que cette exception doit être proposée *in limine litis* (Dalloz, *Code de procédure civile annoté*, art. 170, n° 4 et suiv.) ; — Mais, attendu que ces expressions : *in limine litis*, signifient : dès le début du procès, c'est-à-dire avant toutes défenses au fond ; — Attendu qu'à l'audience du 4 septembre dernier, M. Duréault n'ayant point pu justifier de sa demande, l'affaire a été renvoyée par nous, d'office, à l'audience du 18 du même mois ; — Que c'est à cette dernière audience et avant que le demandeur ait fait les justifications réclamées, que Pisseloup a soulevé l'exception d'incompétence ; — Qu'il pouvait assurément le faire, puisque ce n'est

qu'à ce moment qu'il était à même de discuter utilement les divers chefs, base de la demande ; — Que dès lors cette exception, ayant été proposée avant que l'action soit engagée au fond, est recevable et doit être admise ; — Qu'il y a lieu par suite de nous déclarer incompétent ; — Sur les dépens : — Attendu qu'ils doivent rester à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, nous nous déclarons incompétent et condamnons le demandeur aux dépens. »

**Observations.** — La question résolue par ce jugement est très controversée. Nous pensons quant à nous que le propriétaire qui a vendu à un marchand des marchandises, pour les revendre, peut assigner à son choix le marchand soit devant la justice civile, soit devant la juridiction commerciale ; bien que l'acte soit commercial au regard du défendeur, le demandeur non-marchand a l'option entre les deux juridictions. C'est l'opinion que nous avons adoptée dans notre *Dictionnaire général*, où nous indiquons, v° *Acte de commerce*, les arrêts et les auteurs qui ont été d'avis qu'en ce cas la juridiction commerciale serait seule compétente. Mais cette opinion paraît aujourd'hui être abandonnée par la majorité des auteurs et par la jurisprudence. Voir notamment dans le sens de notre opinion, Cass., 12 décembre 1836 ; 22 février 1859, ANNALES 1860, p. 39.

**Just. de paix du Coudray-Saint-Germer (Oise).**

*Président : M. PLÉ, juge de paix.*

6 mai 1886.

*Action possessoire. — Cour commun. — Passage. — Clôture. — Titre. — Exception d'incompétence. — Rejet. — Maintenu.*

Le juge de paix saisi d'une action possessoire reste compétent pour en connaître, alors même que le défendeur à l'action se prétend fondé en titre à exercer l'acte constituant le trouble dont se plaint le demandeur.

Si chaque copropriétaire a la faculté d'user de la chose commune dans la mesure de son intérêt, c'est à la condition de ne point entraver la jouissance des autres communistes.

Spécialement, il y a de la part de l'un des copropriétaires un trouble à la possession de l'autre dans le fait d'intercepter sur la cour commune le passage exercé par ce dernier pour accéder à une partie de sa propriété.

Le juge saisi de la contestation doit, en maintenant le demandeur en la possession dont il a justifié, ordonner la suppression de l'obstacle.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix du Coudray, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, par exploit introductif d'instance, Cocu a fait citer Quemizet pour voir dire : — 1° Qu'il sera maintenu dans la copossession plus qu'annale qu'il a et avait de la cour commune avec Quemizet, sise aux Eaux-Ouïes-Cuigy, séparant leurs héritages et leur servant d'entrée et de sortie pour l'exploitation de leurs propriétés respectives ; — 2° Que c'est à tort et sans droit que Quemizet, il y a un mois environ, s'est permis de clore l'entrée dont s'agit réservée



par Cocu pour accéder de ladite cour à son héritage vers le bout sud, où se trouve un puits et où se trouvait, il y a peu de temps encore, un bâtiment à usage de fournil; — 3° Que la partie de haie plantée par Quemizet faisant obstacle au mode de possession et jouissance dudit sieur Cocu, sera arrachée; — 4° Et que pour le préjudice causé, Quemizet sera condamné en 100 francs de dommages-intérêts et aux dépens; — Attendu qu'en réponse à cette demande, Quemizet, par des conclusions déposées, expose qu'en la cause il ne s'agit pas d'une question de possession, mais uniquement de l'application d'un acte d'échange en date du 30 mars 1866; — Qu'aux termes de cet acte, les auteurs du sieur Cocu et ceux de Quemizet, dans le but unique de restreindre les servitudes grevant leurs propriétés respectives, ont fait un échange de portions de terrain; que les conditions exprimées dans l'acte sont qu'une haie commune sera plantée pour séparer lesdites propriétés dans des conditions déterminées; que les parties se gardent de parler d'ouverture, mais uniquement d'une haie commune destinée à clore et éviter les communications; — Qu'en résumé, il ne s'agit dans la cause que de l'application d'un acte pour lequel le juge de paix semble incompétent; — Par ces motifs, se déclarer incompétent, renvoyer les parties devant le Tribunal qui doit en connaître; déclarer Cocu non recevable et mal fondé en sa demande, l'en débouter et le condamner aux dépens; — Attendu que, de son côté, le demandeur, par de nouvelles conclusions déposées, a répliqué que la

cour commune entre lui et Quemizet a toujours eu pour destination l'exploitation des parties de propriété bornant cette cour et appartenant soit à l'un soit à l'autre; — Que d'ailleurs, en ce qui concerne M. Cocu, le droit de propriété à la cour commune comme au terrain sur lequel se trouve le puits et se trouvait le fournil, procède d'un même titre, que ces droits de propriété sont inhérents l'un à l'autre comme ayant été constitués par l'auteur commun; — Attendu que M. Cocu, comme ses auteurs, a toujours eu la jouissance paisible de la cour commune et de la partie de terrain dont s'agit, comme aussi de l'exploitation de ce terrain par la cour commune; que la possession n'est pas d'ailleurs déniée par Quemizet; — Attendu que, pour démontrer la valeur des arguments produits par Quemizet sur le fond même du débat, il n'est pas inutile de faire remarquer qu'il est inexact de dire que l'auteur de Quemizet abandonnait 1 are de terrain, quand au contraire l'acte constate que cette contenance faisait partie de la cour commune et appartenait déjà pour partie à l'auteur de M. Cocu; — Que si, par l'acte du 30 mars 1866, on avait entendu empêcher l'accès de la cour à la partie de terrain appartenant à M. Cocu, on ne l'aurait certainement pas toléré depuis vingt ans; — Attendu que l'action possessoire ainsi caractérisée est recevable, qu'elle n'est pas déniée, que, par suite, il doit y être fait droit; — Par ces motifs, adjuger les fins de la demande, et, pour le cas où la possession alléguée serait méconnue, subsidiairement autoriser M. Cocu à faire la preuve



par tous les moyens de droit des faits par lui articulés et notamment qu'avant la plantation par Quemizet du bout de haie litigieux, il n'y avait aucune clôture empêchant M. Cocu ou ses auteurs d'accéder par ladite cour commune au fournil et au puits dont il est ci-devant parlé ; — Attendu que M. Quemizet, par de secondes conclusions déposées à la présente audience, sollicite qu'il nous plaise : — Attendu que le terrain dans la possession duquel le sieur Cocu demande à être maintenu et auquel il accédait par une cour commune entre les parties au moyen d'une haie ou d'un espace vide laissé sans droit par lui lors de sa plantation dans la haie dont il va être parlé, doit, aux termes de l'acte d'échange susdaté, être clos par une haie commune plantée pour séparer les propriétés des parties et couper la cour commune dans toute sa largeur vers l'est ; — Qu'il ressort manifestement de cette stipulation que dans toute l'étendue de la haie il ne doit rester aucune voie de communication en cet endroit entre le terrain du sieur Cocu et la cour commune, puisque cette haie doit séparer les propriétés et couper la cour commune, ce qui est exclusif de tout passage par là ; — Attendu que, dans les circonstances et la situation qui viennent d'être rappelées, étant donné que la propriété du sieur Cocu n'est pas enclavée même avec la haie sans solution de continuité, dont l'acte d'échange a prescrit la plantation, le passage que revendique le sieur Cocu pour exploiter son terrain par la cour commune et la haie ou l'espace qu'il s'est ménagé dans la haie ne peut, d'après le dernier paragraphe de

l'article 688 du Code civil, constituer une servitude discontinue non établie par titre et même expressément contraire à un titre régulier qui est l'acte d'échange ; — Attendu qu'en principe consacré par l'article 691 du même Code, les servitudes discontinues ne peuvent s'établir que par titres, et la possession, même immémoriale, ne suffit pas pour la créer ; — Attendu que, la possession ne pouvant conduire à la propriété du fonds, ou le grever d'une charge quelconque en matière de servitude discontinue, il ne peut en naître aucune action au profit de celui qui l'a eue et l'invoque ; qu'en d'autres termes cette possession est en tous points inefficace et ne peut être regardée que comme précaire ou à titre de tolérance ; qu'ainsi la demande du sieur Cocu n'est ni recevable ni fondée ; — Par ces motifs, pour le cas où M. le juge de paix se reconnaîtrait compétent, ne s'agissant ni en apparence ni en réalité d'une question pétitoire ou en validité de titre, mais bien seulement de l'application d'une stipulation formelle de ce titre ; déclarer le sieur Cocu purement et simplement non recevable, en tous cas mal fondé dans sa demande à fin de maintenue possessoire, l'en débouter, le condamner en 10 francs de dommages-intérêts envers le sieur Quemizet et en réparation du tort et du préjudice qu'il lui a causés par ladite demande et à tous les dépens ; — Sur quoi, nous, juge de paix : En fait : — Attendu que la copossession de la cour commune qui sépare les propriétés des parties n'est pas contestée ; — Attendu, d'un autre côté, que la possession annale et la jouissance pai-

sible du sieur Cocu ne sont pas déniées par le sieur Quemizet; — En droit : — Attendu qu'aux termes de l'article 6, n° 1<sup>er</sup>, de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent à charge d'appel des actions possessoires fondées sur les faits de trouble allégués commis dans l'année; — Attendu que, nonobstant toute exception, même de propriété ou de servitude, il a été décidé par de nombreux arrêts de la Cour de cassation, notamment par celui du 4 décembre 1872, que lorsque le juge de paix a été régulièrement saisi d'une action possessoire et que le défendeur à l'action se prétend fondé en titre à exercer l'acte constituant le trouble dont se plaint le demandeur, cette circonstance ne change pas la nature de l'action, puisqu'en matière possessoire le juge de paix ne connaît que de la possession seulement et ne préjuge pas le fond du droit; — Par ces motifs, rejetons l'exception d'incompétence et retenons la cause; — Statuant au fond : — Attendu qu'il résulte tant des conclusions ci-devant analysées que des explications des parties que le demandeur et le défendeur sont propriétaires indivis d'une cour séparant leurs héritages respectifs; — Attendu qu'il appert de leurs dites conclusions que l'acte du 30 mars 1886 leur imposait la plantation d'une haie commune pour séparer dans le bout vers le sud une partie des dites propriétés dans des conditions déterminées; — Attendu que M. Cocu, le premier, a satisfait audit acte par la plantation à sa charge d'une partie de ladite haie, laissant à M. Quemizet le soin de continuer l'autre partie; — Attendu que Que-

mizet a exécuté cette dernière partie il y a un mois environ par une clôture entière, interceptant par suite le passage de M. Cocu pour se rendre, comme il l'a toujours fait depuis longues années et notamment depuis l'an et jour avant le trouble dénoncé, de la cour commune à la portion de terrain qui lui appartient, où se trouve le puits et où se trouvait le fournil; — Attendu qu'il n'est pas contesté que M. Cocu et ses auteurs ont toujours eu la possession annale et la jouissance paisible de l'accès de la cour à la portion de terrain dont s'agit; — Attendu que si, par suite des droits attachés à une propriété commune, chaque communiste a la faculté d'user de la chose indivise dans la mesure de son intérêt, cet usage ne peut jamais aller jusqu'à entraver des droits égaux appartenant à un autre communiste; — Attendu qu'il est constant en fait que Quemizet a commis un abus de la chose commune en interceptant le passage exercé par Cocu pour accéder commodément à une partie de sa propriété; — Que le trouble résultant de cette clôture a eu évidemment pour résultat de restreindre et d'amoindrir sa jouissance comme aussi d'annihiler son droit de copossession; — Attendu qu'au cours des débats, M. Cocu s'est offert à clore par une fermeture mobile le passage de la cour commune à sa propriété; — Attendu que nous trouvons dans la cause les éléments nécessaires pour asseoir notre décision sans avoir besoin de recourir à une enquête sur les faits de possession, qui ne sont pas d'ailleurs déniés par Quemizet; — En ce qui concerne les dommages-intérêts ré-

clamés par le demandeur pour le préjudice causé; — Attendu qu'il n'est pas justifié que M. Cocu ait jusqu'ici souffert un préjudice sérieux; — Que ceux réclamés par M. Quemizet ne sont pas non plus fondés; — Par ces motifs, — Statuant contradictoirement et à charge d'appel; — Maintenons et gardons M. Cocu dans sa dite possession de passage de la cour commune vers le bout sud à la partie de terrain où se trouve le puits et où se trouvait le fournil; à cet effet, condamnons Quemizet à enlever, sous huitaine à partir de ce jour, une portion de haie sur un espace de 2<sup>m</sup>,50, de manière à laisser libre le passage à pied et avec voiture tel qu'il existait avant le trouble pour les besoins et l'utilité de toute parcelle de terrain de M. Cocu; sinon et faute de ce faire dans ledit délai et icelui passé, autorisons ce dernier à faire exécuter ledit travail aux frais, risques et périls de M. Quemizet; — Donnons acte à M. Cocu de l'offre par lui faite de fermer par une clôture mobile le passage, objet du litige, sous le même délai, sinon autorisons Quemizet à le faire fermer par une barrière aux frais dudit sieur Cocu, dont le prix ne pourra dépasser 25 francs; — Disons que, les dommages réclamés par le demandeur et par le défendeur n'étant pas justifiés, il n'y a lieu de leur en accorder; — Enfin, condamnons le sieur Quemizet aux frais de l'instance. »

**Observations.** — Le juge de paix est toujours et exclusivement compétent pour statuer sur une action possessoire dont il est régulièrement saisi, quelles que soient les exceptions opposées par le défendeur à

l'action. En effet, comme il ne statue que sur la possession, les exceptions tirées du fond du droit ne sont pas utilement opposables devant lui. Il n'y a que deux points à examiner, à savoir si la possession annale revendiquée devant lui est établie en fait, et si cette possession réunit les caractères légaux qui la rendent utile. Aussi, disons-nous, dans notre Dictionnaire, que le juge de paix saisi d'une de ces questions ne doit point s'arrêter ni surseoir même devant une exception de propriété. Voir Dictionnaire, 4<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> *Actions possessoires*, n<sup>o</sup> 425. — Sur le fond, la sentence ci-dessus nous semble devoir être entièrement approuvée. La Cour de cassation a maintes fois jugé que le communiste troublé dans sa copossession par un autre communiste est en droit de se faire réintégrer par voie de complainte. Voir notamment Cass., 5 janvier 1874, ANNALES 1874, p. 392, etc.

---

**Justice de paix de Dommartin-sur-Yèvre**  
(Marne).

*Président* : M. CHAMOIN, *juge de paix*.

19 juin 1884.

*Action possessoire. — Palissade. — Puits.*  
— *Copropriété. — Cour. — Dépôt. —*  
*Renvoi au pétitoire.*

Lorsque les deux parties ne peuvent établir juridiquement leur possession annale de la chose litigieuse, le juge du possessoire peut les renvoyer à se pourvoir au pétitoire.

Un fait d'abus de jouissance, tel qu'un dépôt momentané d'instruments aratoires ou autres objets sur un terrain commun, ne peut donner lieu à une action possessoire, alors que ce fait n'implique aucune prétention de possession exclusive.

Si une servitude de puitsage ou d'abreuvement ne peut, à raison de son caractère discontinu, donner ouverture à l'action possessoire, il en est autrement lorsque le complainant revendique le droit de puitsage, non à titre de servitude, mais à titre de copropriété.

Et l'action possessoire en maintenue de la jouissance du puitsage doit être accueillie, quand ce droit est fondé en titre apparent, et a été exercé pendant plus d'an et jour avant le trouble.

En matière possessoire, la contestation sur le titre ne rend pas le juge de paix incompetent.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Dommartin-sur-Yère, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que l'action possessoire de François a pour but de faire condamner Bossiette : 1° à enlever une palissade qu'il aurait indûment construite sur la portion de cour du requérant et à rétablir les lieux dans leur état primitif ; 2° à ne plus embarrasser le porte-rue commun, en y laissant séjourner pendant plusieurs jours des voitures et autres instruments agricoles ; 3° à ne plus tirer de l'eau au puits lui appartenant, existant près du porte-rue, et à enlever le bac établi en permanence près de ce puits et servant à abreuver les bestiaux ; — Qu'en réponse à cette demande, Bossiette a prétendu : 1° que la palissade par lui élevée l'avait été sur son terrain et que le pieu arraché ne fixait pas la limite des propriétés, qu'il n'avait été toléré qu'à titre de bon voisinage ; 2° qu'il n'embarrassait pas le porte-rue commun ; 3° et que le puits litigieux était commun entre les parties ; qu'en outre, lors de notre visite des lieux, Bossiette a conclu

reconventionnellement à être maintenu dans la possession commune qu'il a de tirer de l'eau au puits litigieux et d'y abreuver ses bestiaux ; — En ce qui concerne le litige relatif à la cour du requérant : — Attendu qu'il résulte de nos constatations que le terrain contesté entre les parties s'étend depuis le poteau de leurs poulaillers jusqu'à celui de la chambre à four de Bossiette, en formant un triangle de 31 centimètres de largeur à la base ; — Attendu que François prétend que la limite de leurs cours respectives est déterminée par une ligne droite partant du poteau séparatif de leurs granges et aboutissant au poteau de la chambre à four de Bossiette, tandis que celui-ci soutient, au contraire, que cette limite part du poteau du poulailler pour aboutir à celui de sa chambre à four, ainsi qu'il est indiqué dans son titre ; — Attendu que ces moyens sont tirés du fond du droit et étrangers à la possession sur laquelle nous sommes appelé à statuer ; que nous ne pourrions en faire la base de notre jugement sans cumuler le possessoire avec le pétitoire ; qu'en effet, les actions possessoires doivent être jugées d'après les faits de possession et non d'après les titres de propriété, qui ne doivent être examinés par le juge du possessoire que dans le but de déterminer la nature et le caractère de la possession invoquée ; — Attendu, en ce qui concerne la palissade, que, lors de la visite des lieux, nous avons constaté que le terrain litigieux a été laissé en dehors de la levée de terre, haute de 20 centimètres, faite il y a plusieurs années par François pour se garantir des eaux pluviales séjournant

dans le creux de la cour de Bossiette et que la palissade dont il s'agit, d'une longueur de 5<sup>m</sup>,05, a été élevée à la limite exacte de cette levée de terre, ce qui semblerait indiquer qu'en ce moment François considérait ce terrain, dont il n'avait sans doute pas la jouissance, comme étant en dehors de sa propriété ; — Attendu, d'autre part, que si le second témoin de l'enquête a déposé que, de 1845 à 1855, François déposait du bois dans sa cour et qu'il prenait pour limite la ligne allant du poteau de la grange à celui de la chambre à four de Bossiette, il n'est pas établi que depuis cette époque le demandeur ait fait des actes de jouissance sur le terrain litigieux, et que, notamment, il en ait eu la possession pendant l'année qui a précédé le trouble dont il se plaint ; — Que la contre-enquête faite à la requête de Bossiette ne l'a pas non plus établie en sa faveur ; — Attendu, sur l'enlèvement du pieu, qu'il résulte de nos constatations que ce pieu se trouvait dans la cour à environ 7 mètres de l'extrémité de la palissade et qu'il était planté dans la ligne de la grange à la chambre à four, sur le terrain revendiqué par les deux parties ; que, s'il a servi autrefois à François et à son successeur pour courber des limons de voiture, il est établi que personne ne s'en est servi depuis sept ans au moins, c'est-à-dire depuis qu'il n'y a plus de charron dans la maison de François ; — Attendu que le terrain sur lequel il était planté et celui se trouvant entre cet endroit et la palissade est couvert de terre et de grève déposées par les deux parties et ne formant qu'un seul tout, qui couvre non seulement le

terrain litigieux, mais qui s'étend encore sur les deux cours ; que, s'il résulte de l'enquête et de la contre-enquête que François et Bossiette y ont quelquefois déposé momentanément des fagots, ces dépôts, ainsi que ceux de terre et de grève faits sur un terrain vague à la limite incertaine de leurs propriétés, sont insuffisants pour constituer des actes de possession susceptibles d'engendrer l'action possessoire ; — Qu'en admettant même que les dépôts de terre et de grève démontrent une possession commune, la solution juridique de la difficulté qui divise les parties serait la même ; qu'en effet, il est de jurisprudence constante que lorsque les deux parties justifient également de leur possession ou quand aucune d'elles ne peut arriver à l'établir, bien que le défendeur n'ait pas pris de conclusions expresses à cet égard, s'il a, d'ailleurs, fait entendre des témoins dans une contre-enquête (Cass., 16 novembre 1842), le juge du possessoire peut les renvoyer à se pourvoir au pétitoire sans ordonner ni récréance ni séquestre et sans préliminaire de conciliation (Cass., 14 novembre 1832 et 5 novembre 1860) ; — En ce qui concerne le porte-rue commun : — Attendu que nous n'y avons constaté aucun dépôt ni embarras ; que, d'un autre côté, l'enquête n'a pas établi que Bossiette y ait déposé pendant plusieurs jours des instruments agricoles ; — Attendu, au surplus, que, lors même que ces faits seraient établis, ils ne seraient pas suffisants pour autoriser l'exercice de l'action possessoire ; que cette action n'est recevable de la part d'un communiste contre un de ses consorts que



lorsque le plaignant a été troublé dans sa possession par un acte de jouissance exclusive attestant de la part de son auteur l'intention de jouir privativement et pour soi seul de tout ou partie de l'objet indivis ; que les faits articulés, s'ils étaient prouvés et en admettant même qu'ils puissent constituer un abus de jouissance, ne pourraient donc être réprimés que par le juge du pétitoire ; — En ce qui concerne les faits de puisage et d'abreuvement : — Attendu qu'il résulte tant des explications des parties que des dépositions des témoins entendus que depuis un temps immémorial Bossiette et ses auteurs ont toujours puisé de l'eau au puits litigieux et y ont toujours abreuvé leurs bestiaux, mais que François prétend que ces faits, ayant été accomplis à titre de tolérance, ne peuvent fonder ni possession ni prescription ; — Attendu, en effet, qu'une servitude de puisage et d'abreuvement constitue une servitude discontinue qui ne peut s'établir que par titre, mais que Bossiette soutient que le puits est commun entre les parties et que c'est à titre de copropriété ou de communauté que ses auteurs et lui y ont toujours puisé de l'eau et abreuvé leurs bestiaux, et non à titre de servitude ; qu'il y a lieu d'examiner le mérite de son exception ; — Attendu, à cet égard, que, indépendamment des faits journaliers de puisage et d'abreuvement, il résulte tant de la déposition du premier témoin de l'enquête que d'une quittance versée aux débats et émanant du sieur Regnauld-Audruette, charpentier à Somme-sur-Yèvre, laquelle quittance sera timbrée et enregistrée en même temps que le présent ju-

gement, que le père de Bossiette a contribué avec François en 1865, en 1871 et en 1878, aux réparations de ce puits ; — Attendu que, pour éclairer la question possessoire à juger, Bossiette a produit un acte sous signatures privées en date, à Somme-sur-Yèvre, du 16 décembre 1855, portant cette mention : « Enregistré à Givry, le 20 décembre 1835, n° 4 R°, 3. Reçu 330 francs « et double décime, 66 francs. Si-  
« gné : Dulley », contenant vente par les époux Michel-Brémont à Jean Bossiette, son père, de la maison qu'il habite actuellement, lequel acte contient relativement au puits la désignation suivante : « Un puits « à côté dudit porte-rue, vis-à-vis la « cour Memmée (François), commun « avec lui avec droit d'y aller puiser « de l'eau et d'y abreuver les bes-  
« tiaux, lequel est entretenu par moi-  
« tié des ayants droit » ; — Attendu que François conteste le titre sus-énoncé, qu'il prétend que le puits litigieux n'a jamais été commun avec les auteurs de Bossiette, qui, par conséquent, ont vendu au père de ce dernier un droit qu'ils n'avaient pas ; que du reste ses titres n'en font pas mention ; — Attendu que nous ne sommes pas compétent pour décider si le puits litigieux est commun ou non entre les parties et que nous devons nous renfermer dans la question possessoire à juger ; — Attendu qu'en cette matière la contestation élevée sur les titres ne rend pas le juge de paix incompetent et qu'elle ne le prive pas du droit de les consulter pour apprécier le caractère de la possession, sauf aux parties à faire valoir leurs droits au pétitoire ultérieurement (Cass., 24 juillet 1839 et

6 décembre 1883); — Attendu que Bossiette justifie d'un titre régulier et apparent qui paraît établir en sa faveur un droit de communauté au puits dont il s'agit, avec explication des conditions dans lesquelles la jouissance s'exercera; que les actes de possession par lui exercés à savoir : puisage, abreuvement et contribution aux réparations, doivent être considérés comme accomplis à titre de copropriétaire conformément aux énonciations de son titre et que ces faits sont susceptibles de servir de base à une action en complainte possessoire; — Attendu que la prétention de François est un trouble à la possession annale non contestée de Bossiette, qu'ainsi la demande reconventionnelle est fondée; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire en premier ressort, tous les droits des parties réservés au pétitoire; — Renvoyons purement et simplement, les parties pour le terrain litigieux dans la cour, à se pourvoir au pétitoire sans préliminaire de conciliation; — Déclarons François non recevable, en tout cas mal fondé dans les autres chefs de sa demande; l'en déboutons; — Maintenons Bossiette dans la possession annale qu'il a de tirer de l'eau au puits et d'y abreuver ses bestiaux; — Et condamnons François aux dépens. »

**Observations.** — Toutes les solutions de ce jugement sont exactes et conformes à la jurisprudence de la Cour de cassation. Voir les arrêts cités dans la sentence.

Justice de paix du canton de Qdingey (Doubs).

Président : M. NOIROT, juge de paix.

16 mars 1886.

*Chasse. — Sanglier poursuivi et tué sur le terrain d'autrui. — Indemnité.*

Celui qui tue un animal sauvage, et spécialement un sanglier, sur le terrain d'autrui ou sur un terrain de chasse loué à autrui, doit indemnité au propriétaire ou locataire de ce terrain.

Le défendeur soutiendrait en vain qu'il a blessé l'animal sur son propre terrain et qu'il le poursuivait depuis longtemps. Le chasseur qui a fait lever le gibier sur son terrain ne peut le suivre sur le fonds du propriétaire voisin.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

M. Lyet fils, propriétaire à Fraisans, par sa citation expose ce qui suit :

« Attendu que le droit de chasse dans le cantonnement de Fraisans a été loué au requérant moyennant une somme annuelle de 525 francs; — Attendu que, sans le consentement du requérant, le cité a chassé dans ce cantonnement le 31 décembre dernier et y a tué un sanglier du poids d'environ 120 kilogrammes, ce qui donne naissance à une action en dommages-intérêts de la part du demandeur; — Plaise à M. le juge de paix, vu les articles 1<sup>er</sup> et 21 de la loi du 3 mai 1844, au moyen de la preuve par témoins, qui sera faite des faits ci-dessus énoncés, à défaut par le cité de les reconnaître, condamner ledit défendeur, par toutes les voies de droit, à payer au demandeur la somme de 120 francs de dommages-intérêts, pour l'atteinte portée au droit de chasse du requé-

rant, aux intérêts de cette somme, comme de droit, et aux dépens. »

Le sieur Guyot, défendeur, a déclaré avoir chassé dans le cantonnement de Fraisans et y avoir tué un sanglier le 31 décembre dernier ; il déclare ne rien offrir au sieur Lyet. — Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation du 4 mars courant, enregistrée ; — Vu les articles 1<sup>er</sup>, 21 et 29 de la loi du 3 mai 1844 et l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 25 mai 1838 ; — Parties entendues : — Attendu que le sieur Lyet est amodiateur du droit de chasse dans le cantonnement de Fraisans, moyennant une somme annuelle de 525 francs ; — Attendu que ledit sieur Lyet a fait citer le sieur Guyot à l'effet de s'entendre condamner à lui payer la somme de 125 francs, pour dommages-intérêts, auxquels il prétend avoir droit pour l'infraction consommée au préjudice de sa chasse, dans les circonstances reproduites dans la citation ; — Attendu que le sieur Guyot reconnaît avoir, le 31 décembre dernier, sur la chasse du sieur Lyet, tué un sanglier qu'il s'est approprié, alléguant, pour justifier qu'il était dans son droit, qu'il avait lancé le sanglier dans le bois du Baron, qui est la propriété de son patron ; qu'il avait blessé l'animal et qu'il le poursuivait depuis longtemps ; — Attendu qu'aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 3 mai 1844 nul n'a la faculté de chasser sur la propriété d'autrui, sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants droit ; — Attendu que, si un chasseur a fait lever le gibier sur son terrain, il ne peut le suivre sur le fonds du propriétaire voisin ; il doit

s'arrêter et rompre ses chiens à l'extrémité de ses propriétés (c'est ainsi que l'enseigne Toulhier, t. IV, n° 20) ; — Que, si le gibier, blessé sur la propriété du chasseur, va mourir sur la propriété du voisin, ce dernier peut se l'approprier ; la pièce n'est la propriété du chasseur que quand elle a été tirée ou prise sur son terrain ; — Attendu qu'il en est ainsi aussi bien pour un sanglier que pour tout autre animal ; peu importe même que l'animal ait été blessé par le chasseur ; celui-ci n'en devient véritablement propriétaire que lorsqu'il l'a abattu et mis dans l'impossibilité de fuir ; — Que, si l'animal s'échappe après une première blessure, même grave, le chasseur, n'en étant pas devenu maître, ne peut le suivre au-delà de la limite de sa propre chasse ; — Attendu que la doctrine des auteurs et la jurisprudence sont d'accord sur ce point ; que la Cour de cassation a confirmé cette doctrine dans un arrêt du 29 avril 1862, où, sur une question analogue, elle a statué en ces termes : « La Cour : « — Attendu que, s'il est vrai que le « gibier appartient au premier occupant, la possession, en ce qui « le concerne, ne résulte pas de la « poursuite par le chasseur ou par « ses chiens, ni même d'une blessure, si cette blessure n'empêche « pas le gibier de s'échapper et de « gagner une propriété sur laquelle « le chasseur n'avait pas le droit de « chasser » ; — Attendu que nous avons les éléments suffisants pour fixer à une juste valeur les dommages-intérêts qui sont dus au sieur Lyet ; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort, condamnons, pour les causes avant dites, le sieur Guyot



à payer au sieur Lyet la somme de 60 francs, avec intérêts dès la demande en justice, et aux dépens. »

**Observations.** — Il est de jurisprudence aujourd'hui constante que le chasseur n'a pas le droit de poursuivre le gibier sur le terrain d'un voisin. L'eût-il blessé gravement, il n'a pas le droit, pour s'en emparer, de franchir la limite de son propre terrain. En d'autres termes, le chasseur n'est propriétaire du gibier que lorsqu'il s'en est réellement emparé. C'est ce qui a été jugé déjà par de nombreuses décisions.

Tribunal de simple police des ville  
et canton de Saint-Germain en Laye  
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALPHONSE BOULÉ,  
juge de paix.

21 et 23 juillet 1886.

*Injure. — Diffamation non publique. — Immunité parlementaire. — Simple police. — Enquête. — Témoins absents. — Amende. — Excuse. — Caractère confidentiel des propos incriminés. — Renvoi.*

L'éventualité d'un appel en police correctionnelle ne va pas jusqu'à étendre aux poursuites en simple police l'immunité parlementaire édictée par l'article 14 de la loi constitutionnelle sur les rapports des pouvoirs publics du 16 juillet 1875 (*premier jugement*).

La diffamation non publique n'est pas prévue et partant punie par la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. La jurisprudence antérieure à cette loi, jurisprudence assimilant la diffamation non publique à l'injure simple, ne saurait survivre à la législation dont elle était à tort ou à raison devenue le développement paru nécessaire.

En tous cas, la diffamation non publi-

que, fût-elle encore assimilable à l'injure simple, elle n'est pas plus punissable que l'injure elle-même, quand les propos injurieux ou diffamatoires ont été provoqués dans un entretien ayant un caractère confidentiel.

Ainsi jugé par M. le juge de paix de Saint-Germain en Laye dans les termes suivants :

§ 1. *Jugement avant l'enquête*  
(21 juillet 1886).

« **LE TRIBUNAL** : — Statuant avant faire droit : — Attendu qu'à l'audience du 30 juin Carlos Allard a fait appeler la cause et produit cinq témoins ; — Que de la lecture de cette citation introductive d'instance il est résulté que le demandeur allègue que, le 9 mai 1886, de Mortillet, maire de Saint-Germain en Laye, en présence de cinq personnes déléguées d'une société musicale de cette ville et en son cabinet à la mairie : 1° a dit : « J'ai « plein une armoire de preuves « d'abus de confiance commis par « M. Allard, » et que mis en demeure de prouver ce qu'il affirmait, 2° a déclaré « qu'il n'avait rien à « prouver, qu'au surplus il n'en « voulait pas à ce malheureux » ; — Attendu que de Mortillet ne s'est pas présenté et qu'il a été prononcé défaut contre lui, et pour le profit dit qu'il serait passé outre ; — Attendu qu'après quelques explications provoquées par le Tribunal et fournies par l'avocat de la partie civile sur la valeur juridique de l'assimilation de la diffamation non publique à l'injure simple, le ministère public a soulevé purement et simplement un déclinatoire, sans développer ses moyens à

l'appui ; — Qu'en cet état le Tribunal a mis l'affaire en délibéré et indiqué une audience spéciale au 6 juillet pour le vider ; — Attendu que le 6 juillet, et à l'appel de la cause, Carlos Allard a annoncé que le sieur Reboucher, l'un des témoins, n'était pas présent par suite de maladie, et a fait donner lecture d'une nouvelle citation délivrée le 2 pour ledit jour 6 contre de Mortillet et tendant à l'adjudication des conclusions déjà prises, soit l'application des dispositions de l'article 474, § 11, du Code pénal et la condamnation en 2 000 francs à titre de dommages-intérêts, et additionnellement à l'insertion du jugement à intervenir dans les journaux de la localité, dans trois journaux du département de Seine-et-Oise, et deux de Paris, à son choix ; — Attendu que défaut a été prononcé d'office, le ministère public déclarant ne pas vouloir le requérir contre de Mortillet non comparant sur cette citation complémentaire et qu'ensuite le ministère public a, sans la motiver, sollicité une remise, laquelle a été combattue par l'avocat de Carlos Allard ; — Attendu que le Tribunal, considérant que le ministère public pouvait avoir à développer son moyen d'incompétence ou même à prendre des conclusions nouvelles, a remis la cause au 21 juillet, toutes choses restant en état, en observant que l'absence du témoin Reboucher aurait nécessité quand même cette remise ; — Attendu qu'aujourd'hui il s'agit de vider le délibéré et d'adjuger, s'il échet, le profit du défaut prononcé sur les deux citations contre de Mortillet, lequel ne comparait pas davantage

à cette audience, quoique cité spécialement pour, en procédant sur et aux frais des deux citations surénoncées, entendre prononcer le jugement à intervenir sur l'exception d'incompétence ; — Attendu que cette non-comparution impose la vérification d'office, notamment de la recevabilité de la demande de Carlos Allard ; — Attendu que si de Mortillet fait partie de la députation de Seine-et-Oise et s'il peut arriver que par suite d'appel l'affaire soit portée devant la juridiction correctionnelle, le Tribunal de police n'a pas à s'occuper de cette éventualité, les termes de l'article 14 de la loi constitutionnelle sur les rapports des pouvoirs publics du 16 juillet 1875, lequel ne vise que la matière criminelle et correctionnelle, étant précis, et l'immunité parlementaire ne devant être invoquée que d'après le texte même de la loi ; — Que Carlos Allard a donc pu, pendant la session législative, intenter son action sans avoir eu à justifier de l'autorisation de la Chambre des députés ; — En ce qui touche le déclinatoire : — Attendu que Carlos Allard qualifie d'injure simple le fait complexe objet de son action, et que dès lors le Tribunal de police se trouve compétemment saisi ; — Partous ces motifs, — Le Tribunal dit que Carlos Allard n'a pas à justifier d'une autorisation de la Chambre des députés, déclare ses citations valables, donne défaut contre de Mortillet non comparant, se déclare compétent et ordonne que les témoins du demandeur seront entendus, tous droits, moyens et dépens réservés, retient en conséquence la cause ; — Et attendu, —

Que Carlos Allard, survenu au cours de l'audience, a produit deux de ces témoins, les sieurs Cérisola et Bierstedt, et a annoncé que le sieur Reboucher était toujours très malade et que les deux autres témoins, les sieurs Geber et Le Balleur, faisaient défaut, quoique intimés pour l'audience d'aujourd'hui par le Tribunal ; — Que le ministère public a, conformément à l'article 157 du Code d'instruction criminelle, requis défaut contre ces deux derniers avec prononciation d'amende et déclaré s'en rapporter à la prudence du Tribunal sur la fixation du jour auquel la cause sera remise, le sieur Carlos Allard ayant dit qu'il allait réassigner les témoins défaillants, — Condamne chacun des sieurs Geber et Le Balleur en 10 francs d'amende ; — Remet la cause au vendredi 23 juillet, heure de midi, pour être procédé à l'audition des témoins. »

§ 2. *Jugement après l'enquête*  
(23 juillet 1886).

« LE TRIBUNAL : — Donne défaut contre de Mortillet non comparant ni personne pour lui, et vu le jugement avant faire droit du 21 juillet ordonnant que les témoins seront entendus ; — Après avoir entendu la partie civile et le ministère public en leurs conclusions respectives, à la suite de l'enquête : — Attendu que le ministère public conclut à la nullité des citations à raison de l'immunité parlementaire ; — Attendu que ce moyen a déjà été jugé à l'audience du 21 juillet et que le ministère public ne s'est pas pourvu contre le jugement dudit jour ; — Attendu que le mi-

nistère public déclare ne pas vouloir conclure au fond ; — Attendu qu'il résulte des dépositions recueillies que de Mortillet a déclaré qu'il ne voulait pas perdre ce malheureux ; — Que ce terme de pitié méprisante à l'encontre de Carlos Allard constitue, pris en lui-même, l'injure définie par le deuxième paragraphe de l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881, ainsi conçu : « Toute expression « outrageante, terme de mépris ou « invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait est une injure » ; — Mais attendu que ce propos n'a été de la part de de Mortillet qu'une réponse sollicitée par les témoins eux-mêmes, venus pour se renseigner auprès de lui, après une audience demandée et obtenue ; — Que de Mortillet a dû considérer que l'entretien était et resterait confidentiel ; que cet entretien n'a pas eu d'autres témoins que les personnes qui l'avaient provoqué dans leur intérêt particulier et le maire qui l'avait accordé ; — Que dans ces conditions de fait, si une indiscretion a été commise, ce n'est pas de Mortillet qui en est responsable, malgré l'imprudence qu'il a pu commettre ; — Attendu qu'il résulte encore de l'enquête que de Mortillet en disant : « J'ai plein une « armoire de preuves d'abus de confiance commis par M. Allard », aurait à répondre d'une diffamation, à ne considérer que le fait matériel, le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 29 précité édictant que toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne à laquelle le fait est imputé, est une diffamation ; — Mais attendu que le propos n'a pas été tenu publiquement et que

pour le rendre passible d'une peine Carlos Allard soutient que la diffamation non publique est assimilée par la jurisprudence à l'injure simple et tombe comme elle sous l'application de l'article 474, n° 11, du Code pénal; — Attendu que l'article 68 de la loi du 29 juillet 1881 abolit sans exception tous les monuments législatifs antérieurs réglant la liberté de la presse et de la parole; — Que d'un autre côté l'article 163 du Code d'instruction criminelle prescrit au président du Tribunal de simple police d'insérer au jugement définitif prononçant condamnation les termes de la loi appliquée et ce à peine de nullité; — Qu'en admettant qu'à défaut de loi applicable une raison d'analogie puisse suppléer à un texte formel et servir de base à une condamnation pénale, il n'y a plus lieu d'invoquer une jurisprudence qui est désormais à néant en même temps que la législation dont elle était devenue dans la pratique le développement plus ou moins rationnel; — Que l'arrêt de la Cour de Paris, 6<sup>e</sup> chambre, du 19 mars 1885, invoqué par Carlos Allard, n'est pas topique en ce sens que la Cour n'a pas été appelée à statuer sur la question même de savoir si l'assimilation de la diffamation non publique à la contravention d'injure est encore possible; que l'auteur de la loi de 1881, qui a entendu et voulu, ainsi que cela résulte de sa discussion, soit à la Chambre des députés, soit au Sénat, faire œuvre nouvelle et complète, quant à la liberté de la presse ou de la parole, n'a textuellement édicté aucune peine pour la diffamation non publique; que pour la diffamation

et pour l'injure, cette loi fournit dans son article 27 les mêmes définitions que la loi du 17 mai 1819 en son article 13, mais que son rédacteur a pris soin dans l'article 45 d'indiquer, en les énumérant, les faits délictueux à déférer, soit à la Cour d'assises, soit au Tribunal de police correctionnelle, soit à celui de simple police, et que dans cette nomenclature récapitulative ne figure pas la diffamation non publique; — Que le rédacteur de cette loi semble n'avoir voulu punir que la diffamation prévue et définie en l'article 29, considérant sans doute que le citoyen victime d'une diffamation verbale non publique, laquelle, en fait, n'est jamais relevée qu'à la suite de rapports plus ou moins sincères ou exacts, mais presque toujours indiscrets, restait suffisamment protégé par la loi civile, c'est-à-dire par l'article 1382 du Code civil et l'article 5 de la loi du 25 mai 1838; — Attendu que, dans tous les cas et en fait, la prétendue diffamation non publique reprochée à de Mortillet s'est produite dans les mêmes circonstances que l'injure ci-dessus examinée et que dès lors, fût-elle assimilable à la simple injure, elle n'est pas plus punissable; — Qu'en effet le témoin Bierstedt, résumant la pensée des membres de la délégation de la société l'*Harmonie du commerce* dont il faisait partie, a déclaré au Tribunal ce qui suit : — « Notre intention à nous délégués en « faisant cette démarche auprès de « M. le maire était de savoir de lui si « nous devons oui ou non quitter « M. Carlos Allard, ou rester avec lui « suivant les renseignements que « nous obtiendrions sur son honora-

« bilité » ; — Que dans la pensée des délégués l'audience, au point de vue du sens commun, ne pouvait avoir qu'un caractère confidentiel ; — Par tous ces motifs et vu l'article 139 du Code d'instruction criminelle, — Le Tribunal, — Sans s'arrêter aux conclusions à fin de nullité des citations prises par le ministère public, dit que les faits relevés contre de Mortillet ne constituent, à raison des circonstances dans lesquelles ils se sont produits, aucune contravention ; — Annule en conséquence les citations ; — Décharge les témoins Le Balleur et Geber des amendes prononcées contre eux à l'audience du 21 juillet, ces témoins ayant justifié d'un empêchement sérieux ; et condamne Carlos Allard aux dépens. »

**Observations.** — Il est bien exact que la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 n'accorde d'immunités aux députés pendant le cours des sessions que contre les poursuites *criminelles* ou *correctionnelles*. Il n'a donc été dérogé au droit commun, en faveur des députés, que pour ces deux cas, et, par suite, l'immunité parlementaire ne peut empêcher les poursuites en simple police. — La loi de juillet 1884 sur la presse définit la diffamation et l'injure (art. 29), en établissant entre les deux une démarcation bien tranchée ; puis, dans l'article 32, elle porte des peines contre la diffamation publique, et dans l'article 33 elle édicte contre l'injure des peines qui varient suivant que l'injure est ou n'est pas publique. Dans aucune de ces dispositions, elle ne punit la diffamation non

publique. Sur tous ces points M. le juge de paix a fort exactement rappelé l'économie de la loi nouvelle. Est-ce à dire que la personne contre laquelle un propos diffamatoire a été tenu non publiquement soit entièrement désarmée ? Il est incontestable qu'elle pourra réclamer des dommages-intérêts contre l'auteur du propos qui lui nuit (art. 1382). Mais peut-elle en saisir la juridiction répressive ? Avant la loi de 1881, la jurisprudence considérait la diffamation non publique comme une injure simple et la réprimait par les peines édictées contre cette dernière. La loi nouvelle s'oppose-t-elle à la même assimilation ? Les définitions qu'elle donne de la diffamation et de l'injure sont identiques à celles que contenait déjà la loi du 17 mai 1819, laquelle ne punissait pas non plus expressément la diffamation non publique. Il semble donc bien que, se trouvant en présence d'une situation exactement semblable, la jurisprudence pourrait bien se maintenir dans le même sens. Toutefois, en elle-même, cette jurisprudence n'est pas à l'abri de toute critique. En matière pénale, tout est de droit étroit et l'interprète ne peut, par analogie, appliquer à un fait une peine édictée contre un autre fait. Or, la diffamation et l'injure sont deux choses distinctes (art. 13, loi 1881) ; il est donc logique de ne pas appliquer à l'une les dispositions qui ne visent que l'autre. Comme la loi ne prononce aucune peine contre la diffamation non publique, on est dans la vérité stricte quand on déclare ne pouvoir la considérer comme un fait punissable. — Le

caractère confidentiel d'un propos enlève-t-il à ce propos toute criminalité? L'affirmative n'est pas douteuse relativement au propos pris comme constituant une infraction qui suppose la publicité. Dans l'espèce, par exemple, il n'est pas douteux que toute publicité faisait défaut et qu'il ne pouvait s'agir de diffamation ni d'injure publique. Mais les circonstances dans lesquelles s'est passé l'entretien entre le maire et ses visiteurs empêchent-elles l'injure non publique d'exister? Ce point peut paraître discutable; car, dira-t-on, du moment qu'il s'agit d'une infraction que la loi punit, abstraction faite de toute publicité, le caractère confidentiel des propos devient indifférent. Une lettre écrite par l'insulteur à l'insulté est certainement confidentielle et cependant cette circonstance ne fait pas disparaître la criminalité, et il n'y en a pas moins contravention. — Cependant il faut reconnaître que l'injure n'existe qu'autant qu'elle a été proférée avec l'intention formelle d'atteindre la personne injuriée. Le propos tenu hors de la présence de cette personne, en dehors de toute publicité, ne devient donc une injure que s'il est rapporté à l'injurié, et dans ce cas la contravention est plutôt le fait du tiers qui répète le propos que de celui qui l'a tenu le premier à titre confidentiel. Aussi admet-on partout que le fait de donner des renseignements même défavorables sur un ancien domestique, un ancien employé, etc., ne constitue ni diffamation, ni injure, alors que ces renseignements ont été demandés à titre confidentiel et qu'ils ont été donnés de bonne

foi et sans intention de nuire. Il a même été jugé qu'en pareil cas la personne sur laquelle ont été donnés de tels renseignements n'est pas fondée à intenter une action en dommages-intérêts, et nous avons dans ce BULLETIN même rapporté plusieurs décisions en ce sens. — En somme, nous approuvons sur tous les points les deux jugements du juge de police de Saint-Germain. Ils sont très remarquables par la manière dont ils sont rédigés, et traitent avec une grande autorité des questions d'un grand intérêt, surtout en présence d'une législation nouvelle assez peu claire et qui donne lieu déjà à des interprétations si diverses.

---

**Tribunal de simple police de Douai**  
(Nord).

*Président : M. L. BONIFACE, juge de paix.*

15 avril 1886.

*Voiture de place. — Arrêté municipal. — Livret. — Station de chemin de fer. — Voie publique. — Stationnement. — Contravention.*

Est légal et obligatoire l'arrêté municipal qui impose à tout cocher de voiture de place l'obligation d'être muni d'un livret et d'un permis de circulation et de stationnement.

En conséquence, le fait par un cocher de voiture de place d'avoir été trouvé stationnant en face de la gare du chemin de fer, sur la place de la station, sans être muni du permis de circulation et de stationnement, constitue une contravention punissable en vertu de l'article 471, n° 15, du Code pénal.

Le cocher soutiendrait en vain que la place de la station ne fait pas partie de la voie publique, alors que cette place n'est

pas close et qu'elle est attenante aux terrains de la ville.

L'entrepreneur ou loueur de voitures de place est civilement responsable des condamnations prononcées contre son cocher.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police de Douai, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que, par arrêté municipal du 6 janvier 1886, pris par le maire de la ville de Douai et approuvé par le préfet du Nord, le 10 janvier 1886, tout cocher de voiture de place doit être muni d'un livret, du permis de circulation et d'un permis de stationnement, livret qui lui est remis par le commissaire de police sur la justification de sa moralité et la production d'un certificat de capacité, et permis de stationnement qui est délivré au bureau de la voirie, sur la présentation du permis de circulation et de la quittance du receveur municipal constatant le paiement d'un droit de voirie de 20 francs par voiture pour une année. Les cochers doivent toujours être porteurs du livret, du permis de circulation et du permis de stationnement. Ils sont tenus de les représenter à toute réquisition du commissaire de police, des agents de police et agents du service de la voirie (art. 7 dudit arrêté) ; — Que, par l'article 9 du même arrêté municipal, les entrepreneurs sont tenus, entre autres obligations, de ne se servir que de cochers porteurs du livret, du permis de circulation et du permis de stationnement ci-dessus prescrits ; — Que, par l'article 17 dudit arrêté, le stationnement des voitures de place est autorisé sur les parties de

la voie publique y désignées, parmi lesquelles figure la place de la station ; — Attendu que, par procès-verbal dressé par Jules - François Dropy, conducteur des travaux de la voirie municipale de Douai, dûment assermenté, le 17 mars 1886, à onze heures trente minutes du matin, régulièrement affirmé par lui devant nous le 18 mars, onze heures du matin, et enregistré à Douai le même jour, n° 54, case 10, une contravention de simple police a été relevée contre Mollet et son patron Varlet, civilement responsable, ledit Mollet stationnant place de la station, en face la gare du chemin de fer du Nord, lesdits jour et heure, pour défaut de permis de circulation, de quittance du receveur municipal et de permis de stationnement, lesquels permis et quittance Mollet, interpellé, a déclaré ne pas posséder ; — Attendu que, poursuivis pour cette contravention devant le Tribunal de simple police, conformément à l'article 471, § 15, du Code pénal, les deux prévenus Mollet et Varlet prétendent que la place de la station a été à tort comprise dans l'arrêté municipal, cet emplacement dépendant du chemin de fer du Nord, gare de Douai, et rentrant à ce titre dans les terrains réglementés par l'ordonnance royale du 13 novembre 1846, portant règlement sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, et que c'était donc à tort et sans droit que procès-verbal avait été dressé contre eux par un agent de la voirie municipale de Douai ; — Attendu, en fait, que l'emplacement sur lequel les voitures de toutes sortes : omnibus, voitures publiques et voitures de maîtres,

viennent stationner devant la gare du chemin de fer n'est ni une cour de gare ni une gare de stations, puisque cet emplacement n'est aucunement clos, et que, d'une part, ladite ordonnance royale du 15 novembre 1846, dans son article 1<sup>er</sup> de la section I<sup>re</sup>, en parlant des stations, dit que l'entrée, le stationnement et la circulation des voitures publiques ou particulières destinées soit au transport des personnes, soit au transport des marchandises, dans les *cours* dépendant des stations des chemins de fer, seront réglés par des arrêtés du préfet du département, et que, d'autre part, l'article 1<sup>er</sup> d'un règlement adressé aux préfets par le ministre des travaux publics le 22 septembre 1866, en exécution de l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 15 novembre 1846 susvisée, sous le titre I<sup>er</sup>, ayant pour rubrique *Gares et Stations de voyageurs*, dit que les *cours* et *gares des stations* seront *ouvertes* une demi-heure au moins avant le départ ou l'arrivée du premier train du matin et qu'elles pourront être *fermées* après le départ ou l'arrivée du dernier train du soir, et que l'article 5 du même titre dudit règlement porte que les voitures qui *entrent dans les cours des gares et stations* doivent y circuler avec prudence et n'y stationner que sur les emplacements indiqués; — Que, par un arrêté préfectoral du 23 janvier 1883, approuvé par décision de M. le ministre des travaux publics en date du 31 janvier 1883, visant la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer, et les circulaires ministérielles des 19 août 1865 et 22 juin 1878, et le projet de règlement du 22 septembre 1866 ci-des-

sus, le préfet du Nord a repris les mêmes expressions : les *cours* des gares et stations seront *ouvertes*, etc. Elles pourront être *fermées*, etc., sous la rubrique, tit. I<sup>er</sup>, *Gares et Stations de voyageurs*, par opposition aux gares de marchandises, également réglementées sous le titre II dudit arrêté préfectoral; — Qu'il résulte de ce règlement ministériel et de cet arrêté préfectoral, interprétant l'ordonnance royale et la loi de 1845 susvisées, qu'en dehors des *cours* des gares et stations, soit de voyageurs, soit de marchandises, la police municipale remplace la police administrative du chemin de fer; — Attendu qu'en admettant même que l'emplacement dont s'agit, bien qu'il ne fasse actuellement qu'un avec l'emplacement qui le précède, soit un terrain dépendant de la gare, et que la Compagnie du chemin de fer du Nord puisse à ce titre exercer une certaine surveillance, ce qui n'a jamais eu lieu en fait, cette surveillance administrative par les agents de la Compagnie ne serait pas exclusive de celle de la municipalité par ses agents, et la redevance que la Compagnie voudrait, ce qu'elle n'a jamais fait, prélever sur les voitures stationnant à cette place, ne serait pas exclusive de celle que l'administration municipale a établie et prétend percevoir sur les voitures y stationnant, comme aux autres stations de la ville indiquées par l'arrêté municipal susdaté; — Qu'en effet ce droit de place n'est pas fondé sur le droit de propriété et ne participe pas de la nature du contrat de louage, mais qu'il constitue en réalité une indemnité des frais de police mis à la charge des communes; — Que les



maires exercent la police aux termes des articles 97, § 1<sup>er</sup>, et 98 de la loi du 5 avril 1884, aussi bien sur les rues, quais, places et voies publiques dépendant du domaine de l'État et situées dans leur ressort que sur les propriétés communales proprement dites ; que le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 97 commence en effet ainsi : « La police municipale a pour « objet d'assurer le bon ordre, la « sûreté et la salubrité publiques ; « elle comprend notamment : 1<sup>o</sup> tout « ce qui intéresse la sûreté et la « commodité du passage dans les « rues, quais, places et *voies pu-* « *bliques* » ; — Attendu que l'article 98 de ladite loi municipale du 5 avril 1884 dispose que le maire a la police des routes nationales et départementales et des voies de communication, dans l'intérieur des agglomérations, mais seulement en ce qui touche à la circulation sur lesdites voies ; qu'il peut, moyennant le paiement de droits fixés par un tarif dûment établi, donner des permis de stationnement ou de dépôt temporaire sur la voie publique, sur les rivières, ports et quais fluviaux et *autres lieux publics* ; qu'aux termes de l'article 313 de la même loi, les recettes du budget ordinaire communal se composent, § 7, « du pro- « duit des permis de stationnement « et de location sur la voie publique, « sur les rivières, ports et quais « fluviaux et *autres lieux publics* » ; — Que l'emplacement dont s'agit, indiqué sous la dénomination de *place de la Station*, comme lieu de stationnement des voitures, à supposer qu'on aille jusqu'à prétendre que ce n'est pas la voie publique, prétention qui n'a jamais été élevée par la Compagnie du chemin de fer ni par

l'autorité administrative, est incontestablement tout au moins un *lieu public* ; et, à ce titre, le maire de la ville de Douai, qui en a la police, avait qualité pour régler le stationnement des voitures de place qu'on veut y faire circuler et séjourner, et a en conséquence eu le droit de prendre l'arrêté aux termes duquel la contravention a été relevée contre les deux prévenus ; — Que cela est si vrai que, par un arrêté antérieur du maire de Douai, en date du 19 août 1873, également approuvé le 23 dudit mois par le préfet du Nord, qui n'aurait certainement pas donné son approbation aux deux arrêtés municipaux susdatés s'il les avait crus illégalement pris et s'il avait cru que l'arrêté municipal du 6 janvier 1886 pouvait porter ombre à son arrêté préfectoral du 23 janvier 1883, susvisé, le service des voitures publiques faisant le service de la ville et de la gare de Douai a été réglementé par la municipalité de Douai, sans préjudice du règlement concernant la police intérieure des gares, et cela sans contestation ; — Qu'enfin, en fait, l'emplacement dont s'agit est tellement, aussi bien à l'égard de la Compagnie du chemin de fer qu'aux yeux du maire de la ville de Douai, assimilé au terrain qui le précède, que, d'une part, la Compagnie elle-même a fait enlever, depuis environ quatre mois, les maçonneries qui séparaient en partie auparavant ces deux terrains, entre lesquels il n'y a plus depuis aucune séparation ni distinction quelconque de nivellement ou autre ; et, en faisant un refuge, au milieu duquel elle doit faire placer un candélabre dont la ville de Douai a pris à sa charge les

frais d'éclairage, elle a établi ce refuge sans distinguer entre le terrain en question et celui de la ville sur lequel ledit refuge avance, et que, d'autre part, le maire de la ville de Douai a cru pouvoir avec raison donner à ces deux terrains une seule et même dénomination de *place de la Station* ; — Par ces motifs, — Après la lecture par le greffier du procès-verbal du 17 mars 1886 sus-énoncé ; après avoir entendu les sieurs Mollet et Varlet, régulièrement appelés, en leurs explications et moyens de défense ; après avoir entendu le résumé par le commissaire central de police, faisant fonctions de ministère public, qui a conclu à l'application de la loi, la contravention existant, suivant lui, contre Mollet et le sieur Varlet, son patron, civilement responsable, et après avoir demandé aux deux prévenus s'ils avaient une nouvelle observation à faire ; — Vu l'arrêté municipal du 6 janvier 1886, articles 7, 9 et 17, et l'article 471, § 15, du Code pénal, l'article 1384 du Code civil et l'article 162 du Code d'instruction criminelle, dont lecture a été donnée à cette audience, et ainsi conçus... — Statuant contradictoirement et en dernier ressort, déclarons Mollet (Emile) coupable de la contravention prévue par les articles 7, 9 et 17 dudit arrêté municipal et punie par l'article 471, § 15, du Code pénal ; — En conséquence, lui faisant applica-

tion de la loi, le condamnons à l'amende de 2 francs et aux dépens ; — Fixons à quatre jours la durée de la contrainte par corps ; — Déclarons Varlet (Joseph) civilement responsable des condamnations ci-dessus prononcées contre son cocher. »

**Observations.** — Dans l'intérêt du bon ordre, de la liberté et de la sécurité de la circulation, les maires ont le pouvoir de réglementer la police des voitures publiques et notamment des voitures de place, et leurs règlements sont, à cet égard, obligatoires, sous la sanction de l'article 471, n° 15, du Code pénal. Jugé notamment qu'ils peuvent déterminer les lieux de stationnement. Cass., 19 juillet 1867, 17 novembre 1881, ANNALES 1882, p. 52, etc. — Il est certain aussi que la place non close qui donne accès à la gare doit être considérée comme une dépendance de la voie publique ; que par suite les règlements municipaux sur la police des voitures de place sont applicables au stationnement sur cette place, comme sur toute autre partie de la voie publique. Il en serait autrement de la voie ferrée elle-même et de ses dépendances. Les voies ferrées étant comprises dans la grande voirie, il n'appartient qu'au préfet de prendre des règlements pour le maintien de l'ordre sur la voie et dans l'intérieur des gares.

Justice de paix du canton du Raincy  
(Seine-et-Oise).

Président : M. DE COURCHANT DE SABLON,  
juge de paix.

18 novembre 1884.

*Demande personnelle et mobilière. — Tableau-affiche. — Déclinatoire. — Compétence. — Domicile du défendeur.*

Le défendeur est valablement assigné au lieu où il a son domicile réel, sa famille et où il exerce ses droits électoraux.

Il alléguerait en vain, pour décliner la compétence du juge de ce domicile, qu'il a dans un autre canton un cabinet d'affaires et y exerce les fonctions d'homme d'affaires.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix du canton du Raincy, dans les circonstances que voici :

Le sieur Prodhomme, agent d'affaires, avait été condamné, par défaut, le 7 octobre 1884, à payer au sieur Osselin une somme de 50 fr., pour prix de tableaux-affiches exécutés par ce dernier en 1881, et plantés sur des terrains appartenant audit Prodhomme, situés au Raincy.

Le 18 novembre suivant, Prodhomme a fait opposition à ce jugement et a soulevé l'exception d'incompétence à raison du domicile, en disant qu'en effet son domicile était à Paris, où il a un appartement et un cabinet d'affaires ; que c'est là son principal établissement ; qu'il y exerce, au besoin, ses droits électoraux. Puis il a ajouté que les tableaux dont on lui réclame le prix sont bien sur ses terrains, mais n'ont pas été commandés par lui.

Il conclut à son renvoi devant le Tribunal compétent, après avoir été

déchargé des condamnations prononcées contre lui.

Le défendeur a expliqué que les tableaux ont été commandés, par ordre de Prodhomme, pour des terrains lui appartenant ; que le domicile du demandeur est au Raincy, où il habite avec sa famille ; qu'il y exerce ses droits électoraux et qu'il y paye ses contributions mobilière et personnelle ; qu'il a donc été légalement assigné, et qu'il plaise au Tribunal que ledit Prodhomme, défendeur originaire, soit débouté de son opposition et condamné aux dépens. — Jugement.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes : — Attendu que Prodhomme est opposant à l'exécution d'un jugement par défaut, rendu par nous le 7 octobre dernier ; — Attendu que l'opposition, du ministère de Lacle, huissier au Raincy, est régulière en la forme ; recevons Prodhomme opposant à l'exécution du jugement dont s'agit ; — Sur l'exception d'incompétence à raison du domicile : — Attendu qu'il est de notoriété publique que Prodhomme a son domicile réel au Raincy ; qu'en effet, lui et sa famille y habitent constamment depuis un long temps dans une propriété appartenant à Prodhomme ; que ce dernier est imposé à la cote personnelle au Raincy, ainsi qu'à celle mobilière et foncière ; qu'il y exerce ses droits électoraux, ce qui n'est pas contesté ; — Attendu que Prodhomme a un cabinet d'affaires à Paris, et s'il y exerce, comme au Raincy et quand bon lui semble, ses droits électoraux, ce qui n'est pas établi, cet établissement et cet exercice ne comportent pas pour lui fixation de

domicile à Paris; — Attendu que l'article 102 du Code civil, en spécifiant que le domicile de tout Français est au lieu où il a son principal établissement, n'a pas entendu indiquer le lieu de l'établissement professionnel, mais bien celui où il habite constamment avec sa famille et où il exerce ses droits de citoyen; — Attendu, ainsi, que l'exception n'est pas justifiée, rejetons cette exception; retenons la cause, et, au fond : — Attendu que Prodhomme ne conteste pas avoir en sa possession, pour son usage personnel, au Raincy, et cela depuis 1881, des tableaux dont le paiement était demandé par Osselin; qu'il prétend seulement n'être pas tenu à ce paiement, par ce motif que les tableaux n'ont pas été commandés par lui, bien que pour lui; — Attendu qu'il est devenu urgent de mettre un terme aux ajournements suscités par Prodhomme jusqu'à ce jour; — Attendu que, de tout ce qui précède, Prodhomme est tenu au paiement des tableaux dont s'agit; — Par tous ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, — Déclarons Prodhomme mal fondé dans son opposition; l'en déboutons; disons que le jugement dont s'agit ressortira son plein et entier effet pour être exécuté dans sa forme et teneur; — Condamnons Prodhomme en tous les dépens. »

Prodhomme a interjeté appel de vant le Tribunal de Pontoise, qui, le 29 juillet 1883, a confirmé le jugement, dans les termes que voici :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que Prodhomme a interjeté appel d'un jugement contre lui rendu par M. le juge de paix du Raincy, le 18 no-

vembre dernier, qui l'a condamné à payer à Osselin 59 fr. 17 pour prix de tableaux; — Attendu que cet appel est fondé sur ce que Prodhomme, se disant domicilié à Paris, le Tribunal de paix du Raincy aurait été incompétent pour statuer sur l'affaire, et sur ce qu'il n'aurait reçu en communication aucun mémoire émanant d'Osselin; — Attendu qu'il résulte des documents de la cause, ce qui d'ailleurs n'est pas méconnu, que Prodhomme est propriétaire au Raincy d'une maison qu'il habite avec sa famille, depuis plusieurs années; — Attendu que, s'il est allégué que cette maison n'est qu'une maison de campagne réservée seulement à l'habitation d'été et que Prodhomme habite Paris pendant l'hiver, il n'est nullement démontré que le principal établissement de Prodhomme soit à Paris; — Attendu que, d'ailleurs, d'après les circonstances de la cause, le domicile de Prodhomme au Raincy était au moins apparent vis-à-vis d'Osselin, qui a livré ses fournitures à crédit pour l'usage de la maison Prodhomme, et qu'on ne saurait le contraindre à poursuivre son paiement devant un Tribunal autre que celui du domicile apparent; — Adoptant, au surplus, tant en la forme qu'au fond, les motifs du premier juge; — Par ces motifs, en la forme, reçoit Prodhomme appelant du jugement du 18 novembre 1884; le déclare non recevable sur son exception d'incompétence, l'en déboute; — Au fond : — Confirme le jugement en tout son contenu et ordonne qu'il sera exécuté selon sa forme et teneur; — Condamne Prodhomme à l'amende et en tous les dépens de première instance et d'appel. »

Justice de paix du canton de Clermont  
(Oise).

Président : M. PELLETIER, juge de paix.

4 mai 1884.

*Assurances contre l'incendie. — Police.*  
— Primes. — Fermier. — Fin de bail.  
— Cessation du risque. — Résiliation.  
— Indemnité.

N'est pas recevable ni fondée la demande intentée par une compagnie d'assurance contre un fermier en paiement de primes d'assurance échues après la cessation du bail de ce fermier, alors qu'il est établi en fait que la compagnie a connu la cessation du bail et par conséquent de tout risque de sinistre.

Toutefois, la compagnie qui n'a pas été officiellement avertie par l'assuré a droit à une indemnité équivalente au montant d'une prime annuelle.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Clermont, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la demande formée par la Compagnie d'assurance contre l'incendie *le Soleil*, contre Mullier, tendant à obtenir le paiement de 46 francs, montant de deux primes d'assurance échues l'une le 8 mars 1885, l'autre le 8 mars 1886, et subsidiairement, pour le cas où cette demande serait déclarée inadmissible, condamnation de Mullier à 150 francs de dommages-intérêts à titre d'indemnité de résiliation de police : — Attendu que, suivant police en date du 8 mars 1879, portant le numéro 18048, enregistrée à Clermont le 21 avril 1884, f° 31 v°, c. 4, Mullier avait fait assurer contre l'incendie, par la Compagnie du *Soleil*, pour une durée de dix années devant expirer le 8 mars 1888, savoir :

« 1° Jusqu'à concurrence de 25 200 francs, ses risques locatifs, comme occupant, à titre de locataire, une maison et dépendances sises à Etouy, appartenant à M. Four-nival ..... 25 200

« 2° Jusqu'à concurrence de 20 400 francs, différents bestiaux et une certaine quantité de fourrages garnissant ladite maison ..... 20 400

« Total..... 45 600

« Attendu que, des difficultés étant survenues entre les parties au sujet du paiement de la prime de 30 fr. 20 échue le 8 mars 1884, un jugement rendu en cette justice de paix, le 20 mai 1884, ayant aujourd'hui force de chose jugée, a décidé que ladite prime devait être réduite à 23 francs, à cause de l'avis donné par Mullier à la Compagnie, par lettre recommandée du 28 mars 1883, d'une diminution de 15 000 fr. sur l'importance des bestiaux et fourrages assurés, bien que cet avertissement n'eût été suivi par la négligence ou le mauvais vouloir de l'agent de la Compagnie, de la rédaction d'aucun avenant ; — Attendu que c'est comme conséquence du jugement que la Compagnie ne réclame plus aujourd'hui que 23 francs pour prime de chacune des années 1885 et 1886, dont Mullier refuse le paiement, prétendant d'abord que c'est à tort que la police d'assurance a été faite pour dix années jusques et y compris 1888, puisque son bail à Etouy finissait au 9 novembre 1884, époque à laquelle il cessait d'occuper cette ferme, dans laquelle il ne restait plus rien lui appartenant, et pour laquelle il avait cessé d'être exposé à aucuns

risques locatifs ; — Attendu que, d'après Mullier, la Compagnie n'ignorait pas que sa location à Etouy avait ainsi pris fin, puisque son directeur en faisait mention dans une lettre du 27 novembre 1884, à propos de meules dont il croyait pouvoir continuer l'assurance sur les terres de la ferme de la Tour, actuellement cultivées par Mullier, et qu'en outre ce fait a été encore confirmé par lui en présence de l'agent de la Compagnie à l'audience du 20 mai 1884 précitée, ainsi que ledit agent a pu le faire savoir à la Compagnie ; — Attendu que si la police d'assurance a été faite pour dix ans, ce ne peut être, à moins qu'on n'allègue qu'il y ait eu fraude, qu'avec le consentement de Mullier constaté par sa signature et que cette signature une fois donnée, tous les effets de cette police étaient soumis à l'exécution des clauses et conditions y stipulées ; — Attendu que parmi ces clauses aucune ne s'occupe spécialement, par prévoyance, du cas arrivé où l'assuré vient à cesser de courir aucun risque d'incendie, soit pour ses bestiaux et fourrages dont il s'est débarrassé par consommation ou par ventes en détail, soit pour les bâtiments dont il n'est plus locataire ; — Attendu néanmoins qu'il ressort de l'esprit de la police que la Compagnie doit toujours être prévenue d'une manière certaine et officielle, par l'assuré, de tout événement qui est survenu de nature à apporter une modification à la situation des deux parties, et que cet avertissement, quand il doit ou peut avoir pour résultat de précipiter la fin d'une assurance, doit être donné d'une manière précise et non sous forme incidente, comme il paraît

l'avoir été dans la lettre de Mullier du 28 mars 1883 ; mais que la raison se refuse à admettre qu'une Compagnie d'assurance puisse réclamer, pendant plusieurs années que la police a encore à courir, le paiement de primes annuelles ne pouvant plus avoir pour cause la responsabilité de la Compagnie en cas d'incendie ; — Attendu que le seul moyen qui nous apparaisse de concilier ces deux exigences, c'est de reconnaître que, l'assurance ayant pris fin *ipso facto*, avec l'année 1884, avant l'échéance de la prime du 8 mars 1885, la Compagnie n'ayant plus dès lors couru aucun risque de sinistre, Mullier, s'il se trouvait aussi déchargé du paiement de toutes primes annuelles, était astreint de payer à la Compagnie, pour résiliation d'assurance, le montant d'une année de prime à titre d'indemnité, de même qu'il y eût été obligé si, assuré pour dix ans, il eût, avant leur expiration, résilié son bail en cours d'exécution, sans imposer au propriétaire reprenant ses bâtiments la condition de continuer son assurance (art. 15, § 1<sup>er</sup>, de la police) ; — Attendu que les dépens doivent être mis à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, nous, juge de paix, statuant par jugement contradictoire en premier ressort ; — Déclarons la demande en paiement de 46 francs pour primes échues, formée par la Compagnie du *Soleil* contre Mullier, non recevable et mal fondée, et l'en déboutons ; et en ce qui concerne sa demande subsidiaire en paiement de 150 francs à titre d'indemnité de résiliation, déclarons réduire cette indemnité à 23 francs, montant d'une prime annuelle, et con-

dammons Mullier à lui payer cette somme de 23 francs avec intérêts tels que de droit, et à acquitter les dépens liquidés à... »

**Observations.** — Il paraît en effet très difficile d'admettre qu'une Compagnie d'assurance puisse continuer à réclamer des primes, lorsque tout risque de sinistre a disparu et que l'assuré n'a plus rien à garantir contre les chances d'incendie, soit parce qu'il n'a plus de mobilier, soit parce qu'il a cessé d'être fermier et n'a plus ni les bestiaux ni les fourrages qu'il avait voulu assurer; alors surtout que la Compagnie a connu cette situation nouvelle, elle doit être déclarée non recevable, car elle ne peut pas recueillir tout le profit, quand sa responsabilité n'existe plus en fait. Toutefois, l'assuré a certainement le devoir de prévenir officiellement la Compagnie et de demander la résiliation d'une police qui devient sans objet. S'il a négligé de prévenir la Compagnie, il est juste d'accorder à celle-ci une indemnité. L'indemnité accordée en pareil cas est ordinairement égale au montant d'une prime annuelle.

Tribunal de simple police du canton  
de Beaumont-le-Roger  
(Eure).

Présid. : M. BELLAUNAY \*, juge de paix.

26 juillet 1883.

*Enseignement primaire. — Père de famille. — Commission scolaire. — Récidive. — Renvoi devant le Tribunal de simple police. — Absence d'affichage antérieur. — Poursuite prématurée. — Relaxe.*

Il ne peut y avoir plainte adressée au

juge de paix et poursuite du délinquant qu'après deux infractions régulièrement poursuivies et punies par la commission scolaire.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police de Beaumont-le-Roger, en ces termes :

La cause appelée, le greffier a donné lecture d'une plainte adressée à M. le juge de paix du canton de Beaumont-le-Roger par M. l'inspecteur primaire de l'Académie de Caen, de laquelle il résulte que le sieur Hébert est en récidives multiples d'absence de son enfant à l'école de Beaumont-le-Roger. Cette lecture terminée, le prévenu comparait et reconnaît la contravention. — Le ministère public résume l'affaire et conclut à l'application de la loi. — Jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Vu les articles 12, 13 et 14 de la loi du 28 mars 1882 et 159 du Code d'instruction criminelle ; — En fait : — Attendu que, de la délibération de la commission municipale scolaire de la commune de Beaumont-le-Roger, en date du 17 juin dernier, il résulte que le sieur Hébert est en état de récidives continuelles d'absence de ses enfants, et qu'il ne s'est pas présenté devant la commission, ledit jour 17 juin, pour donner des explications ; — Attendu qu'il n'est point constaté au procès-verbal que la commission ait prononcé contre lui aucune des peines édictées par les articles 12 et 13 de la loi du 28 mars 1882 ; qu'aucune justification n'est faite à ce sujet ; qu'il résulte au contraire des explications données à cette audience par M. le commissaire de police, qu'aucun affichage ou inscription contre Hébert n'a eu

lieu ; — En droit : — Attendu que les dispositions de l'article 12 de la loi du 28 mars 1882 sont claires, précises, absolues ; qu'elles prévoient les cas d'absence de l'école, édictent des peines morales contre la personne responsable et imposent à la commission l'application d'une sanction différente selon la comparution ou le défaut de cette personne ; que, dans l'hypothèse de non-comparution, sans justification admise, la commission doit, en vertu de l'article 12, ordonner l'inscription édictée par l'article 13 ; — Attendu que, dans le cas de nouvelle infraction à la loi dans les douze mois, la commission constate cette récidive, et ordonne de nouveau l'inscription, mais en vertu du seul article 13 ; — Attendu qu'il ressort de la loi que, si la personne responsable fait d'une manière constante défaut devant la commission, deux affiches doivent précéder la constatation d'une deuxième récidive et toute poursuite en justice ; — Attendu que, sur ce point, les motifs de la loi sont conformes à son texte ; qu'en effet M. le ministre, dans la discussion, a déclaré formellement que le père de famille devait, pour tomber sous l'application de l'article 14, avoir encouru deux condamnations devant la commission scolaire ; — Attendu du reste que le rapporteur a recommandé une extrême prudence dans l'application de cette loi ; — Attendu que, dans l'espèce, le sieur Hébert n'a jamais comparu devant la commission scolaire ; que c'était le cas de lui appliquer les articles 12 et 13 de la loi du 28 mars 1882, et qu'il ne pouvait être déféré au Tribunal avant que la commission n'ait statué à son égard ; — Par ces motifs,

— Dit que l'action du ministère public est prématurée ; qu'elle ne peut être accueillie ni entraîner l'application des pénalités édictées par l'article 14 de la loi invoquée ; — Faisant application de l'article 159 du Code d'instruction criminelle ; — ANNULE la citation en date du 20 juillet, et déclare l'action non recevable ni fondée ; — Relaxe le sieur Hébert des poursuites du ministère public, sans dépens. »

**Observations.** — Voir en ce sens d'assez nombreuses décisions, notamment Trib. corr. d'Amiens, 22 mai 1883 ; d'Alençon, 18 mai 1883, etc. ; DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4<sup>e</sup> édit., *Appendices*, n<sup>os</sup> 29 et suiv., 59. Voir toutefois l'arrêt de la Cour de cassation du 4 août 1883, lequel établit une distinction. — En tous cas, il n'est pas douteux que la poursuite en simple police ne soit inadmissible, lorsque aucun affichage n'a encore été ordonné.

---

**Trib. de simple police de Saint-Germain en Laye**  
(Seine-et-Oise).

*Président* : M. ALPH. BOULÉ, *juge de paix*.

25 avril 1883.

*Nourrice. — Certificat. — Procès-verbal.*  
*Force majeure.*

La nourrice qui a commencé à nourrir un enfant deux jours avant d'avoir obtenu ses certificats n'est pas passible des peines de la contravention, si des circonstances de la cause il résulte la preuve que le retard dans l'obtention des certificats provient d'une force majeure.

Il en est ainsi surtout lorsqu'il est constant que la nourrice remplit toutes les conditions nécessaires de santé.



Ainsi jugé, par le Tribunal de simple police de Saint-Germain en Laye, dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Vidant le délibéré ordonné à une audience précédente, après avoir entendu le ministère public en ses conclusions et la prévenue en ses moyens de défense : — Attendu que la femme Clérambourg est poursuivie pour s'être chargée de l'enfant Davoust le 22 février 1883 et n'avoir obtenu ses certificats que le 24 ; — Attendu que cette femme est la tante du nourrisson, qui lui a été amené de Morainvilliers à Saint-Germain en Laye, où elle demeure ; — Qu'elle prétend avoir fait les diligences nécessaires pour se mettre en règle ; — Attendu que pour ce fait il a fallu s'adresser aux deux municipalités de Morainvilliers et de Saint-Germain, relativement éloignées l'une de l'autre ; — Que l'esprit de la loi du 23 septembre 1874 est avant tout d'assurer la santé de l'enfant, et que la nourrice, abstraction faite de sa qualité de tante (laquelle devait dans tous les cas lui faire prendre le nourrisson quand même), ne pouvait sans inhumanité lui refuser le sein, sous prétexte que ses certificats n'étaient pas encore régularisés ; — Que cette femme, qui remplit d'ailleurs toutes les conditions nécessaires de santé, s'est trouvée sous le coup d'une force majeure qui efface la contravention ; — Par ces motifs, — Déclare la contravention non établie ; en conséquence renvoie la prévenue de la poursuite sans dépens. »

des enfants du premier âge, a prescrit aux gens qui font métier de nourrir et de recevoir des enfants en bas âge des obligations très étroites. Spécialement, aux termes de l'article 8 de cette loi, toute personne qui prend un nourrisson est tenue de se munir *préalablement* des certificats exigés par les règlements, pour indiquer son état civil et justifier de son aptitude à nourrir un enfant. Et d'autre part, la nourrice qui a reçu un enfant est tenue, aux termes de l'article 9, d'en faire la déclaration à la mairie de sa commune dans les trois jours de l'arrivée de l'enfant. Il y aurait donc, aux termes de l'article 8 précité, contravention dans le fait d'avoir accepté le nourrisson sans s'être au préalable muni des certificats exigés par la loi et les règlements. Le juge de police, dans l'espèce actuelle, a pensé que ces prescriptions de la loi ne pouvaient pas être toujours appliquées à la lettre ; que l'obtention préalable des certificats ne devait point être exigée rigoureusement lorsque des circonstances de fait, l'éloignement constituant une sorte de force majeure, avaient rendu impossible cette obtention préalable. Cette manière de voir est-elle rigoureusement juridique en présence d'un texte aussi formel que l'article 8 ? Nous n'osons l'affirmer ; mais il faut reconnaître que la rédaction de cet article est très certainement critiquable ; que la solution du Tribunal de police de Saint-Germain est, vu les circonstances de la cause, absolument fondée et équitable en fait.

**Observations.** — La loi du 23 septembre 1874, relative à la protection

Justice de paix du cant. de Montmorillon  
(Vienne).

Président : M. Ca. FORTIN, juge de paix.

24 octobre 1884.

Assurances. — Incendie. — Logement  
militaire. — Agent d'assurances. —  
Responsabilité.

Lorsque la police d'assurance porte que la compagnie n'est pas responsable des sinistres qui se déclarent dans les bâtiments occupés par des troupes de passage, l'assuré, victime d'un incendie survenu après le passage de troupes logées dans ses bâtiments, n'a aucun recours contre la Compagnie, ni même contre l'agent de cette Compagnie qui lui aurait promis de s'occuper de son affaire.

Un tel propos n'engage pas la responsabilité personnelle de l'agent, lequel n'a fait cette promesse qu'en cette qualité, si d'ailleurs il est constant qu'il a accompli en cette circonstance les formalités qui lui incombaient comme représentant la Compagnie.

L'assuré n'est donc ni recevable ni fondé à actionner personnellement l'agent en paiement du montant du sinistre.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix du canton de Montmorillon, dans les termes suivants :

Par citation de M<sup>e</sup> Puissesseur, huissier à Montmorillon, en date du 14 octobre courant, enregistrée, le sieur Biuggi a fait appeler le sieur Tabuteau à notre audience du 17 du même mois, pour : « Attendu que Biuggi est locataire d'une maison sise à Montmorillon et appartenant à M<sup>me</sup> veuve Lelarge ; qu'il a assuré cette maison contre l'incendie à la Compagnie d'assurances générales, dont le sieur Tabuteau est l'agent principal à Montmorillon ; — Attendu que, le 13 septembre dernier, Biuggi, ayant eu à loger des mili-

taires de passage à Montmorillon, les installa au rez-de-chaussée de cette maison ; que les militaires sont partis le 15 septembre ; que, le lendemain au matin, s'étant aperçu que le feu s'était déclaré dans l'appartement occupé par eux, il se mit en demeure de l'éteindre, et alla aussitôt chercher le sieur Tabuteau, pour lui faire constater le dégât et faire sa déclaration ; que le sieur Tabuteau vint sur les lieux et dit à Biuggi de ne pas s'en occuper, qu'il en faisait son affaire ; que, quelques jours après, il déclara à Biuggi que la Compagnie lui avait écrit qu'elle n'était pas responsable de l'incendie causé par des troupes de passage ; qu'à ce moment-là il était trop tard pour que le requérant pût faire à la mairie sa demande d'indemnité, ce qu'il n'eût pas manqué de faire si Tabuteau ne lui avait pas dit, le 16 septembre, qu'il faisait son affaire de cet accident ; que c'est donc par le fait de Tabuteau que Biuggi ne peut obtenir de l'administration le remboursement des dommages éprouvés par lui ; en conséquence, voir dire qu'il est responsable des dommages éprouvés par le demandeur et s'entendre condamner à payer à Biuggi la somme de 150 francs, à titre de dommages-intérêts et pour réparation de ce préjudice et aux dépens, offrant, en cas de difficultés sur la somme réclamée, de faire expertiser ce que coûtera la réparation du dégât causé par l'incendie. Sous toutes réserves. »

A cette audience, le sieur Tabuteau a dit qu'il s'était présenté chez Biuggi, le 16 septembre au matin, comme représentant la Compagnie d'assurance *la Générale*, qu'il ne lui a rien promis en son nom personnel ;

qu'il lui a dit seulement qu'il allait faire le nécessaire ; qu'en effet, sans exiger de lui la déclaration prescrite par l'article 22 de sa police, il a écrit le même jour à la Compagnie pour lui faire connaître le sinistre, que celle-ci lui répondait, le 17, par une lettre reçue le 18 septembre au matin, qu'il n'avait à tenir aucun compte de la réclamation de Biuggi, en s'appuyant sur l'article 4 de sa police ; qu'au reçu de cette lettre, il l'avait portée, le matin même, chez Biuggi, pour qu'il connaisse bien la décision de la Compagnie et s'adresse à la mairie, puisqu'il se trouvait encore dans les délais, ce qu'il n'avait pas fait.

Biuggi a dit qu'il était absent quand Tabuteau était venu chez lui lui faire connaître la décision de la Compagnie ; il a soutenu qu'il ne s'était pas adressé à la mairie, d'abord parce qu'il ignorait le contenu de l'article 4 de sa police, et ensuite parce qu'il s'en rapportait à la promesse du défendeur, qui avait même dit à M<sup>me</sup> veuve Lelarge, sa propriétaire, qu'elle n'avait rien à faire, qu'étant assurée, elle n'avait pas à s'occuper de son affaire.

Le sieur Tabuteau a reconnu qu'en effet il avait remis, le 18 septembre, la lettre de la Compagnie à la femme Biuggi, en l'absence de son mari, et qu'en sa qualité d'agent de la société *la Générale* il avait dit à M<sup>me</sup> veuve Lelarge de ne pas s'occuper de cette affaire qui était toute entre Biuggi et lui, comme représentant la Compagnie, et a soutenu que ledit Biuggi connaissait parfaitement la teneur de l'article 4 de sa police, puisque, le 16 septembre au matin, le sieur Rat, marchand de bois à Montmorillon, qui se trouvait

avec lui, l'avait prévenu que son affaire regardait la mairie, et qu'il n'avait que trois jours pour faire sa déclaration, ce à quoi il lui avait répondu qu'il attendait M. Tabuteau, agent de la compagnie à laquelle il était assuré.

Biuggi a reconnu avoir été en effet prévenu par le sieur Rat, a dit qu'il n'avait pas usé de cet avis, parce qu'il s'en était rapporté aux promesses du défendeur, et a offert de prouver par témoins : 1<sup>o</sup> que Tabuteau lui a dit de ne pas s'en occuper, qu'il en faisait son affaire ; 2<sup>o</sup> qu'il avait dit à M<sup>me</sup> veuve Lelarge, sa propriétaire, qu'elle n'avait rien à faire, qu'étant assurée elle n'avait pas à s'en occuper.

La cause en cet état, nous avons renvoyé l'affaire et les parties à notre audience du 24 du même mois, pour être statué par nous ce qu'il appartiendrait, et à l'audience de ce jour, il a été rendu le jugement suivant, en présence des parties :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant en premier ressort, ouïes les parties en leurs dires et moyens ; — Vu l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 25 mars 1838 : — Attendu que Biuggi base sa demande contre Tabuteau sur ce fait, qu'étant assuré à la société *la Générale*, suivant police n<sup>o</sup> 979, en date du 1<sup>er</sup> octobre 1881, dont il est l'agent pour l'arrondissement de Montmorillon, il l'avait prévenu, le 16 septembre dernier au matin, dès qu'il s'était aperçu qu'un incendie avait éclaté chez lui, et que, s'étant transporté à son domicile, il lui avait dit de ne pas s'en occuper, qu'il en faisait son affaire ; d'où il tire cette conséquence que, par cette promesse, Tabuteau l'ayant empêché

de faire dans les délais voulus sa déclaration à la mairie, pour demander une indemnité qui lui aurait été sûrement accordée, il ne peut aujourd'hui que s'adresser personnellement à lui, puisque la Compagnie *la Générale* refuse de l'indemniser de ses pertes ; — Attendu que Tabuteau reconnaît bien avoir dit à Biuggi qu'il allait faire le nécessaire, mais comme agent de la société *la Générale*, qu'il n'a point promis de le payer personnellement de son sinistre ; qu'ainsi qu'il l'avait promis il avait écrit le même jour à la Compagnie, qui lui répondait le lendemain en lui disant, dans sa lettre reçue le 18 septembre dernier au matin, qu'il n'avait à tenir aucun compte de la réclamation de Biuggi, en s'appuyant sur l'article 4 de la police, qui porte : « La compagnie « n'est pas responsable des incendies « qui se déclarent dans les bâtiments « occupés en tout ou partie par des « troupes françaises ou étrangères « en passage » ; — Attendu que Biuggi prétend à tort qu'il a signé sa police sans la lire et sans connaître la teneur de l'article 4 ; que cette prétention de sa part est d'autant moins admissible qu'il est reconnu aux débats que, le 16 septembre au matin, il a été prévenu par le sieur Rat que son affaire regardait la mairie et qu'il n'avait que trois jours pour faire sa déclaration, ce à quoi il avait répondu qu'il ne s'était pas adressé à la mairie, parce qu'il attendait le sieur Tabuteau, représentant la Compagnie à laquelle il était assuré ; — Attendu que Tabuteau reconnaît avoir dit à M<sup>me</sup> veuve Lelarge de ne pas s'occuper de cette affaire, qui était toute entre Biuggi et lui, comme représentant de la

Compagnie ; que ledit Biuggi offre de prouver par témoins : 1<sup>o</sup> que Tabuteau lui a dit de ne pas s'en occuper, qu'il en faisait son affaire ; 2<sup>o</sup> qu'il avait dit à M<sup>me</sup> veuve Lelarge qu'elle n'avait rien à faire, qu'étant assurée elle n'avait pas à s'en occuper ; — Attendu que les faits dont Biuggi offre la preuve, seraient-ils reconnus vrais par témoins, ne changeraient rien à notre conviction sur l'affaire portée devant nous, ces faits ayant été débattus à l'audience ; qu'il est certain que Tabuteau n'a point promis de payer personnellement et de ses deniers le sieur Biuggi ; qu'il a seulement agi en qualité de représentant de la société *la Générale*, et qu'il a rempli, en cette circonstance, les formalités qui lui incombait comme agent de ladite Compagnie ; faits si vrais que le demandeur lui-même, dans sa citation, le qualifie d'agent d'assurances, quand il est généralement connu, depuis longtemps, comme exerçant la profession de clerc de notaire ; — Attendu que Biuggi, prévenu de suite par le sieur Rat qu'il avait trois jours pour faire sa déclaration à la mairie, n'en a rien fait ; qu'avisé le 18 de la décision de la Compagnie, il pouvait lire, s'il ne l'avait déjà fait, l'article 4 de sa police, et était encore à temps pour faire sa déclaration ; qu'il en a agi autrement malgré les avis, et que ce n'est qu'à sa seule négligence qu'il doit la position fâcheuse qu'il s'est faite ; — Attendu qu'il résulte de tout ce que dessus que, si Biuggi voulait poursuivre la Compagnie en paiement des dégâts occasionnés par son sinistre, il devait s'adresser directement à elle, et non pas à Tabuteau, son agent ; que son action

contre ce dernier n'est ni fondée ni recevable ; — Par ces motifs, sans admettre la preuve offerte par Biuggi, disons sa demande contre Tabuteau ni fondée ni recevable, l'en renvoyons et le condamnons en tous les dépens. »

**Observations.** — L'agent d'une compagnie d'assurance n'est, vis-à-vis des assurés, qu'un intermédiaire entre eux et la compagnie. Le fait qu'il a promis à un assuré de s'occuper du règlement d'un sinistre ne saurait donc engager sa responsabilité personnelle, à moins de faute lourde dûment démontrée. Si l'agent qui a fait une telle promesse a fait son devoir en signalant le sinistre à la compagnie, il a rempli sa promesse et ne saurait être assigné personnellement en paiement du montant du sinistre. Dans l'espèce actuelle, la véritable faute était imputable au sinistré, qui avait été prévenu qu'il avait trois jours pour faire sa déclaration à la mairie, et qui a négligé de remplir cette formalité. Il ne pouvait donc s'en prendre qu'à lui-même du préjudice qu'il a subi.

**Justice de paix du canton de Campan**  
(Hautes-Pyrénées).

*Prés. : M. RÉMI LÉBÉ, O. A., juge de paix.*

18 juin 1886.

*Demande en livraison de deux chevaux, ou en paiement de 200 francs pour leur valeur. — Intervention. — Preuve testimoniale. — Commencement de preuve par écrit. — Preuve par témoins irrecevable. — Aveu indivisible.*

Est indivisible l'aveu fait par une partie qu'elle a reçu en garde de leur proprié-

taire deux chevaux pour les loger et nourrir pendant l'hiver et ce, moyennant salaire. Ces animaux doivent donc être rendus à celui qui les a ainsi donnés en garde, ou à ses héritiers ou représentants légaux.

Le tiers qui les revendique, en prétendant les avoir achetés du propriétaire, est tenu de justifier par titre de son acquisition.

Cette preuve ne peut résulter d'une quittance dans laquelle rien n'établit qu'elle s'applique aux animaux en litige. Une telle quittance ne peut même valoir comme commencement de preuve par écrit.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix de Campan, dans les circonstances que voici :

Par exploit de Colat, huissier à Campan, à la date du 19 mai dernier; le sieur François Danglade fit citer le sieur Augustin Despiau-Peyralade pour avoir à comparaître devant M. le juge de paix de Campan, à l'effet de s'y entendre condamner à faire la remise au requérant d'un cheval et d'une jument lui appartenant, que ledit Despiau détient sans droit ni qualité, et à défaut de faire cette remise en nature dans le délai qui sera fixé par le jugement à intervenir, s'entendre ledit Despiau condamner à payer au requérant la somme de 200 francs pour la valeur des chevaux dont il s'agit avec les intérêts de droit et les dépens dans lesquels seront compris les frais d'un billet d'invitation qui a précédé cette citation; sous toutes réserves.

Le sieur Despiau répondit aux fins de la présente citation susrelatée par des conclusions écrites, ainsi conçues :

« Plaise à M. le juge de paix,

— Donner acte au concluant de sa déclaration que c'était pour le compte du sieur Jean-Pierre Fages père, guide à Bagnères, et à suite de conventions faites avec celui-ci qu'il avait reçu au commencement de novembre 1885, pour les garder et les nourrir moyennant salaire, le cheval et la jument revendiqués actuellement par Danglade; lesquels animaux étaient la propriété de Fages; moyennant cet aveu, indivisible aux termes de l'article 1356 du Code civil, rejeter la demande dudit Danglade et le condamner aux dépens et en 50 francs de dommages; — Rejeter toutes offres de preuve qui seraient formulées par l'adversaire comme irrecevables, injustes, mal fondées, inadmissibles et non pertinentes. Donner également acte au concluant de sa déclaration qu'il adhère à l'intervention de M<sup>e</sup> Pécoudon, curateur à la succession vacante Fages, lequel déclarera prendre fait et cause dudit concluant, et moyennant ce, mettre ce dernier hors de cause; — Le sieur Loncan (Jean-Baptiste), agissant comme mandataire de M. Pécoudon, déposa sur le bureau des conclusions écrites de son mandant ainsi conçues :

« Plaise à M. le juge de paix, — Recevoir le concluant, en sa qualité de curateur à la succession vacante de Jean-Pierre Fages, de Bagnères, par jugement du 12 mai 1886, partie intervenante dans l'instance en revendication et remise d'un cheval et d'une jument engagée par François Danglade contre Augustin Despiau-Peyralade, quoi fait, et vu l'aveu inadmissible dudit Despiau, rejeter la demande du sieur Danglade comme injuste, mal fondée

et non justifiée, avec dépens et 50 francs de dommages. — Rejeter aussi toutes offres de preuves qui seraient formulées par ledit Danglade pour justifier sa demande comme non pertinentes et inadmissibles, aux termes de la loi et notamment de l'article 1341 du Code civil; — Donner acte au concluant en qualité, de sa déclaration qu'il prend le fait et cause de Despiau. »

De son côté, le sieur Danglade complète ses précédentes conclusions prises dans l'exploit introductif d'instance, par d'autres écrites ainsi conçues :

« Attendu que le concluant est bien légitimement propriétaire de deux chevaux à lui vendus par le sieur Fages (Pierre), qu'il convient de préciser en premier lieu que Danglade est propriétaire du cheval en vertu d'une obligation en date du 20 février 1885; — Que le cheval dont s'agit étant sa propriété, doit lui être remis par ledit Despiau, le concluant n'ayant jamais refusé de verser en ses mains les frais de nourriture et de garde, mais à la condition expresse que ces frais de garde et de nourriture seront demandés et accordés dans de légitimes proportions; — Qu'on ne s'explique pas la résistance du gardien du cheval, et encore moins l'intervention d'instance irrégulière en la forme de M<sup>e</sup> Pécoudon, avoué, et ses parties; — En ce qui concerne la jument: — Attendu que Danglade a, par l'intermédiaire de son fils, confié la jument audit Despiau, pour l'avoir acquise dudit Pierre Fages; — Qu'à ce dernier point de vue le concluant offre d'établir l'achat de ladite jument ainsi que le paiement du prix; — Qu'aus surplus,



le sieur Despiau ne peut, en droit, refuser de rendre à Danglade la jument dont s'agit, le gardien étant tenu de l'obligation de remettre l'objet à la personne même qui l'a confié à sa garde ; — Attendu que l'intervention de M<sup>e</sup> Pécoudon est irrégulière dans la forme, comme ne s'étant pas produite dans les formes légales ; — Qu'il est inexplicable en droit et en fait que M<sup>e</sup> Pécoudon, par de simples conclusions ait pu paralyser l'action de Danglade concluant ; — Que ce dernier n'a pas à intervenir dans les questions relatives à la succession de Pierre Fages ; — Qu'il ne doit rien à ce dernier et qu'il n'a et ne revendique qu'une seule qualité, celle d'acquéreur du cheval et de la jument ; — Que toute la question réside sur ce point : — Oui ou non, Danglade est-il propriétaire des deux animaux ? — Par ces motifs, — Plaise à M. le juge de paix, — Condamner le sieur Despiau-Peyralade à remettre les deux animaux dont s'agit dans les vingt-quatre heures de la signification du jugement à intervenir, sous peine d'une indemnité de 40 francs par chaque jour de retard, avec dépens ; — Offrant le concluant, comme il l'a toujours fait, de payer les frais de garde et de nourriture qui seront légitimement dus audit Despiau-Peyralade. »

Le 18 juin 1886, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que l'intervention de M<sup>e</sup> Pécoudon se justifie par le jugement du Tribunal de Bagnères, en date du 12 mai 1886, et par lequel ledit Pécoudon a été nommé curateur à la succes-

sion vacante de Jean-Pierre Fages ; — Attendu que Despiau ne conteste pas cette intervention, que dès lors il y a lieu de l'accueillir ; — Attendu que Despiau demande acte de sa déclaration qu'il a reçu de Jean-Pierre Fages, guide à Bagnères et à suite de conventions intervenues avec lui, les deux animaux dont s'agit, au commencement de novembre dernier pour les loger et nourrir pendant la saison d'hiver et ce, moyennant salaire ; — Attendu que l'aveu de Despiau est indivisible aux termes de l'article 1336 du Code civil ; — Attendu que Danglade n'établit pas par un titre régulier la légitimité de sa demande, que le titre produit par lui, et qui sera enregistré par les soins du greffier, avec le présent, n'établit pas taxativement que Danglade soit devenu propriétaire de l'un ou l'autre des deux chevaux qu'il revendique ; — Que ledit titre ne suffit pas, dès lors, pour établir la légitimité de sa demande ; — Qu'en effet, Jean-Pierre Fages, guide, pouvait avoir d'autres chevaux que ceux livrés à Despiau au moment où fut écrite la quittance du 20 février 1885 ; — Attendu qu'en tout état de cause Danglade n'établit à aucun point de vue la légitimité de sa demande en ce qui concerne la jument ; — Attendu, quant à la preuve offerte, qu'il s'agit dans l'espèce d'animaux d'une valeur supérieure à 150 francs, que dès lors la preuve testimoniale n'est pas admissible en droit ; — Attendu que Danglade argumenterait en vain du titre ci-dessus, comme constituant un commencement de preuve par écrit, que pour qu'il en fût ainsi, il faudrait que le titre pro-

duit rendit vraisemblable le fait allégué ; que dans l'espèce il n'en est point ainsi, que rien en effet, dans le titre produit, ne fait présumer que le cheval vendu par Jean-Pierre Fages à Danglade soit ou ne soit pas celui livré par Jean-Pierre Fages à Despiau ; — Qu'il n'y a lieu, dès lors, de s'arrêter à la demande de Danglade avec d'autant plus de raison qu'elle s'est produite plusieurs mois après la mort de Fages, et alors qu'il savait ou devait savoir que la succession était vacante ; — Attendu que les dépens sont la conséquence de toute condamnation en vertu de l'article 130 du Code de procédure civile ; — Par ces motifs, — Jugeant en premier ressort, et sans nous arrêter à la preuve testimoniale inadmissible en droit ; — Donnons acte à Despiau de sa déclaration que c'était pour le compte de Jean-Pierre Fages, guide à Bagnères, et à suite de conventions faites avec celui-ci qu'il avait reçu au commencement de novembre 1885, pour les garder et les nourrir moyennant salaire, le cheval et la jument revendiqués par Danglade ; — Lui donnons également acte de sa déclaration qu'il adhère à l'intervention de M<sup>e</sup> Pécoudon, en sa qualité de curateur à la succession vacante Fages, lequel déclare prendre fait et cause de Despiau ; — Donnons acte à M<sup>e</sup> Pécoudon de sa déclaration qu'il prend le fait et cause de Despiau ; — Recevons M<sup>e</sup> Pécoudon, en sa qualité, partie intervenante dans la cause, et prenant droit des articles 1341 et 1348 du Code civil, de l'acte prétendu de vente du 20 février 1885, qui sera enregistré par les soins du greffier avec le présent ; — Des faits et cir-

constances de la cause prenant droit encore de la déclaration de M<sup>e</sup> Pécoudon qu'il prend le fait et cause de Despiau ; — Rejetons la demande de Danglade, l'en déboutons, le condamnons aux dépens, mettons Despiau hors d'instance, toujours avec dépens supportés par Danglade lesdits dépens liquidés à la somme de 11 fr. 84, en ce non compris les frais d'enregistrement du titre prémentionné, ni ceux d'expédition et de notification d'icelui auxquels il demeure pareillement condamné, s'il y donne lieu. »

**Observations.** — Nous n'avons pas sous les yeux le titre produit par le demandeur, nous ne pouvons donc l'apprécier ni dire si, à notre sens, ce titre était ou non de nature à rendre vraisemblable le fait allégué. Toutefois des constatations du jugement il résulte que rien dans le titre dont s'agit ne faisait présumer que le cheval vendu par Fages à Danglade fût ou ne fût pas celui qui avait été confié à Despiau. Le titre ne pouvait donc avoir aucune valeur probante, et c'est avec raison que le juge saisi a refusé de le considérer comme un commencement de preuve par écrit. Dans de telles questions, d'ailleurs, le juge du fait a nécessairement tout pouvoir d'appréciation et doit se déterminer d'après les circonstances de la cause. En l'espèce, le détenteur des animaux litigieux ne refusait pas de les rendre à qui de droit, il déclarait les tenir en garde pour le compte du propriétaire Fages, qui les lui avait confiés. De son aveu indivisible, il résultait implicitement qu'à sa connaissance du moins, les deux chevaux n'avaient pas cessé d'appar-



tenir à Fages. La prétendue vente dont excipait le demandeur ne pouvait donc être reconnue en justice qu'autant qu'elle eût été régulièrement prouvée. Cette preuve faisant défaut, c'est avec raison que le magistrat saisi a débouté le demandeur des fins de sa demande.

**Justice de paix de Mont-Saint-Vincent**  
(Saône-et-Loire).

*Président*: M. LAIZON, juge de paix.

18 août 1885.

*Diffamation. — Injure. — Provocation.*  
*— Excuse inadmissible. — Dommages-intérêts.*

La provocation n'est une excuse de l'injure qu'autant qu'elle a précédé de très peu de temps l'injure, en sorte que celle-ci ne serait qu'une riposte.

Un propos injurieux dans ses termes peut être en même temps une diffamation, s'il renferme l'imputation d'un fait précis et déterminé.

L'excuse de la provocation n'est pas admissible en matière de diffamation.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix de Mont-Saint-Vincent, dans les circonstances que voici :

Par exploit de l'huissier Bouillot, de Mont-Saint-Vincent, en date du 17 juillet 1885, le sieur Jean Voisin, sabotier, et Jeanne Perron, sa femme, demeurant à la Grenouille, commune de Saint-Clément-sur-Guye, ont fait citer par-devant M. le juge de paix de Mont-Saint-Vincent le sieur Louis Bonouvrier, propriétaire au même lieu, en paiement de la somme de 500 francs à titre de dommages-intérêts pour diffamation et injure.

A l'audience du 31 juillet, le défendeur reconnut certains faits diffamatoires et dénia les autres, et il prétendit pour excuse qu'il avait été provoqué.

Les parties étant par suite contraires en fait, une enquête fut ordonnée.

Le 14 août 1885, après enquête et contre-enquête, jugement définitif en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement interlocutoire en date du 31 juillet dernier ; — Vu les dépositions des témoins cités à la requête des époux Voisin et de Bonouvrier ; — Oui les parties en leurs explications ; — Vu également l'article 29 de la loi du 27-29 juillet 1881 : — Attendu qu'aux termes de l'article 595 de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent sans appel jusqu'à la valeur de 100 francs et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever des actions civiles pour diffamation verbale et pour injures publiques ou non publiques ; — Attendu qu'il résulte de l'enquête que Bonouvrier a sans y avoir été provoqué diffamé les époux Voisin et cherché à leur nuire dans l'opinion publique ; — Qu'en effet, apercevant Voisin qui passait près de lui, il a dit au témoin Perraut, le jeudi matin 4 juin dernier : « La femme Voisin a pris « une pioche dans ma cour pour la « porter auprès de la voiture de « la femme Pègne ; cette pioche « avait servi à ouvrir la voiture lors- « qu'on avait volé les marchandises « de cette femme » ; ajoutant : « Du « reste les Voisin sont des associés « de voleurs » ; — Que le lundi suivant il a encore dit au même témoin

qui l'avertissait que Voisin venait de passer pour aller à Mont-Saint-Vincent se plaindre à qui de droit des propos par lui tenus et cités plus haut : « Oui, Voisin est un voleur et un associé de voleurs » ; — Attendu que de l'enquête il résulte encore que ledit jour 4 juin, dans la soirée, Bonouvrier a injurié les demandeurs en leur disant, au moment où ils passaient devant leur habitation, sur la voie publique : « Oui, vous êtes des voleurs, des associés de voleurs » ; — Que ces faits rapportés par la femme Mazoyer sont confirmés en partie par la femme Dumazet, témoin cité à la requête de Bonouvrier, que ce témoin dit en effet avoir dans les circonstances de temps et de lieu ci-dessus rappelées, entendu Bonouvrier répondre à la femme Voisin : « Race de voleurs. » — Attendu que Bonouvrier invoque comme excuse des injures par lui proférées qu'il aurait été provoqué soit le 4 juin, soit les jours précédents ; — Attendu que la provocation dont excipe le défendeur comme ayant eu lieu le 4 juin n'existe pas ou tout au moins n'a pas été établie ; — Que la femme Dumazet, citée à cet effet, n'a rien pu dire à ce sujet ; — Qu'elle a seulement entendu la femme Voisin dire : « Répète-le voir » ; que ces mots ne sauraient constituer la provocation, mais semblent plutôt établir que des propos injurieux venaient déjà d'être prononcés, puisqu'elle mettait le défendeur au défi de les répéter ; que, de plus, la femme Mazoyer, qui à ce moment a vu venir Bonouvrier d'un peu loin, n'a ni vu ni entendu les époux Voisin le provoquer soit par des gestes soit par des paroles ; — Attendu, en

ce qui concernerait la provocation datant des jours précédents, que cette excuse n'est point admissible ; — Qu'en effet, en admettant même qu'elle ait eu lieu, il faut pour que les injures soient excusables, qu'elles soient la riposte d'autres injures auxquelles on entend ainsi répondre ; — Que dans ce cas elles sont compensées les unes par les autres, que si toutefois la provocation et l'injure n'ont pas été précisément simultanées, il faut au moins qu'un temps très court se soit écoulé entre elles ; en un mot qu'une corrélation très grande existe entre la provocation et l'injure, d'où cette conséquence que si le temps écoulé entre la prétendue provocation et l'injure a été suffisant pour permettre de supposer sinon l'oubli de l'outrage dont on a été victime, du moins un certain apaisement dans le ressentiment, l'injure proférée quelque temps après sans une nouvelle provocation ne saurait être excusée (Just. de paix d'Yvetot, 1<sup>re</sup> août 1881) que telle serait, le cas échéant, la situation de Bonouvrier si l'on ajoutait foi à son allégation ; — Attendu que les propos dont s'agit sont tout à la fois diffamatoires, puisqu'ils renferment l'imputation d'un fait précis et déterminé et injurieux, puisque, outre les caractères outrageants dont ils sont empreints, ils sont l'appropriation aux demandeurs d'un vice déterminé ; que de pareils propos, dont les uns ont été proférés sur la voie publique d'un ton assez élevé pour être entendus soit des voisins, soit des passants, sont de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération des demandeurs ; qu'ils ont été dits avec malveillance et intention de nuire ; qu'ils

motivent l'application des articles 1382 et 1383 du Code civil ; — Mais attendu que la somme réclamée est exagérée ; qu'elle est hors de proportion avec le préjudice causé et la situation respective des parties ; que de plus il faut tenir compte de l'état d'animosité dans lequel vivent les parties et par suite ramener dans des limites plus équitables le montant des dommages-intérêts à allouer ; — Attendu que les dépens doivent rester à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort, condamnons le défendeur à payer aux demandeurs la somme de 50 francs à titre de dommages-intérêts pour les causes énoncées en la citation et le condamnons aux dépens. »

Le sieur Bonouvrier a fait appel de cette sentence et, par jugement en date du 23 mars 1886, le Tribunal de première instance de Chalon-sur-Saône a statué en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Parties ouïes par l'organe de leurs avocats, M. le procureur de la République en ses conclusions, après en avoir délibéré : — Attendu que par jugement contradictoire en date du 14 août 1885 et à la suite d'enquête et de contre-enquête, M. le juge de paix de Mont-Saint-Vincent a condamné Bonouvrier à payer aux mariés Voisin la somme de 50 francs pour réparation du dommage qu'il leur a causé par des propos injurieux et diffamatoires ; — Attendu que sans nier l'exactitude des propos par lui proférés les 4 et 8 juin 1885, Bonouvrier a interjeté appel du jugement

dont s'agit pour deux motifs : le premier tiré de ce que le premier juge devait admettre l'excuse de provocation présentée par le défendeur ; le second tiré de ce que la somme de 50 francs de dommages-intérêts est exagérée, alors même que la réclamation des mariés Voisin serait fondée en droit ; — Sur le premier moyen : — Attendu que les propos tenus le 4 juin par Bonouvrier au témoin Perraut constituent une diffamation puisqu'il ne s'est pas borné à dire : « Les mariés Voisin sont des voleurs, des associés de voleurs », mais qu'il « assurait » en même temps que la dame Voisin avait participé à un vol déterminé ; — Qu'aux termes de l'article 32 de la loi du 29 janvier 1881, l'excuse de la provocation n'est point admissible en matière de diffamation ; — Attendu qu'en outre Bonouvrier a dit publiquement aux mariés Voisin le 4 juin et le 8 juin : « Oui, vous êtes des voleurs et des associés de voleurs » que si ces propos peuvent être considérés comme de simples injures, il n'est point établi que ces injures aient été précédées d'une provocation ; que cette provocation ne résulte ni des enquêtes, ni des faits de la cause ; que si le témoin dame Dumazet a entendu le 4 juin la femme Voisin dire à Bonouvrier : « Répète-le voir », ces expressions prouvent seulement que Bonouvrier en passant venait déjà de proférer des injures, et ne sauraient être considérées comme une provocation ; — Attendu qu'il n'est pas davantage établi que les mariés Voisin aient, les jours précédents, provoqué par leurs discours les injures des 4 et 8 juin ; mais que ces faits antérieurs, fussent-ils prouvés, ne

pourraient être invoqués comme une excuse légale ; — Qu'en effet, si la loi n'a pas considéré la simultanéité comme une circonstance essentielle pour l'admission de l'excuse, il est rationnel d'admettre que l'intervalle qui peut séparer les deux actes ne peut s'étendre au-delà de quelques instants dans la plupart des cas, parce que la provocation est une véritable excuse, et que lorsque l'émotion causée par l'attaque a cessé et que la réflexion a pu se faire entendre, les motifs d'excuse n'existent plus ; — Sur le second moyen : — Attendu que les propos diffamatoires et injurieux relevés par le jugement dont est appel ont été tenus avec une certaine persistance ; que le premier juge bien placé pour connaître les parties en cause, a fait une juste appréciation de la réparation due ; — Sur les dépens : — Attendu qu'ils doivent être mis à la charge de l'appelant qui succombe ; — Par ces motifs, le Tribunal, statuant en matière sommaire et en dernier ressort, déclare Bonouvrier mal fondé en son appel ; en conséquence, confirme le jugement de M. le juge de paix de Mont-Saint-Vincent du 14 août 1885, ordonne qu'il sortira son plein et entier effet ; condamne Bonouvrier à l'amende et à tous les dépens. »

Justice de paix du canton de Rue  
(Somme).

Président: M. CARDENNE, juge de paix.

20 octobre 1882.

Action possessoire. — Mitoyenneté. —  
Puits commun. — Mur. — Toit, —

Réparation du dommage. — Dommages-intérêts.

L'action possessoire peut être intentée contre un communiste, notamment par le copropriétaire d'un puits mitoyen, contre l'autre copropriétaire qui fait des actes de possession privée de nature à restreindre la jouissance du demandeur.

Lorsqu'au cours de l'instance le défendeur a reconnu le droit du demandeur et supprimé le nouvel œuvre constituant le trouble, le juge du possessoire doit, en ordonnant la maintenue, statuer sur les dommages-intérêts réclamés pour le préjudice causé antérieurement par le trouble.

Ainsi décidé par jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; — En droit : — Attendu que le principe de la mitoyenneté consiste dans le droit au profit de chacun des copropriétaires à l'usage tout entier de la chose qui en fait l'objet ; que, contrairement à la règle écrite dans l'article 815 du Code civil, que nul n'est tenu de rester dans l'indivision, la mitoyenneté est une espèce de servitude légale qui oblige tous les intéressés à la posséder indivisément, sans que l'un puisse contraindre l'autre au partage ou à la licitation, et qui leur impose des obligations réciproques pour l'entretien ; — Attendu qu'il est de jurisprudence que l'action possessoire peut être intentée entre les communistes lorsque l'un d'eux fait des actes de possession privée de nature à restreindre ou diminuer la jouissance de l'autre (arrêt de cassation du 27 juin 1827) ; — En fait : — Attendu que le défendeur reconnaît que le puits qui fait l'objet de l'action qui lui est intentée est mitoyen

entre lui et la demanderesse, en vertu de leurs titres d'acquisitions respectives, et que, depuis quelques mois, il a placé, sur la margelle et en travers de ce puits, une pièce de bois sur laquelle il a fait élever jusqu'au toit un mur en briques qui divise le puits en deux portions;—Attendu qu'il reconnaît encore avoir agi sans le consentement de sa copropriétaire; que dès lors le trouble possessoire dont elle se plaint est fondé et recevable; — Attendu que, conformément à l'obligation verbale par lui prise à notre dernière audience, le défendeur déclare avoir fait démolir entièrement le mur séparatif édifié par lui sur le milieu du puits commun et avoir remis toutes les choses dans leur état primitif; — Attendu que le mandataire de la citante reconnaît qu'en effet il n'existe plus aucune entrave à l'usage entier du puits dont il s'agit, sauf une partie du toit en pannes qui n'est couverte que par quelques planches; que sa mandante ne maintient pas ses conclusions en ce qui concerne le curement du puits, mais qu'elle persiste à réclamer des dommages-intérêts à raison du trouble commis par le défendeur;—Attendu que, l'action principale étant vidée, il ne s'agit plus que de décider sur les dommages - intérêts réclamés; que les débats et les circonstances de la cause nous fournissent des éléments d'appréciation suffisants pour évaluer l'importance du préjudice, que nous fixons à 10 francs; — Par ces motifs, donnons acte aux parties de la déclaration et de la reconnaissance qu'elles passent que les travaux de maçonnerie établis par le défendeur et qui divisaient le puits mitoyen en deux, ont été détruits

par lui, et que ce puits est maintenant remis dans son ancien état;— Disons que la portion du toit en pannes sera rétablie, soit en pannes, soit en ardoises, ainsi que le défendeur déclare vouloir le faire, dans le délai d'un mois de ce jour; sinon que, ce délai passé, la demanderesse pourra le faire faire aux frais du défendeur jusqu'à concurrence de 10 francs;—Maintenons la demanderesse dans la possession et jouissance de ses droits de mitoyenneté dudit puits, et condamnons le défendeur à lui payer la somme de 10 francs, à titre de dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé, et aux dépens. »

**Observations.** — Le fait que l'auteur du trouble a volontairement supprimé le nouvel œuvre dont se plaignait son adversaire ne suffit pas à éteindre l'action. Le demandeur qui a été troublé est encore fondé à réclamer des dommages-intérêts et la condamnation aux dépens.

**Justice de paix de Mont-Saint-Vincent**  
(Saône-et-Loire).

*Président* : M. LAIZON, juge de paix.

18 septembre 1885.

*Demande personnelle et mobilière. — Travaux et fournitures. — Solde de créance. — Demande reconventionnelle. — Contestation sur l'intégralité du compte. — Incompétence du juge de paix. — Dépens.*

Lorsque le défendeur à une demande en paiement d'une somme inférieure à 200 francs que le demandeur prétend lui rester due sur une créance totale supérieure à ce chiffre, se prétend au contraire créancier lui-même en alléguant qu'il a

payé plus qu'il ne devait, et quand par suite la difficulté qui divise les parties porte en fait sur un chiffre dépassant 200 francs, le juge de paix doit se déclarer même d'office incompetent.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Par exploit de Bouillot, huissier à Mont-Saint-Vincent, en date du 8 août 1885, lessieurs Joseph Dufour et Auguste Sire, tailleurs de pierres, associés, demeurant au Puley, ont fait citer le sieur Antoine Bordigoni, entrepreneur, demeurant à Montchanin-les-Mines, pour s'entendre condamner à payer aux requérants la somme de 195 fr. 41 pour prix de travaux et fournitures de pierre faits dans le courant des années 1880 et 1881 pour la maison d'école du Martat, commune de Marcilly-les-Bucy.

Bordigoni contesta la demande, prétendant, au contraire, être créancier de Sire et Dufour de 114 fr. 13.

Après diverses remises, il est intervenu, le 18 septembre 1885, le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes : — Attendu que la demande a pour objet le paiement de la somme de 195 fr. 41 réclamée pour prix de travaux et de fournitures de pierre faits dans le courant des années 1880 et 1881 pour la maison d'école du Martat, commune de Marcilly-les-Bucy, dont Bordigoni avait l'entreprise ; — Attendu que, d'après le compte fourni par les demandeurs, qui ont pris pour base les prix à eux donnés par l'architecte Dulac, chargé du devis de la construction, les travaux et fournitures dont s'agit se seraient élevés à la

somme de 2695 fr. 41 ; que, sur cette somme, ils ont reçu en acompte celle de 2500 francs ; que, par suite, il ne leur reste plus dû que la somme de 195 fr. 41, dont aujourd'hui ils réclament le paiement ; — Mais attendu que Bordigoni conteste certains des prix et certains des articles portés audit compte, notamment en ce qui concerne les cordons, les modillons, les équarris et les naissances de voûte, ce dernier article étant, d'après lui, compris dans la pierre mureuse ; qu'il prétend, sans toutefois apporter la justification de son allégation, que l'architecte lui a donné des prix autres que ceux indiqués par Sire et Dufour ; que, d'après lui, le montant de ces travaux et fournitures, déduction faite du dixième à prélever sur certains travaux imprévus, ne s'élèverait qu'à 2385 fr. 87 ; que, leur ayant donné 2500 francs, il serait, au contraire, créancier des demandeurs de 114 fr. 13 ; — Attendu, dès lors, que de ce qui précède, il résulte que, la difficulté qui divise les parties porte réellement sur une somme s'élevant à 309 fr. 54 ; — Attendu que, s'il est admis par la doctrine et la jurisprudence que les juges de paix sont compétents pour connaître d'une action en paiement d'une somme inférieure à 200 francs, restant due sur une qui était originairement plus élevée, cela dépend des circonstances et de certaines conditions dont la plus essentielle ne se rencontre pas dans la cause : c'est que la somme sur laquelle doit porter la difficulté ne soit pas supérieure à 200 francs ; — Attendu que, pour statuer, le juge compétent devra nécessairement entrer dans l'examen des différents ar-

ticles sur lesquels les parties ne sont point d'accord et dont le chiffre s'élève à 309 fr. 54 et décider les prix qui devront être admis et servir de base à l'établissement du compte; — Qu'il suit de là que ce n'est pas le juge de paix qui peut valablement procéder à cet examen, puisque sa compétence, fixée par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 2 mai 1838, ne va pas au-delà de 200 francs; — Attendu que l'incompétence du juge de paix pour statuer sur des actions personnelles et mobilières excédant la valeur de 200 francs, est une incompétence d'ordre public qui ne peut se couvrir que par un consentement exprimé dans la forme déterminée par l'article 7 du Code de procédure civile (Cass., 9 mars 1857); ce qui ne se rencontre pas dans l'espèce; — Attendu par suite que, si les parties ne soulèvent pas elles-mêmes une telle exception, le juge est tenu de prononcer d'office son incompétence conformément aux dispositions de l'article 170 du Code de procédure civile; — Sur les dépens: — Attendu que par sa nature et par son chiffre la demande devait être et avait été valablement portée devant le juge de paix; que si ce magistrat doit se déclarer incompétent et se dessaisir, ce n'est que par suite des contestations soulevées par le défendeur, contestations que les demandeurs, en présence des prix courants donnés par l'architecte, ne pouvaient prévoir, et qui ont eu pour effet de changer la compétence; que, dans ces circonstances, il y a lieu de réserver les dépens et de décider qu'ils devront être compris dans les frais de la nouvelle instance à introduire pour en suivre le sort; — Par ces motifs, nous dé-

clarons d'office incompétent; par suite renvoyons les parties devant les juges qui doivent en connaître avec dispense des préliminaires de conciliation, — Et réservons les dépens, lesquels devront être compris dans les frais de l'instance à introduire devant les juges compétents. »

**Observations.** — Il a été maintes fois jugé que le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en paiement d'une somme n'excédant pas 200 francs, alors même qu'il s'agit d'un solde restant dû sur une créance supérieure à ce chiffre. Il en est ainsi, en effet, toutes les fois que, l'ensemble de la créance n'étant pas contesté, toute la question en litige est celle de savoir si le solde réclamé est, en effet, encore dû, et quand, dès lors, le litige ne porte absolument que sur une valeur de 200 francs, ou moins. Mais il n'en est plus de même si le défendeur conteste le compte total, allègue qu'il doit être réduit contrairement à la prétention du demandeur, et si la réduction qu'il demande non seulement fait disparaître le prétendu solde de créance, mais porte même sur un chiffre supérieur à 200 francs, en sorte que le défendeur deviendrait créancier, en ce sens qu'il aurait trop payé et aurait droit à la restitution de l'indû. Dans ce cas, la contestation s'étend à un chiffre en réalité supérieur à 200 francs, et, par suite, elle échappe à la compétence du juge de paix en matière personnelle et mobilière.

Justice de paix du canton de Nolay  
(Côte-d'Or).

Président : M. BLANCHARD, juge de paix.

24 mai 1886.

*Demande en paiement de gages. — Absence de toute convention préalable. — Services mutuels. — Compensation. — Demande supérieure à 200 francs. — Incompétence du juge de paix.*

Le juge de paix saisi d'une demande en paiement d'une somme de 1 000 francs à titre de gages de domestiques pendant cinq années, cesse d'être compétent pour connaître de la demande, si des débats et de l'aveu du demandeur lui-même il résulte qu'il n'y a eu entre les parties aucune fixation du prix des gages soit au jour, au mois ou à l'année ; qu'au contraire, il y a eu entre elles échange de services, le défendeur ayant fourni le logement contre un travail d'intérieur que fournissait le demandeur.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le sieur Etienne Paquelin fils, domicilié à Chassagne, a cité devant le juge de paix de Nolay le sieur Morey-Montagny, propriétaire vigneron, domicilié au même lieu.

La cause appelée, le demandeur a conclu à ce que le défendeur soit condamné à lui payer, avec intérêts légitimes et dépens et à la signification du jugement à intervenir, la somme de 1 000 francs qu'il lui doit pour cinq années de gages domestiques faites, chez lui, à raison de 200 francs par année, depuis le 11 novembre 1880 au mois d'avril dernier.

Le défendeur a dit ne rien devoir à Paquelin ; ajoutant qu'en 1880, après le départ de son fils pour le service militaire, Paquelin, qui avait

été forcé d'abandonner son habitation, lui proposa d'entreposer son mobilier dans sa maison et d'y loger, et qu'en compensation il ferait le ménage de lui Morey, ce qui fut accepté sans aucune autre condition ; que si Paquelin avait pensé qu'il lui était dû des gages, il ne serait pas passé cinq ans sans en réclamer le paiement ; qu'ensuite, renvoyé par son fils de retour du service, Paquelin ne serait pas sorti nuitamment et furtivement de la maison, en emportant son mobilier.

Celui-ci a répliqué que n'ayant pas eu besoin d'argent, il n'avait pas demandé le paiement de ses gages à Morey pendant le temps qu'il était chez lui. — Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le demandeur a reconnu lui-même n'avoir pas déterminé et fixé le prix de ses gages, soit au jour, au mois ou à l'année ; qu'il n'en a jamais réclamé le montant jusqu'à ce jour, et que l'idée de se faire payer ne lui a été suggérée qu'au moment où il a été renvoyé de la maison Morey ; — Attendu qu'il résulte des débats que les parties se sont rendu un service mutuel, le sieur Paquelin payant par son travail d'intérieur la location du logement que lui cédait le défendeur pour y déposer son mobilier ; que, dès lors, il devrait y avoir compensation ; que, de ce fait, il ne s'agirait plus de contestation de gages entre maître et domestique ; — Vu la loi du 25 mai 1838 ; — Attendu que la demande de paiement de la somme de 1 000 francs excède notre compétence ; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, nous déclarons incompétent, et renvoyons le demandeur à se pour-



voir comme il avisera, le condamnant aux dépens, etc. »

**Observations.**—Le juge de paix, compétent sans limites, à charge d'appel, pour connaître des contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail au jour, au mois ou à l'année, des maîtres et des domestiques ou gens de service à gages, n'est pas tenu de connaître de l'action par cela seul qu'elle est libellée sous forme de demande en paiement de gages. Si des circonstances de la cause il résulte la preuve qu'il n'y a pas eu d'engagement au jour, au mois ou à l'année, ni de gages stipulés entre le demandeur et le défendeur, l'action ne rentre pas dans les termes de l'article 5 de la loi de 1838, qui attribue au juge de paix une compétence spéciale et sans limites. Car où il n'y a ni engagement de services ni stipulation de gages, il n'y a, à proprement parler, ni maître ni domestique. La demande est, en ce cas, purement personnelle et mobilière, et n'appartient au juge de paix qu'autant qu'elle rentre dans les termes de l'article 1<sup>er</sup> de ladite loi. Le juge de paix ne peut donc en connaître si le taux de la demande excède 200 francs. Dans l'espèce actuelle, le demandeur réclamait 1 000 francs, qu'il prétendait lui être dus pour ses services pendant cinq années; mais il ne méconnaissait pas qu'aucun prix n'avait été fixé pour ces mêmes services; d'autre part, le défendeur alléguait avec toute vraisemblance que s'il avait logé gratuitement le demandeur, c'était en compensation des services d'intérieur que celui-ci promettait de lui rendre; qu'il y

avait compensation à faire des services réciproquement rendus. Or, cette compensation devant porter sur un chiffre fixé par la demande à 1 000 francs, le juge de paix n'en pouvait connaître. C'est donc avec raison qu'il a renvoyé le demandeur à se pourvoir devant qui de droit. Il faut remarquer, d'ailleurs, que la déclaration d'incompétence équivaut à peu près à un rejet de la demande, car le juge n'a pu la prononcer qu'en reconnaissant que le demandeur n'a pas été le domestique du défendeur, et que, par suite, il ne lui serait pas dû de gages.

**Tribunal de simple police du canton  
de Ressons-sur-Matz  
(Oise).**

*Président : M. GODART, juge de paix.*

9 juillet 1886.

*Chien. — Divagation. — Absence de  
collier. — Contravention.*

Le fait de laisser divaguer sur la voie publique un chien non pourvu de collier constitue la contravention prévue et punie par l'article 34 de la loi sur la police sanitaire des animaux.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police de Ressons-sur-Matz, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Ouï le sieur Dhardivillers, prévenu, en ses aveux et explications, et le ministère public en ses réquisitions : — Attendu qu'il résulte : — 1<sup>o</sup> D'un procès-verbal dressé par M. Frénois, brigadier de gendarmerie à Ressons, le 23 juillet dernier, que ledit jour le chien du prévenu a été vu par ledit brigadier circulant sans collier

dans la rue de Belloy à Ressons; — 2° D'un autre procès-verbal dressé le 25 juin dernier par le susdit brigadier de gendarmerie et le sieur Dutendes, gendarme à Ressons, que le même jour 25 juin, le chien du prévenu a été vu par eux circulant sans collier sur la place du marché de Ressons; — Attendu que les faits sont reconnus exacts par le sieur Dhardivillers, lequel se borne à dire pour sa défense, à l'égard de la seconde contravention, qu'il avait fait mettre à son chien le collier réglementaire, mais que ce collier n'ayant pas été serré assez fort, le chien qui était attaché avait pu passer la tête hors du collier et s'était évadé, qu'il offre de faire la preuve par témoins de cette circonstance, mais que, cette offre de preuve ne tendant pas à faire disparaître la contravention, puisqu'il ne s'agit pas d'un cas de force majeure et ne devant pas aboutir à un résultat concluant et éclairer la religion du Tribunal, alors que le témoin qu'il pourrait faire entendre est un domestique de sa maison dont la responsabilité serait en jeu dans l'affaire, il n'y a pas lieu de s'y arrêter; — Attendu que, les procès-verbaux susdatés ayant présenté les faits comme des infractions à un arrêté de M. le préfet de l'Oise du 2 décembre 1881, le ministère public a requis l'application de l'article 471, n° 15, du Code pénal, mais attendu que ledit arrêté n'est que la reproduction de l'article 51 du règlement d'administration publique du 22 juin 1882 intervenu pour l'exécution de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux, lequel article 51 est ainsi conçu : « Tout chien circulant sur la voie

« publique en liberté ou même tenu  
« en laisse doit être muni d'un  
« collier portant, gravés sur une  
« plaque de métal, les noms et  
« demeure de son propriétaire. » —  
« Sont exceptés de cette prescription  
« les chiens courants portant la  
« marque de leur maître » ; —  
Attendu qu'il y a lieu par suite à  
l'application — non de l'article 471  
du Code pénal — mais des disposi-  
tions du paragraphe 2 de l'article 34  
de la loi précitée sur la police sani-  
taire des animaux dont la teneur  
suit : « Les contraventions aux  
« dispositions du règlement d'admi-  
« nistration publique rendu pour  
« l'exécution de la présente loi  
« seront, suivant les cas, passibles  
« d'une amende de 1 franc à  
« 200 francs qui sera prononcée  
« par le juge de paix du canton » ;  
— Attendu que si les circonstances  
ne sont pas de nature à motiver  
l'application rigoureuse d'une dis-  
position de loi dont les sévérités  
doivent être en principe réservées  
pour les cas intéressant d'une  
manière toute spéciale la sécurité  
publique, il n'en est pas moins vrai  
qu'à l'égard de la seconde contra-  
vention, le prévenu peut être taxé  
de négligence ou tout au moins  
d'un défaut de surveillance qui ne  
peut guère lui valoir l'indulgence  
du Tribunal alors que procès-verbal  
avait été dressé deux jours aupa-  
ravant contre lui pour une contra-  
vention de même nature; — Par  
ces motifs; — Statuant contradic-  
toirement et par jugement en  
premier ressort; — Condamne le  
prévenu par application des articles  
de loi et décret réglementaire pré-  
cités dont il a été donné lecture à  
l'audience, savoir, pour la première

contravention, à 1 franc, et pour la seconde contravention, à 16 francs d'amende ; — Le condamne aux dépens, lesquels sont liquidés à 13 fr. 40 ; — Et fixe à deux jours la durée de la contrainte par corps, s'il y a lieu de l'exercer pour le recouvrement des amendes et des frais. »

**Observations.**—La loi du 24 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux a exceptionnellement étendu la compétence des tribunaux de police, qui peuvent en cette matière prononcer des amendes de 1 à 200 francs.

---

**Tribunal de simple police de Paris.**

*Président : M. CARTIER, juge de paix.*

12 mars 1886.

*Sifflet. — Bruit et tapage. — Trouble à la tranquillité des habitants. — Renvoi du prévenu.*

Le fait par un assistant de proférer une exclamation et de siffler un orateur dans une réunion ne constitue pas une contravention, s'il n'est pas établi par le procès-verbal que la tranquillité publique ait été troublée.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police de Paris, dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que, quelque inconvenante qu'ait pu être l'action de la dame Huot, le 7 février dernier, au moment de l'inauguration de la statue de Claude Bernard, dans le cinquième arrondissement de Paris, en criant : « A bas « les vivisecteurs ! » et en sifflant, ainsi qu'il résulte d'un rapport de

police dudit jour et ainsi, d'ailleurs que la prévenue l'a elle-même reconnu à l'audience, en ajoutant que cette action avait été de sa part la manifestation d'une opinion personnelle, qu'elle prétendait avoir le droit de se permettre dans cette circonstance ; — Attendu qu'il faut reconnaître que le fait s'est passé dans une réunion publique nombreuse, spécialement convoquée pour assister à ladite inauguration, réunion dont l'inculpée faisait partie et dont elle a été immédiatement et justement expulsée ; que, s'il est vrai de dire que cette expulsion a été surtout provoquée par l'indignation des assistants, il ne résulte cependant pas, du procès-verbal précité, que la tranquillité des habitants ait été troublée ; — Que, dès lors, il manque, dans l'espèce, un des caractères essentiels et constitutifs de la contravention prévue et punie par l'article 479, § 8, du Code pénal ; — Par ces motifs, renvoie la prévenue des fins de la poursuite, sans amende ni dépens. »

**Observations.** — Le coup de sifflet lancé dans une réunion publique n'est pas par lui seul un bruit injurieux ou tapage dans le sens de l'article 479, n° 8, du Code pénal. Il faut, pour que la contravention existe, qu'il soit constaté qu'il y a eu trouble à la tranquillité des habitants.

---

Justice de paix de la Tour-du-Pin  
(Isère).

Président : M. ROJAT, juge de paix.

4 août 1885.

*Chemin vicinal. — Elargissement. — Déclinatoire. — Compétence du juge de paix. — Expert.*

Lorsqu'il résulte des débats et des documents de la cause que les emprises à effectuer pour l'amélioration d'un chemin vicinal comprennent pour partie, des parcelles laissant à la voie actuelle une bande ou lisière de terrains qui continuera à servir d'assiette au chemin élargi, il n'y a en réalité là qu'un élargissement de chemin vicinal, et non redressement et ouverture d'un chemin nouveau.

En conséquence, le juge de paix est compétent pour nommer même d'office l'expert de la partie qui a décliné sa compétence.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix de la Tour-du-Pin, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il y a lieu de donner acte à la veuve Biot, ès qualité, de la nomination de son expert : — En ce qui touche le déclinatoire proposé par les consorts Guillaud ; — Attendu que l'article 43 de la loi du 21 mai 1836, sur les chemins vicinaux, nous confère plénitude de juridiction sur le règlement, ensuite d'expertise, de l'indemnité due au propriétaire riverain du chemin dont l'élargissement et l'amélioration sont approuvés ; — Attendu que les consorts Guillaud soutiennent que les travaux d'amélioration projetés sur le chemin de grande communication n° 54, au lacet de Saint-Jean de Soudain, ne constituent pas un simple élargissement, mais une rectification

ou redressement donnant lieu à l'accomplissement des formalités de l'expropriation conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1841 et de l'article 16 de la loi du 21 mai 1836 ; — Attendu qu'il est établi par les documents de la cause et notamment par la production du plan approuvé que les emprises à effectuer pour l'amélioration du chemin dont il s'agit, au droit de la propriété Guillaud et dans toute sa longueur, comprennent pour partie des parcelles laissant à la voie actuelle une bande en lisière de terrain qui continuera à servir d'assiette au chemin élargi et amélioré ; — Attendu que dans ces conditions il n'y a point, à l'égard des défendeurs, redressement et ouverture d'un chemin nouveau emportant pour les riverains un droit à expropriation ; qu'il n'y a en réalité qu'un élargissement s'étendant sur un sol complanté en vignes dont l'attribution ou incorporation, dans les limites fixées par le plan, se trouve définitive par suite de l'approbation contenue dans la décision du conseil général de l'Isère du 14 avril 1885 ; — Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence, en matière d'élargissement de chemin vicinal, que le juge de paix est compétent *quelle que soit l'importance de cet élargissement* ; que dès lors il y a lieu de repousser le déclinatoire proposé par les consorts Guillaud ; — Attendu que dans le cas où une partie ne nommerait pas son expert il doit y être pourvu d'office ; — Par ces motifs, — Vu l'instruction générale sur le service des chemins vicinaux, statuant contradictoirement en premier ressort ; — Donnons acte à la veuve Biot, ès qualité, de la nomination

de son expert en la personne de M. X...; disons que cet expert et celui nommé par l'administration, M. X..., seront admis au serment; et sans nous arrêter au déclinatoire soulevé par les consorts Guillaud, nous déclarons compétent, en conséquence et à défaut par ces derniers d'avoir nommé leur expert, nommons d'office M. X..., lequel, ainsi que les experts susdits présents à la barre, ont prêté serment de bien et fidèlement remplir leur mission, le commencement de leurs opérations fixé au..., leur en donnons acte; pour, sur le vu des rapports qui seront dressés, être statué ce qu'il appartiendra sur le chiffre des indemnités à attribuer à raison des emprises de terrain dont s'agit, dépens réservés. »

**Observations.** — Solution exacte et conforme à une jurisprudence constante.

**Tribunal de simple police de Roye**  
(Somme).

*Président:* M. OSCAR BARON, *juge de paix.*

26 juillet 1886.

*Mauvais traitements envers les animaux.*

— *Chat.* — *Coups de fouet.* — *Chasse avec des chiens.* — *Loi Grammont.*

Le fait de donner des coups de fouet répétés à un chat et de le faire chasser par des chiens qui le blessent tombe sous l'application de la loi Grammont.

Cette loi s'applique aux personnes étrangères aussi bien qu'au propriétaire de l'animal ou à celui qui en a la garde.

La publicité résulte suffisamment de ce que les mauvais traitements ont été entendus du dehors.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que Dingreville est poursuivi pour infraction à la loi des 15 mars, 13 juin et 2 juillet 1850, dite *loi Grammont*; — Attendu que cette loi est ainsi conçue : Seront punis d'une amende de 5 francs à 15 francs et pourront l'être d'un à cinq jours de prison ceux qui auront exercé publiquement et abusivement des mauvais traitements envers les animaux domestiques; — Attendu qu'il y a lieu de rechercher si les faits qui sont reprochés à Dingreville tombent sous l'application de ladite loi; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal dressé par M. le commissaire de police de la ville de Roye, en date du 14 juillet dernier, et de la déposition des témoins de l'enquête, que le dimanche 11 courant, vers cinq heures après midi, un chat s'étant introduit dans une remise appartenant au sieur Cordier, le sieur D..., en service chez ce dernier, lui a donné des coups de fouet répétés, lui a fait avec les chiens une chasse sans trêve ni merci pendant dix minutes, chasse qui a occasionné, le lendemain, la mort du chat, mordu cruellement par un des chiens; — Attendu que Dingreville fait valoir pour sa défense que le chat en question avait pris l'habitude de venir se coucher presque journellement dans la voiture de son maître où il laissait toujours quelques débris de sa fourrure et où encore, sans respecter les règles les plus élémentaires de la civilité, il ne se gênait pas pour déposer quelquefois le superflu tant solide que liquide de sa nourriture; — Attendu que c'est sous le coup de l'indignation que lui causaient les agissements de ce chat que, le trouvant encore le

dimanche 11 courant, dans l'après-midi, mollement étendu sur un coussin où il ronflait fort commodément, il s'est laissé aller à un mouvement de colère et à donner des coups de fouet au chat ; — Attendu que le Tribunal comprend fort bien la mauvaise humeur du prévenu en présence des méfaits de ce maudit animal, mais qu'il ne peut tolérer le malin plaisir que ledit prévenu a pris à faire souffrir sa victime, les mauvais traitements abusifs qu'il a exercés contre elle, qu'il a seulement le droit de tenir compte dans une certaine mesure, par l'admission des circonstances atténuantes, des provocations du chat ; — Attendu que les mauvais traitements ont été exercés dans une remise, mais qu'ils ont été entendus du dehors ; que d'ailleurs la porte de cette remise était ouverte en partie ; que les faits ont donc acquis le caractère de publicité voulu par la loi ; — Attendu que les éléments d'abus et de publicité requis pour constituer la contravention se rencontrent parfaitement dans la cause, et que, par suite, Dingreville tombe sous l'application de la loi Grammont ; — Attendu, il est vrai, que la Cour de cassation décide généralement que la loi de 1850 ne prononce restrictivement les peines qu'elle édicte que contre les propriétaires des animaux et les personnes auxquelles ils en ont confié le soin et la conduite ; — Mais attendu que, malgré tout le respect que le Tribunal professe pour les décisions de la Cour suprême, il ne lui paraît pas possible de la suivre dans ses errements ; — Attendu, en effet, que la loi Grammont ne distingue pas et qu'elle prévoit d'une

façon générale et sans restriction le fait d'avoir maltraité un animal domestique ; — Attendu que, en interprétant autrement cette loi, on arriverait à ce résultat bizarre et inique que, dans notre espèce qui ne tombe sous l'application ni des articles 452, 453, 454, 47<sup>1</sup>, n° 3, du Code pénal, ni de l'article 30, section II, de la loi du 28 septembre-6 octobre 1791, le propriétaire de l'animal serait puni plus sévèrement que l'étranger, la loi Grammont permettant la peine de l'emprisonnement, tandis que l'article 479, n° 4, du Code pénal, qui serait applicable, ne l'autorise pas ; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort ; — Faisant application au prévenu de la loi Grammont ci-dessus transcrite, dont lecture a été donnée à l'audience, et de l'article 463 du Code pénal ; — Condamne Dingreville à 1 franc d'amende et aux dépens ; — Fixe la durée de la contrainte par corps à deux jours. »

**Observations.** — La publicité des mauvais traitements est un élément nécessaire de la contravention ; par suite les mauvais traitements exercés dans une habitation particulière, dans une cour fermée, n'auraient pas le caractère conventionnel. Mais la publicité existe si la cour est ouverte, ou si les portes ne sont pas entièrement closes, ou enfin si les oreilles des voisins ont pu être frappées par les cris de l'animal maltraité. Voir, en ce sens, *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, v° *Animaux*. — Quant à la question de savoir si la loi Grammont n'est applicable qu'aux maîtres des animaux, ou aux personnes qui en ont la garde ou la conduite, elle est certainement controversable. Pourtant la jurisprudence de la Cour de cassation est généralement observée par les Tribunaux de police.

## NOTE RECTIFICATIVE.

Dans nos observations à la page 228 de notre dernier numéro, à la suite d'un jugement de la justice de paix du canton de Roye (Somme), une erreur typographique nous a fait dire que les actions relatives aux vices rédhibitoires des animaux vivants destinés à la boucherie tombaient sous l'application de la loi du 2 août 1884 et qu'il n'en serait pas de même pour un animal livré après avoir été abattu.

L'espèce bovine n'étant pas comprise parmi les animaux dont la loi du 2 août 1884 s'occupe, il en résulte que cette espèce, qu'elle soit achetée pour le travail ou pour la consommation ou qu'il s'agisse simplement de l'achat de sa viande après l'abatage, est régie pour les vices rédhibitoires par le droit commun.

La doctrine du jugement déclarant que l'acheteur peut invoquer les articles 1641 et 1643 du Code civil est donc absolument juridique. Elle a d'ailleurs été déjà consacrée par les décisions suivantes : Trib. com. Roubaix, 17 août 1882; Justice de paix de Saint-Etienne, 18 décembre 1883; Trib. com. Lille, 18 mars 1884; Trib. com. Lyon, 20 novembre 1884; Cass. Req., 10 novembre 1885; Trib. com. de la Seine, 26 août 1885; Cass. Req., 20 janvier 1886.

**Justice de paix du canton de l'Escarène**  
(Alpes-Maritimes).

*Président : M. MAYEN, juge de paix.*

23 avril 1885.

*Demande personnelle et mobilière. — Dette de succession. — Héritiers. — Déclinatoire. — Demande de sursis. — Acceptation de succession. — Compétence du juge de paix.*

Le juge de paix est compétent pour statuer sur toute demande personnelle et mobilière n'excédant pas 200 francs.

Compétent pour connaître de l'action, il l'est également pour connaître de l'exception.

Spécialement, il reste compétent, alors même que le défendeur à une action en paiement d'une dette de succession prétend n'avoir pas encore accepté cette succession.

Et si des circonstances de la cause il résulte la preuve que le défendeur a fait acte d'héritier, qu'il a pris possession des valeurs et propriétés composant l'actif de cette succession, il y a lieu de le condamner au paiement de la somme à lui réclamée, si elle paraît légitimement due.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix de l'Escarène, en ces termes :

« Attendu que par exploit de Cicion, huissier à l'Escarène, en date du 21 avril 1885, enregistré, le sieur Jean Giaume, maçon et propriétaire à l'Escarène, a fait assigner par-devant notre justice de paix la dame Thérèse Giaume, épouse du sieur Joseph Farant, demeurant aussi en cette commune, ce dernier pour la due assistance et autorisation, aux fins de s'entendre condamner à lui payer la somme de 131 fr. 35; — Attendu que la dame Thérèse Farant soutient que le juge de paix est

incompétent pour connaître de la demande du sieur Jean Giaume, et demande en voie reconventionnelle qu'il soit imparté un délai à ce dernier dans lequel il devra procéder aux formalités nécessaires pour arriver à la composition du conseil de famille de ses enfants mineurs ; — Attendu qu'aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent de toutes les actions purement personnelles ou mobilières en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 200 francs ; — Attendu que, cet article ne faisant aucune distinction, il n'y a d'actions personnelles ou mobilières échappant à la compétence des juges de paix, que celles dont la connaissance leur est enlevée par une disposition spéciale ; — Que la demande du sieur Jean Giaume ne rentre pas dans cette dernière catégorie ; — Attendu que la dame Thérèse Farant soutient encore, sans contester ni admettre l'exactitude de la note présentée par Giaume, qu'elle est encore dans les délais pour renoncer aux successions d'Ignace et Charles Giaume, ou pour les accepter sous bénéfice d'inventaire ; — Attendu qu'il résulte des explications des parties et des actes produits, que la dame Farant a fait acte d'héritière ; qu'ainsi, bien qu'un partage définitif de la succession d'Ignace Giaume n'ait pas encore eu lieu, elle est en possession d'une partie des immeubles dépendant de cette succession ; — Qu'en ce qui touche la succession de Charles, il résulte d'un acte de quittance Delense, notaire, en date du 9 novembre 1884, que la dame Thérèse Farant a reçu de Jean

Giaume le montant des sommes lui revenant dans cette succession ; — Qu'ainsi il apparaît clairement que cette exception n'est produite que pour gagner du temps ; qu'au surplus l'examen n'en échappe pas au juge de paix, le juge de l'action étant aussi juge de l'exception ; — Sur la demande reconventionnelle : — Attendu, sans en examiner le fond, qu'elle est irrecevable ; — Par ces motifs, — Jugeant contradictoirement et en premier ressort, nous déclarons parfaitement compétent et retenons la cause ; — Et attendu que la défenderesse ne conclut pas au fond, la condamnons pour le profit à payer au sieur Jean Giaume : 1<sup>o</sup> la somme de 131 fr. 35, montant des causes énoncées en l'exploit introductif d'instance ; 2<sup>o</sup> les intérêts de droit ; 3<sup>o</sup> les dépens, taxés et liquidés à la somme de..., et au coût du présent jugement. »

**Observations.** — La défenderesse a interjeté appel du jugement ci-dessus par-devant le Tribunal de Nice, qui, suivant jugement rendu en mars 1886, a confirmé la sentence du premier juge dans toute sa teneur.

Justice de paix du cant. de Nogent-le-Roi  
(Eure-et-Loir).

Président : M. MOTTEAU, juge de paix.

5 décembre 1885.

*Vente d'œufs de faisan. — Convention non écrite. — Demande en remise de 5 faisans ou en paiement de 50 francs. — Bail à cheptel. — Incompétence du juge de paix.*

La convention par laquelle une partie a remis à l'autre des œufs de faisan pour les



faire couvrir, sous la condition que le produit de l'élevage serait ensuite partagé par moitié, constitue un bail à cheptel.

Le juge de paix est incompétent pour connaître des constatations qui s'élèvent entre les parties sur l'exécution de ce contrat.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Dans l'arrondissement de Dreux et en particulier dans le canton de Nogent-le-Roi, un certain nombre de cultivateurs se livrent à l'élevage des faisans. Quelques-uns, c'est le petit nombre, acceptent des œufs, surveillent l'incubation qui se fait par des poules, élèvent les petits jusqu'à l'âge de deux, trois et quatre mois et partagent les produits par moitié.

En 1885, une veuve Bruneau remet à un nommé Gillard dix œufs, avec convention, prétend-elle, que les produits seront partagés par moitié. Gillard, au contraire, soutient avoir acheté ces dix œufs à raison de 75 centimes l'un et n'a jamais entendu partager les produits. Les conventions n'ont pas été constatées par écrit. De là, procès.

Le 15 décembre 1885, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant contradictoirement et en premier ressort, après en avoir délibéré conformément à la loi ; — Vu la citation introductive d'instance du 1<sup>er</sup> décembre 1885 ; — Vu les articles 1804 du Code civil et 170 du Code de procédure ; — Oui les parties en leurs dires et explications : — Attendu que la dame veuve Bruneau réclame au sieur Gillard la remise de cinq faisans, sous une contrainte de 50 francs, prétendant que suivant

convention verbale du 28 juin 1885, elle a remis au défendeur dix œufs de faisan pour faire couvrir, pour ensuite en partager le produit par moitié ; que les œufs ont produit dix sujets ; que Gillard, au contraire, prétend qu'il a acheté les œufs à raison de 75 centimes l'un, ce qui fait une somme de 7 fr. 50 qu'il lui a adressée en un bon de poste ; — Attendu que, dans le cas particulier qui se présente, la demande, par sa nature, ne rentre dans aucun des articles de la loi du 25 mai 1838 ; qu'il ne s'agit pas de juger une simple action personnelle et mobilière, mais bien d'interpréter les clauses et conditions d'un bail verbal dit *cheptel simple*, défini par l'article 1804 du Code civil ; que les juges de paix qui sont compétents lorsqu'il s'agit de certains baux, cessent de l'être quand il s'agit de baux à cheptel ou autrement dits avec partage des produits (loi du 2 thermidor an VII. — Bourbeau-Guilbon, *De la compétence des juges de paix* ; Allain, *Bail à cheptel*, t. II, chap. IV) ; que c'est donc à tort que cette demande a été introduite devant nous ; que, bien que le défendeur ne décline pas notre compétence, il nous incombe de nous déclarer d'office incompétent d'après les dispositions de l'article 170 du Code de procédure civile ; — Par ces motifs, — Nous déclarons incompétent et renvoyons les parties à se pourvoir devant les juges qui doivent en connaître et condamnons la demanderesse aux dépens. »

Observations. — Le juge de paix est certainement incompétent pour connaître des contestations relatives aux baux à cheptel. Voir à cet

égard notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> *Bail à cheptel*. — Ce magistrat doit donc se dessaisir, même d'office, lorsqu'il est saisi d'un litige résultant d'un bail de cette nature.

**Justice de paix du canton de Montluçon (Allier).**

*Président : M. MARTIN, juge de paix.*

19 août 1886.

*Action civile pour diffamation. — Demande en 1 500 francs de dommages-intérêts. — Caractère du propos incriminé. — Maladie. — Absence de diffamation. — Incompétence du juge de paix.*

Le juge de paix saisi d'une demande en 1 500 francs de dommages-intérêts, à raison d'une prétendue diffamation, est incompétent pour statuer, si le propos incriminé, bien que dommageable, n'a cependant pas le caractère diffamatoire.

Spécialement, on ne saurait considérer comme diffamatoire et de nature à nuire à la considération et à l'honneur d'une personne le fait d'avoir dit de cette personne qu'elle est atteinte ou menacée d'épilepsie héréditaire.

Le reproche d'une infirmité, d'une maladie cruelle ou repoussante, ne pourrait être diffamatoire qu'autant que cette infirmité ou cette maladie serait le résultat de l'inconduite ou du désordre.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Montluçon, dans les circonstances suivantes :

Le sieur Pasquier a fait citer devant M. le juge de paix de Montluçon les sieur et dame Rousseau, aux fins suivantes :

« Attendu que le requérant avait demandé en mariage une demoiselle Marie Bernard, demeurant à la Folie, commune de Commentry ;

— Que cette demande avait été agréée en principe et que même l'époque du mariage avait été fixée ; — Qu'à ce moment, la femme Rousseau, obéissant à un sentiment blâmable, mit tout en œuvre pour empêcher le mariage projeté ; — Que dans les derniers jours de décembre et sur la place publique de Commentry la comprise, s'adressant à M<sup>me</sup> Françoise Renoux, épouse de Bernard François, tante de la future femme du requérant, lui a fait part de l'étonnement que lui causait le mariage projeté, disant que si les parents de la jeune fille étaient mieux informés, ils n'y donneraient pas leur agrément ; — Qu'elle affirme alors, avec force détails à la femme Bernard, que la famille de Pasquier tout entière : son père, son frère, ses tantes, étaient épileptiques, qu'il était impossible à M<sup>lle</sup> Bernard d'entrer dans une famille semblable, aussi déshonorée par une maladie honteuse, ajoutant que le requérant serait fatalement atteint de cette maladie, s'il n'en était pas déjà frappé ; — Que les entretiens se renouvelèrent plusieurs fois et portèrent un grand trouble dans la famille de la jeune fille à laquelle les propos de la femme Rousseau avaient été rapportés ; — Que cependant, le projet de mariage n'étant pas abandonné, la femme Rousseau s'adressa alors directement à la jeune fille demandée en mariage par Pasquier ; — Qu'elle la vit pour la première fois, rue de Paris, à Commentry, le 3 janvier et lui confirma les propos diffamatoires tenus à sa tante ; — Que, voyant la jeune fille très impressionnée, elle multiplia les entretiens qui se renouvelèrent plusieurs fois après le 3 janvier, in-

sistant sur la gravité des faits affirmés par elle et sur leurs funestes conséquences ; — Attendu que M<sup>re</sup> Bernard ayant rapporté à ses parents les faits portés à sa connaissance, par la femme Rousseau, ceux-ci décidèrent de ne pas donner suite au mariage projeté ; que Pasquier fut congédié ; — Que cette rupture et les motifs qui l'ont occasionnée, furent connus peu à peu du public, fort étonné de voir le mariage rompu ; — Que Pasquier a éprouvé des propos diffamatoires susénoncés un très grave préjudice, dont il lui est dû réparation ; — Que les faits reprochés à la femme Rousseau tombent sous l'application des articles 5, § 5, de la loi du 25 mai 1838 et 60, § 3, de la loi du 29 juillet 1881 ; — Que le préjudice éprouvé par le requérant ne peut être évalué à moins de 1500 francs ; — Par ces motifs, — S'entendre condamner pour le préjudice causé à payer au requérant la somme de 1500 francs, avec intérêts de droit, s'entendre condamner aux dépens, sous toutes réserves. »

Après enquête qui établit au moins en partie l'existence des propos reprochés à la femme Rousseau, M<sup>re</sup> Fayolle, avocat, au nom de son client demandeur, soutient qu'il y a diffamation et développe ses conclusions.

M<sup>re</sup> Mazeron, pour les époux Rousseau, soutient au contraire que les faits ne sont ni diffamatoires ni injurieux en leur sens absolu et personnellement au regard de Pasquier et demande que le juge de paix se déclare incompétent.

Jugement rendu à l'audience du 19 avril 1886 :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Oûi les parties et leurs conseils dans leurs moyens et conclusions, ouï également les témoins de l'enquête : — Attendu que par citation introductive d'instance, en date du 23 mars 1886, Pasquier se plaint d'avoir été victime de propos diffamatoires de la part de Marguerite Dubreuil, épouse de Jean Rousseau, et que pour le préjudice par lui éprouvé, il demande qu'elle soit condamnée à lui payer une somme de 1500 francs à titre de dommages-intérêts ; — Attendu qu'aux termes du paragraphe 5 de l'article 5 de la loi du 25 mai 1838, le juge de paix est compétent pour statuer sur les réparations civiles qui résultent de la diffamation, que la question consiste donc à savoir, si les propos cotés dans la citation constituent la diffamation ; — Attendu qu'aux termes de l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881, toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation ; — Attendu que cette définition conforme à celle qui avait été donnée par la législation antérieure, ne réprime que les allégations ou imputations qui s'attaquent à la personnalité morale et que les termes employés par la loi du 29 juillet 1881 ne sauraient être détournés de leur sens précis, pour s'appliquer aux allégations ou imputations concernant les défauts ou les infirmités physiques ; — Attendu en effet que l'honneur est inséparable de la probité et de la loyauté dont il est en quelque sorte la résultante ; — Attendu que la considération s'entend du bon renom, de la bonne

réputation, qui est la récompense d'une vie irréprochable, le prix d'une fonction ou d'une profession exercée avec intégrité, qu'elle est en un mot le complément de l'honneur; — Attendu en conséquence que le reproche d'une infirmité, d'une maladie cruelle ou repoussante, ne pourrait être diffamatoire que tout autant que cette infirmité ou cette maladie seraient le fruit de l'inconduite ou du désordre, ce qui dans l'espèce n'est pas le cas pour l'épilepsie ou mal caduc, dont, au dire de la femme Rousseau, Pasquier serait atteint ou tout au moins menacé, non point par suite d'intempérance, d'inconduite et de désordres; mais par la force de l'inexorable logique des lois fatales de l'atavisme; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire; — Nous déclarons incompetent, condamnons Pasquier en tous les dépens. »

**Observations.** — La compétence spéciale attribuée au juge de paix en matière d'action civile pour diffamation est expressément limitée par les termes de l'article 5 de la loi, c'est-à-dire que, pour que le juge de paix soit compétent, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, il ne suffit pas que le propos qui sert de base à l'action soit dommageable au demandeur, il faut encore qu'il ait le caractère diffamatoire ou injurieux. Le juge de paix saisi d'une telle action a donc pour premier devoir d'examiner si le propos incriminé présente ce caractère. S'il n'est que dommageable, s'il ne porte pas atteinte à l'honneur du demandeur, le juge de paix n'est compé-

tent que dans les limites de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1838, c'est-à-dire au cas où la demande n'excède pas 200 francs. — En fait, nous approuvons entièrement la décision ci-dessus. L'imputation d'une maladie héréditaire peut être certainement dommageable à celui qui en est l'objet, mais ce n'est pas un propos de nature à nuire à l'honneur de la personne, et par suite il n'y a pas là de diffamation proprement dite.

Justice de paix du XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Président : M. GRANNEY, juge de paix.

30 juin 1886.

*Diffamation. — Imputation de vol. — Jurisprudence. — Responsabilité. — Dommages-intérêts.*

La personne qui, à tort, a porté plainte contre une autre et l'a accusée faussement d'avoir commis un vol à son préjudice, peut être déclarée responsable du tort causé par son imprudence et, alors même qu'elle n'a pas agi méchamment, être condamnée à des dommages-intérêts.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix du onzième arrondissement de Paris, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la demanderesse, prétendant avoir été diffamée par la dame M..., l'ayant traitée, dans le quartier où elle habite, de voleuse, comme lui ayant volé une broche; que de plus elle est allée trouver le sieur Lauban, son patron, en lui réitérant les mêmes propos, faits en raison desquels il l'a congédiée, a fait citer devant nous les époux M..., à l'effet

de s'entendre condamner à lui payer la somme de 200 francs, à titre de dommages et intérêts, avec intérêts tels que de droit de ladite somme, et dépens;—Attendu qu'il est résulté des explications des parties et des documents recueillis au commissariat de police du quartier Saint-Ambroise que la dame M... a porté plainte contre la demoiselle Marie B..., à ce commissariat, le 9 de ce mois, qu'elle accusait de lui avoir volé une broche d'une valeur de 150 francs environ; qu'elle n'a pas été arrêtée et a pu ainsi se placer chez le sieur Lauban, rue de la Plaine, n° 10, qui a dû la renvoyer lorsqu'il a connu le fait dont s'agit, non établi contre la demanderesse et qui doit être tenu pour inexact, la dame M... étant obligée elle-même de reconnaître avoir retrouvé la bague dont s'agit chez elle; — Attendu que, s'il n'est pas exact qu'en procédant ainsi qu'elle l'a fait, la dame M... ait agi méchamment, avec l'intention de nuire à la demanderesse, il doit être tenu pour constant qu'elle a agi imprudemment et préjudicié à la demanderesse;— Attendu qu'aux termes de l'article 1383 du Code civil, chacun étant responsable du préjudice qu'il cause, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence, il y a lieu de faire droit à sa demande et d'allouer des dommages et intérêts; — Attendu que toutefois la demande est exagérée et qu'en allouant 60 francs, plus les dépens, il aura été fait une juste et équitable appréciation des faits de la cause; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, condamnons par toutes voies de droit solidairement

les époux M.. à payer à la demanderesse la somme de 60 francs, à titre de dommages et intérêts, à laquelle nous réduisons la demande; — Les condamnons en outre aux intérêts tels que de droit de ladite somme et aux dépens.»

**Observations.**—Nous avons rapporté dans ce recueil plusieurs décisions desquelles il résulte que celui qui dénonce à l'autorité compétente un vol ou un autre délit dont il a été personnellement victime, et qui signale la personne qu'il soupçonne d'en être auteur, use d'un droit légitime et ne peut être condamné à des dommages-intérêts pour ce seul fait, s'il est reconnu qu'il a agi de bonne foi et sans intention de nuire. Mais encore faut-il que le délit dénoncé existe réellement; car, si l'individu qui s'est dit volé ne l'a pas été, s'il retrouve l'objet qu'il prétendait lui avoir été pris et qui n'avait été qu'égaré, il est certain qu'en dénonçant un tiers comme l'auteur de ce prétendu vol, il a commis une véritable imprudence dont il doit être déclaré responsable dans la mesure du préjudice causé par sa faute.

**Justice de paix du XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris.**

**Président :** M. CRANNEY, juge de paix.

1<sup>er</sup> septembre 1886.

**Salaires.** — *Garde-malade.* — *Quasi-contrat.* — *Gens de service à gages.* — *Taux de la demande supérieur à la somme de 200 francs.* — *Incompétence du juge de paix.*

Ne peut être rangé dans la catégorie des gens de travail, au jour, au mois ou

à l'année, l'individu qui prétend avoir donné ses soins à un autre en qualité de garde-malade, pendant le temps qu'a duré la maladie, alors que d'ailleurs il n'est intervenu aucun engagement spécial entre les parties au mois ou au jour.

En conséquence, et si la demande en paiement de salaires intentée contre la personne qui aurait reçu les soins, est supérieure à 200 francs, le juge de paix est incompétent pour connaître de la contestation.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix du onzième arrondissement de Paris, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Daumont a fait citer devant nous le sieur Bouchard, à l'effet de s'entendre condamner à lui payer la somme de 444 francs qu'il prétend lui être due sur salaire de cent cinquante-six journées de travail à son service, à raison de 3 francs par jour comme garde-malade, avec intérêts tels que de droit et dépens ; — Attendu que ladite demande ayant été contestée, nous avons renvoyé les parties à notre audience de conciliation sur lettre du 26 du mois dernier, pour explications et justifications complémentaires ; — Attendu qu'il en est résulté qu'à la suite d'un accident de voiture, causé par le sieur Choquet, cocher de la compagnie Constant, arrivé le 4 août 1885, et dont a été victime le sieur Bouchard, ledit Choquet a été condamné par jugement de la 8<sup>e</sup> chambre du Tribunal de la Seine, en date du 8 janvier dernier, en 50 francs d'amende et 4000 francs de dommages-intérêts, et la compagnie Constant reconnue civilement responsable ;

que, sur l'appel, ce jugement a été confirmé par arrêt de la Cour de Paris du 9 février suivant ; — Attendu que c'est dans ces circonstances que le demandeur, se fondant sur les soins qu'il prétend avoir donnés au défendeur pendant l'incapacité de travail, conséquence de l'accident, réclame les 444 francs dont s'agit, représentant cent cinquante-six journées comme garde-malade ; — Attendu que le sieur Bouchard, repoussant formellement la demande contre lui formée, et prétendant que le sieur Daumont ne lui a donné aucun soin et avoir été pendant les nuits gardé par un sieur Damon ; qu'il s'est borné à lui faire quelques visites dans la journée et, lorsqu'il en avait le loisir, à venir faire des parties de cartes avec lui ; — Attendu qu'en cet état il y a lieu d'examiner si nous sommes compétent pour statuer sur la demande du sieur Daumont ; — Attendu, à cet égard, qu'aux termes de l'article 5, n° 3, de la loi du 25 mai 1838, le juge de paix connaît des contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail, au jour, au mois et à l'année, et de ceux qui les emploient, des maîtres, des domestiques ou gens de service à gages ; — Attendu qu'il est résulté des explications des parties que le sieur Daumont ne peut être considéré vis-à-vis du sieur Bouchard comme compris dans aucune des catégories des gens de travail, domestiques ou gens de service à gages ; qu'en effet, d'une part, il n'est intervenu aucun engagement entre le sieur Daumont et le sieur Bouchard, et que, d'autre part, les domestiques ou gens de service à gages sont ceux qui font

pour le maître d'une manière continue un service quelconque ; — Attendu que l'action du sieur Daumont, qui réclame au défendeur la rémunération des soins qu'il lui aurait donnés pendant un laps de temps qu'il fixe à cent cinquante-six journées, constitue en réalité la demande d'exécution d'un *quasi-contrat* rentrant dans le droit commun, et que dès lors nous ne serions compétent que si la demande n'excédait pas la somme de 200 francs ; — Attendu que, s'agissant d'une incompetence *ratione materiae*, il nous appartient de nous déclarer d'office incompetent ; — Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement et en dernier ressort, nous déclarons incompetent et renvoyons la cause et les parties devant les juges qui doivent en connaître ; — Laissons les dépens à la charge du demandeur. »

**Observations.** — Un individu qui donne ses soins à un malade ne saurait être considéré ni comme un ouvrier ni comme un domestique, et s'il résulte des circonstances de la cause qu'aucun engagement formel n'est intervenu entre les parties, soit pour la durée des services, soit pour le prix, il est impossible de ranger le garde-malade parmi les gens de travail au mois, au jour ou à l'année, dont l'engagement peut, en cas de contestation, donner lieu à la compétence sans limite, à charge d'appel, du juge de paix, telle qu'elle est prévue et réglée par l'article 5 de la loi de 1838. D'où la conséquence que si le taux de la demande excède la compétence ordinaire du juge de paix fixée en matière personnelle et mobilière, par l'article 1<sup>er</sup> de la même loi, le

juge de paix doit se déclarer incompetent pour en connaître.

Just. de paix du cant. sud-ouest d'Amiens  
(Somme).

Président : M. DECAIEU, juge de paix.

14 avril 1886.

Ouvriers. — Congé. — Usage. — Décision contraire des patrons. — Maintien de l'usage par les ouvriers.

Lorsque par un usage constant a été établie l'obligation réciproque pour l'ouvrier et le patron de se donner congé huit jours d'avance, il ne suffit pas, pour faire disparaître cette obligation, que les patrons réunis aient décidé la suppression de l'usage et aient fait afficher leur décision dans tous les ateliers, alors qu'en réponse les ouvriers réunis ont décidé le maintien du congé d'usage et ont avisé les patrons de leur délibération.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix du troisième arrondissement d'Amiens, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Considérant qu'à la présente audience le défendeur, tout en concluant au rejet de la demande par suite de la renonciation au droit de réclamer huitaine qu'il dit avoir été faite tacitement par le demandeur, a reconnu exacts les faits articulés par celui-ci à l'audience, savoir : 1<sup>o</sup> que le salaire d'Artaud pour une huitaine est bien de 42 fr. 50, et 2<sup>o</sup> que dimanche dernier, au matin, il a renvoyé Artaud, son garçon, sans lui laisser faire huitaine et sans qu'il eût été avisé auparavant ; que du reste Moreuil a reconnu n'avoir aucun reproche à formuler contre Artaud ; — Que Moreuil fonde son refus sur un règlement qui aurait



été élaboré par les boulangers d'Amiens et qui contiendrait l'abandon de la part des patrons comme de celle des ouvriers la nécessité de donner congé huit jours à l'avance; — Considérant que l'usage constant à Amiens, usage existant également ailleurs, consacre l'obligation réciproque pour le patron comme pour l'ouvrier de donner congé huit jours d'avance; — Que cet usage général existe pour tous les corps d'états ainsi que pour les domestiques et qu'il s'explique par la nécessité pour l'employé privé de son emploi de trouver une autre place et pour le patron remercié par son ouvrier de pourvoir à son remplacement, l'ouvrier était présumé avoir un besoin de son salaire de chaque jour, et l'atelier ne pouvait, sans préjudice considérable, être fermé par la brusque abstention de l'ouvrier; — Que pour rendre inapplicable un usage aussi sage et aussi universellement établi, il faut, de la part de l'une comme de l'autre des parties, justifier d'une renonciation formelle et non pas de simples probabilités; — Que d'ailleurs, dans l'espèce soumise au juge, en admettant que Moreuil ait considéré comme entraînant de la part de ses ouvriers une acceptation tacite le fait de demeurer dans son atelier après l'affichage dans ledit local du règlement par lui invoqué, il a été amené à reconnaître à l'audience qu'une décision contraire a été prise postérieurement dans une réunion de tous les ouvriers boulangers d'Amiens, décision qui lui a été envoyée par lettre chargée; — Qu'en admettant donc comme une adhésion tacite suffisante le fait par les ouvriers de Moreuil de demeurer

dans un atelier où était affichée la décision des patrons, il faut, pour être équitable, considérer aussi comme une adhésion tacite au rétablissement de cet usage le fait par le patron d'avoir conservé chez lui ses ouvriers après la déclaration régulière à lui adressée au nom de tous les garçons boulangers d'Amiens; — Considérant qu'il y a urgence dans la cause, cette huitaine constituant le salaire de l'ouvrier, salaire indispensable pour pourvoir aux besoins journaliers dudit ouvrier et de sa famille; — Par ces motifs, — Condamne Moreuil à payer à Artaud la somme de 42 fr. 50 avec intérêt 5 pour 100 l'an à partir du 13 courant; — Le condamne en outre aux dépens qui seront recouvrés comme en matière d'assistance judiciaire; — Ordonnons l'exécution du présent sur minute, avant l'arrêt, nonobstant opposition ou appel et sans caution; — Commet l'huissier Boitel pour la signification et l'exécution; autorise ledit huissier à retirer du greffe la minute du jugement, à charge par lui de la restituer au greffier. »

**Observations.** — Il a été décidé plusieurs fois que les ouvriers d'un établissement, usine ou atelier, sont tenus de l'observation des règlements affichés dans l'atelier; ils sont présumés en avoir pris connaissance et en avoir accepté les termes par ce seul fait qu'ils travaillent dans l'usine. Toutefois ce n'est là qu'une présomption simple et qui tombe devant la présomption et à plus forte raison devant la preuve contraire. S'il est établi notamment que tous les ouvriers d'un métier ont déclaré ne pas accepter une



règle affichée dans les ateliers par les patrons, et en ont formellement avisé ces derniers, ceux-ci ne peuvent plus sérieusement soutenir que l'entrée de tels ou tels de ces ouvriers dans leur établissement implique *ipso facto* une adhésion à leur règlement. Par suite, et si ce règlement déroge à un usage ancien et reconnu, en même temps sage et utile aux deux parties, comme celui du congé de huit jours, il ne peut faire loi pour aucun des ouvriers de la localité qui ont déclaré si formellement ne point vouloir y adhérer, et vouloir au contraire s'en tenir à l'usage. Dans de pareilles conditions le juge doit, au cas de contestation, appliquer l'usage ancien, sans tenir compte de la volonté d'y déroger manifestée par l'une des parties, mais non acceptée par l'autre.

Justice de paix du canton de Pantin  
(Seine).

Président : M. BEIKER, juge de paix.

7 mai 1886.

Citation. — Huissier étranger au canton.  
— Validité. — Règlement municipal.  
— Stationnement. — Taxe. — Loi nouvelle. — Compétence du juge de paix.

La citation en justice de paix donnée par un huissier étranger au canton est valable. L'infraction à l'article 16 de la loi du 25 mai 1838 n'entraîne, s'il échet, contre l'huissier, qu'une condamnation à l'amende.

La loi du 5 avril 1884, sur l'organisation municipale, n'a pas annulé les arrêtés pris par l'autorité municipale antérieurement à sa promulgation.

Spécialement, le maire d'une commune a pu valablement prendre, en 1880, un arrêté établissant un droit de stationne-

ment sur la voie publique, en usant du droit que lui donnaient les articles 31 de la loi du 18 juillet 1837 et 1<sup>er</sup> de la loi du 21 juillet 1867, et cet arrêté reste en vigueur sans qu'il ait été renouvelé depuis la loi de 1884.

La taxe de stationnement est due par tout marchand qui s'arrête sur la voie publique pour offrir et vendre sa marchandise, sans qu'il soit nécessaire que la voiture ait été déchargée et les marchandises déposées sur cette voie dans l'attente des acheteurs.

L'infraction à un arrêté établissant une taxe municipale ne tombe pas sous l'application de la loi répressive, et donne lieu seulement à une action civile. Le juge de paix est compétent pour connaître de cette action dans les limites du taux de sa compétence déterminé par l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1838.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Pantin, dans les circonstances que voici :

Un arrêté du maire de Bondy, en date du 26 septembre 1880, régulièrement approuvé, a soumis à une taxe de 25 centimes par voiture attelée, et de 15 centimes par voiture non attelée, les voitures et autres moyens de transport employés à la vente des denrées et marchandises quelconques sur la voie publique.

Les sieurs Blancheteau, Carbon et Perreau, marchands forains, ayant refusé d'acquitter cette taxe, ont été, après constatation des contraventions, cités en paiement. Condamnés par défaut, ils ont formé opposition. Ils soutiennent : 1<sup>o</sup> que la citation est nulle, comme donnée par un huissier autre que celui du canton ; 2<sup>o</sup> que l'arrêté était illégal, comme pris en violation de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale ; 3<sup>o</sup> que le juge de paix

est incompétent pour connaître de cette instance.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Sur la nullité de la citation : — Attendu que la citation donnée par un huissier autre que celui du canton, est valable ; que l'article 16 de la loi du 25 mai 1838 n'entraîne, s'il échet, contre l'huissier, qu'une condamnation à l'amende ; que, l'huissier Masson ayant été régulièrement autorisé à substituer son confrère absent en vertu de notre congé, aucune infraction n'a été commise par lui ; — Sur les moyens d'incompétence : — Sur le premier moyen pris de la violation des articles 68, § 7, et 98 de la loi du 5 avril 1884 : — Que ce moyen manque en fait ; que le maire de Bondy, en prenant à la date du 26 septembre 1880 un arrêté établissant un droit de stationnement sur la voie publique, terrains et autres emplacements communaux, n'a pu violer une loi qui n'existait pas à cette époque ; que la loi de 1884 n'a pas annulé les arrêtés pris par l'autorité municipale antérieurement à sa promulgation ; que le maire de Bondy s'est conformé à la législation alors en vigueur, et n'a fait qu'user du droit que lui donnaient les articles 31, n<sup>os</sup> 6 et 7, de la loi du 18 juillet 1837 et 1<sup>er</sup> de la loi du 24 juillet 1867 ; que l'arrêté est donc régulier ; — Que sa régularité a été reconnue expressément par M. le préfet de la Seine, dans sa lettre à M. Delattre, député, en date du 27 juin 1885, lettre publiée dans le journal *l'Avant-Garde* du 23 août 1885 et invoquée à tort par Blancheteau, Carbon et Perreau ; —

Qu'on y lit en effet : « Il résulte des « renseignements que je me suis « empressé de recueillir que le droit « de stationnement, contesté par « le pétitionnaire, a été institué « conformément à la loi. Il a été « établi par [décision ministérielle « du 15 septembre 1880, en ce qui « concerne les dépendances de la « grande voirie, et par arrêté municipal, approuvé par le préfet, pour « les voies simplement communales, « en vertu de la loi de 1837, confirmée par les articles 68 et 133 « de la loi du 5 avril 1884 ; mais la « taxe porte seulement sur les voitures et autres moyens de transport, employés à la vente des « denrées et marchandises, et elle « ne saurait, en conséquence, apporter aucune entrave à la liberté « du commerce et de la circulation. — Toutefois, il a été reconnu que cette perception aurait « pu être appliquée trop rigoureusement dans certains cas, par suite « de la difficulté que présente la « distinction à faire entre les commerçants se bornant à livrer leurs « denrées à domicile et ceux qui « s'arrêtent sur la voie publique « pour offrir et vendre leurs marchandises. J'ai donné des instructions pour que cette distinction « soit à l'avenir scrupuleusement « faite conformément aux déclarations des commerçants » ; — Qu'il n'est donc pas vrai, comme le disent Blancheteau, Carbon et Perreau, que M. le préfet ait entendu laisser les commerçants libres de prendre ou de ne pas prendre un permis de stationnement ; que M. le préfet déclare nettement que la taxe est due par tout marchand qui s'arrête sur la voie publique pour

offrir et vendre sa marchandise; qu'en effet, s'arrêter pour offrir et vendre constitue l'acte de stationner; — Que Blancheteau reconnaît avoir crié sa marchandise, s'être arrêté pour l'offrir et la vendre; que Carbon reconnaît s'arrêter une minute ici, une minute là pour vendre sa marchandise; qu'il ne peut faire entrer sa voiture chez les clients; que Perreau reconnaît s'être arrêté pour offrir et vendre sa marchandise; — Que, dans leurs actes d'opposition comme dans leurs conclusions, Blancheteau, Carbon et Perreau qualifient, eux-mêmes, ce fait de stationnement, puisqu'ils déclarent dans leurs conclusions chacun « que la seule contravention que je « pourrais encourir devait être celle « prévue par l'article 10, décret du « 10 août 1852 sur le roulage », et dans les actes d'opposition : « que « la seule contravention que pour- « rait encourir le requérant serait « celle prévue par l'article 10, dé- « cret du 10 août 1852 sur le rou- « lage »; — Qu'ils prétendent à la barre, contrairement aux aveux faits par eux dans les deux actes précités et à l'audience, que le stationnement ne peut être constitué que par le déchargement de la voiture sur la voie publique et le dépôt des marchandises sur cette voie dans l'attente des chalands; — Que cette prétention est dérisoire; qu'en effet, décharger une voiture et déposer des marchandises sur la voie publique sont des actes qui diffèrent essentiellement du stationnement momentané de la voiture, c'est-à-dire de son arrêt pendant l'opération de l'offre et de la vente de la marchandise y contenue; — Que l'arrêt est clair et précis; que le com-

mentaire donné par M. le préfet accentue encore le sens dudit arrêt; que nous devons donc en faire application d'autant mieux qu'il a été régulièrement approuvé, publié, et non attaqué dans les délais et dans les formes prescrits par la loi; — Que seuls nous sommes compétent pour connaître de l'action intentée; qu'une jurisprudence constante déclare que l'infraction à un arrêté établissant une taxe municipale ne constitue pas une infraction pénale, mais donne ouverture à une action civile (Cass., 16 avril 1863; 4 août 1864; 22 mars 1883; 26 mars 1886); — Que l'établissement d'une taxe de la nature de celle en litige est la création d'un véritable droit d'octroi (Cass., 15 janvier 1820) : d'où la conséquence que nous sommes compétent pour connaître des difficultés nées à l'occasion de sa perception; — Que nous sommes également compétent, aux termes des articles 3 et 4 de la loi du 25 mai 1838 (Cass., 1<sup>er</sup> décembre 1847); — Que les articles 514, décret du 31 mai 1862, et 154, loi du 5 avril 1884, sont par suite sans application dans la cause; — Qu'en nous saisissant le maire de Bondy, loin de le violer, s'est conformé à l'article 1032 du Code de procédure civile; — Que l'article 49 du Code de procédure civile, traitant de la dispense de conciliation et non de la compétence, est sans application; — Au fond — (Sans intérêt), — Par ces motifs, etc. »

**Observations.** — Sur la première question, jugé dans le même sens : qu'en signifiant une citation devant le juge de paix d'un canton où il ne réside pas, un huissier commet une

infraction à ses devoirs professionnels, mais cette infraction n'entraîne la nullité ni de cette citation, ni du jugement qui l'a suivie (Trib. civil de Chartres, 23 août 1878, ANNALES 1879, p. 208). L'article 1030 du Code de procédure civile défend de déclarer nul aucun exploit dont la nullité n'a pas été formellement prononcée par la loi. Voir la controverse sur cette question dans notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> *Citation*, n<sup>o</sup> 4. — Sur la dernière question, il est de jurisprudence constante que le refus de paiement des droits d'octroi, droits de place et autres taxes de même nature, ne constitue pas une contravention passible des peines de police. L'action née de ce refus ne peut être qu'une action civile. Voir, indépendamment des arrêts cités dans le jugement ci-dessus, Cass., 14 août 1856, 22 mai 1857, 22 novembre 1866, ANNALES 1867, p. 202.

**Justice de paix de Saint-Germain en Laye**  
(Seine-et-Oise).

*Président* : M. ALPHONSE BOULÉ,  
*juge de paix.*

4 août 1886.

*Dommages aux champs. — Lapins. — Responsabilité. — Location de chasse. — Présomption. — Expertise.*

La location que le propriétaire fait de son droit de chasse est une présomption que les lapins sont entretenus dans ses bois dans la plus grande mesure possible, et des dommages-intérêts sont d'autant plus dus que les circonstances de la cause viennent confirmer cette présomption.

Ainsi jugé, dans les termes suivants par M. le juge de paix de Saint-Germain en Laye :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant le délibéré ordonné à l'audience du 28 juillet et, après avoir entendu les parties en leurs dires et conclusions respectifs, aux audiences précédentes, statuant en premier ressort : — Attendu que la location d'une chasse comporte la présence d'un gibier ; — Que c'est un mode de revenu, ce qui implique que si le gibier n'est pas à proprement parler la propriété du possesseur du bois, ce dernier ne spéculé pas moins sur l'existence même du gibier qui s'y trouve ; — Que dans l'espèce, il résulte soit de la visite des lieux à laquelle nous nous sommes livré, soit du rapport oral de l'expert Cara : 1<sup>o</sup> Que dans la plaine d'Achères, entre la digue et le mur de la forêt de Saint-Germain, il n'existe pas d'autres terrains boisés que ceux appartenant à M<sup>me</sup> Brun, qui jusqu'au procès actuel, a toujours, sauf à en discuter le montant, payé à certains de ses riverains les indemnités réclamées ; — 2<sup>o</sup> Que des terriers ont été en effet défoncés annuellement vers le mois de novembre, mais seulement pour en tirer les lapins, qui ensuite étaient transportés dans des espèces de parcs entourés de grillages, destinés qu'ils étaient, à être tués par les chasseurs ; — 3<sup>o</sup> Que dans les bois dont s'agit, d'une superficie d'environ 105 hectares, il existe un très grand nombre de cépées de chênes atteintes mortellement par la dent des lapins et devant par conséquent infailliblement périr, ce qui démontre que soit les battues, soit le défoncement des terriers, ont été insuffisants ; — Que si Dumont a eu le tort apparent de cultiver de la luzerne dont les lapins

sont très friands, dans le voisinage des bois de M<sup>me</sup> Brun, il a en définitive usé de son droit de propriétaire; — Que la spéculation apparente qui lui est reprochée, d'avoir conclu au paiement d'une indemnité bien supérieure aux dégâts éprouvés, se trouve, en définitive, réprimée par le rapport de MM. Blot et Gallois, experts; — Par tous ces motifs, homologuons le rapport dont s'agit; — En conséquence, condamnons la veuve Brun à payer à Dumont la somme de 150 francs qu'elle lui doit pour les causes sus-énoncées; — La condamnons en outre aux intérêts de droit et aux dépens taxés et liquidés à 103 francs, et ce non compris les frais de greffe. »

**Observations.** — Le propriétaire qui loue la droit de chasse dans ses bois, ne peut pas sérieusement soutenir qu'il a fait tous ses efforts pour détruire entièrement les lapins qui s'y trouvent. Il résulte du seul fait de sa location une présomption que les moyens de destruction employés par le propriétaire ont été insuffisants, et que par suite il reste responsable du dommage causé aux voisins par les lapins. Il en est surtout ainsi lorsque des constatations de l'expertise il résulte que les lapins ont été conservés en quantité suffisante pour causer un dommage sérieux aux cultures des voisins.

Justice de paix du canton de Montréjeau  
(Haute-Garonne).

Président : M. DUPUY, juge de paix.

29 juin 1886.

Domages aux champs. — Action civile.

— *Délit rural.* — *Citation.* — *Exception de prescription.* — *Interruption.*

La citation devant le Tribunal de police, donnée à l'auteur d'un délit rural par la partie lésée, implique une interruption de la prescription par rapport à l'action civile prise isolément, alors même qu'il n'aurait pas été suivi sur cette citation, et que la partie lésée aurait donné son désistement.

En conséquence, le défendeur à une action civile, ultérieurement intentée pour avoir réparation du dommage, n'est pas fondé à opposer l'exception de prescription, alors que cette prescription avait été ainsi interrompue.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix de Montréjeau, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, tout en se désistant de la citation qu'il avait donnée, le 29 mai dernier, devant le Tribunal de simple police de ce canton, le sieur Artigue demande aujourd'hui, par citation nouvelle notifiée le 18 juin courant, une indemnité de 300 francs équipollente du dommage causé à sa vigne, sise à Montréjeau, par le troupeau de bêtes à laine appartenant à la fille Châtrau, défenderesse; — Attendu que, d'après le libellé de la citation du 29 mai dernier, le dommage allégué aurait été produit par ledit troupeau le 2 mai aussi dernier, pendant qu'on avait laissé ce troupeau en vagabondage; — Qu'ainsi précisé par un document qui faisait le titre de la poursuite primitive, ce fait constitue bien un délit rural tel qu'il est prévu par les articles 3, 4 et 12, tit. II, de la loi des 28 septembre et 6 octobre 1791, et dont la poursuite doit être faite dans le délai d'un mois, faute de quoi il n'y a plus lieu à poursuivre, d'après

les termes formels de l'article 8, sect. VII, tit. I<sup>er</sup>, de la même loi ; — Attendu que ce fait, ainsi caractérisé juridiquement, amène à l'examen de la question de savoir si la citation devant le Tribunal de simple police, par rapport à l'action civile qui nous est maintenant déferée, est interruptive de cette prescription mensuelle ; — Que, sans doute, l'action en indemnité, portée par la partie lésée devant la juridiction civile, n'aurait pas pour effet d'interrompre la prescription de l'action publique, s'agissant surtout d'un délit rural ; qu'en d'autres termes, le ministère public n'aurait point pu poursuivre le contrevenant un mois après la contravention, alors même que la partie civile aurait intenté, avant le délai d'un mois, l'action en dommages devant le juge de paix, juge civil ; que la raison en est dans ce que la partie civile ne participe pas à l'action publique réservée au ministère public, et qu'elle ne peut, par ses diligences et par le recours qu'elle exerce, relever ce dernier des déchéances par lui encourues ; que c'est, d'ailleurs, ainsi que l'a décidé la Cour de cassation sur un pourvoi formé contre un jugement rendu en 1870 par le Tribunal de simple police du présent canton ; — Mais qu'il en est autrement lorsque la partie civile avait déjà porté son action devant le Tribunal de simple police par citation donnée dans le mois de la perpétration du délit ; — Qu'une telle citation, en effet, exerce une influence directe sur l'une et sur l'autre des deux actions civile et publique ; puisqu'elle avait pour but, de la part de la partie lésée, de parvenir à la fois et à faire constater le

délit et à en faire poursuivre l'auteur par la double voie que la loi autorise, et que, dès lors, en faisant participer la partie civile à l'exercice d'une telle action, cette citation implique une véritable interruption de la prescription par rapport à l'action civile prise isolément, et, par conséquent, par rapport à celle dont nous sommes saisi aujourd'hui en vertu de la citation du 29 juin courant ; — Attendu que la jurisprudence a consacré par une foule d'arrêts qu'en thèse générale, les actes d'interruption et de poursuite auxquels l'article 637 du Code d'instruction criminelle attribue un effet interruptif de la prescription de l'action publique, comprennent la citation devant un juge même incompétent ; qu'il y a identité de raison de décider ainsi en matière de délits ruraux, pour lesquels nous n'avons trouvé cependant aucun document jurisprudentiel faisant spécialement cette assimilation ; — Qu'il s'ensuit qu'on doit être peu touché de l'objection qu'on pourrait tirer du fait que l'acte interruptif de prescription avait saisi du délit un juge incompétent ; qu'il y a d'autant moins lieu de s'en préoccuper, que, suivant nous, la citation est parfaitement assimilable à la poursuite dont il vient d'être parlé ; — Attendu qu'on ne pourrait pas soutenir non plus que l'interruption de prescription doit être considérée comme non avenue, parce que la citation a été suivie d'un désistement ; car ce désistement énonce qu'il est motivé sur l'incompétence du juge primitivement saisi et déclare en termes formels que l'action est portée devant la juridiction compétente ; d'où il résulte qu'on n'a

pas abandonné l'action, mais qu'on abandonne la procédure seulement; — Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que l'acte de poursuite, qui avait saisi de l'action le Tribunal de simple police dans le mois du délit, a eu pour effet d'interrompre la prescription par rapport à l'action civile qui nous est maintenant déférée, et qu'ainsi, l'exception proposée par la défenderesse est irrecevable. »

**Observations.** — Cette question est extrêmement controversable. Aux termes de l'article 2247 du Code civil, l'interruption de prescription est non avenue en cas de désistement. Toutefois, lorsqu'un même fait comporte deux actions, l'une criminelle, l'autre civile, le désistement de la première n'emportant pas nécessairement l'abandon de la seconde, il nous semble que la citation donnée devant le juge de réception, doit conserver son effet interruptif à l'égard de l'action civile que la partie lésée a encore le droit de former même après l'abandon de la poursuite criminelle. La sentence ci-dessus a été, sur appel, confirmée par jugement du Tribunal civil de Saint-Gaudens, en date du 11 août dernier.

Justice de paix de Saint-Denis du Sig  
(Algérie).

Président : M. JACQUEMIN, juge de paix.

11 juin 1886.

*Vice réhibitoire. — Mule. — Fluxion périodique des yeux. — Expertise. — Frais. — Dommages-intérêts.*

Lorsqu'il résulte des débats, et notamment d'un rapport d'expert, qu'une mule

vendue est atteinte de fluxion périodique des yeux, il y a lieu pour le juge saisi d'ordonner la résolution de la vente et la restitution du prix.

Mais s'il n'est pas établi que le vendeur ait connu le vice dont l'animal était atteint, l'acheteur doit être remboursé des frais occasionnés par la vente, mais n'a pas droit à des dommages-intérêts.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Suivant exploit de Chanut, huissier au Sig, du 9 juin 1886, le demandeur a fait citer le défendeur à comparaître à l'audience de ce jour, pour : — « Attendu que le 23 mai 1886, à Saint-Denis du Sig, le requérant a acheté du sieur Pépé-Soria, moyennant 375 francs payés comptant, une mule sous poil bai châtain, hors d'âge, ayant l'oreille gauche fendue ; — Attendu qu'il résulte du rapport dressé par l'expert Malaret, médecin-vétérinaire, demeurant au Sig, nommé en cette qualité suivant ordonnance rendue sur pied de requête par M. le juge de paix du canton de Saint-Denis du Sig, le 31 mai 1886, enregistrée, que cette mule est atteinte du vice réhibitoire connu sous le nom de fluxion périodique des yeux, prévu par l'article 2 de la loi du 2 août 1884 ; — Que la demande en résolution est régulière en la forme et juste au fond ; qu'il en est de même du rapport dressé par Malaret ; — Que le requérant est bien fondé à demander la résolution de la vente verbale dont il s'agit, et la restitution du prix qu'il a gagné comptant ; — Par ces motifs, — Entendre homologuer purement et simplement le rapport d'exploit du 8 juin 1886, susénoncé ; — Ce faisant, voir déclarer résiliée aux torts du sieur



Pépé-Soria, la vente dont il s'agit ; — S'entendre ce dernier condamner à payer au requérant à titre de restitution, la somme de 375 francs pour prix de ladite vente : — S'entendre en outre condamner en tous les dépens dans lesquels sont compris les frais d'expertise et de mise en fourrière et en 100 francs de dommages-intérêts. »

A l'appel de la cause les deux parties comparaissent en personne, le demandeur maintient les conclusions de son exploit introductif d'instance et en requiert adjudication. Le vendeur déclare qu'il ignorait que la mule par lui vendue au sieur Foltz fût atteinte d'un vice rédhibitoire, et le sieur Foltz déclare ne pouvoir faire la preuve du contraire de cette déclaration. Le vendeur ajoute qu'il n'a pas refusé de reprendre la mule et d'en restituer le prix au sieur Foltz, mais qu'il a mis pour condition à cette restitution que le sieur Foltz lui payerait 25 francs à titre d'indemnité. — Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Soria reconnaît avoir vendu à Foltz une mule pour le prix de 375 francs qui lui ont été payés ; — Attendu qu'il résulte d'un rapport régulièrement dressé par Malaret, vétérinaire au Sig, enregistré, que cette mule est atteinte du vice rédhibitoire, appelé maladie des yeux ; — Que cette constatation a été faite par ledit Malaret en vertu d'une ordonnance de M. le juge de paix suppléant en date du 31 mai 1886, le commettant à cet effet, enregistrée ; — Attendu que Foltz ayant proposé à Soria de résoudre la vente amiablement, ce dernier n'a con-

senti à la résiliation que s'il lui était accordé une indemnité de 25 francs ; — Attendu que cette prétention n'était pas légitime ; que du reste Foltz a refusé d'y accéder, et a intenté au sieur Soria, dans les délais fixés par l'article 5 de la loi du 2 août 1884, l'action résolutoire autorisée par ladite loi ; — Attendu toutefois que Foltz n'établit point que Soria ait eu connaissance au moment de la vente, du vice rédhibitoire dont la mule était atteinte ; — Attendu qu'ainsi, aux termes de l'article 1646 du Code civil, il n'est point fondé à réclamer d'autres dommages-intérêts que le remboursement des frais occasionnés par la vente ; — Attendu qu'il a déclaré à la barre que ces frais étaient nuls ; qu'ainsi il ne lui est point dû d'indemnité ; — Par ces motifs, — Statuant en matière civile contradictoirement et en dernier ressort ; — Homologuons le rapport dressé par le vétérinaire Malaret ; prononçons la résiliation de la vente dont s'agit ; — Condamnons Soria à reprendre la mule et à restituer à Foltz la somme de 375 francs qu'il a reçue pour prix de ladite mule ; le condamnons en outre aux dépens liquidés à 54 francs, y compris les frais de fourrière, mais déboutons Foltz de sa demande en 100 francs de dommages-intérêts. »

**Observations.** — Le vendeur de bonne foi et qui a ignoré le vice de la chose vendue n'est pas tenu de dommages-intérêts envers l'acquéreur. (C. civ., art. 1646.) Et cela est juste, car le vendeur subit déjà un notable dommage par suite de la résolution de la vente et des frais qu'elle entraîne, et il est la première victime



du vice qui s'est révélé dans la chose vendue.

Justice de paix du canton de Montréjeau  
(Haute-Garonne).

Président : M. DUPUY, juge de paix.

6 juillet 1886.

*Voirie. — Autorité municipale. — Prestations. — Maires. — Action en responsabilité. — Pouvoir administratif. — Question préjudicielle. — Sursis.*

Il appartient à l'autorité judiciaire de connaître des actions en indemnité dirigées contre un fonctionnaire ou agent de l'autorité publique, mais seulement au cas où ce fonctionnaire aurait usurpé un droit qui ne lui appartient pas ou commis une faute personnelle.

Lorsque le fait reproché comme faute personnelle se relie étroitement aux fonctions de l'agent de l'autorité publique, l'interprétation du caractère de cet acte appartient exclusivement aux Tribunaux administratifs.

En conséquence, il y a lieu pour le juge de paix de surseoir au jugement de la demande en indemnité jusqu'à ce que la juridiction administrative ait décidé si l'acte incriminé constitue un abus de pouvoir ou une faute personnelle.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le maire Abeille fit opérer des prestations sur un chemin rural de sa commune contre le gré de l'agent voyer.

Il refusa d'agréer le surveillant des travaux qui lui fut indiqué par l'administration et s'ériga en surveillant.

Cette résistance du sieur Abeille détermina l'administration à refuser aux prestataires l'acquittement de leurs prestations ainsi faites en na-

ture, et les porta comme obligés à les acquitter en argent.

Après avoir ainsi payé en argent, le prestataire Barthe actionna le maire en justice de paix.

Le 6 juillet 1886, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, dans son exploit introductif d'instance devant nous, Barthe demande au sieur Abeille le payement d'une somme de 15 francs, équivalente de celle qu'il a dû payer aux mains du receveur municipal pour le montant de ses prestations qu'il avait déjà acquittées en nature, selon les ordres du sieur Abeille ; — Attendu qu'il résulte des débats et de la nature même du fait litigieux qu'en ordonnant l'exécution des prestations que Barthe a acquittées en nature, le sieur Abeille exerçait évidemment l'autorité municipale à lui dévolue par les règlements sur la voirie, ce qui n'empêche pas que la responsabilité de ce dernier ne puisse avoir été engagée vis-à-vis d'un prestataire évincé ; — Attendu qu'il appartient à l'autorité judiciaire de connaître des actions en indemnité dirigées contre un fonctionnaire ou agent de l'autorité publique, mais seulement au cas où ce fonctionnaire aurait usurpé un droit qui ne lui aurait pas appartenu ou commis une faute personnelle ; — Qu'en l'espèce, le fait reproché comme faute personnelle se lie très étroitement à l'acte de la fonction à l'occasion duquel le fait s'est produit, de sorte que, pour résoudre la question de responsabilité, il faut pénétrer dans la fonction même de l'agent, en examiner les ressorts et déterminer les droits et obligations ;

qu'il faut donc prononcer préjudiciellement sur le caractère même du fait donnant lieu à la demande, ce qui ne peut être fait que par les autorités ou les Tribunaux de l'ordre administratif, sous peine d'enfreindre le principe de la séparation des pouvoirs, écrit dans les lois des 16 et 24 août 1790 et 16 fructidor an III ; — Qu'il en sera de même si l'on veut que la difficulté porte sur l'unique point de savoir si le prestataire s'était valablement libéré au moyen de sa prestation en nature requise par le maire Abeille ; — Par ces motifs, vidant le renvoi prononcé à l'audience du 1<sup>er</sup> du courant mois, et statuant en premier ressort, — Disons que l'interprétation du caractère de l'acte dont le demandeur tend à faire dériver la responsabilité du sieur Abeille est préjudicielle et appartient à l'autorité ou aux Tribunaux de l'ordre administratif ; — En conséquence, sursoyons à statuer et renvoyons la cause et les parties à notre audience du 28 septembre prochain, afin que, d'ici là, la partie compétente ou la plus diligente poursuive devant qui de droit l'exception préjudicielle ci-dessus énoncée et en rapporte la décision, au vu de laquelle il sera fait droit, les dépens demeurant réservés pour être joints au fond. »

**Observations.** — L'autorité judiciaire est certainement compétente pour statuer sur les demandes en indemnités formées contre les fonctionnaires, lorsque l'acte qui leur est reproché constitue manifestement un abus de pouvoir, qu'il a été commis en dehors de ses attributions et que nul doute ne peut s'élever sur ce point ; mais, si ce

même acte se rattache à leurs fonctions, si par conséquent l'abus de pouvoir n'est pas manifeste et indéniable, l'autorité administrative a seule qualité pour apprécier et caractériser l'acte dommageable. Le juge civil a donc en pareil cas le devoir de surseoir à statuer jusqu'à ce que l'autorité compétente ait exprimé son avis sur la légalité de l'acte reproché au fonctionnaire.

Justice de paix du canton de Saint-Savin  
(Vienne).

Président : M. HILLAIRET, juge de paix.

2 et 9 juillet 1886.

*Cheminée. — Mur mitoyen. — Action possessoire. — Trouble. — Exception. — Mauvaise construction. — Expertise. — Travaux ordonnés en l'article 674 du Code civil.*

Lorsqu'à l'action en maintenue possessoire intentée par le possesseur d'une cheminée construite contre le mur mitoyen, le défendeur oppose une exception tirée de ce que la cheminée ne serait pas construite selon les règles de l'art et présenterait par ses vices de construction un danger d'incendie, il appartient au juge du possessoire de faire examiner la cheminée par un expert et d'ordonner tels travaux qu'il jugera nécessaires pour parer à ce danger.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix de Saint-Savin, dans les circonstances que voici :

Par exploit de Brézat, huissier, en date du 23 juin 1886, Meunier a fait citer à comparaître à l'audience du 25 du même mois, les époux Dupuis, pour :

« Attendu que le demandeur est propriétaire d'une buanderie à Saint-

Germain, joignant la cour des défendeurs, de laquelle elle est séparée par un mur mitoyen établi depuis au moins quarante ans, que la cheminée de la buanderie a toujours existé dans ledit mur; — Attendu que dans le courant de mai 1886, malgré la défense du demandeur, les défendeurs se sont permis de pratiquer un trou dans le mur de la cheminée, les empêchant ainsi de faire la lessive; — Voir dire que ce fait sera pris pour trouble à la possession dudit demandeur, qui sera maintenu en ladite possession, que les défendeurs seront tenus de boucher le trou qu'ils ont pratiqué dans ledit mur, qui sera rétabli dans son état primitif, et ce, dans les trois jours de la signification du jugement à intervenir, sinon que le demandeur sera autorisé à le faire faire aux frais des défendeurs, qui seront obligés de les lui rembourser à vue de simples quittances d'ouvriers; s'entendre faire défense de troubler à l'avenir le demandeur en sa possession, et, pour l'avoir fait, s'entendre condamner solidairement à 100 francs de dommages-intérêts, et aux dépens. »

A l'audience du 2 juillet 1886, à laquelle la cause avait été renvoyée, Meunier, ayant persisté en sa demande, Dupuis a répondu que la cheminée en question n'a pas été construite comme elle devait l'être; que, du reste, elle est en si mauvais état qu'elle pourrait très facilement communiquer le feu au bois qu'il dépose auprès et à la paille et au foin qu'il a le droit d'y déposer; il a, en conséquence, demandé une visite de lieux et la nomination d'un expert, qui indiquerait les travaux à y faire aux frais de Meunier pour faire

disparaître tout danger d'incendie, et il a ajouté que ce n'est ni lui ni sa femme qui ont fait le trou dont parle Meunier, mais bien l'ardeur du feu, qui en avait même produit trois, dont deux ont été bouchés par le demandeur, et qu'il rejette les prétentions de ce dernier comme mal fondées.

Enfin, à la même audience, les deux parties ont reconnu que la cour des époux Dupuis et le terrain sur lequel est construite la buanderie du demandeur ont autrefois appartenu à la même personne, dont ils sont les ayants cause; que postérieurement à la division de cet héritage, les deux portions ont été séparées par ledit mur, qui est mitoyen; que ladite cheminée aurait été construite en même temps que ce mur, d'après Meunier, et postérieurement, selon Dupuis. — Premier jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant par jugement interlocutoire en premier ressort : — Attendu que le dire de Dupuis est une véritable exception; que cette exception, qui intéresse par son objet la sécurité publique, serait de nature, si elle était justifiée, à faire rejeter la demande de Meunier; — Qu'il y a donc lieu de rechercher si cette exception est bien ou mal fondée; — Attendu que pour arriver à ce résultat une visite des lieux est indispensable; — Que cette visite seule peut, en effet, démontrer si la cheminée en question, telle qu'elle a été établie, est de nature à produire à un moment donné un incendie, si, en un mot, la sécurité publique, ou seulement l'intérêt privé des parties, est en jeu; — Que, pour faire cette appréciation, il est

nécessaire de recourir aux lumières d'un homme de l'art, et de faire procéder à une expertise ; — Avant faire droit, ordonnons qu'il sera par nous procédé, en présence des parties qui sont intimées de s'y trouver, le lundi 5 juillet 1886, à une heure du soir, à la visite des lieux contentieux ; — Nommons, pour nous assister comme expert, M. Granger, entrepreneur à Saint-Savin, lequel, après serment, fera toutes vérifications utiles, s'entourera de tous renseignements, et nous donnera son avis, notamment sur le point de savoir si cette cheminée, par sa mal-façon primitive ou son état actuel de délabrement, est de nature à produire à un moment donné un incendie, et, dans le cas de l'affirmative, dira quels seraient les travaux à faire pour faire disparaître ce danger ; — Disons que cet expert consignera son avis, dans un rapport détaillé qu'il déposera au greffe de cette justice de paix, pour être ultérieurement statué ce qu'il appartiendra, tous droits, moyens et dépens réservés. »

Enfin, après accomplissement des opérations ordonnées, il a été rendu le jugement suivant, à la date du 9 juillet 1886 :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant par jugement contradictoire et en premier ressort ; — Vu : 1° l'exploit introductif d'instance ; 2° notre jugement du 2 juillet courant, qui ordonne la visite des lieux contentieux et l'expertise ; 3° le procès-verbal de ces visite de lieux et expertise, en date du 5 du même mois ; 4° et le rapport précité de l'expert ; — Ouï les parties en leurs conclusions et explications ; — Vu enfin l'article 6,

§§ 1<sup>er</sup> et 3, de la loi du 25 mai 1838 : — Attendu que l'action intentée par Meunier contre les époux Dupuis est une action possessoire, que la base de ces sortes d'actions est toujours la possession revêtue des caractères voulus par la loi ; — Que Meunier appuie sa demande sur une possession, non contestée du reste, et remontant à quarante ans environ, possession qui aurait eu pour effet, d'après lui, de prescrire à son profit le droit de se servir de la cheminée, objet du litige, telle qu'elle a été établie primitivement, sauf à lui à la tenir en état ; mais que les défendeurs objectent que cette cheminée n'a pas été construite primitivement comme elle devait l'être, et qu'elle est dans un si mauvais état qu'elle pourrait très facilement communiquer le feu au bois qu'ils déposent auprès, et à la paille et au foin qu'ils ont le droit d'y déposer, et qu'il résulte du rapprochement de tout ce qui a été dit par Dupuis au cours des débats, que, selon lui, Meunier ne peut se prévaloir de sa possession pour refuser de se conformer aux prescriptions de la loi ayant pour but de prévenir les incendies ; — Attendu que les dispositions légales auxquelles Dupuis fait ainsi allusion ne peuvent être que celles consignées dans l'article 674 du Code civil, et qui ont trait à l'établissement des cheminées près d'un mur mitoyen ou non, et aux distances et ouvrages à observer ; — Attendu que, s'il est vrai que le propriétaire qui a fait des constructions nuisibles, sans observer les distances ou les prescriptions prescrites par la loi, acquiert, après trente ans de possession, le droit de les conserver en l'état où elles sont et quoiqu'elles

blessent l'intérêt privé du voisin, il ne saurait en être ainsi des travaux qui pourraient être nuisibles à la société, car on ne prescrit point contre ce qui est d'ordre public ; — Attendu que les mesures prescrites par l'article 674, notamment pour prévenir les incendies, l'ont été dans un intérêt d'utilité publique ; que, par suite, il y a lieu d'examiner si les précautions dont parle cet article ont été prises pour la construction de la cheminée en question, et, d'une façon plus générale, si cette cheminée, telle qu'elle est édifiée, est de nature à occasionner ou non des incendies ; — Attendu que cette cheminée est établie dans le mur mitoyen ; qu'il résulte de notre procès-verbal de visite de lieux et de ce que nous avons remarqué, que le parement du mur de cette cheminée, du côté des époux Dupuis, n'a qu'une épaisseur de 17 centimètres ; que le parement qui est du côté de Meunier n'a que 15 centimètres d'épaisseur ; que ces deux parements sont bâtis avec des pierres ordinaires et du mortier ; qu'ils sont en mauvais état, surtout le parement touchant les défendeurs, puisque, au simple toucher, le mortier tombe en poussière et les pierres remuent ; que les prescriptions dont il s'agit n'ont donc pas été suivies ; — Que, tout récemment, il s'est produit dans cette cheminée un trou, dont notre procès-verbal constate l'existence, et que les parties n'avaient pas remarqué : les défendeurs, parce qu'il était caché par du bois qu'ils avaient entassé derrière le mur mitoyen, et notamment derrière la cheminée, et le demandeur parce qu'il ne se trouvait pas de son côté ; qu'un incendie eût pu être ainsi facilement allumé ;

que pareil fait pourrait se reproduire à l'avenir ; — Attendu que, dans son rapport, l'expert confirme nos appréciations, en disant formellement que la cheminée dont s'agit, par sa mauvaise construction, peut occasionner un incendie à cause des fuites, et que la sécurité publique est compromise ; — Attendu qu'il suit de là que l'intérêt public est en jeu, qu'il importe de porter remède à cet état de choses, et que, dans ce but, l'expert conclut à ce que la cheminée soit démolie et reconstruite à frais communs, en laissant du côté des défendeurs une épaisseur de 40 centimètres en maçonnerie, le demandeur pouvant établir sa cheminée de son côté, et son fourneau en avant-corps ; — Mais attendu qu'il est de principe constant que le juge n'est pas lié par la décision de l'expert, qu'il peut, au contraire, statuer contrairement à son avis, en totalité ou en partie, et qu'il nous paraît que l'on peut arriver à faire disparaître tout danger d'incendie sans obliger Meunier à retirer autant sa cheminée ; — Attendu enfin que le crépissage, du côté des époux Dupuis, a dû être, dans une certaine mesure, détérioré par les corps durs qu'ils déposent auprès ; — Disons, sans avoir égard à l'intérêt privé des parties : — 1° Que la cheminée dont s'agit est mal bâtie et dans un état tel qu'il est à craindre qu'elle n'occasionne, un jour ou l'autre, quelque incendie, que la sécurité et l'ordre public sont donc intéressés à ce que ce danger disparaisse ; — 2° que pour arriver à ce résultat la cheminée actuelle sera démolie et ensuite reconstruite de la façon suivante : le tuyau, depuis sa base jusqu'à son

sommet, sera fait en briques posées à plat et en bon mortier ; son parement, du côté des défendeurs, aura 20 centimètres d'épaisseur au moins et sera bien crépi à l'extérieur, et, des trois autres côtés, 10 centimètres d'épaisseur au minimum ; l'intérieur de ce tuyau sera également crépi ; — 3° Que ce travail sera terminé, à la diligence et aux frais de Meunier (sauf le crépissage du côté des époux Dupuis, lequel sera à la charge de ces derniers), dans le délai de deux mois à partir du jour de la signification du présent jugement, et fait par un ouvrier compétent ; — 4° Qu'à défaut d'exécution de ce travail dans ledit délai, les défendeurs demeurent autorisés à le faire faire par un ouvrier de leur choix, aux frais de Meunier, qui sera tenu d'en solder le coût sur la présentation du mémoire de l'ouvrier ; — Disons qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter aux divers chefs de la demande de Meunier, lesquels se trouvent écartés, comme mal fondés, puisque l'exception soulevée par les défendeurs a été reconnue juste et qu'il y a été fait droit, par suite l'en déboutons et le condamnons en tous les frais et dépens du procès, liquidés à..... »

**Observations.** — La possession annale, quelque respectable qu'elle soit, ne saurait prévaloir contre l'intérêt de la sécurité publique ni contre les règles formelles de la loi ; notamment celui qui a la possession annale d'une cheminée adossée au mur mitoyen doit être maintenu dans cette possession si la cheminée est construite selon les règles de l'art. Mais si elle présente des vices de construction, si elle constitue un

danger pour le voisin, en ce sens qu'elle peut occasionner un incendie, la possession n'est plus respectable qu'en principe, en ce sens que le possesseur conserve le droit de maintenir une cheminée, mais à la condition de faire les travaux nécessaires pour éviter de nuire au voisin, conformément au principe posé par l'article 674 du Code civil. Il appartient donc au juge du possessoire, saisi d'une exception fondée sur le mauvais état de la cheminée, d'ordonner les travaux qu'il juge nécessaires pour qu'elle ne puisse nuire au voisin. Dans l'espèce, l'exception devenait une véritable demande reconventionnelle, à laquelle le juge saisi devait nécessairement faire droit, puisqu'il est compétent pour connaître des actions relatives aux travaux énoncés dans l'article 674 du Code civil lorsque la propriété ou la mitoyenneté du mur ne sont pas contestées.

**Just. de paix du cant. nord-est d'Issoudun (Indre).**

*Président : M. DESJEUX, juge de paix.*

12 septembre 1886.

**Sépulture. — Cimetière. — Concession.**  
*Clause d'indivisibilité. — Inhumation.*  
*Dette personnelle à l'un des communis-tes.*

Lorsqu'une concession d'un terrain dans un cimetière a été donnée par la commune à une famille moyennant un prix déterminé, sous la condition que le terrain concédé ne pourrait être l'objet d'un partage, et que la jouissance en resterait commune et indivise entre les membres de la famille, chacun de ces membres est tenu pour le tout envers la commune du paye-

ment de la taxe spéciale due pour chaque inhumation nouvelle.

Spécialement, l'un des communistes est tenu intégralement envers la commune du montant de la taxe due pour l'inhumation d'un de ses enfants. Il n'est pas fondé à soutenir que la tombe lui étant commune avec son beau-père, il ne doit payer que moitié de cette taxe.

Ainsi jugé, par M. le juge de paix d'Issoudun, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu les parties dans leurs moyens et conclusions : — Attendu que, par arrêté de M. le maire de la commune de Javron, du 20 avril 1881, enregistré, il a été concédé à perpétuité, à M. Duboc et à M. Chaulin-Servinière, son beau-frère, un terrain de 19 mètres superficiels dans le cimetière de Javron, à l'endroit où se trouvait déjà bâti le caveau de leur famille, qui renfermait, dès alors, les corps de plusieurs de leurs parents ; que cette concession a été faite moyennant la somme principale de 760 francs, conformément au tarif proposé par le conseil municipal, par sa délibération du 19 août 1849, approuvé par M. le préfet le 20 septembre suivant, et à la charge, entre autres, de se conformer aux autres dispositions du tarif, de ne pouvoir transmettre le terrain concédé à titre gratuit ni à titre onéreux et d'en jouir en commun, eux et leurs héritiers, sans pouvoir en provoquer le partage ; que le règlement concernant les concessions de terrains dans le cimetière de Javron, dressé par le maire dudit lieu, suivant arrêté de ce magistrat, en date du 1<sup>er</sup> octobre 1852, porte également, art. 7, que le terrain con-

cédé à perpétuité ne sera transmissible ni à titre gratuit ni à titre onéreux et que les concessionnaires et leurs héritiers en jouiront en commun, sans qu'ils puissent en provoquer le partage ; qu'en outre, par son article 14, ce règlement dispose encore qu'indépendamment du prix principal, lorsque la concession portera fondation pour la famille, il sera payé à la commune, à chaque inhumation d'une personne de la famille dans le terrain de la concession, une somme égale au dixième de ce prix, soit, dans l'espèce dont il s'agit, 76 francs ; — Attendu que M. Duboc ne nie point la dette, qu'il prétend seulement qu'elle est divisible ; que, par conséquent, il n'en doit que la moitié, soit 38 francs, qu'il offre de payer, l'autre moitié devant, selon lui, être payée par M. Chaulin-Servinière, son beau-frère et son co-concessionnaire ; — En droit : — Attendu que l'obligation est divisible ou indivisible selon que la chose ou le fait qui en est l'objet est ou non susceptible de division soit matérielle, soit intellectuelle (art. 1217 du Code civil) ; que c'est donc par l'objet de l'obligation que se juge sa divisibilité ou son indivisibilité (voir Duranton, t. II, n° 254, et Demante, *Cours de droit civil*, t. II, n° 667) ; qu'il peut arriver que cet objet soit divisible, mais que le rapport sous lequel il a été considéré lui fasse perdre son caractère et rende l'obligation indivisible ; que cette espèce d'indivisibilité est, comme on le voit, indépendante de l'objet de l'obligation (Desmoulin et Pothier l'ont nommée *individuum obligatione*) ; que ce qui la fait exister, c'est le rapport sous lequel les parties ont considéré cet objet ; — Attendu que le prin-



cipe de la divisibilité de la dette reçoit exception, à l'égard des héritiers du débiteur, aux termes de l'article 1221, § 3, du Code civil, lorsqu'il résulte soit de la nature de l'engagement, soit de la chose qui en fait l'objet, soit de la fin que l'on s'est proposée dans le contrat, que l'intention des contractants a été que la dette ne pût s'acquitter partiellement ; que cette disposition de la loi forme un principe de droit général, qui peut également être appliquée aux débiteurs primitifs ; — Attendu que, par l'arrêté de concession que MM. Duboc et Servinière ont accepté et signé, il a été stipulé que les concessionnaires et leurs héritiers ne pourraient transmettre le terrain concédé ni à titre gratuit ni à titre onéreux ; qu'ils en jouiraient en commun, sans pouvoir en provoquer le partage ; que, par cette stipulation, ledit terrain a été constitué en état d'indivisibilité ; que, par suite, les obligations qui résultent de l'engagement pris, de la chose qui en fait l'objet et de la fin que l'on s'est proposée, que l'intention des contractants a bien été que la dette fût indivisible ; — En fait : — Attendu que, quand bien même l'indivisibilité de la dette n'existerait pas, le fait, par M. Duboc, d'avoir fait inhumer, depuis la concession, un de ses enfants, dans le terrain concédé, est un fait qui lui est exclusivement personnel et qui le constituerait, à lui seul, débiteur de la commune de Javron, de la totalité de la somme due pour cette nouvelle inhumation ; — Attendu que, de l'ensemble de tous ces faits, résulte la preuve incontestable qu'en fait aussi bien qu'en droit la demande est parfaitement fondée ;

que, par conséquent, il doit y être fait droit ; — Par tous ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort, sans nous arrêter ni avoir égard aux conclusions du défendeur, que nous rejetons ; — Condamnons M. Duboc à payer à la commune de Javron les 76 francs montant de la demande, avec les intérêts de droit ; le condamnons, en outre, aux dépens. »

**Observations.** — Nous avons quelque peine à comprendre que le défendeur ait pu sérieusement soutenir le système qu'il plaiderait devant la justice de paix d'Issoudun. D'une part, la concession portait qu'elle devait rester commune aux membres de la famille du concessionnaire ; qu'elle ne pouvait faire l'objet d'un partage, c'est-à-dire qu'elle devait rester à tout jamais indivise. Du titre même s'ensuivait la communauté de jouissance et aussi l'indivisibilité des charges au regard de la commune. Celle-ci était donc en droit d'exiger de l'un des communistes la totalité de la taxe à elle due à raison d'inhumations nouvelles. — Mais la thèse du défendeur devenait plus insoutenable encore, alors que la taxe à lui réclamée avait pour cause l'inhumation de l'un de ses enfants, c'est-à-dire un fait qui lui était bien personnel. Lorsqu'en dehors du prix du terrain, payé, à l'origine, par le père de famille, titulaire de la concession, il a été stipulé qu'une taxe serait perçue à chaque inhumation, il va de soi que cette taxe incombera à ceux qui profiteront de la tombe et y feront inhumer un des leurs, de façon à ce que les charges de la communauté incombent à chacun des communistes dans la mesure des



services qu'ils retirent de la chose commune.

Tribunal de simple police d'Amiens  
(Somme).

Président : M. DECAIEU, juge de paix.

26 février 1886.

*Affiches électorales. — Lacération.  
Contravention.*

Il y a lacération d'affiche prévue et punie par l'article 17 de la loi du 29 juillet 1884, dans le fait d'appuyer une canne sur une affiche électorale à l'endroit où est imprimé en grosses lettres le nom du candidat, et de déchirer et enlever ce nom.

Il en est ainsi, alors même qu'en faisant un effort de raisonnement ou en recourant à d'autres parties de l'affiche, un lecteur peut reconstituer le nom déchiré.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police d'Amiens, dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Attendu qu'il résulte de la déposition à l'audience de l'agent que, le 31 janvier dernier, à quatre heures et demie du matin, le prévenu, arrêté devant une affiche électorale portant le nom de M. Frédéric Petit, candidat au Sénat, laquelle était apposée, rue de Noyon, sur le mur de l'ancien hôtel Saisset, a appuyé sa canne sur cette affiche, à l'endroit où était écrit en grosses lettres le nom du candidat, et qu'il a déchiré et enlevé ce nom ; — Qu'à l'audience d'aujourd'hui H... n'a pas contesté le fait affirmé par le témoin, mais qu'il a prétendu que ce fait ne constitue pas une contravention, parce que, à cause de la hauteur des lettres formant le nom, des traces visibles sur l'affiche per-

mettaient de reconstituer le nom qui avait été imprimé à cette place, celui de M. Frédéric Petit ; — Considérant que l'article 77, § 3, de la loi du 29 juillet est ainsi conçu : « Seront punis d'une amende de 5 à 15 fr. « ceux qui auront enlevé, déchiré, « recouvert ou altéré par un procédé « quelconque, de manière à les tra- « vestir ou à les rendre illisibles, des « affiches électorales émanant de « simples particuliers, apposées ail- « leurs que sur les propriétés de « ceux qui auront commis cette la- « cération ou altération » ; — Qu'il y a lieu de remarquer que cette loi établit une contravention à la charge de ceux qui, par les altérations qu'elle indique, arrivent à travestir une affiche ou à la rendre illisible ; — Qu'en enlevant le nom écrit en grosses lettres du candidat sur l'affiche, H... a détruit un des éléments essentiels de l'affiche ; que la contravention prévue par la loi existe par suite de l'altération commise par H..., alors même qu'en faisant un effort de raisonnement ou en recourant à d'autres parties de l'affiche, un lecteur peut reconstituer le nom déchiré ; — Qu'en tous cas c'est bien ce que l'on peut appeler *travestir* une affiche que lui enlever la partie principale, c'est-à-dire le nom de celui qui s'adresse aux électeurs et qui a écrit ce nom en grosses lettres exprès pour forcer l'attention ; — Qu'en conséquence, par la lacération commise, H... s'est rendu coupable de la contravention prévue et réprimée par l'article 17 ci-dessus, dont lecture a été donnée par le juge à l'audience ; — Par ces motifs et par application dudit article, jugeant contradictoirement et en premier ressort, CONDAMNE. »

**Observations.** — Des arrêts récents de la Cour de cassation ont décidé qu'au fait matériel de lacération doit se joindre l'intention malveillante. Nous rapporterons ces arrêts dans les ANNALES.

**Tribunal de simple police de Paris.**

*Président : M. CARRÉ, juge de paix.*

12 octobre 1886.

*Restes humains. — Anatomie. — Maison de santé. — Contravention.*

Le fait d'emporter hors d'un amphithéâtre d'anatomie des portions de cadavre et des débris humains constitue une infraction à l'ordonnance du 25 novembre 1834.

Mais le fait d'avoir recueilli des débris humains dans le seul but de les soustraire à la curiosité publique et de les représenter à la justice n'est visé ni directement ni indirectement dans l'ordonnance précitée.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police de Paris, en ces termes :

« **LE TRIBUNAL :** — Attendu que T..., docteur en médecine, et L..., étudiant en médecine, sont poursuivis : T... pour avoir toléré dans la maison de santé qu'il dirige le dépôt de restes humains et des opérations pratiquées sur des débris humains ; L..., pour avoir transporté des portions de cadavre en dehors des amphithéâtres d'anatomie et pour avoir pratiqué des opérations dans une maison de santé où il ne peut exister d'amphithéâtre ; — Que ces faits constitueraient des infractions aux articles 2 et 11

de l'ordonnance du 25 novembre 1834 ; — En ce qui concerne le docteur T... : — Attendu que l'instruction et les débats n'établissent nullement que, dans la maison de santé du docteur T..., des opérations aient été pratiquées sur des débris humains ; — Attendu que dans le seul but de les soustraire à la curiosité publique et de les représenter à la justice, T... a recueilli une main disséquée et l'articulation d'une épaule, ossements jetés par un inconnu dans le terrain vague contigu à la maison de santé ; — Que ce dépôt, quelque excusable et justifié qu'il paraisse, pourrait constituer une contravention s'il était défendu ; mais que l'ordonnance précitée ne vise directement ni indirectement l'espèce soumise au Tribunal ; — En ce qui concerne L... : — Attendu que l'instruction et les débats n'établissent nullement qu'il ait pratiqué des opérations dans une maison de santé, où il ne peut exister d'amphithéâtre ; — Mais attendu qu'il est constant que L... a emporté hors d'un amphithéâtre d'anatomie des portions de cadavre ; — Que ce fait constitue une infraction à l'article 11 de l'ordonnance du 25 novembre 1834 ; — Par ces motifs, — Renvoie le docteur T... des fins de la plainte ; — Renvoie également L... des fins de la plainte en ce qui touche les opérations pratiquées dans une maison de santé ; — Le condamne à 5 francs d'amende pour avoir emporté d'un amphithéâtre d'anatomie des portions de cadavre et de débris humains. »

**Observations.** — Cette décision nous paraît absolument exacte.

**Tribunal de simple police de Montreuil-sur-Mer**  
(Pas-de-Calais).

*Président : M. AUBRY, juge de paix.*

24 août 1886.

*Injure. — Procès-verbal. — Prescription.*  
*Avertissement. — Acte interruptif.*

En matière d'injure simple, la prescription de trois mois court à partir du jour où la contravention a été commise, et non du jour du procès-verbal qui en constate l'existence.

L'avertissement sans frais donné au prévenu ne constituant pas le contrevenant en demeure, et n'autorisant pas le juge à statuer par défaut, en cas de non-comparution, n'a pas le caractère d'un acte interruptif de prescription.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police de Montreuil, dans les circonstances que voici :

Une plainte a été déposée le 5 mai 1886, au parquet de Montreuil-sur-Mer, par un nommé Duparage, ancien douanier, demeurant à Merlimont ; il déclarait avoir été injurié sans provocation de sa part, par une nommée Madeleine Wadom, femme Antoine Bibloque.

La gendarmerie a procédé à une enquête dont elle a dressé procès-verbal à la date du 13 mai de la même année.

Le 5 août présent mois, la femme Bibloque a été invitée par avertissement sans frais à comparaître à l'audience du 10 du même mois, pour répondre des faits rapportés au procès-verbal de la gendarmerie.

A l'audience du 10 août, la femme Bibloque a comparu et a invoqué la prescription, plus de trois mois s'étant écoulés du 5 mai dernier, jour de la contravention prétendue, au

10 août suivant, jour de l'audience. Il s'agit de savoir si la prescription invoquée est acquise. — Jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu qu'aux termes de l'article 65 de la loi du 29 juillet 1881 ainsi conçu : « L'action publique et l'action civile « résultant des crimes, délits et contraventions prévus par la présente « loi, se prescrivent après trois mois « révolus, à compter du jour où ils « auront été commis ; » — L'action publique résultant de... la contravention prévue par cette loi se prescrit par trois mois ; — Qu'il n'est pas douteux que l'injure simple ne soit au nombre des contraventions prévues par la loi précitée de 1881 ; — Qu'en effet, après avoir défini l'injure simple dans l'article 29 de ladite loi, elle fixe par son article 33 la peine applicable au contrevenant et indique que cette peine est celle prévue par l'article 471 du Code pénal ; — Attendu qu'à propos de ce renvoi à l'article 471, on prétend à tort que les peines édictées par cet article ne se prescrivent que par une année, parce que la loi de 1881 précitée abroge toutes législations antérieures sur les matières qu'elle régit et que l'article 471 n'a été rappelé dans la loi nouvelle que pour déterminer la peine à appliquer et non pour créer une exception aux dispositions de l'article 65, en ce qui concerne la prescription ; — Attendu qu'il n'y a pas non plus à s'arrêter à ces deux circonstances : 1° qu'un procès-verbal relatif à la contravention a été dressé le 13 août 1886 ; et 2° qu'un avertissement sans frais a été adressé à la femme Bibloque le 5 août de la même année, pour pré-

tendre que, comme il y a moins de trois mois du 13 mai au 5 août ou même au 10 du même mois, la prescription n'a pu s'accomplir; parce que d'une part, il est de jurisprudence constante qu'en cette matière la prescription court à partir du jour où la contravention a été commise (3 mai dans l'espèce), et non du jour du procès-verbal qui en constate l'existence; — Et que d'autre part un avertissement sans frais ne constituant pas le contrevenant en demeure et n'autorisant pas le juge à statuer par défaut en cas de non-comparution, ne saurait réunir le caractère d'un acte interruptif de prescription; — Qu'il suit de là que du jour de la contravention au jour où l'instance a été ouverte pour la comparution volontaire, sur avertissement sans frais, de la femme Bibloque, il s'est écoulé plus de trois mois et que la prescription s'est accomplie; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort; — Déclare l'action publique éteinte par la prescription; — Renvoie la prévenue sans frais ni dépens. »

**Observations.** — Les termes de l'article 65 de la loi de 1881 sont aussi positifs que possible. La prescription en matière de diffamation et d'injures court du jour où le délit ou la contravention ont été commis. Par suite, il n'y a aucun compte à tenir de la date du procès-verbal qui a constaté le fait incriminé. Quant à l'avertissement sans frais donné au prévenu, il ne saurait être interruptif de prescription, puisqu'il ne saisit régulièrement le juge qu'en cas de comparution du prévenu. On sait qu'une citation est indispen-

sable pour que le juge de paix puisse condamner le prévenu par défaut. Instr. crim., art. 149. — L'avertissement n'est pas une mise en demeure, puisqu'il est loisible à la partie de ne point comparaître sur l'avertissement.

**Tribunal de simple police d'Amiens  
(Somme).**

*Président : M. DECAIEU, juge de paix.*

6 février 1885.

*Logeur. — Particulier non logeur de profession. — Registre de police. — Arrêté préfectoral non obligatoire.*

N'est pas logeur en garni, au sens de l'article 475, § 2, du Code pénal, celui qui, dans sa propre maison, loue au mois deux chambres garnies, sans loger aucun voyageur ou passant pour un ou plusieurs jours.

Peu importe qu'il ait cru devoir solliciter une autorisation du maire pour louer en garni deux chambres.

N'est pas légal ni obligatoire l'arrêté préfectoral qui étend à tout individu louant en garni tout ou partie d'une maison les obligations imposées aux logeurs de profession, notamment celle de tenir le registre de police prescrit par l'article 475 précité.

Ainsi décidé, par le Tribunal de simple police d'Amiens, en ces termes :

« **LE TRIBUNAL :** — Attendu qu'à l'audience du 30 janvier dernier le ministère public a requis condamnation du prévenu aux peines portées en l'article 481, § 15, du Code pénal, pour avoir contrevenu à l'arrêté du préfet de la Somme du 28 août 1853, en négligeant d'inscrire sur son

livre de garni une personne ayant logé chez le prévenu les nuits des 11 et 12 janvier, et ne pas avoir envoyé à la police le bulletin d'inscription ; — Que la dame Marchand pour son mari a demandé son acquittement, disant qu'il est impossible à elle ni à son mari de contrôler l'entrée ou la sortie des personnes que reçoivent leurs locataires ; — Qu'en effet, d'après elle, deux individus, le sieur Lombard et le sieur Patte, sont logés chez Marchand qui leur loue à chacun au mois une chambre garnie, et que tous deux, ayant une clef de la maison, entrent et sortent quand ils veulent et avec qui il leur convient ; — Que l'affaire a été remise à la présente audience pour la prononciation du jugement ; — Sur quoi : — Considérant que le fait articulé par la dame Marchand : que son mari loue seulement deux chambres garnies au mois à deux individus par elle désignés, sans loger aucun voyageur ou passant pour un ou plusieurs jours, n'est pas dénié par le ministère public et paraît constant et que Marchand n'a pas la qualité d'aubergiste, hôtelier ou logeur ; — Que par suite il ne saurait être contraint aux obligations imposées à ces industriels par l'article 7 de l'arrêté préfectoral de 1855 ; — Qu'il est vrai que Marchand à tort s'est cru obligé de solliciter une autorisation du maire pour louer en garni deux chambres ; qu'il n'avait nullement besoin de cette autorisation ; — Qu'il aurait dû s'abstenir de la solliciter et que le maire aurait dû s'abstenir de la lui fournir ; — Mais que cette erreur commune ne saurait le constituer en état de contravention s'il juge à

propos de ne pas se conformer à un règlement qui n'est obligatoire que pour les logeurs de profession ; — Et qu'une violation par lui de ce règlement est à tort invoquée par le ministère public comme devant motiver une condamnation ; — Qu'il est vrai que l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral précité étend à tout individu louant en garni tout ou partie d'une maison les obligations imposées aux logeurs de profession ; mais que cette disposition ne saurait être considérée comme légale et obligatoire (Cour de cass., 4 mars 1882), que Marchand n'est pas tenu à avoir un livre ; — Que, par conséquent, soit en s'abstenant d'inscrire sur son livre une personne logée chez lui, soit en n'envoyant pas de bulletin au commissaire de police, il n'a commis aucune contravention ; — Par ces motifs, — Acquitte, etc. »

**Observations.** — Solution conforme à la jurisprudence actuelle de la Cour de cassation. Jugé notamment que n'est pas logeur en garni, soumis à la tenue du registre de police, le propriétaire qui occupe sa maison en partie et loue le surplus en chambres garnies à des personnes de son choix et pour un temps déterminé. Cass., 23 octobre 1885. — Nous pensons qu'il y a lieu d'appliquer la même doctrine aux propriétaires qui louent des maisons de campagne, toutes meublées, soit à l'année, soit au mois. Il est impossible de les assimiler à des logeurs de profession.

---

**Tribunal de simple police du canton  
de Montreuil-sur-Mer  
(Pas-de-Calais).**

*Président : M. AUBRY, juge de paix.*

7 septembre 1886.

*Jet de choses pouvant nuire par leur chute. — Pot d'eau jeté par la fenêtre. — Contravention.*

Le fait d'avoir jeté par la fenêtre sur la tête d'un enfant qui passe dans la rue un pot d'eau propre constitue la contravention prévue et punie par le numéro 6 de l'article 471 du Code pénal.

Ainsi décidé par jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que Clarisse Vasseur, femme Douchet, est convaincue d'avoir volontairement jeté par sa fenêtre un pot d'eau propre sur la tête du jeune Dupuis, âgé de six ans, alors que cet enfant se trouvait dans la rue en face de la porte de la maison Lelièvre, laquelle porte est distante d'environ un mètre de la maison de la femme Douchet ; — Attendu que ce fait dont les conséquences pouvaient être nuisibles constitue la contravention prévue par l'article 471, n° 6, du Code pénal, lequel punit d'amende ceux qui auront jeté au devant de leurs édifices des choses de nature à nuire par leur chute ; — Par ces motifs, — Vu l'article 471, n° 6, ainsi conçu, etc. ; — Condamne la femme Douchet en 3 francs d'amende et aux dépens. »

**Observations.** — Le mot *nuire* employé par la loi est général et s'applique non seulement à un mal grave, comme serait une blessure, mais à tout tort, tout dommage

causé soit à la personne, soit à ses vêtements, soit aux choses qu'elle porte. Il est certain qu'un pot d'eau même propre jeté sur la tête d'un enfant peut, non seulement gâter ses vêtements, mais affecter, dans une certaine mesure, sa santé. C'est donc bien là un jet de choses de nature à nuire dans le sens du numéro 6 de l'article 471, et c'est avec raison que le juge de police, dans l'espèce, a appliqué la peine édictée par cet article. — Voir sur ces questions notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Jet*.

**Justice de paix du canton sud de Melun  
(Seine-et-Marne).**

*Président : M. GIRARDOT, juge de paix.*

31 juillet 1886.

*Arbre en pépinière. — Vente. — Reprise. — Garantie. — Dommages-intérêts. — Débouté. — Demande reconventionnelle adjugée.*

Ne peut être indéterminée la garantie d'usage du pépiniériste lors de la vente et de la plantation d'un arbre qui réunissait d'ailleurs, au moment de la mise en place, les conditions de choix et la vitalité désirables.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Melun, dans les circonstances suivantes :

M. Deschamps a acheté du pépiniériste Valentin un marronnier du Japon ayant 7 décimètres de tour, moyennant 80 francs, pour le transplanter dans sa cour, avec la garantie d'usage. Cet arbre, qui a été planté dans l'arrière-saison, a souffert, mais il a donné quelques feuilles au retour du printemps. L'été venu, la grande chaleur a ruiné la sève



de l'arbre qui, dans la pensée du propriétaire, devait ombrager la cour, ne remplira peut-être pas de longtemps le but proposé.

Mécontent de son opération, M. Deschamps, ne voulant plus attendre, fait citer le pépiniériste devant le juge de paix pour le faire condamner à reprendre son arbre et en 50 francs de dommages-intérêts.

De son côté, le pépiniériste, qui n'est pas payé de sa fourniture depuis dix-huit mois, forme une demande reconventionnelle en paiement de ses 80 francs, prix convenu du marronnier rebelle.

Jugement du 31 juillet 1886, qui statue après expertise :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Sur la demande principale : — Attendu qu'avant de dire droit sur la demande en enlèvement du marronnier litigieux, nous avons confié à un expert le soin de le visiter et de donner son avis sur les causes de son dépérissement ou de sa non-réussite, et qu'il résulte de son rapport oral que cet arbre, malgré son âge, sa grandeur et les difficultés du transport et de la transplantation, a repris dans des conditions à peu près normales ; qu'il a donné quelque feuillage au printemps et que l'état de souffrance qui apparaît en ce moment doit être attribué à la grande sécheresse qui a sévi depuis plusieurs mois, et au manque de soins pendant la première année ; — Attendu que l'expert estime, en outre, que, malgré son état apparent de souffrance, le sujet n'est point destiné à périr, mais que, vu sa grosseur, il mettra peut-être plusieurs années pour donner son complet épanouissement ; — At-

tendu, en ce qui touche la garantie, qu'elle ne saurait être indéfinie ; qu'elle doit s'éteindre à l'expiration du délai moral nécessaire pour la reprise du sujet et le départ de la sève ; — Que l'on ne saurait rendre le vendeur responsable du défaut de soins de l'acquéreur non plus que des phénomènes atmosphériques, qui ont pu exercer une influence quelconque sur la réussite d'une transplantation faite dans des conditions exceptionnellement défavorables, dans le sol pierreux d'une cour où il devait projeter ses racines ; — Attendu qu'ils s'est écoulé dix-huit mois depuis l'opération ; que l'arbre est encore vivace, quoique souffrant ; que le terme de la garantie est arrivé au-delà de sa limite et que le pépiniériste doit en être déchargé ; — Sur la demande reconventionnelle : — Attendu que les parties sont d'accord pour reconnaître que le marronnier litigieux a été vendu moyennant 80 francs ; que le refus de payer avant la parfaite efflorescence est excessif et qu'il y a lieu d'ordonner le paiement immédiat ; — Par ces motifs, — Nous, juge de paix, jugeant contradictoirement et en dernier ressort ; — Déclarons la demande principale mal fondée, en déboutons Deschamps ; — Condamnons ce dernier à payer à Valentin la somme de 80 francs pour le prix de l'arbre vendu, avec intérêts de droit, et aux dépens. »

**Observations.** — Lorsque la durée de la garantie du vendeur n'a pas été déterminée par le contrat, il appartient au juge, saisi de la contestation, de fixer cette durée et de la renfermer dans des limites

raisonnables et d'après les circonstances de la cause. Dans l'espèce, il paraissait établi que le dépérissement de l'arbre vendu était le résultat du manque de soins de l'acheteur et de la nature du sol. Par suite, c'est avec raison que le juge saisi a condamné l'acheteur au paiement du prix stipulé.

Justice de paix du XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Président : M. CRANNEY, juge de paix.

3 novembre 1886.

*Saisie. — Armoire à glace donnée à réparer à un ébéniste. — Déclaration lors de la saisie. — Vente de l'armoire. — — Demande en restitution de sa valeur et en dommages-intérêts.*

Lorsque, lors de la saisie opérée à la requête du propriétaire chez un ébéniste, son locataire, une armoire à glace confiée à ce dernier pour être réparée a été comprise dans la saisie, puis vendue, le propriétaire de l'armoire est en droit de réclamer tant au saisi qu'au saisissant le paiement de la valeur de ce meuble.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix du onzième arrondissement de Paris, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la veuve Boulanger, exposant qu'elle avait confié au sieur Gaillard une armoire à glace, d'une valeur de 150 francs, pour la réparer ; que, lorsqu'elle la lui a réclamée, il lui a déclaré que, suivant procès-verbal de Blorin, huissier à Paris, en date du 15 septembre 1885, ses meubles et effets mobiliers avaient été saisis, à la requête de son propriétaire, le sieur Hersant, et qu'il avait été

consigné dans le procès-verbal que ledit meuble lui avait été donné en réparation et ne lui appartenait pas ; que nonobstant elle avait été vendue ; en raison de ces faits, a fait citer devant nous le sieur Gaillard et le sieur Hersant à l'effet de s'entendre condamner conjointement et solidairement à lui payer la somme de 200 francs, tant pour lui tenir lieu de l'armoire à glace dont s'agit qu'à titre de dommages-intérêts, requérant intérêts et dépens ; — Attendu, en ce qui concerne Gaillard, que, dépositaire de l'armoire, il avait pour devoir non seulement de déclarer qu'elle ne lui appartenait pas, ce qu'il a fait lors de la saisie, mais qu'il devait encore prévenir la demanderesse, afin qu'elle pût réclamer la restitution du meuble dont s'agit et, au besoin, en arrêter la vente ; — Attendu, à l'égard d'Hersant, qu'en présence de la déclaration faite à l'huissier que l'armoire en question avait été donnée à son débiteur, ébéniste, pour la réparer, ledit huissier, agissant au nom du saisissant, devait prévenir le commissaire-priseur qu'il n'y avait pas lieu de procéder à la vente de l'armoire jusqu'à plus ample examen de la déclaration faite par le saisi ; — Attendu, d'un autre côté, que le sieur Hersant devait d'autant plus procéder comme il vient d'être dit, que, ayant loué à un ébéniste, il savait d'avance qu'il pouvait se trouver chez lui des meubles appartenant à des tiers et remis à son locataire pour les réparer ; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que ladite demande a bien procédé vis-à-vis des défendeurs, que toutefois elle est exagérée et qu'il convient d'arbitrer à 100 francs



la valeur de l'armoire à glace, bien qu'il soit prétendu qu'elle ait coûté 150 francs, et ce avec d'autant plus de raison qu'elle avait fait un certain usage et avait été confié au sieur Gaillard pour la réparer; — Attendu, à l'égard des dommages-intérêts réclamés, que, dans l'espèce, il n'est justifié d'aucun préjudice; d'où suit que la demanderesse doit être déboutée de ce chef de la demande; — Attendu qu'il en est de même de la solidarité réclamée contre les deux défendeurs, la demanderesse ne se trouvant dans aucune des conditions pour l'obtenir; — Par ces motifs, — Statuant contradictoirement et en premier ressort, condamnons par toutes voies de droit les sieurs Gaillard et Hersant à payer à la demanderesse la somme de 100 francs, à laquelle nous réduisons la demande, avec intérêts tels que de droit et dépens. »

**Observations.** — Tous les meubles et effets mobiliers garnissant les lieux loués sont le gage du propriétaire, et ce dernier, s'il n'est pas payé de ses loyers, est en droit de faire saisir et vendre tous les meubles sans distinction, s'il n'a pas été régulièrement avisé que certains d'entre eux appartiennent à des tiers et ne sont là qu'en dépôt. Toutefois, il est certains commerces qui donnent lieu de supposer que le commerçant locataire peut avoir chez lui des meubles appartenant à autrui; tels l'horloger qui fait des réparations de montres ou de pendules, l'ébéniste qui répare des meubles, etc., etc. Par suite, si le locataire déclare, comme dans l'espèce, que l'un des meubles saisis,

un lit, une armoire, etc., n'est chez lui que pour être réparé et est, par conséquent, la propriété d'un tiers, le saisissant a le devoir de ne point procéder à la vente de ce meuble sans avoir vérifié si l'allégation du saisi est exacte. En procédant à la vente, sans avoir fait cette vérification, il engage sa responsabilité et peut être condamné au paiement du prix du meuble indûment vendu.

Just. de paix du cant. de Saint-Martory  
(Haute-Garonne).

Président: M. DUPUY, juge de paix

24 octobre 1884.

*Domicile. — Fonctions publiques. — In-*  
*stituteur. — Compétence du juge.*

La translation du domicile d'un fonctionnaire public ne résulte pas immédiatement de l'acceptation de ses fonctions.

Spécialement un instituteur nommé pour exercer ses fonctions dans un autre canton que celui où il a son principal établissement, sa maison, sa famille et où il revient habiter toutes les fois que ses fonctions le lui permettraient, peut être valablement cité devant le juge de paix du lieu de ce domicile.

Ainsi décidé, par jugement de M. le juge de paix de Saint-Martory, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant le renvoi prononcé à l'audience du 10 octobre courant; — Vu les articles 2 du Code de procédure civile, 102 à 107 du Code civil et 111 et 1382 du même Code; — Ouï les parties en leurs dires et conclusions: — Attendu, en droit, qu'en matière personnelle et mobilière, la citation doit être donnée devant le juge de

paix du domicile du défendeur ; — Que la translation du domicile d'un fonctionnaire public temporaire ou révocable ne résulte pas immédiatement de l'acceptation de sa fonction ; — Qu'il s'ensuit que ce fonctionnaire se trouve, quant à son domicile, dans le droit commun ; — Que sa volonté de le transférer dans le lieu où il est nouvellement appelé à exercer ses fonctions, ou même dans celui où il les exerce déjà, ou même dans tout autre lieu, ne se présume donc point ; qu'il doit, au contraire, la justifier ; — Que son ancien domicile se conserve, indépendamment même de toute résidence, tant que l'intention de le remplacer n'a pas été indiquée par lui d'une manière expresse et positive par une déclaration à la mairie ou par des faits non équivoques ; — Que même toutes les apparences par lesquelles un tiers aurait été induit en erreur, tiennent lieu à ce tiers du domicile véritable pour la validité des actes de la procédure, en vertu de sa seule bonne foi ; — Attendu, en fait, qu'il est constant que Rey, qui était instituteur public à Labarthe-Inard, n'a pas néanmoins cessé d'habiter une maison qu'il avait alors fait construire à Beauchalot où il était marié, où résidaient sa femme et ses enfants et où lui et sa famille possèdent divers immeubles, leur mobilier, leur fortune ; — Que c'est là également qu'il n'a cessé de demeurer avec sa famille pendant ses vacances et les divers congés qui lui ont été accordés ; là que se trouvent ses intérêts, le centre des affaires de sa famille, son ménage enfin ; — Qu'en outre, tout récemment, il a répondu, sans aucune protestation, à diverses as-

signations données devant cette justice de paix et notifiées à son domicile, à Beauchalot, à la requête du même sieur Fossat, à raison d'actions purement personnelles et mobilières ; — Que, de plus, il a déclaré avoir sa demeure à Beauchalot, dans une procuration notariée du 3 octobre courant, donnée à sa femme au moment où il se rendait au nouveau poste d'instituteur qu'il savait, depuis un mois, qu'on lui avait assigné ; procuration qui indique, dans son ensemble, que ses principales affaires sont bien à Beauchalot ; — Attendu que l'ensemble de ces faits démontrent l'intention formelle du sieur Rey de ne point abandonner son domicile de Beauchalot, et qu'en se rendant à Sait-Pé pour y remplir ses fonctions d'instituteur, il n'avait pas l'intention de transférer son domicile dans sa nouvelle résidence ; — D'où il suit que la citation du 8 octobre courant, ayant pour objet une action personnelle et mobilière, a été valablement notifiée au sieur Rey à Beauchalot, lieu de son domicile, que l'action elle-même a été portée à bon endroit devant la présente justice de paix et qu'enfin le sieur Rey est mal fondé dans son exception ; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, rejetons purement et simplement l'exception de nullité de la citation introductive d'instance proposée par le sieur Rey, et, le condamnant aux dépens de l'incident, ordonnons qu'il sera à l'instant plaidé au fond. »

**Observations.** — On sait qu'il ne faut pas confondre le domicile avec la résidence. Le domicile est le lieu où le citoyen a son principal établissement. Un fonctionnaire public

peut donc avoir tout à la fois une résidence de fait au lieu où il exerce ses fonctions et un domicile dans celui où il a conservé son principal établissement, sa famille, ses propriétés, son ménage et ses intérêts. C'est au juge du fait d'apprécier où est, en fait, le domicile du fonctionnaire. Si celui-ci, tout en acceptant des fonctions publiques dans un lieu, a conservé son domicile là où il l'avait établi avant sa nomination, il reste le justiciable du lieu de ce domicile. Dans l'espèce actuelle, il ne pouvait guère y avoir doute. Non seulement l'instituteur, en acceptant des fonctions dans un autre canton que celui de son domicile, n'avait point indiqué, par une déclaration à la mairie, son intention de le transférer dans la commune où il devait exercer ses fonctions, mais encore il avait par des actes positifs manifesté sa volonté formelle de ne point abandonner son domicile actuel, et de ne l'y pas transporter au lieu de sa résidence officielle. C'est donc avec raison que le juge a rejeté l'exception soulevée par le défendeur.

**Justice de paix de Saint-Denis du Sig  
(Algérie).**

**Président : M. JACQUEMIN, juge de paix.**

14 juin 1886.

*Prêt d'un objet mobilier. — Demande en restitution de l'objet prêté ou en paiement de sa valeur. — Perte. — Faute de l'emprunteur.*

S'il est vrai qu'en principe, lorsque la chose prêtée périt par cas fortuit, elle périt pour le prêteur, cette règle souffre exception lorsque l'emprunteur est en faute de n'avoir pas rendu la chose prêtée au temps convenu.

Spécialement celui qui a emprunté un instrument de musique, et ne l'a pas rendu après le délai convenu, et malgré plusieurs réclamations du prêteur, n'est pas fondé

à se prévaloir, pour échapper à l'obligation de rendre cet instrument, de ce qu'il aurait été emporté par une inondation.

En conséquence et dans ces conditions, il y a lieu de condamner l'emprunteur à la restitution de l'instrument ou au paiement de sa valeur.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Suivant exploit de M<sup>e</sup> Chanut, huissier, demeurant au Sig, le sieur Séta a fait citer Soria à comparaître devant M. le juge de paix de Saint-Denis du Sig, pour :

« Attendu que dans le courant du mois d'août 1883, le requérant a prêté, au sieur Clémentino Soria, une clarinette neuve, d'une valeur de 90 francs ; — Que depuis cette époque et malgré de nombreuses réclamations le requérant n'a pu obtenir du sieur Soria la restitution de l'instrument dont il s'agit ; — Par ces motifs, — Voir dire et ordonner, ledit sieur Soria, que, dans les vingt-quatre heures du prononcé du jugement à intervenir, il sera tenu de restituer au requérant la clarinette que lui a prêtée ce dernier ; sinon, et faute par lui de faire ladite remise dans le délai fixé, s'entendre par le même jugement condamner à lui payer la somme de 90 francs pour la valeur dudit instrument, s'entendre en outre condamner aux intérêts de droit et aux dépens. »

A l'audience du 21 mai, les parties ont comparu. Le défendeur a reconnu avoir reçu la clarinette réclamée, mais a déclaré qu'elle avait été emportée par l'inondation lors de la rupture du barrage du Sig, le 8 février 1885, et qu'il ne saurait être rendu responsable de sa disparition ; qu'au surplus cette cla-

rinette n'avait coûté que 75 francs d'achat. Le demandeur a reconnu la vérité de cette dernière assertion et a réduit sa demande à 75 francs.

Le 11 juin, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En fait : — Attendu que Séta, étant chef de la Société musicale du Sig, a prêté au mois d'août 1883, à Soria, qui faisait partie de cette Société, une clarinette de la valeur de 75 francs ; — Attendu que ce fait n'est point contesté par le défendeur ; — Attendu qu'il est établi par les débats que cette clarinette n'avait été prêtée à Soria que pour un temps restreint, en attendant qu'il ait appris le doigté nécessaire au maniement d'une clarinette d'un modèle différent ; — Attendu qu'il est pareillement établi que Soria n'a mis qu'environ un mois ou un mois et demi à apprendre ce doigté, qu'au surplus, ce laps de temps est celui ordinaire en pareil cas ; — Attendu qu'ainsi Soria devait restituer à Séta ladite clarinette environ un mois et demi après qu'elle lui avait été prêtée ; — Attendu que cependant il l'a conservée longtemps après, bien qu'à diverses reprises Séta la lui ait réclamée ou fait réclamer ; que ce dernier point, nié par Soria, est parfaitement établi ; — Attendu que plus tard la clarinette, ainsi indûment conservée par Soria, a disparu sans qu'on ait su ce qu'elle était devenue ; — Attendu que Soria allègue qu'elle a été emportée par l'inondation consécutive à la rupture du barrage du Sig, le 8 février 1885, et décline toute responsabilité par suite de ce cas fortuit ; — En droit : — Attendu

que la principale obligation de l'emprunteur commodataire est de restituer la chose prêtée à l'expiration du temps expressément ou tacitement convenu ; — Attendu, à la vérité, qu'en principe, lorsque la chose prêtée périt par cas fortuit, elle périt pour le prêteur, mais attendu que cette règle reçoit exception, notamment aux termes de l'article 1881 du Code civil, lorsque l'emprunteur est en faute de ne pas avoir rendu la chose prêtée au terme convenu ; — Attendu que tel est le cas de Soria, qui, malgré les réclamations qui lui ont été faites, a conservé la chose prêtée au-delà du temps convenu ; — Attendu qu'ainsi la demande de Séta est justifiée et fondée ; — Par ces motifs, — Statuant en matière civile, contrairement en dernier ressort, condamnons Soria à restituer à Séta la clarinette que celui-ci lui a prêtée au mois d'août 1883, ou à défaut, à lui en payer la valeur fixée à 75 francs, le condamnons en outre aux intérêts de droit et aux dépens. »

**Observations.** — Application exacte de la règle posée par l'article 1881 du Code civil. La responsabilité de l'emprunteur reste entière, même en cas de perte, par cas fortuit, de l'objet emprunté, lorsqu'il a négligé de le restituer au prêteur en temps convenu, ou, comme dit cet article, s'il l'a employé pour un temps plus long qu'il ne le devait. Très certainement, dans l'espèce, l'emprunteur était en faute, puisque non seulement il avait gardé l'instrument qui lui avait été confié beaucoup plus longtemps qu'il n'était nécessaire, mais qu'encore l'instrument lui avait été réclamé à plusieurs reprises par le prêteur, et qu'il avait eu le tort de ne point le rendre.

# TABLE ALPHABÉTIQUE

## DES MATIÈRES

CONTENUES AU BULLETIN SPÉCIAL DES DÉCISIONS DES Juges DE PAIX

POUR L'ANNÉE 1886.

**ABUS DE JOUISSANCE.** — V. *Action possessoire*.

**ACTE DE COMMERCE.** Dans le cas de contestation relative à un acte commercial quant à l'une des parties et non commercial quant à l'autre, la compétence est déterminée par la nature de l'engagement de celui contre qui l'action est formée, p. 231. — En conséquence, l'action en paiement de fournitures faites par un non-commerçant à un commerçant, pour les besoins de son commerce, échappe à la compétence du juge de paix. *Ibid.*

**ACTION POSSESSOIRE.** Le juge de paix est compétent pour statuer sur une action possessoire, alors même que le défendeur soulève une contestation de propriété, p. 77. — Spécialement, le demandeur soutiendrait en vain que le terrain litigieux, dans la possession duquel il a troublé le demandeur, serait une propriété de la commune et ferait partie de la voie publique, alors que la commune n'intervient pas au procès. *Ibid.* — Il appartient au juge du possessoire de décider que le demandeur a bien, d'après l'enquête et les débats, la possession, non contestée avant le trouble, du terrain qui fait l'objet du procès, à la condition de statuer seulement sur la possession. *Ibid.* — Le juge de paix saisi d'une action possessoire peut consulter les titres pour caractériser la possession, p. 131. — Le fait par un propriétaire d'avoir occupé le terrain litigieux pendant plus d'un an, en y déposant sa voiture, des bois et autres objets, constitue une preuve de possession utile à prescrire et pouvant servir de base à l'action possessoire. *Ibid.* — Des faits isolés de passage sur le même terrain par son adversaire ne sont pas de nature à contredire cette possession et n'ont pu inter-

rompre la prescription. *Ibid.* — En matière de voirie urbaine ou rurale, l'autorité judiciaire est seule compétente pour juger les questions de propriété ou de possession qui intéressent les particuliers. En conséquence, le juge de paix est compétent pour statuer sur la contestation qui lui est soumise au possessoire, p. 175. — Est recevable l'action possessoire intentée par un particulier troublé dans sa possession dûment justifiée avec les caractères légaux, du sol d'un terrain vague ou ruelle, alors même que cette ruelle aurait été déclarée voie publique en vertu d'un arrêté municipal. *Ibid.* — Un plan cadastral ne fait pas titre pour une commune contre la possession d'un particulier. *Ibid.* — De même, l'arrêté du maire qui délivre un alignement à un particulier et l'autorise à ouvrir une porte sur le terrain litigieux ne fait pas obstacle à l'exercice de l'action possessoire, de la part du voisin qui a justifié de sa possession annale de ce terrain. *Ibid.* — Le juge de paix saisi d'une action possessoire reste compétent pour en connaître, alors même que le défendeur à l'action se prétend fondé en titre à exercer l'acte constituant le trouble dont se plaint le demandeur, p. 233. — Si chaque copropriétaire a la faculté d'user de la chose commune dans la mesure de son intérêt, c'est à la condition de ne point entraver la jouissance des autres communistes. *Ibid.* — Spécialement, il y a, de la part de l'un des copropriétaires, un trouble à la possession de l'autre dans le fait d'intercepter sur la cour commune le passage exercé par ce dernier pour accéder à une partie de sa propriété. *Ibid.* — Le juge saisi de la contestation doit, en maintenant le demandeur en la possession dont il a justifié, ordonner la suppression de l'obstacle. *Ibid.* — Il appartient au juge de paix, saisi d'une action en maintenue

possessoire d'une servitude de passage fondée sur l'enclave, de vérifier si le fonds litigieux est réellement à l'état d'enclave, p. 91. — Le propriétaire d'un fonds reconnu enclavé, qui justifie de la possession annale du passage sur un fonds voisin, avec chevaux et voitures pour l'exploitation de son fonds, doit être, en cas de trouble, maintenu dans cette possession, telle qu'elle s'exerçait avant le trouble. *Ibid.* — Les servitudes discontinues, telles que celles de passage et de pacage, ne sont pas susceptibles de s'acquérir par prescription ; elles ne peuvent donner ouverture à l'action possessoire qu'autant qu'elles sont fondées en titre ou sur l'enclave, p. 43. — La destination du père de famille ne vaut pas titre à l'égard des servitudes discontinues, à moins qu'il n'existe un signe apparent de servitude entre les héritages divisés. *Ibid.* — Il appartient au juge du possessoire de consulter les titres et, notamment, les actes de partage, pour caractériser la possession. *Ibid.* et 75. — Si une servitude de puisage ou d'abreuvement ne peut, à raison de son caractère discontinu, donner ouverture à l'action possessoire, il en est autrement lorsque le plaignant revendique le droit de puisage, non à titre de servitude, mais à titre de copropriété, p. 238. — Et l'action possessoire en maintenance de la jouissance du puisage doit être accueillie, quand ce droit est fondé en titre apparent et a été exercé pendant plus d'an et jour avant le trouble. *Ibid.* — En matière possessoire, la contestation sur le titre ne rend pas le juge de paix incompetent. *Ibid.* — Celui auquel est due une servitude a droit de faire tous les ouvrages nécessaires pour en user et la conserver, mais ces ouvrages sont à ses frais et non à ceux du propriétaire du fonds assujéti, à moins que le titre d'établissement de la servitude ne dise le contraire, p. 75. — Lorsque le propriétaire du fonds assujéti, sans avoir consenti à contribuer aux frais d'empierrement d'un chemin ou passage sur son fonds, n'a cependant fait aucun obstacle à l'exercice du droit de passage acquis au propriétaire du fonds dominant, ce dernier n'est ni recevable ni fondé à exercer contre lui la complainte possessoire. *Ibid.* — Lorsque, en matière de servitude de passage fondée en titre, le propriétaire du fonds servant a, à diverses reprises et sur divers points, commis des entreprises de nature à troubler le propriétaire du fonds dominant, l'année pendant laquelle la complainte doit se produire, à peine de n'être plus recevable, ne doit se calculer qu'à partir

du jour où le propriétaire du fonds auquel est due la servitude, s'est trouvé complètement empêché d'en user, p. 27. — Le fermier, n'étant qu'un détenteur précaire, n'a pas qualité pour soutenir une action en complainte possessoire, à moins que le propriétaire n'intervienne dans l'instance, p. 42. — L'action possessoire peut être intentée contre un communisme, notamment par le copropriétaire d'un puits mitoyen, contre l'autre copropriétaire qui fait des actes de possession privée de nature à restreindre la jouissance du demandeur, p. 270. — Lorsqu'au cours de l'instance le défendeur a reconnu le droit du demandeur et supprimé le nouvel œuvre constituant le trouble, le juge du possessoire doit, en ordonnant la maintenance, statuer sur les dommages-intérêts réclamés pour le préjudice causé antérieurement par le trouble. *Ibid.* — Si l'article 640 du Code civil assujétit les fonds inférieurs à recevoir les eaux découlant du fonds supérieur, sans distinction des eaux de source ou des eaux pluviales, il n'en est pas de même lorsque la main de l'homme a contribué à leur donner une direction contraire à leur cours naturel, p. 71. — Spécialement, le propriétaire du fonds inférieur est recevable à intenter l'action possessoire contre le propriétaire voisin qui, par des ouvrages édifiés sur son propre terrain depuis moins d'an et jour, a capté les eaux pluviales, puis en a dirigé la sortie, contrairement à leur cours naturel, sur le fonds du demandeur, de façon à inonder soit le passage dont il jouit, soit ses étables et écuries. *Ibid.* — Le fait par un propriétaire d'avoir exhaussé le sol d'une rue, commune entre les riverains, au détriment d'un autre propriétaire, constitue un trouble dont la répression peut être demandée devant le juge du possessoire, p. 210. — Lorsque les deux parties ne peuvent établir juridiquement leur possession annale de la chose litigieuse, le juge du possessoire peut les renvoyer à se pourvoir au pétitoire, p. 237. — Un fait d'abus de jouissance, tel qu'un dépôt momentané d'instruments aratoires ou autres objets sur un terrain commun, ne peut donner lieu à une action possessoire, alors que ce fait n'implique aucune prétention de possession exclusive. *Ibid.* — V. *Carrière, Cheminée, Possession.*

**AFFICHE ÉLECTORALE.** Il y a lacération d'affiche prévue et punie par l'article 17 de la loi du 29 juillet 1884, dans le fait d'appuyer une canne sur une affiche électorale à l'endroit où est imprimé en



grosses lettres le nom du candidat, et de déchirer et enlever ce nom, p. 307. — Il en est ainsi, alors même qu'en faisant un effort de raisonnement ou en recourant à d'autres parties de l'affiche, un lecteur peut reconstituer le nom déchiré. *Ibid.*

**AGENCE DE LOCATION.** Il est d'usage dans la commune du Vésinet que, quand deux bureaux d'agence de location ont fait visiter à un amateur, qui finit par traiter comme locataire, le même immeuble, le bénéfice de commission se partage entre leurs titulaires, p. 5. — En cas de non-accord entre ces derniers, le propriétaire qui a offert de payer doit rester indemne de tous frais. *Ibid.*

**ALIGNEMENT.** — V. *Voirie*.

**ANATOMIE.** Le fait d'emporter hors d'un amphithéâtre des portions de cadavre et des débris humains constitue une infraction à l'ordonnance du 25 novembre 1834, p. 308.

**ANIMAL DOMESTIQUE.** Le fait de tuer volontairement sur son propre terrain, en plein jour, un animal domestique, tel qu'un chien de berger appartenant à son voisin, ne peut se justifier que par la nécessité de défendre sa personne ou les siens, ses animaux ou même sa propriété, p. 221. — Est punissable des peines portées en l'article 479, § 1<sup>er</sup>, du Code pénal, le fait par un individu d'avoir volontairement donné la mort avec une arme à feu au chien d'autrui, qui s'était introduit dans son jardin entièrement clos de murs, attiré par une chienne en rut ; surtout si ce chien n'a inquiété personne. *Ibid.* — Le fait d'avoir volontairement et méchamment blessé un animal domestique appartenant à autrui (dans l'espèce le cheval d'un gendarme) constitue un délit et non une contravention. En conséquence, le juge de police est incompétent pour connaître d'un tel fait, p. 111. — Les blessures faites volontairement à un animal domestique d'autrui sont prévues et punies par la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, art. 30. *Ibid.* — V. *Mauvais traitements*.

**ANTICIPATION.** Lorsque l'inculpé du fait d'anticipation sur un chemin public soutient que ce chemin est un sentier privé ou d'exploitation et qu'il n'est pas justifié devant le juge de police que le chemin litigieux ait été l'objet d'un arrêté de reconnaissance, la publicité du chemin restant douteuse, il y a lieu de renvoyer

l'inculpé des fins de la poursuite sans dépens, p. 166.

**ARBITRE.** Le juge de paix est incompétent pour connaître de la demande formée par des arbitres en paiement de leurs salaires et avances, p. 182. — Cette incompétence est d'ordre public et, dans le silence des parties, doit être relevée d'office par le juge. *Ibid.*

**ARBRE.** Le propriétaire d'un terrain limitrophe de la voie publique n'est ni recevable ni fondé à actionner en dommages-intérêts l'entrepreneur qui, en faisant pour le compte de la commune, sur un chemin public lui appartenant, des tranchées destinées à recevoir les conduits d'une fontaine, a coupé les racines d'arbres qui s'étendaient jusque sur le sol de ce chemin, p. 12. — La commune a, comme tout autre propriétaire, le droit de couper les racines des arbres des voisins qui s'étendent sur son sol ; l'entrepreneur qui agit pour le compte de la commune a le même droit. *Ibid.* — Lorsqu'un arbre s'est incliné de telle sorte que la tige principale et les branches avancement sur la propriété du voisin, ce dernier est en droit d'exiger que le propriétaire de l'arbre coupe toute la partie de la tige qui dépasse la ligne divisoire et surplombe sur son champ, p. 169. — V. *Compétence*.

**ARRÊTÉ.** N'est pas légal ni obligatoire l'arrêté préfectoral qui étend à tout individu louant en garni tout ou partie d'une maison les obligations imposées aux logeurs de profession, notamment celle de tenir le registre de police prescrit par l'article 475 précité, p. 310. — V. *Comestibles*.

**ART DE GUÉRIR.** L'individu qui, sans être médecin, a donné des soins à un malade, spécialement l'a traité par les bains de vapeur, doit être considéré comme ayant exercé illégalement l'art de guérir, p. 149. — En conséquence, l'obligation qu'il prétend avoir été contractée envers lui est nulle, comme basée sur une cause illicite, et il doit être déclaré non recevable en sa demande en paiement d'honoraires pour ses soins et visites. *Ibid.*

**ASSURANCES.** N'est pas recevable ni fondée la demande intentée par une compagnie d'assurance contre un fermier en paiement de primes d'assurance échues après la cessation du bail de ce fermier, alors qu'il est établi en fait que la compagnie a connu la cessation du bail et,

par conséquent, de tout risque de sinistre, p. 255. — Toutefois, la compagnie qui n'a pas été officiellement avertie par l'assuré a droit à une indemnité équivalente au montant d'une prime annuelle. *Ibid.* — Dans le cas où l'assuré n'a pas souscrit une nouvelle assurance, mais où il ne fait que continuer celle de son vendeur, il doit, s'il veut profiter de l'autorisation qui lui est donnée par les statuts de faire cesser son assurance à l'expiration de chaque période de cinq ans, prévenir la compagnie dans les trois mois avant l'expiration de la période quinquennale partant de la date de la police souscrite par son vendeur, p. 59. — Lorsque la police d'assurance porte que la compagnie n'est pas responsable des sinistres qui se déclarent dans les bâtiments occupés par des troupes de passage, l'assuré, victime d'un incendie survenu après le passage de troupes logées dans ses bâtiments, n'a aucun recours contre la compagnie, ni même contre l'agent de cette compagnie qui lui aurait promis de s'occuper de son affaire, p. 260. — Un tel propos n'engage pas la responsabilité personnelle de l'agent, lequel n'a fait cette promesse qu'en cette qualité, si, d'ailleurs, il est constant qu'il a accompli en cette circonstance les formalités qui lui incombaient comme représentant la compagnie. *Ibid.* — L'assuré n'est donc ni recevable ni fondé à actionner personnellement l'agent en paiement du montant du sinistre. *Ibid.*

**ATELIER.** Le propriétaire qui loue à un ferblantier un atelier pour y exercer son industrie, ne peut ignorer que, pendant la location, ce dernier fera entrer et sortir des marchandises de cet atelier, notamment celles qui y sont fabriquées, ce qui motive l'usage consacré des six mois de loyer d'avance, p. 6. — Dès lors, il encourt des dommages-intérêts en faisant obstacle à la livraison d'un séchoir fabriqué dans les lieux, qu'il pouvait saisir, en se conformant à la loi, s'il lui était dû des loyers, ce qu'il n'a pas fait. *Ibid.*

**AVERTISSEMENT.** Lorsqu'il y a près d'un an que les parties ont comparu devant le juge de paix sur avertissement préalable et que le registre des avertissements porte la mention : *conclité*, il y a lieu de donner un nouvel avertissement ou de prévenir le juge de paix avant de citer par huissier, alors surtout que le juge actuel n'est pas le même que celui de la première audience, p. 197.

**AVEU.** L'aveu n'est indivisible que s'il porte sur des faits ayant entre eux une

corrélation telle que l'un est la conséquence de l'autre et qu'ils n'engendrent qu'une seule et même action, p. 229. — Est indivisible l'aveu fait par une partie qu'elle a reçu de leur propriétaire deux chevaux pour les loger et nourrir pendant l'hiver et ce, moyennant salaire. Ces animaux doivent donc être rendus à celui qui les a ainsi donnés en garde, ou à ses héritiers ou représentants légaux, p. 263. — Le tiers qui les revendique, en prétendant les avoir achetés du propriétaire, est tenu de justifier par titre de son acquisition. *Ibid.* — Cette preuve ne peut résulter d'une quittance dans laquelle rien n'établit qu'elle s'applique aux animaux en litige. Une telle quittance ne peut même valoir comme commencement de preuve par écrit. *Ibid.*

#### BAIL. — V. Louage.

**BAIL A CHEPTEL.** La convention par laquelle une partie a remis à l'autre des œufs de faisan pour les faire couvrir, sous la condition que le produit de l'élevage serait ensuite partagé par moitié, constitue un bail à cheptel, p. 282. — Le juge de paix est incompétent pour connaître des contestations qui s'élèvent entre les parties sur l'exécution de ce contrat. *Ibid.*

**BALCON.** L'article 678 du même Code interdit d'une façon absolue l'établissement de balcons à une distance moindre de 19 décimètres de l'héritage voisin ; le juge n'a pas à se préoccuper de la question de savoir si le balcon litigieux servira uniquement aux réparations du réservoir autour duquel il est construit ; lorsque la vue du haut de ce balcon peut s'exercer sur le fonds voisin, il doit être détruit partiellement ou en totalité, selon les circonstances, de façon à ne pas constituer un droit de vue sur la propriété du voisin à la distance prohibée, p. 133.

**BAN DE VENDANGE.** L'obligation d'observer le ban de vendange régulièrement publié, n'est relative qu'aux récoltes ayant pour objet la fabrication du vin, et non à la cueillette de raisins pour le service de la maison, p. 26.

**BARRIÈRE DE DÉGEL.** La contravention à l'arrêté d'un maire restreignant la circulation sur un chemin vicinal en temps de dégel tombe sous l'application de l'article 479, n° 11, du Code pénal, lorsqu'il y a dégradation du chemin, p. 188.

**BILLET DE LOGEMENT.** Le refus, même par une femme veuve, de fournir le logement militaire dont elle est requise



par l'autorité municipale, constitue une contravention à l'article 471, n° 18, du Code pénal, p. 192.

**BILLET A ORDRE.** Est nul et sans effet le billet souscrit sans cause, p. 117.

— Est nul aussi le billet qui n'est pas écrit entièrement par le souscripteur et est seulement signé par lui, alors que la signature n'est pas précédée d'un bon ou approuvé. *Ibid.*

**BORNAGE.** Lorsque, au cours d'une instance en bornage, il s'élève entre les parties une contestation sur les propriétés, le juge de paix doit se déclarer incompétent et renvoyer les parties à se pourvoir devant qui de droit, p. 13. — Lorsque, à une action en bornage, le défendeur oppose une exception de prescription ou une contestation sur les titres ou sur la propriété, il n'y a pas lieu à dessaisissement du juge de paix, mais seulement à surseoir, sauf le cas où l'action en bornage ne serait qu'une action en revendication déguisée, p. 199. — L'action en bornage a pour but de faire rentrer les possessions respectives dans les limites déterminées par les titres, p. 69. — En conséquence, et lorsque aucune contestation n'est intervenue ni sur la propriété, ni sur les titres, l'une des parties n'est pas fondée à opposer, pour conserver un excédent de terrain, sa possession annuelle ou même annale au-delà de ses titres. *Ibid.* — Lorsque les frais d'une instance judiciaire en bornage ont été occasionnés par la faute et la résistance d'une des parties, le juge peut mettre les frais de cette instance à la charge de cette partie, ceux relatifs au mesurage et au bornage restant communs entre toutes les parties en cause. *Ibid.*

**BOULANGER.** Le boulanger, comme tout autre marchand, est présumé devoir, en livrant sa marchandise, compter sur le paiement en espèces, et l'on ne peut prétendre s'appuyer sur un usage du pays pour forcer le marchand à accepter du blé en échange de son pain, p. 87. — Mais s'il résulte des débats que le boulanger a, pendant un certain temps, accepté d'être payé en livraison de blé, ce mode de paiement doit continuer d'être accepté par lui, tant qu'il n'a pas notifié à son acheteur sa volonté d'être désormais réglé en argent. *Ibid.*

**CARRIÈRE.** L'action possessoire est recevable en matière d'enclave en cas d'exploitation de carrières, p. 171. — Une galerie souterraine affectée au passage en vue de cette exploitation doit être consi-

dérée comme commune à tous les exploitants, et si des titres lui donnent en outre ce caractère, l'action possessoire est recevable entre communistes. *Ibid.* — En cas de complainte, les titres produits peuvent être consultés par le juge pour apprécier la possession, mais s'ils sont contestés, il ne saurait en ordonner l'application, l'expertise en ce cas n'étant pas du domaine du possessoire. *Ibid.*

**CHASSE.** Celui qui tue un animal sauvage, et spécialement un sanglier, sur le terrain d'autrui ou sur un terrain de chasse loué à autrui, doit indemnité au propriétaire ou locataire de ce terrain, p. 241. — Le défendeur soutiendrait en vain qu'il a blessé l'animal sur son propre terrain et qu'il le poursuivait depuis longtemps. Le chasseur qui a fait lever le gibier sur son terrain ne peut le suivre sur le fonds du propriétaire voisin. *Ibid.*

**CHEMIN PRIVÉ.** Le propriétaire d'un chemin privé ou d'exploitation est en droit de s'opposer à ce que les tiers passent sur ce chemin, p. 93. — Toutefois, alors que les habitants ont fréquemment usé de ce sentier, sans opposition du propriétaire, et alors que le demandeur ne justifie d'aucun préjudice sérieux à lui causé par le défendeur, la condamnation de ce dernier aux dépens de l'instance est une réparation suffisante. *Ibid.* — L'état de dépendance, de contiguïté et la situation respective, au regard des chemins de service, de parcelles provenant d'un partage entre cohéritiers ou comparsonniers, et existant par destination du père de famille, constitue un signe apparent de servitude, qui, en l'absence dans les actes de clauses contraires à son existence, équivaut à un titre, p. 43. — Dès lors, l'action en complainte, pour entreprise effectuée dans les chemins de service, peut être intentée par les ayants droit auxdits chemins. *Ibid.*

**CHEMIN PUBLIC.** — V. *Anticipation.*

**CHEMINÉE.** Lorsqu'à l'action possessoire intentée par le possesseur d'une cheminée construite contre le mur mitoyen, le défendeur oppose une exception tirée de ce que la cheminée ne serait pas construite selon les règles de l'art et présenterait des dangers d'incendie, il appartient au juge du possessoire de faire examiner la cheminée par un expert et d'ordonner tels travaux qu'il jugera nécessaires pour parer à ce danger, p. 300.

**CHIEN.** La qualité de propriétaire d'un chien trouvé en état de divagation peut

être établie contre le prévenu, et malgré ses dénégations, par tous les moyens de preuve, et notamment par la preuve testimoniale et par les présomptions, pourvu qu'elles soient graves, précises et concordantes, p. 80. — Le fait de laisser divaguer sur la voie publique un chien non pourvu de collier constitue la contravention prévue et punie par l'article 34 de la loi sur la police sanitaire des animaux, p. 275. — V. *Animal domestique*.

**CIMETIÈRE.** Le fait de pratiquer sur une tombe un travail non autorisé par le maire, spécialement d'établir un entourage en bois, à l'effet non point d'honorer le défunt, mais de l'isoler des autres tombes, en signe de réprobation, constitue la contravention prévue et punie par l'article 471, n° 1, du Code pénal, p. 83. — Le fait d'avoir, pour exécuter ce travail, coupé de fortes branches à un saule dépendant du cimetière et d'avoir ainsi endommagé la propriété de la commune, constitue la contravention prévue par l'article 479, n° 1, du Code pénal. *Ibid.* — Lorsqu'une concession d'un terrain dans un cimetière a été donnée par la commune à une famille moyennant un prix déterminé, sous la condition que le terrain concédé ne pourrait être l'objet d'un partage, et que la jouissance en resterait commune et indivise entre les membres de la famille, chacun de ces membres est tenu pour le tout envers la commune du paiement de la taxe spéciale due pour chaque inhumation nouvelle, p. 304. — Spécialement, l'un des communistes est tenu intégralement envers la commune du montant de la taxe due pour l'inhumation d'un de ses enfants. Il n'est pas fondé à soutenir que la tombe lui étant commune avec son beau-père, il ne doit payer que moitié de cette taxe. *Ibid.*

**CITATION.** — V. *Huissier*.

**CLOCHES.** — V. *Sonnerie*.

**COMESTIBLES.** Est illégal et non obligatoire comme contraire à la loi du 25 juin 1841 l'arrêté municipal qui interdit dans l'enceinte de la commune la vente à la criée des comestibles à l'intérieur d'un magasin, p. 218. — La vente à la criée des comestibles ne constitue pas une contravention, alors même qu'il serait allégué que le vendeur est commissionnaire et non marchand. *Ibid.*

**COMMUNISTE.** — V. *Copropriété*.

**COMPÉTENCE.** Lorsque le défendeur à

une demande en paiement d'une somme inférieure à 200 francs que le demandeur prétend lui rester due sur une créance totale supérieure à ce chiffre, se prétend au contraire créancier lui-même en alléguant qu'il a payé plus qu'il ne devait, et quand par suite la difficulté qui divise les parties porte en fait sur un chiffre dépassant 200 francs, le juge de paix doit se déclarer même d'office incompétent, p. 271.

— Lorsque le juge de paix est saisi d'une demande en paiement de solde restant dû sur un mémoire de travaux, supérieur en totalité à 200 francs, et que le défendeur conteste l'ensemble du mémoire qu'il prétend devoir être notablement réduit, le juge de paix est incompétent pour statuer, bien que le solde réclamé soit inférieur à 200 francs, p. 147. — Le juge de paix n'est pas compétent pour connaître d'une demande formée par une concierge contre son propriétaire, alors que la créance alléguée résulte d'un compte de recettes des loyers et dépenses, que les gages figurent dans ce compte, et que la balance au profit de la concierge est supérieure à 200 francs. Le juge de paix doit se dessaisir du tout à raison de la connexité, sans rechercher pour quelle somme les gages figurent dans le compte, p. 57. — Le juge de paix est compétent pour statuer sur toute demande personnelle et mobilière n'excedant pas 200 francs, p. 281. — Compétent pour connaître de l'action, il l'est également pour connaître de l'exception. *Ibid.* — Spécialement, il reste compétent, alors même que le défendeur à une action en paiement d'une dette de succession prétend n'avoir pas encore accepté cette succession. *Ibid.* — Et si des circonstances de la cause il résulte la preuve que le défendeur a fait acte d'héritier, qu'il a pris possession des valeurs et propriétés composant l'actif de cette succession, il y a lieu de le condamner au paiement de la somme à lui réclamée, si elle paraît légitimement due. *Ibid.* — Il appartient à l'autorité judiciaire de connaître des actions en indemnité dirigées contre un fonctionnaire ou agent de l'autorité publique, mais seulement au cas où ce fonctionnaire aurait usurpé un droit qui ne lui appartient pas ou commis une faute personnelle, p. 299. — Lorsque le fait reproché comme faute personnelle se relie étroitement aux fonctions de l'agent de l'autorité publique, l'interprétation du caractère de cet acte appartient exclusivement aux Tribunaux administratifs. *Ibid.* — En conséquence, il y a lieu pour le juge de paix de surseoir au jugement de la demande en indemnité jusqu'à ce que la juridiction administrative ait décidé si



l'acte incriminé constitue un abus de pouvoir ou une faute personnelle. *Ibid.* — Le juge de paix n'est pas compétent pour connaître des réclamations réclamées contre un propriétaire par un locataire entrant, p. 64. — Le juge de paix, compétent pour connaître des contestations qui peuvent s'élever entre voyageurs et aubergistes, est spécialement compétent pour connaître de la demande en dommages-intérêts intentée contre un aubergiste, à raison du dommage causé au cheval et à la voiture d'un voyageur qui les avait remis dans l'auberge, p. 29. — Cette compétence existe alors même que le voyageur n'a ni logé ni mangé dans cette auberge. *Ibid.* — Le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande tendant à l'arrachage d'arbres plantés en-deçà de la distance légale, à l'allocation de 100 francs de dommages-intérêts pour le préjudice antérieurement causé par cette plantation illégale, et à 2 francs de dommages-intérêts par chaque jour de retard dans l'exécution de la sentence à intervenir, p. 63. — Il doit se déclarer incompétent sur le tout, conformément à l'article 9 de la loi du 25 mai 1838. *Ibid.* — Le juge de paix saisi à la fois d'une demande principale en dommages-intérêts intentée par le bailleur contre le preneur, pour mutilation d'arbres plantés sur le terrain loué, et d'une demande reconventionnelle en indemnité pour non-jouissance, alors que la contestation soulève une question d'interprétation des clauses du bail, doit surseoir à statuer et renvoyer la partie qui soulève la question d'interprétation à se pourvoir devant le Tribunal compétent, p. 96. — En tous cas, le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande en indemnité pour non-jouissance, lorsque le droit à l'indemnité est contesté par le bailleur. *Ibid.* — Lorsque la demande en dommages-intérêts intentée par un propriétaire contre son voisin, bien qu'inférieure à 200 francs, rentre, à raison des causes sur lesquelles elle est fondée, dans la catégorie des actions relatives aux constructions et travaux énoncés dans l'article 674 du Code civil, le juge de paix ne peut statuer qu'en premier ressort, p. 141. — V. *Domestique, Louage.*

#### CONCIERGE. — V. *Compétence, Louage.*

**CONGÉ.** Le congé n'est assujéti par la loi à aucune forme particulière; il suffit, pour qu'il soit régulier, d'établir que la volonté de mettre fin au bail a été exprimée par l'une des parties et qu'elle a été connue par l'autre en observant toutefois

les délais fixés par l'usage des lieux, p. 203. — Le congé signifié six mois d'avance, c'est-à-dire le 24 décembre pour le 24 juin, conformément aux conventions du bail et à l'usage local, est valable, et doit être, en cas de contestation, validé par le juge, p. 207. — S'il est vrai que, pour les boutiques et leurs dépendances, l'usage de Paris veut, quelle que soit l'importance du loyer, que le congé soit donné six mois à l'avance, cette règle n'est pas applicable à la location d'un magasin situé dans une deuxième cour, lequel n'a aucune façade sur la rue et ne se trouve pas dans une cour marchande, p. 37. — Il en est surtout ainsi alors que le bailleur, en consentant cette location, n'a point exigé du preneur six mois de loyer d'avance. *Ibid.*

**CONTRAVENTION.** — V. *Enseignement primaire, Voirie, Voiture de place.*

**COPROPRIÉTÉ.** Tout copropriétaire peut user de la chose commune comme de sa propre chose, mais ce droit a pour limites le droit concurrent et parallèle des autres copropriétaires, p. 121. — Spécialement, le copropriétaire d'une porte commune doit user de cette porte civilement, c'est-à-dire sans nuire ou en nuisant le moins possible à l'usage que les autres copropriétaires sont en droit d'en faire suivant sa destination; et en pareille matière, l'ancienneté des aménagements et des pratiques suivies par les communistes doit être prise en sérieuse considération et constituer une sorte de règlement tacite qu'il convient de respecter, à moins de raisons d'une gravité exceptionnelle expliquant une innovation et la rendant nécessaire. *Ibid.* — S'il est loisible à chacun des ayants droit de jouir de la cour commune, c'est à la condition de ne pas troubler la possession des cointéressés, de ne pas dénaturer la destination de ladite cour, p. 118. — Le juge, dans la recherche du droit qui fait l'objet du litige, apprécie, avec une grande latitude, la nature des faits allégués. Il consulte les titres relatifs à la destination de la cour commune; il tient compte des dimensions de la cour, de la destination des héritages au service desquels elle est affectée et du nombre des communistes, et il détermine ainsi l'existence du trouble qu'il est appelé à faire cesser. *Ibid.*

#### COUR COMMUNE. — V. *Copropriété.*

**CURÉ.** Lorsqu'il résulte de l'enquête et des débats preuve suffisante qu'un curé a touché une indemnité pour secondes messes, pour une période de temps pen-

dant laquelle son prédécesseur était encore dans l'exercice de ses fonctions, les héritiers de ce prédécesseur sont recevables et fondés à réclamer à ce curé la restitution du montant de cette indemnité, ou de leur part héréditaire dans la somme par lui indûment perçue, p. 150.

**DEMANDE RECONVENTIONNELLE.** Le juge de paix saisi de deux demandes, principale et reconventionnelle, dont la seconde échappe par son chiffre à sa compétence, peut se dessaisir de la demande reconventionnelle seulement et statuer sur la demande principale rentrant dans sa compétence, p. 229.

**DÉNONCIATION.** Celui qui, victime d'un vol, porte plainte devant un officier de police judiciaire et désigne la personne qu'il soupçonne, use d'un droit, et par conséquent n'encourt aucune responsabilité au cas où la personne dénoncée est reconnue innocente, s'il a agi de bonne foi et sans légèreté, p. 85. — V. *Diffamation*.

**DENRÉES ALIMENTAIRES.** Le fait d'envelopper des substances alimentaires dans du papier coloré au chromate de plomb constitue une contravention punissable, p. 108. — Lorsque l'emploi dans ce papier du chromate de plomb est reconnu par le prévenu, le juge de police n'est pas tenu d'en ordonner préalablement l'analyse. *Ibid.*

**DÉPÔT DE MATÉRIAUX.** L'entrepreneur ou ouvrier à la tâche n'est pas personnellement responsable du fait de dépôt de matériaux sur la voie publique ou du défaut d'éclairage de ces matériaux pendant la nuit, lorsqu'il est établi qu'il a agi pour le compte d'un propriétaire et sous les ordres de son architecte ou représentant, p. 19. — En conséquence, il ne saurait être condamné aux peines de ces contraventions, alors même qu'elles auraient été relevées à sa charge. *Ibid.* — Aucun dépôt de matériaux ne peut être fait sur la voie publique, sans nécessité, ou sans autorisation écrite de l'autorité compétente, alors même que ce dépôt aurait eu pour but d'en améliorer la viabilité, p. 215.

**DESTINATION DU PÈRE DE FAMILLE.** — V. *Servitude*.

**DIFFAMATION.** Lorsque les propos injurieux ou diffamatoires imputés au défendeur sont déniés par lui et que le seul témoin produit par le demandeur est valablement reproché, la demande doit être

rejetée, faute de preuves, p. 115. — La provocation n'est une excuse de l'injure qu'autant qu'elle a précédé de très peu de temps l'injure, en sorte que celle-ci ne serait qu'une riposte, p. 267. — Un propos injurieux dans ses termes peut être en même temps une diffamation, s'il renferme l'imputation d'un fait précis et déterminé.

*Ibid.* — L'excuse de la provocation n'est pas admissible en matière de diffamation.

*Ibid.* — L'éventualité d'un appel en police correctionnelle ne va pas jusqu'à étendre aux poursuites en simple police l'immunité parlementaire édictée par l'article 14 de la loi constitutionnelle sur les rapports des pouvoirs publics du 16 juillet 1875, p. 243. — La diffamation non publique n'est pas prévue et partant punie par la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. La jurisprudence antérieure à cette loi, jurisprudence assimilant la diffamation non publique à l'injure simple, ne saurait survivre à la législation dont elle était à tort ou à raison devenue le développement paru nécessaire. *Ibid.* — En tous cas, la diffamation non publique, fût-elle encore assimilable à l'injure simple, elle n'est pas plus punissable que l'injure elle-même, quand les propos injurieux ou diffamatoires ont été provoqués dans un entretien ayant un caractère confidentiel. *Ibid.* — Le juge de paix saisi d'une demande en 1500 francs de dommages-intérêts, à raison d'une prétendue diffamation, est incompétent pour statuer, si le propos incriminé, bien que domageable, n'a cependant pas le caractère diffamatoire, p. 284. — Spécialement, on ne saurait considérer comme diffamatoire et de nature à nuire à la considération et à l'honneur d'une personne le fait d'avoir dit de cette personne qu'elle est atteinte ou menacée d'épilepsie héréditaire. *Ibid.* — Le reproche d'une infirmité, d'une maladie cruelle ou repoussante, ne pourrait être diffamatoire qu'autant que cette infirmité ou cette maladie serait le résultat de l'inconduite ou du désordre. *Ibid.* — La personne qui, à tort, a porté plainte contre une autre et l'a accusée faussement d'avoir commis un vol à son préjudice, peut être déclarée responsable du tort causé par son imprudence et, alors même qu'elle n'a pas agi méchamment, être condamnée à des dommages-intérêts, p. 286.

**DIVAGATION.** — V. *Chien*.

**DOMESTIQUE.** Un domestique n'est pas civilement responsable de la valeur d'un objet qu'il a cassé en faisant son service, p. 161. — La responsabilité du domestique est réglée par le droit commun ;

c'est-à-dire que pour qu'il soit reconnu responsable du dommage qu'il a causé à son maître, il faut qu'il y ait eu faute de sa part et que cette faute soit dûment établie par le maître. *Ibid.* — Lorsqu'il résulte des débats que des fournitures de ménage ont été livrées hors du domicile du maître, mais entre les mains du domestique, le fournisseur n'est pas recevable à actionner en paiement le maître lui-même, alors que celui-ci affirme qu'il remet chaque jour à son domestique l'argent nécessaire à la dépense de maison, p. 58. — Le juge de paix saisi d'une demande en paiement d'une somme de 4 000 francs à titre de gages de domestiques pendant cinq années, cesse d'être compétent pour connaître de la demande, si des débats et de l'aveu du demandeur lui-même il résulte qu'il n'y a eu entre les parties aucune fixation du prix des gages soit au jour, au mois ou à l'année; qu'au contraire, il y a eu entre elles échange de services, le défendeur ayant fourni le logement contre un travail d'intérieur que fournissait le demandeur, p. 274.

**DOMICILE.** Le défendeur est valablement assigné au lieu où il a son domicile réel, sa famille et où il exerce ses droits électoraux, p. 253. — Il alléguerait en vain, pour décliner la compétence du juge de ce domicile, qu'il a dans un autre canton un cabinet d'affaires et y exerce les fonctions d'homme d'affaires. *Ibid.* — La translation du domicile d'un fonctionnaire public ne résulte pas immédiatement de l'acceptation de ces fonctions, p. 315. — Dès lors le fonctionnaire peut être assigné à son domicile d'origine tant que la translation n'est pas effectuée. *Ibid.*

**DOMMAGE AUX CHAMPS.** Le propriétaire ou fermier qui n'a pas fait constater en temps utile le dommage causé à ses récoltes par les lapins existant dans un bois voisin, n'est plus recevable à intenter l'action en dommage aux champs. La demande doit être rejetée comme tardive, p. 38. — Le propriétaire de bois n'étant pas responsable *de plano* des dommages causés par les lapins aux récoltes voisines peut repousser l'expertise et demander que la question de responsabilité soit préalablement tranchée, p. 11. — Lorsqu'il n'y a pas importation de lapins ou multiplication par le fait du propriétaire, ce dernier n'est pas responsable. D'ailleurs, en cas de multiplication, il ne devient responsable que sur une mise en demeure et postérieurement à cette mise en demeure. *Ibid.* — La location que le

propriétaire fait de son droit de chasse est une présomption que les lapins sont entretenus dans ses bois dans la plus grande mesure possible, et des dommages-intérêts sont d'autant plus dus que les circonstances de la cause viennent confirmer cette présomption, p. 294.

#### DROIT DE SUITE. — V. Chasse.

**EAU.** Il appartient au juge de paix, lorsque la servitude d'écoulement d'eaux est établie sans titre, de déterminer la direction qui doit être donnée aux eaux pluviales, p. 40. — V. *Egout.*

**Eaux INSALUBRES.** Le fait par un aubergiste d'avoir lavé son auberge et répandu sur la voie publique les eaux provenant du lavage ne constitue pas une contravention, p. 51. — Il n'appartient pas à un agent de police de déterminer le caractère des eaux ainsi répandues et de les déclarer insalubres. *Ibid.* — Le fait d'avoir laissé écouler sur la voie publique des eaux insalubres et répandant des exhalaisons nuisibles, constitue une contravention à l'article 471, n° 6 et 11, du Code pénal, p. 22.

**ÉGOUT DES TOITS.** La défense contenue dans la partie finale de l'article 681 du Code civil est générale et absolue; la loi ne distingue pas si l'égout des toits cause ou non un préjudice, p. 133.

**ÉLECTION DE DOMICILE.** Indiquer une personne, comme ayant tous pouvoirs de régler une affaire, ne constitue pas une élection de domicile chez cette personne dans le sens de l'article 111 du Code civil. La citation donnée à ce prétendu domicile élu est nulle, p. 57.

#### ÉLECTIONS. — V. Liste électorale.

**ENCLAVE.** Bien que le fait d'enclave, résultant de la perte par non-usage d'un droit de servitude existant antérieurement en faveur de la parcelle enclavée, soit un fait constant, le propriétaire enclavé ne peut prétendre à un droit de passage sur la propriété qui sépare sa parcelle de la voie publique, s'il ne l'a légalement acquis. A cet effet, les actes de jouissance allégués doivent être non précaires, non interrompus sans discontinuité ni sans trouble, p. 72. — V. *Action possessoire.*

**ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.** Il ne peut y avoir plainte adressée au juge de paix et poursuite du délinquant qu'après deux infractions régulièrement poursuivies et punies par la commission scolaire, p. 257.

**ENTREPRENEUR.** L'entrepreneur, même opérant des travaux de pur entretien, ne saurait être considéré ni comme tâcheron, ni comme ouvrier, ni comme marchand, p. 139. — Il échappe en conséquence soit à la prescription de six mois, soit à celle d'un an, *Ibid.*

**ÉPILEPSIE.** — V. *Diffamation.*

**EXPERTISE.** Les dispositions du Code de procédure, art. 302, aux termes desquelles l'expertise ne peut se faire que par trois experts, ne sont pas obligatoires en justice de paix, p. 143. — Le juge de paix à l'arbitrage duquel est subordonné le nombre des experts à choisir peut en nommer un ou trois, suivant l'importance de la cause. *Ibid.* — Spécialement, en matière de réparations locatives, le juge de paix peut ne nommer qu'un expert. *Ibid.*

**FONCTIONNAIRE.** — V. *Compétence.*

**FOSSOYEUR.** — V. *Sépulture.*

**GARANTIE.** Le défendeur à une action en garantie est tenu de procéder devant le Tribunal où la demande originaire est pendante, encore bien qu'il dénie être garant. Il n'est donc pas recevable à décliner la compétence du juge de paix saisi de la demande originaire en se basant sur ce qu'il n'est pas domicilié dans son canton, p. 33. — Ne peut être indéterminée la garantie d'usage du pépiniériste lors de la vente et de la plantation d'un arbre qui réunissait d'ailleurs, au moment de la mise en place, les conditions de choix et la vitalité désirable, p. 312.

**GARDE-MALADE.** Ne peut être rangé dans la catégorie des gens de travail, au jour, au mois ou à l'année, l'individu qui prétend avoir donné ses soins à un autre en qualité de garde-malade, pendant le temps qu'a duré la maladie, alors que d'ailleurs il n'est intervenu aucun engagement spécial entre les parties au mois ou au jour, p. 287. — En conséquence, et si la demande en paiement de salaires intentée contre la personne qui aurait reçu les soins, est supérieure à 200 francs, le juge de paix est incompétent pour connaître de la contestation. *Ibid.*

**HUISSIER.** La citation en justice de paix donnée par un huissier étranger au canton est valable. L'infraction à l'article 16 de la loi du 25 mai 1838 n'entraîne, s'il échet, contre l'huissier, qu'une condamnation à l'amende, p. 191.

**INDEMNITÉ POUR NON-JOUISSANCE.** — V. *Louage.*

**INJURE.** Le fait de dire d'un individu, dans une salle de mairie, qu'il est un menteur, un traître, et qu'il ne peut inspirer que le mépris, constitue une diffamation ou tout au moins une injure publique, qui donne ouverture à une action civile en dommages-intérêts, p. 49. — Le Tribunal de simple police n'est pas compétent pour statuer sur l'injure proférée dans un lieu public contre le maire et les conseillers municipaux d'une commune, p. 7. — L'injure commise publiquement envers des magistrats, à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, est justiciable du Tribunal correctionnel. *Ibid.* — Le fait par un sacristain d'avoir rendu des cierges à un paroissien en lui disant : « Gardez-les, ils vous serviront pour votre enterrement », ne constitue pas une injure pouvant donner ouverture à une action en dommages-intérêts, p. 47. — En matière d'injure simple, la prescription de trois mois court à partir du jour où la contravention a été commise, et non du jour du procès-verbal qui en constate l'existence, p. 309. — V. *Diffamation.*

**INTERRUPTION DE PRESCRIPTION.** La citation devant le Tribunal de police, donnée à l'auteur d'un délit rural par la partie lésée, implique une interruption de la prescription par rapport à l'action civile prise isolément, alors même qu'il n'aurait pas été suivi sur cette citation et que la partie lésée aurait donné son désistement, p. 295. — En conséquence, le défendeur à une action civile, ultérieurement intentée pour avoir réparation du dommage, n'est pas fondé à opposer l'exception de prescription, alors que cette prescription avait été ainsi interrompue. *Ibid.*

**JET.** Le fait d'avoir jeté par la fenêtre sur la tête d'un enfant qui passe dans la rue un pot d'eau propre constitue la contravention prévue et punie par le numéro 6 de l'article 471 du Code pénal, p. 312. — V. *Eaux insalubres.*

**LACÉRATION.** — V. *Affiches.*

**LAPINS.** — V. *Dommages aux champs.*

**LISTE ÉLECTORALE.** L'électeur qui ne justifie pas d'un domicile réel dans la commune, qui n'y réside que depuis moins de six mois et n'y est pas inscrit au rôle de l'une des quatre contributions directes ou au rôle des prestations en nature, n'a pas droit d'être inscrit sur la



liste électorale de cette commune, p. 158. — La privation du droit électoral dont les individus condamnés à plus d'un mois d'emprisonnement pour l'un des délits prévus par le décret du 2 février 1852, sont frappés pendant cinq années, à partir de l'expiration de leur peine, cesse pour le condamné qui a échappé par la prescription à l'exécution de la condamnation, cinq ans après l'accomplissement de cette prescription, p. 86. — En d'autres termes, si la condamnation n'a pas été subie, le point de départ de la privation, pendant cinq ans, du droit électoral est le moment à compter duquel le condamné n'aura plus été tenu de subir sa peine. *Ibid.* — En conséquence, doit être inscrit l'électeur qui a prescrit sa peine, lorsque cinq ans et plus se sont écoulés depuis le jour où cette prescription lui a été acquise. *Ibid.*

**LOGEUR.** L'entrepreneur de transports de betteraves pour le service d'une sucrerie, qui loge et nourrit, à prix d'argent, dans une cantine, les ouvriers qu'il emploie, doit être rangé dans la catégorie des personnes qui sont tenues d'avoir un livre de police, sur lequel doivent être inscrits tous les individus logeant chez elles, p. 216. — Il doit être prononcé, en cas de contravention, autant d'amendes qu'il y a eu d'individus logés chez le contrevenant et non inscrits. *Ibid.* — La bonne foi du prévenu n'est pas une excuse de la contravention. Elle peut seulement être prise en considération pour l'admission des circonstances atténuantes. — N'est pas logeur en garni, au sens de l'article 478, § 2, du Code pénal, celui qui, dans sa propre maison, loue au mois deux chambres garnies, sans loger aucun voyageur ou passant pour un ou plusieurs jours, p. 310. — Peu importe qu'il ait cru devoir solliciter une autorisation du maire pour louer en garni deux chambres. *Ibid.*

**LOUAGE.** Le juge de paix n'est pas compétent en matière de louage, lorsque la contestation soulève une question d'interprétation des clauses du bail, p. 64. — Le juge de paix n'est pas compétent pour statuer sur une demande en résiliation de bail fondée sur ce que le locataire ne se serait pas conformé, dans sa jouissance, aux clauses et conditions du bail, p. 8. — Le juge de paix n'est pas compétent pour statuer sur une demande intentée par un locataire, afin d'obtenir une indemnité pour non-jouissance, alors que le droit à l'indemnité est contesté, p. 67. — Il n'est

pas davantage compétent pour statuer sur une résiliation de bail basée sur toute autre cause que le non-paiement des loyers. *Ibid.* — Le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en indemnité pour non-jouissance, provenant du fait du propriétaire, à la condition que le droit à l'indemnité ne soit pas contesté par le propriétaire, p. 100. — Toutefois, il faut que la contestation soit sérieuse et porte notamment sur l'interprétation d'un acte, sur le trouble apporté par un tiers, etc., pour que le juge soit tenu de se dessaisir. S'il n'a à vérifier qu'un fait matériel, par exemple, le mauvais état des lieux loués, la chute d'un plafond ou d'un mur, il reste compétent, malgré la résistance du propriétaire, pour déterminer l'indemnité due. *Ibid.* — En matière d'indemnité pour non-jouissance provenant du fait du propriétaire, c'est le juge de la situation des lieux qui est compétent pour statuer. *Ibid.* — Le bailleur qui a fait ou fait faire, dans les lieux loués au preneur, des travaux d'excavation ou autres de nature à le troubler dans sa jouissance, est tenu de faire les réparations nécessaires, afin de remettre les lieux loués dans leur primitif état, p. 98. — Le preneur a, en outre, droit à une indemnité proportionnée au préjudice qu'il a subi. *Ibid.* — Le maire qui, sans autorisation du conseil municipal, a passé bail d'un local pour y établir l'école communale, est personnellement tenu des loyers envers le bailleur, p. 94. — Toutefois, lorsqu'il est établi que la commune a profité du bail en ce sens que l'école communale a réellement été installée pendant un certain temps dans le local loué par le maire, celui-ci est fondé à l'actionner en garantie et la commune est tenue de payer le prix des loyers pour le temps pendant lequel elle en a profité. *Ibid.* — Le locataire qui prend possession des lieux loués par lui, connaissant la gravité et la nature de la maladie à laquelle a succombé son prédécesseur, et qui est entré sans attendre que le local ait été débarrassé et assaini, ne peut réclamer une indemnité pour vice caché de la chose louée, au cas où l'un des membres de sa famille viendrait à être atteint de la maladie dont est mort son prédécesseur, p. 185. — Le locataire commerçant qui prétend que le concierge de la maison qu'il vient de quitter, ainsi que le propriétaire cité comme civilement responsable, sont passibles envers lui de dommages-intérêts, faute par le concierge de n'avoir pas donné à ses clients et fournisseurs sa nouvelle adresse, après sa sortie

des lieux loués, doit non seulement justifier du fait par lui allégué, mais encore du préjudice dont il excipe, p. 187.

**MAITRE.** — V. *Domestique*.

**MANDAT VERBAL.** L'inculpé d'un fait de voies de fait et violences légères est valablement représenté devant le Tribunal de police par une personne qui ne justifie que d'un mandat verbal, p. 190. — Il appartient au juge de police d'apprécier si ce mandat verbal a les caractères d'une procuration spéciale. *Ibid.*

**MARI.** Bien que les époux soient mariés sous le régime de la séparation de biens, le mari est tenu des dettes contractées par sa femme qui constituent des dépenses du ménage, p. 113.

**MAUVAIS TRAITEMENTS ENVERS LES ANIMAUX.** Le fait de lancer un coup de pied à un chien, sur son propre terrain, dans le but de l'en faire sortir, alors que, d'ailleurs, le chien n'a pas été blessé ne constitue pas la contravention de mauvais traitements envers les animaux, p. 194. — Le fait de donner des coups de fouet répétés à un chat et de le faire chasser par des chiens qui le blessent tombe sous l'application de la loi Grammont, p. 279. — Cette loi s'applique aux personnes étrangères aussi bien qu'au propriétaire de l'animal ou à celui qui en a la garde. *Ibid.* — La publicité résulte suffisamment de ce que les mauvais traitements ont été entendus du dehors. *Ibid.*

**MINEUR.** Le père n'est pas tenu de rembourser les prêts faits à son fils mineur, alors qu'il n'a pas autorisé ces prêts, p. 62. — En conséquence, le créancier du mineur n'est ni recevable ni fondé à actionner directement le père en paiement des sommes qu'il a avancées. *Ibid.*

**MITOYENNETÉ.** — V. *Cheminée, Mur*.

**MUR MITOYEN.** Un mur de clôture qui sépare deux héritages ruraux est réputé mitoyen, en l'absence de tous titres ou de toutes marques de non-mitoyenneté, p. 209. — Celui qui démolit un mur établi dans de telles conditions sans l'assentiment du propriétaire voisin commet un trouble possessoire et même un acte violent qui peut donner ouverture à la réintégration. *Ibid.* — V. *Cheminée*.

**NON-JOUISSANCE.** — V. *Louage*.

**NON-USAGE.** — V. *Servitude*.

**NOURRICES.** La nourrice qui a com-

mencé à nourrir un enfant deux jours avant d'avoir obtenu ses certificats n'est pas passible des peines de la contravention, si des circonstances de la cause il résulte la preuve que le retard dans l'obtention des certificats provient d'une force majeure, p. 258. — Il en est ainsi lorsqu'il est constant que la nourrice remplit toutes les conditions nécessaires de santé. *Ibid.*

**OUVRIER.** Lorsque par un usage constant a été établie l'obligation réciproque pour l'ouvrier et le patron de se donner congé huit jours d'avance, il ne suffit pas, pour faire disparaître cette obligation, que les patrons réunis aient décidé la suppression de l'usage et aient fait afficher leur décision dans tous les ateliers, alors qu'en réponse les ouvriers réunis ont décidé le maintien du congé d'usage et ont avisé les patrons de leur délibération, p. 289.

**PASSAGE.** — V. *Chemin, Servitude*.

**PÉPINIÉRISTE.** — V. *Garantie*.

**POSSESSION.** Doit être considéré comme un acte de pure faculté et de simple tolérance, ne constituant qu'une possession équivoque n'ayant pas les caractères prévus par la loi pour fonder une possession ou une prescription, le fait de profiter des émondes et coupes d'arbres provenant du talus d'un chemin vicinal, soit du contentement de l'administration préfectorale, soit à son insu, p. 128.

**PRESCRIPTION.** Les prescriptions à court terme étant basées sur une présomption de paiement, celui qui nie la dette n'est pas recevable à opposer une telle prescription, p. 33. — L'avertissement sans frais donné au prévenu ne constituant pas le contrevenant en demeure, et n'autorisant pas le juge à statuer par défaut, en cas de non-comparution, n'a pas le caractère d'un acte interruptif de prescription, p. 309. — V. *Voirie*.

**PRÊT A USAGE.** Le fait qu'un négociant aurait prêté deux fûts vides pour un temps indéterminé, ne lui donne pas le droit de réclamer un louage pour les objets prêtés, p. 159. — Celui qui a emprunté un objet et ne l'a pas rendu, malgré plusieurs réclamations du vendeur, n'est pas fondé à se prévaloir pour échapper à l'obligation de rendre l'objet ou d'en payer la valeur, de ce que cet objet aurait été emporté par une inondation, p. 317.

**PUISAGE.** — V. *Action possessoire*.



**REPROCHE.** Peut être reproché le témoin qui, au moment où se sont passés les faits sur lesquels il est appelé à déposer, était domestique au service de l'une des parties, p. 115. — En tous cas, les termes de l'article 283 du Code de procédure civile ne sont pas limitatifs, et il appartient au juge de décider que le témoin appelé n'est pas dans des conditions d'impartialité suffisante, et qu'à raison de ses relations avec l'une des parties, il ne doit pas être entendu. *Ibid.* — Est reprochable le témoin qui est en même temps le régisseur et le mandataire d'une des parties en cause, p. 89. — Et quand bien même le reproche articulé serait sans fondement, le juge de paix aurait encore le droit de ne pas admettre le témoin à déposer, les juges du fond, en dehors des cas spécifiés par l'article 283 du Code de procédure civile, pouvant apprécier la valeur des reproches dirigés contre les témoins et écarter leurs dépositions, s'ils les trouvent suspects. *Ibid.*

**RÉQUISITIONS.** Les agents de police ont, en cas de flagrant délit, le droit de requérir des citoyens pour leur prêter secours dans l'arrestation des délinquants sur la voie publique, et le refus d'obtempérer à leur réquisition constitue une contravention punissable, p. 195. — Il appartient au juge de police de décider en fait que l'un des prévenus, à raison de son jeune âge, a été dans l'impossibilité morale ou matérielle de porter le secours dont il a été requis. *Ibid.*

**RÉSERVOIR.** Les dispositions de l'article 674 du Code civil sont énonciatives et non limitatives; et la doctrine et la jurisprudence appliquent avec raison ces dispositions aux autres ouvrages et entreprises qui présentent avec ceux que le texte a directement prévus une analogie qui ne permet pas raisonnablement de les distinguer, p. 133. — Toutefois, pour rendre applicables les précautions exigées par cet article à des ouvrages qu'il n'énumère pas expressément, il faut que ces ouvrages aient une analogie évidente avec ceux indiqués audit article, ces précautions constituant des restrictions au libre exercice du droit de propriété. *Ibid.* — Spécialement, on ne saurait assimiler à un puits ou à une citerne, un réservoir destiné à recevoir 25 mètres cubes d'eau, soutenu par un piédestal en maçonnerie, et édifié à 80 centimètres du mur mitoyen, et contraindre le propriétaire constructeur de ce réservoir à prendre les pré-

cautions exigées par l'article 674. *Ibid.*

**RESPONSABILITÉ.** Les organisateurs d'un bal public, fût-il gratuit, sont responsables de la perte d'un vêtement déposé au vestiaire contre remise d'un numéro et moyennant salaire, p. 225. — Quand une personne étrangère à une maison laisse son chien en garde au concierge pour faire une visite à un locataire, le concierge n'est responsable de la fuite du chien qu'autant qu'il a commis une faute grave, p. 60.

**SAISIE.** Est valable la saisie de meubles faite sur le locataire, avant même l'échéance du terme de loyers, lorsqu'il est constant que le locataire cherche à soustraire et a soustrait clandestinement, sans l'autorisation du propriétaire, partie des meubles lui servant de gage, p. 201. — Le demandeur en nullité d'une saisie faite dans ces conditions exciperait vainement de ce que des objets de literie auraient été compris dans la saisie, alors d'ailleurs que le propriétaire consent à ce que ces objets soient distraits de la saisie. *Ibid.* — Doit être déclarée nulle et de nul effet, pour défaut de causes suffisantes, la saisie-gagerie pratiquée à la requête du propriétaire sur le mobilier du locataire, lorsque la créance du saisissant n'est pas encore échue, et que les garanties qui l'assuraient n'ont pas été sensiblement diminuées, p. 226. — La partie qui, sur une demande en dommages-intérêts pour préjudice causé par une saisie pratiquée chez elle, a transigé devant le juge avec la partie adverse et abandonné cette demande, n'est pas recevable à la reproduire ultérieurement pour la même cause accessoirement à une demande en paiement de travaux, p. 146. — Lorsque, lors de la saisie opérée à la requête du propriétaire, chez un ébéniste, son locataire, une armoire à glace confiée à ce dernier pour être réparée a été comprise dans la saisie, puis vendue, le propriétaire de l'armoire est en droit de réclamer tant au saisi qu'au saisissant le paiement de la valeur de ce meuble, p. 314.

**SANGLIER.** — V. Chasse.

**SECOURS.** — V. Réquisition.

**SÉPARATION DE BIENS.** — V. Mari.

**SÉPULTURE.** Le juge de paix n'est pas compétent pour connaître de la demande intentée contre un fossoyeur, à raison de ce qu'il aurait creusé une fosse sur l'emplacement où reposait le corps d'un pa-

rent du demandeur, alors que d'ailleurs le maire déclare que le fossoyeur a agi en vertu des ordres qui lui ont été donnés, p. 413. — V. *Cimetière*.

**SERVITUDE.** Une servitude de passage fondée sur un titre, la destination du vendeur, continue d'exister dans le lieu où elle a été établie, tant que les ouvrages apparents destinés à faciliter son exercice existent sur le fonds servant, et tant qu'elle n'est point éteinte par le non-usage, p. 16. — V. *Action possessoire, Enclave*.

**SIFFLET.** Le fait par un assistant de proférer une exclamation et de siffler un orateur dans une réunion ne constitue pas une contravention, s'il n'est pas établi par le procès-verbal que la tranquillité publique ait été troublée, p. 277.

**SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE.** Le président du conseil d'administration d'une société coopérative n'a pas qualité pour intenter seul et en son nom les actions de cette société, alors que les statuts de la société donnent au conseil d'administration tout entier pouvoir d'exercer toutes actions judiciaires soit en demandant, soit en défendant, p. 35.

**SOCIÉTÉ MUSICALE.** Le fondateur et directeur d'une société musicale, qui, pour l'achat d'instruments ou autres besoins de cette société, a emprunté à un tiers une somme d'argent, est personnellement responsable envers le prêteur, et tenu à remboursement de ce qui lui reste dû, lorsqu'en quittant la direction de la société, il n'a ni rendu des comptes ni pris soin d'assurer au prêteur un titre régulier en vertu duquel il pourrait se faire payer par les membres de la société, ou d'une nouvelle société qui la remplace, p. 155. — Le juge de paix est compétent pour connaître de la contestation lorsque le solde restant dû au prêteur n'excède pas 200 francs, *Ibid*.

**SONNERIE DES CLOCHES.** L'infraction à l'arrêté préfectoral qui règle l'heure de sonnerie des cloches dans tous les départements, est obligatoire lorsqu'il a été régulièrement publié et inséré au Recueil des actes administratifs, p. 24. — Un tel règlement, bien qu'il soit plus spécialement applicable aux curés et desservants du département, n'en a pas moins le caractère d'un arrêté général et permanent, et il n'a pas besoin d'être notifié indivi-

duellement à chacun des intéressés. *Ibid*.

**STATIONNEMENT.** La loi du 5 avril 1884, sur l'organisation municipale, n'a pas annulé les arrêtés pris par l'autorité municipale antérieurement à sa promulgation, p. 291. — Spécialement, le maire d'une commune a pu valablement prendre, en 1880, un arrêté établissant un droit de stationnement sur la voie publique, en usant du droit que lui donnaient les articles 34 de la loi du 18 juillet 1837 et 1<sup>er</sup> de la loi du 21 juillet 1867, et cet arrêté reste en vigueur sans qu'il ait été renouvelé depuis la loi de 1884. *Ibid*. — La taxe de stationnement est due par tout marchand qui s'arrête sur la voie publique pour offrir et vendre sa marchandise, sans qu'il soit nécessaire que la voiture ait été déchargée et les marchandises déposées sur cette voie dans l'attente des acheteurs. *Ibid*. — L'infraction à un arrêté établissant une taxe municipale ne tombe pas sous l'application de la loi répressive, et donne lieu seulement à une action civile. Le juge de paix est compétent pour connaître de cette action dans les limites du taux de sa compétence déterminé par l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1838. *Ibid*. — V. *Voitures de place*.

**TÉMOINS.** — V. *Reproche*.

**TRANSACTION.** Lorsque les parties en instance devant un Tribunal ont consenti à terminer leur différend par une transaction, il appartient au Tribunal, et notamment au juge de paix compétemment saisi de l'affaire, de consacrer cette transaction par jugement, pour lui imprimer le caractère d'authenticité et lui conférer la force exécutoire, p. 126. — La transaction consentie devant le juge constitue un contrat judiciaire auquel les parties ne peuvent déroger. *Ibid*.

**TRAVAUX CONFORTATIFS.** — V. *Voie*.

**VAINE PATURE.** Lorsqu'il n'existe pas dans la commune de règlement sur la vaine pâture, et que ce droit s'y exerce librement, celui qui, bien que résidant en dehors de cette commune, y exploite une certaine étendue de terres, peut envoyer paître un troupeau sur les terrains de la commune sujets à l'exercice de la vaine pâture, et, en ce faisant, ne commet aucune contravention, p. 214.

**VENTE.** L'intermédiaire qui a réalisé au profit de son commettant la vente de biens immobiliers est fondé à réclamer en

justice le paiement de la commission stipulée en cas de vente; mais il doit rester seul tenu du paiement des dépenses qu'il a jugé utile de faire pour faciliter la vente, p. 104. — Lorsque les parties sont en désaccord sur les conditions et le prix auxquels un chien de chasse aurait été vendu, il y a lieu, à défaut de preuve, de déclarer la vente imparfaite, alors surtout qu'il est établi que le chien, après la livraison, n'a pas cessé de porter un collier au nom du vendeur, p. 9. — Celui qui a pris livraison de la marchandise, spécialement d'une barrique de cidre, n'est plus recevable, lorsque l'acheteur lui demande le paiement du prix, à contester la qualité de cette marchandise, p. 103. — Le vendeur d'un cheval, après avoir consenti à le reprendre à l'acheteur qui le disait atteint d'un vice rédhibitoire, est fondé à actionner cet acheteur en dommages-intérêts si, après expertise et enquête, il est démontré que l'animal avait été livré sain et bien portant à l'acheteur, et qu'il n'est devenu malade que par le fait et la faute de ce dernier, p. 105. — Le contremaître ou ouvrier qui a acheté une certaine quantité de bois n'est pas fondé à se prévaloir, pour se soustraire au paiement du prix de ce bois, de ce qu'il n'aurait agi que comme mandataire et pour le compte de la compagnie de mines au service de laquelle il est employé, alors d'ailleurs que des circonstances de la cause il n'apparaît pas qu'il ait reçu mandat d'acheter, ni que le vendeur ait connu ce prétendu mandat, p. 30. — Celui qui a acheté un animal destiné à la boucherie ne peut pas, au bout d'un an, opposer à la demande en paiement l'exception de garantie, p. 228.

**VICE RÉDHIBITOIRE.** Lorsqu'il résulte des débats, et notamment d'un rapport d'expert, qu'une mule vendue est atteinte de fluxion périodique des yeux, il y a lieu pour le juge saisi d'ordonner la résolution de la vente et la restitution du prix, p. 297. — Mais s'il n'est pas établi que le vendeur ait connu le vice dont l'animal était atteint, l'acheteur doit être remboursé des frais occasionnés par la vente, mais n'a pas droit à des dommages-intérêts. *Ibid.* — V. *Vente*.

**VOIES DE FAIT ET VIOLENCES LÉGÈRES.** — V. *Mandat*.

**VOIE PUBLIQUE.** — V. *Dépôt de matériaux, Stationnement*.

**VOIRIE.** Le propriétaire qui a été autorisé par arrêté préfectoral à exhausser sa

maison, sujette à reculement et située sur une rue formant prolongement d'un chemin de grande communication, à la condition qu'il n'en résulterait aucune consolidation, commet une contravention et est passible d'amende, lorsque les travaux par lui exécutés ont le caractère confortatif, p. 109. — Il appartient au juge de police de prononcer, outre l'amende, la démolition des travaux indûment faits. *Ibid.* — Le fait d'avoir construit ou exhaussé un mur sujet à reculement, sans avoir préalablement demandé l'autorisation et l'alignement, constitue, non une contravention successive, mais bien une contravention permanente, résultant d'un fait unique qui se prescrit après une année révolue. — Lorsque la contravention est prescrite, le juge de police ne peut prononcer la condamnation aux réparations civiles; spécialement, il ne peut ordonner la démolition de la besogne mal plantée, p. 163. — Le propriétaire qui a autorisé un locataire à construire sur son terrain est personnellement responsable des contraventions de voirie que le constructeur peut commettre, p. 223. — Il ne peut être excusé sous le prétexte que l'autorisation aurait été remise directement au locataire. *Ibid.* — Il y a contravention dans le fait de construire contrairement aux conditions imposées par l'administration. Le propriétaire, le locataire et l'entrepreneur des travaux sont tous trois passibles de l'amende. *Ibid.* — Il y a lieu en outre pour le juge de police d'ordonner la démolition de la besogne mal plantée. *Ibid.* — Les prescriptions de l'article 4 du décret du 26 mars 1852, relatives à l'autorisation préalable, et celles de l'article 5 du décret du 27 juillet 1859, remplacé par le décret du 23 juillet 1884, concernant la hauteur des bâtiments, ayant été édictées non dans l'intérêt de la voirie, mais dans celui de la sûreté et de la salubrité publiques, il s'ensuit que les contraventions aux dites constructions sont de la compétence du Tribunal de simple police, et non de celle du conseil de préfecture, p. 54. — Lorsqu'il n'est pas établi que des constructions faites contrairement à ces règlements ne peuvent subsister sans nuire aux intérêts de la sûreté et de la salubrité publiques, il n'y a pas lieu d'ordonner la démolition de ces constructions. *Ibid.* — Le juge de police doit seulement condamner le contrevenant à l'amende. *Ibid.*

**VOITURES DE PLACE.** Est légal et obligatoire l'arrêté municipal qui impose à tout cocher de voiture de place l'obligation d'être muni d'un livret et d'un per-

mis de circulation et de stationnement, p. 248. — En conséquence, le fait, par un cocher de voiture de place, d'avoir été trouvé stationnant en face de la gare du chemin de fer, sur la place de la station, sans être muni du permis de circulation et de stationnement, constitue une con-

travention punissable en vertu de l'article 471, n° 15, du Code pénal. *Ibid.* — Le cocher soutiendrait en vain que la place de la station ne fait pas partie de la voie publique, alors que cette place n'est pas close et qu'elle est attenante aux terrains de la ville. *Ibid.*

# TABLE CHRONOLOGIQUE DES JUGEMENTS

INSÉRÉS AU BULLETIN DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX  
pendant l'année 1886.

| DATES.      | NOM ET QUALITÉ<br>DU MAGISTRAT.    | PAGES. | DATES.                   | NOM ET QUALITÉ<br>DU MAGISTRAT.    | PAGES. |
|-------------|------------------------------------|--------|--------------------------|------------------------------------|--------|
|             | <b>1888</b>                        |        |                          |                                    |        |
| 5 avril.    | CARDENNE, juge.                    | 83     | 24 oct.                  | CH. FORTIN, juge.                  | 260    |
|             |                                    |        | 24 oct.                  | DUPUY, juge.                       | 315    |
|             |                                    |        | 7 nov.                   | CARDENNE, juge.                    | 214    |
|             |                                    |        | 18 nov.                  | DE COURCHANT DE SA-<br>BLON, juge. | 253    |
|             | <b>1889</b>                        |        | 24 déc.                  | LE HELLOCO, juge.                  | 59     |
| 20 mai.     | CARDENNE, juge.                    | 213    |                          |                                    |        |
| 21 août.    | DIEUDONNE, juge.                   | 104    |                          | <b>1888</b>                        |        |
| 16 sept.    | DUHAMEL, juge.                     | 109    | 29 janvier               | BÉCHU, juge.                       | 19     |
| 13 nov.     | DEMAILLASSON, juge.                | 98     | 6 février                | DECAIEU, juge.                     | 310    |
| 4 déc.      | DEMAILLASSON, juge.                | 62     | 24 février               | VEBER, juge.                       | 105    |
|             | <b>1889</b>                        |        | 25 février               | JOFFROY, juge.                     | 86     |
| 16 mars.    | CARDENNE, juge.                    | 91     | 31 mars.                 | MEUNIER, juge.                     | 121    |
| 10 juillet. | BAL, juge.                         | 77     |                          | CHOULLIER, juge.                   | 69     |
| 20 juillet. | CARDENNE, juge.                    | 42     | 11 avril.                | CONTI, juge.                       | 30     |
| 11 nov.     | DE COURCHANT DE SA-<br>BLON, juge. | 229    | 19 avril.                | MAYEN, juge.                       | 284    |
|             |                                    |        | 23 avril.                | FOURCHAULT, juge.                  | 22     |
|             |                                    |        | 24 avril.                | PREVOST, juge.                     | 203    |
|             |                                    |        | 29 avril.                | DEIN, juge.                        | 51     |
|             | <b>1891</b>                        |        | 5 mai.                   | MEUNIER, juge.                     | 89     |
| 16 avril.   | LE BIHAN, juge.                    | 100    | 1 <sup>er</sup> juillet. | CRANNEY, juge.                     | 58     |
| 31 mai.     | DUHAMEL, juge.                     | 67     | 16 juillet.              | GOMBEARD, juge.                    | 111    |
|             |                                    |        | 31 juillet.              | CRANNEY, juge.                     | 54     |
|             |                                    |        | 7 août.                  | LAIZON, juge.                      | 35     |
|             | <b>1893</b>                        |        | 11 août.                 | ROUX DE RAZE-SAUVI-<br>GNEY, juge. | 29     |
| 3 mai.      | MAUTOR, juge.                      | 40     | 12 août.                 | BOULE, juge.                       | 27     |
| 25 juillet. | MEUNIER, juge.                     | 133    | 13 août.                 | BELLAUNAY, juge.                   | 192    |
| 21 sept.    | VEBER, juge.                       | 146    | 17 août.                 | MORALIA, juge.                     | 24     |
| 20 oct.     | CARDENNE, juge.                    | 270    | 18 août.                 | LAIZON, juge.                      | 267    |
| 31 oct.     | CARDENNE, juge.                    | 75     | 18 août.                 | MASSE, juge.                       | 94     |
|             |                                    |        | 20 août.                 | BALMELLE, juge.                    | 15     |
|             | <b>1893</b>                        |        | 24 août.                 | TAILLEFER, juge.                   | 49     |
| 25 avril.   | BOULÉ, juge.                       | 258    | 25 août.                 | DE SALLES DE HYS, juge.            | 16     |
| 27 avril.   | LE LÉGARD, juge.                   | 118    | 4 sept.                  | BARON, juge.                       | 11     |
| 26 juillet. | BELLAUNAY, juge.                   | 257    | 5 sept.                  | GÉRARD, juge.                      | 12     |
| 17 août.    | TAILLEFER, juge.                   | 201    | 11 sept.                 | BARON, juge.                       | 11     |
|             |                                    |        | 15 sept.                 | BOISSIN, juge.                     | 209    |
|             |                                    |        | 16 sept.                 | GERAUD, juge.                      | 150    |
|             |                                    |        | 18 sept.                 | LAIZON, juge.                      | 271    |
|             |                                    |        | 22 sept.                 | MESUREUX, juge.                    | 7      |
|             | <b>1894</b>                        |        | 29 sept.                 | PICOT, juge.                       | 9      |
| 25 mars.    | PELLETIER, juge.                   | 87     | 30 sept.                 | BOULÉ, juge.                       | 5      |
| 31 mars.    | FAUVEL, juge.                      | 182    | 2 oct.                   | LAIZON, juge.                      | 231    |
| 21 avril.   | BÉRONIE, juge.                     | 71     | 3 oct.                   | BÉRONIE, juge.                     | 115    |
| 4 mai.      | PELLETIER, juge.                   | 255    | 4 oct.                   | BERTHELEMY, juge.                  | 33     |
| 19 juin.    | CHAMONIN, juge.                    | 237    | 5 oct.                   | BÉRONIE, juge.                     | 8      |
| 27 juin.    | GERARD, juge.                      | 163    | 9 oct.                   | GODART, juge.                      | 80     |
| 26 août.    | ROUX DE RAZE-SAUVI-<br>GNEY, juge. | 63     | 20 oct.                  | DE LAMY, juge.                     | 47     |
|             |                                    |        | 20 oct.                  | DE SALLES DE HYS, juge.            | 46     |
|             |                                    |        | 24 oct.                  | JOUAUST, juge.                     | 85     |

| DATES.     | NOM ET QUALITÉ<br>DU MAGISTRAT. | PAGES. | DATES.                | NOM ET QUALITÉ<br>DU MAGISTRAT. | PAGES. |
|------------|---------------------------------|--------|-----------------------|---------------------------------|--------|
| 24 oct.    | DIEUDONNE, juge.                | 26     | 26 février            | DECAIEU, juge.                  | 307    |
| 28 oct.    | CRANNEY, juge.                  | 6      | 3 mars.               | CRANNEY, juge.                  | 187    |
| 28 oct.    | BOULE, juge.                    | 57     | 12 mars.              | CARTIER, juge.                  | 277    |
| 30 oct.    | GODART, juge.                   | 96     | 16 mars.              | NOIROT, juge.                   | 241    |
| 4 nov.     | CRANNEY, juge.                  | 37     | 3 avril.              | BÉRONIE, juge.                  | 194    |
| 14 nov.    | SCHNLI, juge.                   | 210    | 5 avril.              | HUBERT, juge.                   | 221    |
| 20 nov.    | LE SENNE, juge.                 | 60     | 14 avril.             | DECAIEU, juge.                  | 289    |
| 20 nov.    | DESJEUX, juge.                  | 166    | 14 avril.             | BOULE, juge.                    | 171    |
| 26 nov.    | DAYREM, juge.                   | 169    | 14 avril.             | PLOT, juge.                     | 175    |
| 28 nov.    | TRIAIRE, juge.                  | 93     | 15 avril.             | RONIFACE, juge.                 | 248    |
| 4 déc.     | BECKER, juge.                   | 185    | 17 avril.             | CAROS, juge.                    | 149    |
| 5 déc.     | MOTTEAU, juge.                  | 282    | 6 mai.                | PLÉ, juge.                      | 233    |
| 11 déc.    | HILLAIRET, juge.                | 64     | 6 mai.                | CHAMOIN, juge.                  | 215    |
| 11 déc.    | JOUAUST, juge.                  | 113    | 7 mai.                | BECKER, juge.                   | 291    |
| 12 déc.    | SCHNLI, juge.                   | 126    | 13 mai.               | BARREY, juge.                   | 199    |
| 12 déc.    | SCHNLI, juge.                   | 108    | 22 mai.               | MILLION, juge.                  | 223    |
| 17 déc.    | BOYELDIEU D'AUIGNY,<br>juge.    | 108    | 24 mai.               | BLANCHARD, juge.                | 274    |
| 18 déc.    | BARON, juge.                    | 228    | 28 mai.               | BARATIN, juge.                  | 225    |
| 26 déc.    | SCHNLI, juge.                   | 117    | 11 juin.              | JACQUEMIN, juge.                | 297    |
| 29 déc.    | DE SALLES DE MYS, juge.         | 72     | 11 juin.              | JACQUEMIN, juge.                | 317    |
| 31 déc.    | GRIMET, juge.                   | 216    | 18 juin.              | REMI LEBE, juge.                | 263    |
|            | <b>1896</b>                     |        | 25 juin.              | FARARS, juge.                   | 197    |
| 4 janvier  | LOUIT, juge.                    | 190    | 29 juin.              | DUPUY, juge.                    | 295    |
| 8 janvier  | GODART, juge.                   | 141    | 30 juin.              | BERTHELENOT, juge.              | 226    |
| 16 janvier | DIEUDONNE, juge.                | 207    | 30 juin.              | CRANNEY, juge.                  | 286    |
| 16 janvier | SCHNLI, juge.                   | 113    | 6 juillet.            | DUPUY, juge.                    | 299    |
| 19 janvier | ROJAT, juge.                    | 155    | 9 juillet.            | GODART, juge.                   | 215    |
| 20 janvier | CRANNEY, juge.                  | 161    | 9 juillet.            | HILLAIRET, juge.                | 300    |
| 27 janvier | BOULE, juge.                    | 139    | 21 juillet.           | BOULE, juge.                    | 243    |
| 2 février  | PIRIEUR, juge.                  | 128    | 23 juillet.           | BOULE, juge.                    | 243    |
| 4 février  | LAFITTE, juge.                  | 218    | 26 juillet.           | BARON, juge.                    | 279    |
| 13 février | SCHNLI, juge.                   | 195    | 31 juillet.           | GIRARDOT, juge.                 | 312    |
| 19 février | BARON, juge.                    | 188    | 4 août.               | BOULE, juge.                    | 294    |
| 20 février | HUGON, juge.                    | 159    | 19 août.              | MARTIN, juge.                   | 284    |
| 22 février | CABANES, juge.                  | 158    | 24 août.              | AUBRY, juge.                    | 309    |
| 26 février | GODART, juge.                   | 141    | 1 <sup>er</sup> sept. | CRANNEY, juge.                  | 287    |
|            |                                 |        | 12 sept.              | DESJEUX, juge.                  | 304    |
|            |                                 |        | 12 oct.               | CARRÉ, juge.                    | 308    |
|            |                                 |        | 3 nov.                | CRANNEY, juge.                  | 314    |















